HENRY COSTON

LA FORTUNE ANONYME ET VAGABONDE

PUBLICATIONS H.C.

La fortune anonyme et vagabonde

DERNIERS OUVRAGES PARUS
DU MÊME AUTEUR :

Les Financiers qui mènent le monde (Diffusion : La Librairie Française).

Traduit en espagnol :

Con Dinero se rueda el Mundo (Samaran Ediciones, Madrid).

La Haute Banque et les trusts (Diffusion : La Librairie Française).
Le retour des « 200 Familles » (Diffusion : La Librairie Française).
L'Europe des banquiers (Diffusion : La Librairie Française).

Traduit en espagnol :

La Europa de los Banqueros (Libreria Editorial Argos, Barcelone).

Dictionnaire des dynasties bourgeoises (Alain Moreau, éditeur).
Un État dans l'État (La Librairie Française).
Les 200 Familles au pouvoir (Diffusion : La Librairie Française).
La Conjuration des Illuminés (Publication Henry Coston).

EN COLLABORATION avec Gilberte Coston :

L'A.B.C. du journalisme (Clubinter-Presse).
Le Journalisme en 30 leçons (Lectures Françaises).

AVEC DIVERS COLLABORATEURS :

La France à l'encan (Lectures Françaises).
La République du Grand Orient (Lectures Françaises).
La Haute Finance et les révolutions (Lectures Françaises).

Traduit en italien :

L'alta finanza e le rivoluzioni (Edizioni di Ar, Padoue).

Les technocrates et la synarchie (Lectures Françaises).
Partis, journaux et hommes politiques (Lectures Françaises).
Dictionnaire des pseudonymes, tomes I, II et III (Publications H.C.).
Le Secret des Dieux (Lectures Françaises).

Traduit en espagnol :

El Secreto de los Dioses (Editorial Almena, Buenos Aires).

Onze ans de malheur (Lectures Françaises).
Dictionnaire de la politique française, tomes I, II, III et IV (Diffusion : La Librairie Française).
Les causes cachées de la 2e Guerre mondiale (Lectures Françaises).
Procès de Louis XVI et de Marie-Antoinette (Publications Henry Coston).
Ce qu'il faut savoir quand on publie un livre (Publications Henry Coston).

HENRY COSTON

La fortune anonyme et vagabonde

PUBLICATIONS HENRY COSTON
B.P. 92-18, 75862 Paris Cedex 18

DIFFUSION : LA LIBRAIRIE FRANÇAISE
27, rue de l'Abbé-Grégoire - 75006 PARIS

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE :
DEUX CENTS EXEMPLAIRES SUR ALFA NUMÉROTÉS DE 1 A 200
PLUS MILLE EXEMPLAIRES
NUMÉROTÉS DE 201 A 1200,
RÉSERVÉS AUX SOUSCRIPTEURS
AINSI QUE QUELQUES EXEMPLAIRES
HORS COMMERCE H. C., LE TOUT
CONSTITUANT L'ÉDITION ORIGINALE

Imprimé en France
© 1984 by Henry Coston, Paris
Tous droits réservés pour tous pays, y compris l'U.R.S.S.

Veuillez adresser toute communication concernant cet ouvrage à Henry Coston — B.P. 92-18, 75862 Paris Cedex 18

INTRODUCTION

« Des gouvernements sans vigilance ne s'aperçurent pas que cette révolution économique, dont tout le monde eut dû se rejouir — puisque l'accroissement de la fortune mobilière est sans limites — leur créait l'obligation de défendre par des lois appropriées aux circonstances, et sans exception de race, celui qui, ayant la passion du sol, incorpore en quelque sorte sa personnalité à la terre de sa patrie contre son écrasement par **la fortune anonyme et vagabonde**. »

Duc d'Orléans
San Remo, le 16 février 1899

JE souhaite que ce livre soit, pour le proconsulat de François Mitterrand, ce que *« Les 200 Familles au pouvoir »*, parues il y a sept ans, ont été pour le proconsulat de Valéry Giscard d'Estaing. Sans avoir la prétention de tout savoir et de tout dire, je veux écrire, ici, une partie de ce que mes grands confrères de la presse écrite, parlée ou télévisée ne font que chuchoter, entre eux, quand ils veulent se donner l'illusion de l'indépendance.

Depuis 1981, aucun des bouleversements politiques, sociaux, économiques, financiers n'ont sérieusement inquiété « la fortune anonyme et vagabonde ». L'observateur attentif aura même remarqué que, dans la plupart des cas, le fameux « changement » annoncé par les nouveaux Messieurs s'est opéré en sa faveur.

Giscard d'Estaing favorisait les dynasties bourgeoises, issues de la Révolution française et alliées aux plus avides des héritiers de l'ancienne aristocratie détrônée par elles. Mitterrand livre ce qui reste de nos richesses aux oligarchies cosmopolites établies chez nous un peu plus tard et qui sont acoquinées aux pires agents de la Révolution marxiste.

Les vainqueurs de 1981 avaient promis de *faire payer les riches* pour soulager les pauvres ; ils ont singulièrement enrichi les très riches et appauvri un peu plus les très pauvres. Ils ont accéléré la ruine des classes moyennes des villes et des campagnes et réduit au chômage ceux que le précédent septennat avait ratés.

Sous le règne de François Mitterrand, les grandes banques cosmopolites ont presque doublé leurs profits, tandis qu'une classe inconnue de déshérités faisait son apparition : *les nouveaux pauvres*.

— Nous n'avons pas voulu cela, disent les plus sincères des anciens supporters de l'équipe au pouvoir.

A quoi bon les regrets. Mieux vaudrait un remède. Je ne crois pas que les élus de l'ex-union de la gauche puissent jamais nous l'administrer.

Et je dis pourquoi dans les pages qui suivent. Aussi sévère pour les faux bonshommes qui campent aujourd'hui à l'Élysée et à Matignon que je l'étais, hier, pour leurs devanciers.

CHAPITRE PREMIER

APRÈS GISCARD D'ESTAING

Avec 14 657 000 suffrages, Valéry Giscard d'Estaing était battu, le 10 mai 1981, par le challenger socialiste François Mitterrand, qui en avait obtenu 15 714 000. Un peu plus d'un million de voix ont manqué au président sortant pour vaincre, une nouvelle fois, son adversaire de 1974.

En dépit des rumeurs, je ne pensais pas que le successeur de Georges Pompidou serait battu. Certes, la droite traditionaliste était bien décidée à déposer un bulletin blanc dans l'urne et je savais que le *« vote-sanction »* du lobby sioniste (1) priverait le descendant (putatif) de Louis XV de 400 000 suffrages. Je ne croyais vraiment pas que l'amertume des uns et la rancœur des autres l'emporteraient sur la logique. Je me suis trompé : *Errare humanum est...*

Ainsi, grâce à une importante fraction de la droite catholique ou nationaliste, lasse d'être la piétaille d'une bourgeoisie conservatrice qui traite mieux ses ennemis que ses propres amis, le candidat de la gauche unie a été élu.

Ni mes amis ni moi n'avons regretté le départ du représentant des « 200 Familles ». Ses palinodies et ses trahisons l'avaient rendu odieux. Posant à l'homme de la tradition pour se faire élire, sept ans plus tôt, il avait fait, à peine investi des plus hautes fonctions, le contraire de ce qu'il avait promis, pour tenter de séduire les plus modérés du clan d'en face. Que lui auront rapporté, en fin de compte, ses mamours avec les hauts dignitaires de la Franc-maçonnerie et l'adoption de la loi Veil mise au point par un Grand Maître d'obédience ?

Le rusé compère avait-il cru qu'il conserverait les suffrages, sinon la confiance, des électeurs qu'il avait bafoués, tout en gagnant la sympathie des électeurs dont il adoptait les concepts ou flattait les manies ?

Ce que voulait la gauche — et c'est bien naturel — ce n'est pas que ce grand bourgeois libéral adoptât telle ou telle de ses idées à elle, c'est que lui, Valéry Giscard d'Estaing, héritier et successeur du général De Gaulle et de Georges Pompidou, cédât le trône élyséen à François Mitterrand. C'est fait.

Je n'en ai éprouvé aucun chagrin. Pour moi, Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, c'est bonnet blanc et blanc bonnet. Je veux dire qu'ils

(1) Au cours d'une conférence de presse tenue à Paris le 2 février 1981, le secrétaire général du *Renouveau juif*, qui était alors le mouvement sioniste le plus agissant, avait préconisé un *vote-sanction* contre le président sortant. L'examen attentif des résultats dans les quartiers juifs de Paris indique que la consigne fut suivie. En refusant de soutenir à fond l'État hébreu, Giscard d'Estaing s'était aliéné la majeure partie des communautés juives de France.

appartiennent l'un et l'autre au système et que le flacon qu'ils présentent sous une étiquette différente contient le même poison.

A la veille de l'élection présidentielle de 1974, lorsqu'on nous donnait pratiquement à choisir entre trois candidats *crédibles*: Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chaban-Delmas et François Mitterrand, j'écrivais : « De quel masque, le mystérieux chef d'orchestre se couvrira-t-il le visage ? Malgré les apparences, malgré les divergences profondes dans la forme et l'expression, tous les trois sont les poulains de groupes financiers, parfois rivaux, mais singulièrement unis lorsqu'une cavale sauvage vient piétiner les plates-bandes de leurs privilèges et de leurs profits (2). »

Après l'élection de François Mitterrand, je commentais en ces termes la victoire socialiste :

« La gauche vient de s'emparer du pouvoir... Elle trouve une situation économique désastreuse. Mais les caisses bien garnies lui permettront de faire des largesses.

« ... Le "programme socialiste", vous le connaissez en gros. Il annonce des nationalisations, celle des banques en particulier, de toutes les banques, même des petites. Nous avons vu ce qu'ont donné les nationalisations décidées, il y a trente-cinq ans, par le général De Gaulle au lendemain de la Libération. Vous me direz qu'elles n'avaient pas frappé toutes les banques, qu'elles avaient épargné Rothschild et Lazard, entre autres, tandis que celles que prévoit le projet Mitterrand les vise toutes et, avec elles, plusieurs énormes trusts.

« Croyez-vous, sincèrement, que la spoliation de plusieurs centaines de milliers d'épargnants, de petits porteurs d'actions indemnisés chichement, changera grand-chose au Système ? Ce qui fait la force du Capitalisme, c'est son secret, son pouvoir occulte, qui échapperont aux mesures mitterrandesques.

« *La fortune anonyme et vagabonde* ne sortira pas amoindrie de l'épreuve. Bien au contraire... »

Et, prévoyant l'opération conduite par le nouveau Régime, j'ajoutais :

« Les nationalisations auront un autre résultat : elles favoriseront les banquiers cosmopolites au détriment des banques françaises : le contrôle, que j'aurais souhaité plus strict et plus énergique (3) à l'endroit des banques privées, ne pourra s'exercer sur les succursales françaises d'établissements bancaires ayant leur siège à l'étranger. »

Mes craintes étaient justifiées : grâce à l'étrange critère du nouveau Pouvoir socialiste, les actionnaires français ont été dépossédés des entreprises françaises, tandis que les banquiers cosmopolites purent conserver les leurs.

Ni les multinationales, ni les trusts internationaux, ni les banques étrangères n'ont été touchés.

Un homme de gauche, qui était un honnête homme, écrivit un jour :

« Un financier international est moins lié à la nation qu'un capitaliste national (4). »

Ce financier international sera d'autant plus inquiétant qu'il échappera à tout contrôle et que les nationalisations affaiblissent ses concurrents français. Que pèseront, en face des magnats de la Haute Banque, celle de Wall Street

(2) *Lectures Françaises*, n° 205, mai 1974, page 18.
(3) Mais un État faible, dirigé par des complices, pouvait-il juguler ces banquiers trop puissants ?
(4) Emmanuel Berl, in *Pavés de Paris*, 17 mars 1939.

et de la City, les technocrates installés par le gouvernement dans les fauteuils directoriaux et aux Conseils d'administration des banques nationalisées ?

•

La loi de nationalisation du 11 février 1982 concerne cinq groupes industriels, deux compagnies financières et trente-neuf banques. En outre, l'État est devenu propriétaire à 95 % d'*Usinor* et de *Sacilor* par la transformation des prêts consentis par les précédents gouvernements (loi de finances rectificative du 18 novembre 1981) et à 51 % de *Dassault* et de *Matra* (protocoles d'accord des 8 et 12 octobre 1981).

La *Compagnie générale d'électricité*, le plus important des cinq nationalisés, tenait la tête dans de nombreux domaines : câbles, entreprises électriques, électromécanique, ingéniérie, télécommunications. L'activité du groupe s'exerçait (et s'exerce toujours) dans 150 pays. La *C.G.E.* réalisait un chiffre d'affaires consolidé de 46 milliards et demi de francs et employait 179 600 salariés, dont 30 000 à l'étranger.

A Ambroise Roux, patron « historique » de la *C.G.E.*, évincé par les nationalisations, ont succédé Georges Pébereau et Jean-Pierre Brunet. Personnalité marquante — et avide — du Grand Capital, animateur exceptionnel, énergique, voire autoritaire de l'empire qui lui avait été confié il y a vingt ans, Ambroise Roux fut renvoyé sans égard comme il ne l'aurait probablement pas fait, lui-même, pour une femme de chambre indélicate. De la même manière, on l'a exclu de *Paribas*. Bien qu'à l'abri du besoin, il a cherché refuge au Conseil de la *Barclays Bank*, que les nationalisations n'ont pas touchée.

Georges Pébereau, nommé directeur général par le Pouvoir, est un ancien de la maison. Il était déjà à ce poste au temps d'Ambroise Roux. S'il a été conservé, c'est probablement parce qu'il maîtrise parfaitement les rouages industriels de l'entreprise et qu'il appartient aux mêmes eaux que les nouveaux messieurs. N'a-t-il pas été, dans le passé, le collaborateur du ministre Edgard Pisani, aujourd'hui personnalité socialiste en vue ?

De toute manière, le Pouvoir l'a flanqué d'un « politique » : la nomination de l'ambassadeur Jean-Pierre Brunet comme administrateur général l'indique. Ancien représentant de la France auprès des Communautés européennes, ce diplomate a également dirigé les Affaires économiques et financières au Quai d'Orsay. Il était aussi membre du Conseil général de la *Banque de France* et administrateur de diverses sociétés nationalisées *(Elf-Erap, Air France)* avant de représenter la France à Tokyo (1975-1977), puis à Bonn (1977-1982). Son accession à la Présidence-Direction générale de la *C.G.E.* s'accompagne d'une promotion semblable à la *Cie électro-financière* et à l'*Électro-Banque* et d'une entrée au Conseil de plusieurs autres firmes : *C.I.T.-Alcatel, Alsthom-Atlantique, Sainrapt et Brice, Paribas international*, notamment.

Deuxième en importance, *Saint-Gobain*, dont l'origine remonte à Colbert, exerçait un quasi-monopole sur la fabrication des glaces. Pour échapper aux griffes de *B.S.N.* — le trust dirigé par Antoine Riboud et appuyé par la banque *Lazard frères et Cie* — *Saint-Gobain* avait dû fusionner avec la *Cie de Pont-à-Mousson* afin de payer son écot à *Suez*, qui détenait 20 % de *Pont-à-Mousson*. A la suite de cette opération, la société étendit ses activités à la

robinetterie, aux canalisations, au ciment, à l'acier et même, à partir de 1979, à l'électronique par la prise de contrôle de CII-*Honeywell-Bull*, puis des *Machines Bull* — qui détient 53 % du capital de la précédente — et à l'acquisition de 30 % du capital d'*Olivetti*, qui domine la bureautique en Europe. Cette énorme entreprise contrôlait, en outre, plus d'une centaine de sociétés et possédait des intérêts dans six autres. Employant 163 500 personnes, réalisant un chiffre d'affaires consolidé supérieur à 43 milliards de francs, *Saint-Gobain* occupait la première place dans les produits isolants et les tuyaux en fonte ductile. Sur le marché mondial, sa production atteignait 17 % du verre-float.

A peine nationalisée, la *Compagnie de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson* changea de dirigeants. Roger Martin, fils d'industriel, administrateur de nombreuses firmes, beau-père de Jean-Jacques Chaban-Delmas, fils de l'ancien Premier ministre gaulliste, qui présidait le trust, et son second, Michel Chaplain, vice-président, furent éliminés. Ils cédèrent la place à l'un de leurs collaborateurs, Roger Fauroux, qui prit la présidence, assisté par Jean-Louis Beffa, José Bidegain, Alain Minc et quelques autres hauts fonctionnaires de l'entreprise.

Énarque, inspecteur des Finances, Roger Fauroux avait « pantouflé » dans le privé, dès 1961, après un passage rapide et discret au cabinet de Louis Joxe, ministre de l'Éducation nationale et père de l'actuel ministre socialiste de l'Intérieur. Il avait fait toute sa carrière dans la maison, d'abord comme directeur financier de *Pont-à-Mousson*, ensuite comme directeur général adjoint, puis directeur général du groupe et finalement P.-D.G. en 1980, après la fusion de *Saint-Gobain* et de *Pont-à-Mousson*. Membre du Conseil général de la *Banque de France* et du Conseil consultatif de la *Deutsch Bank*, Roger Fauroux fut vice-président de la commission économique du *C.N.P.F.* (affaires internationales) en 1979-1980. Il est le gendre de Jacques Le Roy Ladurie, ancien ministre du maréchal Pétain, donc le beau-frère de l'historien de gauche Emmanuel Le Roy Ladurie, dégoûté du communisme et réconcilié avec le capitalisme, un collaborateur apprécié du *Monde*.

Le directeur général de *Saint-Gobain-Pont-à-Mousson*, Jean-Louis Beffa, polytechnicien et ingénieur des mines, est entré à la compagnie en 1975 ; il a représenté le trust au Conseil de plusieurs grandes sociétés (*S.A.P.A.G., Cellulose du Pin, Air industrie, C.I.C.*, etc.).

José Bidegain, « figure de proue» de la Bourgeoisie socialisante, est un ancien membre dirigeant du *C.N.P.F.*, qui joua les *supporters* de François Mitterrand au sein du patronat ; c'est aussi un ami d'Antoine Riboud (dont il est longuement parlé ici). Il fit partie, il y a vingt ans, du brain-trust de Gaston Defferre et de Jean-Jacques Servan-Schreiber, à *Horizon 80* et à *L'Express*. Il est l'un des animateurs d'*Entreprise et Progrès* (5). Sa deuxième épouse, Martine Bidegain, née Micheland, ancienne militante du *P.S.U.*, est membre du *Parti socialiste*.

Quant à Alain Minc, inspecteur des Finances, qui abandonna le service public pour entrer à *Saint-Gobain*, il y a conservé le poste de directeur financier qu'il occupe depuis 1979. Évoquant son ascension exceptionnelle dans le monde des affaires, surtout depuis la victoire socialiste, l'édition dominicale du *Monde* le présentait ainsi : « Fils d'un émigré juif polonais — chirurgien-

(5) Voir mon livre « *Les 200 Familles au pouvoir* », page 22.

dentiste, il est vrai — il occupe, à trente-trois ans, un des postes les plus élevés de l'industrie française (6). »

P.U.K., troisième groupe nationalisé, est né de fusions successives. La Cie *Péchiney*, fondée en 1855, grande productrice d'aluminium et transformatrice de cuivre, fusionna en 1971 avec *Ugine-Kuhlmann*, spécialisé en chimie organique et minérale, ainsi qu'en métallurgie (ce dernier était lui-même le résultat de la fusion, en 1966, de deux anciennes sociétés : *Ugine* et *Kuhlmann*). Le trust *Péchiney-Ugine-Kuhlmann* était, à la veille de sa nationalisation, un mastodonte de taille internationale, dont les activités étaient concentrées dans quatre secteurs principaux : l'aluminium (où il occupait le 1er rang en Europe et le 4e dans le monde) ; les métaux ferreux et le cuivre (4e rang mondial) ; la métallurgie fine et le nucléaire (1er fabricant de titane en France) ; la chimie. Avec un chiffre d'affaires consolidé dépassant 38 milliards de francs, dont 54 % réalisés à l'étranger, et un effectif de 89 000 salariés, *P.U.K.* exerçait un monopole de fait dans la production de l'aluminium.

A la tête de *P.U.K.*, le Pouvoir a nommé Georges Besse, qui était président de la *Compagnie générale des matières nucléaires (CO.GE.MA.)*. Fils de postier, ce polytechnicien surnommé « Monsieur Uranium », est un défenseur convaincu de l'énergie atomique qui, selon lui, ne présente aucun danger pour la population. Naturellement, l'ancienne équipe de *P.U.K.* a été mise à l'écart.

Également très important, *Rhône-Poulenc* contrôlait un vaste secteur dans la chimie et les produits pharmaceutiques *(Progil, Spécia, Théraplix, Adrian Mariner, Bellon Mérieux)*, ainsi que dans le textile artificiel *(Celtex, Rhodiaceta, Cellophane)* et les films. Le trust était le n° 1 national pour la production de chlore, d'engrais chimiques (30 % du marché français), de textile (4e rang mondial) ; il occupait le 14e rang mondial pour les spécialités pharmaceutiques. Il employait 95 380 salariés et son chiffre d'affaires dépassait 30 milliards de francs.

Jean Gandois, qui occupait la présidence de *Rhône Poulenc* depuis juin 1979, a été maintenu à la tête du géant du textile nationalisé. Lui aussi est un polytechnicien. Après diverses missions en Afrique noire et en Amérique latine, il entra au groupe *De Wendel* et devint le P.-D.G. de *Sollac* avant de passer à *Rhône-Poulenc* en 1976. Les Gillet ont été exclus de l'entreprise, mais l'un d'eux, ancien P.-D.G. du trust, demeure au Conseil de *B.S.N.*, avec Antoine Riboud, et à celui d'*Eurafrance*.

Enfin, le cinquième groupe nationalisé, *Thomson-Brandt*, est issu de la société d'armement *Brandt* qui absorba diverses sociétés et fusionna avec d'autres (*Hotchkiss, Delahaye, Vedette, Thomson-Houston, L.M.T.*, etc.) ; elle prit également une participation de 48 % dans *C.S.F.*, société spécialisée dans l'électronique. Les principales activités de *Thomson-Brandt* s'exerçaient dans l'électroménager, l'électronique, l'équipement électromécanique, les lampes et le matériel d'éclairage, l'ingéniérie, l'armement et l'électronique profession-

(6) Daniel Schneider, in *Le Monde-Dimanche*, 17 octobre 1982.

nelle. Sa filiale à 41 %, *Thomson-C.F.S.*, qui n'a pas été nationalisée, était le principal constructeur mondial de radars, de simulateurs et de missiles ; elle était également présente dans les secteurs de la radio-communication, du matériel de centraux téléphoniques, de la télématique, de l'informatique, des tubes électroniques et du matériel médical. Son chiffre d'affaires était alors de 128 milliards et ses effectifs dépassaient 128 000 salariés.

C'est un « socialiste » bon teint — c'est-à-dire un social-capitaliste — qui a été placé à la tête de *Thomson-Brandt* nationalisé : Alain Gomez. Le nouveau P.-D.G. est l'un des cofondateurs du *C.E.R.E.S.*, l'aile gauche du *Parti socialiste*, en même temps que le mari — ou plutôt l'ex-mari, puisqu'ils sont divorcés depuis peu — de Francine Gomez, P.-D.G. de la firme *Waterman* et tête de liste aux récentes élections européennes (7). Ce « patron de gauche » est, à la fois, partisan de la socialisation des moyens de production et de la survie du système capitaliste. Ancien élève de l'E.N.A., il fut d'abord inspecteur des Finances, puis il entra à *Saint-Gobain*, où il devint directeur financier, puis fut hissé à la présidence-direction générale de *Saint-Gobain-Emballage*. Il fut, également, administrateur de *Waterman* et de diverses sociétés dépendant du groupe *Saint-Gobain*. C'est un affilié de la Trilatérale.

Les nationalisations frappèrent également :

Usinor, trust sidérurgique né de la fusion de *Denain-Anzin* et des *Forges et Aciéries du Nord et de l'Est*, qui avait absorbé en 1966 *Lorraine-Escaut*, puis en 1979 *Chiers-Châtillon* ; c'est à Raymond Lévy, ancien vice-président d'*Elf Aquitaine*, que le gouvernement confia la présidence du groupe ;

Sacilor (Aciéries et laminoirs de Lorraine), autre trust sidérurgique issu de regroupements de diverses sociétés (appartenant à la famille de Wendel ou aux groupes *Pont-à-Mousson* et *Marine-Firminy*), dont le P.-D.G., nommé par le Pouvoir, n'est autre qu'un ancien collaborateur du ministre Dreyfus : Claude Dollé, la veille encore homme de confiance de divers grands trusts comme *Stinox* (distribution et commercialisation des aciers spéciaux), *Covepum* (filiale de *P.U.M., Produits d'usines métallurgiques*, société contrôlée par le groupe belge *Cockerill*). Ami de Michel Rocard et membre du *P.S.* depuis une dizaine d'années, Claude Dollé a participé aux travaux de la commission industrielle de ce parti de 1974 à 1979 ;

Dassault-Breguet, appartenant à Marcel Dassault, grand fournisseur d'avions militaires *(Super-Étendard, Jaguar, Mirage, Alpha-Jet, Atlantic)* et civils *(Falcon)* ;

et *Matra*, autre fabricant de matériel militaire (missiles *Magic, Crotale, Otomat*), qui était devenu le centre d'un vaste empire allant des *Dernières nouvelles d'Alsace* à *Manurhin* en passant par la librairie *Aristide Quillet, Marlis (Hachette), Europe 1* et quelques autres.

La nationalisation d'*Usinor* et de *Sacilor* ne faisait, au fond, que légaliser une situation de fait, l'État étant déjà propriétaire de 63,83 % du capital du premier et de 76,9 % de celui du second par l'intermédiaire soit de la *Caisse des dépôts et consignations* et du *Crédit National*, soit des banques nationalisées.

Déjà propriétaire de 20 % de la *Société aéronautique Dassault-Bréguet*, l'État porta sa participation à 51 % en recevant gracieusement de Marcel

(7) Francine ex-Gomez (fille de Pierre Le Foyer-Dreyfus, dentiste parisien), a conduit la liste *Réussir l'Europe* aux élections européennes du 17 juin 1984.

Dassault (8) 26 % des actions qu'il possédait en propre, et en acquérant 5 % d'actions en bourse. Les 49 % restants demeuraient la propriété de l'entreprise familiale Dassault *(Société Centrale d'études Marcel Dassault-S.C.E.M.D.)*, qui encaisse les dividendes, les royalties et autres profits des brevets et licences de production.

Quant à *Matra*, qui s'était, entre temps, débarrassé des intérêts touchant aux *media : Librairie Quillet* et *Dernières nouvelles d'Alsace, Marlis* (qui contrôle *Hachette*) et *Europe 1-Images et Son*, lesquels avaient été cédés à *Multi-Media-Beaumont (M.M.B.)*, il n'est tombé sous la coupe de l'État qu'à la suite d'un rachat de 420 000 actions de 1 215 F chacune, opération qui a été contestée par le Conseil constitutionnel, puis annulée par le Tribunal de Commerce de Paris (9).

« Dans ces deux derniers cas, *Matra* et *Dassault*, la nationalisation reste donc partielle, l'État se contentant d'acquérir la majorité du capital des sociétés qui restent donc de droit privé et, dans le cas de *Matra*, cotées en bourse. Cette procédure sera sans doute également retenue pour les autres nationalisations "périphériques" pour lesquelles des négociations ont été ouvertes avec les dirigeants des groupes concernés : *CII-Honeywell Bull, I.T.T.-France (C.G.C.T.)* et *Roussel-Uclaf*, sociétés qui ont la particularité de comporter de fortes participations étrangères. »

I.T.T.-France appartenait à la multinationale américaine *I.T.T.*, et *Roussel-Uclaf* dépendait à 58 % du groupe allemand *Hoechst*. Pour *CII-Honeywell*, les tractations seront simplifiées du fait que, par le biais des *Machines Bull*, 53 % de son capital sont la propriété du groupe nationalisé *Saint-Gobain-Pont-à-Mousson*, les intérêts étrangers (américains) ne détenant que 47 %.

D'autre part, le Pouvoir plaça deux hommes de confiance à la tête des *Charbonnages de France* et de l'*Agence française de l'énergie*, nouvellement créée : Georges Valbon et Michel Rolant.

Le premier — qui a, depuis, démissionné de son poste de président des *Charbonnages de France* — est un communiste ardent. Fils d'ouvrier plombier, il fut typographe et, à vingt ans, il participa à la Libération de Paris avec les *F.T.P.* ; il militait déjà aux *Jeunesses communistes* et au *P.C.F.* Adjoint au maire de Bagnolet, puis maire de Bobigny, il présida le Conseil général de la Seine-Saint-Denis et appartint au Conseil régional de l'Ile-de-France. Depuis 1970, il fait partie du comité central du *P.C.F.*

Le second, Michel Rolant — pour lequel on a taillé tout spécialement une *Agence française de l'énergie* — est un syndicaliste de gauche. Membre du *P.S.U.*, puis du *P.S.*, il a participé à la création de la *Fédération générale de l'agriculture* dépendant de la *C.F.D.T.*, dont il est l'un des dirigeants (commission exécutive). A ce titre, il est entré au Conseil économique et social, au Plan et à la Commission des comptes.

A première vue, tous les promus semblent jouer le jeu « socialiste ». Certains, c'est vrai, sont sincères. Mais le Système, qui pourrit les hommes, n'aura-t-il pas raison de leurs résistances et de leurs scrupules ? D'autant que la « gérance socialiste des intérêts capitalistes » n'a pas que de mauvais côtés...

---

(8) « M. Marcel Dassault a toujours aimé distribuer des cadeaux, écrivaient deux rédacteurs du *Nouvel Économiste* (26 octobre 1981). Cela fait partie de sa légende. »

(9) La contestation concerne la valeur d'indemnisation. L'ensemble de l'opération est donc provisoirement « gelée ».

CHAPITRE II

DEUX PRÉCÉDENTS : 1936, 1945

Les nationalisations sont, depuis fort longtemps, l'une des tartes à la crème de la gauche, surtout dans les milieux syndicaux.

Dès 1919, la *C.G.T.* demandait, à son congrès de Lyon, la *« nationalisation industrialisée »* des grands services de l'économie. Mais les syndicalistes d'alors précisaient bien :

« Nous ne songeons pas à augmenter les attributions de l'État, à les renforcer, ni surtout à recourir au système qui soumettrait les industries essentielles au fonctionnarisme. (...) Par nationalisation, nous entendons confier la propriété nationale aux intéressés eux-mêmes : producteurs et consommateurs associés. »

C'est que, chez les socialistes, l'unanimité était loin d'être faite sur la question. Jules Guesde, au congrès *S.F.I.O.* de 1910, n'avait pas caché son hostilité aux nationalisations ; il s'était vigoureusement opposé à ceux qui voulaient, disait-il, « doubler l'État gendarme par l'État patron ».

L'idée fit néanmoins son chemin. En 1928, un radical bon teint, Bertrand de Jouvenel, plaidait « pour une économie dirigée, où les grands intérêts économiques seraient contrôlés et surveillés par l'État »... ce que, dix ans plus tard, devait réclamer le *Parti Populaire Français* de Jacques Doriot, qu'avait justement rallié Jouvenel (1).

Tandis que le socialiste Henri de Man faisait accepter par le *Parti ouvrier belge* un *plan* prévoyant des réformes de structure, dont la nationalisation des monopoles, en France, les idées dirigistes étaient répandues par le groupe *X-crise,* fondé par Jean Coutrot.

Le programme du *Front populaire*, en 1935, invita à la nationalisation des industries de guerre et réclama une nouvelle organisation du crédit. De 1933 à 1936, René Belin, secrétaire de la *C.G.T.* et éditorialiste du *Peuple*, futur ministre du gouvernement Pétain à Vichy, préconisa des réformes de structures. De son côté, Léon Jouhaux réclama, au congrès du *Syndicat national des instituteurs*, en 1935, la nationalisation des chemins de fer, des assurances, des mines et des compagnies d'électricité, ainsi que le contrôle des

(1) Bertrand de Jouvenel, fils de l'ancien ambassadeur Henri de Jouvenel, sénateur de la Corrèze, et de Mme Boas, d'une famille de riches israélites, beau-fils de Colette, qui évoqua sa figure dans *Chéri,* milita à gauche et anima le groupe *Travail et Nation,* avec les synarques Coutrot et Pucheu, avant de rejoindre Doriot, qui venait de rompre avec les communistes. Jouvenel fut l'un des membres du « brillant État-Major » doriotiste jusqu'au début de 1939, puis il anima le *Fait* avec Drieu La Rochelle, pendant l'occupation, et devint l'un des principaux rédacteurs de *La France catholique* et de divers journaux après la Libération.

banques et des industries-clés. Selon la *C.G.T.* — qui n'était pas encore sous contrôle communiste — « les nationalisations donnaient le moyen de déposséder le capitalisme » (2).

Au *Parti communiste*, si le programme électoral de 1936 prônait « la socialisation des moyens de production et de transports », Benoît Frachon mettait, lui, en garde contre le réformisme : « C'est créer une illusion chez les travailleurs, à moins qu'il ne s'agisse de soi-disant nationalisations qui n'enlèveraient aux oligarchies financières ni un centime ni une parcelle de leur puissance », écrivait-il dans *L'Humanité* du 17 janvier 1936.

Le triomphe du *Front populaire* aux élections législatives de 1936, devait naturellement amener la gauche, désormais au pouvoir, à prendre des mesures dans le sens indiqué par la *C.G.T.* Mais ni les ministres radicaux, ni Léon Blum n'étaient très chauds pour légiférer contre le Grand Capital. Devant le Sénat, le président du Conseil déclarait (1er octobre 1936) que son gouvernement n'avait pas l'intention de « procéder à une expropriation révolutionnaire de certaines formes de propriétés capitalistes ».

Avocat de plusieurs grandes sociétés — dont les *Galeries Lafayette* et ses *Monoprix* — et père d'un protégé du financier Oustric (3), directeur politique d'un quotidien qui devait beaucoup aux « capitalistes » (4) et qui avait succédé, comme organe officiel du *Parti socialiste*, à un autre quotidien, fondé avec l'argent des Louis-Dreyfus et des Rothschild, le président du gouvernement de Front Populaire paraît avoir freiné le mouvement de nationalisation qui s'ébauchait.

Mais il lui fallait, cependant, faire semblant d'agir, sous peine d'être débordé par plus rouge que lui. Rétablir l'ordre était un impératif absolu pour le nouveau gouvernement. Plus d'un million d'ouvriers faisaient *« la grève sur le tas »* et refusaient d'évacuer les usines qu'ils occupaient tant que leurs revendications ne seraient pas satisfaites. Si les petits patrons, plus près des réalités sociales, s'étaient assez rapidement entendu avec leurs ouvriers et avaient fait d'importantes concessions, il n'en était pas de même des grands, qui redoutaient de mettre le doigt dans l'engrenage. Protestant contre l'illégalité — d'ailleurs indiscutable — des « grèves sur le tas », ils se refusaient à tout compromis tant que les usines ne seraient pas évacuées.

C'est alors que Léon Blum fut mis en rapport avec l'un des plus influents représentants des *« 200 Familles »*, Alfred Lambert-Ribot. Secrétaire général du *Comité des Forges*, ce dernier était un ancien maître des requêtes au Conseil d'État. Le président du Conseil et lui se connaissaient donc de longue date puisqu'ils avaient été *collègues* des années durant. Ils avaient quitté l'un et

---

(2) Cité par *« Regards sur l'actualité ». Numéro spécial nationalisation (La Documentation française)*, mars 1982, page 7.

(3) Robert Blum fit, en effet, ses débuts dans l'industrie sous les auspices d'Oustric qui le recommanda à *Peugeot*. La Commission d'enquête parlementaire nommée pour étudier le scandale Oustric, révéla (séance du 3 avril 1931) que le traitement du jeune Blum était nettement supérieur à ceux de ses collègues. Robert Blum devait devenir, après la Libération, « patron » d'*Hispano-Suiza* et l'un des administrateurs de *Bugatti*, ainsi que le vice-président de l'*Union syndicale des industries aéronautiques*, sans cesser, naturellement, d'être socialiste. Il signa, notamment, le manifeste de la *Tribune du socialisme* et fut l'un des premiers membres du *P.S.A.* et du *P.S.U.* (voir le *Dictionnaire de la Politique Française* par Henry Coston, Tome Ier, page 138).

(4) On trouvera dans *« Les Financiers qui mènent le monde »* plusieurs pages documentées sur les attaches extra-politiques de Léon Blum, et au chapitre IX. du présent livre des précisions sur la fondation de *l'Humanité*.

l'autre le Conseil d'État après la guerre de 1914-1918, le premier pour faire de la politique, le second pour « pantoufler » au service de la sidérurgie.

Le *leader* du Front Populaire a expliqué devant la cour de Riom comment Lambert-Ribot — qu'il continuait d'appeler son ancien *« camarade »* — lui demanda, avec insistance, d'organiser *« sans perdre une minute »* une rencontre des représentants du grand patronat et des dirigeants syndicaux. La veille de la présentation de son ministère devant les Chambres, Léon Blum eut une longue conversation préliminaire avec son ancien collègue, qu'accompagnaient René-Paul Duchemin, président de la *Confédération Générale du Patronat Français*, régent de la *Banque de France*, président du trust *Kuhlmann* et administrateur de seize autres sociétés, le président de la Chambre de Commerce de Paris et le président de l'*Union des Industries Métallurgiques et Minières*. Après avoir reconnu l'illégalité des occupations d'usines et avoué son impuissance à les faire cesser — il refusait naturellement d'employer la force contre les grévistes — il fit comprendre à ses interlocuteurs qu'un *modus vivendi* pourrait être trouvé pourvu qu'on l'en chargeât. Le comité directeur de la *C.G.P.F.*, ayant autorisé ses porte-parole à engager des négociations avec les délégués ouvriers, un accord fut conclu, à l'Hôtel Matignon, le 7 juin 1936, entre les représentants du Patronat et ceux de la *C.G.T.*, *« après arbitrage du Président du Conseil »*, précisa le communiqué officiel.

Cette paix de compromis signée avec les forces ouvrières, fut qualifiée de *« honteuse capitulation »* par les petits patrons qui allaient en faire les frais. Il fut reproché, avec une certaine vigueur, aux négociateurs patronaux de ne pas avoir assez tenu compte des intérêts des petites et moyennes entreprises et de ne représenter, en fait, que les grandes. On fit remarquer que si Lambert-Ribot, l'ancien « camarade » de Léon Blum, pouvait passer pour le représentant d'une organisation professionnelle — encore qu'il se soit agi d'une organisation de « gros » — les autres interlocuteurs de la *C.G.T.*, qui avaient signé au nom de tout le patronat français les « accords Matignon », ne représentaient que de grandes affaires industrielles.

Roger Mennevée souligna, dans ses *Documents politiques* (5), que les plénipotentiaires du Patronat faisaient partie des industries sidérurgiques, métallurgiques, chimiques et électriques, secteur de l'économie particulièrement protégé, bénéficiant de contrats publics, donc à l'abri des fluctuations d'une crise économique. S'ils avaient eu à se plaindre, eux aussi, de l'occupation de leurs usines, ateliers et bureaux, ils en étaient personnellement trop éloignés pour avoir souffert de ces « grèves sur le tas » comme en avaient souffert les petits patrons. Ils étaient, par ailleurs, trop avisés pour ne pas sentir qu'en fin de compte ces événements finiraient par profiter à leurs mandants. Le fardeau de la nouvelle législation sociale, qui pèserait désormais sur les industriels, n'allait-il pas provoquer la disparition d'un certain nombre d'entreprises moyennes et petites, contraintes de se saborder ou de se laisser absorber par de plus puissantes ?

Le triomphe du Front Populaire était éphémère, mais les conséquences des événements de juin 36 n'avaient pas fini de se répercuter dans l'avenir. La concentration industrielle et commerciale, qui renforce chaque jour davantage la puissance économique des féodalités financières et industrielles, ne

(5) *Les Documents politiques*, 1936, p. 403.

date pas des *accords Matignon*, mais elle leur doit un singulier essor. Les chefs communistes avaient déclenché le mouvement, non pour satisfaire les justes revendications ouvrières, mais dans l'espoir de s'emparer du pouvoir ou d'avoir barre sur lui, surtout dans le domaine de la politique étrangère ; ils ne pouvaient, de leur côté, que se féliciter des résultats. L'élimination progressive de la petite et moyenne entreprise faciliterait grandement leur travail.

Avec le recul du temps, on peut se demander si le grand patronat et le *P.C.* ne s'étaient pas entendus comme larrons en foire. Un observateur étranger, Henry W. Ehrmann, a pu écrire que c'était là, en tout cas, le sentiment de beaucoup d'industriels et de commerçants moyens affiliés à la *Confédération Générale du Patronat Français,* qui *« estimaient, et ils n'avaient pas tort, que leurs propres organisations les excluaient des activités de l'association ».*

(...) *« Les "trusts"* — poursuit H.W. Ehrmann — *les "200 Familles" qui les contrôlaient et une douzaine de "grands commis" qui dirigeaient la C.G.P.F. en leur nom étaient, aux yeux de beaucoup de petites entreprises industrielles et commerciales, aussi néfastes que la propagande du Front Populaire les représentait.*

(...) *« Craignant les conséquences de la nouvelle législation sociale, les petits patrons avaient le sentiment d'avoir été trahis et persistaient souvent à croire à un complot entre "les 200 Familles" et le gouvernement marxiste* (6). »

Il faut croire que le ressentiment des petits à l'endroit des « gros » finit par inquiéter les *« 200 Familles »*, puisque l'un de leurs grands commis, C.-J. Gignoux, qui prit la présidence de la *C.G.P.F.* après les « accords Matignon », tenta d'excuser ses prédécesseurs. Il affirma que ce n'était pas leur faute si la direction du groupement patronal était dominée par les grosses affaires. C'était celle de ces individualistes de patrons français qui se désintéressaient de leur défense (7)...

Peu après les « accords Matignon », et toujours sous la poussée des militants de base qui avaient pris pour argent comptant les promesses que le Front Populaire lui avait faites, le gouvernement fit voter la loi du 25 juillet 1936 qui, prétendait-on, allait transformer la *Banque de France* banque de quelques-uns, en « Banque de la France », banque de tous. Après cette réforme, l'assemblée générale n'était plus composée des seuls 200 plus forts actionnaires, mais de tous les porteurs d'actions, chacun d'eux ne disposant que d'une voix. Les régents étaient évincés et remplacés par des membres, soit de droit, soit désignés par l'État, soit choisis par des organismes d'intérêt général. Quant au gouverneur et aux sous-gouverneurs, nommés depuis la loi du 22 avril 1806 par le gouvernement, ils devenaient en principe des fonctionnaires de l'État.

Un an et demi plus tard, après de longues discussions entre le gouvernement et René Mayer (8) représentant les compagnies de chemins de fer, les

---

(6) Henry W. Ehrmann : *« Organized business in France »*, U.S.A., 1957.

(7) C.-J. Gignoux : *« Patrons, soyez patrons »*, Paris, 1937.

(8) René, Joël, Simon Mayer était cousin (par sa mère) des Rothschild. Principal animateur de la banque **de Rothschild frères** de 1928 à 1940, il fut aussi l'un des conseillers écoutés de Pierre Laval, qu'il accompagna à Moscou en 1935. Il fut « ministre » du Comité d'Alger (1943), député de Constantine (1946-1956), ministre et président du Conseil de la IVe République et administrateur de nombreuses sociétés minières, pétrolières et financières.

réseaux ferrés étaient nationalisés. Le 1er janvier 1938, Mayer ayant fait admettre le principe de la nationalisation par les autres oligarques — *« ce que les Rothschild acceptent, vous pouvez bien l'accepter »*, leur aurait-il dit — la *Société Nationale des Chemins de fer Français (S.N.C.F.)* fut créée. Son capital était ainsi réparti : 51 % à l'État, 49 % aux Compagnies à titre d'indemnité de fin de concession. La S.N.C.F. exploiterait tous les réseaux, avec une prorogation des concessions jusqu'à fin 1982, date à laquelle l'État reprendrait tout en main. De plus, grâce aux subventions de l'État, elle prenait en charge le service du capital-actions et des emprunts des compagnies. Théoriquement, les compagnies avaient terminé leur rôle. En fait, transformées en holdings, elles allaient poursuivre leur activité et rester, pour la Fortune anonyme et vagabonde, les précieux auxiliaires de sa domination.

L'alerte avait été chaude, mais les complicités qu'il comptait dans les milieux dirigeants radicaux et socialistes permirent au grand capital de tirer assez bien son épingle du jeu : les entreprises nationalisées furent encore contrôlées par les trusts et elles n'ont jamais cessé de concourir à leur enrichissement.

Sur le plan politique, les plus habiles et les plus puissants, tentèrent une manœuvre qui devait leur permettre de se concilier les bonnes grâces de l'extrême-gauche, en tout cas de gêner ses réflexes (théoriques) contre le capitalisme. Bien que *L'Humanité* eut été fondée avec l'argent de quelques banquiers, le *Parti Communiste* n'avait alors aucune sympathie pour les *« 200 Familles »*. Celles-ci redoutaient avec raison l'action des cellules dans ses entreprises et s'effrayaient des slogans outranciers lancés par des militants trop zélés. S'il y avait eu accord tacite, à Matignon, entre le capitalisme et le communisme, ce n'était bien sûr qu'une manœuvre ; chacune des parties y trouvait son compte et restait persuadée que la suite des événements lui serait favorable : nous l'avons dit plus haut, l'élimination des petites et moyennes entreprises renforçait à la fois la position des trusts et celle du *P.C.*

Pour couper court au chantage permanent de Thorez et Duclos, le mieux n'était-il pas de s'entendre directement avec leur « patron », Staline ? Les Rothschild l'avaient compris depuis quelques années déjà. Ils savaient que la politique étrangère et les questions économiques avaient, au Kremlin, le pas sur les problèmes sociaux. On se désintéresserait d'autant plus, à Moscou, des revendications ouvrières françaises, que le Gros Argent se serait montré compréhensif à l'endroit de l'U.R.S.S. et de ses préoccupations. La « patrie des travailleurs » songeait beaucoup moins à l'amélioration du sort des masses de l'Europe occidentale qu'à sa propre survie.

Menacée à l'extérieur par l'Allemagne nationale-socialiste et son pacte anti-Komintern (Berlin-Rome-Tokyo), et à l'intérieur par une faiblesse économique désolante, la Russie soviétique ne pouvait qu'être sensible aux avances des capitalistes français. Staline se souvenait de l'aide précieuse que la Haute Finance avait apportée aux bolchevicks de 1917 (9) : le concours qu'il pourrait recevoir de ce côté, serait le bienvenu. Aussi fit-il bon accueil aux représentants des *« 200 Familles »* venus à Moscou pour y trouver un terrain d'entente. Après René Mayer, éminence grise des Rothschild, qui avait

(9) Voir dans *« Les financiers qui mènent le monde »* (pages 113 et suivantes) et dans *« La haute banque et les trusts »* (pages 14 et suivantes) nos chapitres sur le financement de la révolution russe.

accompagné le président Laval en U.R.S.S. l'année précédente, Ernest Mercier, autre fidéicommissaire des Rothschild et, pour leur compte, *« roi de l'Électricité »*, se rendit à Moscou avec Pierre Schweisguth, de la banque *Mirabaud et Cie*, représentant de la Haute Société Protestante, et Detœuf, directeur d'*Alsthom*. A son retour, convaincu qu'un rapprochement avec les Soviets arrangerait les affaires du grand capital en France, Mercier fit ouvertement campagne pour l'entente franco-soviétique, et ses pairs, hier encore horrifiées par la *terreur rouge*, se mirent à subventionner les groupes et les publications qui prônaient l'alliance avec Staline. On vit alors l'un des plus farouches adversaires du communisme, Henri de Kérillis, fondateur et animateur du *Centre des Républicains Nationaux* de la rue Amelot, réclamer tous les matins dans son journal *L'Époque* cette alliance franco-soviétique, dont la seule idée lui faisait horreur quelques années plus tôt...

•

La deuxième vague de nationalisation suivit la Libération. On a dit que le général De Gaulle l'avait subie plutôt qu'acceptée. Mais la propagande marxiste avait su faire adopter par le public l'idée que les milieux d'affaires étaient responsables du désastre de 1940 et coupables de collaboration avec le gouvernement du maréchal Pétain (10) et avec les Allemands. La plupart de nos concitoyens ignoraient le double-jeu du grand patronat et des financiers. Ils ne savaient pas que la *« collusion des riches et des nazis »* camouflait une habile exploitation des circonstances, que des banquiers et de grands industriels appartenaient à la Résistance (11) et que, depuis le débarquement américain en Afrique du Nord, la quasi-totalité du monde des affaires misait sur la victoire alliée (12). Ils estimaient *« qu'en tant que classe, le patronat avait été moins patriote que le reste de la France, qu'il avait collaboré au maximum avec l'ennemi et ses satellites vichyssois »* (13).

Ce sentiment, partagé par plusieurs dirigeants du C.N.R., ne fut probablement pas étranger aux mesures préconisées, dès mars 1944, dans le *« Programme d'Action de la Résistance »* :

« Unis quant au but à atteindre, unis quant aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre ce but qui est la Libération rapide du territoire, les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques, groupés au sein du C.N.R., proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la Libération :

... 5° afin de promouvoir les réformes indispensables :

a) *sur le plan économique :*

— *l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impli-*

---

(10) A vrai dire, les trusts avaient colonisé les Comités d'organisation créés par Vichy.

(11) André Debray, de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, trésorier du *Conseil National de la Résistance*, dont faisait également partie le banquier Blocq-Mascart et le richissime Joseph Laniel, André Postel-Vinay, futur président de la *Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer*, et François Bloch-Lainé, fils d'un associé de la banque *Lazard frères et Cie*, ont financé la Résistance *(Entreprise*, 15 juillet 1954).

(12) Pierre Nicolle note dans ses souvenirs que, dès juin 1942, les grands patrons étaient, *« en majorité, favorables à la victoire anglaise »* (P. Nicolle, *op. cit.*, p. 465).

(13) H.W. Ehrmann, *op. cit.*

quant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ;

— le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques (14). »

Si l'on ne sévit que très modérément contre les banquiers et les magnats de l'industrie qui avaient collaboré avec le gouvernement Pétain ou avec l'occupant — Hypolite Worms, emprisonné à Fresnes, fut très vite libéré, et Marcel Boussac ne fut même pas arrêté — on s'employa à mettre à exécution les mesures arrêtées par le *C.N.R.* Les choses n'allèrent pas toutes seules. Comme le gouvernement du Maréchal, celui du général De Gaulle était plus ou moins colonisé par les puissances d'argent. Depuis 1940 à Londres, le Général était entouré d'agents ou de représentants des grandes banques. Les papiers de Hopkins font état des liaisons du mouvement gaulliste avec la banque *Lazard*, et soulignent le rôle que jouèrent alors René Pleven et Jean Monnet, deux des plus fidèles agents de la Finance Internationale (15). A Alger, le Comité Français comptait au moins un représentant des *« 200 Familles »* : René Mayer, neveu des Rothschild et directeur général de leur banque jusqu'à l'Armistice de 1940.

Le Gouvernement provisoire, établi à Paris aux premiers jours de la Libération, avait pour ministre des Finances Emmanuel Monick, devenu président de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, vice-président du trust *Hachette*, administrateur d'*Esso-Standard*, de la *Banque de l'Indochine*, de *Suez* et de plusieurs autres grandes sociétés, ami de Michel Debré, avec lequel il écrivit un livre d'économie politique (16). Dans le gouvernement qui suivit, c'est Aimé Lepercq, ancien directeur des usines *Skoda* et fidéicommissaire des Schneider, qui le remplaça ; il était flanqué de deux autres représentants des grandes affaires, René Pleven, ministre des Colonies, et René Mayer, ministre des Communications ; il avait pour collègue un politicien qui s'est depuis révélé comme le porte-parole d'intérêts financiers de la City, Pierre Mendès-France (17). Lorsque mourut Lepercq et que Mendès-France démissionna, leurs portefeuilles furent remis à René Pleven, qui fut ministre des Finances de novembre 1944 à janvier 1946.

Aiguillonné par la gauche, qui tenait à satisfaire (à bon compte) sa clientèle, ce dernier promit le 4 juillet 1945 que la nationalisation du crédit serait opérée à la fin de l'année. Il tint promesse (à sa manière) en faisant voter une loi qui nationalisait non l'ensemble des grandes banques, mais quelques-unes d'entre elles. Ces nationalisations intervenaient après celles des houillères du Nord et du Pas-de-Calais (septembre-décembre 1944), des usines *Renault* (15 novembre 1944), de *Gnome et Rhône* (29 mai 1945) et des transports aériens (1er septembre 1945).

La loi du 2 décembre 1945, qui nationalisait le crédit, frappait la *Banque de France* — déjà nationalisée en fait par le Front Populaire, dont Emmanuel Monick, déjà cité, venait d'être nommé gouverneur — le *Crédit Lyonnais*, la

---

(14) René Hostache : *« Le Conseil national de la résistance »*, Paris, 1958, pp. 461 et 462.

(15) *« Mémorial de Roosevelt, d'après les papiers de Harry Hopkins »* (Librairie Plon), Tome II, page 215.

(16) *« Demain, la paix »*, par Jacquier (Michel Debré) et Bruère (Emm. Monick), Paris, 1945.

(17) Lire le chapitre : *Le « secret de M. Mendès-France »* dans *« Les Financiers qui mènent le monde »*, pages 132 à 147.

Société Générale, le *Comptoir National d'Escompte de Paris* (C.N.E.P.) et la *Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie* (B.N.C.I.).

Aucune des grandes banques d'affaires, aucune des grandes banques cosmopolites ne fut frappée. *« C'est le général De Gaulle qui insista pour qu'elles ne fussent pas nationalisées »*, devait préciser Jean Amiel (18).

Il est probable que ni Pleven, ni les autres représentants des *« 200 Familles »* au sein du cabinet, ni même les ministres socialistes (soucieux de ménager les amis de leur chef Léon Blum) n'étaient tellement chauds pour nationaliser, par exemple, la banque *Lazard frères et Cie...*

Pour calmer les appréhensions de la *« base »*, inquiète de la tournure des événements, on annonça qu'un commissaire du gouvernement exercerait un contrôle étroit des banques d'affaires, *mais on resta muet sur le compte des puissantes banques privées, autorisées même à ne pas publier leur bilan annuel* (19).

On s'attaquait, avec prudence, à l'une des branches de l'activité bancaire — celle des établissements de crédit dont les succursales et les agences servaient surtout à placer dans la clientèle les émissions des grandes sociétés patronnées par les banques d'affaires ou privées — mais on se gardait bien de frapper la forteresse des *« 200 Familles »*, c'est-à-dire la Haute Banque.

La nationalisation des compagnies d'assurances et du trust de l'électricité n'a pas davantage gêné les puissances d'argent. Les premières sont restées les grands réservoirs dans lesquels les trusts puisent l'argent nécessaire à leur expansion. Les secondes, qui assuraient de substantiels profits à l'industrie métallurgique et d'appareillage électrique, ont conservé les mêmes fournisseurs : le manque à gagner provoqué par la nationalisation est largement composé par les bénéfices provenant de l'équipement des chemins de fer, des usines et des réseaux d'*E.D.F.* et de *Gaz de France*, équipement d'autant plus poussé qu'il s'effectue désormais aux frais des contribuables.

En jetant cet os (les nationalisations) aux militants et aux électeurs de gauche, le Gouvernement provisoire de la République Française a voulu calmer les plus enragés contempteurs du système capitaliste. Par cette soupape de sûreté, il évacuait le trop plein qui risquait de faire exploser la chaudière. En fait, rien n'était changé. Au contraire, la situation s'était considérablement aggravée, puisque désormais l'État prenait tous les risques. Il était devenu la vache à lait du Grand Capital qui trouve plus facile — et moins risqué — de lui soutirer des centaines de milliards que de razzier périodiquement le bas de laine des épargnants. D'autant plus que la première opération n'empêche pas la seconde (20).

Le Trésor public et les institutions françaises de l'État, qui centralisent les centaines de milliards provenant des dépôts dans les établissements de crédit nationalisés, les Caisses d'Épargne, les Chèques Postaux et les énormes réserves de la Caisse des dépôts et consignations, de la Sécurité sociale et, répétons-le, des Cies d'assurances nationalisées, mettent à la disposition de la

---

(18) *Après demain,* organe de la Ligue des Droits de l'Homme (7e section de Paris), n° 18, novembre 1959.

(19) Selon *Entreprise* (1er octobre 1953), elles étaient au nombre de onze : *Joseph Danon et Cie, Goudchaux et Cie, Lazard frères et Cie, R. de Lubersac et Cie, Mirabaud et Cie, Odier, Bungener et Cie, de Rothschild frères, Seligman et Cie, Stern et Cie, Worms et Cie et V.A. Papineau.*

(20) J'explique dans *« La haute banque et les trusts »* (chapitre *L'appel au bas de laine*, pp. 359 à 367) comment les banquiers ont raflé des milliards à l'épargne pour financer leurs recherches pétrolières (1955-1958).

Haute Banque et des trusts ces moyens financiers que l'épargne serait incapable de fournir.

L'État verse des subventions importantes aux trusts pétroliers (fonds de soutien des hydrocarbures), aux trusts des engrais, aux trusts sucriers (ex-) coloniaux. Il passe d'énormes commandes aux trusts de la métallurgie, de la mécanique, des produits chimiques, de la construction, des travaux publics. Il avance des fonds considérables (crédits d'investissement) aux grandes compagnies et aux grosses entreprises industrielles et (ex-) coloniales. Pour assurer une certaine régularité à cette *commandite*, l'opération se présente sous la forme de *plans*, que les technocrates de la Haute Administration, — parents, alliés ou futurs employés de la Fortune anonyme et vagabonde — ont mis au point d'accord avec le gouvernement. Les dépenses faites pour l'équipement des entreprises nationalisée ont ainsi profité aux trusts. *« Les sommes mises à la disposition des activités de base nationalisées,* déclarait en 1950 Jean Monnet, auteur du plan qui porte son nom, *ne font* (...) *que transiter à travers celles-ci et, par la voie des commandes d'outillage et de travaux, sont en fait redistribuées entre les industries privées d'équipement. »*

Ajoutons que les fideicommissaires des *« Gros »* ne quittèrent pas la direction des entreprises nationalisées. Ceux qui avaient dû le faire, par prudence, ont ensuite regagné leur place. Voulez-vous quelques exemples ? En voici :

Henri Deroy (de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, de *De Wendel et Cie*, d'*Hachette*, de la *Cie Industrielle pour la France et l'Étranger*, administrateur de douze autres grosses sociétés) devint membre du Conseil de la *Banque de l'Algérie* ; Guillaume de Tarde (des *Pétroles Serco*, de *Pechelbronn*, des *Forges et Ateliers de la Méditerranée*, etc.) présida la *B.N.C.I.*, et siégea, comme vice-président, au Conseil de la *S.N.C.F.* en compagnie de Pierre Getten, représentant des Rothschild dans 17 autres sociétés industrielles et financières ; Charles Schneider, le magnat du Creusot, fut nommé administrateur du *Crédit Lyonnais* ; Henri Lafond, l'un des auteurs de la loi de 1940 créant les fameux *Comités d'Organisation* de Vichy (président de la *Banque de l'Union Parisienne* et administrateur de 13 autres affaires) devint administrateur d'*Électricité de France* ; Davezac (du *Groupement des Industries de la Construction Électrique* et du *C.N.P.F.*) administra le *Comptoir National d'Escompte* ; C. de Boissieu (proche parent du président de l'*Union Européenne Industrielle et Financière*) entra au Conseil de *Gaz de France* ; E. Bollaert (de *Rhône-Poulenc*, de *Pompey* et des *Forges de Strasbourg*) présida la *Cie Nationale du Rhône* ; A. Auberger (de la *Cie Gle de Navigation*, de *Pechelbronn*, de *Rhin et Rhône*) fut nommé au Conseil des *Charbonnages de France*, ainsi que Marteter (président de la *Cie Gle d'Électricité*)...

Les industries-clés, nationalisées sous prétexte d'arracher le pouvoir économique aux trusts, restèrent donc, en fait, sous le contrôle d'hommes d'affaires travaillant pour le compte des *« 200 Familles »*. Il ne faut pas s'étonner que l'effort d'investissement de l'État ait été principalement dirigé vers l'énergie, la mécanique, la sidérurgie plutôt que vers la reconstruction et l'*habitat* paysan. En faisant financer les entreprises électriques et métallurgiques par des fonds publics —, c'est-à-dire avec l'argent des épargnants, des contribuables et des « assurés sociaux », — les technocrates renforçaient la puissance des trusts et des oligarchies financières. S'ils avaient favorisé la

reconstruction, dans les villes où les logements manquent et dans les campagnes où les fermes s'écroulent, s'ils avaient fourni les moyens financiers indispensables à cette politique, les technocrates n'auraient guère satisfait que les marchands de matériaux de construction, les entreprises du bâtiment, la masse des mal-logés et la paysannerie française.

CHAPITRE III

LES DIRIGEANTS CHANGENT, LES FINANCIERS DEMEURENT

La nationalisation des banques, en 1982, est encore plus révélateur. Cette fois, comme on ne pouvait plus ménager trop ouvertement certaines d'entre elles, on établit des critères qui leur permettraient de passer entre les mailles du filet. Le plus surprenant, c'est que ce ne sont pas les moins grosses qui purent s'échapper...

Sur les 379 banques inscrites sur la liste du *Conseil National du Crédit* au 2 janvier 1982, furent exclues du champ des nationalisations :

38 banques ayant statut de sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie — par exemple, les *SICOMI*, qui sont des sociétés de crédit à long et moyen terme et se livrent à des opérations de crédit immobilier et de crédit-bail immobilier ;

7 maisons de réescompte ;

149 banques dont le capital est détenu en majorité par des personnes physiques (*françaises* ou étrangères) ne résidant pas sur le territoire métropolitain ou à des personnes morales n'y ayant pas leur siège, c'est-à-dire 13 banques des D.O.M.-T.O.M., 128 banques véritablement étrangères ou sous contrôle de non résidents, et 8 banques monégasques ;

71 banques privées (1) dont les dépôts de résidents, en monnaie française ou en devises étrangères, sont inférieures à 1 milliard de francs au total ;

8 banques (sur 11) dépendant du secteur mutualiste ou coopératif.

Ce sont donc 39 grandes banques, siégeant en France et dont les dépôts à vue et déplacements liquides ou à court terme au nom de résidents atteignaient 1 milliard de francs, qui furent nationalisées.

En voici le tableau :

	Montant des dépôts* au 2 janvier 1981 en millions de francs
Crédit du Nord	22,450
Crédit commercial de France	18,456
Crédit industriel et commercial	14,878

(1) Ces établissements, comme la *Banque Martin Maurel*, la *Banque Courtois*, le *Crédit parisien*, la *Banque de Savoie*, la *Banque pour l'industrie française* et la *Banque Nuger*, totalisaient 2,7 % des dépôts. Les 64 autres banques (sur 135 de cette catégorie) sont déjà contrôlées directement ou indirectement par des banques nationalisées ou des actionnaires publics.

Société lyonnaise de dépôts et de crédit industriel	11,883
Banque de Paris et des Pays-Bas	10,474
Société nancéienne de crédit industriel Varin-Bernier	7,927
Banque Worms	7,279
Banque Scalbert-Dupont	6,989
Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine	6,712
Crédit industriel de l'Ouest	6,642
Société marseillaise de crédit	6,000
Banque de l'Indochine et de Suez	5,779
Banque de l'Union européenne	4,102
Société générale alsacienne de Banque	3,826
Banque Vernes et commerciale de Paris	3,707
Crédit chimique	3,393
Banque Rothschild	3,386
Banque parisienne de crédit au commerce et à l'industrie	3,258
Banque Hervet	2,982
Banque fédérative du crédit mutuel	2,945
Banque de Bretagne	2,614
Banque corporative du bâtiment et des travaux publics	2,401
Crédit industriel de Normandie	2,320
Banque régionale de l'Ouest	2,268
Banque de La Hénin	2,218
Union de banques à Paris	2,215
Société bordelaise de crédit industriel et commercial	2,158
Banque centrale des coopératives et des mutuelles	1,651
Société centrale de banque	1,559
Société séquanaise de banque	1,488
Banque régionale de l'Ain	1,421
Banque Chaix	1,279
Banque Tarneaux	1,200
Banque industrielle et mobilière privée	1,193
Banque française de crédit coopératif	1,105
Sofinco-La Hénin	1,070
Monod française de Banque	1,046
Banque Odier Bungener Courvoisier	1,040
Banque Laydernier	1,020

* Dépôts de résidents (en francs et en devises).

Enfin, ont été nationalisées deux grandes compagnies financières : la *Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas* et la *Compagnie financière de Suez.*

Née de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, qu'elle contrôle, la *Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas* coiffe l'ensemble du groupe *Paribas* qui comprenait, outre la *B.P.P.B.* : le *Crédit du Nord* (53 % du capital), dont le réseau totalise 453 agences et 125 guichets des filiales et des banques associées *(Banque Tarneaud, Banque Nicolet-Lafanechère et de l'Isère)* ; la *Compagnie bancaire* et ses filiales : *Union française de banques* (qui contrôle *Locabail*), *C.E.T.E.L.E.M.* et *Union de crédit pour le bâtiment* (U.C.B.).

Étendant ses tentacules à l'étranger, la *Compagnie financière de Paris et*

N° 296

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

TROISIÈME LÉGISLATURE

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1966-1967

Enregistrée à la Présidence de l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967.
Annexe au procès-verbal de la séance du 9 juin 1967.

PROPOSITION DE LOI

tendant à la **nationalisation** *des* **banques d'affaires,** *des* **banques** *de* **crédit à long et moyen terme** *et des grandes* **banques de dépôts privées,**

(Renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan à défaut de constitution d'une Commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du Règlement.)

PRÉSENTÉE

PAR MM. ROBERT BALLANGER, RENÉ LAMPS, PAUL BALMIGÈRE, JEAN BERTRAND, LAURENT BILBEAU, GEORGES BUSTIN, JACQUES CHAMBAZ, ROGER COSTE, PIERRE COT, MICHEL COUILLET, PIERRE DOIZE, GEORGES GOSNAT, FERNAND GRENIER, MARCEL GUYOT, ROBERT HOSTIER, MARCEL HOUËL, PAUL LAURENT, ROLAND LEROY, ROBERT LEVOL, ROBERT MANCEAU, ROBERT MORILLON, ARTHUR RAMETTE, RENÉ RIEUBON, WALDECK ROCHET, ROGER ROUCAUTE, LUCIEN VILLA, Mme CLAIRE VERGNAUD, M. ROBERT VIZET

et les membres du groupe communiste (1) et apparentés (2),

Députés.

(1) *Ce groupe est composé de :* MM. Andrieux, Arraut, Baillot, Robert Ballanger, Balmigère, Raymond Barbet, Virgile Barel, Bertrand, Bilbeau, Billoux, Boucheny, Bustin, Canacos, Carlier, Cermolacce, Chambaz, Combrisson, Coste, Couillet, Depietri, Doize, Ducoloné, Dupuy, Duroméa, Eloy, Fajon, Léon Feix, Fiévez, Garcin, Gosnat, Gouhier, Fernand Grenier, Marcel Guyot, Hostier, Houël, Jans, Juquin, Lamps, Paul Laurent, Leloir, Lemoine, Leroy, Robert Levol, Waldeck L'Huillier, Lolive, Maisonnat, Manceau, Mancey, Marin, Merle, Millet, Morillon, Musmeaux, Nilès, Odru, Mmes Prin, Colette Privat, MM. Quettier, Ramette, Rieubon, Rigout, Waldeck Rochet, Roger, Roucaute, Ruffe, Tourné, Mmes Vaillant-Couturier, Vergnaud, MM. Villa, Villon, Robert Vizet.

(2) MM. Pierre Cot, Lacavé.

Banques. — *Nationalisation - Crédit.*

Ce n'est pas d'hier que le *Parti communiste* préconise la nationalisation des banques...

des Pays-Bas s'était associée avec la banque *Warburg* (2) de Londres et la banque *Becker* de New York. Elle comptait, hors de France, des têtes de pont importantes : Pays-Bas, Belgique, Luxembourg et Suisse (la cession des intérêts helvétiques par Pierre Moussa, au moment où l'on préparait la nationalisation de *Paribas*, provoqua un scandale qui ne fut pas étranger aux ennuis judiciaires des dirigeants).

En outre, *Paribas* possédait des participations importantes dans les compagnies d'assurances *Le Secours* et *Présence-Vie*, dans *C.A.R.D.I.F.* et dans une multitude de trusts agro-alimentaires, de travaux publics, mécaniques, métallurgiques, pétroliers, chimiques, dans des entreprises d'édition *(Bordas)*, de papier *(La Rochette, La Chapelle-Darblay)* et de tourisme *(Club Méditerranée)*. Elle avait pris, en 1981, le contrôle de *Schneider*, qui rassemblait : *Creusot-Loire, Framatome, Ernault-Somua, Spie-Batignolles, Jeumont-Schneider, Merlin-Gérin, Fusalp*, etc. et deux banques : l'*Union Industrielle de crédit* et la *Banque de l'Union européenne*.

A la veille de la nationalisation, Pierre Moussa était le P.-D.G. de *Paribas*. Au Conseil siégeaient notamment Jacques de Fouchier, président d'honneur, P. Decker, administrateur-directeur général, G. Rambaud, vice-président, F. Cyprien-Fabre, A. Dupont-Fauville, J. Marchandise et Lord Roll of Ipsden. Outre Pierre Moussa, qui connut des difficultés avec la justice, furent éliminés :

Jacques de Fouchier, qui continue de siéger au Conseil de *B.S.N.-Gervais-Danone*, de son ami Antoine Riboud, proche du Pouvoir, et qui a trouvé un siège au Conseil de la *Banque Ottomane* ;

Pierre Decker, un haut employé de la maison, qui a bénéficié de l'honorariat — ses cartes de visite indiquent : « Directeur général honoraire de Paribas » — et qui est depuis 1982 P.-D.G. de la *Sté Havraise Calédonienne* ;

Antoine Dupont-Fauville, ancien attaché des cabinets ministériels (De Gaulle, Michel Debré, Robert Boulin), ancien P.-D.G. du *Crédit du Nord*, qui est devenu, en 1982, le président du directoire de la banque *de Neuflize Schlumberger Mallet* ;

tandis que Jacques Marchandise, ancien collaborateur des ministres Pflimlin, Jacquinot, Mendès-France, qui fut directeur de *Péchiney* et P.-D.G. du trust *Hachette*, conservait son siège à *Paribas* et devenait P.-D.G. de *Frialco*, administrateur de *Philips* (en 1982) et de *Sebdo* (en 1982) ;

et que Lord Roll of Ipsden (3) était maintenu au Conseil d'administration de *Paribas*, il est vrai comme représentant de la banque *Warburg*, de Londres, qu'il préside et avec laquelle *Paribas* était étroitement liée avant les nationalisations.

A la place de Pierre Moussa, Jean-Yves Haberer fut nommé (17 février

(2) Un nom qui n'est pas inconnu de mes lecteurs : les Warburg, banquiers d'Allemagne, ont participé au financement de la révolution communiste russe de 1917 avec leur coreligionnaire Jacob Schiff, de la *Kuhn Loeb and Co.*, la célèbre banque new-yorkaise.

(3) Eric Roll, Lord of Ipsden (depuis 1977) est originaire d'Autriche où il est né en 1907 au foyer de Mathias Roll et de Fany Frendel. Il fut assistant du ministre de l'Agriculture, des pêcheries et de l'Alimentation. Il est aujourd'hui à la tête de la banque *Warburg* et il appartient aux hautes sphères directoriales de *Chrysler (U.K.) Ltd*, de *Brandeis Goldschmidt*, de *Times Newspapers Ltd* (le quotidien britannique bien connu) et de diverses autres entreprises. Il préside le *National Institute of Economic and Social Research* et le *Policy Studies Institute*. Yann Moncomble a découvert sa participation à la *Pilgrims*, à *Bilderberg*, à la *Trilatérale* et à diverses autres sociétés politico-financières fort discrètes (*« Les vrais responsables de la Troisième Guerre mondiale »*, par Yann Moncomble, Paris, 1982).

1982). Ancien collaborateur de Michel Debré (1966-1969), il fut l'artisan de la fameuse réforme bancaire de 1967. Nommé ensuite directeur-adjoint du Trésor, il dirigea le cabinet de Michel Durafour, à l'Économie et aux Finances, puis celui de Robert Boulin, toujours au même ministère. Après un court passage au cabinet de René Monory, ministre de l'Économie, il devint directeur du Trésor (mai 1978) : à ce poste-clé, il eut en mains les commandes de la politique monétaire et bancaire du pays, à une époque où les « 200 Familles » étaient au pouvoir. C'est dire que le nouveau président de *Paribas*, la banque trop puissante dans un État trop faible, est bien l'homme de cette finance internationale qui s'accommode de tous les régimes, de droite ou de gauche, pourvu que ses sacro-saints intérêts soient sauvegardés.

Auprès de lui, également désignés par le Pouvoir, se trouvent notamment, outre J. Marchandise et Lord Roll of Ipsden, déjà nommés, David Dautresme, président du *Crédit du Nord*, François Morin, P.-D.G. de la *Compagnie Foncière*, et Gilbert Trigano, autre patron de gauche, P.-D.G. du *Club Méditerranée*.

Ces derniers figurent au Conseil d'administration de la *Banque Paribas*. Au Conseil de la *Compagnie financière de Paribas* siègent deux membres de l'ancien état-major du groupe : Antoine Riboud, le « patron » de *B.S.N.*, dont il est question par ailleurs, et Jacques de Fouchier, président d'honneur, ainsi que deux personnalités étroitement liées aux milieux socialistes et aux oligarchies financières : Jean Saint-Géours et Pierre Uri. Le premier est un ancien collaborateur de Pierre Mendès-France sous la IVe République ; il dirigea le *Club Jean-Moulin* et appartient au *Club de Rome* (technocrates mondialistes) et au club technocratique *Entreprise et Progrès* ; le second, haut fonctionnaire puis directeur pour l'Europe de la banque *Lehmann Brothers* de New York et membre du groupe de Bilderberg, est à la fois le conseiller écouté du baron Edmond de Rothschild et l'un des inspirateurs financiers du *Parti socialiste*.

Issue de la *Compagnie universelle du canal de Suez* — qui fut privée de l'exploitation du canal en 1956 lorsque le colonel Nasser le nationalisa dans l'espoir de faire pression sur les alliés d'Israël — la *Compagnie financière de Suez* était une société de portefeuille. Depuis 1971, elle avait le contrôle du *Crédit industriel et commercial* (fondé en 1859 et comprenant 9 banques de dépôts régionales, 5 banques locales, 1 banque de dépôt parisienne et 1 banque de crédit à moyen et long terme). L'année suivante, elle avait fusionné avec l'*Union financière et minière*, puis absorbé, en 1975, la *Banque de l'Indochine* qui, sous la dénomination de *Banque d'Indochine et de Suez (Indosuez)*, allait devenir la première banque privée française (avec participations dans *Locafrance, Copagefi, Colfi, Banque française commerciale, Sté de banque de l'Orléanais, Banque Dupuy de Parseval, Banque libano-française, Crédit Foncier de Monaco* et *Crédit de Monaco pour le commerce* etc., et dans diverses affaires en Extrême-Orient et au Moyen-Orient).

La *Compagnie financière de Suez* contrôlait également à 78 % la *Monod-Française de Banque* et possédait des participations dans la *Banque Vernes et commerciale de Paris* (association de banquiers protestants et de Marcel Dassault), ainsi que dans la *Compagnie financière du groupe Victoire* (assurances *Abeille* et *Paix*, et, au Canada, *Imperial Life*), *La Mure*, la *SOFFO*, la *Caisse générale des participations financières et industrielles*, la *Compagnie indus-*

trielle et une multitude de sociétés industrielles, immobilières, financières, commerciales, de travaux publics et d'assurances.

Georges Plescoff était président des *Assurances générales de France* (depuis 1970) lorsqu'il fut nommé à la tête de la *Compagnie financière de Suez*, qui détient 100 % du capital de la *Banque Indosuez*. Après des débuts dans l'enseignement primaire — il fut instituteur public — il entra à l'E.N.A., puis à l'Inspection des Finances. Il devint alors le collaborateur de plusieurs ministres (Émile Hugues, Robert Buron), ce qui facilita son accession à la direction de la *Caisse des dépôts et consignations*, où il collabora avec François Bloch-Lainé. A quelques temps de là, il fut nommé administrateur du *Fonds monétaire international* et de la *Banque mondiale*, ainsi que conseiller financier près l'ambassade de France à Washington. Inspecteur général des Finances, il devint à son retour en France P.-D.G. des *Assurances générales de France* (1970) et de la *Banque générale du Phénix* (1971). En même temps, il siégea au Conseil d'administration de nombreuses sociétés financières, industrielles ou commerciales, ainsi que de l'*Agence France Presse* et *Havas*. Ses attaches avec la Trilatérale sont récentes.

En 1983, Jean Peyrelevade l'a remplacé à la direction du groupe *Suez*. Ce polytechnicien de 44 ans, fils de Paul Peyrelevade, professeur, et de son épouse Nadia Benveniste, passa directement du service du Premier ministre, dont il était directeur adjoint de cabinet, à la présidence-direction générale de la *Compagnie financière de Suez* et de la *Banque Indosuez*. Il a débuté à l'aviation civile en 1971, et fut détaché au *Crédit Lyonnais* en 1973. Il dirigeait l'agence internationale de cet établissement depuis 1979 quand Pierre Mauroy l'appela auprès de lui et en fit un directeur adjoint de son cabinet. Il est également administrateur de la *Cie Financière du groupe Victoire*, de la *Lyonnaise des Eaux* et de diverses autres sociétés.

A ses côtés siègent, entre autres, au Conseil de la *Banque Indosuez* : Richard Armand, P.-D.G. de *P.U.K.* et administrateur du *Crédit Chimique* ; Max Benhamou, administrateur de la *Banque des échanges internationaux* ; Jacques Bonnet de La Tour, fils du général, P.-D.G. de la *SOCAP* et administrateur de plusieurs sociétés pétrolières, ainsi que du *Crédit Lyonnais* ; Jérôme Monod, ancien collaborateur de Michel Debré et de Jacques Chirac, ancien secrétaire général du *R.P.R.*, P.-D.G. de la *Lyonnaise des Eaux* et administrateur de diverses autres entreprises ; Jean-Claude Paye, ancien directeur de cabinet de Raymond Barre à la C.C.E. (Bruxelles), puis de Jean Sauvagnargues, ministre des Affaires étrangères et, de nouveau auprès de R. Barre, Premier ministre ; Georges Pébereau, ancien collaborateur du ministre Edgard Pisani, directeur général de la *C.G.E.* (depuis 1972), aujourd'hui également P.-D.G. de *C.I.T.-Alcatel* ; André Rousselet, conseiller personnel de François Mitterrand, ancien député *F.G.D.S.*, P.-D.G. de l'*Agence Havas* et des *Autoplaces G7*, administrateur de la *Cie Générale des Eaux* et président de *Canal-Plus*.

Les anciens administrateurs du groupe *Suez* ont tous été élimés, y compris l'Honorable Earl of Cromer, c'est-à-dire le banquier George Rowland Stanley Baring, associé de *Baring Brothers and Co.*, ancien gouverneur de la *Banque d'Angleterre*, qui fut ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington et que l'on retrouve à *Robeco*, à la *Shell* et au *Daily Mail and General Trust Ltd*, ainsi qu'à la *Trilatérale* (avec Raymond Barre). Ce haut personnage représentait à *Suez* les intérêts de la Couronne britannique, singulièrement

réduits depuis la nationalisation du canal de Suez par Nasser, en 1956, et la transformation de la *Compagnie maritime* en *Compagnie financière*.

•

On aura remarqué que la *Banque Rothschild*, ex-*de Rothschild frères*, et la banque *Worms*, depuis longtemps visées, ont été nationalisées. Mais n'ont subi le sort commun, ni la banque *Lazard*, ni la banque *de Neuflize-Schlumberger-Mallet*, ni la *Banque Louis-Dreyfus*, ni la *Compagnie Financière*. Sans doute, la raison officielle de la non nationalisation de ces quatre banques a-t-elle suffi aux esprits superficiels ; elle ne peut satisfaire les observateurs attentifs des oligarchies financières.

Rothschild, compromis avec le régime gaulliste, pouvait difficilement échapper au coup de filet socialo-communiste sur les banques. Épargnée en 1945, la vieille maison des « Cinq Messieurs de Francfort » (4) avait participé trop intimement à l'enfance de la Ve République — au point de lui fournir un président, Georges Pompidou (5) —, pour ne pas être dans le colimateur des anciens opposants. Les Rothschild ont été indemnisés et, somme toute, ils n'ont pas fait une mauvaise affaire : « Une aubaine en quelque sorte, cette nationalisation, constatait *Valeurs actuelles* : elle a permis aux cousins de la rue Laffitte de se libérer à jamais d'une banque dont l'activité industrielle et immobilière était devenue coûteuse et peu convaincante... » Cela leur permet de repartir du bon pied, avec l'argent des contribuables.

Il en va de même pour la banque *Worms* : qualifiée naguère de « banque de l'État français » (1941), sérieusement bousculée à la Libération par les épurateurs (6), elle était, aux yeux des communistes, l'ennemi à abattre. Elle non plus ne pouvait passer entre les mailles du filet.

Par contre, les quatre grandes banques d'affaires que je viens de citer appartenaient — et appartiennent toujours — à cette fraction des oligarchies étroitement liée à la gauche et au camp soviétique. J'ai déjà expliqué tout

---

(4) L'histoire de la banque de *Rothschild frères* a été contée dans « *Les Financiers qui mènent le monde* », chapitres VI, VII, VIII et IX (Paris 1955, livre réimprimé seize fois et toujours en vente).

(5) Georges Pompidou, qui avouait en avoir par-dessus la tête des Rothschild à la fin de sa vie, était directeur général de la banque de la rue Laffitte lorsque ses patrons le « prêtèrent » au général De Gaulle, qui en fit son directeur de cabinet à la présidence du Conseil. Il reprit son fauteuil directorial à la banque *de Rothschild frères* lorsque le Général fut élu président de la République. Quand Michel Debré quitta Matignon, c'est à Georges Pompidou que fut confié le poste de Premier ministre (avril 1962) : il abandonna alors toutes ses fonctions dans l'empire financier des Rothschild. Devenu président de la République (1969), il marqua très fermement à ses anciens « patrons » les limites qu'ils n'auraient pas à franchir. La « conduite de Chicago » (incidents qui marquèrent son voyage aux U.S.A.) ne fit que le rendre encore plus méfiant à l'endroit de la puissance qu'ils personnifiaient.

(6) C'est Marcel Déat, un ancien député socialiste rallié en 1940 à la Révolution nationale du maréchal Pétain, qui mit ouvertement en accusation la banque *Worms* dont « la sinistre équipe » tenait, écrivait-il, « le haut du pavé à Vichy » (*L'Œuvre*, 3 août 1941). A la Libération, Hypolite Worms fut mis en prison. Par le plus surprenant des hasards, son compagnon de cellule à Fresnes était Georges Albertini, l'ancien bras droit de Marcel Déat au *Rassemblement National Populaire* (1941-1944). Albertini sut se concilier les bonnes grâces du banquier. Si bien que, libéré lui-même, ce dernier usa de ses influences pour faire grâcier son ancien co-détenu. A peine remis en liberté, Albertini devint, en 1948, le « conseiller politique » de la banque *Worms* — officiellement, il était simplement « ingénieur » — et, l'année suivante, il créa le *B.E.I.P.I.*, bulletin d'information anticommuniste devenu la revue *Est et Ouest*. Le *P.C.F.* et l'*Humanité* considéraient cette publication comme une émanation de *Worms*, d'où leur animosité particulière contre la banque.

C.E.F.E.A. [illegible]-0035

CORRESPONDANCE D'INTERCALAIRES JOINTS

79.5053

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

75	01

Modèle B 3

INSCRIPTION MODIFICATIVE AU REGISTRE DU COMMERCE

Personnes Morales

en date du 14 SEP 1979

N° d'arrivée 56 B 462 52755

10 Gd

Renseignements relatifs à la société

N° du Registre du Commerce	R.C. PARIS B 562 004 622 00014 (voir lettre INSEE ci-jointe)
1° Raison sociale ou dénomination sociale	BANQUE LOUIS-DREYFUS
2° Nom commercial - Sigle	BANQUE LOUIS-DREYFUS
3° Forme Capital	Société Anonyme Au capital de F. 49 702 500
4° Adresse du siège social	6 rue Rabelais - PARIS 8ème

Si la modification porte sur un établissement secondaire, indiquer ci-contre :
« Établissement sis à . . . (en précisant l'adresse complète de celui-ci) . . . »

5° Objet de la modification
(à préciser succinctement)
à titre indicatif et non limitatif mentionner :
« Siège social transféré à . . . . »
« Établissement principal (ou secondaire) transféré à . . . . »
« Ancienne enseigne . . . . nouvelle enseigne . . . »
« Capital porté (ou réduit) à . . . . »
« Transformation de la société sous la forme . . . »
« Nouvelle raison (ou dénomination) sociale . . . »
« Nouveau non commercial . . . . »
« Ancien P-D-G. - Gérant-Administrateur . . . . Nouveau P-D-G. - Gérant-Administrateur . . . . (nom et prénoms seulement) . . . . »
« Dissolution anticipée de la société, nomination en qualité de liquidateur de . . . (nom, prénoms, adresse) . . . . »
« Suppression (ou adjonction) de l'activité suivante . . . . »
« Cessation complète d'activité de la société (ou de l'établissement ci-dessus) . . . . »
« Fonds donné en location-gérance à . . . , (nom et prénoms du locataire-gérant) . . . . »
« Ancien locataire-gérant . . . , nouveau locataire-gérant) . . . . »
etc. . . . .

1°/ Adoption régime de Directoire
. Membres du Conseil de Surveillance :
M. Jacques THIERRY (Président), M. Gérard LOUIS-DREYFUS (Vice-Président) et MM. Thierry de BROQUEVILLE, Charles COPPIETERS, Alain COTTA, Armand HIRSCH, Philippe LAMBERT, Jean-Pierre de LAUNOIT, Pierre MASSE, Jean PINCHON, Georges PLESCOFF, Nathaniel SAMUELS ;

. Membres du Directoire :
M. André CEROU (Président), M. Claude HORVILLEUR (Directeur Général) et MM. André DUMONT, Pierre TURPIN.

2°/ Ancien Commissaire aux Comptes titulaire : M. Bernard BUROLLAUD remplacé par : LA SOCIETE CIVILE PROFESSIONNELLE BUROLLAUD-LABOURDETTE

Cf. liste des Commissaires aux Comptes actuels sur lettre ci-jointe.

à compter du 17 mai 1979

6° Indiquer ci-contre et s'il y a lieu :
- la date et la nature de la décision intervenue (PV assemblée générale, délibération d'associés ou de conseil d'administration);
- l'état civil (nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité, domicile personnel des nouveaux dirigeants ou fondés de pouvoir, outre, pour les associés en nom les date et lieu de mariage et régime matrimonial ;

A.G.O. du 17/5/1979 - A.G.E. du 17/5/1979 et Conseil du 17/5/1979

Cf. liste des Membres du Conseil de Surveillance, du Directoire et des Commissaires aux comptes. (en annexe)

Dépôt des actes au Greffe de PARIS
en date du 20 JUIN 1979 n° 1974
Titre et date du journal d'annonces légales Les Petites Affiches du 28/5/79 n° 64

N° D'IMMATRICULATION : R.C. PARIS B 562 004 622 00014

56 B 462

ANNEXE AU MODELE B3
RUBRIQUE N° 6°

LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET DU DIRECTOIRE

COMMISSAIRES AUX COMPTES

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Nationalité	
	Président =
Française	- M. Jacques THIERRY né le 2/1/1921 à CERNAY LA VILLE (78) demeurant à 1180 - BRUXELLES (Belgique) 102 avenue Montjoie,
	Vice-Président =
Française	- M. Gérard LOUIS-DREYFUS né le 21/6/1932 à VILLE D'AVRAY (92) demeurant à NEW YORK, N.Y. 10028 (U.S.A.) 1125, fifth Avenue
	Membres =
Belge	- M. Thierry de BROQUEVILLE né le 16/6/1926 à BRUXELLES (Belgique) demeurant à 1640 - RHODE St GENESE (Belgique) 31, Dreve de Linkebeek
Belge	- M. Charles COPPIETERS né le 10/10/1926 à ST-JOSSE-TEN NOODE (Belgique) demeurant à 1302 - DION LE MONT (Belgique) 2, av. de la Dame-Val-Vert
Française	- M. Alain COTTA né le 16/2/1933 à NICE (06) demeurant à PARIS 16ème - 23, avenue Léopold II
Française	- M. Armand HIRSCH né le 30/4/1928 à GENES (Italie) demeurant à STAMFORD CONNECTICUT 06904 (U.S.A.) 24, Richmond Hill Avenue,
Belge	- M. Philippe LAMBERT né le 3/3/1930 à ETTERBEEK (Belgique) demeurant à 1301 - BIERGES /WAVRE (BRABANT) Belgique - 65 rue d'Angoussart
Belge	- M. Jean-Pierre de LAUNOIT né le 5/1/1935 à BRUXELLES (Belgique) demeurant à 1180 - BRUXELLES (Belgique) 16 avenue des Eglantiers
Française	- M. Pierre MASSE né le 13/1/1898 à PARIS 16ème demeurant à PARIS 16ème - 33 avenue du Maréchal Lyautey,
Française	- M. Jean PINCHON, né le 13/9/1925 à BEUZEVILLE (27) demeurant à PARIS 6ème - 3 avenue Vavin
Française	- M. Georges PLESCOFF né le 9/3/1918 à PARIS 12ème demeurant à 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE - 13 avenue des Hauts Perreux
Américain	- M. Nathaniel SAMUELS né le 20/10/1908 à CHICAGO (U.S.A.) demeurant à NEW YORK, N.Y. 10021 (U.S.A.) 775 Park Avenue - Apartment 6 D

DIRECTOIRE

	Président :
Française	- M. André CEROU né le 9/6/1917 à CHARTRES (28) demeurant 92200 - NEUILLY SUR SEINE, 110 avenue du Roule
	Directeur Général :
Française	- M. Claude HORVILLEUR né le 6/7/1916 à AMIENS (80) demeurant à PARIS 16ème - 65 Bld Lannes
	Membres :
Belge	- M. André DUMONT né le 1/6/1933 à GANSHOREN (Belgique) demeurant à 1950 KRAAINEM (Belgique) 9 avenue du Val au Bois
Française	- M. Pierre TURPIN né le 17/8/1921 à PARIS 6ème demeurant à PARIS 6ème - 63 rue Notre Dame des Champs

cela dans « *Les Financiers qui mènent le monde* » il y a bientôt trente ans, au temps de Mendès-France (7).

La banque *Lazard frères et Cie*, c'est évident, est une amie du nouveau Pouvoir. Ne compte-t-elle pas, aujourd'hui encore, parmi ses dirigeants, des hommes proches du *Parti socialiste* ? Antoine Riboud, qui patronna la liste de Lionel Jospin aux dernières élections européennes, est l'un des associés de la banque *Lazard Frères et Cie*, et Hermann Grünberg, beau-frère de Jean-Pierre Chevènement, le *leader* du *C.E.R.E.S.* (aile gauche du *Parti socialiste*), est l'un des directeurs de ladite banque.

En épargnant la *Compagnie financière*, la gauche a-t-elle voulu être agréable au plus riche des Rothschild ? Probablement pas, mais elle fait la part belle au baron Edmond de Rothschild, propriétaire de cette banque cosmopolite, qui a mis « sur pied un véritable service de relations publiques » pour Israël (8) où le *P.S.* compte tant d'amis. D'autre part, le « patron » du *Nouvel Observateur* et du *Matin de Paris*, les deux organes de presse qui ont le plus soutenu la candidature Mitterrand à l'Élysée, n'est-il pas l'ancien bras droit, dans le secteur immobilier, du baron Edmond de Rothschild ?

Depuis que les Louis-Dreyfus ont financé la fondation de l'*Humanité*, alors quotidien du *Parti socialiste S.F.I.O.*, la gauche regarde leur banque avec les yeux de Chimène. Les communistes — du moins, leurs dirigeants — leur savent gré de participer régulièrement, avec ou sans l'ami Doumeng, au ravitaillement en blé de « la patrie des travailleurs ». La présence, au Conseil de surveillance de la banque *Louis-Dreyfus* (9), d'Alain Cotta, le propre frère de Michèle Cotta, dont les sentiments de gauche sont connus, et qui a été choisie comme présidente de la Haute Autorité de l'Audiovisuel pour ce motif, ne peut nuire à cette image de marque de la banque et de ses animateurs.

Quant à la banque *de Neuflize Schlumberger Mallet*, fleuron de la H.S.P. (Haute Société Protestante), elle ne peut davantage être considérée comme une ennemie du régime socialiste : elle est dirigée par des hommes dont les opinions de gauche ont, de tous temps, été nettement exprimées. Qu'il s'agisse des Schlumberger eux-mêmes ou de leurs parents et amis, les Seydoux et les Riboud, qui ont été les suppoters de Mendès-France, il y a trente ans, comme ils sont, aujourd'hui, les piliers du régime Mitterrand.

Vous me direz que d'autres banques, moins marquées politiquement, ont bénéficié, elles aussi, d'une mesure générale qui les met à l'abri de la nationalisation. C'est exact. Mais comme ce sont les socialo-communistes qui ont établi les règles du jeu et qu'ils ont fait connaître leurs intentions depuis plus

---

(7) Cf. les chapitres XV et XVI in « *Les Financiers qui mènent le monde* ».

(8) Sa déclaration au *Nouveau Candide* (27 novembre 1967).

(9) Philippe Louis-Dreyfus, à qui *Valeurs actuelles* (13 août 1984) demandait si, le fait de s'associer avec la *Banque Bruxelles-Lambert*, n'avait pas été le moyen de conjurer les effets de la loi de nationalisation, a fait cette réponse :

— Il est vrai que certains l'ont suggéré. Beaucoup de gens considèrent que nous avons été particulièrement « géniaux » de nouer avec la Banque Bruxelles Lambert un accord qui nous a permis d'éviter la nationalisation. Mais ce n'était pas du tout notre objectif. Nous recherchions une association avec une très grande banque internationale nous permettant, dans divers domaines, d'assurer notre développement dans des secteurs qui sont nos spécialités : financement du négoce, du shipping, activités boursières, opérations internationales. Ces spécialités nécessitaient l'appui d'un actionnaire banquier. »

Les Louis-Dreyfus ont toujours senti d'où venait le vent, certes, mais en l'occurrence, ils n'ont pas eu seulement le nez creux...

LAZARD PARTNERS

Les trois maisons Lazard de Paris, de Londres et de New-York, annoncent la création d'un « partnership » entre Lazard Paris et New-York et S. Pearson & Son, qui détient aujourd'hui 80 % du capital de Lazard Brothers (Londres).

Le groupe Lazard Frères – incluant Eurafrance pour 20 % – et Pearson détiendront chacun 50 % du nouveau « partnership » intitulé « Lazard Partners ». Ce partnership détiendra 100 % de Lazard Londres, et deviendra associé, avec un intérêt de 12 %, aux résultats de Lazard New-York et de Lazard Paris. Simultanément, Pearson, par l'intermédiaire d'une filiale, deviendra associé de Lazard Paris pour 4 %, et de Lazard New-York pour 3,3 %.

Les intérêts du partnership autres que ceux de Pearson formeront deux groupes détenant les droits de vote, M. Michel David-Weill étant chef de file de chacun de ces groupes. La définition de la politique de Lazard Partners sera assurée par un comité de sept membres comprenant :

– deux représentants de Pearson ;

– deux représentants de Lazard New-York ;

– un représentant de Lazard Paris ;

– un représentant d'Eurafrance (qui fait partie du groupe Lazard Frères Paris) ;

– le président de Lazard Londres.

Le président de ce comité sera M. Michel David-Weill et les premiers représentants seront :

Lord Blakenham, MM. James Joll, Michel David-Weill, Felix Rohatyn, Jean Guyot, Antoine Bernheim, [illegible]

Leurs suppléants seront :

MM. John Hale, David Veit, Damon Mezzacappa, Frank Zarb, Jean-Claude Haas, Bruno Roger, Verner Wylie.

Commentant cette opération, lord Blakenham, président de S. Pearson & Son, a déclaré : *« Cette opération va aboutir à la création d'un groupe international de banques d'affaires unique en son genre, comprenant des maisons de premier plan à Londres, à New-York, et à Paris, portant le même nom et ayant des relations particulièrement étroites. Ensemble elles pourront ainsi offrir leurs services dans le monde entier à leurs clients. »*

M. Michel David-Weill a déclaré : *« Cette opération doit nous permettre de faire face, à notre manière, à la compétition internationale dans nos différents domaines d'activités. Les trois maisons seront à même de collaborer très étroitement tout en conservant leur totale indépendance et leurs caractéristiques nationales. Nous regroupons ensemble des associés puissants, mais sans toutefois alourdir notre activité avec des capitaux qui ne sont pas nécessaires à nos métiers. Nous continuerons à nous inspirer des concepts de service financier et de conseil qui ont été fructueux pour nos maisons et nos clients. Nous développons ainsi notre capacité de rendre service à nos clients nationaux et internationaux et d'innover dans un climat caractérisé par un esprit d'entreprise. »*

Les actionnaires de Pearson seront invités à approuver cette proposition lors d'une assemblée générale qui se tiendra le 4 juin 1984.

Les autorisations nécessaires ont été obtenues des autorités compétentes dans les différents pays.

EURAFRANCE

Eurafrance va prendre une participation de 20,77 % dans Lazard Partners dont la création est annoncée aujourd'hui conjointement par M. Michel David-Weill, président d'Eurafrance, et lord Blakenham, président de S. Pearson & Son *(cf. communiqué joint Lazard Partners).*

Eurafrance, contrôlée par le groupe Lazard, est cotée à la Bourse de Paris.

La participation dans Lazard Partners représentera environ 15 % des actifs d'Eurafrance.

Dans son numéro du 19 mai 1984, *Le Monde* annonçait (au tarif de la publicité) les transformations apportées aux structures du groupe *Lazard*.

de vingt ans, vous admettrez que ce n'est pas tout à fait par hasard que « leurs » banquiers ont échappé à cette spoliation légale...

Ils avaient eu le temps de modifier le statut de leur entreprise et de transformer leur banque « française en banque « étrangère » (dont la majorité du capital social appartient à des non-résidents). C'est notamment le cas des banques *Louis-Dreyfus* et *de Neuflize Schlumberger Mallet.*

La *Compagnie financière*, également non nationalisée, a son siège à Paris, faubourg Saint-Honoré, mais elle est à 85 % la propriété de la *Compagnie financière Holding Benjamin et Edmond de Rothschild*, c'est-à-dire du baron Edmond de Rothschild et de son fils Benjamin, tous deux non-résidents puisque domiciliés en Suisse, au château de Prégny, à quelques kilomètres de Genève. Celui que les autres membres de la famille considèrent comme le plus fortuné des Rothschild — ils l'appellent « le riche » — n'est qu'un simple administrateur de la *Compagnie financière*, mais en fait tous les autres membres du Conseil d'administration, y compris le P.-D.G., lui sont subordonnés. Marié (en secondes noces) avec Nadine Lhopitalier, qui fut actrice de cinéma sous le pseudonyme de Nathalie Tallier, le baron Edmond de Rothschild est président de la *Banque Privée*, de Genève, de la *Compagnie financière Holding Benjamin et Edmond de Rothschild*, de Genève, de la *Banca Privata* de Lugano, de la *Compagnie financière conseil S.P.A.* de Milan, de l'*Israel General Bank* et de l'*Israel Corporation* de Tel Aviv, de la *Tri-Continental Pipelines Ltd*, de la *Caeserea Development Corporation*, de la *Israel European Company*, de Luxembourg, de *Promotex S.A.*, et il appartient au Conseil de la *Sté française des hôtels de montagne*, du *Club Méditerranée*, du trust *Hachette*, du *Savour Club* (vente de vins fins), de *Rothschild Continuation Holding A.G.*, fondé en Suisse par la famille de Rothschild, de *Bancal Tri-State Corp.* de San Francisco, de la *De Beers Consolidated Mines*, le trust du diamant sud-africain, de la *Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion*, qui contrôle le poste *R.T.L.*, de *Sofirec Holding*, de la *Bank of California*, de l'*Agricola Finanziana (FINAG.)*, etc.

A la tête de la *Compagnie financière* de Paris, le baron Edmond de Rothschild a placé Bernard Esambert, un polytechnicien, ingénieur au corps de mines, qui quitta l'administration et les cabinets ministériels (Pompidou, Couve de Murville), pour la direction du *Crédit Lyonnais*, puis pour le service du baron. Il avait également confié la direction centrale de la *Compagnie financière* à Lisette Mayret, qu'il avait tirée d'un poste obscur à la *Cégos* en 1961 et que le Pouvoir socialiste a nommé P.-D.G. de la *Banque Hervet*, l'entreprise familiale du Berry nationalisée en 1982 (voir plus loin la *Banque Hervet*).

Quant à la banque *Lazard frères et Cie*, dont tous les associés-gérants habitent cependant Paris — à l'exception de Michel David-Weill qui est domicilié aux U.S.A. — elle a d'autant mieux échappé à la nationalisation qu'elle n'est que la branche française d'une entreprise financière tentaculaire dont New York et Londres sont, avec Paris, les centres d'activités. Cette banque tricéphale, installée 121, boulevard Haussmann à Paris, 1 Rockfeller Plaza à New York et 21 Moorfields à Londres, est depuis trois-quarts de siècle l'un des pions majeurs de la Haute Finance pro-soviétique.

J'ai longuement relaté dans un livre paru il y a près de trente ans (10), le

(10) Henry Coston, « *Les Financiers qui mènent le monde* », Paris, 1955, chapitre XVIII.

duel de banquiers dont la France était l'enjeu et qui mit aux prises la banque *Lazard* et la *Banque de Paris et des Pays-Bas*. La première avait déjà marqué des points à l'époque, notamment en pénétrant à l'intérieur de la seconde à l'occasion d'une augmentation de capital. Je concluais alors par ces mots :

« La bataille pour la domination de l'économie bancaire ne fait que commencer (11). »

Depuis lors, *Lazard*, gros actionnaire de *Paribas*, avait un œil à la haute direction de la puissante banque de la rue d'Antin. Pierre David-Weill (1900-1975) siégeait d'ailleurs au Conseil d'administration de *Paribas*. Un curieux chassé-croisé fit que la disparition d'un représentant de *Lazard* fut compensée par l'apparition d'un représentant de la banque *Warburg* de Londres (voir plus haut ce qui est dit de *Paribas*).

(11) *Ibid.*, page 175.

CHAPITRE IV

DANS UN DÉCOR NOUVEAU

Le *Journal officiel* du 23 juillet 1982 a fait connaître les noms des nouveaux dirigeants des banques nationalisées. Nombre d'entre eux n'étaient guère familiers qu'à un petit groupe d'initiés. D'autres, au contraire, appartenaient à des cadres supérieurs du Système, voire des oligarchies.

A la tête de la *Banque Nationale de Paris (B.N.P.)*, on a placé un énarque, René Thomas, un homme « de l'intérieur », entré dans la maison il y a un quart de siècle après avoir fait l'inspection des Finances. Auprès de lui siègent : Léon Cligmann, dirigeant des *Ets Devanlay-Recoing* et vice-président des *Nouvelles Galeries*, Roger Kerinec, président de la *Fédération des coopératives de consommation* (dont on sait les liens avec le *Grand Orient*) et Paul Ramadier, proche parent de l'ancien président socialiste d'un gouvernement de la IVe République.

La direction de la *B.N.P.*, est assurée, en outre, par deux directeurs généraux. L'un, Jacques Masson, est un pur produit de la *B.N.P.*, à laquelle il appartient depuis fort longtemps ; il était, en 1982, directeur général adjoint de la banque. L'autre, Jacques Wahl, major de l'E.N.A., ancien conseiller financier à l'ambassade de France (Washington, puis Ottawa), était le secrétaire général de l'Élysée sous le proconsulat de Valéry Giscard d'Estaing.

Ni la nomination de Jean Deflassieux à la présidence-direction générale du *Crédit Lyonnais*, ni celles de ses amis Michel Albert, ancien commissaire général au Plan, et de Jérôme Seydoux, comme administrateurs de cette banque, n'ont surpris : ces trois personnages appartiennent au su de tous à la camarilla financière proche du *Parti socialiste*.

Jean Deflassieux remplaça son ami Claude Pierre-Brossolette, fils du héros de la Résistance et gendre du pétrolier Goldet, qui avait quitté le secrétariat général de la présidence de la République (Giscard d'Estaing regnante) pour occuper, en 1976, le poste de P.-D.G. de la grande banque. La petite histoire nous dit que Pierre-Brossolette fut tout heureux de retrouver Deflassieux « qu'il n'avait pas revu depuis plus de vingt ans, à l'époque où, socialistes tous deux, ils étaient détachés l'un au cabinet de Paul Ramadier, ministre des Finances, l'autre à celui de Jean Filippi, secrétaire d'État au budget » (1). Les deux hommes reprirent le tutoiement de jadis, et Pierre-Brossolette

(1) *Le Monde*, 5 février 1982.

nomma son ancien condisciple en politique directeur central des affaires internationales, ce qui, paraît-il, déplut à Giscard d'Estaing.

L'actuel P.-D.G. du *Crédit Lyonnais*, ancien élève de H.E.C. et de la *London School of Economics*, est entré dans cette banque en 1948 ; il était directeur du commerce extérieur en 1962 et directeur des affaires internationales en 1972. Ses hautes fonctions au *Crédit Lyonnais* ne l'ont jamais empêché de participer activement à la vie du *Parti socialiste*, sous le pseudonyme de Virgile Barrel. Il fut l'un des auteurs du projet socialiste concernant une banque nationale d'investissement et, si l'on en croit *Le Monde*, lorsque Pierre Mauroy prit ses fonctions à Matignon le 21 mai 1981, à 15 heures, Deflassieux était sur ses talons pour diriger les premières opérations dites « de défense du Franc ». Il est affilié à la *Trilatérale*.

Si l'on en croit les milieux informés, en particulier l'hebdomadaire financier *Le Nouvel Économiste* (2), c'est à la résistance de Defflassieux aux pressions de la base que les banques cosmopolites doivent de ne pas avoir été nationalisées.

On a dit que la bataille avait été rude au sein de la gauche lorsqu'il s'est agi de ménager certaines banques. A ceux qui voulaient épargner des banquiers amis, nombre de cadres et de militants répliquaient qu'il ne peut y avoir deux poids et deux mesures.

— Il n'est pas normal, expliquaient-ils, que les uns soient frappés et que les autres échappent à la nationalisation.

Il fallut toute l'habileté manœuvrière de Deflassieux pour faire entendre raison aux doctrinaires. Les arguments *techniques* l'emportèrent, finalement, sur la fidélité aux idéaux socialistes...

Assez différent — bien que, lui aussi, affilié à la *Trilatérale* —, Michel Albert, ancien collaborateur de Jean-Jacques Servan-Schreiber à *l'Express* — il fut vice-président de la société *Express-Union* — appartint au Conseil d'administration d'*Unicrédit* et fut P.-D.G. d'*Unimat* et d'*Unicomi* avant de devenir commissaire général au Plan. Homme de gauche, fréquentant les loges et proche des oligarchies financières, il est l'auteur du manifeste radical-socialiste, *« Ciel et Terre »* de 1970. Le nouveau Pouvoir l'a nommé à la tête des *Assurances Générales de France* et, nous l'avons vu, au Conseil du *Crédit Lyonnais*.

Quant à Jérôme Seydoux, le troisième grand du Conseil d'administration du *Crédit Lyonnais*, il appartient à ces dynasties bourgeoises que j'ai évoquées souvent dans mes livres (3).

Ancien associé-gérant de la banque *de Neuflize Schlumberger Mallet* — qui n'a pas été nationalisée, rappelons-le — et P.-D.G. de la *Compagnie des Compteurs*, il est président de *Pricel* et des *Chargeurs réunis* (fusionnés en 1981), des *Chargeurs S.A.* (depuis 1982), administrateur de la Cie *Deutsch*, de *B.S.N.-Gervais-Danone* et de la *Banque veuve Morin Pons*, de Lyon.

Ce financier protestant ne fait pas mystère de ses sentiments de gauche. A la veille de l'élection présidentielle de 1974, il déclarait : « Je crois qu'il peut exister, en France, un gouvernement de gauche capable de gérer le pays sur le plan économique... Je crois François Mitterrand plus mûr, plus

(2) *Le Nouvel Économiste*, 18 janvier 1982.

(3) Notamment dans le *« Dictionnaire des Dynasties bourgeoises et du monde des affaires »*, paru en 1975.

capable, dans des circonstances graves, de prendre des décisions dans l'intérêt du pays (4)...

Fils de René Seydoux Fornier de Clausonne — c'est le nom complet de la famille depuis le décret paru au *Journal officiel* du 5 août 1934 — et de Geneviève Schlumberger, de la dynastie bien connue dans les cercles financiers, il est le frère de Nicolas Seydoux, le « patron » de *Gaumont*, et de Roger Seydoux, l'ambassadeur de France, ci-devant membre de la mystérieuse et puissante *Trilatérale*, aux côtés de Raymond Barre et du baron Edmond de Rothschild.

Les Seydoux, personnalités marquantes de la H.S.P. — lisez : Haute Société Protestante — marquent une préférence très nette pour la gauche. Au temps de P.M.F., lorsque l'*Express* des Servan-Schreiber se posait en champion du mendésisme, Roger Seydoux était l'un de ses actionnaires. Son neveu Jérôme, administrateur du *Crédit Lyonnais*, est l'un des gros actionnaires du quotidien socialiste *Le Matin de Paris* : avant de récentes augmentations de capital, il détenait 25 % des actions du journal.

A la *Société Générale*, c'est Jacques Mayoux qui devint P.-D.G. à la place de Maurice Lauré, un ancien collaborateur du ministre Maurice Petsche (gendre du banquier Lazard), qui occupa le poste de 1973 à 1982, et est devenu P.-D.G. des *Nouvelles Galeries* depuis son départ de la banque.

Inspecteur général des Finances, comme son prédécesseur, Jacques Mayoux, fils d'un négociant en vins, est sorti de l'E.N.A. en 1951 et fut nommé (1963) directeur général de la *Caisse nationale de Crédit agricole*, après un passage au cabinet du ministre des Finances (1958). Il fut aussi P.-D.G. de *Sacillor* et de *Sollac*, et il appartient au conseil de quelques sociétés liées à la *Société Générale*.

Auprès de lui, plusieurs personnalités du monde des affaires ou de la haute administration occupent un siège au Conseil d'administration. Parmi elles, Jean-Louis Descours, le « patron » des *Chaussures André*, ancien haut fonctionnaire des Finances, président de l'*Institut du commerce et de la consommation* (1972), administrateur des *Galeries Lafayette*, de *Viniprix*, de *Dollfus-Mieg*, de *Cofimeg* et des *Éditions législatives et administratives*, et Didier Floquet, un haut fonctionnaire du Trésor, administrateur de diverses sociétés nationalisées, dont *Renault* et *E.D.F.*

Le *Crédit industriel et commercial (C.I.C.)* fut doté d'un conseil présidé par Georges Dumas et composé, notamment, de Jean-Louis Reffa, directeur général de *Saint-Gobain*, et de Georges Plescoff, dirigeant de la *Compagnie financière de Suez*. Ancien élève de l'E.N.A., inspecteur des Finances, Georges Dumas fut le collaborateur de Jean Filippi, secrétaire d'État et directeur de la banque *Louis-Dreyfus*, et du ministre Bouloche, avant d'entrer à la *Banque hypothécaire européenne* comme directeur général et de présider le *Crédit immobilier européen* et la *Société pour le développement du financement mobilier DEFIMO*.

Chassé du *Crédit commercial de France (C.C.F.)* par le Pouvoir socialiste, Jean-Maxime Lévêque a été remplacé, en 1982, par Guy Raoul-Duval, précédemment directeur général adjoint de la *Banque française du commerce*

(4) *Le Point*, 13 mai 1974.

extérieur (5). Décédé au bout de trois mois, c'est l'énarque Daniel Deguen qui fut nommé P.-D.G. de la banque. Ancien P.-D.G. du *Comptoir des entrepreneurs* et ancien directeur général de la *Caisse nationale des marchés de l'État*, il cumulait ces importantes fonctions avec celles de P.-D.G. de la *Banque Odier Bungener Courvoisier*.

Mais cet homme de caractère ne supporta pas longtemps la tutelle du gouvernement socialiste et il fut évincé. « Le "limogeage" récent de M. Daniel Deguen, président du *Crédit commercial de France*, jugé trop peu docile, a été très mal reçu en France comme à l'extérieur de nos frontières », notait François Renard (6). Au Conseil d'administration du *C.C.F.* figurent, notamment : de Kemoularia, ancien collaborateur de Paul Reynaud et du prince de Monaco, puis, homme de confiance des dirigeants de *Paribas* (avant la nationalisation), qui a rallié brusquement la gauche et s'est fait nommer ambassadeur par François Mitterrand ; Tony Dreyfus, gendre de feu Alfred Fabre-Luce, le petit-fils du fondateur du *Crédit Lyonnais* ; Jacqueline Benassayag, l'épouse du dirigeant socialiste ; Pierre Nicolay, ancien P.-D.G. d'*Havas* ; et Raymond Fauvart, P.-D.G. de *Babcock-Fives*.

A la *Lyonnaise de dépôts*, Jean Carrière fut nommé P.-D.G. Cet énarque, haut fonctionnaire du Trésor, fut attaché financier à Beyrouth, Washington et New York, ainsi que directeur de l'Office européen de la *Banque mondiale* avant de prendre la direction générale de la *S.E.I.T.A. (Sté d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes)*. Pierre Fougeron, « patron » des grues *Potain*, et Jean Le Chapelier, P.-D.G. de l'*Omnium français d'entreprise*, figurent également au Conseil d'administration.

Chez *Scalbert-Dupont*, la présidence-direction générale avait été confiée à Robert Fossaert, un ami de Pierre Mauroy ; on pensait que son passage à l'*Immobilière-Construction de Paris*, de Claude Alphandery, supporter de Mitterrand, aurait familiarisé cet universitaire et homme de lettres avec le monde des affaires. Mais il fut jugé trop fantaisiste, paraît-il, et il dut céder promptement son fauteuil présidentiel à Hugues Maizy, trésorier-payeur général de la Marne.

Deux autres notabilités du Nord ont été nommées au Conseil de la banque : Robert Delesalle, P.-D.G. des *Tissages Delesalle*, président de la Chambre de Commerce de Lille, qui appartenait déjà au Conseil de la banque avant la nationalisation, et Michèle Tiberghien, de la famille bien connue des tisseurs du Nord, apparentée aux Calary de Lamazière et aux Pollet.

Ancien haut dirigeant de la *Banque Hervet*, Jean-Paul Escande a été nommé P.-D.G. de la *Société marseillaise de crédit*. Il était auparavant directeur à la *Régie Renault*, chargé plus spécialement de la direction commerciale de la *Société financière et foncière* et de la *COGERA*, dépendant de la firme d'automobiles nationalisée. C'est un membre actif du *P.S.*, plus exacte-

(5) A la présidence de la *Banque française du commerce extérieur*, Michel Freyche, directeur des relations extérieures au ministère des Finances, a pris la suite de François Giscard d'Estaing, cousin de l'ancien président de la République, tandis qu'Antoine Jeancourt-Galignani, ancien P.-D.G. d'*Indosuez*, demeurait vice-président et directeur général.

(6) *Le Monde*, 4 septembre 1984.

ment de l'aile gauche du parti, le *C.E.R.E.S.* de Jean-Pierre Chevènement. Au Conseil d'administration, il est entouré de deux autres socialistes, Gérard Bismuth, avocat provençal, et Antoine Dufoix, entrepreneur de travaux publics, le mari de Georgina Dufoix, secrétaire d'État du gouvernement socialiste.

Dépossédés de leur maison fondée en 1830, les Hervet, banquiers berrichons, ont dû laisser leurs sièges aux représentants du Pouvoir socialiste. C'est Lisette Mayret qui occupe maintenant le fauteuil de P.-D.G. de la *Banque Hervet*, demeurée, jusqu'à ces derniers lustres, la première banque française à structure essentiellement familiale (7).

Lisette Mayret vient de l'état-major du baron Edmond de Rothschild (8) : en 1979, elle avait été nommée directeur central de la *Compagnie française*, la banque rothschildienne qui a échappé à la nationalisation.

Gilbert Moch fut nommé à la tête de la *Banque de Bretagne* en 1982. Il fit sa carrière au *Crédit Lyonnais*, où il était depuis 1963, d'abord comme attaché au service de la publicité, puis, ayant gravi les échelons, à la direction du bureau central du négoce international de la banque. Mais ce neveu de Jules Moch, l'ancien ministre socialiste de la IVe République, « faisait trop pâle figure » (*Le Monde* dixit) et il a été remplacé par Jean Michaudet, directeur général de la *Caisse nationale des télécommunications*.

•

D'autres nominations sont intervenues. Il serait fastidieux de les citer toutes. Je me bornerai donc à parler ici des plus significatives.

A la *Banque Rothschild*, devenue l'*Européenne de Banque*, c'est l'ancien homme de confiance des Rothschild, Michel de Boissieu, qui a été désigné comme P.-D.G. Joue-t-il le jeu que l'on a prêté, sous l'occupation, à certains administrateurs provisoires qui surent préserver les intérêts des anciens propriétaires de biens juifs qu'ils étaient chargés d'« aryaniser » ? Ou, au contraire, a-t-il pris le parti des « nationalisateurs », excédé — comme l'avait été avant lui, Georges Pompidou — par les exigences de patrons difficiles ? Je l'ignore (9). Toujours est-il que ce lointain cousin du financier Antoine de Boissieu, de la *Banque Hottinguer*, appartenait effectivement à l'état-major rothschildien. Ancien attaché de cabinets ministériels après la Libération, nommé conseiller référendaire à la Cour des comptes cinq ans plus tard, il entra chez *de Rothschild frères* vers 1954 et fut secrétaire général de *Penarroya*, leur fief, en 1955. Il occupa ensuite divers fauteuils d'administrateur dans les sociétés contrôlées par la famille : *P.L.M., SAGA, Cie du Nord, Générale alimentaire, Roussel-Nobel*, notamment. A la tête de la nouvelle *Euro-*

(7) Pour son développement, les Hervet firent appel au public (début des années 1970) pour augmenter le capital social de 25 %.

(8) Lisette Merejkowsky, dite Mayret, née à Paris-XIIe, le 3 octobre 1925, fille de Chaïm Frydland, commerçant, et de son épouse, née Gilda Silberstein, mariée à Serge Merejkowsky, photographe publicitaire, débuta à la *B.N.C.I.* en 1950, fut l'assistante d'un chef de service à la *Cégos* de 1957 à 1961 et entra à la *Compagnie financière* en 1961. Outre ses hautes fonctions dans cette banque, elle occupa, dès 1979, les fonctions de P.-D.G. de la *Financière Saint-Honoré*, société du groupe Edmond de Rothschild.

(9) Par contre, j'ai su qu'il avait joué un rôle dans l'évaluation de l'indemnité généreuse qui fut allouée aux banquiers Rothschild « spoliés » par l'État...

péenne de Banque ex-*Rothschild*, il ne semble pas avoir réussi à conserver l'énorme clientèle que celle-ci avait avant la nationalisation.

Au *Crédit du Nord*, David Dautresme a succédé à Antoine Dupont-Fauville, dont le départ fut une surprise dans certains milieux. Entré au *Crédit Lyonnais* en 1968, après une carrière dans la fonction publique (Cour des comptes, Caisse des dépôts et consignations) coupée par un passage au cabinet de Michel Debré, David Dautresme fut directeur des programmes et du contrôle de gestion, puis directeur général adjoint de la banque. Il est devenu P.-D.G. du *Crédit du Nord* au moment où cet établissement fusionnait avec la *Banque de l'Union parisienne*.

C'est un administrateur de la *Banque Scalbert-Dupont*, Jacques Schor, qui avait été placé à la tête de la *Société nancéenne de crédit industriel Varin-Bernier*. Fils d'un commerçant estimé de Lille, Abraham Maier Schor, il fut directeur de *Socrédit* à Monaco, puis directeur de la charge d'agents de change *Gorgeu-Perquel-Krucker* avant d'entrer au directoire de la *Société lyonnaise et parisienne de gestion*. Tout autant que ses capacités financières, ses opinions de gauche — il est membre du *C.E.R.E.S.* de J.-P. Chevènement — avaient guidé le Pouvoir socialiste dans cette nomination. Mais cet analyste financier était si maladroit, si sectaire qu'il se rendit impossible dans son entreprise, provoquant l'hostilité d'une partie du personnel et les plaintes de la clientèle. Résultat : il fut, au début de l'été 1984, remplacé par Bernard Yoncourt, un directeur de la *Lyonnaise de dépôts*. Au Conseil d'administration de la banque siègent Hugues Maizy, trésorier-payeur général de la Marne, qui vient d'être nommé à la tête de la *Banque Scalbert-Dupont* ; Christian Giacomotto, un haut cadre du *C.I.C.* ; Francis Mer, président de *Pont-à-Mousson* (depuis 1982) ; Bertrand Strauss, P.-D.G. de *Bergère Lorraine*, et Claude Weisrock, P.-D.G. de la S.A. *Robert Weisrock*.

L'ex-« *Banque de l'État Français* » — comme l'avait qualifiée Marcel Déat, au temps où nombre de ses dirigeants occupaient des rouages importants à Vichy — la *Banque Worms* a été, naturellement, nationalisée. C'est un conseiller référendaire à la Cour des comptes, Georges Vianès, qui fut nommé, en 1982, P.-D.G. de la banque. Ancien rédacteur au quotidien *Les Échos*, il dirigea l'*Institut national de la propriété industrielle (I.N.P.I.)* pendant sept ans avant d'être placé à la tête de la *Banque Worms*. Mais il dut bientôt céder la place à Jean-Michel Bloch-Lainé, un homme de gauche fort lié à la Finance anonyme et vagabonde — il est, à la fois, membre du club *Échanges et Projets* et petit-fils d'un associé de la banque *Lazard frères* — jugé plus capable de redresser la situation de la banque ; celle-ci est devenue fort critique après la nationalisation et la séparation forcée de la banque et du groupe *Worms*, l'un des grands du commerce international et des transports maritimes (10).

Anciennes filiales du *C.I.C.*, le *Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine* et le *Crédit Industriel de Normandie* ont à leur tête, depuis 1982, Alain Weber

(10) *Le Quotidien de Paris* annonçait, le 5 septembre 1984, que l'*U.A.P.*, le n° 1 des assurances françaises, venait de prendre le contrôle de la banque *Worms*, qui fusionnait avec la *Séquanaise de banque* (ajouté sous presse).

(pour le premier) et Jean Duramé (pour le second). Weber est président de *Sogefral* et administrateur du *Crédit Industriel de l'Ouest* et de la *Banque Régionale de l'Ain* ; son confrère Duramé, qui fut fondé de pouvoir à la *Banque Rothschild*, est vice-président du *Comité économique et social de Haute-Normandie*.

C'est François Cariès, un ancien collaborateur des ministres gaullistes Georges Gorse et Raymond Triboulet, qui a été nommé P.-D.G. de la *Banque de l'Union européenne (B.U.E.)*, naguère poumon financier du trust *Schneider*. Cariès était, avant la nationalisation, administrateur-directeur général de la *Banque Rothschild* et de la *Banque Stern* ; il est également, depuis 1983, président de l'*Union Industrielle de Crédit*.

Filiale de la *Société Générale*, la *Société Générale Alsacienne de Banque (SOGENAL)* est présidée par Michel Vuillaume, par ailleurs administrateur d'*Essilor International* (Optique) et de la *Salvepar*.

A la *Banque Vernes et Commerciale de Paris*, héritière de la banque protestante *Vernes* et de la *Banque commerciale de Paris* (intérêts Marcel Dassault), la présidence, qu'occupait Jean-Marc Vernes, a été confiée par le gouvernement Mauroy à Gilbert Lasfargues, un ancien de la *Banque Louis-Dreyfus* — trafics des céréales en direction de Moscou — et de la *Banque commerciale de l'Europe du Nord*, filiale de la banque d'émission de l'U.R.S.S.

Pour redresser les comptes déficitaires de la *Banque Vernes et commerciale de Paris*, Gilbert Lasfargues a réussi à obtenir une injection de capitaux de l'État, devenu son principal actionnaire, et de la *Cie financière de Suez*, qui désormais soutient la maison.

Gilbert Lasfargues est également administrateur d'une autre banque nationalisée, la *Banque parisienne de crédit*, dont la présidence a été confiée à Daniel Houri, fils d'un instituteur de Gabès en Tunisie, militant socialiste connu et vice-président de *Socialisme et Entreprise*, que l'on retrouve administrateur de la *Cie internationale de banque*.

Plus connu du public sous le pseudonyme de Lucien Dauphin, auteur des livres *« Les Finances de A à Z »* (1974) et *« L'imposture monétaire »* (1981), Pierre Vajda, un poulain de Claude Alphandéry, à la *Banque de la construction et des travaux publics* et à l'*Immobilière-Construction de Paris*, a été choisi pour présider le *Crédit chimique*. *Le Monde* le considère comme l'une des « têtes pensantes » de la « banque socialiste ». Il n'empêche que le *Crédit chimique* doit être adossé au groupe *Péchiney* pour durer...

C'est à un ancien élève de l'institution catholique Saint-Joseph de Lyon, Alain Treppoz, que le gouvernement a confié la présidence de la *Banque corporative du bâtiment et des travaux publics* ; au conseil lui ont été adjoints notamment : Marie-Paule Dufour, née Desanti, P.-D.G. du *Comptoir des entrepreneurs*, une syndicaliste de la *C.F.D.T.* qui fut la collaboratrice de François Mitterrand ; et Jacques Danon, président de la *Fédération nationale du bâtiment* et vice-président du *C.N.P.F.*

Ancien directeur de la *Banque privée de gestion financière* et de *Soprifon*, Patrick Thuillier préside le *Crédit industriel de l'Ouest*, dont 51 % du capital social est la possession du *C.I.C.*

La *Banque régionale de l'Ouest*, autre filiale du *C.I.C.*, est, elle, présidée par Bernard Madinier, un haut cadre du groupe.

A la présidence-direction générale de la *Banque de la Hénin* a été nommé Jean-Pierre Aubert, le fils du sénateur socialiste Émile Aubert, l'ami de François Mitterrand et son adjoint, en quelque sorte, à la *Convention des Institutions républicaines* et la *Fédération de la gauche démocrate et socialiste (F.G.D.S.)*. Au conseil de la banque siègent Jean Peyrelevade, l'ancien collaborateur de Pierre Mauroy que nous avons vu à *Suez*, et Jean-Claude Kahn, administrateur de *Poclain*, de la *Sté de matériels agricoles et de travaux publics*, de la *Sté Française d'aménagement et de développement rural et agro-industriel*, ainsi que d'une demi-douzaine d'autres sociétés liées à *Renault*.

L'*Union des banques à Paris (U.B.P.)* a pour P.-D.G. Lucien Pfeiffer, le fondateur du groupe *Prétabail*. Ancien directeur adjoint de la *Vie Catholique illustrée*, Pfeiffer s'est prononcé publiquement pour François Mitterrand à l'élection présidentielle. Depuis 1982, son ascension est exceptionnelle : outre la présidence de l'*U.B.P.*, il occupe aussi celle de la *Banque du Rhône* et il figure au Conseil d'administration de la *Sofinem* et de la *Banque de Picardie*. Il mène de front une carrière professionnelle brillante et une action politique discrète mais de poids : on le trouve à la fois à *Entreprise et Progrès* et à *Échange et Projets*, deux clubs de gauche, où il côtoie ses amis Antoine Riboud, François Dalle et José Bidegain, souvent cités ici. Vivement pris à partie par les syndicats *C.F.T.C.* et autonome de la banque, Lucien Pfeiffer a prétendru (11) que ces attaques « sont, en fait, dirigées contre les socialistes et les nationalisations ».

La *Société bordelaise de crédit industriel et commercial* — encore une ancienne filiale du *C.I.C.* — a pour président un ex-commissaire général adjoint au Plan, qui fut trésorier-payeur général de la Charente et du Puy-de-Dôme : Louis-Pierre Blanc, que le gouvernement admit à la retraite à soixante ans (1982) pour le nommer à la tête de cette banque. Il est, en outre, depuis peu, président de la *Banque Hirigoyen*, une vieille affaire familiale établie à Saint-Vincent-de-Tyrosse, dont la *Société bordelaise de crédit industriel et commercial* détient aujourd'hui 95 % des actions.

Michel Baroin, ancien collaborateur d'Achille Peretti et d'Edgar Faure à la présidence de l'Assemblée nationale, ancien Grand Maître du *Grand Orient de France*, qui était seulement le vice-président de la *Banque centrale des coopératives et des mutuelles*, a été nommé président depuis la nationalisation de la banque.

Banque de dépôts, la *Société centrale de banque*, établissement centenaire, a été placée sous la présidence de Dominique Saglio, membre du *Carrefour de l'Amitié*, fraternelle pour francs-maçons huppés, par ailleurs président de la *Société de banque de Provence*, auprès de qui siègent notamment, au Conseil d'administration : Marcel Dolbeau, P.-D.G. de la *Cie française d'air pulsé*, et Richard Moatti, P.-D.G. de l'*Entreprise E.M.E.P.*

La *Séquanaise de banque*, qui dépend de l'*U.A.P.*, compagnie d'assu-

---

(11) Voir le grand article du *Canard enchaîné* intitulé *« Les affaires croisées d'un banquier socialiste trop entreprenant »* dans le n° du 22 décembre 1982.

rances nationalisée au lendemain de la Libération, est présidée par Jean Boyer, qu'entourent des dirigeants de la compagnie (12).

Contrôlée à 51 % par le *C.I.C.*, la *Banque régionale de l'Ain*, sise à Bourg-en-Bresse, est administrée par un Conseil présidé par Henri Corson.

La *Banque Chaix* d'Avignon a pour P.-D.G. Jean Matouk, et la *Banque Tarneaud*, de Limoges, devenue une filiale du *Crédit du Nord*, est présidée par Philippe Tarneaud.

Ancienne élève de l'Institution Sainte-Clotilde, collaboratrice du secrétaire d'État à la Consommation (gouvernement Barre), Hélène Ploix, qui dirigea l'une des branches de la *Cie européenne de publications* (éditrice de l'*Usine nouvelle* et du *Nouvel Économiste*) pendant quatre ans, a été nommée, en 1982, P.-D.G. de la *Banque industrielle et mobilière privée* ; elle est la fille du « patron » des *Papeteries du Souche*, ancien président de l'*Association technique de l'industrie papetière* (13).

A la tête de la *Banque française du crédit coopératif*, le gouvernement Mauroy a placé Jacques Moreau, qui préside d'autre part la *Caisse centrale de Crédit coopératif*. A celle de la *Sofinco*, il a nommé Christiane Doré, ancienne journaliste à *Entreprise* et à *Consommateurs actualités*, rédacteur en chef de *50 millions de consommateurs* (de 1973 à 1978) et de *Jeune Afrique* (en 1979-1980), collaboratrice de la socialiste Catherine Lalumière, ministre de la Consommation (1981-1983).

La *Monod française de banque*, issue de la fusion de la *Société française de banque* et de *Monod-La Hénin* en 1978, était devenue une filiale de la *Cie financière de Suez*. Depuis sa nationalisation, elle a pour P.-D.G. Guy Delorme, ancien collaborateur de Giscard d'Estaing et de Jean-Pierre Fourcade (il était directeur de cabinet du ministre des Finances du gouvernement Chirac). Au Conseil d'administration siègent notamment : Robert d'Eichthal, de la famille des banquiers Seligmann d'Eichthal, associés aux Mirabaud *(Banque Mirabaud)*, Bernard Egloff, ancien élève de l'Institution Sainte-Marie-de-Monceau à Paris et de Notre-Dame du Sacré-Cœur à Dax, haut cadre de *Suez*, vice-président de la *Cie marocaine de crédit et de banque*, administrateur-directeur général de la *Cie industrielle et financière de participations (Penhoët)*, administrateur de la *Banque libano-française*, de *Soffo*, de *Béghin-Say* et de diverses autres sociétés ; Jean-Jacques Servan-Schreiber, ancien directeur de l'*Express*, ancien député, ancien ministre du gouvernement Chirac, successivement mendésiste, giscardien et mitterrandiste ; et Michel Euvrard, ancien collaborateur du gaulliste Alain Chalandon. Guy Delorme est assisté d'un directeur général, Pascal Georges-Picot, fils de Jacques Georges-Picot, ancien P.-D.G. de la *Cie du canal maritime de Suez* et administrateur de nombreuses sociétés (dont *Pont-à-Mousson, Saint-Gobain, La Providence, Indosuez*) et d'un délégué général, Jean-Pierre Bernheim, d'une famille bien connue du monde des affaires.

Depuis sa brouille avec le pouvoir socialiste, Daniel Deguen est-il pour longtemps encore à la tête de la *Banque Odier Bungener Courvoisier* ? Ses

---

(12) *La Séquanaise de banque* a fusionné, récemment, avec la *Banque Worms*, dont l'*U.A.P.* a pris le contrôle (ajouté sous presse).

(13) Elle a été appelée au cabinet du Premier ministre Laurent Fabius (été 1984), alors que ce livre était en fabrication.

deux principaux collaborateurs, Patrick Alexis, administrateur, et François Propper, délégué général, assumaient déjà de grandes responsabilités dans la maison. Le premier appartient aux hauts cadres du *Crédit commercial de France*: fils d'un directeur de la *Banque de France*, il fait partie du Conseil d'administration de plusieurs grandes sociétés *(A.G.E.F.I., Tour Eiffel, Librairie Ernest Flammarion, Cie financière France-Afrique)* et est gérant d'*Elyfinance B.V.* Le second, petit-fils d'une Calmann-Lévy (éditeur), est l'héritier d'un grand nom de la Haute Banque du début du siècle ; il présidait la *Banque Odier Bungener Courvoisier* avant sa nationalisation ; sa compétence, son savoir-faire et ses liens avec de gros clients de la banque ont incité le gouvernement à le conserver dans la banque où, aux yeux de tous, il demeure « le patron » ; il est, en outre, président de l'*Omnium bancaire et commercial* (depuis 1982) et P.-D.G. des laboratoires *Dolisos* (depuis 1983).

Enfin, dernière de la liste des banques nationalisées — elle l'a été de justesse, à 20 millions près elle échappait à la razzia — la *Banque Laydernier* est un établissement régional siégeant à Annecy et constitué en société anonyme en 1891. Jean-Baptiste Bosson, nommé par le gouvernement P.-D.G. de la banque, est le fils du sénateur centriste Charles Bosson, d'une famille savoyarde très catholique. J.-B. Bosson est l'ancien secrétaire général adjoint de la banque alors animée par René Laydernier. Ce dernier a dû céder le fauteuil présidentiel à son ancien collaborateur et se contenter d'un siège de président d'honneur. Il est vrai que la banque est à 100 % une filiale du *Crédit Lyonnais* et que J.-B. Bosson, qui avait quitté la *Banque Laydernier* en 1979, était devenu, entre-temps, le directeur des agences du secteur d'Aix-en-Provence du *Crédit Lyonnais*. Au Conseil d'administration, il retrouve d'ailleurs plusieurs hauts cadres de cette grande banque : J.-P. Anselmini, Georges Beth, E. Bouruet-Aubértot et Jean-Louis Laguens (14).

Aux yeux du gouvernement socialiste, la nationalisation des banques devait marquer *« une nette rupture avec le passé »*. On voit qu'il n'en est rien. Les militants sincères de la gauche penseront qu'il n'était pas possible, du jour au lendemain, de remplacer les anciens « patrons » par des personnalités nouvelles étrangères aux intérêts capitalistes et ayant, en même temps, les aptitudes indispensables. C'est ce que nos dirigeants ont dit et fait dire, mais je n'en crois rien. Dans chaque banque, il y avait des hommes et des femmes capables de remplacer les anciens P.-D.G. Cela n'a pas été fait parce que les hommes de parti qui ont pris en main les destinées de notre pays en 1981 étaient avant tout soucieux de placer leurs clients — au sens romain du terme —, leurs petits amis ou leurs partisans, tout en ménageant la finance cosmopolite qui n'a cessé de les soutenir et de les aider.

---

(14) Et ce n'est pas, je le crains, la surveillance exercée par Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, ou par son directeur de cabinet, Jean-Charles Naouri, qui contrariera sérieusement les desseins de la finance cosmopolite. Fils d'Ukrainien, l'ancien *P.S.U.* Bérégovoy n'a jamais manifesté une quelconque méfiance à l'endroit de la Fortune anonyme et vagabonde, non plus que le technocrate Naouri, dont la nomination a été particulièrement bien accueillie par *L'Expansion*, la revue des milieux d'affaires. Dans son n° du 5 octobre 1984, celle-ci rappelait le mot de Simon Nora : « Naouri, c'est une belle mécanique. » Une mécanique bien rodée, ajoutait Anne Kocinsky, la rédactrice du périodique de Jean-Louis Servan-Schreiber, pleine d'admiration pour cette *grosse tête*, originaire de Bône, fils du Dr Jean Naouri et d'Édith Cohen, Jean-Charles Naouri est un ancien élève de l'ENA, nommé inspecteur des Finances sous le gouvernement Raymond Barre. *Tribune Juive*, qui lui a consacré tout un article, ne tarit pas d'éloges sur cet expert, devenu le principal collaborateur de Pierre Bérégoroy aux Finances.

CHAPITRE V

LES BANQUIERS « PRIVÉS » N'ONT JAMAIS DÉSARMÉ

« Tels des fourmis, les barons de la finance reconstituent lentement le fonds de commerce que l'État leur avait acheté en 1982 à l'occasion de la nationalisation du système bancaire. Sous le nom de *P.O. Banque* (Paris-Orléans), c'est la *Banque Rothschild* qui renaît de ses cendres. »

Ainsi s'exprimait un journaliste financier (1) à l'annonce de la résurrection de la banque des Rothschild, qui a désormais pignon sur l'avenue Montaigne.

Le baron David de Rothschild — fils du banquier Guy de Rothschild, petit-fils du banquier Édouard de Rothschild, arrière-petit-fils du banquier Alphonse de Rothschild, lui-même fils de Jacob dit James de Rothschild, le fondateur de la branche française — ayant été contraint de quitter les lambris dorés de la vieille maison de banque, après la nationalisation, a créé une maison de titres, *P.O. Gestion*, dont l'activité discrète a pu faire illusion.

Pas longtemps, car on s'est souvenu que les Rothschild, dont la décadence est plus apparente que réelle — ils règnent toujours sur la City et leur ascension à New York est constante — contrôlaient encore la société *Paris-Orléans*, héritière du célèbre réseau de chemin de fer *Paris-Orléans*, nationalisé en 1936 par Léon Blum.

Toujours cotée à la Bourse de Paris, la société *Paris-Orléans*, devenue l'un des holdings de la famille de Rothschild, a fourni 21 % des 6 millions du capital initial de *P.O. Gestion*, aujourd'hui *P.O. Banque*.

Le souvenir de Jules Guesde (2) ayant quelque peu retenu les responsables socialistes du contrôle bancaire, il fallut attendre près de deux ans pour que le *Conseil national du Crédit* consente enfin à accorder le statut de banque à *P.O. Gestion* et l'autorise à s'appeler *P.O. Banque*. Pour ne pas contrarier les guesdistes encore nombreux au sein du *P.S.*, on refusa toutefois aux Rothschild le droit de donner leur nom à la nouvelle banque.

Un fort noyau de la clientèle de l'ex-*Banque Rothschild* a suivi la famille : les fidèles retrouvent l'ambiance feutrée de la banque de la rue Laffitte, ses bureaux capitonnés et les portraits des ancêtres. On y gérera leur patrimoine et on montera aussi des opérations financières comparables à celles qui firent

---

(1) *Valeurs actuelles*, 3 septembre 1984.

(2) Le doctrinaire socialiste apostropha un jour les Rothschild en pleine chambre : « La République a un roi, ce roi s'appelle Rothschild. » Depuis, pour beaucoup, Rothschild est « roi de la République ».

la renommée des anciens Rothschild. On sollicitera aussi les dépôts de la clientèle non résidente, comme des clients résidents, un minimum de 50 000 francs étant exigé pour l'ouverture d'un compte.

L'ambition de David de Rothschild, c'est de refaire de sa banque, le maillon de la chaîne rothschildienne centenaire qui relie aujourd'hui Londres, New York, Zurich et Tokyo (3). La branche française de la banque familiale dispose de 14 fonds communs de placement, dont certains connus et appréciés : *Horizon Capital, Horizon 2 M, Horizon Fund* (basé à Luxembourg) et *Horizon International.*

Le fonds *Horizon International* a marqué des points, récemment, en achetant un important lot de titres de Taïwan — la Chine nationaliste est en pleine expansion économique — « particulièrement recherchés et difficiles à obtenir », assure un spécialiste financier.

« Le privé relève la tête », titrait un journaliste (4) dans un rapide tour d'horizon du secteur bancaire non nationalisé. Le « privé » fait beaucoup mieux que cela : il vide, petit à petit, le secteur public de sa substance, réduisant les grands établissements de crédit, redevenus de simples banques de dépôts, au rôle de guichets des banques d'affaires (privées), ce qu'ils étaient déjà avant la guerre. Certes, ce n'est pas encore fait, mais on s'achemine vers cette solution, la vocation des banques nationalisées n'étant pas de réaliser ces vastes opérations financières qui sont, de tout temps, l'apanage des manieurs d'argent cosmopolites.

L'autre Rothschild, celui qui n'a pas été nationalisé parce qu'il eut la précaution, bien que citoyen français, de s'installer en Suisse, continue de gérer sa *Compagnie financière*, dont il a confié la présidence à Bernard Esambert. Ce polytechnicien de cinquante ans, qu'un passage au cabinet de Georges Pompidou, à Matignon, puis à l'Élysée, a modelé, est le P.-D.G. de la banque depuis 1977 ; il préside, en outre, la *SOFIREC* et le directoire de la *Compagnie financière holding.* L'état-major de la *Compagnie financière*, autrement dit son Conseil d'administration et son administration centrale, se compose essentiellement de : Georges Karlweis, dit Coulon-Karlweis, un Autrichien naturalisé français en 1949, administrateur de la compagnie et de diverses sociétés financières contrôlées par le baron Edmond de Rothschild ; Édouard Balladur, un ancien conseiller d'État, qui fut, lui aussi, un collaborateur de Georges Pompidou à l'Élysée — il fut secrétaire général de la Présidence de la République en 1973-1974 — et qui préside la *Générale de service informatique* et la *Compagnie européenne d'accumulateurs* ; André Legros, un Berrichon de soixante-seize ans, qui quitta le *Crédit Lyonnais* après la Libération pour entrer chez *de Rothschild frères* et diriger notamment quelques-unes des filiales rothschildiennes tout en présidant le *Centre d'enseignement technique de banque* ; Jean Reyre, ancien n° 1 de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, qui fut l'un des premiers banquiers, après la guerre, à prôner le rapprochement avec Moscou — sa femme, Évelyne Reyre, était à l'époque

(3) A l'origine, les « cinq Messieurs de Francfort » étaient installés à Londres, Vienne, Paris, Naples et, naturellement, Francfort. Les événements ayant fait disparaître Naples, Francfort, puis Vienne, les Rothschild n'étaient plus, au lendemain de la guerre, qu'à Londres et Paris. Ils ont, depuis, essaimé en Amérique, en Suisse et au Japon.

(4) Serge Martin, in *Le Monde*, 4 septembre 1984.

rédactrice à l'*Express*, journal du mendésisme (5) — ; Victor Sasson, né au Caire — qui semble avoir succédé à Claude Perdriel, du *Nouvel Observateur*, à la direction de *Cogifrance* (du groupe Edmond de Rothschild) — P.-D.G. de la société d'H.L.M. *L'aide sociale des Hautes-Pyrénées* et administrateur des *Hôtels de montagne* ; Jean Bollack, l'un des plus vieux collaborateurs du baron Edmond ; le banquier Jean-Marc Vernes, qui est plus un associé qu'un collaborateur, représentant les intérêts de la *Société centrale d'investissements*, détenant 15 % du capital de la compagnie ; Guy Grymberg, Roger Cukierman et Jean-François Steiner, directeurs généraux adjoints.

Autre bénéficiaire de la nationalisation, la banque *Lazard frères et Cie* (voir chapitre III) qui, aujourd'hui, de l'avis des spécialistes, « domine les banques d'affaires en France ».

D'autres maisons, tout aussi feutrées que celles-ci et non moins cosmopolites, tirent avantage de la situation. « Au fil des mois, note Serge Martin, la situation s'est éclaircie pour les banques privées : la menace de nouvelles nationalisations s'est estompée ; les autorités de tutelle se sont montrées plus souples à l'égard des transformations d'établissements financiers — privés — en organismes à statut bancaire ; enfin, une véritable explosion du marché financier parisien s'est produite, en même temps qu'avait lieu une réforme en profondeur des circuits et des instruments d'épargne, conduite par les pouvoirs publics et particulièrement bien accueillie dans les milieux d'affaires. »

Les banquiers ont eu vite compris le parti qu'on pouvait tirer du marasme de l'immobilier et des difficultés suscitées aux amateurs de lingots et de napoléons. Les épargnants devraient faire appel à eux : il suffisait d'attirer leur attention.

« Peu à peu, on a donc vu, dès les premiers mois de 1983, des établissements réputés pour leur discrétion *(Neuflize Schlumberger Mallet, Louis-Dreyfus, Barclay's...)* se lancer dans des campagnes de publicité inhabituelles dans ces milieux pour offrir leurs services dans ce qui allait devenir les deux "créneaux" à la mode : l'ingénierie financière et la gestion de fortunes (6). »

A tel point qu'aujourd'hui des banques du secteur non nationalisé sont sollicitées par des entreprises nationalisées. C'est ainsi que le groupe *Saint-Gobain* a fait appel à la *Banque Stern* pour épauler son offensive sur la *Compagnie générale des eaux*, assuré de pouvoir compter sur la discrétion totale d'un banquier à l'abri des oreilles et des regards indélicats.

---

(5) Lire son interview aux *Nouvelles de Moscou*, n° 855, du 10 février 1968, page 5. A son retour d'un voyage en U.R.S.S., il déclarait sans embages : « Je suis persuadé qu'il est de l'intérêt actuel de la France et de l'Union soviétique de pousser au maximum leurs échanges commerciaux. (...) Je pense que les fournitures de biens d'équipement en Union soviétique peuvent être développées d'une façon très considérable, surtout si l'Union soviétique veut régler ces fournitures de biens d'équipement en passant par la France pour vendre soit en France, soit en Europe occidentale les biens qui sont produits grâce aux équipements ainsi fournis. L'Union soviétique trouvera ainsi le moyen de développer ses exportations et de payer par ce biais les crédits à terme qui lui seront consentis. » Et, dévoilant jusqu'au bout sa pensée, il concluait : « Cette coopération permet également à l'Union soviétique de mieux pénétrer les mécanismes de l'industrie et du commerce des pays occidentaux et de mieux pénétrer sur ces marchés par la voie d'une coopération amicale. »

Fournir des biens d'équipement à la Russie communiste, c'est précisément ce que Moscou espère des démocraties capitalistes. « Vous verrez, disait Lénine, que les capitalistes nous vendront la corde qui nous permettra de les pendre. » Ils font mieux que cela : ils leur construisent les machines et les usines où les Bolchevicks pourront fabriquer les cordes qui nous pendront tous !

(6) *Le Monde*, 4 septembre 1984.

De même, d'anciens dirigeants du secteur nationalisé se sont lancés dans des entreprises privées. C'est le cas de Claude Pierre-Brossolette, avant-hier secrétaire général de l'Élysée, hier P.-D.G. du *Crédit Lyonnais*, qui est présentement à la tête de la *Banque Stern*, et du banquier socialiste Georges Plescoff, qui a quitté la présidence de la *Cie de Suez* nationalisée, pour créer une banque d'affaires, *Eurofin*, avec des fonds fournis par des actionnaires privés (majoritaires) et des fonds publics.

Le banquier Jean-Maxime Lévêque, expulsé de la présidence du *Crédit commercial de France* par les nationalisateurs, a suivi le même chemin. Outre sa participation à l'administration du trust *Robeco*, en compagnie de Simone Veil, il vient de fonder la société *IBI Holding*, spécialisée dans le conseil financier et « l'ingénierie de haute volée » (Serge Martin dixit), dont le siège est aux Antilles néerlandaises, paradis fiscal de premier ordre.

De son côté, le banquier Jean-Marc Vernes a constitué un puissant groupe financier autour de la *Banque industrielle et commerciale (B.I.C.M.)*, un petit établissement financier racheté au *Comptoir Lyon-Alemand-Louyot* (qui dépend de *Suez*), avec le concours de Marcel Dassault, son ancien associé à la *Banque Vernes et commerciale de Paris*, et du baron Edmond de Rothschild, auprès duquel il est présent à la *Compagnie financière*, nous venons de le voir. Il préside le conseil de la *B.C.I.M.* auquel appartiennent des représentants du groupe Edmond de Rothschild et de la *Via Banque* ainsi que le général Guillain de Bénouville, député de Paris, ancien rédacteur au *Pays libre* et à *L'Alerte*, président de *Jours de France*, administrateur (pour le compte des intérêts Dassault) des *Avions Marcel Dassault-Bréguet Aviation*, des *Nouvelles Galeries Réunies*, des *Éditions Robert Laffont*, de *Télé-Monte-Carlo*, des *Ets Gaumont*, de la *Sté centrale d'études Marcel Dassault* et de la *Sté centrale d'investissements*.

Prenant sa revanche, le banquier Moussa reparaît sur le devant de la scène bancaire. Chassé de *Paribas* par la nationalisation, poursuivi en justice pour avoir tenté de soustraire une filiale suisse du groupe aux griffes de l'État, compromis dans une sombre affaire d'exportation de capitaux dont il est sorti indemne grâce au sacrifice d'un de ses anciens collaborateurs (7), Pierre Moussa a constitué un vaste réseau financier international. Dès le quatrième trimestre de 1982, il avait créé deux sociétés d'ingénierie et de conseil financier, l'une aux États-Unis, *Finance and Development Inc.* (capital : 2 millions de dollars), l'autre à Paris, avenue Montaigne, *Finance et Développement (Findev)*.

Ces deux entreprises ont servi de base à l'édifice qu'il a construit et dont le *Pallas Group*, installé au Luxembourg, est le couronnement. Par ce groupe aux liens multiples (Canada, Australie, Grande-Bretagne), Pierre Moussa a pu prendre le contrôle de la banque *Dillon Read Ltd* de Londres, qui était à l'origine une filiale de l'*Investment Bank Dillon Read and C°, Inc.* ; il en est aussi le président.

C'est au bas mot de plusieurs centaines de millions de dollars que dispose Pierre Moussa pour ses opérations.

---

(7) Il s'agit du malheureux Boissonnat, haut cadre de *Paribas*, qui prit tout sur lui ; il fut abandonné non seulement par la direction de la banque, mais aussi par ses proches. Désespéré, il s'est suicidé avant même d'avoir été jugé, ce qui permit à d'autres de se tirer d'affaire sans grand dommage.

La *Banque Louis-Dreyfus*, adossée à un groupe de transports maritimes spécialisé dans le trafic des céréales, a eu « la chance de ne pas être nationalisée », comme l'a reconnu Philippe Louis-Dreyfus. Flair ? Bonne information ? Avant la victoire de la gauche (1981), les Louis-Dreyfus s'associèrent avec leur ami le baron Lambert, de Bruxelles, si bien que les nationalisations, qui frappèrent les banques françaises, épargnèrent la *Banque Louis-Dreyfus*, dont 50 % du capital se trouvaient, dès lors, entre les mains de la *Banque Bruxelles-Lambert*, établissement étranger.

Les Louis-Dreyfus eurent, ainsi, les coudées franches ; ils en profitèrent largement, à la grande satisfaction de leurs amis, clients et associés...

Banque française néanmoins, la maison *Louis-Dreyfus* est animée par un Directoire présidé par Jean-Luc Ewald (né à Paris VIIe, le 7 mai 1926) qui a remplacé André Cérou, tous deux citoyens français et fidéicommissaires avoués des Louis-Dreyfus. Les intérêts Lambert sont représentés par Charles Coppieters de Gibson et Philippe Lambert, qui siègent au Conseil de surveillance de la banque, et par Jacques Thierry, président de la *Banque Bruxelles Lambert*. Ce dernier, anciennement associé-gérant de la *Banque Lambert* (1960-1971), est administrateur de plusieurs sociétés belges ou françaises : *Precam* (assurances), *Soges-Fiducem, S.P.E.G., La Populaire-Vie, La Populaire I.R.D.* (assurances). Fils d'un ambassadeur et de Nadine de Rothschild, il est le petit-fils du Dr Henri de Rothschild, le neveu du baron Philippe de Rothschild *(Mouton-Rothschild)* et le frère d'un professeur de droit, Hubert Thierry, candidat mendésiste aux élections de 1956 et rapporteur de politique générale à la *Convention des Institutions Républicaines*, animée par François Mitterrand, en 1966.

Là encore, tout se lient. La fameuse chaîne...

•

Selon les statistiques de la *Commission de contrôle des banques*, sur un total de 399 banques inscrites en 1982 — elles étaient 332 en 1973 — les banques sous contrôle étranger étaient au nombre de 145, c'est-à-dire plus du tiers ; il n'y en avait que 74 deux ans plus tôt. Cette augmentation insolite n'est pas la conséquence de la victoire de la gauche.

Quand les « 200 Familles » étaient au pouvoir, avec Valéry Giscard d'Estaing, l'invasion des banques étrangères avait fait mieux qu'amorcer le flux. Mais l'accession au pouvoir du socialiste Mitterrand, flanqué du socialiste de gauche Pierre Mauroy et du « capital-socialiste » Laurent Fabius, n'a pas provoqué de reflux, bien au contraire. La législation des nationalisations promulguée le 11 février 1982 a outrageusement favorisé le capitalisme étranger.

CHAPITRE VI

LAURENT LE MALÉFIQUE

L'arrivée de Laurent Fabius à Matignon a surpris tout le monde. On savait, certes, le jeune ministre socialiste de l'Industrie très proche du président de la République, mais de là à penser qu'on lui confierait la direction officielle du gouvernement...

Le mardi 17 juillet 1984, après que le président Mitterrand eut accepté la démission de Pierre Mauroy, son Premier ministre depuis le 21 mai 1981, l'Élysée annonçait que Laurent Fabius était nommé à Matignon. Les observateurs politiques, et notamment Dominique Jamet (1), ont vu dans cette promotion la manifestation d'un certain absolutisme conforme à la constitution de 1958. Pour eux, Laurent Fabius n'est rien, c'est le président qui gouverne :

« Laurent Fabius, écrit Dominique Jamet, sera ce que Mitterrand voudra qu'il soit, "mou", "dur", doctrinaire ou pragmatique. S'il y a une réponse, seul le sphynx la connaît. Laurent Fabius n'a d'ailleurs jamais fait mystère de son adhésion inconditionnelle : "On ne glisserait pas une feuille de papier à cigarette entre la pensée du chef de l'État et l'application que j'en fais", métaphore hardie, jusqu'alors réservée aux danseurs de tango. Quoi qu'il en soit, le président de la République n'a plus à se faire de souci quant aux états d'âme du locataire de Matignon. »

Je crois que Dominique Jamet se trompe : pas plus que Georges Pompidou n'était celui du général De Gaulle, Laurent Fabius n'est l'homme à tout faire de François Mitterrand ; il se sert du président pour arriver, mais il jouera son propre jeu le moment venu, comme le deuxième chef de gouvernement de la Ve République a joué le sien en 1969.

Ce « bon jeune homme », fidèle et dévoué, a les dents longues : il ira loin. Mais là s'arrête la comparaison avec l'ancien directeur de la banque de *Rothschild frères*. Georges Pompidou, fils d'instituteur, petit-fils de paysan, était un homme du terroir. Il était devenu un haut employé des Rothschild, mais il n'était pas des leurs. Il le leur montra bien quand il fut à l'Élysée. L'accueil grossier et haineux que des amis américains des Rothschild firent à M. et Mme Pompidou, lors de leur voyage aux U.S.A., confirma que les anciens liens étaient bien rompus.

Laurent Fabius, lui, n'est pas un homme du peuple comme Pompidou ou comme Mauroy, c'est un membre distingué des dynasties bourgeoises. Sans doute, l'entrée de Fabius dans l'oligarchie est-elle plus récente que celle des

(1) *Le Quotidien de Paris*, 19 juillet 1984.

MM.

1900 **Strakosch** (Frédéric), 31, Throgmorton Street, Londres, E. C.

1905 **Strasburger** (Alvin-Louis), 128, West, 77th Street, à New-York (U. S. A.).

1897 **Strasburger** (Mortimer), négociant, 3, avenue du Bois-de-Boulogne. (Téléph. 541-55).

1907 **Straus** (Isidor), 2547, Broadway, à New-York.

1907 **Stucken** (Albert-George), 144, avenue des Champs-Elysées.

1906 **Suarès** (Alfred), banquier, 129, avenue des Champs-Elysées et à Alexandrie (Egypte).

1907 **Suarès** (André), banquier, 56, rue Bassano et au Caire (Egypte).

1906 **Suarès** (Léon), banquier, Le Caire (Egypte).

1906 **Subercaseaux** (Emmanuel), attaché à la légation du Chili à Berlin, 16, rue Alfred-de-Vigny.

1908 **Sultan Bey** (Omar), Le Caire (Egypte).

1907 **Suquet** (Hippolyte), 162, rue Perronet, à Neuilly (Seine).

1900 **Surcouf** (Edouard), A. ✪, ✱, C. ✠, O. ✠, aéronaute, 33, boulevard Lannes.

1902 **Surmont** (Alphonse), 8, r. du Général-Foy.

Le grand-père maternel de Laurent Fabius était déjà une « huile » au début du siècle : le cercle de l'*Automobile-Club de France* ne recrutait pas chez les prolétaires. Né à New York le 10 mars 1863, Louis Strasburger Mortimer, citoyen américain, était venu en France pour y créer, en avril 1899, une société *Louis S. Mortimer et Cie*. Cette importante entreprise, installée 46, rue La Fayette, à Paris-9e, était spécialisée dans le courtage (et l'import-export !) de diverses marchandises, principalement de « perles, diamants et pierres précieuses ».

AUTOMOBILE-CLUB DE FRANCE

ANNUAIRE DU CERCLE

Pour 1908

PARIS
IMPRIMERIE A. PRADIER
12, Rue des Bourdonnais, 12
—
1908

Giscard d'Estaing — et pour cause, il ne descend pas de Louis XV ! — mais qu'importe : il en est, et l'accueil que lui ont fait cercles et *lobbies* — aussi bien à Washington qu'à Londres, à Rome qu'à Bonn et à Tel Aviv (2) — prouve bien qu'il est des leurs.

Pour *Le Monde*, ce « mystérieux jeune homme » — titre sur trois colonnes pour la biographie publiée par le grand journal du soir (3) — est « brillant, intelligent... doué d'une grande mémoire... bon pédagogue... distingué... élégant et distant ». Le quotidien fondé par Beuve-Méry parle aussi de sa « componction » et de « l'aisance d'une éloquence bien rodée ».

« Né le 20 août 1946 à Paris, poursuit le quotidien de la rue des Italiens, M. Laurent Fabius, fils d'André Fabius, antiquaire, issu d'une famille d'origine juive convertie au catholicisme, est diplômé de l'Institut des sciences politiques de Paris, agrégé de lettres, ancien élève de l'E.N.A. et de l'École normale supérieure ; il est entré au Conseil d'État en 1972. »

Les parents de Laurent Fabius n'ont pas été étrangers à sa réussite. Michèle Manceaux, cousine du Premier ministre, écrit dans son livre *« Grand reporter »* : « Mon oncle et ma tante élevaient leurs enfants pour qu'ils gagnent, un peu comme les Kennedy. Il fallait qu'ils soient les premiers, et même s'ils ne l'étaient pas, on disait qu'ils étaient les meilleurs (4). »

Lorsqu'il était à Sciences-Po, Laurent Fabius n'était pas précisément socialiste. Il était surtout féru de cheval et il menait une existence de « fils de famille riche », de « charmeur roulant en Austin métallisée ». Les Fabius sont, en effet, de gros antiquaires parisiens, avec magasins boulevard Haussmann (5). Transformée en société en nom collectif le 30 novembre 1978, la *Société Fabius Frères* existe à cette adresse depuis juin 1937. Elle a pour associés :

Fabius (Joseph, Fernand, Benjamin), né à Paris (9e), le 30 septembre 1902 ;

Fabius (Pierre, Maxime), né à Paris (9e), le 22 décembre 1905 ;

Fabius (François, Élie, Louis), né à Bourg-en-Bresse (Ain), le 28 juillet 1944,

---

(2) Le *Washington Post*, le *New York Times*, le *Financial Times*, la *Stampa*, pour ne citer que les plus connus des journaux étroitement liés à la Finance internationale, ont accueilli sa nomination avec sympathie. *Hadashot* salue en lui « un intellectuel et un homme politique des plus brillants » et *Yedhiot Aharonot* le qualifie de « magicien de l'économie ». Quant à la radio *Kol Israel*, elle a diffusé un panégyrique du nouveau Premier ministre sociaiste : « Un ami d'Israël, ayant de profonds sentiments vis-à-vis du sionisme... », déclara sur les ondes de cette station radiophonique l'ambassadeur Ovadia Joffer, qui rappela que Fabius « l'avait guidé dans ses contacts avec l'administration socialiste » et qu'il avait fait un voyage en Israël il y a quatre mois (cf. *Agence Télégraphique Juive*, 19 juillet 1984).

(3) *Le Monde*, 19 juillet 1984. De son côté, la revue hebdomadaire *Tribune juive* soulignait, le 27 juillet 1984, que « la personnalité du nouveau Premier ministre français a aussi éveillé la curiosité en France, en Israël, mais aussi de par le monde. Les origines de Laurent Fabius font partie de son profil psychologique et s'insèrent, qu'il le veuille ou non, dans sa personnalité. Ses origines grandes-bourgeoises, le métier d'antiquaires de renom de ses parents, ont déjà eu des effets concrets, peut-être inattendus, sur l'action politique passée de M. Fabius. (...) Les parents du nouveau Premier ministre se sont convertis à la fin des années quarante au catholicisme et M. Laurent Fabius aurait été baptisé tout enfant dans la cathédrale de Notre-Dame à Paris... »

(4) Cité par Pierre-Étienne Pagès in *Valeurs actuelles*, 23 juillet 1984.

(5) La galerie Fabius fait souvent parler d'elle : en 1977, elle a vendu un Fantin-Latour pour la bagatelle de 1 milliard et demi de centimes ; une autre fois, c'est la célèbre « Madeleine » de Georges de La Tour — dite aujourd'hui « de Fabius » ! — qu'elle a cédé à la National Gallery de New York où elle est exposée.

et Fabius (André, Marcel), né à Paris (9e), le 4 septembe 1908, fils de Dieudonné Élie Fabius et de Berthe Isaac Cerf.

Les deux premiers sont les oncles du chef du gouvernement, le troisième est son frère et le quatrième, son père. C'est de l'union d'André Fabius et de son épouse, Louise Béryl Strasburger Mortimer, née à Paris (16e), le 25 novembre 1911, fille de Louis Strasburger Mortimer et d'Alice Blanche Lowenstein, que sont nés François et Laurent Fabius. Les Strasburger Mortimer appartiennent, eux aussi, à la riche bourgeoisie d'affaires : un Lucien Strasburger figurait, avant la guerre de 1914-1918, sur la liste des conseillers du commerce extérieur de la France ; il habitait alors au 90 de l'avenue du Bois-de-Boulogne, l'actuelle avenue Foch (6), non loin du luxueux appartement de son parent, Mortimer L. Strasburger, membre du *Grand Cercle* et de l'*Automobile Club de France*, sis dans l'aristocratique avenue, mais tout près de l'Étoile.

Bien que socialiste et membre du parti depuis déjà sept ans, Laurent Fabius n'a pas pris femme dans le milieu populaire : il a convolé, le 17 avril 1981, avec Françoise Castro, fille de négociants en vêtements, qui est co-fondatrice de l'association *Socialisme et Judaïsme*. « Les Fabius ont deux enfants, deux fils qui seraient élevés dans la tradition juive (7). »

Laurent Fabius, ai-je dit, n'était pas socialiste lorsqu'il suivait les cours de Sciences Po. L'équitation était alors son *hobby* : excellent cavalier, il se fit remarquer à un jeu télévisé et il gagna également une coupe de compétition que lui remit la comtesse de Paris.

En 1973, tenté par la politique politicienne, c'est vers les giscardiens qu'il se dirigea. Il fut, quelque temps, membre des *Jeunes républicains indépendants*. Il aurait voulu que cette adhésion lui servit de tremplin pour bondir au Palais Bourbon. On lui fit comprendre, dans l'entourage de Roger Chinaud, qu'il devrait attendre d'avoir fait ses preuves avant de songer à la députation.

Déçu, il se tourna vers la gauche. Au Conseil d'État où il était auditeur depuis 1973, il fut distingué par Georges Dayan, ami personnel de François Mitterrand et son « cornac » à l'*U.D.S.R.* et à la *Convention des institutions républicaines* : c'est lui qui l'introduisit auprès du futur président de la République, alors Premier secrétaire du nouveau *Parti socialiste*.

Après son adhésion au *Parti socialiste*, en 1974, Laurent Fabius devint

---

(6) *L'Univers Israélite*, 2 octobre 1908. Les Mortimer Strasburger ou Strasburger Mortimer ont troqué leur patronyme d'origine contre celui de Mortimer. Par décret du 5 novembre 1952, notamment, Aimée Irène Strasburger Mortimer a été autorisé à prendre le nom de Mortimer. Cette fille de Louis Strasburger Mortimer et de son épouse Alice Blanche Loewenstein était artiste lyrique ; née à Paris (16e) le 19 octobre 1901, domiciliée 4, rue Oswaldo-Cruz, elle épousa le 31 août 1940 à Paris (16e), René Michel Charles Beckert, fils d'un liquidateur judiciaire alsacien, dont elle divorça en 1946. Elle avait été, en premières noces, la femme de Jean Sarrus (1901-1963), qui fut directeur du *Théâtre des Mathurins*, puis de la *Comédie des Champs-Élysées*, et auteur de pièces de théâtre telles que *« La Fille à Lévy »* et *« Le Joli monde »* (en collaboration avec Alfred Savoir), tout en collaborant étroitement avec Émile Buré, au quotidien *L'Ordre*, dont il prit la direction en 1945 (P.-D.G. de la société *L'Ordre* et propriétaire de 670 actions) ; il dirigea ensuite *Paris-sports-courses*, participa à la direction de divers casinos (Cannes, Deauville, etc.) et fonda, en 1953, avec Maurice Berlow, ancien directeur de *l'Opinion juive*, un « quotidien complémentaire de la presse », *Le Journal du Parlement*, dont il fut successivement rédacteur en chef et directeur. Candidat malheureux aux élections municipales à Paris en 1953 (5e secteur), il avait été auparavant conseiller général des Basses-Pyrénées. Selon *Présent* (15/16 octobre 1984), Aimée Mortimer fut productrice de la télévision à ses débuts.

(7) *Tribune juive*, 27 juillet 1984, page 8.

l'un des conseillers les plus écoutés de François Mitterrand, qui en fit, en 1976, son directeur de cabinet et le porte-parole du secrétariat national du *P.S.*

C'est alors que l'on songea, pour lui, à un siège parlementaire facile à conquérir. Un rapide examen de la carte électorale du parti incita le jeune ambitieux à choisir la 2e circonscription de la Seine-Maritime. Tout d'abord, il fallait lui faire une place au Conseil municipal de Grand-Quevilly :

« Lorsque Laurent Fabius arrive à Grand-Quevilly en 1977, à l'étonnement se mêle la méfiance. Ne s'agit-il pas, pour cet inconnu en Normandie, de préparer la redoutable succession de M. Tony Larue, alors âgé de soixante-seize ans, député, maire socialiste de la cité industrielle de l'agglomération rouennaise depuis la Libération ? A Grand-Quevilly, la place semblait promise à M. Napoléon Susini, suppléant et premier adjoint de M. Larue, inspecteur des finances de surcroît. Or, sans consulter les instances locales de son parti, M. Larue, à la veille des élections municipales, tranche. Sans commentaire.

« Les socialistes quevillais apprennent l'éviction de M. Susini et l'arrivée à sa place, sur la liste socialiste, d'un jeune énarque que l'on dit "recommandé" par M. François Mitterrand. Le siège de dauphin lui est acquis puisque, en 1977, à Grand-Quevilly, une seule liste est en compérition, celle de M. Larue (8). »

Malgré les inquiétudes et la méfiance des militants socialistes du département — « les camarades trouvent Fabius désagréablement distant et froid », a écrit le *Canard enchaîné* (9) — le « clan Grand-Quevilly » imposa une nouvelle fois sa loi. Fabius devint maire adjoint de Grand-Quevilly et, lorsque Tony Larue abandonna son siège de député pour le Sénat, Fabius recueillit l'héritage sans mal : le 19 mars 1978, il fut élu député de la 2e circonscription de la Seine-Maritime. Après la vague de 1981, il battit André Bettencourt *(U.D.F.)* à la présidence du Conseil régional de Haute-Normandie et, en janvier 1982, il abandonna cette présidence au profit de son aîné, Tony Larue, alors âgé de quatre-vingt-un ans.

Aux élections cantonales qui suivirent, la « machine Fabius » fut renversée par une contre-offensive *R.P.R.-U.D.F.*, et Laurent Fabius dut se retirer dans son fief de Grand-Quevilly.

Entre temps, réélu député le 14 juin 1981 — toujours dans la 2e circonscription de Grand Couronne — il fut nommé ministre délégué auprès du ministre de l'Économie et des Finances, chargé du Budget, poste qu'il abandonna, en 1983, pour prendre le portefeuille du ministère de l'Industrie et de la Recherche.

Lors de son premier ministère, il fut le champion de l'impôt sur les grandes fortunes et de « la grande réforme de la fiscalité ». Il s'est même acharné sur les biens « au soleil », ceux qui se voient, « la fortune anonyme et vagabonde » échappant naturellement aux investigations fiscales.

On sait que les œuvres d'art ont été exemptées de l'impôt ; les soumettre

---

(8) *Le Monde*, 19 juillet 1984.

(9) Il n'empêche que, pour son image de marque, le politicien joue les hommes simples. Voulant accréditer la légende, Laurent Fabius s'est fait photographier par un reporter complaisant de *Paris-Match*, à « 7 heures du matin, pas encore rasé, en pantoufles, allant chercher des croissants et des journaux près de chez lui, place du Panthéon ». Cette photographie s'étalait sur deux pages du magazine avec de titre : « Ses 37 ans imposent une nouvelle image du Premier ministre. » (*Paris-Match*, n° 1836, 3 août 1984, pages 30 et 31). Il n'y a pas que les comédiens qui aiment la mise en scène...

à l'I.G.F. eut été pour Fabius, fils d'antiquaires et de collectionneurs, un véritable « paricide psychanalitique » : le président de la République refusa.

Laurent Fabius fut moins habile dans l'affaire La Chapelle-Darblay. Il gardait les mains nettes dans celle des œuvres d'art, il fut sévèrement critiqué pour la solution qu'il apporta, lui, ministre de l'Industrie et de la Recherche, au problème financier des papeteries, alors qu'il refusait une aide publique à *Creusot-Loire*. Les milliards apportés par l'État à l'une ont beaucoup manqué à l'autre. Il est vrai, a relevé *Le Canard enchaîné*, « que La Chapelle-Darblay est située dans sa circonscription électorale, en Seine-Maritime. Dans cette affaire, Fabius a prévu un financement de 3,2 milliards en cinq ans : 3 millions par emploi sauvé. Cette générosité a été jugée abusive et lui a valu, à l'époque, les foudres du groupe socialiste » (10).

Ces largesses — avec l'argent des contribuables — ne semblent pas déplaire au « gros Argent » : les banquiers américains lui ont, notamment, réservé un accueil amical le 16 février 1983 et, le 12 octobre suivant, le *Wall Street Journal* saluait en lui « l'apôtre du pragmatisme ».

Laurent Fabius a donc, à la fois, la confiance du président Mitterrand et celle des milieux d'affaires américains. Il ira loin et il en a conscience. Dès 1981, assure *Valeurs actuelles*, il confiait à son entourage : « La candidature de Mitterrand en 1981 est nécessaire pour préparer la mienne en 1988 (11). »

(10) *Le Canard enchaîné*, 25 juillet 1984.

(11) *Valeurs actuelles*, 23 juillet 1984. *Le Monde* du 19 juillet 1984 fait aussi allusion à son ambition « qui est grande : avant même qu'il ne soit nommé au poste de Premier ministre, certains le voyaient déjà en charge de l'avenir, c'est-à-dire se préparant pour 1988 ».

No 258 – Samedi 3, dimanche 4 novembre 1984

Gazette de Lausanne

ondée en 1798 ET JOURNAL SUISSE Liberté et patrie

E NOUVEAU COMBAT DE SUN MYUNG MOON

«Dieuisme» contre communisme

ernier avatar de l'Eglise de l'Unification, l'Institut Causa s'implante à Paris et à enève – Disposant d'importants moyens financiers, il prétend travailler à la bération des peuples opprimés par le communisme

Le christianisme doit assumer l'héritage de la civilisation. Les chrétiens ne doivent s devenir pacifistes. Ils doivent manifester leur idéal, se mobiliser pour aller à oscou. Nous voulons libérer Moscou, et ensuite nous pourrons libérer Kaboul, nom Penh, Saigon... Ces propos musclés ont été tenus dans les salons de l'Hôtel de Paix, à Genève, à l'issue du premier séminaire organisé en terre helvétique par le oupe Causa, organisation satellite de Moon qui s'est aussi manifestée à Paris début tobre après s'être solidement implantée en Amérique du Nord et du Sud, où elle mpterait aujourd'hui quelque 2 millions de membres.

JEAN-PHILIPPE CHENAUX

L'incarcération pour fraude fiscale «Révérend» Sun Myung Moon empêche pas l'Eglise de l'Unification continuer à travailler, en son nom opre et par le truchement de nomeuses courroies de transmission, à un ojet d'hégémonie mondiale maintes is dénoncé par les Eglises constiées.

Dans le domaine religieux, où elle est tive depuis 1954, l'Eglise fondée par «Seigneur du Second Avènement» a is sur pied le *Séminaire théologique de arrytown*, près de New York, la *Fonation religieuse internationale*, la *Nouelle association pour la recherche œcuénique* et la *God Conference*, une conrence qui, depuis trois ans, réunit chaue année des représentants de toutes s confessions.

Sur le front universitaire, une *Fondaon culturelle internationale* exonérée de out impôt chapeaute la *Conférence ternationale pour l'unité des sciences*, le aussi annuelle et qui réunit des avants du monde entier, y compris des oviétiques... En outre, la Fondation ntend encourager le dialogue entre enseignants au sein d'associations comme la *Professors World Peace Academy*, *Paragon House Publishers*, et le *Washington Institute for Values in Public Policy*. La fondation de très classiques universités est à l'étude, notamment en Corée du Sud, au Japon et aux Etats-Unis.

Plusieurs associations caritatives gravitent dans l'orbite de l'Eglise de l'Unification. Les plus connues sont le *Conseil national pour les Eglises et l'action sociale*, la *Fondation internationale de secours et d'amitié* et le *Projet Volontaire*, un organisme qui distribue – principalement aux Etats-Unis – des surplus alimentaires achetés par le Gouvernement américain. Des équipes médicales sont à pied d'œuvre dans plusieurs pays du tiers monde et notamment en Zambie, où un hôpital est en construction.

Sur les traces de «Citizen Kane»

Plusieurs centaines de millions de dollars ont été investis par S.M. Moon dans le secteur des médias. C'est ainsi que le groupe *Times Tribune Corp*, édite le *New York Tribune* et les *Noticias del Mundo* à New York, de même que *The Washington Times*, second quotidien de la capitale américaine après le *Post*. Des éditions régionales du *Washington Times* ont déjà vu le jour dans plusieurs Etats américains; le lancement d'une édition européenne concurrente du *Herald Tribune* est aussi sérieusement envisagé. Le groupe *Times Tribune* possède en outre sa propre agence de presse à New York, *The Free Press International*, et il finance l'*Association mondiale des médias;* ladite association organise chaque année la *Conférence mondiale des médias*, à l'issue de laquelle est publié un *World Media Association Report*; elle finance de surcroît des tournées d'enquête connues sous le nom de *Fact Finding Tours*, principalement à l'intention de journalistes qui n'ont pas l'occasion de se rendre souvent sur le terrain. *Last but not least*, Moon contrôle un grand quotidien de Tokyo, le *Sekai Nippo*, un quotidien uruguayen, les *Ultimas Noticias*, et un hebdomadaire chypriote, le *Middle East Time*, à quoi vient évidemment s'ajouter toute la gamme des publications moonistes à caractère religieux, comme le *Nouvel espoir* en France.

Empire économique

Dans le domaine économique, Moon dirige directement ou par fidèles interposés un véritable empire. Construction mécanique, production et conditionnement de ginseng en Corée du Sud, chantiers navals, flotte de pêche, conserveries de poissons, compagnie charter au Japon, aux Etats-Unis et au Canada, textiles et bijouterie en France, ce n'est là qu'un aperçu de ses innombrables placements. «*Si le Révérend*

● Suite en page 2

Un échantillon de la presse mooniste. C'est le «New York Tribune» qui, en juillet dernier, a révélé en exclusivité les «affaires immobilières et fiscales» de M. Ferraro, épouse de la colistière de M. Mondale sur le ticket démocrate. En septembre, le «Washington Post», principal concurrent du «Washington Times», révélait que l'organisation Causa avait remis 500 000 dollars au groupe Conservative Alliance (CAU), qui fait campagne contre le transfert de technologies de pointe et l'octroi de crédits bancaires aux pays de l'Est, et pour une défense spatiale relevant de la «guerre des étoiles» ! (ARC).

la chronique de Louis Guisan

Les pompiers du mariage

LE Groupe de femmes du parti démocrate-chrétien de Suisse n'hésite pas. Parce que le code civil date des débuts du siècle et qu'il ne répond pas à la réalité du mariage tel qu'il est vécu aujourd'hui, ces dames appuient le nouveau droit matrimonial, à l'unanimité.

Le moins que l'on puisse dire du mariage aujourd'hui est qu'il ne va pas bien. Le nombre des séparations de fait, bientôt suivies de divorces, ne cesse d'augmenter. Les enfants sont ballotés d'un parent à l'autre. La dissolution des biens conjugaux achève d'empoisonner l'atmosphère.

Le mariage est si mal en point que beaucoup de jeunes gens n'en veulent rien. L'union libre leur suffit.

La guérison doit-elle être cherchée dans la banalisation du mariage? – Les époux s'entendront-ils mieux lorsqu'ils seront en tous points égaux et interchangeables, comme les membres de n'importe quelle société commerciale?

Dans le débat qui s'ouvre sur le nouveau droit matrimonial, il ne suffira pas de s'en tenir au mariage tel qu'il est vécu aujourd'hui. Des valeurs permanentes sont en cause. Pour les préserver, l'institution menacée s'est donnée un corps de secours en cas de sinistre.

Les grands-parents, pour appeler par leur nom les pompiers du mariage, voient leur rôle grandir à la mesure des lézardes qui affaiblissent les ménages de leurs enfants.

Dans les situations extrêmes, il arrive que des grands-parents prennent en mains leurs petits-enfants, que le divorce vient de priver d'un père ou d'une mère. Pour leur procurer la chaleur d'une maison et un appui scolaire, ils vont jusqu'à changer de domicile et à quitter le milieu dans lequel ils ont vécu jusqu'à un âge avancé. Ce faisant, ils reprennent la charge que la génération responsable abandonne et affirment que les enfants ont besoin de parents.

Dans les familles agitées, les grands-parents jouent le rôle de l'indispensable point fixe. Au grand soulagement des parents, qui travaillent l'un et l'autre hors de la maison. Pour le bien des enfants,

● Suite en page 2

LE NOUVEAU COMBAT DE SUN MYUNG MOON

● Suite de la page 1

Moon s'intéresse tellement à l'océan, c'est parce qu'il pense que tout ce qui touche à ce domaine est resté vierge», nous confie un dirigeant mooniste français. Et d'ajouter que *«le Révérend Moon s'intéresse aussi beaucoup au titanium»*, un métal utilisé notamment pour la fabrication de certaines pièces de projectiles, de missiles ou de fuselages d'avions à réaction.

Le colonel Pak, bras séculier de Moon

L'une des sociétés les plus prospères du groupe, la *Golden Gate Seafood*, coordonne les activités de pêche dans la baie de San Francisco. Elle a pour président le colonel Bo Hi Pak. Cet ancien combattant de la guerre de Corée est aussi le président du *Washington Times* et du *New York Tribune*. Et c'est lui que Moon a placé à la tête de l'organisation Causa, qui vient de s'implanter en Suisse.

C'est que, dans le but proclamé de libérer tous les peuples des idéologies totalitaires, S. M. Moon a également créé la *Fédération internationale pour la victoire sur le communisme*, qui compte déjà une quinzaine de millions de membres en Corée du Sud et au Japon, et *Causa International*, qui en compterait deux millions dans l'hémisphère occidental.

Fondée en 1980 à New York, *Causa International* a connu un développement rapide outre-Atlantique. Elle est implantée aujourd'hui dans 21 pays. Couplé à une journée d'amitié franco-américaine organisée à l'occasion de l'anniversaire du débarquement allié en Europe, le premier séminaire de Causa en langue française s'est tenu à Washington en juin dernier. Un deuxième séminaire réunissant une centaine de personnes s'est tenu début octobre à Fontainebleau. A partir de la France, Causa a l'intention de s'implanter dans toute l'Europe, *«sans exclusive»*. Des bureaux de représentation sont déjà en place à Genève et à Bonn, d'autres vont être ouverts incessamment en Grande-Bretagne, au Danemark et en Autriche. *«Pour le moment, les activités de Causa-Europe sont essentiellement éducatives»*: organisation de conférences et de séminaires, publication d'un «magazine politique et culturel» bimestriel imprimé sur papier glacé et richement illustré, dont le numéro zéro contient une enquête sur le projet d'élimination génétique des handicapés en URSS et plusieurs études sur la tentation révolutionnaire en Amérique latine.

Grand-Mexique et Nouvelle Afrique

L'état-major de Causa-Europe se compose de MM. Jean-Pierre Gabriel (directeur politique), Pierre Ceyrac (secrétaire général) et Laurent Ladouce (responsable de la recherche philosophique). Devant une quarantaine de personnes composées, grosso modo, pour moitié de moonistes et pour moitié de réfugiés des pays communistes – le soussigné étant le seul journaliste présent –, le trio a beaucoup insisté, l'autre dimanche à Genève, sur l'évolution de la situation en Amérique centrale:

● La cible principale de l'URSS est la région des Caraïbes; en s'assurant le contrôle du Nicaragua et du Salvador, elle pourrait faire revivre le slogan d'une Amérique centrale unifiée et travailler à la «libération» du Guatemala et du Honduras.

● Avec une Amérique centrale alignée sur Moscou, les Soviétiques auront accès au canal de Panama et aux Etats-Unis; déjà un mouvement chicano se met en place pour réclamer l'indépendance du Texas, de l'Utah, de la Californie, du Nevada, de l'Arizona et du Colorado. Les Soviétiques soutiennent aussi un mouvement réclamant la création d'une «Nouvelle Afrique» qui engloberait le Mississipi, la Louisiane, l'Alabama, la Géorgie et la Caroline du Sud.

Talon d'Achille

Pour briser la progression du communisme, déjà responsable de quelque 150 millions de morts depuis 1917 (*Figaro* du 18.11.1978), Causa propose de s'en prendre à son talon d'Achille: *«Le point le plus faible du communisme est l'idéologie elle-même»*. D'où la nécessité d'opposer à cette idéologie un meilleur système centré sur Dieu. Mais de quel Dieu en l'occurrence ?

La «perspective Causa» – ou «dieuisme» pour reprendre le néologisme de M. Ladouce – est fondée sur cinq propositions *«assez larges pour embrasser tous les hommes de conscience, croyants ou non»*:

– Dieu est le créateur, l'homme est l'enfant de Dieu. L'homme a été créé libre afin qu'il puisse aimer et devenir un être responsable, la vie de l'homme est éternelle, l'amour inconditionnel est la valeur suprême.

«Dieuisme» contre christianisme

Le Dieu de Causa possède les attributs duels de positivité et de négativité (le donner et le recevoir), et de lui découle toute la «dualité horizontale de la création»: homme-femme, mâle-femelle, étamine-pistil, proton-électron. Le yin et le yang, les deux catégories essentielles de la pensée chinoise, n'ont pas été mentionnés. Il n'en reste pas moins que la divinité présentée par les néo-théologiens du colonel Pak n'est pas le Dieu des chrétiens dans la mesure où le Rédempteur a été évacué. Du coup, on quitte une religion révélée pour aborder le rivage de l'unificationisme dont on sait, notamment par les travaux de Pierre Le Cabellec[1] *qu'il substitue la figure de Moon à celle du Messie. Curieusement, le maître à penser de Causa-Europe a omis de mentionner ce passage caractéristique que l'on trouve dans l'«Introduction à la perspective Causa»* remise à tous les participants du séminaire de Genève:

– L'Unificationisme n'est pas un système fermé de croyances. C'est la continuation d'un courant historique – la vision du monde centrée sur Dieu. Dans cet âge de grands dangers et de grande opportunité, c'est l'espoir de Causa que l'Unificationisme puisse allumer la puissance révolutionnaire du cœur humain.

Voilà qui est clair. A travers Causa et sous couvert de lutte contre le communisme, c'est une nouvelle offensive en faveur de l'unificationisme que Moon déclenche en Occident. Un unificationisme qui, nolens volens, se fait l'allié objectif du totalitarisme communiste en arrachant des fidèles à leurs églises pour les «unifier» sous la bannière d'un «dieuisme» extrêmement vulnérable. Souvenons-nous du souhait formulé par Caligula que le peuple romain n'eût qu'une seule tête pour pouvoir la trancher d'un seul coup !

J.-Ph. Chenaux

[1] «Dossiers Moon», par Pierre Le Cabellec...

Un mouvement «éducatif»

Collaborateur de *La Vie Française*, du *Washington Enquirer* et du *New York Tribune*, M. Jean-Pierre Gabriel assume la direction de l'Institut Causa à Paris. Ce lieutenant du colonel Pak en France s'est prêté de bonne grâce au petit jeu des questions et des réponses, auquel nous avons associé M. Yves Nidegger, représentant de Causa en Suisse.

– L'implantation de Causa aux Etats-Unis coïncide avec l'ouverture de l'enquête fiscale dirigée contre S.M. Moon. Son émergence en France suit immédiatement l'enquête fiscale ouverte en mai dernier contre le président de l'Association pour l'unification du christianisme mondial. Y a-t-il un lien entre ces événements ?

– Aucun. L'émergence de Causa correspond à une idée que le Révérend Moon avait déjà depuis longtemps, qui est de conduire une action efficace sur le plan idéologique contre le communisme et qui vient simplement en son temps. Je pense même que le fait de développer ce type d'activité nouvelle à un moment où nous avons quelques problèmes fiscaux pourrait, à la limite, compliquer les choses. Mais le projet Causa ne touche qu'un nombre extrêmement restreint de membres de l'Eglise et celle-ci poursuit ses activités le plus normalement du monde.

– Quelle «clientèle» visez-vous particulièrement ?

– Notre action est double, comme elle l'a été en Amérique latine où nous avons mené une action de masse en réunissant des dizaines de milliers de jeunes tout en nous adressant aux milieux responsables.

– Les liens très étroits qui vous unissent à l'Eglise de l'Unification ne sont-ils pas de nature à vous desservir, ne serait-ce que dans les milieux religieux ?

– Causa s'adresse aux gens de toutes les religions et convictions philosophiques. Aussi est-ce volontairement que nous avons renoncé à introduire des éléments théologiques de l'Eglise de l'Unification dans nos conférences ou à tenter de convertir quiconque à l'Unification.

Le nerf de la guerre

– Comment votre organisation est-elle financée ?

– Pourquoi vous le cacher ? L'essentiel de son financement est assuré par des individus et des entreprises liés à l'Eglise de l'Unification.

– Dans le cas précis de la Suisse, qui a financé la mise sur pied de ce premier séminaire ?

M. Nydegger: – J'ai lancé le projet Causa en Suisse il y a trois mois et ce séminaire a été financé par une entreprise suisse alémanique dont le directeur est un de mes amis. Je pense que d'autres choses vont se faire en Suisse sur le même modèle.

– L'Eglise de l'Unification dirige un véritable empire économique; quelle est la justification théologique de cette expansion tous azimuts ?

– Ces activités économiques ne nous posent aucun problème de conscience: elle font partie de notre mission telle que nous la concevons. Une puissance économique permet de réaliser toutes sortes de choses. C'est le nerf de la guerre.

– La fin justifie-t-elle les moyens ? Moon a été condamné à 25'000 dollars d'amende et à dix-huit mois de prison pour n'avoir pas déclaré comme revenus personnels les fonds du mouvement déposés sur un compte bancaire à New York.

– C'était en 1972 et 1973, une période de transition où l'on régularisait la situation d'une Eglise qui n'existait pas encore légalement. Le Révérend Moon a consulté des juristes et on lui a répondu qu'il pouvait – selon une pratique courante aux Etats-Unis – déposer sur son propre compte l'argent destiné à l'Eglise. Et cet argent a été utilisé exclusivement pour l'Eglise et non à des fins personnelles. L'erreur était technique, en ce sens que le compte était à son nom personnel et qu'il a jugé bon de ne pas payer d'intérêts du fait que l'argent était destiné à l'église.

– Pourquoi d'autres dirigeants religieux n'ont-ils pas été poursuivis si la pratique qui a coûté la prison à S.M. Moon est aussi courante, aux Etats-Unis, que vous l'affirmez ?

– Justement, c'est la raison pour laquelle des milliers de pasteurs et de prêtres se sentent menacés à la suite de ce procès. La communauté chrétienne, qui nous a toujours été hostile, nous soutient ici inconditionnellement.

– Soyons précis: l'église catholique et toutes les églises protestantes ne sont pas intervenues en votre faveur...

– Non, mais plusieurs évêques catholiques en leur propre nom, la majorité des églises protestantes, la «Southern Christian Leadership Conference» fondée par Martin Luther King et, sur le plan politique, des organisations et des personnalités de tous bords allant de la très conservatrice «Majorité morale» jusqu'à Ted Kennedy.

En Suisse aussi, on paraît s'alarmer de certaines sectes politico-religieuses immensément riches et ayant des ramifications en Europe...

CHAPITRE VII

UN CONSEILLER DE POIDS : JEAN RIBOUD

Le nom des Riboud revient constamment dans les *media* lorsqu'il est question de François Mitterrand et des socialistes. L'un d'eux, Antoine, n'a pas hésité à figurer, lui super capitaliste, parmi les membres du comité de soutien de la liste Jospin aux dernières élections européennes.

Antoine Riboud est, probablement, le plus connu des deux frères. Cet entreprenant homme d'affaires, qui apporta sa caution à François Mitterrand dès l'élection présidentielle de 1974, appartient au Conseil d'administration de la *Banque de Paris et des Pays-Bas* et du *Crédit Lyonnais* et aux hautes sphères de la banque *Lazard frères et Cie.*

Mais c'est en qualité de « patron » du groupe alimentaire *B.S.N.-Gervais-Danone* qu'il occupe le devant de la scène économique. Sur les conseils du banquier Michel David-Weill, de la banque *Lazard*, il prit le contrôle de cet énorme trust.

Il y a une vingtaine d'années, *Boussois-Souchon-Neuvesel* était spécialisé dans la verrerie. Aujourd'hui, considérablement développé, *B.S.N.-Gervais-Danone*, qui a abandonné l'industrie du verre plat, réalise 80 % de son chiffre d'affaires dans les produits secs, les produits frais, les boissons...

Kronenbourg et *Kanterbraü* — donc *Gold, Valstar, Busch, Wel-Scotch, Walsheim, Chopp, Canada Dry, Cristal Alken, Oud Bruin, Colibri* — c'est lui.

Évian, Badoit et leurs filiales : *Brumisateur, Fruité, Éva, Athlon,* c'est encore lui.

Danone et *Gervais*, ainsi que leurs rejetons : *Gerfruit, Taille-fine, Jockey, Fjord, Gervita, Gervillage, Danerolles, Dany, Danette, Danessa, Floréal, Carré frais, Stenval* et *Boom*, c'est toujours lui.

Il faut ajouter à ces marques connues : les pâtes *Panzani* et *Milliat*, les moutardes *Maille, Amora, Savora,* les vinaigres *Dessaux* et *Maille*, les potages *Liebig*, le *Viandox*, les confitures *Materne*, les aliments pour bébés *Blédine, Blédina, Phosphatine, Nursie, Gallia, Bi-Be-Ron*, les tartines *Cracottes*, les produits diététiques *Nutrigil, Amincyl, Gayelord-Hauser*, les bonbons *La Pie qui chante*, les entremets *Francorusses*, les pains d'épices *Vandamme*, les gâteaux *Captain Choc*, etc.

Le social-capitaliste Antoine Riboud, qui a fêté ses soixante-cinq ans — l'âge de la retraite ! — l'an dernier, se trouve donc à la tête d'un immense empire : il est le premier brasseur d'Europe, le principal exportateur d'eau minérale, le n° 1 de la production mondiale de produits frais et le plus grand fabricant de bouteilles de notre continent.

Considéré au *C.N.P.F.* comme le chef de file de la « gauche milliardaire »

— selon *France-Soir* (1), il aurait même été traité de « maoïste » au cours d'une réunion de la confédération patronale — il animait, avec le technocrate socialiste Jacques Delors, devenu ministre des Finances, le club *Échanges et Progrès* et il préside un autre groupe de gauche, *Progrès et Environnement.*

•

Ce n'est pas d'hier que les Riboud participent à la vie politique française. D'abord, fort discrets, ils ont peu à peu affiché publiquement leurs tendances, au fur et à mesure que leur position s'affirmait dans le monde des affaires.

La première fois que j'eus à les nommer, c'est voici un quart de siècle, dans « *La Haute Banque et les trusts* », lorsque je consacrais tout un chapitre au « *Mendésime de coffre-fort* », alors personnifié par *L'Express.* Les détails que je donnais sur la création et le lancement de l'hebdomadaire des Servan-Schreiber, aujourd'hui aux mains de l'homme d'affaires international Jimmy Goldsmith, n'ont jamais été portés à la connaissance de leur public par les journaux qui font campagne contre « la gauche ». La servilité des grands confrères à l'égard de l'Argent l'emportera décidément toujours sur leur hostilité aux révolutionnaires...

Je rappelle les faits : en 1953, les enfants de Robert et Émile Servan-Schreiber lancent, sous l'égide du quotidien économique *Les Échos* — fondé avant la guerre de 1914-1918 par leurs parents, associés avec des hommes d'affaires berlinois, israélites comme eux-mêmes — un journal hebdomadaire qui aurait dû s'appeler *Les Échos du Samedi.* Au départ, la société éditrice, une S.a.r.l. au capital de 300 000 F, ne comptait que des associés, membres de la famille Servan-Schreiber. Mais une augmentation de capital, deux ans plus tard, permit à des amis de la tribu d'entrer officiellement dans l'entreprise. C'est ainsi que Lucien Rachet, de son vrai nom Lazare Rachline, un ancien commissaire de la République de 1944, cofondateur de la *L.I.C.A.* (devenue *L.I.C.R.A.*), administrateur de *Publicis* (Bleustein-Blanchet) et patron des *Matelas Rachet*, entra au Conseil d'administration de la société, devenue entre temps société anonyme.

Pour épauler Pierre Mendès-France, dont *L'Express* était le principal *supporter*, le journal devint quotidien (octobre 1955). Son lancement donna lieu à une manifestation mondaine à laquelle assista le gratin de la « bourgeoisie intelligente », de François Mitterrand à André Frossard, en passant par les gaullistes Chaban-Delmas et Gilbert Granval, les journalistes Chênebenoît, du *Monde*, Pierre Lazareff, de *France-Soir*, Claude Bourdet, de *France-Observateur* et Charles Hernu, du *Jacobin.* Il y avait aussi Sir Gladwyn Jebb, ambassadeur de Grande-Bretagne, qui représentait autant les financiers de la City que Sa Gracieuse Majesté (2).

Le quotidien ne parut que quelques mois : après la victoire du *Front Républicain*, c'est-à-dire de la coalition Mendès-France-Mitterrand-Mollet-Chaban-Delmas, il redevint hebdomadaire : il avait épuisé les réserves constituées pour ce « gros coup ». Les animateurs de *L'Express* comptaient beaucoup sur le retour au pouvoir de leur grand homme, Mendès-France ; leur

(1) *France-Soir*, 10 avril 1973.

(2) On trouvera la liste des invités présents à cette fête dans « *La Haute Banque et les trusts* » (page 76).

déception fut grande lorsque Guy Mollet, qu'ils n'aimaient guère, fut désigné comme chef du gouvernement.

Pour reconstituer le fonds de caisse, une nouvelle augmentation de capital était nécessaire. Elle eut lieu peu après l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 20 février 1956. Chaque action de 10 000 F était payée 500 000 F. Les Schneider (du Creusot) versèrent 5 500 000 F sous le couvert de la *D.E.R.E.F.*, l'une de leurs filiales ; le marquis Charles de Breteuil, un partisan (intéressé) de l'indépendance de l'Afrique, fournit 1 000 000 F ; l'industriel Henry Goüin 3 000 000 F ; le futur « roi du sac de dame », Emeric Grosz, époux de la future parlementaire radicale Brigitte Grosz : 1 500 000 F. Divers autres actionnaires fournirent le reste de cette augmentation de capital ; parmi eux apparaissant pour la première fois officiellement dans l'entreprise (3), Antoine Riboud, qui apportait 2 000 000 de F, et son beau-frère Bernard Lacoin, 3 000 000 de F.

L'année suivante, à l'augmentation de capital (acte du 15 janvier 1957), Bernard Lacoin fit apport de 2 000 000 de F et Jean Riboud de 1 000 000 de F, tandis que faisait son entrée dans la société un nouvel actionnaire, dont la famille, on le verra, devait illustrer — en quelque sorte — la presse de gauche pendant une trentaine d'années : René Seydoux.

Par la suite, le nom des Riboud et celui des Seydoux furent couramment associés aux entreprises de la gauche en même temps qu'à celles du super capitalisme. Seul, au début, à mettre en cause ces personnages, je suis désormais en brillante compagnie : il a suffi que leurs amis du gouvernement socialo-communiste bousculent un peu brutalement leurs concurrents des grandes affaires pour que les langues se délient. Ce que les *media* les moins favorables à la gauche ne se permettaient pas de dire naguère, leurs collaborateurs les plus conformistes s'enhardisent à l'écrire aujourd'hui. Je veux dire que, tout en respectant le sacro-saint Grand Capital, ils n'hésitent plus à mettre en cause les plus hupés de ses satrapes pourvu qu'ils se voient compromis avec le nouveau gouvernement. C'est ainsi que Jean Riboud est fréquemment présenté comme l'un des conseillers de l'Élysée. *Le Monde*, qui l'a invité à l'une de ses émissions radiophoniques sur les ondes de *R.T.L.* (4), parle de lui comme de l'ami personnel de François Mitterrand.

Au vu et au su de tous, le grand patron du trust international *Schlumberger*, spécialisé dans la recherche pétrolière, est devenu l'un des grands personnages du régime. Au point que maints journaux, à commencer par *L'Expansion*, ont souvent cité son nom parmi les « ministrables » de la République socialiste.

Faisant allusion à cette possible accession de Jean Riboud au pouvoir, Mitterrand *regnante*, le magazine économique de Jean-Louis Servan-Schreiber publia, un jour, « le portrait de cet homme puissant, brutal, charmeur et secret » (5).

« Quand on gagne 450 000 francs par mois, peut-on accepter de ne plus en gagner que... 30 000 ? Quinze fois moins. Dans le cas de J.R., peut-être. J.R. n'est pas le héros du téléfilm américain, bien qu'il ait des bureaux à Houston et un ranch dans l'Arizona. J.R., ce sont les initiales par lesquelles les proches du P.-D.G. de *Schlumberger* désignent Jean Riboud, l'un des

(3) Voir la liste complète dans « *La Haute Banque et les trusts* » (pages 81 et 82).
(4) Émission hebdomadaire « *Le Grand Jury R.T.L.-Le Monde* » du 28 novembre 1982.
(5) *L'Expansion*, 18 juin 1982.

patrons les mieux payés du monde (6), et « ministrable » — si l'on en croit la rumeur des antichambres — lors d'un prochain remaniement.

Né à Lyon, le 15 novembre 1919, Jean Riboud est le fils d'un banquier protestant et libéral, qui fut, avant la guerre, président du Conseil d'administration du quotidien *Le Salut Public-Lyon-soir* et membre influent de *L'Alliance démocratique*, de Pierre-Étienne Flandin et de Paul Reynaud. Hostile au maréchal Pétain et à sa politique, le jeune Riboud choisit la Résistance. Il venait d'échouer au concours de l'Inspection des Finances au sortir de la faculté de droit et de Sciences-Po. Tenté par l'aventure, il voulut gagner l'Espagne en kayak avec son camarade Yvon Le Portz, aujourd'hui président de la *Banque européenne d'investissement*. Capturés par les Allemands, les deux jeunes gens furent déportés outre-Rhin. « A Buchenwald, écrira-t-il en 1972, les seuls pieux qui restaient solidement fichés en terre étaient les syndicalistes communistes et les chrétiens (...). Je plains ceux qui n'ont pas connu, ceux qui n'ont pas aimé ces hommes d'exception (7). »

A son retour en France, cet admirateur des communistes et des chrétiens de gauche fréquenta les manifestations du *Parti communiste*, notamment la fête de l'*Humanité*, et il se lia affectueusement avec une ardente militante du mouvement de Maurice Thorez. Ce fils de bourgeois était devenu un ennemi de la bourgeoisie. Écarté de la *Lyonnaise de dépôt* où un poste lui était promis, il en conçut, contre l'*establishment* en général, un ressentiment qui le confirma dans ses idées de gauche.

Un de ses coreligionnaires, Maurice Schlumberger, qui avait bien connu son père — et qui partageait son mépris pour la bourgeoisie lyonnaise, alors très proche de l'Archevêché — le plaça auprès de son associé André Istel, un ancien conseiller de Paul Reynaud, qui occupait à New York une situation importante dans l'ingénierie financière. Sa fréquentation des milieux d'affaires de Wall Street et du Big Business le renforça dans son dédain pour « l'archaïsme de la droite française » (8).

C'est en Amérique qu'il fit connaissance d'une jeune étudiante, Krishna Roy, fille de riches marchands hindous, qu'il épousa un peu plus tard. A son retour en France, il devint l'un des hauts employés de la *Schlumberger* française, que dirigeait le neveu par alliance de Maurice Schlumberger, René Seydoux.

Bien qu'il n'entendit rien aux problèmes industriels, Jean Riboud allait faire carrière dans le trust *Schlumberger*, ses dons d'homme d'affaires trouvant à s'employer dans cette colossale entreprise.

« Les profits tirés de cette société depuis qu'il la dirige (1965) sont tels que les « veuves », c'est-à-dire les filles des fondateurs (elles détiennent, après la banque *Morgan*, les plus gros paquets de titres), n'ont jamais songé à le dése-

---

(6) On évalue à un million de dollars — soit 900 millions de centimes — le montant des revenus annuels de Jean Riboud. A la suite de l'enquête menée outre-Atlantique par son collaborateur Daniel Burstein, la revue économique *L'Expansion* indiquait le 18 juin 1982 — il y a plus de deux ans — que l'homme d'affaires socialiste avait touché, l'année précédente, 955 000 dollars, « ce qui le place, en 1981, parmi les quatre plus hautes rémunérations aux États-Unis », constatait le journaliste. *Valeurs actuelles* (20 août 1984, page 10) écrit à ce propos : « Quand une publication spécialisée dans les affaires révéla en France que Jean Riboud avait le deuxième salaire le plus élevé aux États-Unis, elle fut immédiatement démentie, dit-on à l'époque, par l'entourage au P.-D.G. de *Schlumberger*. Il n'était pas au second rang sur la liste... il était au premier. »

(7) *L'Expansion, op. cit.*

(8) *Ibid.*

L'Expansion

LE PDG DU PRÉSIDENT

Jean Riboud : millionnaire en dollars, amateur d'art, patron de Schlumberger Ltd et ami intime de François Mitterrand

PAR BERNARD LALANNE

QUAND on gagne 450 000 francs par mois, peut-on accepter de ne plus en gagner que... 30 000 ? Quinze fois moins. Dans le cas de J.R., peut-être. J.R. n'est pas le héros du téléfilm américain, bien qu'il ait des bureaux à Houston et un ranch dans l'Arizona. J.R., ce sont les initiales par lesquelles les proches du PDG de Schlumberger désignent Jean Riboud, l'un des patrons les mieux payés du monde, et « ministrable » — si l'on en croit la rumeur des antichambres — lors d'un prochain remaniement.

A la fois patron d'une multinationale et ami personnel — de longue date — de François Mitterrand, ce n'est pas la seule singularité de cet homme de 62 ans, pratiquement inconnu de la grande opinion publique malgré un ancien face-à-face télévisé avec le prédécesseur d'Edmond Maire à la CFDT, Eugène Descamps. Beaucoup moins connu que son frère, pourtant sensiblement moins riche, Antoine Riboud, PDG de BSN.

Inutile d'interroger cet homme-mystère sur lui-même. Il vous répond poliment au téléphone : « Parler de moi... pour quoi faire ? Vous savez que

je suis partisan du *low-profile*, comme disent les Américains. Évidemment, je n'ai pas les moyens de vous en empêcher. Je vois bien ce que vous voulez faire : un cocktail où vous mêlerez tout, y compris mes relations avec M. Mitterrand. Je trouve cela inopportun. » Le combiné à peine raccroché, il donne des ordres à ses subordonnés et prie fermement ses proches d'éconduire poliment cet intrus ; ses confidences, il les réservera à des journaux... américains, le *New York Times* et le *New Yorker !*

Pourtant, tout est vrai : il dirige l'une des entreprises les plus prospères du monde ; il est un vieil ami de François Mitterrand, qui le consulte régulièrement et avec lequel il dîne en famille ; on parle de lui pour le ministère de l'Industrie, même si les uns trouvent que c'est trop pour le PDG d'une multinationale et les autres pas assez pour les ambitions qu'on lui attribue.

Schlumberger, 6 milliards de dollars de chiffre d'affaires, 1 milliard de dollars de bénéfice net (!), 85 000 salariés dans 78 pays ; une direction à Paris, l'autre à New York ; un siège social aux Antilles néerlandaises ; champion du monde du *logging* (mesures électriques dans les sondages pétroliers) ; vedette de Wall Street ; des rachats spectaculaires — et contestés —, comme celui des Compteurs de Montrouge et de Fairchild (semi-conducteurs), de Manufacturing Data Systems Inc. (logiciel) et d'Applicon (n° 2 mondial de la conception assistée par ordinateur). Jean Riboud se justifie devant ses actionnaires : hier l'exploration pétrolière, demain l'intelligence artificielle. Pas seulement un manageur, mais aussi un visionnaire.

Jean Riboud vu par l'*Expansion*, la revue de Jean-Louis Servan-Schreiber

vouer. La famille parle toujours de lui avec révérence, et l'un de ses membres constate :

« — Il a si bien réussi et *Schlumberger* est si riche qu'il ne peut pas être remercié (9). »

Le rédacteur de *L'Expansion* souligne que « sa dureté en affaires, qui coexiste avec une authentique « conscience de classe » et une réelle « sensibilité de gauche », a souvent posé des problèmes à son entourage, surtout lors de la reprise de sociétés dont les états-majors étaient « décapités » sans pitié. S'entendant comme larrons en foire, les deux frères Riboud éliminent sans merci tous ceux qui leur déplaisent. On l'a bien vu à *Paribas*, où ils sont tous deux administrateurs : la prompte éviction de Pierre Moussa n'est pas uniquement due à la découverte d'un trafic de devises.

Naturellement, Jean Riboud et son frère n'obtiennent pas que des succès. On le vit bien en 1969, lorsqu'ils tentèrent de mettre le grappin sur *Saint-Gobain* par l'intermédiaire de *B.S.N.* et avec l'appui financier des banques *Lazard* et *de Neuflize Schlumberger Mallet*, leurs alliés habituels, de même qu'ils échouèrent, deux ans plus tard, dans la prise de contrôle de cette dernière, qui passa finalement sous la coupe d'un groupe hollandais.

Leur amitié pour François Mitterrand n'exclut pas une animosité certaine pour certains socialistes. Favorisé, à ses débuts, par la Haute Banque protestante, Jean Riboud, protestant lui-même, ne cache pas son hostilité à l'endroit d'autres protestants : il déteste Michel Rocard, qui le lui rend bien, et Maurice Couve de Murville, qui eut un jour la maladresse (volontaire ?) de mettre en cause ses « attaches américaines ». Il est vrai que d'autres personnalités protestantes bénéficient de ses faveurs. Il est, notamment, au mieux avec les Defferre, qui l'invitent volontiers chez eux et à qui il apporte son concours financier. Lorsque le ministre socialiste de l'Intérieur voulut moderniser l'imprimerie de son groupe de presse *(Le Provençal, Le Méridional)*, Jean Riboud fit un apport important (22 % du capital)(10).

Ses liens avec la banque *Lazard* sont renforcés par une vieille amitié avec Félix G. Rohatyn, un autre conseiller personnel du président Mitterrand, dirigeant et associé de la banque *Lazard* aux États-Unis.

Conscient de l'importance des *media* — ce n'est pas à lui que l'on apprendra que la presse fabrique l'opinion — Jean Riboud s'intéresse depuis longtemps aux journaux écrits ou parlés. Nous l'avons vu à *L'Express*, avec les Servan-Schreiber, et au *Provençal*, avec Gaston Defferre. Il possède toute une cour de journalistes, qui fréquentent chez lui ou qu'il rencontre régulièrement. Son admiration pour Daniel Filipacchi n'est un secret pour personne à *Paris-Match*, non plus que ses liens avec Roger Priouret, Françoise Giroud, Maurice Siégel, le directeur de *V.S.D.*, Jacques Rigaud, qu'il « fit désigner à la tête de *R.T.L.* »(11), et beaucoup d'autres.

Rien ne le flatte plus que lorsque les journaux impriment qu'il est l'un des sages de la gauche. Il fut l'un des supporters résolus de Pierre Mendès-France au temps de *L'Express* première manière. Il est aujourd'hui le conseil-

---

(9) *Ibid.*

(10) Cf. *Le Canard enchaîné*, 24 février 1982. *L'Écho de la Presse* (14 février 1983) note qu'il est entré au Conseil d'administration du quotidien socialiste de Marseille.

(11) *L'Expansion*, 18 juin 1982.

ler écouté de son ami Mitterrand (12) qu'il admire d'autant plus que ses propres avis sont pris en considération à l'Élysée.

— Vous regardez Mitterrand avec les yeux qu'on avait pour Marilyn Monroe ! lui dit un jour Maurice Siégel.

Sans doute, le directeur de *V.S.D.* faisait-il allusion à la communication que Jean Riboud venait de faire au *New York Times* : il y avait tellement vanté les qualités du nouveau régime et les objectifs du socialisme mitterrandien (13)...

La caution de cet oligarque franco-américain a-t-elle rassuré pleinement, outre-Atlantique, les patrons qu'inquiétait la présence des communistes au gouvernement ? Je l'ignore. Mais je doute que leurs homologues français, dans leur majorité, l'aient été, eux, par la prestation que Jean Riboud a faite, peu après, devant le *« Grand Jury R.T.L.-Le Monde »* (14).

Après avoir souligné la gravité de la crise mondiale et le « risque considérable » que le déficit extérieur fait courir à notre économie, Jean Riboud s'est dit convaincu que la politique de François Mitterrand « avait une bonne chance de réussir ».

« Voir le chef d'une grande entreprise multinationale souhaiter et espérer que l'expérience socialiste en France réussisse — et je pense qu'elle réussira — n'est pas courant » a-t-il reconnu. Mais « j'ai toujours eu, personnellement, sur la vie publique, sur la vie politique une attitude, des réactions que, pour simplifier, on peut appeler une attitude et des réactions de gauche ».

Cependant, ce magnat de la finance et des affaires se garde bien de vivre lui-même et de faire vivre l'entreprise *Schlumberger* à l'heure socialiste : il se domicilie aux États-Unis, et le trust qu'il dirige a son siège social à Curaçao, le paradis fiscal des Antilles, loin des tracasseries des technocrates de la rue de Rivoli.

Les socialistes et leurs alliés communistes, qui stigmatisent le bourgeois craintif dont les économies sont placées sur la rive nord du Léman, trouvent naturel que le conseiller socialiste d'un chef d'État socialiste encaisse à lui tout seul, sur le continent américain, cent fois ce que gagne, chez nous, un petit commerçant, un artisan ou un ouvrier (15)...

---

(12) L'intimité entre les deux hommes est telle que Jean Riboud assista au face-à-face télévisé Giscard-Mitterrand de mai 1981 et qu'il fut seul avec le futur président, au soir du second tour, dans la chambre de l'hôtel du Vieux-Morvan à Château-Chinon.

(13) *New York Times*, 9 juin 1982.

(14) Cf. *Le Monde*, 30 novembre 1982.

(15) Cette admiration de François Mitterrand pour ceux qui « gagnent de l'argent » peut surprendre. Après tout, le président avant son accession à l'Élysée jouissait déjà une honnête aisance et les Mitterrand n'ont pas si mal réussi dans les affaires ! Bien sûr, ils n'ont pas engrangé des milliards comme Jean Riboud, François Dalle ou la famille Fabius. Mais tout de même... Ils habitent les beaux quartiers — comme d'ailleurs la plupart des chefs socialistes qui fuient Belleville, Ménilmontant ou la Goutte d'Or, où se recrutent cependant le gros de leurs électeurs — et leurs riches demeures font l'admiration des jobards.

Son frère Jacques Mitterrand, administrateur d'*Intertechnique*, vice-président de *Turbomeca* et président du *Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales*, habite la très bourgeoise rue Paul-Baudry, dans le VIIIe arrondissement à Paris. Son autre frère, Robert, lui aussi administrateur de société et président d'*Hydrocarbon Engineering*, de *Danubex* et de *S.M.H.-Alcatel*, est installé rue Dufrenoy, dans l'aristocratique XVIe arrondissement. Sa belle-sœur Christine Gouze-Renal et son beau-frère Roger Hanin ne logent pas non plus à La Villette, mais dans la belle avenue d'Eylau, dans le XVIe également.

Son fils Gilbert, qu'il a fait élire député dans la Gironde, est très discret sur son domicile (il fait indiquer, dans les annuaires, comme adresse... celle de l'Assemblée nationale). Mais on sait qu'il possède une maison de campagne à Latché, à deux cents mètres de la fameuse bergerie de son père, où il peut faire retraite loin de ses électeurs libournais.

Quant au président Mitterrand, non seulement il ne s'en indigne pas, mais il a, au dire du journaliste Bernard Lalanne, déjà cité, la plus profonde admiration pour « le côté planétaire (...) qu'il décerne chez Jean Riboud ».

Son neveu Olivier Mitterrand, pour lequel il aurait une admiration particulière en raison de sa réussite, habite avenue Élisée-Reclus, dans le VIIe arrondissement. Il est, lui aussi, dans les affaires : la collection des *Petites Affiches*, si vous avez l'occasion de la feuilleter, vous apprendra que ce P.-D.G. des *Nouveaux Constructeurs* est présent dans une foule d'entreprises immobilières, du *Parc d'Orvault* au *Domaine de la Fontaine* en passant par les *Allées du Château de Montigny*, les *Hameaux de la Buisse*, les *Hameaux de Meyzieu*, les *Hameaux de Vauréal*, les *Constructeurs Transactions*, le *Domaine de Manet*, la *Boissière-Domaine de Chevry 2*, le *Domaine de Genas*, le *Moulin de la Droue*, le *Domaine de la Grammoise*, les *Terrasses de la Baule 2*, les *Hameaux de Lieusaint*, le *Domaine de la Joue*, les *Hameaux de Beaubourg*, le *Village d'Annecy-le-Vieux*, les *Toits de Saint-Genès*, *Croissy-Beaubourg*, le *Front du Lac* et bien d'autres encore... (cf. *Les Petites Affiches*, 21 septembre 1982, 15 octobre 1982, 18 octobre 1982, 29 octobre 1982, 15 novembre 1982, 10 décembre 1982, 22 décembre 1982, 14 janvier 1983, 26 janvier 1983, 28 janvier 1983, 25 février 1983, 2 mars 1983, 29 avril 1983, 6 juillet 1983, 19 octobre 1983 (à suivre).

CHAPITRE VIII

L'OMBRE DE L'ORÉAL SUR L'ÉLYSÉE

SEULS les initiés connaissent les liens d'amitié qui unissent le président socialiste Mitterrand à l'homme d'affaires entreprenant Dalle. Mais les lecteurs des *« 200 Familles au pouvoir »* (1) savent que ce dernier était, dès 1970, l'un des supporters actifs et généreux du candidat de la gauche à l'Élysée.

François Dalle est l'un des plus vieux amis du président de la République. Ils se sont connus, croit-on, à la Faculté de droit de Paris où les deux jeunes gens, qui se destinaient au barreau, poursuivaient leurs études au temps du Front populaire.

Né à Hesdain, dans le Pas-de-Calais, le 18 mars 1918, François Léon Marie-Joseph Dalle est le fils d'un brasseur. Tout comme François Mitterrand, François Dalle est un ancien élève d'établissement religieux : le premier, du collège Saint-Paul d'Angoulême, le second, du collège Saint-Joseph de Lille. Tous deux se sont inscrits au barreau parisien et tous deux ont été des collaborateurs d'Eugène Schueller, le fondateur de l'*Oréal*. Tous deux enfin, après avoir fleureté avec la droite, se sont ralliés à la gauche.

Dans quelle mesure l'ancien résistant Dalle, comme le fit l'ancien résistant Mitterrand, a-t-il dédouané le « patron » Schueller à la Libération ? Je ne puis le dire. Toujours est-il que le créateur de l'*Oréal* (2) passa entre les mailles du filet épurateur avec l'aisance d'un petit poisson.

Ce que n'était pas, loin de là, Eugène Schueller. Cet homme de droite, déçu de la Franc-Maçonnerie dont il fut l'un des affiliés de 1909 à 1913, prit ouvertement parti pour le mouvement nationaliste sous le gouvernement Blum : il devint l'ami intime et l'un des bailleurs de fonds d'Eugène Deloncle, l'un des chefs de la Cagoule. Avec ce dernier et l'ancien P.P.F. Jean Fontenoy, il fonda en octobre 1940, à Paris, le *Mouvement Social-Révolutionnaire*, groupe qui participa, après le 13 décembre de la même année — lorsque Pierre Laval fut exclu du pouvoir à Vichy — à la création du *Rassemblement National Populaire*, dont Marcel Déat fut le chef. Au sein du *R.N.P.*, Eugène Schueller présida la Commission des Affaires économiques où il côtoya Paul Perrin, ancien secrétaire du *Grand Orient de France*, qui devait diriger, après le départ du *M.S.R.*, le *Comité National d'Action Écono-*

(1) *« Les 200 Familles au pouvoir »*, Paris, 1977, page 22.

(2) Ancien préparateur à la *Pharmacie Centrale de France*, Eugène Schueller s'établit « à son compte » vers 1907 et exploita un nouveau procédé de coloration des cheveux, *L'Auréale*, devenu bientôt *L'Oréal*, qu'il lança au moyen d'un journal créé par lui, *La Coiffure de Paris*, largement diffusé chez les coiffeurs.

mique (ex-commission du *R.N.P.*) et son bulletin *Petites et Moyennes entreprises* (3).

Eugène Schueller écrivait alors dans *la France au Travail*, que dirigeait Jean Fontenoy ; il fut ensuite l'un des collaborateurs attitrés de *L'Atelier*, hebdomadaire animé par Georges Albertini, secrétaire général du *R.N.P.* et futur directeur de la revue anticommuniste *Est et Ouest*, ainsi que de *La Révolution Nationale*. Sa participation au congrès d'*Inter-France* (10, 11 et 12 octobre 1942) indique qu'il s'intéressait de près à l'activité de l'agence de presse de Dominique Sordet.

Ses amis résistants et haut placés l'ayant tiré de ce mauvais pas après la Libération, Eugène Schueller conserva son poste à la tête du groupe *L'Oréal-Monsavon* auquel s'ajoutèrent les vernis *Valentine*, le shampooing *Dop* et la revue *Votre Beauté*. Il confia la direction de cette publication à François Mitterrand, ami de la famille Deloncle (4), et la direction de l'usine *Monsavon* (5) à François Dalle.

Par la suite, François Mitterrand se consacra à son cabinet d'avocat et surtout à la politique, tandis que François Dalle, abandonnant le barreau, faisait carrière à *l'Oréal-Monsavon*, devenu *l'Oréal* tout court, dont Schueller lui confia la direction générale en 1950. Sept ans plus tard, Dalle devint le P.-D.G. du groupe.

Pendant que le grand patron, revenant avec beaucoup plus de prudence à ses anciennes passions politico-économiques, faisait paraître *Révolution fiscale*, une publication qui prônait l'impôt sur l'énergie (6), François Dalle façonnait et développait l'entreprise pour en faire l'un des trois grands mondiaux du cosmétique.

Depuis la mort d'Eugène Schueller, son ancien bras droit a modifié l'image de marque du groupe :

« Moins de shampooings et plus de science. Une des spécialités — les neurosciences — vient d'être reconnue par l'Organisation mondiale de la santé.

« Il l'a propulsée sur tous les grands marchés d'Europe, d'Amérique latine, d'Extrême-Orient.

« Du grand professionnalisme dans un métier encombré de produits gadgets et d'entreprises éphémères. Le pari engagé par M. Dalle dans la pharmacie depuis 1973 devant déboucher, ces toutes prochaines années, sur des innovations thérapeutiques majeures (7). »

Avec un chiffre d'affaires dépassant 10 milliards de F — 1 000 milliards de centimes ! — *L'Oréal* est la première entreprise mondiale pour les pro-

---

(3) Paul Jules Perrin fut député de Paris de 1932 à 1936. Il avait été élu sous l'égide du *Parti socialiste S.F.I.O.* dans la 2e circonscription du XVIIIe arrondissement de Paris, mais il se sépara du parti de Léon Blum un peu plus tard, en même temps que Déat, Marquet et Montagnon qui constituèrent le *Parti socialiste de France* (néo-socialiste). En 1936, il fut battu par un candidat communiste. Franc-maçon actif, vénérable de la Loge *La Philosophie positive*, de Paris, il appartenait au Conseil de l'Ordre de *Grand Orient de France* lorsque la guerre survint ; il en fut le secrétaire en même temps qu'il présidait les *Officiers de Réserves Républicains*.

(4) Une nièce d'Eugène Deloncle avait épousé un frère de François Mitterrand.

(5) Eugène Schueller s'était associé, après la Première Guerre mondiale, avec Henri de Rothschild qui avait lancé *Monsavon* ; lorsque le baron renonça à l'affaire, Schueller la reprit à son compte.

(6) Il publiait alors *L'Action patronale*, *Coiffures de Paris* et *Révolution fiscale*. Cette dernière recommandait l'une des grandes idées d'Eugène Schueller : l'impôt sur l'énergie, que des disciples ont tenté, après lui, de faire accepter en France.

(7) *Le Nouvel Économiste*, 19 septembre 1983.

duits capillaires. Plus de 50 % de ses ventes sont réalisés hors de France : « L'importante contribution de *l'Oréal* à la balance des paiements de la France a atteint 1 milliard 600 millions de francs en 1982 (8). »

Jusqu'en 1968, le groupe *L'Oréal* a gardé une structure familiale. Sous la conduite et les conseils du cabinet d'organisation américain *McKinsay*, il a modifié celle-ci, d'où la création de filiales, bien contrôlées par la maison mère, qui se spécialisent dans divers domaines d'activité, ainsi que nous allons le voir.

L'Oréal ne se contente plus de diffuser à l'étranger un produit lancé en France ; il crée directement pour les acheteurs étrangers des produits nouveaux encore inconnus chez nous. C'est ainsi qu'il a chosi l'Allemagne pour *Duo*, un produit spécifiquement destiné aux cheveux fins, la Grande-Bretagne pour *Free Style*, un produit de « mise en forme », et l'Italie pour *Sintony* un parfum désodorisant (déodorant, comme on dit aujourd'hui), qui fut lancé dans la péninsule plusieurs mois avant d'être introduit sur le marché français.

La *Division Coiffure* de *l'Oréal* a notamment progressé dans ces pays, ainsi qu'en Grèce, au Portugal, en Australie où il a lancé *Dulcia, Valence 3 mousse, Crescendo, Majirel, Farandol, Kérastase*, utilisés ou vendus par plus de 80 000 coiffeurs des cinq continents.

Pour la *Division Produits Publics*, ce sont *Elsève, Récital, Elnett, Anaïs, Si Naturelle* qui ont obtenu les meilleurs résultats, avec les parfums *Cacharel* et les produits *Phytothérathrie*.

Floréal, Récital, Plénitude ont été, au cours de ces dernières années, les produits préférés de *l'Oréal Parfumerie*, tandis que la *S.C.A.D.* enregistrait d'excellentes performances dans la vente de *Baby-Dop* (shampooings), *Narta* (eau de Cologne), *Mennen* (produits « après-rasage »), *C'est Fleur Bleue* (parfums).

La société *Roja-Garnier*, filiale de *l'Oréal* (9), a gagné de nouveaux marchés avec les shampooings *Mixa*, la crème moussante *Mixa Bébé, Ultra Doux de Garnier, Obao* et *Style de Garnier*.

Pour *Diparco*, le dernier exercice a marqué une forte croissance dans le domaine des eaux de toilette traditionnelles avec *Eau Jeune* et *Fleur à Fleur*, ainsi que dans celui des rouges à lèvres et des vernis à ongles avec *Gemey*, ou du maquillage pour les yeux avec *Ricils*.

La *Division Hygiène et Confort* enregistre un progrès constant dans le domaine de l'hygiène féminine : tampons *O.B.*, protections *Ruby*, traitements *Dercos* et *Normaderm* (des *Laboratoires Ruby d'Anglas*) et dans le domaine des produits d'entretien : *Sentorette, Scratch, Suki* et *K2R* (Sté *Chimiter Hymo*).

Avec la *Division Parfums et Beauté*, le trust *Oréal* escompte des résultats meilleurs après les vastes rachats de marchandises opérés pour sauvegarder ses intérêts. Le lancement de *Bienfait du Matin* (10), de *Nutribel* et de *Nutrix*

---

(8) Rapport du Conseil d'administration 1983, page 5.

(9) *L'Oréal* a pris le contrôle de *Roja* en 1960 et celui de *Garnier* en 1966. *Lancôme* est entré dans le groupe en 1965 et *Synthélabo* en 1973.

(10) *Le Nouvel Économiste* annonçait le 2 mai 1983 que *Lancôme*, la prestigieuse filiale de *l'Oréal*, avait versé 2 millions de dollars pour s'offrir « les battements de cils les plus chers du monde », ceux d'Isabella Rosselini, la fille de Roberto Rosselini et d'Ingrid Bergmann : parce que son visage incarne, mieux qu'aucun « top model », la « femme moderne, avec ce qu'il faut de pétillement latin »...

Mains, de la *Laque Satin*, de *L'Opéra Fantastique* (marque *Lancôme*), de *Magie Noire*, de *Trophée de Lancôme* — *Lancôme* a été racheté à la famille Petitjean — a semblé donner satisfaction, tout comme les parfums de la marque *Guy Laroche*, notamment *Fidji*, *J'ai Osé* et *Drakar Noir*.

Même contentement, semble-t-il, avec les marques *Jean d'Avèze*, *Jeanne Piaubert*, *Biotherm (Vitalité, Spéciale Rides, Amincissante 15 jours, Anti-Rides Solaires)* et le groupe *Vichy (Réveil Matinal, Clarté matinale)*.

La *Division Pharmacie* a lancé à grands frais, par l'intermédiaire de sa filiale *Synthélabo* depuis 1975, un énorme programme de recherche évalué à plus de 20 % du chiffre d'affaires pharmacie en France. Le trust n'a pu faire cet effort que grâce à Simone Veil, alors ministre de la Santé, qui a permis à *Synthélabo* de majorer très largement ses prix en 1978 — 7 % contre une moyenne de 4,5 % pour les autres firmes pharmaceutiques. La direction de *l'Oréal* — c'est-à-dire François Dalle et ses adjoints — prévoyait que la prévention médicale et l'extension du traitement des malades à domicile donneraient du tonus à l'industrie pharmaceutique en général et à *Synthélabo* en particulier. Naturellement, l'arrivée au pouvoir d'un ami du « patron » devait favoriser encore le trust — du moins l'espérait-on. Mais *l'Oréal*, dans le domaine des produits pharmaceutiques, doit faire face à une concurrence étrangère qui grignote lentement notre industrie nationale hors des frontières, et aussi sur notre propre sol.

Toutefois avec l'aide de *Nestlé* — qui détient 49 % de *Gesparal*, société propriétaire de la grande majorité du capital de *l'Oréal* — le trust surmontera ces difficultés.

La *Division Pharmacie* de *l'Oréal* a d'ailleurs réalisé un chiffre important dans le cadre de ses filiales, *Synthélabo* en premier lieu, et *L.E.R.S.*, *Lorex*, *Kramer Synthélabo*, *Lirca S.p.a.*, *Télectronics Pty Ltd*, ainsi qu'avec *E.L.A. Medical*, premier fabricant français de stimulateurs cardiaques, et *Biophysic Médical*, société spécialisée dans les équipements laser à usage ophtalmologique, fortement exportatrice.

La plupart de ces marques ne nous sont pas inconnues : le matraquage publicitaire radiodiffusé, puis télévisé, n'y est pas étranger.

Cela explique la renommée des produits de *l'Oréal*. Mais ses liens avec l'artisanat de la coiffure ne sont pas non plus étrangers à cette réputation : ils lui ont permis de dominer, voire de contrôler le marché des produits capillaires. Ce n'est pas pour rien que le trust a dépensé des sommes considérables pour la formation et l'organisation des coiffeurs : il a subventionné des écoles et des ateliers de coiffure, financé les manifestations organisées par la profession.

Sous l'égide du trust *Oréal*, les produits du groupe sont fabriqués et vendus par la maison mère ou par ses filiales :

Soprocos, *Centrex*, *Diparco*, *Mennen France*, *Roja-Garnier*, *Chimex*, *Scad et Cie*, en France ;

Saipo et *Mennen* (Italie), *H.U.P.* (Allemagne), *Golden* (Grande-Bretagne), *L'Oréal Belgilux* et *Dexbel* (Belgique), *Haarkos* (Autriche), *Capilex* (Danemark), *Sincoral* (Portugal), *Miaric* et *L'Oreal Nederland* (Pays-Bas), *Anelor* (Grèce), en Europe ;

Prodesca (Argentine, *Procosa* (Brésil), *Cosbel* (Mexique), *Cosmex* (Uruguay), *Coselca* (Vénézuela), en Amérique du Sud ;

Larekos, au Japon, et *Marigny*, en Australie.

L'Oréal contrôle, en outre, les *Établissements Ruby*, les *Laboratoires*

Ruby, Chiminter, Hymo, André Courrèges S.A., les *Laboratoires d'Anglas et Cie, Lancôme Parfums et Beauté France*, les *Parfums Guy Laroche, Courrèges Parfums, Sicos et Cie, Biotherm Monaco, Sofamo*, l'*Institut Jeanne Piaubert*, le groupe *Vichy, Artcurial* et, à 48,9 %, *Marie-Claire Albums*. Il a, en outre, un pied (ou un œil) aux *Parfums Ted Lapidus*, dont il est créancier (800 000 F), ainsi que dans diverses autres entreprises, où il possède une participation, telles que : *Azurville* et *Interédi*.

Les bénéfices nets du groupe — en augmentation de 13 % sur 1981 — atteignaient 999 millions de F en 1982, enregistrait *le Nouvel Économiste* (11).

Ces substantiels profits sont partagés entre les animateurs et les actionnaires du groupe, donc en premier lieu Liliane Bettencourt et son époux André Bettencourt, ancien ministre de Mendès-France, de Georges Pompidou, de Couve de Murville, de Chaban-Delmas et de Messmer, des amis intimes de François Mitterrand malgré une différence d'opinions plus marquée que réelle.

Liliane Bettencourt est la fille du fondateur de la Firme, Eugène Schueller, présenté plus haut. Héritière de ce dernier, elle a cédé une grande partie de ses actions *Oréal* à *Nestlé* en 1974 et a pris une participation de 5 % dans le capital du trust helvétique. Si bien qu'elle est devenue la première actionnaire connue dudit trust, tout en demeurant grosse actionnaire de *Gesparal*, société propriétaire de 58,33 % du capital de *L'Oréal*. Liliane Bettencourt est considérée comme la contribuable la plus imposée de Paris.

Son mari, André Bettencourt, présentement sénateur *P.R.* de la Seine-Maritime, a dû céder en 1981 la présidence du Conseil régional de Haute-Normandie à un protégé de son ami François Mitterrand, le futur Premier ministre Fabius. Ainsi que le notent les auteurs du « *Dictionnaire des groupes industriels et financiers* (12), « Bettencourt (...) a commencé comme journaliste dans la presse pétiniste », avant de participer à la Résistance et de faire une carrière politique aux *Indépendants et paysans*, puis chez les giscardiens. C'est lui qui préside la société *Gesparal* (14, rue Royale, Paris). S.A. au capital de 1 158 654 900 F — soit près de 116 milliards de centimes — dont le ménage Bettencourt est le principal actionnaire.

Le Conseil d'administration de *Gesparal* est ainsi composé depuis le 2 décembre 1983 :

Président-Directeur général : André Bettencourt ;

Vice-Présidents : François Dalle et Helmut Maucher, administrateur-délégué de *Nestlé* ;

Administrateur-Directeur général : Thierry Defrance ;

Administrateurs : Liliane Bettencourt, José Daniel Gubert, Dominique Daste, Henri Fèbvre (qui fut P.-D.G. de *Gesparal*), Marcel Meyers et Hans R. Scherrer (13).

Contrôlée par la *Gesparal*, la société *L'Oréal*, dont le siège est également rue Royale, n° 14, est une S.A. au capital de 416 217 100 F. Elle est présidée

---

(11) *Le Nouvel Économiste*, 2 mai 1983. A l'heure où ces lignes sont écrites, les chiffres de 1983 sont encore inconnus.

(12) P. Allard, M. Beaud, B. Bellon, A.M. Lévy et S. Liénard, « *Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France* », (Paris, 1978), pages 170.

(13) *Les Petites Affiches*, 27 janvier 1984.

par François Dalle, que seconde Charles Zviak, vice-président-directeur général. Les autres membres du Conseil d'administration sont au nombre de huit : Georges Béranger, André Bettencourt, José Daniel Gubert (de Lausanne), André Filou, Pierre Liotard-Vogt (un représentant de *Nestlé*), Roger Martin (l'ancien « patron » de *Saint-Gobain-Pont-à-Mousson*), Helmut Maucher (un Suisse qui représente *Nestlé*) et Jacques P. Vizioz (administrateur d'*Olida*, des huiles *Lesieur*, de *Synergie* et du quotidien *Les Échos*).

Charles Zviak entra à *l'Oréal-Monsavon* en 1945 et il en dirigea les laboratoires de recherche à partir de 1953. Ancien président de la *Fédération internationale des chimistes cosmétologues*, il est, à 62 ans, le principal animateur du groupe après son P.-D.G. Sauf imprévu, il succédera à François Dalle à la tête de l'entreprise : « M. Zviak a accompli un parcours sans faute », commentait le « patron » dans une lettre envoyée aux 24 000 salariés du groupe.

Un autre haut employé de la maison mérite quelque attention : Jacques Corrèze, que *Le Nouvel Économiste* présente comme « un ami d'Eugène Schueller » (14). Corrèze fut le pionnier de *l'Oréal* en Espagne et dans le continent américain : c'est à lui que la maison doit de posséder aujourd'hui une « implantation méthodique » aux U.S.A. de « 1 200 points de vente et une usine de fabrication dans le New Jersey », sous la raison sociale *Cosmair*, agent général de *l'Oréal* aux États-Unis. Le capital de *Cosmair* est réparti entre Liliane Bettencourt, le trust *Nestlé* et les Corrèze.

Jacques Corrèze est, en effet, un très vieil ami d'Eugène Schueller. Né à Auxerre (Yonne), le 11 février 1912, il fut tapissier-décorateur dans l'entreprise de son père, puis aux magasins de meubles *Au Bûcheron*, rue de Rivoli. Chargé de la décoration d'un château qu'occupait Eugène Deloncle, il fit la connaissance du futur chef de la « Cagoule » et il milita aux Camelots du roi (17e équipe). Abandonnant le mouvement monarchiste pour l'action secrète, il fut agent de liaison des 3e, 4e et 5e brigades de *C.S.A.R.* et devint l'ami et le secrétaire de Deloncle.

Il connut les rigueurs de la justice pour ses activités cagoulardes et pour son action pendant la guerre au *M.S.R.*, qu'avaient fondé les deux Eugène : Deloncle et Schueller. Lorsque la police allemande, venue arrêter le chef du *M.S.R.* (7 janvier 1944, au matin), abattit Eugène Deloncle, Jacques Corrèze était dans l'appartement : il échappa de justesse aux balles des policiers allemands. Quand ses ennuis eurent pris fin, vers 1951, il épousa la veuve d'Eugène Deloncle et devint le collaborateur d'Eugène Schueller. Celui-ci lui confia le poste d'agent général du groupe *L'Oréal-Monsavon* pour l'Espagne et l'Amérique latine. Dès lors, abandonnant l'action politique, Jacques Corrèze est devenu l'un des « pontes » de l'industrie du cosmétique.

Autre cadre supérieur de *l'Oréal*, Lindsay Owen Jones, que François Dalle compte mettre en selle lorsqu'il se retirera lui-même. Ce Britannique de 39 ans, originaire du Pays de Galles, est entré au groupe en 1969. On parle de lui comme du successeur de Charles Zviak, d'abord à la direction générale, avec vocation, selon toute vraisemblance, de postuler la présidence-direction générale vers 1987, lorsque celui-ci sera atteint par la limite d'âge.

Mais François Dalle est prudent. Pour surveiller son poulain, il a créé un Comité de prospective, où siègent Charles Zviak et Owen Jones, et qu'il pré-

(14) *Le Nouvel Économiste*, 13 juin 1983.

sidera après son départ de la présidence de *l'Oréal*. Cela lui permettra, également, de « regarder l'évolution » des autres postulants aux postes supérieurs. Par exemple, Jean Lévy, 52 ans, ancien attaché d'*Unilever* et de l'agence *Interplans*, entré à l'*Oréal* en 1960 comme directeur dumarketing de *Monsavon-Dop*, ancien vice-président du *Syndicat de la Parfumerie Française* et président de la commission industrie et commerce du *C.N.P.F.*, qui a cédé la direction de la *Division Produits publics* à son lieutenant, Gérard Chouraqui, 52 ans également, pour prendre la direction générale de *Cosmair*, avec mission d'en « accroître l'ampleur », autrement dit de lui faire atteindre le chiffre (d'affaires) d'un milliard de dollars (15).

L'état-major de *l'Oréal* comprend, en outre, plusieurs chefs de service : Igor Demidoff, qui dirige la *Division Pharmacie* ; Marc Ladreit de La Charrière, frère du juge à la Cour internationale de justice de La Haye, chargé des services financiers, directeur général de *Régéfi*, administrateur de plusieurs filiales du groupe, vice-président des *Éditions Masson* et conseiller du commerce extérieur de la France ; Alain Leprince-Ringuet, fils du chef de service de l'Inspection générale des P.T.T., qui dirige la *Division Coiffure* ; et John Seemuller, directeur technique du groupe.

Politiquement, je l'ai dit, François Dalle se situe à gauche. Durant la présidence Schueller, il resta discret, ne voulant probablement pas indisposer le « vieil ours » resté fidèle à quelques-unes de ses idées d'avant-guerre. Mais, depuis 1968, il ne redoute pas de se montrer tel qu'il est : un partisan fidèle de la *Fédération de la Gauche démocrate et socialiste*. Il accepte de prendre la tête du Conseil de direction de la revue *Humanisme et Entreprise*, dont les tendances progressistes apparaissent nettement. Au club *Échanges et Projets*, il accentue ses penchants : il y retrouve ses amis Jacques Delors, l'ancien ministre socialiste de l'Économie et des Finances, principal animateur du groupe ; Antoine Riboud, le magnat de *B.S.N.-Gervais-Danone* ; Jean-Michel Bloch-Laîné, le nouveau P.-D.G. de la banque *Worms* nationalisée, petit-fils de l'ancien animateur et associé de la banque *Lazard* ; et José Bidegain, directeur général adjoint de *Saint-Gobain*, supporter du candidat Mitterrand dans les milieux patronaux, qui préside le club depuis 1981.

François Dalle appartient également au club *Entreprise et Progrès*, qu'il a présidé et dont il demeure l'un des dirigeants (avec José Bidegain), autre organisation de patrons de gauche ; il est aussi membre du bureau du *Conseil National du Progrès Industriel*. Il mène ces tâches de front avec celles qui lui incombent comme administrateur des sociétés : le P.-D.G. de *l'Oréal* appartient en effet au Conseil de *Philips*, de *Nestlé Alimentana*, des *Éditions Masson*, et il participe à la direction ou à l'administration de l'*Institut de l'Entreprise*, de l'*Union des annonceurs*, du *Centre européen d'éducation permanente*, de l'*Institut européen d'administration des affaires (I.N.S.E.A.D.)* et de l'*Institut Pasteur*.

Ses capacités et sa puissance de travail, le réseau d'amitiés qu'il a su entretenir autour de sa personne autant que son attachement aux idées défendues par l'équipe au pouvoir, justifient la confiance que l'Élysée place en lui. Comment expliquer autrement que le président Mitterrand l'ait chargé de diverses missions, notamment d'un rapport sur l'industrie automobile en France ?

---

(15) *Le Nouvel Économiste*, 19 septembre 1983.

CHAPITRE IX

UN VIEUX MÉNAGE CONTRE NATURE

Victimes de la propagande, nos concitoyens croient que capitalisme et révolution sont implacablement ennemis. Les nationalisations récentes, opérées sous la pression des communistes, les confortent dans cette croyance.

Rien n'est plus faux. L'histoire secrète des partis révolutionnaires montre, au contraire, que les marxistes ont, de tout temps, entretenu d'excellentes relations avec la Fortune anonyme et vagabonde. Le capitalisme et la révolution font bon ménage depuis des lustres.

Dois-je rappeler deux exemples significatifs (1) ?

Nous sommes en 1904. Les journaux socialistes ne manquent pas, certes, mais les socialistes (jaurésistes, guesdistes, blanquistes, allemanistes, etc.) qui aspirent à l'unification — celle-ci aura lieu l'année suivante et les divers partis socialistes se fondront en un seul, qui deviendra la *Section française de l'internationale ouvrière (S.F.I.O.)* — désirent un journal qui devienne le porte-parole officiel de leur futur parti.

Les militants socialistes qui ont lu *Le Cri du Peuple, L'Égalité, Le Prolétaire, La Bataille*, ou qui lisent *La Petite République* (2), *La Lanterne, Le Socialiste, Le Parti ouvrier, Le Parti socialiste, Le Réveil du Nord* ou *Le Peuple de Lyon*, souhaitent un seul quotidien pour un seul parti : ce sera *L'Humanité*.

« Jaurès avait certainement estimé que l'action menée en faveur de Dreyfus vaudrait au socialisme des sympathies et des adhésions hors des milieux où il avait l'habitude d'agir (3). »

---

(1) J'ai déjà parlé de la collusion des financiers et des marxistes dans plusieurs de mes livres anciens. C'est à l'intention de mes jeunes lecteurs que je donne, à nouveau, ces deux exemples typiques.

(2) Quotidien de tendance radicale, *La Petite République* devint socialiste en 1893 lorsque Alexandre Millerand, futur président de la République, qui était alors un farouche révolutionnaire, en prit la direction après un changement de propriétaire. Le journal devait être dirigé successivement par Millerand (1893-1896), Jules Guesde (trois mois en 1896), Gérault-Richard (1896-1898), Gérault-Richard et Jean Jaurès (1898-1904). Après la création de *L'Humanité*, dont Jaurès prit la direction, *La Petite République* fut, de nouveau, dirigée par Gérault-Richard (1904-1906). A partir de 1906, le quotidien, conduit par Henri Turot, fut l'organe des socialistes briandistes. Daniel Halévy a dit que *La Petite République* créait, avant l'unification de 1905, « l'unité morale du socialisme politique ». En 1893, lorsqu'elle devint le journal le plus lu des feuilles socialistes, elle réunissait des socialistes de toute nuance : Jules Guesde (1845-1922), Jean Allemane (1843-1935), Jean Jaurès (1859-1914), Marcel Sembat (1862-1922), Édouard Vaillant (1840-1915), René Viviani (1863-1925).

(3) Georges Lefranc, « *Le Mouvement socialiste sous la IIIe République* », Paris, 1963, page 143.

Le fait est que l'affaire Dreyfus fut l'occasion d'un rapprochement que rien ne laissait prévoir.

Lorsque « l'Affaire » éclata et que Dreyfus fut condamné (décembre 1894), les socialistes, comme la grande majorité des Français, estimaient que le capitaine était coupable et méritait son sort. Lucien Herr (1864-1926), un normalien qui jouera un rôle considérable au sein du mouvement ouvrier, était l'un des rares socialistes à croire en l'innocence de Dreyfus. C'est lui qui réussit à entraîner Jaurès dans le camp dreyfusard, soit parce qu'il crut en l'erreur judiciaire, soit parce qu'il comprit que le ralliement à la cause du capitaine vaudrait au parti des sympathies précieuses.

Il n'empêche qu'après le *« J'accuse »* d'Émile Zola dans *l'Aurore* du 13 janvier 1898, le groupe socialiste de la Chambre des députés, après une discussion passionnée, publia un manifeste qui disait :

« Prolétaires, ne vous enrôlez dans aucun des clans de cette guerre civile bourgeoise. Ne vous livrez pas à des possédants, rivaux d'un jour, commensaux du même privilège, convives échauffés et gloutons qui se prennent de querelles dans le banquet et qui, demain, se réconcilieront contre vous si vous forcez la porte de la salle.

... Guerre au capital juif ou chrétien.

Guerre au cléricalisme.

Guerre à l'oligarchie militaire (4). »

Millerand, Jaurès et Viviani signèrent ce texte, comme Guesde, Sembat et Vaillant.

Mais la défaite que subirent nombre de chefs socialistes aux élections suivantes (1898) fut la cause d'un virage à 180 degrés. Ce changement d'attitude était justifié non seulement par l'échec électoral de Jaurès, Guesde, Gérault-Richard et quelques autres, mais aussi par les manifestations tumultueuses des nationalistes et des antidreyfusards qui faisaient redouter le « coup de chien ».

Un comité de vigilance fut constitué par les socialistes au cours d'une réunion des diverses tendances le 16 octobre 1898, salle Vantier. Appartinrent à ce comité : Allemane, Briand, Brousse, Gérault-Richard, Guesde, Jaurès, Millerand, Vaillant, Viviani, Zévaès et quelques autres têtes socialistes.

C'est alors que le *« Syndicat »* (5), sans doute par le truchement de Lucien Herr, entra discrètement en relation avec Jaurès. Gagné à la « cause », celui-ci serait, pour eux, une pièce maîtresse sur l'échiquier politique. Encore faudrait-il qu'il eût les moyens d'exercer son influence. Un journal, dont il serait le maître, pourrait être l'instrument de cette campagne de propagande que le camp dreyfusard souhaitait mener dans les milieux socialistes.

« Pressé par Herr et par Léon Blum, Jaurès se décida à s'écarter de la *Petite République* où il avait mené sa campagne pour Dreyfus. Le journal, en effet, était tombé aux mains d'un groupe dont les opérations pouvaient à bon droit prêter à la critique. Peut-être au surplus était-il bon de ne pas se laisser gagner de vitesse par Briand qui songeait, lui aussi, à fonder un journal.

---

(4) *Ibid.*, page 103.

(5) Les antidreyfusards appelaient ainsi le groupe de parents et amis du capitaine qui faisait campagne pour la révision de son procès et pour sa libération, et se montrait généreux envers ceux qui défendaient la « cause » dans la presse et les partis.

« Il fallait des fonds. Lévy-Bruhl, Berteaux, un groupe d'agents de change en fournissent. Plus tard au Congrès de Saint-Quentin (1911), Rappoport accusera Jaurès d'avoir été soutenu par la Banque Rothschild. Jaurès protesta avec indignation : « Je ne vous connais plus ! » Andler écrit : « Il n'est nullement vrai que l'on ait demandé de l'argent à la Banque de Rothschild. »

« On réunit 880 000 francs. La somme était trop réduite pour qu'on pût songer à racheter *La Petite République*. Il fallait créer un nouveau journal. C'est ce qui fut fait en avril 1904. Herr trouva le titre l'*Humanité*.

« Il avait un double sens.

« Ce qu'il fallait développer ce n'était ni l'esprit de classe, ni le patriotisme à œillères, c'était le sens humain et l'internationalisme.

« Dans ses *Aphorismes sur le Progrès intellectuel et l'affranchissement*, Herr n'avait-il pas écrit :

« Il n'y a qu'une vérité *humaine*... Le degré de civilisation se mesure au degré de cosmopolitisme (6). »

Ce sont bien les cosmopolites qui, en effet, marquaient un point avec le lancement de *l'Humanité*. Mais soyons plus précis : si le journal fut créé pour combattre la société bourgeoise et capitaliste, si pour ce faire il était naturel que le fondateur fît appel aux adversaires de ladite société bourgeoise et capitaliste, ni les mobiles réels des bailleurs de fonds, ni leur personnalité propre ne répondaient à ces critères.

En rémunération de ses efforts, Jaurès reçut la moitié des actions, à titre d'apports. Les autres souscripteurs, ceux qui ont versé les fonds, à deux ou trois exceptions près, étaient des « bourgeois » et plusieurs d'entre eux étaient même de véritables « capitalistes ».

Voici la liste des premiers souscripteurs :

Lévy-Bruhl	1 000 actions
Picard, dit Le Pic	1 000 actions
Jaurès et quelques amis	204 actions
Javal	200 actions
Rouff	180 actions
Salomon Reinach	120 actions
Casewitz	20 actions
G. Rouanet	20 actions
André	20 actions
Baudeau	20 actions
Landrieu	20 actions
Mauss	20 actions
Levy-Brahms	20 actions

Un peu plus tard, le banquier Louis Louis-Dreyfus apportait, à son tour, 20 000 F.

Le nouveau journal devait développer ce qu'il y avait d'humain dans l'homme et non concurrencer la presse à un sou. *L'Humanité* devait faire œuvre éducatrice.

Cette tribune d'intellectuels fut un fiasco. « Les ouvriers veulent n'acheter qu'un journal par jour. Il faut qu'il leur apporte toutes les nouvelles du

(6) Georges Lefranc, *op. cit.*, page 143.

Matin et du *Journal*, et les ouvrières exigent, par surcroît, un feuilleton inédit. Jamais l'*Humanité* d'alors ne vendit plus de douze mille exemplaires, et les abonnements étaient rarissimes (7). »

Les rentrées d'argent furent insuffisantes et les premiers fonds, promptement dépensés. Jean Jaurès lança un appel angoissé à ses amis, le 5 octobre 1906. Il reçut 25 000 F du parti social-démocrate allemand et 1 000 du parti tchèque. Une goutte d'eau.

Une nouvelle société fut alors constituée, au capital de 125 000 F. Parmi ses actionnaires figurent quelques anciens :

Lévy-Bruhl	123 actions
Picard	123 actions
Louis Louis-Dreyfus	31 actions
et son frère Charles	31 actions

Il y avait aussi des nouveaux :

J. Clément	10 000 F
Hoyer	1 250 F
Vaillant	1 000 F
Poisson	1 000 F
Léon Blum	1 000 F
Diverses organisations ouvrières	5 875 F
Achille Rosnoblet	28 000 F
Hélène Rosnoblet	25 000 F

Les deux derniers souscripteurs, qui fournissaient à eux seuls les 2/5 du capital de la *Société Nouvelle du Journal l'Humanité* étaient, ainsi que devait le révéler par la suite le socialiste Francis Delaisi (8), les prête-noms des Rothschild.

La prise en charge de *l'Humanité* par les communistes, après la scission de Tours (1920), écarta du journal les rois mages de la finance qui s'étaient penchés sur son berceau.

Il faut croire que nos « capitalistes » n'en conservent pas moins une certaine affection pour *l'Humanité* puisqu'ils lui versent, bon an mal an, quelques milliards de centimes sous forme de publicité...

•

Tandis que Jaurès et ses compagnons, aidés financièrement par leurs nouveaux amis, lançaient le journal qui sera, pendant quatre-vingts ans, l'organe de la Révolution, leurs camarades russes tentaient de renverser la Monarchie tsariste. Là aussi, le monde de la finance n'est pas resté indifférent.

Depuis de longues années, Jacob Schiff, un israélite d'origine allemande, né à Francfort, où son père était un employé des Rothschild, émigré aux États-Unis, et devenu le grand « patron » de la banque *Kuhn Loeb and Co*, s'intéressait tout particulièrement aux affaires russes. Il vouait aux Romanoff

(7) Charles Andler, « *Vie de Lucien Herr* », Paris 1932, page 171.
(8) *La Guerre sociale*, 16 et 23 novembre 1910.

The Jewish
Communal Register
of New York City
1917-1918

פנקס הקהלה.
דניארק רבתי
ת ר ע " ח

Second Edition

EDITED AND PUBLISHED
by the
Kehillah (Jewish Community) of New York City
356 SECOND AVENUE
NEW YORK CITY

Extraits de *« The Jewish Communal Register of New York City — 1917-1918 »* (pages 1018 et 1019) :

« *Schiff Jacob-Henry* est né en 1847 à Francfort-sur-Main (Allemagne) et fit ses études dans cette dernière ville. Il partit en Amérique en 1865 et s'établit à New York, où il fit partie de la direction d'une maison de banque. En 1873, il revint en Europe et établit des relations avec quelques-unes des principales banques allemandes. A son retour aux États-Unis, il entra dans la firme des banquiers *Kuhn, Loeb and Cy* à New York à la tête de laquelle on allait le retrouver quelques années plus tard.

« ... En 1904-1905, la firme *Kuhn, Loeb & C°* renfloua les finances militaires japonaises, rendant ainsi possible la victoire nippone sur les Russes.

« ... M. Schiff a toujours usé de sa fortune et de son influence pour le plus grand intérêt de son peuple. IL FINANÇA LES ADVERSAIRES DE LA RUSSIE AUTOCRATIQUE et usa de son influence financière pour éloigner la Russie du marché monétaire des U.S.A.

« Lorsque, l'année dernière, M. Schiff célébra son 70e anniversaire, toutes les tendances de la Communauté juive aux U.S.A. s'unirent pour lui témoigner leur reconnaissance. »

une haine implacable et souhaitait vivement l'effondrement du trône impérial. Il reprochait principalement au gouvernement tzariste de persécuter les Juifs et de gêner le développement de leurs affaires.

La guerre russo-japonaise lui fournit l'occasion de porter quelques coups sensibles à l'Empire des Tzars. La banque *Kuhn Loeb and Co* soutint financièrement les Japonais et négocia leurs emprunts à l'étranger.

En même temps, des subsides étaient envoyés aux révolutionnaires russes qui « liquidaient » avec succès les cadres de la vieille Russie : 114 gouverneurs, hauts fonctionnaires et généraux, 286 chefs de police, 452 agents, 109 officiers et 750 soldats tués ou blessés, plus 7 331 civils tués et 9 661 civils blessés, tel était le tableau de chasse des « commandités » de Jacob Schiff, établi au lendemain de la guerre russo-japonaise (9).

L'action du banquier judéo-américain finit par donner des résultats au cours de la guerre de 1914. Les agents révolutionnaires, démoralisant les combattants du front et excitant les mécontentements de l'arrière, parvinrent à fomenter des troubles dans les faubourgs des villes russes. Leur propagande fit merveille dans les dépôts bondés de réservistes : un régiment principalement formé d'éléments appartenant à la réserve s'insurgea pour ne pas partir au front ; cette révolte devait provoquer la chute du régime impérial.

Le 19 mars 1917, Jacob Schiff, qui avait gagné la partie contre les Romanoff, télégraphiait à Milioukoff, ministre des Affaires étrangères du Gouvernement provisoire :

« Permettez-moi, en qualité d'ennemi irréconciliable de l'autocratie tyrannique qui poursuivait sans pitié nos coreligionnaires, de féliciter par votre entremise le peuple russe de l'action qu'il vient d'accomplir, si brillamment, et de souhaiter plein succès à vos camarades du gouvernement et à vous-même (10). »

Ce premier succès parut nettement insuffisant. Qui sait si les idéologues francs-maçons qui composaient ce gouvernement provisoire n'allaient pas être renversés demain par les contre-révolutionnaires ? Ne disait-on pas aussi qu'ils tenaient à l'amitié britannique et semblaient décidés à continuer la guerre contre l'Allemagne ? C'était là un danger : les contre-révolutionnaires pouvaient se ressaisir et réduire à néant les efforts des stipendiés de la banque *Kuhn Loeb and Co.* On aurait, alors, dépensé dans l'opération des millions de dollars en pure perte.

Puisque le Gouvernement provisoire n'était pas un instrument absolument sûr, il fallait le remplacer par des hommes qui activeraient le travail révolutionnaire. C'est ce que résolut de faire Jacob Schiff.

Ces hommes existaient. Ils avaient gagné la Russie, à travers l'Allemagne, grâce au fameux « train plombé » que le gouvernement du Kaiser avait mis à leur disposition.

Jacob Schiff connaissait Leiba Bronstein dit Trotsky, depuis quelque temps déjà. L'agitateur révolutionnaire lui avait été recommandé par la direction du journal juif révolutionnaire *Forward*, de New York, mais le banquier misait alors sur le tableau démocrate et n'avait remis que des subsides peu importants au futur fondateur de l'Armée Rouge.

---

(9) Pour plus de détails sur la guerre que Jacob Schiff mena contre la Russie tzariste, lire dans *« Les Financiers qui mènent le monde »*, par Henry Coston, les chapitres XII et XIII.

(10) *New York Times*, 10 avril 1917.

Faute de moyens suffisants, l'émeute du 4 juillet 1917, qui devait renverser le gouvernement provisoire au profit des bolcheviks, avait été écrasée.

C'est alors que l'aide financière tant espérée arriva. On ignore l'importance des fonds mis à la disposition de Lénine et de Trotsky pour financer la révolution d'Octobre qui renversa le Gouvernement Kerensky et instaura le régime soviétique. Mais, grâce aux documents publiés par le département d'État américain, on sait comment les fonds leur parvinrent.

Le document n° 9 (11), par exemple, ne laisse aucun doute sur ce point. En voici le texte :

« M. Raphaël Scholnickan
Haparanda
« Cher Camarade,

« Le bureau de la banque Warburg a, en accord avec le télégramme du Syndicat Westphalo-Rhenan, ouvert un compte au nom du camarade Trotsky. Le procureur a acquis des armes et a organisé leur transport jusqu'à Luléâ et Vardô au bureau d'Essen et Son au nom des destinataires de Luléâ et une personne est habilitée à recevoir l'argent demandé du camarade Trotsky.

J. Furstenberg. »

Le document n° 10, daté du 2 octobre 1917, signé Fürstenberg, précisait que *« la demande du Camarade Trotsky a été satisfaite »* (12).

Quelle était cette banque Warburg qui venait d'ouvrir un compte à Trotsky pour financer son entreprise ? Un établissement de Hambourg, dont les dirigeants étaient associés à Jacob Schiff. Un des Warburg d'Amérique, Félix, était le gendre du banquier de New York, tandis qu'un autre, Paul, avait épousé la belle-sœur du « patron » de *Kuhn Loeb and Co.* Le cercle se referme.

Mais Jacob Schiff et Warburg n'étaient pas seuls. D'autres puissances financières étaient intéressées à l'opération : par exemple ce « Syndicat Westphalo-Rhenan », dont il est question dans le document n° 9.

Ce Syndicat était l'une des puissantes organisations patronales de l'industrie allemande. Il avait pour président le célèbre Kirdorf, le baron du charbon, distributeur habituel des fonds d'une caisse noire connue sous le nom de « trésorerie de la Ruhr » et alimentée par les trusts miniers de l'Allemagne occidentale.

Le document n° 5 (13) montre que le dit « Syndicat » avait un rôle important dans la propagande révolutionnaire auprès des soldats russes :

« Du président du Syndicat Industriel Westphalo-Rhenan à l'Office central de la Nya Banken à Stockholm.

« A Svenson Baltzer, représentant de la Diskonto Gesellschaft à Stockholm et à M. Kirch, représentant de la Deutsche Bank en Suisse.

« Le Syndicat industriel Westphalo-Rhenan du charbon vous charge avec la direction, des comptes de payer, comme vous l'avez appris, pour aider les émigrants russes désireux de conduire la propagande parmi les Russes prisonniers de guerre et dans l'Armée russe

Kirdorff. »

---

(11) *« Papers relating to the Foreign Relations of the United States » — 1918 — Russia (in three volumes) United States, Government Printing Office, Washington* 1931 », tome I, pages 375 et 376.
(12) *Ibid.*, page 376.
(13) *Ibid.*, page 374.

65th Congress, 3d Session - - - - - House Document No. 1768

PUBLICATIONS OF THE DEPARTMENT OF STATE

PAPERS RELATING TO THE FOREIGN RELATIONS OF THE UNITED STATES

1918

RUSSIA

(IN THREE VOLUMES)

VOLUME I

UNITED STATES
GOVERNMENT PRINTING OFFICE
WASHINGTON: 1931

For sale by the Superintendent of Documents, Washington, D. C. - - - - Price $5.75 (cloth)

Une autre pièce, le document n° 6(14), est plus significative encore :

« Copenhague, le 18 juin 1917

« Mr. Ruffner
Helsingfors

« Cher Monsieur,

« Veuillez bien noter que 315 000 marks ont été tranférés du compte de la Diskonto Gesellschaft au compte de M. Lénine à Kronstadt, par ordre du syndicat. Veuillez bien accuser réception Nylandavej, 98 Copenhaguen, W. Hansen et Co.

Svensen. »

Cronstadt, base navale russe, était alors le centre des activités bolcheviques : Lénine y avait établi son quartier général.

Quelques mois plus tard, un nouveau message (15) de Svensen (16), daté de Stockholm le 8 septembre 1917, adressé à un certain Farsen, à Cronstadt, faisait état de 207 000 marks remis à Lénine.

Il faut croire que la bienveillance de certaines forces financières, à l'endroit des bolcheviks, était encore très visible cinq années plus tard puisque Samuel Gompers, l'un des dirigeants du syndicalisme américain, déclarait, en 1922, être parfaitement au courant de *« la nouvelle politique du groupe bancaire germano-anglo-américain (...), le plus dangereux élément dans la chaîne des efforts pro-bolchevistes d'Amérique, (...) qui détient la plus grande puissance ».*

C'était au moment où la Russie soviétique cherchait à se faire reconnaître par les Puissances occidentales.

« La vérité, écrivait-il, *est que la finance internationale a son appétit aiguisé et croit voir en Russie une occasion de pillage.*

« Je ne connais rien de plus cynique que l'attitude des hommes d'État et des financiers européens à l'égard du chaos russe. Essentiellement c'est leur but, tel qu'il a été exposé à Genève, d'imposer à la Russie un servage économique en échange de la reconnaissance politique des Soviets. La Finance américaine est invitée à prendre part à cette misérable et méprisable entreprise : le pillage d'un vaste domaine, et pour faciliter ses efforts, certains banquiers américains, occupés à hypothéquer le monde, sont prêts à semer dans leur propre pays la propagande venimeuse, antidémocratique du bolchevisme, en corrompant, achetant, intimidant ou flattant. Il y a de splendides et notables exceptions, mais les grandes puissances de la combinaison germano-anglo-américaine se tournent vers cette proie : un peuple à genoux... Spécialement importante est l'adhésion à la cause bolcheviste du groupe de banquiers germano-anglo-américains qui aiment à s'intituler financiers internationaux pour masquer leur vraie fonction. Le plus important banquier de ce groupe et parlant au nom de ce groupe, né en Allemagne comme il se

(14) *Ibid.*, page 375.
(15) Document n° 6, p. 375.
(16) L'orthographe des noms est indécise : j'ai respecté celle de chaque document cité.

trouve, a envoyé des ordres à ses amis et associés afin que tous travaillent en faveur de la reconnaissance des Soviets (17). »

Ainsi, il n'est pas permis d'en douter, des groupes financiers ou industriels, américains ou allemands, ont sciemment soutenu un mouvement dont l'objectif, connu, officiel, proclamé était précisément de détruire leur puissance en reversant le système capitaliste sur lequel cette puissance repose.

•

Trois-quarts de siècle après, rien ne semble changé. Sauf que le Jacob Schiff actuel s'appelle Hammer.

A 87 ans, Armand Hammer, ancien médecin juif émigré de Russie aux États-Unis, est le « patron » de la firme *Occidental Petroleum*, « un homme d'affaires américain aux dimensions mythiques en U.R.S.S. puisqu'il connut Lénine et commença à faire du commerce avec l'Union soviétique dans les années 1920 », note *Le Monde* (18).

Quelques rares journaux ont parlé d'Armand Hammer en 1974, pour faire état des contrats de vingt milliards de dollars qu'il venait de signer avec l'U.R.S.S.

Soulignant le « considérable bond en avant » des relations économiques et commerciales soviéto-américaines, *Le Monde* révélait, en juin 1974, que le Kremlin avait signé avec l'*Occidental Petroleum* « une très importante série de contrats ».

« Ces contrats, poursuivait l'auteur de l'article, procurent au total des échanges de plus de 20 milliards de dollars échelonnés sur vingt ans : acide phosphorique américain contre ammoniaque, urée et potasse soviétiques.

« *Occidental Petroleum* est également chargé d'aménager les deux ports soviétiques à partir desquels s'effectueront les échanges : Odessa et Ventspils sur la Baltique. »

Et le journal de souligner l'importance des accords : « Nous avons vu le visage de M. Hammer, satisfait, signant le contrat de la décennie, sinon celui du siècle (19). »

Lié à la firme sud-africaine *Triomf-Fertilizer*, à la compagnie pétrolière italienne *E.N.I.* et à plusieurs autres groupes industriels ou financiers à travers le monde, Armand Hammer est l'intermédiaire rêvé des capitalistes occidentaux et du Kremlin. La puissance d'*Oxy (Occidental Petroleum)* ne cesse de grandir. Elle est la 13e société pétrolière américaine — 15 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1982. Ce conglomérat géant fait commerce de tout, de l'agro-alimentaire aux produits chimiques et aux toiles de peintres contemporains. Il y a deux ans, il a racheté pour 4 milliards de dollars *Cities Services*, une énorme entreprise de raffinage et de distribution de produits pétroliers. *Oxy* possédait aux U.S.A. - mêmes, en 1983, des réserves de pétroles évaluées à 1 milliard de barils (20).

Armand Hammer prône ouvertement le rapprochement avec le Kremlin

---

(17) *New York Times*, 7 mai 1922. On remarquera que Gompers n'hésitait pas à mettre en cause, sans les nommer toutefois, ses coreligionnaires de la *Kuhn Loeb & Co.*

(18) Jacques Amalric in *Le Monde*, 30 juin 1974.

(19) *Ibid.*

(20) Cf. interview d'Armand Hammer in *Le Nouvel Économiste*, 13 mai 1983.

Le Jacob Schiff d'aujourd'hui s'appelle Hammer

HAMMER, Armand, B.S., M.D.; American petroleum executive; b. 21 May 1898, New York; s. of Dr. Julius Hammer and Rose Robinson; m. 1st Baroness Olga von Root 1927; one s.; m. 2nd Angela Zevely 1943; m. 3rd Frances Barrett 1956; one s.; ed. Columbia Univ.; Mil. Service, U.S. Army Medical Corps 1918–19; Pres. Allied American Corpn., New York 1923–25, A. Hammer Pencil Co. (New York, London, Moscow) 1925–30, Hammer Galleries Inc., New York 1930–, J. W. Dant Distilling Co. 1943–54; Pres. and Chair. of Bd. Mutual Broadcasting System (New York) 1957–58; Chair. of Bd. and C.E.O. Occidental Petroleum Corpn., Los Angeles 1957–; Chair. M. Knoedlers and Co., Inc., New York 1972–; Pres. Foundation of Int. Inst. of Human Rights, Geneva 1977–; mem. Advisory Bd. of Inst. of Peace 1950–54, Bd. of Govs. Eleanor Roosevelt Cancer Foundation 1960–, Bd. of Dirs. City Nat. Bank (Beverley Hills) 1962–71, Bd. of Trustees Eleanor Roosevelt Memorial Foundation 1963–74, Bd. of Dirs. Canadian Occidental Petroleum Ltd. 1964–, Bd. of Dirs. Raffinerie Belge de Pétroles (RBP) 1968–79, Public Advisory Cttee. on U.S. Trade Policy 1968–69, Nat. Petroleum Council 1968–, Exec. Cttee. Econ. Devt. Bd., Los Angeles 1968–73, Exec. Bd. of Dirs. UN Assen. of Los Angeles 1969–, Bd. of Dirs. UN Assen. of U.S.A. 1970– (Bd. of Govs. 1976–), of the U.S.—U.S.S.R. Trade and Econ. Council, Inc. 1973–, of the Assocs. of Harvard Business School 1975–, of the American Petroleum Inst. 1975–, of the Salk Inst. for Biological Studies (mem. Bd. of Trustees and Chair. Exec. Cttee.) 1969–; mem. Advisory Bd., Center for Strategic and Int. Studies, Georgetown Univ. 1981–; Chair. Pres's. Cancer Panel; Founder and mem. Los Angeles Music Center 1969–; mem. Univ. Bd., Pepperdine Univ., Calif. 1979–; mem. Nat. Support Council, U.S. Cttee. for UNICEF, New York 1980–; Hon. mem. Bd. of Dirs. Florida Nat. Bank of Jacksonville 1966–72; Hon. Corresp. mem. Royal Acad. of Arts 1975–; Hon. mem. Royal Scottish Acad. 1981–; Hon. LL.D. (Pepperdine) 1978, (South Eastern Univ.) 1978, (Columbia) 1978, (Aix-en-Provence) 1981; Hon. D.Hum.Litt. (Colorado) 1979; Hon. Dr. of Public Service (Salem Coll.) 1979; Humanitarian Award, Eleanor Roosevelt Cancer Foundation 1962; Commdr., Order of the Crown (Belgium) 1969; Commdr., Order of Andres Bellos (Venezuela) 1975; Order of the Aztec Eagle (Mexico) 1977; Officier, Légion d'honneur 1978; Order of Friendship between Peoples (U.S.S.R.) 1978; Royal Order of Polar Star, Sweden 1979; Grand Officer, Order of Merit (Italy) 1981. *Publication:* Quest of the Romanoff Treasure 1932. *Address:* Occidental Petroleum Corporation, 10889 Wilshire Boulevard, Suite 1500, Los Angeles, Calif. 90024 (Office); P.O. Box 107, Colts Neck, N.J. 10022, U.S.A. (Home). *Telephone:* 213-879-1700 (Office).

Cette courte notice biographique d'Armand Hammer a paru dans *The International Who's Who*, 46 e édition, page 523.

A 86 ans, le « mystérieux vieillard », nous dit *Tribune Juive* (n° 837, du 26 septembre 1984), s'emploie « à rétablir les relations diplomatiques entre Israël et l'U.R.S.S., rompues unilatéralement par Moscou en juin 1967. ... Capitaliste américain par excellence, Armand Hammer a été ami tant avec Kroutchev, Brejnev et les autres qu'avec les présidents américains successifs ».

Armand Hammer est l'un des membres les plus actifs de l'*American Committee on East-West Accord* (dont Pierre de Villemarest nous dit qu'il succéda au premier *Comité américain d'aide et de coopération avec la Russie soviétique*).

Il y côtoie des personnalités aussi marquantes que :

George W. Ball, ancien sous-secrétaire d'État, directeur de la *Lehman Brothers Kuhn Loeb Inc* ; Edmund G. Brown, ancien gouverneur de la Californie ;

Frank Church, ancien président du Comité des relations étrangères du Sénat ; Stephen Cohen, directeur du Programme d'études russes à l'université de Princetown ; William R. Crawford, ancien ambassadeur ; John Culver, ancien membre du Comité de l'armée du Sénat ;

Kirk Douglas, acteur de cinéma ; Bernard Feld, chef de la *Division of Nuclear and Particle Physics*, redacteur en chef du *Bulletin of the Atomic Scientists* ; Roger Fisher, professeur de droit à Harvard University ; J.W. Fulbright, ancien président du Comité des relations étrangères du Sénat ;

John Kenneth Galbraith, ancien ambassadeur ; Raymond L. Garthoff, ancien ambassadeur ; amiral Noel Gayler, ancien commandant en chef des Forces américaines du Pacifique et ancien directeur de la *National Security Agency* ; Marvin Goldberger, président de l'Institut de Technologie de Californie ; Jérôme Grossman, président du *Council for a Livable World* ;

Averell W. Harriman, ancien ambassadeur, ancien gouverneur de New York ; Townsend Hoope, ancien sous-secrétaire à l'Aviation, président de l'Association des éditeurs américains ; Jérôme Jacobson, vice-président de *Burroughs Corporation* ; Jacob K. Javits, ancien sénateur ; Philip C. Jessup, ancien ambassadeur, ancien juge à la Cour internationale de justice ;

Philip M. Kaiser, ancien ambassadeur ; Justin Kaplan, écrivain et historien, *Prix Pulitzer* ; Donald M. Kendal, président de *Pepsicola* ; George F. Kennan, ancien ambassadeur ; Philip M. Klutznick, ancien secrétaire au Commerce, ancien président de *World Jewish Congress* ; Edward Korry, ancien ambassadeur ; amiral R. La Roque ; Robert Lasch, écrivain, *Prix Pulitzer* ; vice-amiral John Lee, ancien commandant de la 7e Flotte du Pacifique Ouest ;

Walter S. Makush, vice-président de *Westinghouse Electric Corp.* ; Robert E. Mannheimer, de *Dickinson Throckmorton Parker Mannheimer and Raife* ; Edwin M. Martin, ancien ambassadeur ; Eugène McCarthy, ancien sénateur ; George McGovern, ancien sénateur ; Donald McHenry, ancien représentant permanent U.S. à l'O.N.U. ; Robert McNamara ancien sénateur à la Défense, ancien président de la *Banque Mondiale* ; William McSweeney, président de l'*Occidental International Corp.* ; Everett Mendelsohn, professeur d'histoire à Harward University ; Sheldon T. Mills, ancien ambassadeur ;

David N. Newsom, ancien sous-secrétaire d'État aux Affaires politiques ; Roy C. Nichols, évêque de l'Église méthodiste Unie (New York) ;

Hugh B. Patterson, éditeur de l'*Arkansas Gazette* ; James Patton, président de l'Union nationale des Fermiers ; Samuel Pisar, écrivain économiste (qui fut l'un des conseillers de Valéry Giscard d'Estaing) ; Avery D. Post, président de l'Église unie du Christ ; Charles C. Price, ancien président de l'*American chemical society* ; George Prill, ancien président de la *Lockheed International C°* ;

Le Père George F. Regas, recteur de l'*All Saints Church* ; Edwin O. Reischauer, ancien ambassadeur ; Stanley Resor, ancien sous-secrétaire de la Défense ; Abraham Ribicoff, ancien sénateur ; David Riesman Junior, professeur à Harvard University ; Robert V. Roosa, ancien sous-secrétaire du Trésor ; Marvin Rosenburg, président de *Cameo Curtains* ;

Harrison E. Salisbury, ancien rédacteur en chef du *New York Times* ; Terry Sanford, ancien gouverneur de la Caroline du Nord ; Herbert Scoville Junior, président d'*Arms Control Association* ; Sargent Shriver, ancien ambassadeur ; Fritz Stern, professeur d'histoire à l'université de Columbia ; Adlai Stevenson, ancien sénateur ; Stuart Symington, ancien secrétaire à l'Aviation ;

William P. Thompson de l'Église presbytérienne unie ; Marietta Tree, ancien ambassadeur ; John Tunney, ancien ambassadeur ;

Joan Warburg, président de la *Bydale Foundation* ; Glenn E. Watts, président de la *Communication Workers of America* ; Bernard S. Weiss, ancien vice-président de *Gimbel Bros Inc* ; Murat W. Williams, Léonard Woodcock et Herbert F. York, anciens ambassadeurs, ainsi qu'un grand nombre de professeurs d'université, d'industriels et d'hommes d'affaires.

et ne croit pas que la tension Est-Ouest actuelle condamne à terme le commerce avec la Russie soviétique.

« Les affaires avec Moscou, dit-il, sont très satisfaisantes et nous profitons de doubler nos échanges annuels d'engrais américains contre des phosphates soviétiques (actuellement 500 millions de dollars).

« En Chine, nous exploiterons dans le Shanxi la plus importante mine de charbon du monde, d'abord 15 millions de tonnes, dont 8,7 millions exportées surtout au Japon, et progressivement 45 millions de tonnes annuelles. Les bénéfices seront répartis moitié-moitié avec le gouvernement chinois, jusqu'à ce que nous ayons amorti nos investissements, puis 40 % pour nous et 60 % pour la Chine. »

Faisant allusion au rachat de *Cities Services*, Armand Hammer affirme que sa « production en Amérique sera égale à (sa) production étrangère. Je fais un pari avec vous : en 1990, le baril coûtera 90 dollars... Nous serons devenus en 1985 la "huitième sœur" chez les pétroliers (21). »

Dénonçant avec vigueur la faiblesse des démocrates occidentales qui nourrit la puissance du totalitarisme soviétique, Jacques Saintonge écrivait dans *La Presse Française* (2 mars 1979) qu'il y a, en Amérique, des centaines d'Hammer « qui livrent aux Russes les secrets de l'Occident ».

« Cupidité suicidaire du monde capitaliste. Et cette lâcheté que nous appelons pudiquement coexistence pacifique, détente, accords d'Helsinki ou de Belgrade, profite à Moscou. La détente a permis à l'U.R.S.S., je cite Brejnev, *"d'accomplir en peu de temps, plus encore que des années de confrontation armée avec l'O.T.A.N."*. »

Armand Hammer a, en France, un homologue. Nous allons voir qu'il est digne de son confrère américain.

---

(21) On sait que l'on appelle les 7 grandes compagnies pétrolières américaines, *« Les sept Sœurs »*.

CHAPITRE X

LE CAMARADE MILLIARDAIRE

BIEN que la presse de droite ait maintes fois parlé de lui — jamais en bien, cela va de soi — Jean-Baptiste Doumeng resterait probablement inconnu du grand public, tout comme Hammer en Amérique, si Michel Polac n'avait eu l'idée de l'attirer à l'une de ses soirées de *Droit de réponse*, à la télévision, le 29 octobre 1983. La truculence du personnage, plus que la profondeur de sa pensée, scandalisant les uns et égayant les autres, a été remarquée par tous : elle a fait plus pour sa renommée que cent articles de journaux.

Aujourd'hui, tout le monde sait que Jean-Baptiste Doumeng existe, qu'il est fils de paysan languedocien, qu'il a lui-même débuté dans une ferme et que, s'il est aujourd'hui milliardaire, il n'en demeure pas moins communiste. Il y a cependant quelques détails que la séance télévisée de *TF1* n'a pas permis de révéler. Ces détails ont leur importance et méritent d'être connus.

Pittoresque, haut en couleur, Jean-Baptiste Doumeng, certes, l'est. Mais il n'est pas que farce, jactance et provocation. Il est aussi — et c'est cela qui importe — un prodigieux homme d'affaires tout dévoué au Kremlin :

— La foi en Dieu suffit aux autres. La confiance de l'Union soviétique me suffit à moi (1).

Ardent bolchevik, Doumeng met ses aptitudes et son expérience au service de la « Patrie des travailleurs ».

Je me demande si le journaliste Polac, homme de gauche agressif et rusé compère, aurait aidé, comme il l'a fait, à percer le « mystère Doumeng », si le fameux *lobby* que tout le monde connaît et que beaucoup respectent sans jamais en parler, n'était pas aujourd'hui en guerre avec les autocrates moscovites. En tout cas, *L'Expansion* — dont le « patron » est l'un des féaux dudit *lobby*, provisoirement hostile à un pouvoir qu'il a si puissamment aidé à instaurer sur les rives de la Moskova — contribue à vulgariser l'image de marque, si je puis dire, du « milliardaire rouge ». Le portrait que le magazine du monde des affaires brosse de Jean-Baptiste Doumeng est particulièrement délicat. Jugez-en :

« Deux bouchées de canard-pommes sautées à l'ail, un raccourci fulgurant sur la Pologne, trois gros mots, une citation de Spinoza et cette quinte de rire qu'il arrête pour vérifier l'effet produit : « Hé ! ça vous choque ce que je dis là ? » Il ne faudrait pas prendre un patriarche gascon pour un prédicateur anglican (...). Voilà un homme en qui s'affrontent, se défient et s'arrangent

(1) *L'Expansion*. Entretien avec Bernard Lalanne. N° du 29 octobre 1982.

toujours à l'amiable les deux forces qui mènent le monde : la foi et la fortune (2). »

... Oui, la fortune anonyme et vagabonde, celle qui, il y a quelque soixante-huit ans, apportant son appui à la « foi » communiste, permettait à Lénine et à Trotsky de triompher de la baudruche social-démocrate dans l'empire des Tsars.

La destinée de Jean-Baptiste Doumeng est assez exceptionnelle. Fils de pauvres métayers de la Haute-Garonne, il vit le jour à Lacasse le 2 décembre 1919. Enfant, il fut berger dans son village natal. Très jeune, il milita dans les milieux de gauche et, pendant l'occupation, déjà communiste farouche, il participa à l'action clandestine des *Francs-Tireurs et Partisans* dominés par le *P.C.F.* Après la Libération, il fonda l'*Union des Coopératives agricoles du Sud-Ouest* et fut nommé administrateur du *Comptoir National d'Escompte de Paris*, qui venait d'être nationalisé (3).

C'est à cette époque qu'il prit la présidence et la direction générale d'*Interagra* (1947), société commerciale ayant le monopole, en France, des échanges avec les pays de l'Est. Estimé des uns, redouté des autres, il obtint d'importantes responsabilités dans les milieux agricoles du Languedoc : il fut successivement ou en même temps coprésident de la *Fédération départementale des Syndicats agricoles*, vice-président de la Chambre d'agriculture, membre du Conseil d'administration de la *Fédération nationale des Coopératives agricoles*. Il créa l'*Union-Export*, une filiale d'*Interagra*, pour le commerce des oléagineux avec nos anciennes colonies africaines, puis, en 1964, la *SODECOP*, qui avait le secret espoir de monopoliser le commerce des vins algériens.

Entre-temps, ce communiste passionné était devenu l'éminence grise du *MO.D.E.F.*, le *Mouvement de Défense des Exploitations Familiales*, qui, parti de la région de Toulouse et de la Charente en 1963, allait gagner la France entière. Il fut, un peu plus tard, élu maire de sa localité, Noé, et conseiller général de Carbonne, mais il n'a pas conservé ces mandats.

Par la suite, il devint le président de l'*Union coopérative agricole du Sud-Ouest (U.C.A.S.O.)*, P.-D.G. d'*Agricoop*, secrétaire général de la *Fédération des exploitants agricoles de la Haute-Garonne*, administrateur du *Syndicat national des coopératives agricoles exportatrices*, président de l'*Union nationale des caves coopératives* et du bureau économique du comité agricole de l'*Alliance coopérative internationale*, ainsi que membre du Conseil d'administration de la *Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (CO.F.A.C.E.)*. Il a été confirmé dans ces dernières fonctions par le gouvernement le 16 août 1984.

Côtoyant les grands financiers internationaux et trafiquant avec eux, il créa ici et là — et avec eux le plus souvent — des sociétés commerciales importantes comme la *SO.CO.PA.* — c'est-à-dire la *Société centrale de la viande* —, la *Compagnie européenne de distribution (EURAGRI)*, le *Comptoir agricole français* et la *Compagnie des marchands*, ces dernières spécialisées dans le commerce avec les pays communistes et étroitement liées avec la *Banque commerciale pour l'Europe du Nord*, l'établissement bancaire des Soviets en France.

---

(2) *Ibid.*

(3) Le *C.N.E.P.* fusionnera, un peu plus tard, avec une autre banque nationalisée, la *B.N.C.I.*, pour former l'actuelle *B.N.P.*

N° 175

SÉNAT

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1983-1984

Annexe au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1983.

PROPOSITION DE LOI

tendant à **nationaliser la compagnie « Interagra ».**

PRÉSENTÉE

Par MM. Jacques MOSSION, René TRAVERT,
Jean-Pierre TIZON et Louis CAIVEAU,

Sénateurs.

(Renvoyée à la Commission des Affaires économiques et du Plan sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement).

Nationalisations. – *Interagra.*

Au Sénat aussi, la puissance financière de J.-B. Doumeng et de son trust provoque de l'inquiétude...

— Le groupe que je dirige pèse des dizaines de milliards, lance-t-il avec fierté.

Ce grand brasseur d'affaires profite largement de la situation, mais contrairement à ses confrères, il ne travaille pas pour lui-même :

— L'argent ne m'intéresse pas. Si vous voulez, je mets au service du communisme les moyens du capitalisme. L'argent pour moi n'est qu'un outil...

Le « milliardaire rouge » n'en est que plus dangereux.

Pour percevoir, au profit de son parti, une dîme de plus en plus importante sur les livraisons qu'il effectue aux pays de l'Est, Doumeng s'associe à d'autres gens d'affaires. Il s'acoquine, par exemple, avec le baron Guy de Rothschild pour constituer la *Compagnie européenne de distribution* (4), grand fournisseur de produits alimentaires aux Soviétiques. Il s'entend avec *Louis-Dreyfus* ou avec *Bungener* pour le ravitaillement en céréales de l'U.R.S.S. et de ses satellites. On le trouve même associé à un vice-président du *C.N.P.F.*, la bête noire des communistes : Pierre Bellon, président de la *Bedexho*, a en effet racheté (automne 1983) la moitié du capital d'*Interco*, une société de restauration collective du groupe Doumeng qui fournit les cantines des permanents du *P.C.F.* et celles d'une partie des collectivités contrôlées par ce parti.

La *SO.CO.PA.* est l'exemple-type de l'entreprise capitaliste à participation marxiste fonctionnant avec le concours actif de Jean-Baptiste Doumeng et sous la direction de « l'empereur de la viande ».

Les dossiers qui dorment dans les tribunaux de commerce sont une mine pour ceux qui veulent connaître les dessous des affaires, grandes et petites. En les compulsant, pour mon dernier *« Dictionnaire de la politique française »*, j'ai découvert que le n° 1 des communistes français dans le secteur agricole servait de support au n° 1 de la boucherie européenne pour mieux contrôler la production et la distribution de la viande en Europe.

Leur complice, Marcel Bruel, a beau expliquer aux éleveurs de bétail que c'est dans leur intérêt que fonctionne la *SO.CO.PA.*, nous connaissons trop bien, vous et moi, les méthodes des manieurs d'argent pour ne pas nous méfier d'une collusion de cette sorte.

La *SO.CO.PA.*, dont le « milliardaire rouge » détient près de 6 % du capital, est aujourd'hui le groupe européen dominant du commerce de la boucherie et de la charcuterie. Pour la seule viande de bœuf, 500 000 tonnes passent annuellement entre les mains de ses 4 000 ouvriers.

Son chiffre d'affaires dépassait, en 1982, les 8 milliards de francs lourds, 820 milliards de centimes, pour être précis. Grâce à ce bon M. Bruel, président de la *Confédération nationale d'élevage* et de la *Fédération nationale bovine*, qui couvre l'opération, 70 000 éleveurs français se trouvent étroitement liés à la *SO.CO.PA.* et apportent leur concours à un organisme industriel et financier qui aura pour mission, en fin de compte, de transformer le Français moyen en consommateur forcé de *hitburgers* ! (Pour ceux qui ne pratiquent pas la langue de Disraeli ou le franglais, il s'agit là de la dernière

(4) L'*Euragri (Cie européenne de distribution)* a été créée par J.-B. Doumeng (47,5 % du capital) en association avec les banquiers Guy de Rothschild (17,5 %) et Louis-Dreyfus (17,5 %), ainsi qu'avec une filiale de l'*Union des coopératives agricoles du Sud-Ouest*, le *Comptoir agricole français*. Est-ce avec l'*Euragri* ou avec la *SO.CO.PA.* que Doumeng a vendu, à l'U.R.S.S., 50 000 tonnes de viande au cours du trimestre 1983 ? Je l'ignore, mais le fait est là, confirmé par *Le Monde* du 16 décembre 1983.

trouvaille des trafiquants de l'agro-alimentaire ; il remplace, avangateusement (pour qui ?), le bifteck-frites ou les raviolis au gratin, et c'est plus vite mangé).

La *SO.CO.PA.* établit, peu à peu, en France et dans les pays de la petite Europe, une chaîne de restauration rapide qui pourrait alimenter, à midi en tout cas, un quart des salariés de France. Le premier de ces restaurants-phénomènes ouvert à Paris, le *Free Time* — pour faire plaisir, sans doute, à André Henry, notre ancien ministre du Temps libre ! — date déjà de 1982.

La notoriété de « l'empereur de la viande », « patron » de la *SO.CO.PA.*, ne dépasse pas les limites du secteur professionnel de l'agro-alimentaire. Ni les grands journaux, ni les radios, et encore moins la télévision ne nous en ont parlé. Leur discrétion ne surprendra que ceux qui ne connaissent pas les règles non écrites des *media*. Je vais donc vous présenter ce mystérieux associé de Jean-Baptiste Doumeng.

Il s'appelle Gilbert Salomon. C'est un homme d'une cinquantaine d'années, légèrement grisonnant, au regard clair et au teint bronzé, toujours vêtu avec recherche, qui fréquente volontiers les restaurants à la mode, où il traite princièrement les vedettes, celles du spectacle, mais aussi celles de la presse et de la politique. Avant d'être « l'empereur de la viande », il était chevillard dans l'Est de la France, comme son père l'avait été avant lui. Très jeune, il connut les persécutions raciales, ainsi que toute sa famille, et il a su, au cours des années 60, se tailler un fief en Lorraine et dans la Sarre. C'est ce petit royaume qui a servi de base au vaste empire sur lequel il règne aujourd'hui.

Ses deux sociétés, la lorraine et la sarroise, ont été absorbées par le nouveau groupe, la *SO.CO.PA.*, constitué avec la collaboration des coopératives de Marcel Bruel, du groupe de J.-B. Doumeng et du trust *Unigrains.* Salomon ne possède officiellement que 8,3 % des actions de la *SO.CO.PA.*, mais il est en fait le « patron ». Il est, d'ailleurs le seul technicien, le seul à bien connaître le marché de la viande. Il est le P.-D.G. de cette colossale entreprise.

Celle-ci possède une trentaine d'usines en France : c'est là que les bêtes sont abattues et les carcasses découpées. Dans ses fabriques de Cherré, de Rodez et de Villefranche, sont confectionnés les fameux *hitburgers* qui seront revendus dans les grandes surfaces ou dans les restaurants ouverts par une filiale, la *Compagnie européenne de restauration rapide*, dite *Cerrap.* On y prépare aussi les *steaks* hachés surgelés et les *P.A.D.* (prêt-à-découper) livrés aux supermarchés et aux petits bouchers.

En Hollande, en Espagne, en Italie, la *SO.CO.PA.* a établi des centres de distribution importants. En Allemagne, elle possède trois abattoirs modernes — à Francfort, à Dilligen et à Amberg — et une fabrique de salaisons, la *Erdbrink*, qui dispose d'un vaste réseau de points de vente.

Naturellement, pour financer cette énorme entreprise, il faut de l'argent, beaucoup d'argent. Les banques, certes, font des avances, ouvrent des crédits. Mais cela coûte très cher. En fin de compte, qui règle la facture ? Qui fournit la plus grande partie des fonds nécessaires ? L'État.

Ainsi pour enrichir J.-B. Doumeng — indirectement le *Parti communiste français* — et permettre à G. Salomon de dominer le marché de la viande en Europe, on prélève des milliards dans la poche des contribuables. Ils en ont l'habitude, certes, mais jusqu'ici leurs sacrifices ne profitaient pas au bienfaiteur du parti de Georges Marchais.

US FIRMS TRADING WITH THE SOVIET UNION SINCE THE 1917 REVOLUTION

1917-1930	1930-45	1945-1970	1970-1980
Armand Hammer/Julius Hammer Allied American Corporation	Armand Hammer Galleries	Armand Hammer/ Occidental Petroleum	Armand Hammer/ Occidental Petroleum
Chase National Bank	Chase National Bank	Chase Manhattan Bank (merge of Chase National and Manhattan Bank)	Chase Manhattan Bank
International Harvester	International Harvester	International Harvester	International Harvester
General Electric	General Electric	General Electric	General Electric
Ford Motor Company	Ford Motor Company	Ford Motor Company	Ford Motor Company
DuPont	DuPont	DuPont	DuPont
---	Boeing Aircraft	Boeing Aircraft	Boeing Aircraft
Radio Corp. of America	Radio Corp. of America	Radio Corp. of America	Radio Corp. of America
---	Food Machinery Corp	Food Machinery Corp	FMC
---	IBM	IBM	IBM
Caterpillar Tractor	Caterpillar Tractor	Caterpillar Tractor	Caterpillar Tractor
American Can Co.	American Can Co.	American Can Co.	American Can Co.
Combustion Engineering	Combustion Engineering	Combustion Engineering	Combustion Engineering
Standard Oil of N.J.	Standard Oil of N.J.	Standard Oil of N.J.	Exxon.
Alcoa	Alcoa	Alcoa	Alcoa

Sources: 1917-1970 Antony C Sutton, WESTERN TECHNOLOGY AND SOVIET ECONOMIC DEVELOPMENT (Hoover Institution, Stanford University, 1968-1974 three volumes. 1970 to date—press sources and confidential data.

Dans son livre « *Western Technology and Soviet economic development* », cité par Pierre de Villemarest, l'Américain Antony Sutton donne cette liste de firmes américaines qui n'ont cessé de commercer avec la Russie soviétique de 1917 à 1980, et d'y investir des capitaux.

•

Jean-Baptiste Doumeng est, nous l'avons vu, un ponte international de l'agro-alimentaire. Sa position est d'autant plus forte, qu'il exporte vers l'U.R.S.S. les excédents agricoles subventionnés par la Communauté européenne. Non seulement il fournit, tout au long de l'année, des millions de tonnes de blé à Moscou — l'un de ses derniers contrats portait (novembre 1983) sur un million et demi de tonnes, soit environ 1 milliard 700 millions de F — mais il lui vend des milliers de tonnes de beurre « en excédent », à des prix imbattables (5).

Celui qui se dit « le communiste le plus riche du monde » se flatte d'avoir le monopole du commerce avec les pays de l'Est. Tous les marchés passent obligatoirement par lui (6). C'est Jean-Baptiste Doumeng qui facture et encaisse, prenant sa commission au passage. Ainsi en a décidé le Kremlin.

Le groupe Doumeng dispose d'agents commerciaux non seulement à Moscou, mais aussi à Budapest, à Bucarest, à Berlin-Est, ainsi que des correspondants dans diverses grandes capitales mondiales, à Alger comme à Los Angeles. Ses contrats sont, très souvent, sous-traités avec des fournisseurs disposant immédiatement des marchandises désirées : *Louis-Dreyfus* pour le blé, l'*Union laitière normande* pour le beurre, *Francexpa* pour d'autres denrées.

Vivant comme un nabab — il descend dans les plus grands hôtels (à Paris, au *Plaza-Athénée*) et se déplace en hélicoptère — il est partout reçu en véritable ambassadeur.

Même quand le gouvernement français fait mine de l'ignorer, ce qui provoque parfois des incidents. A Moscou, en novembre 1983, bien qu'ayant été évincé de la délégation conduite par Édith Cresson, — il pensait être membre de droit de ladite délégation — il vint s'asseoir à une petite table derrière le ministre français du Commerce extérieur. Il y serait probablement resté si un haut fonctionnaire n'était venu l'inviter à sortir. Vert de rage, il quitta la séance. Prenant sa revanche, il assista au déjeuner officiel offert en l'honneur d'Édith Cresson, en occupant la place d'un Soviétique qui lui fut cédée au dernier moment.

Pour bien montrer que Jean-Baptiste Doumeng est l'interlocuteur privilégié des Soviétiques (sur le plan économique), quelques jours plus tard Moscou confiait au groupe Doumeng un contrat portant sur la livraison d'un minimum de 120 000 tonnes de farine, soit pour un total de 30 à 35 millions de dollars — 240 à 250 millions de francs. C'était le deuxième contrat octroyé par l'U.R.S.S. au « milliardaire rouge » en moins d'un mois.

« Dans les milieux professionnels, constatait l'*A.F.P.*, on s'interroge sur les raisons qui ont conduit l'U.R.S.S. à accorder, coup sur coup, deux contrats de monopole sans précédent et d'un montant important à *Interagra*. Il ne peut s'agir, estime-t-on de même source, que de l'expression d'une volonté politique des dirigeants soviétiques. »

---

(5) Par exemple, en 1980, il a vendu 130 000 tonnes de beurre à l'U.R.S.S. au prix de 5,87 F le kilo ; c'était du beurre « en excédent », acheté 15,87 F aux coopératives laitières et subventionné par la C.E.E. à hauteur de 10 F le kilo.

(6) Tous, sauf ceux que Maurice Varsano, le fondateur de *Sucre et Denrées*, signait avec Moscou. « Le fait que son petit-fils et successeur ait signé un contrat de 50 000 tonnes de sucre, sans que Doumeng soit dans le coup, montre que celui-ci ne maîtrise pas tous les rouages du commerce franco-soviétique » (*Le Monde*, 16 décembre 1983).

Ponte international de l'agro-alimentaire, Jean-Baptiste Doumeng ne se cantonne pas à ce secteur. On le trouve dans le pétrole *(Compagnie européenne des pétroles)* (7), dans le textile (ses achats massifs dans le sud-est asiatique a fait grogner la *C.G.T.* en 1978), dans la couture (il a lancé *Jacques Esterel*, dont il a cédé, selon le *Canard enchaîné* (8), 45 % des actions à Alexandre Poniatowski, cousin de l'ancien ministre giscardien), dans le vin *(S.I.C.A.-vins)* — il vend de temps en temps des milliers d'hectolitres aux Soviétiques (9) — dans l'élevage des poulets *(Tilly)*, dans les affaires africaines (Algérie, Angola, Mozambique, Madagascar, Bénin, Niger, Haute-Volta, Mauritanie, Nigeria, Congo, etc.) et même dans la banque. Il possède en effet une participation à la *Banque Stern*, que les Rothschild ont investie il y a quelques années. L'*Annuaire des Sociétés et des Administrateurs* indique (10) que Michel Doumeng, qui est le fils de Jean-Baptiste, appartient au Conseil d'administration. Il y retrouvait David et Nathaniel de Rothschild qui représentaient les intérêts de leur famille. Fondée par Abraham Jacob (dit Antoine) Stern, originaire de Francfort-sur-le-Main, la *Banque Stern*, qui a échappé à la nationalisation, est aujourd'hui dirigée par Claude Pierre-Brossolette, le fils du héros de la Résistance, qui en est le P.-D.G., Édouard Stern, vice-président, Michel Garbolino, administrateur-directeur général représentant la *Compagnie financière Penthièvre* (holding des Stern et des Rothschild)(11), Philippe Bejot, administrateur et directeur général adjoint représentant de la *Banque privée de gestion financière*, Gérard Soniès et Jean-Claude Goldmann, ces deux derniers directeurs généraux adjoints. La *Banque Stern* contrôle : la *Banque du Haut Forez*, où l'on retrouve Claude Pierre-Brossolette, P.-D.G., Michel Garbolino et Gérard Soniès, administrateurs ; le *Crédit Alsacien-S.N.C. SOCOGA et Cie* et la *Société commerciale de garantie*, deux établissements financiers secondaires.

L'autre fils du « milliardaire rouge », Jean-Louis Doumeng, a été désigné en septembre 1984 comme gérant des *Établissements Tilly*, qui exploitent l'abattoir de poulets de Guerlesquin, dans le Finistère.

•

Le 13 novembre 1981, sur l'antenne de *R.T.L.*, Philippe Alexandre osait une comparaison entre la situation de Pierre Moussa, l'ancien président de

---

(7) *V.S.D.* annonçait le 21 août 1980 que le « milliardaire rouge » venait de demander une licence *spéciale* d'importation de produits pétroliers, dite *autorisation A3*. « En accord avec la *Transoil* de Rotterdam, il comptait importer chaque année, à partir de 1981, 12 millions de tonnes de pétrole brut soviétique. »

(8) Cf. article intitulé *« Un Ponia dans le chiffon rouge »*, in *Le Canard enchaîné*, 2 novembre 1977.

(9) *Le Monde* (9 janvier 1975) indiquait que « Doumeng négocie avec l'U.R.S.S. et la C.E.E. l'exportation de 1 million d'hectolitres de vin ». Pour que la vente soit effective, ajoutait le quotidien de la rue des Italiens, « il faudrait que le gouvernement français, puis les autorités de Bruxelles, acceptent de verser des "indemnités compensatoires" couvrant la différence » (entre le prix mondial et le prix pratiqué en France). « Comme pour le beurre ou la viande "bradés" ces dernières années à l'Union soviétique. »

(10) Édition 1983, tome *« Administrateurs »*, page 230.

(11) Antoine Stern, administrateur de la *C.F.P.*, est membre du Conseil d'administration de : *Stern S.A., Quantel S.A., Société régionale de magasins SOREMA, Fonds français pour la nature et l'environnement, Audio-Protec, SAPRIM*, et membre du Conseil de surveillance de la *Cie continentale d'assurances*.

Paribas, poursuivi pour fraude, et Jean-Baptiste Doumeng, qu'il accusait d'avoir dissimulé au fisc plusieurs centaines de millions de francs.

Le « milliardaire rouge » déposa une plainte en diffamation contre le journaliste. Le procès traînait. Brusquement, le 3 mars 1982, l'avocat de Philippe Alexandre, reconnaissait qu'il n'était pas en mesure d'apporter la preuve des allégations de son client, mais il affirmait que le tribunal serait édifié s'il prenait connaissance du dossier fiscal de Doumeng. Il lui suffisait de se le faire communiquer par l'administration des Impôts.

Me Joë Nordman, l'avocat de Jean-Baptiste Doumeng, refusa catégoriquement. Ce n'est pas par crainte, affirmait-il, mais c'est une question de principe.

La loi oblige un journaliste à apporter la preuve de ses allégations. Mais elle permet, également, au tribunal de demander la levée du secret fiscal.

Surprise : le 24 mars 1982, les juges demandaient communication du dossier de Doumeng. L'intéressé fit appel de cette décision dans l'espoir de bloquer définitivement le dossier au Greffe du tribunal.

C'est alors que, sans attendre le résultat du procès, *Le Canard enchaîné* annonçait que le fisc réclamait au grand homme d'affaires du *P.C.F.* la somme de 18 400 000 francs lourds, lui reprochant d'avoir, entre 1973 et 1976, dissimulé la majeure partie de ses revenus. Le journal satirique confirmait l'information le 3 août 1983 et annonçait que « ces petites particularités fiscales n'ont pourtant pas empêché les Finances de nommer par décret, la semaine dernière, le même Jean-Baptiste Doumeng, administrateur de la *COFACE* (qui s'occupe d'assurer les exportations françaises). Édifiant détail, et qui ne s'invente pas, ajoutait-il : Jean-Baptiste Doumeng siégera au Conseil d'administration de la *COFACE* en tant que « personnalité qualifiée ».

Quelques mois plus tard, on apprenait que — sur l'intervention de qui ? — les services fiscaux avaient envoyé à Jean-Baptiste Doumeng une lettre lui annonçant qu'il bénéficiait d'un dégrèvement de 16 millions de francs au titre de l'impôt sur le revenu pour les années allant de 1973 à 1976(12).

L'affaire est-elle close ? Probablement pas, car, le 7 décembre 1983, un rédacteur du *Figaro* annonçait qu'à la suite d'une nouvelle enquête, cette fois sur la cinquantaine de sociétés dépendant de la société *Interagra*, le fisc réclamait 70 à 90 millions de « redressement fiscal ».

Jusqu'où iront les contrôleurs des contributions ? Le « milliardaire rouge » ne paraît pas inquiet : tout lui réussit. Mais tant va la cruche à l'eau...

Le péril pour le groupe Doumeng peut venir d'un autre côté, par exemple, de parlementaires excédés. Sait-on qu'un sénateur de la Somme, Jacques Mossion, a déposé sur le bureau de son assemblée une proposition de loi tendant à nationaliser la société *Interagra* ?

C'était en décembre 1983. Estimant que l'entreprise de Jean-Baptiste Doumeng a « les caractères d'un monopole de fait » et « présente un intérêt sur le

---

(12) Cette mesure favorable à J.-B. Doumeng a incité Alain Vernholes, du *Monde*, à poser quelques questions pertinentes qui sont restées sans réponse : « On peut difficilement imaginer qu'un redressement de 18,8 millions de francs ait pu être notifié en 1980 à M. Doumeng (pour la période 1973-1976) sans que le fisc ait eu de bons arguments et un solide dossier... A l'évidence, un tel dossier avait été supervisé par la hiérarchie administrative. » Et le journaliste du *Monde* envisage « d'autres hypothèses beaucoup moins favorables à M. Doumeng et à la haute administration, qui subit (la chose n'est, hélas ! pas nouvelle) les plus fortes pressions politiques. » Cela n'a pas empêché le ministre des Finances de confirmer le 16 août 1984 la nomination de Doumeng au poste d'administrateur de la COFACE.

plan stratégique », qu'elle bénéficie, en outre, du soutien « des finances publiques », le sénateur Mossion demande que l'on applique à *Interagra* les mesures prises à l'endroit des sociétés nationalisées deux ans auparavant.

Indiscutablement, la société de Doumeng répond aux critères fixés par le gouvernement pour justifier les précédentes nationalisations (13).

Avec l'Assemblée nationale actuelle, dominée par les socialo-communistes, le « milliardaire rouge » n'a rien à craindre. Mais demain, avec une autre majorité ? Qui vivra, verra...

(13) *Monde et vie* (14 septembre 1984) notait que J.-B. Doumeng avait avoué au *New York Times* que les bénéfices de sa seule firme, *Interagra,* se sont élevés pour l'année 1983 à 5 millions de dollars — soit environ 4 milliards et demi de centimes.

APPEL A TOUS CEUX QUI VEULENT UNE FRANCE FORTE DANS UNE EUROPE DES LIBERTÉS

VOUS

C'EST A VOUS,
A VOUS TOUS
QUI ALLEZ VOTER
LE DIMANCHE 17 JUIN
POUR LES ÉLECTIONS
EUROPÉENNES
QUE JE FAIS APPEL.

VOUS VOULEZ UNE EUROPE LIBRE, INDÉPENDANTE, UNIE,
parce que vous savez que la mise en commun de ses forces et de ses richesses garantit votre avenir.

VOUS VOULEZ UNE FRANCE FORTE,
respectée en Europe et dans le Monde.

VOUS N'ADMETTEZ PAS LE SECTARISME,
l'incohérence et les contradictions du pouvoir actuel.

Vous savez que l'UDF et le RPR m'ont demandé de conduire la liste d'Union de l'Opposition. Vous savez quel est l'enjeu de ces élections. S'abstenir c'est accepter une société dont nous ne voulons pas.

Pour gagner j'ai besoin de votre aide, de votre engagement personnel et de votre SOUTIEN FINANCIER.

Nos adversaires disposent de moyens puissants. Mais grâce à vous, grâce à VOTRE PARTICIPATION FINANCIÈRE même modeste, nous pourrons avoir, nous aussi, les moyens indispensables à notre combat.

AVEC VOUS, GRÂCE A VOUS,
CES ÉLECTIONS, NOUS LES GAGNERONS.

Simone Veil.

Chèque bancaire à l'ordre de :
Union de l'opposition pour l'Europe,
225, rue Saint-Honoré, 75001 Paris
ou Chèque postal à l'ordre de CCP Paris n° 2549 89 T

Facultatif : Nom :
Adresse

11

***L'Arche*, la grande revue du Judaïsme français, publiée par le *Fonds Social Juif Unifié*, n'a publié qu'un seul appel au moment des élections européennes : celui de Simone Veil. Aucune autre liste n'a été autorisée à faire une publicité analogue dans *L'Arche*.**
(Paru dans le numéro 326, de mai 1984, page 11.)

CHAPITRE XI

UN ÉTRANGE CHEF DE FILE DE L'OPPOSITION

Le mécontentement général et la baisse constante de popularité des dirigeants socialistes, en redonnant confiance à l'opposition centriste et libérale, ont incité les *leaders* du *R.P.R.* et de l'*U.D.F.* à prendre l'offensive. Les élections partielles depuis janvier 1982, les élections municipales et cantonales qui suivirent, avaient marqué un net succès des candidats antigouvernementaux. Celles du 17 juin 1984, pour la désignation des représentants à l'Assemblée européenne, devaient confirmer la tendance générale. D'aucuns, dans l'entourage de Jacques Chirac, escomptaient déjà plus de 50 % des suffrages, pour peu que l'on sache s'unir et ne présenter qu'une seule liste d'opposition.

On sait que cet espoir fut, en partie, déçu : les gouvernementaux essuyèrent une défaite cuisante, certes, mais la liste unique dite d'*Union de l'Opposition pour l'Europe et la défense des libertés*, présentée par l'*U.D.F.* giscardo-centriste et le *R.P.R.* gaulliste, n'obtint que 42,88 % des suffrages exprimés (contre 11,28 % aux communistes et 20,76 % aux socialistes). Les nationaux, conduits par Jean-Marie Le Pen (liste du *Front d'Opposition Nationale pour l'Europe des Patries*), recueillirent plus de 11 % des voix, à la grande déception de l'opposition libérale qui, pourtant, avait catégoriquement refusé au *Front National* l'entente électorale que beaucoup, à droite, avaient souhaitée.

Certes, les opposants à la politique Mitterrand-Mauroy avaient la majorité (1), mais la combinaison Veil, mise au point par Jacques Chirac en

---

(1) Voici les résultats du scrutin du 17 juin 1984 tels qu'ils ont été communiqués par le ministère de l'Intérieur. (Ces résultats, qui concernent la métropole et l'outre-mer, n'incluent toutefois pas la Polynésie française et sont incomplets pour les Français de l'étranger) (cf. *Le Monde*) :

		%
Inscrits	36 423 764	
Votants	20 689 039	43,30
Abstentions	15 861 035	
Suffrages exprimés	19 937 788	

LISTES	VOIX	%
PCF	2 260 973	11,28
PS	4 160 495	20,76
UDF-RPR	8 591 587	42,83
PCI	181 275	0,90
LO	414 218	2,06
PSU-CDU	144 568	0,72
ERE	664 403	3,31
VERTS	676 739	3,37
EUE	78 661	0,39
RÉUSSIR	379 751	1,89
UTILE	137 289	0,63
I 84	122 253	0,61
FN	2 204 961	11
POE	17 691	0,03

LUNDI 25 AVRIL — Cadet, 20 h 30

Les RR. LL. LOCARNO 28, LOCARNO 72
LA NOUVELLE CARTHAGE, PATRIAM RECUPERARE

organisent une

TENUE BLANCHE FERMEE

sous la présidence effective du S.G.M. Paul GOURDOT,
en présence d'une délégation du Conseil de l'Ordre
et vous invitent au débat sur le thème :

POUR SORTIR DE LA CRISE
LE NOUVEAU PARTAGE DU PLAN DE TRAVAIL

par Michel ALBERT, auteur du best-seller « Le Pari français »,
Président des A.G.F., ancien Commissaire au Plan

Invitation frat. à tous les FF. et SS. de toutes obédiences

JEUDI 28 AVRIL — Cadet, 20 h 45

Les FF. de la R.L.

PARIS

des RR. LL.

ANATOLE FRANCE, CONFIANTE AMITIE, LOCARNO 72,
FRATERNITE UNIVERSELLE DE SALOMON, LE PROGRES,
CHANTIER DES EGAUX, RAPHAEL BLIARD
du G.O.D.F.

les SS. des RR. LL.

PHŒBUS, ERGANE, SERPENT VERT
FLORA TRISTAN
de la G.L.F.F.

vous invitent à leur

TENUE BLANCHE MIXTE FERMEE

sous la présidence du S.G.M. Paul GOURDOT
et de la T.R.S. Pauline SALMONA, G.M.A. de la G.L.F.F.

Madame Simone VEIL
Député au Parlement européen

parlera de

L'EUROPE

Étrange coïncidence : Simone Veil a pris la parole au *Grand Orient de France*, cerveau de la campagne laïciste au moment même où se développait l'offensive contre l'école libre ; Michel Albert, président des *Assurances Générales de France* par la grâce du Pouvoir socialiste, fréquente également les loges. Tous deux ont participé activement à une tenue blanche *FERMÉE*, c'est-à-dire réservée aux maçons, à l'écart des oreilles profanes.

36e SÉRIE — 1983 — N° 8

Bulletin des Loges de la R.P. du G.O.D.F.

PÉRIODE DU 11 AU 24 AVRIL

Pour le bulletin n° 9 concernant la période
du 25 avril au 8 mai

remettez vos prochains communiqués
LUNDI 11 AVRIL AVANT 18 HEURES

Circulaire intérieure — ne pouvant être vendue — publiée par l'Association du Bulletin des Loges de la Région Parisienne du Grand Orient de France (A.B.U.L.O.R.E.P.)

(ASSOCIATION LOI DE 1901)

dépit des objections de Jean Lecanuet et de l'opposition constante de Valéry Giscard d'Estaing et de son porte-parole officieux François Léotard, en raison même de la personnalité de la tête de liste et de son sectarisme, avait échoué. Ceux qui préconisaient la présentation de deux listes distinctes, une patronnée par l'*U.D.F.*, l'autre présentée par le *R.P.R.*, avaient probablement raison : le râtissage des voix eut été plus large et aurait privé Jean-Marie Le Pen et ses amis d'une tête de Turc dont l'apparition sur la scène politique, pour quantité d'électeurs catholiques, fit l'effet d'un véritable repoussoir.

L'ancien ministre de la Santé de Jacques Chirac et de Raymond Barre était, à n'en pas douter, le plus mauvais candidat que la droite libérale pût choisir pour inspirer confiance à cette frange importante de traditionalistes dont l'abstention avait provoqué, en 1981, la défaite de Valéry Giscard d'Estaing. Simone Veil eut beau truffer sa liste de personnalités qui condamnaient, la veille, la loi sur l'avortement — comme Alfred Coste-Floret, président de la *Démocratie chrétienne*, Nicole Fontaine, ci-devant déléguée au Secrétariat général de l'Enseignement catholique, ou Guy Guermeur, le défenseur de l'école libre — elle ne put abuser que les plus naïfs.

La manière dont fut imposée Simone Veil, à la tête de la liste unique de l'opposition, a surpris les observateurs politiques les plus attentifs. Le fait est que la manœuvre est singulière. Jean Madiran, codirecteur de *Présent*, qui en avait flairé l'origine suspecte, déclarait :

— *C'est absolument inexplicable, sans la pressante intervention de forces obscures, maçonniques et financières.*

Il est bien évident que la seule caution du *R.P.R.* n'aurait pas suffi à surmonter la méfiance du clan démocrate-chrétien (Lecanuet) et surtout du clan giscardien. Cette opération politique fut téléguidée, de la coulisse, par les forces occultes qui tirent les ficelles depuis deux siècles, dans ce monde déboussolé par l'action conjuguée des sociétés secrètes et les oligarchies financières (2).

Mais avant d'aller plus loin dans l'explication du phénomène Simone Veil, rappelons les grandes lignes du passé de l'ex-présidente de l'Assemblée européenne.

Née à Nice le 13 juillet 1927 au foyer d'un architecte niçois, André Jacob, et de son épouse, Yvonne Steinmetz, avec qui elle sera déportée en Allemagne, Simone, Anne, Céline se maria jeune — c'était le 26 juillet 1946 — avec Antoine Veil, son aîné d'un an à peine. Elle était alors étudiante en droit.

Elle entra au ministère de la Justice un an plus tard. Après avoir obtenu sa licence, elle devint magistrat. Nommée substitut en 1959, elle manifesta une mansuétude toute particulière pour des officiers qui refusaient alors de combattre en Algérie, et pour ceux que l'on appelait alors des « terroristes », ou pour les « porteurs de valise » du F.L.N. Elle fut ensuite la collaboratrice de René Pleven, garde des Sceaux et auteur de la loi qui porte son nom réprimant toute critique à l'endroit des Juifs et des immigrés. C'était en 1969. L'année suivante, elle devint secrétaire général du Conseil de la Magistrature.

Après la mort de Georges Pompidou, les Veil prirent le parti de Jacques Chaban-Delmas, qui prônait alors cette « nouvelle société » mitonnée par son

(2) Détail à noter : c'est à *EFFI International*, l'agence de la rue Royale à Paris, que Simone Veil a confié sa publicité électorale (élections européennes de 1984). Cette firme est étroitement liée à la société *Pernod-Ricard*, qui la contrôle (cf. *Quotidien juridique*, 1er octobre 1981).

proche collaborateur, Jacques Delors, futur ministre des Finances du gouvernement socialiste. Leur hostilité à l'égard de Valéry Giscard d'Estaing était notoire : pour Antoine Veil — qui l'écrivit dans *Le Monde* du 19 avril 1974 —, Valéry Giscard d'Estaing était « le chef de file talentueux du conservatisme ».

Soucieux de rallier à sa personne cette « bourgeoisie intelligente » qui fournit tant de compagnons de route aux progressistes et aux marxistes, le nouveau président de la République fit entrer dans le gouvernement constitué par Jacques Chirac, alors son meilleur *supporter*, deux mendésistes notoires, Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud, de l'*Express*, ainsi que Simone Veil, qui quitta le Conseil de la Magistrature pour le ministère de la Santé.

Chargée par l'Élysée de proposer la loi qui légalise l'avortement, elle s'employa avec ardeur à la faire adopter par le parlement. Ce qui lui valut un hommage mérité du *Nouvel Observateur* qui, le 26 juin 1978, devait imprimer qu'elle avait livré « un beau combat ». Dans l'organe de la gauche progressiste et bourgeoise, Philippe Sollers écrivait un peu plus tard (24 février 1984) :

« Je me rappelle avoir passionnément suivi la retransmission télévisée du débat sur l'avortement à l'Assemblée nationale. Simone Veil était magnifique. Elle se dressait, nette, évidente, comme la voix de la vérité. Non, la naissance n'est pas une valeur suprême, un devoir sacralisé ! »

Le fait est qu'il fallut à Simone Veil beaucoup de volonté, d'obstination et d'astuce pour imposer à une assemblée à majorité modérée et centriste, donc catholique, des mesures législatives contraires aux principes chrétiens maintes fois rappelés par Rome. D'autant que, si la hiérarchie fit preuve en l'occurrence d'une grande prudence, des organisations comme *Laissez-les vivre — S.O.S. futures mères*, animée par le Dr Tremblay, avaient alerté l'opinion et singulièrement secoué les législateurs (3).

La voici donc giscardienne (de raison) tandis que son mari, rallié à Jacques Chirac, soutient l'ancien Premier ministre devenu le maire de Paris. Après avoir participé à la direction des mouvements centristes *(Centre Démocrate, Centre Démocratie et Progrès, Fédération des Réformateurs)*, il siège, avec ses amis du groupe *Union pour Paris* (pro-chiraquien), au Conseil de Paris.

Bien qu'elle eût refusé de figurer dans le comité directeur de l'*U.D.F.*, lorsque cette organisation fut créée, elle sera choisie par les animateurs de celle-ci pour conduire la liste dite d'*Union pour la France en Europe*, qui s'opposera à celle de Jacques Chirac dite de *Défense des intérêts de la France en Europe (D.I.F.E.)*.

On a prétendu que Simone Veil avait été dirigée dans cette voie par Giscard d'Estaing lui-même, pour qui, au gouvernement, elle était devenue une gêne. C'est bien possible.

Entrée à l'Assemblée européenne, elle en devint la présidente, conformément au vœu exprimé par le chancelier socialiste de la R.F.A. (4), mais ce ne fut qu'avec trois voix de majorité. La petite Histoire enregistra que ce sont les

(3) Notons que le Dr Tremblay, président du *Cartel pour le Respect de la Vie*, reçoit le soutien, dans le combat qu'il ne cesse de mener, d'hommes de tendances fort diverses comme Alfred Sauvy, Pierre Chaunu, André Piettre, Henri Guitton, Raymond Triboulet, Bernard Jamain et Yvan Gobry.

(4) Cf. *Valeurs actuelles*, 19 février 1979.

quatre élus de l'*Eurodroite* italienne, ceux que les *media* s'obstinent à présenter comme des « néo-fascistes », qui ont fait pencher la balance en sa faveur.

Simone Veil conserva le fauteuil présidentiel jusqu'en janvier 1982, date à laquelle, les gaullistes s'étant ralliés à la candidature du démocrate-chrétien allemand Egon Klepsch (qui sera finalement battu), le socialiste néerlandais Piet Dankest prendra le siège.

Cet échec n'entama en rien sa popularité. Les sondages la désignent comme la femme politique la plus prisée de France. *Le Matin*, quotidien socialiste issu du *Nouvel Observateur*, dira d'elle, le 20 décembre 1982 : « Une partie de la gauche se reconnaît dans cette femme de cœur » et « son succès dans les sondages tient au degré significatif d'adhésion qu'elle reçoit d'une partie de la gauche : 33 % des socialistes et 26 % des communistes ».

Les difficultés du gouvernement socialo-communiste et les revers électoraux qui s'ensuivirent pour la gauche amenèrent Simone Veil à se déclarer ouvertement hostile à l'expérience Mauroy.

A *L'Express*, qui lui demandait quel rôle elle comptait jouer, à l'avenir, dans la vie politique française, elle avait répondu au début de 1982 : « Je n'aime pas le manichéisme. Ce que je crains maintenant, c'est qu'on ait, en France, une opposition systématique, très "droitière", qui renforce la coupure de la France en deux. »

Mais quand ses tentatives de rapprochement avec la gauche modérée eurent échoué, elle se résigna à rejoindre les opposants :

— Je me sens résolument dans l'opposition, déclara-t-elle à *Europe 1*, le 17 octobre 1982. Car, sur des points fondamentaux pour moi, je suis hostile à la politique actuelle.

Dès lors, dans certains milieux proches de Jacques Chirac, on parla ouvertement d'une liste commune de l'opposition libérale, *U.D.F.* et *R.P.R.* réunis, avec Simone Veil à sa tête. Mais, à cette idée, nombre de giscardiens et de démocrates-chrétiens se rebiffèrent. Jean Lecanuet et ses amis, François Léotard au nom d'une forte minorité du *Parti Républicain*, estimant que deux listes valent mieux qu'une, s'opposèrent au projet.

Ils durent finalement s'incliner devant une puissance plus forte que la leur. La réussite exceptionnelle de ce que j'appellerai *le complot Veil* a un secret, un secret que peu de Français connaissent et qui touche aux liens étroits de la ci-devant présidente de l'Assemblée européenne avec la Franc-Maçonnerie et la Haute Finance internationale.

Certes, on sait que le lobby sioniste, dont elle est en France une illustration, la soutient ouvertement. Mais on ignore à quel point l'avenir politique de Simone Veil dépend du *Grand Orient de France*. Les observateurs politiques ont bien remarqué que la loi Veil avait bénéficié d'un appui total des francs-maçons du Palais-Bourbon, mais pour établir la collusion de l'ancien ministre de la Santé avec les fils de la Veuve, c'est insuffisant.

La participation de Simone Veil aux déjeuners du *Carrefour de l'Amitié* est plus convaincante : cette fraternelle maçonnique a pour membres des francs-maçons actifs de toutes obédiences, aussi bien du *Grand Orient* que de la *Grande Loge*, du *Droit Humain* que de la *Grande Loge Nationale Française* (du boulevard Bineau). Seuls, les invités sont, souvent, des profanes. Outre Simone Veil, le *Carrefour de l'Amitié* a ainsi reçu, au cours de ces dernières années, les socialistes Jacques Attali, Michel Rocard, Charles Hernu et Pierre Mauroy, le radical-socialiste R.-G. Schwarzenberg, le giscardien Michel

Poniatowski, le gaulliste Jacques Chirac et quelques autres personnages de moindre qualité.

Mais il y a mieux encore, que ces contacts avec les francs-maçons du *Carrefour de l'Amitié* : c'est la participation de Simone Veil à une très importante manifestation maçonnique qui eut lieu le lundi 28 avril 1983, au siège du *Grand Orient de France*, 16, rue Cadet, ainsi qu'en témoigne le *Bulletin des loges de la région parisienne*, n° 8, du 11 au 24 avril 1983.

Dans cette publication confidentielle, réservée aux seuls affiliés du *Grand Orient*, dont je reproduis page 112 le fac-similé, on peut lire que ladite manifestation maçonnique était organisée par huit loges du *Grand Orient de France* et quatre loges de la *Grande Loge Féminine de France*, sous la présidence de Paul Gourdot, Grand Maître du premier, et Pauline Salmona, Grande Maîtresse adjointe de la seconde de ces obédiences.

D'ordinaire, ces *tenues blanches* sont dites « ouvertes », c'est-à-dire que les francs-maçons peuvent y inviter également des profanes. Cette fois, il s'agissait d'une *tenue blanche fermée*, à laquelle seuls les *frères* .·. et les *sœurs* .·. peuvent assister à l'exclusion de tout non initié, hormis la conférencière.

Aucun doute, donc : Simone Veil est bien intimement et durablement liée aux sociétés secrètes maçonniques. J'ignore si elle leur a donné une adhésion formelle (5), mais elle joue leur jeu et participe activement à leurs « travaux » et à leur action.

On me dira que Simone Veil a publiquement approuvé la manifestation en faveur de l'École libre, le 24 juin 1984, mais la duplicité de certains politiciens n'abuse que les naïfs. Ce ne serait pas la première fois qu'un agent maçonnique aurait adopté ouvertement une attitude qu'il démentait dans le secret des loges.

D'ailleurs, si Simone Veil était, sincèrement, opposée à la nationalisation de l'enseignement catholique préconisée depuis les années 20 par les loges (6), si elle était considérée vraiment comme un adversaire de la (fausse) laïcité des maçons, aurait-elle été, récemment, honorée par l'une des institutions maçonniques les plus réputées ? Je veux parler de l'Université libre de Bruxelles, fondée au vu et au su de tous par les loges belges, et associée à la *Ligue de l'Enseignement* et aux organisations anticléricales du royaume voisin.

Dans le *Bulletin* du *Comité d'Action Laïque (C.A.L.)* publié à Bruxelles (numéro 118, de février 1984, pages 8 et 9), on peut lire que le 13 janvier dernier,

---

(5) En raison du secret qui entoure les décisions et les actes de la Franc-Maçonnerie, il est très difficile de savoir si telle ou telle personnalité politique est affiliée aux loges. Le hasard seul permet, parfois, de prendre connaissance des bulletins et revues maçonniques, que l'on ne peut consulter dans les bibliothèques publiques du fait qu'ils ne sont pas déposés légalement. C'est ainsi que je n'ai pas trouvé la preuve de l'affiliation de Simone Veil à la Franc-Maçonnerie. Mais je n'ai jamais découvert, non plus, cette preuve pour des personnages aussi marqués que : Édouard Herriot, Édouard Daladier, Léon Blum, Edgar Faure, Jules Moch, Henri Queuille, Bourgès-Maunoury, J.-M. Jeanneney, qui pourtant...

(6) Dans le compte rendu du Convent du *Grand Orient de France* de 1929 (pages 146 et 147), on lit : « Pour couronner notre édifice sous un gouvernement laïque que nous saurons instituer et dont nous serons sûrs, ce sera sans aucune crainte pour l'avenir, l'institution du monopole de l'enseignement. » Car « c'en est fini de l'enseignement privé ». Les loges auront attendu plus d'un demi-siècle pour mettre leur projet à exécution, ou tenté de le faire...

sped. abb. post. gr. 1/70%

nuove prospettive 585

agenzia quotidiana di notizie politiche

ROMA, 27 NOVEMBRE 1980

PIAZZESI NON CI VUOLE SENTIRE

L'ESORDIO DIRETTORIALE DI GIANFRANCO PIAZZESI NON SEMBRA MOLTO FORTUNATO. NON ALLUDIAMO ALLE VICENDE SINDACALI INTERNE ALLA NAZIONE. CI RIFERIAMO ALL'ATTEGGIAMENTO, DICIAMO "PRUDENTE", TENUTO DAL QUOTIDIANO FIORENTINO SIA SUL PIU' GRANDE SCANDALO DEL DOPOGUERRA SIA SULLE DISFUNZIONI CLAMOROSAMENTE EMERSE NELLA MACCHINA DELLO STATO IN OCCASIONE DEL TERREMOTO. QUESTA MATTINA, POI, PIAZZESI ARRIVA ADDIRITTURA A DIRSI CERTO CHE IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA "USERA' TUTTA LA SUA AUTORITA' ED IL SUO PRESTIGIO PER EVITARE DI ESSERE FRAINTESO, PER RICORDARE AGLI ITALIANI CHE SI E' PROPOSTO SOLO DI STIMOLARE L'OPERA DEI SOCCORRITORI. NON CERTO DI CONFONDERLI". QUI, SE QUALCUNO HA FRAINTESO, CI SEMBRA PROPRIO CHE SIA PIAZZESI. PERTINI, E NON VOGLIAMO CERTAMENTE ESSERE NOI I SUOI APOLOGETI O I SUOI INTERPRETI, HA PARLATO DI CARCERE PER CHI HA SPECULATO O SPECULA ED HA DETTO CHE CHI HA SBAGLIATO DEVE PAGARE.

E' STATO CHIARISSIMO.

MA, SI SA, NON C'E' PEGGIOR SORDO DI COLUI CHE NON VUOLE SENTIRE. (NP2927)

MESSAGGIO DELLA VEIL AD ALMIRANTE

IL PRESIDENTE DEL PARLAMENTO EUROPEO, SIMONE VEIL, HA INVIATO AL SEGRETARIO NAZIONALE DEL MSI-DN, ON. GIORGIO ALMIRANTE, DEPUTATO EUROPEO ELETTO NELLA CIRCOSCRIZIONE MERIDIONALE, UN MESSAGGIO. ECCONE IL TESTO: "A NOME DELLA NOSTRA ASSEMBLEA E MIO PERSONALE TENGO AD ESPRIMERLE I SENTIMENTI DELLA PIU' VIVA SIMPATIA NEL MOMENTO IN CUI QUESTO GRAVE TERREMOTO COLPISCE L'ITALIA E PORTA IL LUTTO NELLA SUA REGIONE STOP IL PARLAMENTO EUROPEO SEGUIRA' CON PARTICOLARE ATTENZIONE CHE IN QUESTO TRAGICO MOMENTO SI MANIFESTI LA SOLIDARIETA' CHE UNISCE TUTTI I POPOLI DELLA COMUNITA' CHE PARTECIPANO AL DOLORE DEL POPOLO ITALIANO STOP IO STESSO SONO INTERVENUTA IN QUESTO SENSO PRESSO IL PRESIDENTE DELLA COMMISSIONE". (NP2928)

Élue présidente de l'Assemblée européenne, grâce aux voix des « néo-fascistes » italiens, Simone Veil a remercié le *M.S.I.* de l'appui que lui apportèrent ses députés.

> « les insignes de docteur honoris causa ont été remis à Willy Brandt, Altiero Spinelli, Simone Veil, Nelson Mandela et Andrei Sakharoff, ces deux derniers étant néanmoins "empêchés" de participer à cette première cérémonie officielle commémorant les 150 ans de l'Université libre de Bruxelles. Ce fut l'occasion pour A. Degroeve, président du Conseil d'administration de l'U.L.B., de rappeler que l'U.L.B. s'est montrée, depuis sa fondation, le fer de lance de la laïcité dans notre pays ».

L'Université libre de Bruxelles est, en effet, la citadelle maçonnique de lutte contre l'école chrétienne en Belgique. Aurait-elle honoré une Simone Veil véritablement hostile à ses idéaux laïques et antichrétiens (7) ?

Quant aux attaches financières de Simone Veil, elles sont non moins évidentes. J'ai fait allusion, dans un précédent volume, aux liens d'amitié qui unissent Antoine Veil et André Rousselet, confident et conseiller de François Mitterrand, grand patron de l'*Agence Havas*. Le mari de Simone Veil est, depuis de longues années, l'un des courtiers les plus influents du monde des affaires. On l'a connu, tour à tour : délégué général du comité central des *Armateurs de France*, directeur général adjoint des *Chargeurs réunis* — étroitement rivés à la banque *Lazard frères et Cie* — directeur général de l'*U.T.A.*, P.-D.G. de la *Cie aéronautique d'affrètement* et de *Manurhin*, administrateur d'*Air Inter*, postes de confiance plus volontiers attribués à un homme du Système qu'à un industriel indépendant.

Depuis peu, Antoine Veil, occupe des fonctions plus révélatrices encore : le « roi de la Publicité », Marcel Bleustein-Blanchet, en a fait un administrateur de sa fameuse agence, *Publicis*, le n° 2 (après *Havas*) des entreprises publicitaires françaises, et super contrôleur, en quelque sorte, d'une bonne centaine de journaux et revues. Quand on sait que la fille de Marcel Bleustein-Blanchet, la femme de lettres Élizabeth Badinter, est l'épouse de l'avocat socialiste à qui le président Mitterrand a livré le ministère de la Justice, on devine à quelles complicités politiques cela peut conduire (8)...

Dans ce domaine politico-financier, Simone Veil a fait mieux que son mari. Sans cesser d'être une femme de gauche, elle a réussi à se propulser à la tête de l'union des libéraux et à pénétrer directement dans les hautes sphères de la finance internationale.

Depuis un an, en effet, Simone Veil a été assez mystérieusement portée au Conseil de l'« un des organismes d'investissement les plus importants du monde » (*Le Nouvel Économiste* dixit). Il s'agit de *Robeco*, c'est-à-dire *ROtterdamsch BEleggins COnsortium*, un mastodonte financier — ni industriel, ni commercial, uniquement financier — siégeant en Hollande, comme la *Royal Dutch, Unilever* et *Philips*, au sein desquels il possède, d'ailleurs, des participations importantes.

Pour bien comprendre la portée d'une telle nomination, il me semble utile de dire ce qu'est exactement le trust Robeco.

---

(7) Ce parchemin aura rejoint ceux qui ont été remis à Simone Veil, notamment les titres qu'ont décernés l'Institut Weizmann et l'Université hébraïque de Jérusalem à cette zélée sioniste.

(8) Le Dr Olivier Roujansky, dans le copieux dossier qu'il a constitué sur Simone Veil, a publié un intéressant tableau des liaisons Bleustein-Blanchet-Badinter-Veil (*Revue Contre-Publicité*, Dr. O. Roujansky, 39, rue de Colmar, 67300 Schiltigheim. — N° 46, 4 mai 1984).

LES NOUVEAUX RICHES

L'apparition d'une nouvelle classe sociale, celle des nouveaux pauvres, de plus en plus nombreuse, hélas ! ne fait pas oublier celle des très riches, dont la fortune s'accommode d'autant mieux du Régime qu'ils sont le plus souvent des amis du Pouvoir.

Le journaliste Franz-Olivier Giesbert, rédacteur au *Nouvel Observateur,* publie dans le n° du 9 novembre 1984 de ce journal, une enquête sur *« Les Français et l'Argent ».*

Il ressort de ses investigations que *« les cinq plus grosses fortunes de France »* sont :

Marcel Dassault, Anne Gruner-Schlumberger, Liliane Bettencourt, Edmond de Rothschild et Georgette Deutsch de La Meurthe, cinq noms familiers aux lecteurs de mes livres.

Marcel DASSAULT — né Marcel Ferdinand Bloch, devenu Dassault par décrets des 27 novembre 1946 et 12 février 1949 — est le « patron » des usines d'aviation bien connues et celui du magazine *Jours de France* (voir index des noms cités) ;

Anne GRUNER-SCHLUMBERGER est la fille de Conrad Schlumberger et la nièce de Marcel Schlumberger, les fondateurs de *Schlumberger S.A.,* société de recherche pétrolière, l'une des premières multinationales du monde, dont Jean Riboud, le conseiller et ami du président Mitterrand, est le P.-D.G. (voir chapitre VII) ;

Liliane BETTENCOURT est la fille d'Eugène Schueller, l'un des fondateurs de la Cagoule (1937), du *M.S.R.,* d'Eugène Deloncle (1940), du *R.N.P.* de Marcel Deat (1941), et la femme d'André Bettencourt, ancien ministre. Elle est la riche héritière de l'*Oréal,* dont le « patron » (jusqu'en novembre 1984) était François Dalle (voir chapitre VIII) ; les Bettencourt et F. Dalle sont des amis intimes du président Mitterrand ;

Edmond de ROTHSCHILD est le plus riche des célèbres financiers, dont la banque, la *Compagnie financière* n'a pas été nationalisée par le Pouvoir socialiste bien qu'elle soit l'une des plus importantes banques d'affaires ; c'est un membre influent de la Trilatérale ; son bras droit dans le secteur immobilier fut longtemps Claude Perdriel, qui quitta son service pour prendre la tête du journal progressiste *Le Nouvel Observateur* ;

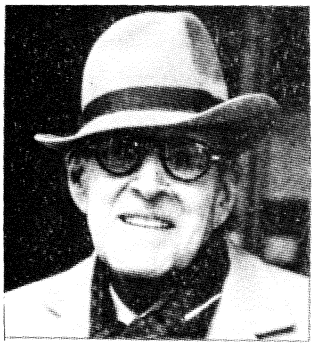
Georgette DEUTSCH de La MEURTHE est l'héritière du trust pétrolier *Jupiter,* devenu la *Shell française* ; elle est la fille de Salomon Henry Deutsch, dit Deutsch de La Meurthe, et de Marguerite Raba, elle-même fille d'un riche homme d'affaires de Bordeaux (voir mon *« Dictionnaire des Dynasties Bourgeoises »,* page 185) ; elle épousa Gaston Gradis (divorce vers 1934), autre important homme d'affaires bordelais, dont elle eut trois enfants : Arlette (Mme Olivier Mantoux, puis Mme Pinchas Borenstein), Henri et Lysiane (Mme Léon Oberkampf) ; Henri Gradis a épousé Bernadette Servan-Schreiber, co-fondatrice de *L'Express,* sœur de Jean-Jacques et de Jean-Louis Servan-Schreiber (voir index des noms cités) ; Georgette Deutsch de La Meurthe est donc la cousine de

Mme Pierre Billotte, l'épouse du général, et de Sabine Goldet, fille de Marie Deutsch de La Meurthe et épouse de Claude Pierre-Brossolette, lui-même fils du héros socialiste de la Résistance et ancien secrétaire général de l'Élysée au temps de Valéry Giscard d'Estaing (voir : « *Dictionnaire de la Politique Française* »).

LES FRANÇAIS
ET L'ARGENT

LES CINQ PLUS GROSSES FORTUNES DE FRANCE

Rothschild, Dassault, bien sûr... Mais les autres, connaissez-vous seulement leurs noms ? Le fisc, lui, les connaît bien : ils pèsent chacun cent milliards de centimes ou bien plus



J.P. Bonnotte

MARCEL DASSAULT

1 MARCEL DASSAULT : LE DON DE CÉSAR

Que serait la fortune française sans Marcel Dassault ? Une vieille femme délaissée, sans panache ni extravagance. Le manteau plein de billets de 500 francs qu'il son entreprise, il a fini par proposer de donner « gracieusement » 26 % de ses parts à une société publique qui détenait déjà du capital, avec vote double. Marché aussitôt conclu.

Saint-Emilion. Dassault a cofinancé des films comme « la Gifle », « la Boum » ou « la 7e Compagnie ». Aux Etats-Unis, il possède des actions I.B.M. et Boeing (1). Le chiffre d'affaires de son groupe s'élève à plus de 14 milliards. Et de sa forteresse bien gardée — l'immeuble de « Jours de France », au rond-point des Champs-Elysées — le doyen de l'Assemblée nationale continue à suivre ses affaires de près, un œil sur les légendes photo de « Jours de France », l'autre sur les nouvelles maquettes d'avions. Le père des Mystère et des Mirage a

Quand le journal de l'ancien bras droit du baron Edmond de Rothschild vend la mèche...

CHAPITRE XII

LE GIGANTESQUE EMPIRE DE ROBECO

Ce géant de la finance est ancré aux quais du plus grand port du monde. Avec ses 300 millions de tonnes de trafic annuel, Rotterdam est le lieu rêvé pour observer le marché des affaires à l'échelle planétaire et intervenir efficacement sur toutes les places financières.

Robeco est le patriarche des grandes sociétés d'investissement internationales. Sa fondation date de 1933, mais c'est quatre ans plus tôt qu'il faut faire remonter sa véritable origine, lorsque deux banquiers, van der Mendele et Mees, secondés par un notaire nommé Sruin, ont formé un club d'investissements.

« Dès le début, écrit Bruno Abescat, les actifs sont investis à l'échelle internationale dans le souci de répartir les risques. Fin 1930, le portefeuille se compose déjà de titres de quinze pays différents, dont 20 % de valeurs américaines et 18 % de valeurs asiatiques. Puis les actions de Robeco sont introduites en 1938 en Bourse de Rotterdam. Après la guerre, la croissance du groupe ne sera plus jamais interrompue. Stimulée grâce à l'introduction des actions du groupe sur les Bourses étrangères mais aussi au lancement d'autres sociétés : *Rolinco* d'abord, puis *Rorento, Rodamco* et enfin *Roparco* — les quatre sœurs de Robeco (de Rotterdam). Une « famille » animée depuis l'origine par certains « principes », précise le directeur administratif, M. Willem Engelberts, 47 ans, entré il y a treize ans chez Robeco. « Ainsi, explique-t-il, de par son esprit, le groupe constitue toujours une coopérative, une organisation sans but lucratif dont tous les fruits (plus-value et revenu) reviennent aux seuls actionnaires, déductions faites des frais de gestion bien sûr. Mais ceux-là sont réduits au minimum (0,30 % environ de la moyenne des actifs nets) (1)... »

Ne nous laissons pas abuser par cette affirmation d'organisation *sans but lucratif* dont les actionnaires seraient les seuls bénéficiaires. Bien sûr, les vrais propriétaires sont les actionnaires, mais les véritables « patrons », ce sont évidemment les dirigeants, ceux que les actionnaires disséminés à travers le monde ont nommés pour X années, et auxquels ils ont délégué tous leurs pouvoirs.

C'est le piège du fameux capitalisme populaire. J'ai expliqué dans « *Le*

(1) *Le Nouvel Économiste*, 11 juillet 1983.

Secret des Dieux » (2) comment, grâce à ce système, les financiers faisaient de substantiels profits... avec l'argent des autres. L'exemple que je donnais alors était celui des fameuses *Rep*, créées pour exploiter le filon pétrolier à défaut du pétrole lui-même. Mais cela s'applique à toutes les sociétés formées d'actionnaires, donc à *Robeco* et à ses filiales.

Le mécanisme de la société anonyme (ou de toute autre forme de société faisant appel à l'épargne publique) permet à une poignée d'affairistes et de financiers de régner en maîtres sur des entreprises dont ils ne sont pas les propriétaires.

Cela remonte à l'époque où l'on découvrit qu'il y avait « quelqu'un de plus riche que M. de Rothschild : M. Tout-le-Monde ». De cette constatation naquit l'idée d'intéresser un grand nombre d'épargnants à ces entreprises et d'en faire des copropriétaires.

Le fonctionnement de la société anonyme permet à quelques personnages bien placés, eux-mêmes fidéicommissaires de la Finance internationale, de prendre la direction effective d'une grande affaire et de profiter de la puissance de celle-ci pour dominer d'autres sociétés, voire d'autres secteurs de l'économie. Je m'explique :

Les administrateurs ont été élus par l'assemblée générale des actionnaires pour six ans (par exemple). Pendant ces six longues années, ils sont inamovibles. Ils gouvernent souverainement, au nom des actionnaires absents.

Bien sûr, au bout de six ans, les actionnaires pourront remplacer les administrateurs. Mais c'est là purement théorique. En pratique, il en va tout autrement, car le processus de l'assemblée générale, qui est connu dans ses moindres rouages par les représentants du Grand Capital, permettra aux dirigeants de l'entreprise de conserver le pouvoir. Les actionnaires, *isolés*, sont bien détenteurs *en commun* de la majorité absolue, donc *souverains* en titre, mais ils sont dans l'impossibilité d'exercer leur souveraineté.

L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires présents ou *représentés*. Combien de porteurs d'actions, fort éloignés géographiquement du siège de la société, effectuent un voyage coûteux pour assister à une assemblée générale ? Quelques-uns, sans doute, mais la très grande majorité d'entre eux se font représenter. Ils signent un *pouvoir* en blanc qu'ils remettent à leur banque, laquelle l'adresse au Conseil d'administration de la société. Celui-ci inscrit sur les feuilles signées par chaque actionnaire le nom d'une personne devant assister à l'assemblée. Ce sont ces personnes-là, inconnues des porteurs d'actions, mais entièrement dévouées aux dirigeants de la société, qui représenteront les actionnaires à l'assemblée générale. De cette manière, le Conseil est sûr de la majorité.

Ainsi, la gestion de l'entreprise est approuvée sans discussion et la désignation des membres du Conseil s'effectue comme prévue par les hommes qui dominent l'affaire.

« *Le maître*, disait Francis Delaisi, *ce n'est pas celui qui possède les capitaux, c'est celui qui gère l'affaire.* »

A *Robeco*, notamment, les membres du Conseil de Surveillance et du Directoire ne possèdent pas, collectivement, 5 % des actions de la société (3).

---

(2) Dans le chapitre XXV de ce livre toujours d'actualité et plusieurs fois réimprimé, j'ai expliqué pourquoi le mirage pétrolier saharien avait coûté des milliards à l'épargne. J'avais déjà mis en garde les petits porteurs d'actions dans « *La Haute Banque et les trusts* », paru en 1958 (chapitre : *Eldorado ou Panama ?*).

(3) *Rapport sur l'exercice 1983* — Rotterdam, 9 février 1984.

Ils ne sont donc pas les véritables propriétaires. Ils disposent cependant, à leur guise, des énormes capitaux — 45 milliards de francs actuels d'actif net, soit 43 % des fonds gérés en France par nos S.I.C.A.V. ! — que leur ont confiés une multitude de petits actionnaires. A la tête de *Robeco*, ils exercent un véritable contrôle sur les entreprises dont la société est actionnaire. C'est là qu'est leur puissance.

Selon les derniers chiffres en notre possession — ils datent du début 1984 — *Robeco* détient des participations, d'importance diverse, dans de nombreux pays : aux États-Unis et au Japon (plus de 52 % de ses actifs), mais aussi au Canada, au Mexique, aux Pays-Bas, en Allemagne fédérale, en Grande-Bretagne, en Suisse, en Belgique, en Australie, en Italie et, bien entendu, en France.

Presque tous les secteurs d'activité l'intéressent : plus de 16 % de ses participations concernent des sociétés financières, mais elle est présente également dans l'industrie pétrolière, l'industrie électrique, le commerce et les transports, les services publics, la chimie et le verre, la métallurgie et les industries mécaniques, l'agro-alimentaire, les produits pharmaceutiques, les mines, l'équipement de bureau et bien d'autres branches industrielles et commerciales.

Le trust financier *Robeco* a lancé, le 1er septembre 1984, un magazine *Safe international*, dont l'édition française est installée 146-148, rue de Picpus, à Paris-XIIe. Le rôle de ce périodique en plusieurs langues sera de présenter les hommes et les entreprises qui réussissent — choix très arbitraire qui défavorisera, naturellement, les hommes et les entreprises qui résisteront aux sirènes à la solde de *Robeco*.

Le groupe *Robeco* compte quatre filiales — quatre *sœurs*, si l'on préfère — : *Rolinco, Rorento, Rodamco* et *Roparco*, dont Simone Veil est, également, membre du Conseil de surveillance.

La première de ces sociétés, *Rolinco*, a été créée en 1965, toujours à Rotterdam. Elle investit principalement aux États-Unis et au Japon, dans les multinationales et, depuis peu, à Hong Kong, où elle a procédé à des acquisitions importantes (4).

Rorento date de 1970. Son assemblée générale, en 1983, s'est tenue à Curaçao, un authentique paradis fiscal où se trouve, d'ailleurs, son siège social (Handelskade 8, à Willemstad).

Rodamco siège à Rotterdam. Il s'oriente principalement vers l'immobilier. Mais n'étant pas promoteur, il n'acquiert des bureaux, des entrepôts, des centres commerciaux et des magasins qu'après avoir obtenu l'assurance que la majeure partie des locaux sont loués. C'est principalement aux États-Unis (50,3 %), aux Pays-Bas (25 %) et en Allemagne fédérale (15,3 %) que se situent les actifs de *Rodamco*.

Quant à *Roparco*, lancé fin 1981, il a été créé pour gérer les comptes d'épargne du groupe *Robeco*, mais il n'a pas encore été lancé à Paris.

Selon certains chroniqueurs financiers, *Robeco* se charge de la gestion de très gros patrimoines (à Rotterdam ou à Curaçao ?), mais seulement à partir de 100 millions de florins, c'est-à-dire 20 millions de francs (deux milliards de centimes). Pour bénéficier de ces avantages, il faut être très riche, on le voit.

---

(4) Selon *La Vie Française*, 2 janvier 1984.

Mécanique bien huilée, le groupe *Robeco* aurait-il acquis la réputation qui est la sienne dans les milieux internationaux sans son prestigieux Conseil de surveillance, qui contrôle la direction générale, et les conseillers permanents recrutés parmi les personnages politiques ou financiers les plus influents ?

Jugez-en :

Robert S. McNamara, l'un de ses conseillers, est l'ancien président de la *Banque Mondiale* et l'adepte du *C.F.R.* américain, de *Bilderberg* et de l'*I.I.S.S.*, nom des plus puissantes sociétés secrètes politico-financières.

L'Italien Guido Carli, membre de l'*Institut Atlantique* et de l'*I.A.I.*, autre conseiller de *Robeco*, est affilié au Bilderberg et à la Trilatérale.

Le Japonais Saburo Okita, le troisième conseiller du groupe, préside la Fondation de coopération économique d'outre-mer et appartient également à la Trilatérale.

Enfin, dernier nommé (1er juillet 1984), Yusuke Kashiwagi, président de la *Banque du Japon,* également affilié à la Trilatérale, a remplacé son compatriote Saburo Okita.

Au Conseil de surveillance, le prédécesseur de Simone Veil, Robert Marjolin, est l'un des « sages » de la Technocratie française. Adjoint de Jean Monnet, le père de « l'Europe des banquiers », il a présidé (en second) la délégation française dans les négociations sur le Marché Commun et l'Euratom ; il est, ou a été, en outre, administrateur de la *Shell Française,* de la *Royal Dutch* (liée à la banque *Lazard*) et d'*Unilico.* Il est l'un des plus anciens et plus influents affiliés de la Trilatérale.

A ce Conseil de surveillance siège aussi le comte de Cromer (Earl of Cromer), aristocrate britannique, ancien ambassadeur de Sa Gracieuse Majesté à Washington, associé de la banque *Baring Bros and Co.* et, lui aussi, membre de la Trilatérale.

Parmi les autres dirigeants, figurent : Walter Scheel, l'ancien président de la République Fédérale Allemande (1974-1979) — il fut, auparavant, ministre des Affaires étrangères de Bonn — ; Hendrikus Johannes Witteveen, ancien ministre des Finances de Hollande (1963-1965, 1967-1971), ancien haut employé (successivement) d'*Unilever,* de la *Royal Dutch,* de *Morgan Guaranty Trust,* etc. ; et Jelle Zijlstra, ancien ministre des Affaires économiques de Hollande (1952-1959), des Finances (1959-1963), ancien président de banques et gouverneur du Fonds monétaire international (1967-1981).

Véritable toile d'araignée étendue sur le globe, *Robeco* compte des informateurs et des agents, fort discrets le plus souvent, dans les places financières d'Amérique, d'Europe et d'Extrême-Orient. A sa tête — mais s'agit-il du véritable « patron » ? — Théo M. Scholten, troisième président de la société, après Rauvenhoff et Ewod Brouwer, entouré de quatre directeurs et d'une cinquantaine d'économistes, d'ingénieurs et de juristes.

La grande habileté des dirigeants de *Robeco* consiste à ne jamais intervenir bruyamment et massivement sur les marchés des valeurs. « En règle générale, avoue Izaak Maartense, sous-directeur de *Robeco* et *Rolinco,* nous nous efforçons toujours de constituer ou de dénouer une position petit à petit afin de ne pas peser sur les cours. » Avant tout, ne pas faire de vagues...

Cette discrétion, courante dans les hautes sphères de la finance internationale, n'a d'égal que le soin apporté à s'attacher des personnalités influentes dans le monde de la politique.

C'est ce qui explique la nomination, au Conseil de surveillance, de Simone Veil, ancien ministre, qui venait de quitter la présidence de l'Assem-

blée européenne dont elle est restée membre. Le 31 mars 1983, l'assemblée générale de *Robeco* a approuvé sa nomination. Le même jour, elle a désigné une autre personnalité française : Jean-Maxime Lévêque. L'entrée dans l'aréopage du gigantesque consortium hollandais de ce dernier, que les nationalisations venaient de chasser du *Crédit Commercial de France*, dont il était le P.-D.G. depuis plusieurs années, n'a rien de surprenant : *Robeco* offre une situation à un banquier connu pour ses talents d'administrateur. Il est normal de le retrouver dans une entreprise financière, même si l'on regrette qu'il n'ait pas plutôt choisi une entreprise nettement nationale, lui qui a tout fait pour que le *Crédit Commercial de France* reste ou devienne une banque à capitaux français.

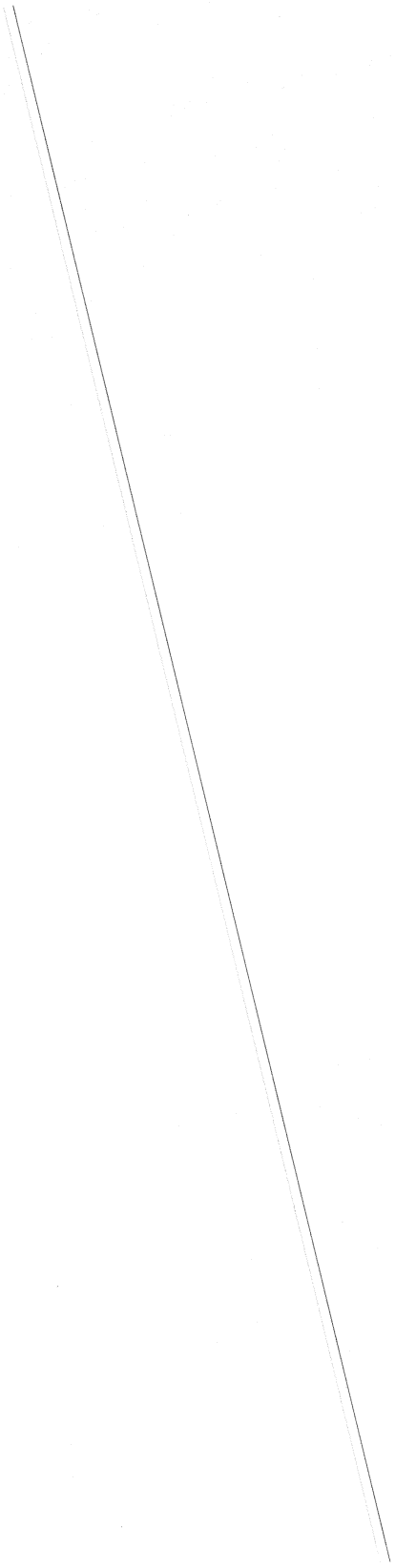
Mais Simone Veil, que fait-elle à la direction de ce géant financier et cosmopolite ? Sa formation de juriste ne la destinait pas au ministère de la Santé ; elle ne la prédestinait pas davantage à jouer les Marthe Hanau (5) dans les tractations internationales du Grand Capital. Il faut croire que ce n'est pas pour ses talents de boursicoteuse ou d'agioteuse qu'elle a été choisie par les maîtres de *Robeco*. Pour lesquels alors ?

Je vous laisse le soin de le découvrir. Pour peu que vous vous souveniez que les manieurs d'argent n'ont pas pour habitude de faire un pont d'or à des collaborateurs qui ne leur rendraient aucun service, vous n'aurez aucun mal à percer cette énigme.

---

(5) Marthe Hanau, que l'on a tenté de réhabiliter à l'écran, il y a quelques années — on avait pris, pour ce faire, la sympathique Romy Schneider, qui tenait le rôle de « la banquière » — était une femme un peu hommasse, mais pleine d'astuce et de rouerie, qui sombra dans le scandale de *La Gazette du Franc* et de sa banque, il y a plus d'un demi-siècle. Ses dons de boursière étaient incontestables. Mais c'est surtout son savoir-faire qui avait séduit politiciens et journalistes, plus sensibles à son carnet de chèques qu'à son minois ou au galbe de ses jambes. Elle escroqua des centaines de millions de francs de l'époque — des francs Poincaré ! — avec la complicité de son ex-mari, Lazare Bloch, et l'aide active de Pierre Audibert et de Jérôme Lévy, deux journalistes sans complexes (le second fut, trente ans plus tard, l'un des gros actionnaires de l'*Aurore*, de son *frère* en maçonnerie Robert Lazurick). Plusieurs personnalités politiques et mondaines, quelques journalistes en renom furent compromis. On cita notamment les noms de Louis Barthou, de Jean Hennessy, du duc d'Ayen, de Dumay, directeur du *Quotidien*, de Mouthon, le « patron » du *Journal*, de Georges Anquetil, le fondateur de *La Rumeur* et du *Grand Guignol*, de Gaston Vidal, un ancien sous-secrétaire d'État, de Briand et de Poincaré, et même celui du directeur du *Journal Officiel*, Gilbert Peycelon. Mais seuls Marthe Hanau, Lazare Bloch, Anquetil et quelques comparses, furent condamnés.

A peine sortie de prison, « la mère Hanau », comme on l'appelait couramment, recommença : cette fois, elle ne créa pas de banque, mais seulement un hebdomadaire avec la collaboration d'un journaliste financier, Henri Weitzmann, le père du rédacteur à l'*Express* qui signe Jacques Derogy. Ce journal s'appelait : *Forces*. Tout un programme : n'est-ce pas avec des forces que l'on tond les moutons ?



CHAPITRE XIII

HAUTE FINANCE, POLITIQUE ET SOCIÉTÉS SECRÈTES

POUR bien comprendre les agissements de nos hommes politiques, mieux connaître les tireurs de ficelles et leur façon d'agir est une nécessité.

Bien sûr, les manipulateurs ne peuvent pas tout : la nature humaine est ainsi faite que leurs suggestions — ils donnent rarement des ordres — ne sont pas toujours comprises, et qu'il arrive aux plus souples de nos politiciens d'avoir des réactions qui font s'effondrer les édifices les mieux construits, ou qui contrecarrent les plans les plus subtils. L'exemple d'un Pompidou, collaborateur dévoué des Rothschild, puis du Général, qui s'insurgea contre le *lobby* et répudia certains aspects les plus néfastes du gaullisme, est là pour me confirmer dans cette opinion.

J'ai bien souvent écrit — et je le pense toujours — que la politique qui se fait sur le devant de la scène n'est qu'un trompe-l'œil. C'est dans les coulisses, parfois dans les salons, le plus souvent dans les loges ou le discret cabinet d'un financier, que se préparent les événements importants qui bouleversent notre planète.

A vouloir se borner aux explications des historiens officiels, on s'expose de ne rien comprendre, par exemple, à la tragédie de 1939-1945. Non seulement les *criminels de guerre* n'ont pas été que d'un seul côté de la barricade, mais le tri qui a été fait par les vainqueurs dans le camp des vaincus devrait mettre la puce à l'oreille de ceux qui recherchent la vérité.

Comment expliquer, par exemple, la mansuétude du Tribunal de Nuremberg à l'égard d'un Schacht et d'un von Papen, et sa rigueur envers un Streicher et un Rudolf Hess, si l'on néglige les influences occultes qui ont pesé si lourdement sur les événements. Faut-il rappeler que le premier, synarque et maçon allemand, fut le grand argentier de Hitler jusqu'à la fin du régime nazi, et que le second, lié à l'industrie lourde de la Ruhr, déploya toute sa diplomatie en faveur de l'Allemagne nazie pendant la guerre, tandis que le bouillant antisémite du *Stürmer* avait été limogé, dès 1939, de tous les postes officiels qu'il occupait en raison de son opposition à la guerre, et que le dauphin du Führer, désobéissant à Hitler, avait tenté de faire la paix avec l'Angleterre avant l'embrasement général ? Or, ni le Dr Schacht, ni von

Papen n'ont été condamnés par les juges alliés, alors que Julius Streicher a été pendu et Rudolf Hess emprisonné à vie (1).

André Meyer est l'un de ces personnages peu connus qui influencent le cours de l'histoire. Sa puissance, dans les années 1935-1975, était considérable. Il fut, certainement, l'un des 300 maîtres du monde dont parlait Rathenau.

Il avait eu des débuts modestes. A Paris, où il naquit à la fin du siècle dernier, il avait débuté chez un coulissier, Charles Baur, après des études assez sommaires. Chargé de la cotation à la Bourse de Paris de diverses valeurs du groupe *Homberg*, dans lequel la banque *Lazard* était intéressée, il avait été remarqué par Raymond Philippe, alors principal animateur de la banque. C'est ainsi qu'il devint fondé de pouvoir chez *Lazard frères et Cie*, en novembre 1925. Quatre années plus tard, André Meyer était l'un des associés-gérants de la banque, David David-Weill et André Lazard lui ayant cédé une partie de leur participation.

Comme représentant des intérêts *Lazard*, il fit partie de nombreux Conseils d'administration, de *Citroën* aux *Docks Rémois*, en passant par diverses affaires industrielles, financières ou commerciales.

Aux États-Unis, où il s'était fixé au cours des années 30, André Meyer fut le véritable animateur de la branche américaine de la banque, en qualité de Senior Partner de *Lazard frères and C°* de New York. Avec Raymond Philippe, il réunit des fonds importants pour financer la campagne anti-hitlérienne dont Robert Bollack était, en France, le promoteur.

Emmanuel Berl, sans jamais parler d'André Meyer qu'il ne connaissait probablement pas, fit état, dans sa revue *Pavés de Paris*, de ces sommes importantes qui venaient d'Amérique et qui transitaient par Bollack :

« Que de l'argent, beaucoup d'argent, écrivait Emmanuel Berl, ait été donné à ce qu'on peut appeler justement "le parti de la guerre", M. Bollack le sait aussi bien que moi (2). »

Charles Maurras, de son côté, affirmait que le collecteur de fonds américains (3) était venu tout spécialement de New York pour remettre des millions à Raymond Philippe et Robert Bollack.

André Meyer fut déchu de la nationalité française par le gouvernement de Vichy et ses biens furent mis sous séquestre. Naturellement, ces mesures furent annulées à la Libération. Mais l'intéressé resta à New York et il s'y fit naturaliser américain en 1948.

Sous sa direction, *Lazard frères and C°* était devenus l'une des plus importantes banques des États-Unis. Yann Moncomble note qu'André Meyer allait accéder au conseil personnel des Kennedy et de Lyndon Johnson et qu'il exercerait une grande influence sur le *Parti républicain* grâce aux relations étroites qu'il entretenait avec David Rockefeller. Intime des grands de ce monde, il deviendra leur conseiller. Il gérera notamment la fortune personnelle des Agnelli *(Fiat)* en Italie, des Boëls en Belgique, voire des Kennedy. Il

(1) Rudolf Hess est toujours en prison. Arrêté à son arrivée en Angleterre à bord de son avion personnel (10 mai 1941), il est détenu à Spandau malgré la pétition internationale signée par des personnalités telles que Jean Anouilh, André François-Poncet, l'historien britannique A.J.P. Taylor demandant sa libération.

(2) *Pavés de Paris*, 3 février 1939.

(3) Pour Charles Maurras (*Action Française* du 23 janvier 1939), c'est Pierre David-Weill (et non André Meyer) qui avait fait le voyage pour apporter 3 millions de dollars.

INDIRIZZO PROFANO: CENTRO SOCIOLOGICO ITALIANO - VIA SAN NICOLA DE' CESARINI, 3 (PALAZZO VITELLESCHI) - TEL. 659.840 - ROMA

A.·. G.·. D.·. G.·. A.·. D.·. U.·.

GRAN LOGGIA D'ITALIA
DEGLI ANTICHI LIBERI ACCETTATI MURATORI

OBBEDIENZA DI PIAZZA DEL GESÙ

PROT. N. O. 899 E/V — DAL GR.·. OR.·. DI ROMA le 1er Juin 1981 E.V.

Aux
Puissances Maçonniques Amies — LEURS GRANDS ORIENTS

OBJET : Articles de presse.

En rapport aux articles scandalistiques, qui depuis quelque temps apparaissent sur la presse italienne et étrangère, d'ailleurs ne concernant pas notre R. Obédience, on a le plaisir de transmettre copie de la circulaire, qu'on a envoyée à nos Dirigeants, jusqu'à niveau de Vénérables Maîtres .

On saisit l'occasion, pour envoyer une chère tr. fr. accolade.

Giovanni GHINAZZI
GRAND MAITRE

Ces lettres circulaires indiquent que les maçons italiens ont tenté de se désolidariser de la *Loge P2* lorsque le scandale éclata. Néanmoins, le général Giovanni Ghinazzi, Grand Maître de la *Grande Loge d'Italie*, fut convoqué devant la Commission d'enquête en compagnie du Grand Maître adjoint Enzo Milone et du Grand Orateur Mataloni, le 6 octobre 1983. Leur audition eut lieu, ce jour-là, de 10 h 30 à 21 h 15.

A.·. O.·. D.·. G.·. A.·. D.·. U.·.

GRAN LOGGIA D'ITALIA
DEGLI ANTICHI LIBERI ACCETTATI MURATORI

OBBEDIENZA DI PIAZZA DEL GESÙ

DAL GR.·. OR.·. DI ROMA 11° giorno del III mese dell'A.·.V.·.L.·. 5981

PROT. N. O. /1933=G/a.

Ven.mi e Pot.mi FFF.
Gran Maestri Emeriti ed Onorari — LORO ORIENTI

Ven.mi e Pot.mi FFF.
Gran Maestri Aggiunti — LORO ORIENTI

Ven.mi e Pot.mi FFF.
Gran Maestri Agg. Em. ed On. — LORO ORIENTI

Elett.mi e Pot.mi FFF.
Membri Effettivi, Emeriti ed Aggiunti della Giunta Esecutiva dell'Ordine — LORO ORIENTI

Elett.mi e Pot.mi FFF.
Del. e Vice Del. Mag. Reg. — LORO ORIENTI

Ill.mi FFF.
Gran Consiglieri della G.L.D.I. — LORO ORIENTI

Ill.mi FFF.
Gr. Isp. e Vice Isp. Prov. — LORO ORIENTI

Ill.mi FFF.
Gr. Isp. Circ. — LORO ORIENTI

Risp.mi FFF.
Maestri Venerabili delle RRR. Logge della Comunione — LORO ORIENTI

OGGETTO : Polemiche di stampa.

Da vario tempo, con un crescendo da sinfonia, tutta la stampa italiana riporta, con stile quasi sempre scandalistico, veri o supposti misfatti compiuti da personaggi più o meno di spicco in un gruppo qualificato massonico e definito "P2" , che opererebbe in seno al Grande Oriente di Italia (Palazzo Giustiniani) .

I vari articoli, se letti con la debita attenzione, oltre a mai citarci, chiaramente connotano caratteristiche, che non sono, né mai sono state, né mai saranno quelle della Gran Loggia d'Italia degli Antichi Liberi Accettati Muratori.

./.

Innumeri volte, infatti, abbiamo indicato alla Comunione che i suoi scopi dovevano essere soltanto iniziatici, al di fuori di ogni intrigo di natura politica o finanziaria : e ciò sia a mezzo di Balaustre che di interventi orali nell'occasione di Tornate Nazionali o di visite periferi che.

Il clamore attuale, come varie volte abbiamo detto, Ci sembra essere anche il frutto di disdicevoli semine fatte al riguardo dai responsabili del gruppo inquisito.

Da essi infatti sovente si millantavano appartenenze di altissimo rango o si dichiaravano attività peraltro contrarie alla dottrina e al costume massonici; il che non poteva non provocare l'attenzione dell'autorità costituita.

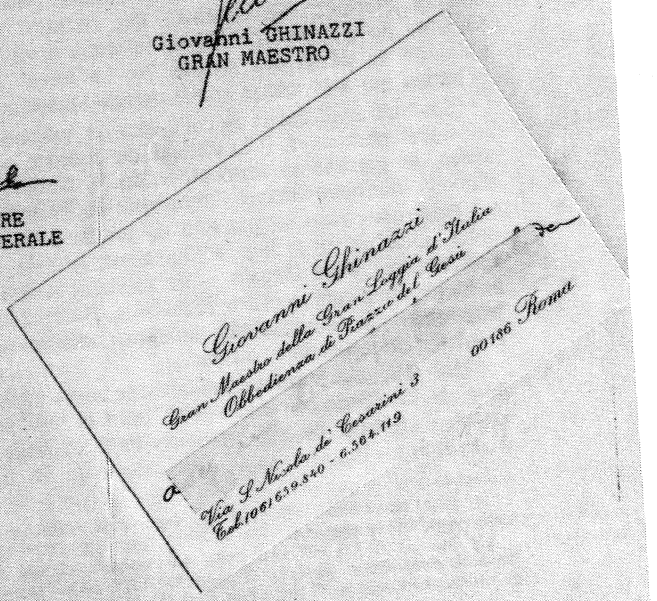
Mai citati e mai chiamati in causa, riteniamo di non dover nulla comunicare a mezzo stampa, ma raccomandarCi unicamente e soltanto a tutti i nostri valorosi Sorelle e Fratelli di continuare ad essere sereni e tranquilli in quel nostro consueto lavoro, che è genuina espressione della Dottrina e della Tradizione Massoniche.

E di continuare IN SILENZIO, senza manifestazioni pubblicitarie, senza esteriorizzazioni, ma nella sacralità dei Templi, laddove il sedimento della saggezza si riverbera su tutti come ininterrotta fonte di suggerimenti iniziatici.

RingraziandoVi tutti in precedenza di quel sicuro riscontro che troverà in Voi questa Nostra Balaustra, Vi inviamo anche un caro tripl. frat. abbr..

Giovanni GHINAZZI
GRAN MAESTRO

Vincenzo DURATORRE
GRAN SEGRETARIO GENERALE



était au mieux avec Robert McNamara, le directeur de la *Banque Mondiale* et il aurait aidé à la création de l'empire *Sindona*, qui devait s'écrouler, en 1974, dans le krach de la *Franklin Bank* de New York.

« Or, note Yann Moncomble, le hasard (?) fera que Michele Sindona sera l'initiateur, à son tour, et complice du financier Robert Calvi, de la loge *P2* (4). »

Tout se tient : la chaîne... A l'autre bout, on trouvè l'une des organisations maçonniques les plus fortement implantées, de nos jours, dans les milieux financiers et politiques. Il a fallu que le scandale Calvi éclate pour que la justice italienne soulève le voile qui recouvre cette ténébreuse entreprise.

La presse italienne — du moins, une partie des journaux — a longuement parlé de la loge *P2*, mais vous chercheriez en vain dans les journaux français une relation des faits, mis à part quelques articles hâtivement rédigés, propres tout au plus à noyer le poisson. Ce que je vais vous dire, à ce propos, vous semblera donc inédit.

•

Le 6 mai 1981, le parquet de Rome ouvrait une instruction sur la loge maçonnique *Propaganda Due* et son Grand Maître Licio Gelli, en vue d'une éventuelle inculpation pour association de malfaiteurs.

Les magistrats romains étaient amenés à s'occuper de cette société secrète en raison des accointances qu'elle semblait avoir avec l'enlèvement du financier Michele Sindona, dont les affaires, aux U.S.A., avaient reçu mieux que des encouragements de la part du banquier André Meyer et de *Lazard*.

Fils d'un petit fonctionnaire sicilien, Sindona fit ses débuts dans les affaires financières en gagnant des sommes considérables au poker. Déjà membre de la loge *P2*, Michele Sindona devint le n° 1 de la banque privée italienne au début des années 70. La revue *Time* assure qu'il était, alors, « l'Italien qui a le mieux réussi depuis Mussolini » (5).

Sindona avait gagné la confiance du Vatican : le Saint-Siège fit de lui son conseiller particulier. Il fut chargé de liquider, aux meilleures conditions possibles, le patrimoine immobilier de la papauté, en particulier une chaîne d'hôtels internationaux et l'immeuble du Watergate à Washington.

Désormais bien en place, il en profita pour organiser avec un autre banquier, membre de la loge *P2* lui aussi, le *frère* ∴ Roberto Calvi, l'exportation massive — et illégale — de capitaux italiens vers la Suisse et le Liechtenstein, ainsi que vers les États-Unis. Naturellement, le trafic était fait pour le compte de personnalités italiennes soucieuses de mettre leur fortune à l'abri des investigations du fisc.

Mais Michele Sindona traînait une autre casserole : il avait été le président de la *Banca privata italiana*, dont la liquidation avait été ordonnée en raison d'un trou de 200 milliards de lires dans sa caisse, et on l'accusait d'avoir fait « liquider »... le liquidateur de la faillite. Ce dernier, l'avocat

(4) Yann Moncomble, *« Du viol des foules à la Synarchie ou le complot permanent »*, Paris 1983, pages 137 et 138.

(5) Cité par *V.S.D.*, 27 mai 1981. Le banquier Michele Sindona, qui faisait l'objet d'une demande d'extradition depuis le 27 novembre 1975, a été finalement remis à la justice romaine par la justice américaine le 25 septembre 1984 (*Le Monde*, 27 septembre 1984, page 7).

Ambrosoli, s'était montré trop curieux : il avait enquêté pendant plusieurs années sur les activités de Sindona. Il fut assassiné à Milan dans la nuit du 11 au 12 juillet 1979. Or, l'assassin présumé, William Joseph Arico, de nationalité américaine, devait être arrêté à Philadelphie par le *F.B.I.* et donner des précisions permettant d'apporter des éclaircissements sur le krach du groupe *Sindola.*

Michele Sindona avait, bien sûr, gagné le large. Établi aux États-Unis, il était devenu le « patron » d'une grande banque privée de Manhattan, la *Franklin Bank.* Pour se couvrir du côté des politiciens américains, il aurait alors versé un million de dollars dans la caisse électorale de Nixon. Naturellement, il restait en liaison avec la loge *P2* et son vénérable Gelli, qui lui rendit plusieurs fois visite aux États-Unis. Las ! sa banque américaine fit faillite à son tour, et Sindona fut poursuivi par la justice U.S. Mais on le laissa en liberté provisoire.

En août 1979, il faussa compagnie à la justice américaine et, sous un faux nom, réussit à gagner l'Italie, tandis que ses amis faisaient courir le bruit qu'il avait été enlevé par la Mafia.

Selon les carabiniers — les gendarmes italiens — c'est dans la villa de son *frère* .•. Gelli qu'il aurait alors trouvé refuge. En tout cas, il fut pris en charge par les affiliés de la loge *P2.* Pour occuper ses loisirs forcés, il complotait avec ses amis, appuyé de personnages haut placés aux U.S.A., en faveur d'une indépendance de la Sicile. C'était au moment où la situation en Italie faisait craindre que la péninsule tombât sous la férule communiste.

Tout un roman a été écrit sur cette affaire. On a même affirmé que la maison de Savoie n'était pas hostile à une Sicile indépendante, dont le chef de l'État aurait été le jeune Victor-Emmanuel. On a même parlé d'une initiation prévue du jeune prince aux mystères maçonniques. Il n'y a pas de fumée sans feu et, de nos jours, les prétendants sont moins hostiles aux loges et à la fortune anonyme et vagabonde que du temps du duc Philippe d'Orléans...

Le beau rêve — si rêve il y eut — s'évanouit et Sindona retourna aux États-Unis, où les juges le condamnèrent à vingt-cinq ans de prison pour la banqueroute de la *Franklin Bank.* Gelli intervint pour son *frère* .•. , et certains prélats romains étaient, dit-on, tout prêts à intervenir eux aussi à Washington en faveur du banquier déchu, mais la Secrétairerie d'État du Vatican le leur interdit.

•

C'était le commencement de la fin pour la *P2.* Gelli, qui possède la double nationalité — italienne et argentine — aurait projeté de quitter l'Italie pour Buenos Aires. Fut-il pris de court par la justice italienne ? Ou a-t-il volontairement laissé ses archives secrètes dans sa propriété de Toscane ? C'est difficile à dire. Toujours est-il que, procédant le 16 mars 1981, à une perquisition dans la villa Wanda, propriété du *frère* .•. Gelli à Arezzo, en Toscane, visite domiciliaire opérée dans le cadre de l'enquête sur le faux enlèvement du financier banqueroutier Michele Sindona, la police italienne découvrait des valises pleines de documents extrêmement compromettants : les dossiers secrets de la loge *P2* et le fichier de ses affiliés, plus d'un millier de noms de très hautes personnalités italiennes et au moins 3 000 noms de membres étrangers (sur lesquels on a fait, d'ailleurs, le silence).

La police était d'autant plus satisfaite de sa découverte que celle-ci allait lui permettre d'étayer ses accusations concernant la mort du juge Vittorio et l'assassinat du journaliste Mino Pecorelli, portés à l'actif criminel de la loge *P2*.

Le cas de Pecorelli mérite qu'on s'y arrête. Au cours de l'année 1979, Mino Pecorelli avait publié dans son journal, *O.P. (Osservatore Politico)*, une série d'articles sur Licio Gelli et son passé. Il y accusait le vénérable de la *P2* d'avoir été tour à tour membre du *Parti fasciste républicain* et officier SS, collaborateur des communistes et membre du maquis de la zone de Pistoia ; bref, d'avoir pratiqué le double jeu avec les fascistes et les résistants.

Pecorelli avait été un ami de Gelli ; ils étaient d'ailleurs maçons tous les deux. Son journal, *O.P.*, avait bénéficié pour ces articles d'une documentation exceptionnelle fournie secrètement par un lieutenant-colonel des Carabiniers, nommé Antonio Viezzer, qui dirigeait alors un service de renseignements. Ses accusations, fondées et précises, produisirent naturellement leur effet. Surtout sur Gelli, que l'article paru le 20 mars 1979 inquiéta au plus haut point. Pecorelli y promettait de nouvelles révélations, plus menaçantes encore. A sept jours de là, le journaliste était assassiné par un tueur à gages, à Rome même : deux balles dans le dos et une dans la bouche avaient mis un terme aux révélations d'un *frère* .·. trop bavard.

Mais revenons à la perquisition policière effectuée chez le *frère* .·. Licio Gelli.

Devant l'ampleur de la découverte, des magistrats de Milan prirent l'initiative d'envoyer directement au président de la République et au ministère des Affaires étrangères — le *frère* .·. Gelli, comme représentant diplomatique de la République argentine en Italie était à ménager — un rapport sur les activités de la loge *P2*.

C'est ainsi que le gouvernement apprit que plusieurs ministres et sous-secrétaires d'État étaient affiliés à la secte, notamment Franco Foschi, ministre du Travail, Enrico Manca, ministre du Commerce extérieur, et Adolfo Sarti, ministre de la Justice.

Le scandale fut tel que ce dernier démissionna aussitôt du gouvernement et que le président du Conseil, Arnaldo Forlani, dût faire une déclaration à la Chambre le 19 mai, à ce sujet.

Après avoir consulté les dirigeants des partis de la majorité parlementaire, il proclama sa ferme volonté de faire toute la lumière sur les objectifs de cette loge maçonnique, mais il affirma que le secret de l'instruction couvrait les documents saisis, donc la liste des noms des affiliés de la loge *P2* trouvée chez son vénérable Gelli.

Le 26 mai, le président Forlani portait au président de la République la démission de son gouvernement. La publication de la liste des membres de la loge *P2*, par la presse, dès le 21 mai, avait eu raison de la résistance du chef du gouvernement.

« Les dossiers remis au Parlement italien par la magistrature sur les activités de Licio Gelli, écrivait Jacques Nobécourt, révèlent à quel point l'État italien est asservi à un pouvoir occulte (6). »

L'armée et la gendarmerie avaient été tout spécialement infiltrées : 183 haut gradés, dont 9 généraux et 13 colonels de la garde de finance

(6) *Le Monde*, 27 mai 1981.

(douanes militarisées) appartenaient à la fameuse organisation maçonnique ; l'amiral Torrisi, chef d'E.-M. de la Défense, le général Grassini, chef du S.I.S.D.E. — le service de renseignement italien — le général Santovito, chef du S.I.S.M.I. — le contre-espionnage — faisaient partie de *P2*.

L'enquête policière sur les activités du vénérable de la loge *P2* révéla que Licio Gelli était devenu un personnage considérable, mais aussi qu'il avait un passé des plus troubles.

Né à Pistoia, au nord de Florence, le 21 avril 1919, au foyer d'Ettore Gelli et de Maria Gori, son épouse, Licio Gelli eut une enfance et une jeunesse sans histoires.

Comme beaucoup d'adolescents enthousiastes, au lendemain de la guerre d'Éthiopie qui consacre la fondation de l'Empire, il s'engage dans les « chemises noires », puis, dans les rangs du 735e bataillon ; il participe à la guerre civile espagnole, au cours de laquelle son frère sera mortellement blessé à la bataille de Malaga. De cette expérience militaire, qui le marque profondément, il rapportera un livre, intitulé *« Fuoco » (« Feu »)*, dans lequel il exaltera le Duce, ce « génie initié aux mystères de l'évolution spirituelle des hommes ».

Appelé sous les drapeaux en 1940, il sert au 127e Régiment d'infanterie, séjourne en Albanie, retourne en Italie où il demande à s'engager dans les parachutistes. Il devra renoncer à ce corps d'élite à la suite d'un accident : il s'est blessé au bras et il sera réformé.

Resté fidèle à Mussolini après sa chute, il participe à la création d'un *fascio* républicain à Pistoia en 1943 et il lutte contre les maquisards comme officier du parti. Il devient même Waffen S.S., ce qui ne l'empêche pas d'entrer en contact avec des groupes de résistance marxistes et les services secrets anglo-américains, jouant le double jeu fort habilement.

En 1944, il change de camp officiellement. Après un coup d'éclat — la libération de 57 partisans et de 2 juifs — il collabore étroitement avec les résistants.

Il ne semble pas avoir été sérieusement inquiété par les épurateurs, et le 27 juin 1947, la cour d'appel de Florence prononce une sentence absolutoire sur son cas.

Retourné en Toscane après la guerre, il y ouvre un petit magasin de quincaillerie et devient l'un des agents électoraux des parlementaires démocrates-chrétiens. Il se lance bientôt dans les affaires et il trafique avec l'Argentine et l'Uruguay.

Est-il entré en rapport avec les services d'espionnage de l'Est comme on l'a affirmé ? C'est difficile à prouver. Par contre, il semble bien avoir été l'un des agents actifs des services secrets américains.

Son ambition le pousse à entrer dans la Franc-Maçonnerie qui brille d'un éclat particulier en Italie, où les troupes américaines ont ressuscité les loges dissoutes par Mussolini. Son initiation aux mystères du *Grand Orient d'Italie* a lieu à la loge *Gian Domenico Romagnosi* en 1965. L'année suivante, le *frère* .·. Roberto Ascarelli, un riche bourgeois israélite qui occupe dans la hiérarchie maçonnique un grade élevé et qui est alors Grand Maître adjoint de l'obédience, signale au Grand Maître Giordano Gamberini ce néophyte animé d'une ardeur exceptionnelle de prosélyte. Si bien que Gelli brûle les étapes et se trouve, en 1971, secrétaire à l'organisation de la loge *Propaganda*. Cette rapide ascension est favorisée également par le *frère* .·. Lino

Salvini, un médecin florentin, qui a succédé à Gamberini à la Grande Maîtrise de l'ordre : en 1975, Salvini élève Licio Gelli à la dignité de *Maestro Venerabile* (7).

Dès lors, il entreprend de noyauter les partis et les centres vitaux de l'État, y compris la présidence de la République, où même le chef du cérémonial s'affilie à la loge *P2*.

Il affirmera plus tard, avec une certaine fierté :

— « J'ai initié quatre cents officiers pour faire un gouvernement de généraux, toujours préférable à un gouvernement de communistes (8). »

Le rapport Tina Anselmi indique que, pour la seule loge *P2*, il y avait, en outre, « 36 membres du Parlement, plus un certain nombre d'ex-parlementaires et d'élus locaux » (9), régulièrement affiliés, sans parler des hauts fonctionnaires et des magistrats.

Comment Gelli était-il parvenu à intéresser à la Maçonnerie tant de militaires et à obtenir l'adhésion de si hauts personnages ? Il avait établi des dossiers sur des milliers de personnalités grâce aux photocopies de 33 000 notes ou fiches que le gouvernement avait ordonné de détruire en août 1974, et qui lui auraient été fournies, en cachette, par un ancien chef des services spéciaux affilié à la Maçonnerie. A-t-il joué du chantage pour faire adhérer certaines de ces personnes à la loge ? *Le Monde* le croit, mais ajoute : « Pas seulement. » Les services rendus ont été aussi un appât puissant : pour devenir un représentant du peuple ou faire dispenser un fils ou un cousin du service militaire, que ne ferait-on pas ?

L'attaché de presse du *Parti socialiste* a raconté qu'il avait pu mesurer l'étendue du pouvoir de Gelli lorsque « ce dernier lui montra des photos du pape nageant nu dans sa piscine » (10).

Domenico Sica, l'un des cinq juges d'instruction chargés des dossiers de l'affaire, a déclaré : « La *P2* est le scandale suprême : celui qui explique les précédents. Avant que Licio Gelli ne soit démasqué et sa loge dissoute, on se demandait, chaque fois qu'une affaire de corruption, de fraude, de trafic, d'escroquerie éclatait, comment cela était possible. Aujourd'hui, nous détenons leur réponse : dans chaque scandale, des personnages influents appartenant à la *P2* étaient impliqués. »

---

(7) *Relazione della Commissione parlamentare d'inchiesta sulla Loggia massonica P2,* Rome 1984, page 12.

(8) *Le Monde,* 15 septembre 1982, page 15.

(9) *Relazione..., op. cit.,* page 135.

(10) *Le Monde, op. cit.*

CHAPITRE XIV

UNE MAFIA : LA LOGE P2

Voici donc Licio Gelli inculpé par le parquet de Rome de « conspiration politique » pour toute l'activité de la loge maçonnique *P2* en tant que telle. Il est également poursuivi pour espionnage économique, comme détenteur de pièces provenant de la présidence du Conseil (et concernant une affaire de pots-de-vin lors de la signature d'un contrat pétrolier de l'*E.N.I.*, le fameux Institut italien du pétrole, avec l'Arabie saoudite),ainsi que d'une partie des archives d'anciens services secrets dissous.

Naturellement, Licio Gelli prit la fuite. Il ne fut arrêté que le 13 septembre 1982, dans une grande banque de Genève, alors qu'il s'apprêtait à retirer une forte somme d'argent avec de faux papiers d'identité. On a su, par la suite, que les fonds placés sur ce compte en Suisse s'élevaient à plusieurs dizaines de millions de dollars (1).

Les autorités italiennes exprimèrent leur satisfaction à la police helvétique après cette capture. Néanmoins, décision curieuse et qui suscita des commentaires variés, le procureur en chef du parquet de Rome, Achille Galucci, avait relaxé, le 29 mai précédent, la plupart des vingt et un coïnculpés de Licio Gelli pour conspiration politique, et réduit l'accusation contre ce dernier à celle d'escroquerie. Cependant, plus méfiant, le juge d'instruction chargé du dossier n'avait pas encore statué sur la requête de relaxe faite par le procureur Galucci. Si bien que Gelli fut emprisonné en Suisse, en attendant son extradition vers l'Italie.

La cavale du « grand marionnettiste » — *« il gran burattinaio »* — surnommé ainsi parce qu'il était un grand tireur de ficelles, s'achevait après seize mois de clandestinité. Venant d'Amérique centrale, via Madrid, il était muni d'un faux passeport argentin au nom de Marco Ricci. Il avait changé d'apparence : ses cheveux grisonnants étaient teints et il portait moustache.

Comment l'a-t-on si aisément identifié malgré ces précautions ? Il semble que la police suisse ait bénéficié d'un concours inattendu : celui d'un *frère* .·. de la loge *P2*, le promotteur immobilier sarde Flavio Carboni, qui l'avait justement aidé à transférer en Suisse les millions de dollars provenant des banques de Nassau et de Managua, filiales du *Banco Ambrosiano* de Milan.

Or — et, là, nous retombons dans les scandales financiers qui ont bouleversé l'Italie — le « patron » de cette banque n'était autre que Roberto Calvi,

---

(1) Selon *Le Point* du 27 septembre 1982, le magot était de l'ordre de 120 millions de dollars, déposés au siège de l'*Union des banques suisses*.

membre également de la *P2*, qui venait d'être retrouvé pendu sous un pont de la Tamise.

L'affaire Calvi, si étroitement imbriquée avec celle de la loge *P2*, venait d'ébranler les bases de la République italienne. Aidé par de nombreux complices appartenant aux milieux politiques du centre et de gauche, voire d'une certaine droite, Robert Calvi avait frauduleusement exporté des capitaux considérables dans une banque de Genève. Pris la main dans le sac, il avait été condamné à quatre années de détention et à une amende de 15 milliards de lires. Malgré les interventions de la loge *P2* en faveur de son adepte dans l'ennui (2).

Si l'affaire Calvi a fortement ému l'opinion publique en Italie et même hors de la péninsule, c'est en raison des liens étroits de sa banque, le *Banco Ambrosiano*, avec le fameux *I.O.R.* — c'est-à-dire l'Institut pour les Œuvres de la Religion — que présidait Mgr Paul Marcinkus, l'archevêque américain de stature athlétique que l'on remarquait sur les photos ou les écrans, auprès du Pape, dans tous ses voyages officiels.

Robert Calvi, en prenant le large, libérait ses associés d'un grand poids : on pourrait, plus aisément, lui faire « porter le chapeau », tous les chapeaux. Avec sa disparition définitive, la partie serait encore plus facile à jouer pour les complices demeurés en place...

Mais il restait Licio Gelli, dont les aveux pouvaient tout compromettre. On s'employa à lui faire quitter sa prison helvétique. Grâce à la complicité d'un gardien, il réussit à s'évader un beau soir. La police réagit promptement : Marta Gelli — l'épouse de Rafaelo Gelli, l'un des fils du vénérable de la *P2*, considéré comme le principal exécutant de l'opération — fut interpellée par la P.J. de Nice, le 23 août 1983 (3). Séjournant à Saint-Jean-Cap-Ferrat, où les Gelli ont une résidence d'été, la villa Espalmadore, elle était accusée par un décorateur monégasque, arrêté la veille, d'avoir loué la *Renault 9* qui devait prendre en charge le vénérable de la loge *P2* à son arrivée à Monaco le 10 août 1983.

L'enquête, cependant très poussée, n'a donné aucun résultat, et Licio Gelli court toujours...

•

Au lendemain du scandale *P2*, la Franc-Maçonnerie italienne, imitée d'ailleurs par les autres Grands Orients et Grandes Loges du monde entier, a protesté de sa bonne foi et de son innocence :

— « La loge *P2* n'est pas une organisation maçonnique... Elle échappe à notre contrôle. »

Le général Giovanni Ghinazzi, Grand Maître de la *Grande Loge d'Italie*,

---

(2) On a retrouvé, parmi les pièces saisies dans la ville de Gelli, la lettre d'un *frère* .·. demandant que le vice-président de la magistrature, Ugo Ziletti, usât de son autorité sur le magistrat instructeur milanais. Ugo Ziletti était membre de la *P2*.

(3) Toute la famille Gelli a pris fait et cause pour le grand homme. Outre les fils, la fille de Licio Gelli eut également maille à partir avec la police, dès le début de l'affaire. Elle fut, en effet, arrêtée le 4 juillet 1981 à l'aéroport de Fiumicino. Quand elle fut prise, on découvrit dans ses bagages divers documents de la plus haute importance, notamment — selon la presse italienne — un rapport de la C.I.A. sur un vaste plan de destabilisation concernant toute l'Europe occidentale, ainsi que la liste de comptes ouverts auprès de banques suisses par Licio Gelli au profit de personnalités italiennes.

Les Autorités Maçonniques du Monde son priée reconnaitre le possesseur du présent passeport et de l'accueillir fraternellement avec mutuel engagement.

. . .

The Masonic Authorities in the World are requested to recognize the owner of this passport and receive him as a Brother, with pledge of reciprocity.

A.·.G.·.D.·.G.·.A.·.D.·.U.·.

Massoneria Universale

Grande Oriente d' Italia

Via Giustiniani 5 - Roma

A.·.G.·.D.·.G.·.A.·.D.·.U.·.

Noi, Lino Salvini, Gran Maestro del Grande Oriente d'Italia,

ATTESTIAMO

di avere iniziato al grado di

MAESTRO

il Fr. GIUNCHIGLIA EZIO

nato a Lucca il 10.6.1943

Preghiamo le Potenze Massoniche del Mondo di accogliere il nostro Fratello nei lavori rituali.

Rilasciata in Roma il - 9 GIU 1978

Validità 31 DIC. 1982

Il Gran Maestro

Cod. E..19..78 N. 1858

Firma .....

LOGGIA PROPAGANDA 2

attesta la sua appartenenza e la regolarità con le tasse

IL VENERABILE

Licio Gelli

Carte d'affilié à la *Loge P2*.
Le Grand Maître du *Grand Orient d'Italie* signe la carte tout comme le vénérable Licio Gelli.

A.·. C.·. D.·. C.·. A.·. D.·. V.·.

MASSONERIA ITALIANA

GRANDE ORIENTE D'ITALIA

PALAZZO GIUSTINIANI

DECRETO N.397/LS

NOI LINO SALVINI

GRAN MAESTRO DEL GRANDE ORIENTE D'ITALIA

Vista la Circolare N.107/LS;

Ricevuti dall'Ill. Fr.·. Licio GELLI la perfetta ordine e puntualità gli adempimenti relativi;

ABBIAMO DECRETATO E DECRETIAMO

Art.1 - La R.·. L.·. "PROPAGANDA MASSONICA" N.2 riassume il suo antico titolo di "Propaganda Massonica", che conserva il medesimo N.2 nel registro delle Logge della Comunione.

Art.2 - La Loggia "Propaganda Massonica" N.2 riacquista da oggi la sua sovranità e pertanto elegge il Maestro Venerabile ed i Dignitari, secondo la Costituzione ed il Regolamento del Grande Oriente.

Art.3 - La Loggia "Propaganda Massonica" N.2 non apparterrà, per il momento, a nessun Collegio Circoscrizionale dei Maestri Venerabili e sarà ispezionata dal Gran Maestro o da un suo Delegato.

Da Palazzo Giustiniani, all'Oriente di Roma, nella Valle del Tevere, il 12, giorno del III Mese dell'Anno di V.·. L.·. 0008975, e dell'E.·. V.·. il giorno 12 del mese di Maggio dell'anno 1975.

IL GRAN MAESTRO

IL GRAN SEGRETARIO

Franc-Maçonnerie Italienne - GRAND ORIENT D'ITALIE -

Décret N°397 /LS Nous Lino Salvini, Grand Maître du Grand Orient d'Italie

ayant constaté que l'illustre F.·. Licio GELLI s'est acquitté dans un ordre parfait et avec ponctualité de ses obligations, avons décrété et décrétons

Art.1 - La Révérende Loge "PROPAGANDA MASSONICA" N°2 reprend son titre ancien de "Propaganda Massonica" qui conserve le même N°2 dans les registres des Loges de la Communion (Italienne).

Art.2 - La Loge "Propaganda Massonica" N°2 recouvre dès aujourd'hui sa souveraineté et élit en conséquence le Maître Vénérable et les Dignitaires, selon la Constitution et le Réglement du Grand Orient.

Art.3 - La Loge "Propaganda Massonica" N°2 n'appartiendra pour l'instant à aucun Collège de Circonscription des Maîtres Vénérables et sera soumise aux inspections du Grand Maître ou d'un de ses Délégués.

Palais Giustiniani, à l'Orient de Rome, le 12 mai 1975

Le Grand Secrétaire Le Grand Maître

La traduction du document maçonnique est à droite.

adressa aux « *Puissances Maçonniques Amies* », notamment au *Grand Orient de France*, une lettre en date du 1er juin 1981, les informant qu'il avait envoyé une mise au point sous forme de circulaire aux dirigeants des loges de son obédience. Il certifiait n'avoir rien de commun avec la *P2* qui relevait du *Grand Orient d'Italie* (Palais Giustiniani).

Le parquet de Rome ayant ordonné la saisie des fichiers de l'ensemble des loges maçonniques italiennes le 9 juin 1981, le général Ennio Batelli, Grand Maître du *Grand Orient d'Italie*, protesta avec indignation et en appela au président de la République « pour obtenir le respect des droits constitutionnels ».

Dans un communiqué rendu public, le *Grand Orient d'Italie* exprima son inquiétude, estimant qu'« une possible divulgation sans discrimination » des noms de ses membres pouvait avoir de graves conséquences « dans l'actuel climat de chasse aux sorcières qui les exposerait à un véritable lynchage moral ».

Naturellement, le *Grand Orient de France* et la *Grande Loge de France*, craignant que l'on fît, à Paris, une confusion entre les méthodes de la loge *P2* et les leurs, s'empressèrent de répudier ce chien galeux. L'obédience de la rue Puteaux fit savoir à la presse qu'elle « n'a jamais établi aucune relation de quelque nature que ce soit avec cette association. Ni par son organisation interne, ni par ses activités, la société (sic) *P2* ne peut être assimilée à une loge maçonnique » (4).

C'était se moquer du public. Mais qui, dans la grande presse, aurait pu relever cette contre-vérité ? Sûrement pas *Le Figaro*, dont le censeur, placé à la rédaction par Robert Hersant, n'est autre que Jean-Pierre Pierre-Bloch, franc-maçon lui-même, comme son père le président de la *L.I.C.R.A.*

Car la loge *P2* est bien une loge *maçonnique*. Elle est plus agissante — ou plus imprudente — que les autres, mais elle n'en est pas moins parfaitement « régulière », selon les critères maçonniques, comme est « régulier » le *Grand Orient d'Italie*, son obédience, d'ailleurs seule puissance maçonnique italienne reconnue par les Maçonneries d'Amérique et par la *Grande Loge d'Angleterre*, mère de toutes les loges mondiales.

La *Commission parlementaire d'enquête sur la loge maçonnique P2*, créée par la loi du 23 septembre 1981, n° 527, a publié sous forme de *Rapport* le résultat de ses investigations : pendant plusieurs années, sous la présidence de Tina Anselmi, quarante parlementaires italiens ont procédé à des enquêtes et à des interrogatoires, lu et étudié des documents secrets maçonniques et autres.

J'ai pu prendre connaissance de ce rapport intitulé « *Relazione della Commissione parlamentare d'inchiesta sulla loggia massonica P2* », publié en juillet 1984 à Rome. Malgré quelques défauts — les commissions parlementaires en Italie comme en France réagissent selon les opinions ou les tendances de la majorité de leurs membres — c'est un document de valeur. Je vais essayer de résumer ce volumineux dossier de 176 pages de grand format. Il se divise en quatre chapitres :

---

(4) *Le Monde*, 11 juin 1981, page 5. A ma connaissance, la *Grande Loge Nationale Française* (du boulevard Bineau) ne se manifesta pas publiquement bien qu'elle soit en relation avec le *Grand Orient d'Italie*.

I — *L'ORIGINE ET LA NATURE* (de la loge *P2*).
II — *L'ORGANISATION ET LA COMPOSITION.*
III — *LES MOYENS UTILISÉS ET LES ACTIVITÉS EFFECTUÉES.*
IV — *LA FINALITÉ.*

I — « L'organisation inspirée et guidée par Licio Gelli, dénommée *Loggia Propaganda Due,* naît et se développe dans le cadre de la plus grande famille maçonnique existant en Italie : le *Grand Orient d'Italie* du Palais Giustiniani. Un bref examen de la présence maçonnique dans notre pays et de sa structure est nécessaire pour comprendre et évaluer dans sa dimension réelle le phénomène de la loge maçonnique *P2*... »

Ainsi commence le rapport de la Commission Anselmi, qui fournit un historique détaillé de la Franc-Maçonnerie italienne et donne des précisions sur sa hiérarchie. Il précise que la Maçonnerie transalpine se compose essentiellement de deux grandes obédiences, celle du Palais Giustiniani et celle de la Place del Gesù, ainsi qu'il résulte d'une scission intervenue en 1908, la première groupant 15 000 à 20 000 affiliés et la seconde entre 5 000 et 10 000.

Grâce à la vaste documentation acquise par la Commission à la suite des perquisitions opérées, non seulement à la loge *P2* et chez Licio Gelli, mais aussi dans diverses autres loges maçonniques (voir plus haut), on sait que la « reconnaissance » maçonnique américaine du *Grand Orient d'Italie* eut lieu en 1947 et que c'est un *frère* italo-américain, Frank Gigliotti, ancien agent des services secrets U.S., le célèbre *O.S.S.*, puis de la *C.I.A.*, qui en fut l'artisan. Plus tard, ce même Gigliotti fut le président du *Comité d'agitation (Comitato di agitazione)* constitué aux États-Unis pour aider le *Grand Orient d'Italie* à récupérer l'immeuble maçonnique dit Palais Giustitiani confisqué jadis par le gouvernement fasciste. On apprend qu'un accord fut conclu à ce sujet entre le *Grand Orient* et l'État italien, en présence et sous l'œil approbateur des frères • ° • américains, le 7 juillet 1960, et qu'il était signé par le ministre des Finances, Trabucchi et le Grand Maître de l'époque, Cortini, et contresigné par l'ambassadeur américain, J. Zellerbach, accompagné de Frank Gigliotti (5).

La *« relazione »* de la Commission Anselmi note que cet accord de restitution « eut l'effet de rendre la maçonnerie italienne indubitablement débitrice de la maçonnerie nord-américaine » (6).

Trois mois après l'élection du *frère* • ° • Salvini à la Grande Maîtrise du *Grand Orient d'Italie* (1970), Licio Gelli fut délégué à la gestion de la loge *P2*, composée de *francs-maçons ne devant pas apparaître publiquement comme tels* (7), et lui confère le droit d'initier ses nouveaux membres. La lecture des documents secrets saisis par la police dans le cadre de l'instruction judiciaire sur la loge *P2* montre à quel point Gelli et sa loge étaient devenus puissants au sein de la maçonnerie italienne. Cela ne manqua pas d'inquiéter le Grand Maître Salvini, qui dénonça Gelli aux autorités maçonniques en juillet 1971, mais lui redonna son pouvoir en décembre.

---

(5) La même année, les maçons américains sont également intervenus par l'intermédiaire du *frère* • ° • Gigliotti pour faciliter le rapprochement du *Suprême Conseil* du prince sicilien Giovanni Alliata di Montereale avec le *Grand Orient.*

(6) *Relazione..., op. cit.*, page 11.

(7) Ce genre de section spéciale existe aussi dans certains partis, comme le *P.C.F.* : les membres de cette section ne sont connus que de la direction et ne participent pas à la vie d'une section locale.

TRIBUNALE DI MILANO
UFFICIO ISTRUZIONE

A.·. G.·. D.·. G.·. A.·. D.·. U.·.

MASSONERIA ITALIANA - GRANDE ORIENTE D'ITALIA

Palazzo Giustiniani

ROMA

La presente fotocopia è copia conforme al documento esistente agli atti del proc. pen. n. 531/80 - F - 2. I. (p. v. di perquisizione e sequestro del 17/3/1981 - p. v. di apertura e verifica di reperti del 18 e 19/3/1981)

Milano, li 11 MAG. 1981

IL CANCELLIERE

GIURAMENTO

Prestato dal Fratello Maestro Giuliano Antonio ANTONINI SVEVIA FOLINGH

appartenente alla R.·.L.·. PROPAGANDA

N. 2 all'Oriente di ROMA

«In presenza del Grande Architetto dell'Universo ed al cospetto dei Rispettabili Maestri che mi ascoltano, in piena coscienza GIURO solennemente di praticare i Principi Massonici, di amare e cercare la Verità, di odiare e fuggire la menzogna.

«GIURO di soccorrere i Fratelli ed i Figli della Vedova anche a pericolo della mia vita; GIURO di non rivelare a nessuno i segreti che potranno essermi confidati; GIURO di istruirmi e di sollevare il mio spirito e di fortificare la mia ragione affinchè d'ora in avanti tutte le mie facoltà siano dedicate alla gloria ed alla potenza dell'Ordine».

Oriente di ROMA

Data 27.11.1973

Firma del Fratello Maestro G. Antonini

Il Maestro Venerabile

Il Fratello Oratore

Il Fratello Segretario

Serment

Prêté par le Frère Maître..... appartenant à la R L Propagande n° 2, à l'Orient de Rome. En présence du Grand Architecte de l'Univers et face aux Respectables Maîtres qui m'écoutent, pleinement conscient, je JURE solennellement de pratiquer les Principes Maçonniques, d'aimer et rechercher la Vérité, de haïr et fuir le mensonge.
Je JURE de secourir les Frères et les Fils de la Veuve, même au péril de ma vie ; je JURE de ne révéler à quiconque les secrets qui pourraient m'être confiés ; je JURE de m'instruire et d'élever mon esprit et de fortifier ma raison afin que, dorénavant, toutes mes facultés soient consacrées à la gloire et à la puissance de l'Ordre.

Nouvelliste
et Feuille d'Avis du Valais
SION Vendredi 24 septembre 1982

Après l'arrestation de Gelli

RECTIFICATION

Après l'arrestation à Genève le 13 septembre dernier de Licio Gelli, ancien dirigeant de la Loge P2, la Radio romande, aux nouvelles du lendemain 14 septembre, à 13 heures, déclarait que cet homme n'était pas un authentique franc-maçon. D'autre part, dans un article du 15 septembre paru dans la *Tribune de Genève* sous la signature de Jean-Noël Cuenod, il était précisé que les buts politiques poursuivis par Licio Gelli étaient en contradiction totale avec ceux de la franc-maçonnerie.

Ces informations méritent pour le moins d'être nuancées. Le public doit en effet savoir que Licio Gelli occupait depuis la fin de la guerre divers postes dans le Grand Orient d'Italie et qu'il y avait été régulièrement nommé par trois de ses grands maîtres successifs, MM. Gamberini, Salvini et Battelli.

Effectivement exclu de la franc-maçonnerie italienne après le scandale fameux de la Loge P2, Licio Gelli n'a pas été totalement privé de soutien de la part de certains de ses frères maçons.

Il est extrêmement difficile d'apprécier la sincérité d'une telle exclusion car nul ne saurait affirmer que le Grand Orient d'Italie n'aurait pas couvert l'un des siens si le scandale avait pu être évité.

Les informations auxquelles je faisais allusion tout à l'heure, dans ce contexte, apparaissent davantage comme des tentatives de couverture idéologique de l'événement constitué par l'arrestation de l'ex-dirigeant de la Loge P2 plutôt que comme une rigoureuse information objective.

Une rectification s'imposait donc...

Michel de Preux

Une mise au point d'un journal suisse après l'arrestation du Frère Licio Gelli à Genève.

L'apogée de la puissance de Gelli se situe entre 1975 et 1981. Il s'impose aux autres chefs maçonniques qui le redoutent, il est lavé des accusations portées contre lui par ceux qui connaissent son passé de caméléon, il échappe aux condamnations des tribunaux maçonniques justifiées notamment pas ses contacts avec des éléments de droite jugés extrémistes, et il bénéficie de la protection des Grands Maîtres successifs Gamberini, Salvini et Battelli (général).

II — Dans le deuxième chapitre, la Commission d'enquête est appelée à préciser *« ce qu'est l'association maçonnique dénommée loge P2 »* (8). Elle le fait aussi nettement que possible, s'étendant quelque peu sur l'authenticité des listes d'affiliés saisies, qui ne sont, peut-être, ni certaines, ni complètes. Gelli aurait-il eu vent du projet de perquisition à sa villa d'Arizzo et fait savoir que l'on risquait, en s'attaquant ainsi à lui, de mettre dans le bain des personnalités importantes ? Les surprenantes déclarations au *Corriere della Sera* en 1980 sont significatives. Il est surprenant, disent en substance les parlementaires enquêteurs, que les documents saisis chez lui se soient trouvés dans une simple valise et non dans un coffre-fort, comme si Gelli avait voulu qu'ils fussent aisément trouvés : « Il n'est pas à exclure, lit-on dans le rapport, que la découverte de cette documentation ait été préparée, soit par Gelli lui-même comme moyen de défense à la suite de son abandon par ses animateurs, soit par ces derniers eux-mêmes. »

« Il n'est pas hasardeux de considérer, poursuit le rapport, que la force et la capacité opérationnelle de la loge, acquise en raison de sa pénétration dans les plus importants secteurs des institutions de l'État et dans les centres économiques, aient été plus grandes que ce que montrent les listes. »

La loge *P2* se présente comme une association de forme pyramidale, sans rapports horizontaux — ou presque — entre ses membres, recherchant avant tout son enrichissement propre, par tous les moyens. Elle apparaît « comme un instrument destiné à la gestion d'une opération générale d'infiltration dans le Système en vue de le conditionner et le contrôler ».

III — Ce chapitre est consacré aux relations de Gelli avec les services officiels, avec l'Armée et les services secrets — notamment avec ceux de la Ve Armée américaine, dès 1944. Il est révélateur, notamment, en ce qui concerne les relations internationales de Licio Gelli et de la loge *P2* avec des financiers et avec des entreprises (*Editions Rizzoli-Corriere della Sera, Banco Ambrosiano, Bafisud Corporation S.A.* de Panama, *Centrale Finanziara S.p.A., Istituto Opere di Religione*, etc.), avec des hommes politiques et des hommes d'État : ne fut-il pas décoré par le général Peron, puis soutenu par le général Massera ? N'a-t-il pas été en rapport avec les milieux giscardiens ? Ne fut-il pas invité personnellement aux cérémonies d'investiture du président Ford — qui est maçon — mais aussi des présidents Carter et Reagan, qui ne le sont pas ?

IV — Le dernier chapitre s'applique à préciser les intentions de Gelli et les buts de la loge *P2*. Rappelant l'opération qui permit à Gelli de mettre la main sur le *Corriere della Sera* et les *Editions Rizzoli*, elle montre que « la loge *P2* a bel et bien pris le contrôle du premier groupe d'éditions italien,

CAMERA DEI DEPUTATI SENATO DELLA REPUBBLICA

IX LEGISLATURA

Doc. XXIII
n. 2

RELAZIONE

DELLA COMMISSIONE PARLAMENTARE D'INCHIESTA SULLA LOGGIA MASSONICA P2

(Legge 23 settembre 1981, n. 527)

Presidente: **ANSELMI Tina**, deputato

Commissari: **ANDÒ Salvo**, deputato; **ANGELINI Piero**, deputato; **BASTIANINI Attilio**, senatore; **BATTAGLIA Adolfo**, deputato; **BATTELLO Nereo**, senatore; **BELLOCCHIO Antonio**, deputato; **BEORCHIA Claudio**, senatore; **COVATTA Luigi**, senatore; **COVI Giorgio**, senatore; **CRUCIANELLI Famiano**, deputato; **FALLUCCHI Severino**, senatore; **FLAMIGNI Sergio**, senatore; **FONTANA Elio**, senatore; **FORMICA Salvatore**, deputato; **GABBUGGIANI Elio**, deputato; **GAROCCHIO Alberto**, deputato; **GHINAMI Alessandro**, deputato; **GIUGNI Luigi Gino**, senatore; **GIUST Bruno**, senatore; **GRAZIANI E. Giuseppe**, senatore; **IANNI Manlio**, senatore; **MATTARELLA Sergio**, deputato; **MATTEOLI Altero**, deputato; **MELANDRI Leonardo**, senatore; **MORA Giampaolo**, deputato; **OCCHETTO Achille**, deputato; **PADULA Pietro**, senatore; **PETRUCCIOLI Claudio**, deputato; **PINTUS Francesco**, senatore; **PISANÒ Giorgio**, senatore; **RICCI Raimondo**, senatore; **RIZZO Aldo**, deputato; **RUFFILLI Roberto**, senatore; **SPANO Roberto**, senatore; **TEODORI Massimo**, deputato; **TESINI Giancarlo**, deputato; **TRABACCHI Felice**, deputato; **VENTRE Antonio**, deputato; **VINCENZI Bruno**, deputato; **VITALE Giuseppe**, senatore.

Relatore: **ANSELMI Tina**, deputato

Comunicata alle Presidenze delle Camere il 12 luglio 1984.

ROMA 1984

Le *Rapport* établi par la Commission parlementaire d'enquête sur la *Loge P2* fut remis au président de la Chambre et au président du Sénat en juillet 1984.

mettant en œuvre dans le secteur capital de la presse quotidienne une opération, sans équivalent par ailleurs, de concentration de titres. Ce type d'opération, nous l'avons relevé, s'est accompagné d'une infiltration concertée et massive des principaux centres de pouvoir, tant civils que militaires, et d'une pression constante sur les forces politiques.

« Notre seconde conclusion est que cette vaste opération révèle un dessein d'ensemble, incontestablement d'ordre politique de bout en bout.

« Ces deux conclusions nous amènent à nous poser une ultime question : n'y a-t-il pas disproportion entre l'énormité de l'opération et le personnage qui y joue le rôle principal ? Quadrature du cercle, si l'on compare ce dernier au fruit de son activité. En fait, la véritable disproportion réside moins dans la comparaison entre la loge P2 et un certain Licio Gelli que dans l'imputation du phénomène à un seul individu, dans le fait d'attribuer à un seul esprit l'ampleur du dessein et sa mise en œuvre complète et détaillée (...).

« Si l'on veut recourir à une métaphore pour décrire la situation, nous pouvons penser à une pyramide dont Licio Gelli est le sommet. Pour lui conférer un sens, force est d'admettre l'existence, au-dessus d'elle, d'une seconde pyramide renversée, Licio Gelli se trouvant aussi à sa pointe. Car l'homme assure la liaison entre la pyramide supérieure qui fixe les buts ultimes, et l'inférieure, où ils sont mis en œuvre sur le plan pratique (...).

« Quelles forces s'agitent dans la structure supérieure ? Nous n'avons pu le savoir, fût-ce de façon très générale, au-delà du rapport liant Licio Gelli aux services secrets ; mais en nous reportant à ce que nous avons dit à ce propos, il est certain que la loge P2 nous incite à voir la réalité dans toute sa variété, souvent insaisissable et à ne pas nous en tenir à notre horizon domestique, mais, au contraire, à y voir avec réalisme les problèmes de notre temps et le rôle qu'y joue notre pays.

Ce que livre à notre réflexion la loge P2, c'est une opération politique inspirée par une conception « préidéologique » du pouvoir, un cynisme dans les intentions et les actes qui fait songer à la célèbre maxime du *« Guépard »* selon laquelle *« il faut que tout change pour que tout reste en l'état »*. Pour Gelli, pour les hommes qui l'inspirent de près ou de loin, pour ceux qui partagent ses intentions, il semble que tout doive se mouvoir afin que tout demeure immuable. Se défendre contre ce projet politique, cette métastase des institutions, cette négation de tout progrès civil, exige une mise en garde sans hypocrisie ni polémique, car la gravité du phénomène affecte, avec une efficacité perverse, non seulement des éléments du système mais le système lui-même dans sa raison d'être : la souveraineté des citoyens, base ultime et définitive du pouvoir qui gouverne la République. »

Le rapporteur avoue ne pas savoir quelles forces agissent dans la structure supérieure.

Après sa dissolution officielle, son interdiction et la disparition de son chef, la loge maçonnique *P2* a-t-elle véritablement cessé d'exister ? Ne s'est-elle pas reconstituée sous une autre forme et dans un autre pays ? Il y avait, ne l'oublions pas, 3 000 affiliés étrangers dont on ne nous dit rien.

No. 25 Winter 1980/81

Trialogue

The *Trilateral Commission's* Quarterly
of North American•European•Japanese Affairs

Trilateral-Soviet Relations in Transition

Détente – Whither?

WILLY BRANDT: *The Perspective of Survival*
ZBIGNIEW BRZEZINSKI: *Looking Back—And Forward*
NAGAO HYODO: *The Needed Trialogue*
SEWERYN BIALER: *East-West Uncertainties*
HIROSHI KIMURA: *The Distant Neighbors*
FRANÇOIS DE ROSE: *A Strategy for the West*

La revue officielle de la *Trilatérale* paraît en anglais. Y collaborent tour à tour des affiliés, comme Brzezinski, l'éminence grise du Président Carter, lui-même membre de l'organisation, et François de Rose, ambassadeur de France, collaborateur du *Monde*.

CHAPITRE XV

DE SINGULIERS DÉMOCRATES

Je me suis étendu longuement sur le cas de la loge *P2*. Mais l'occasion était trop belle pour ne pas insister sur le danger que représente une organisation secrète, animée par des hommes ambitieux, résolus et retors.

D'autant plus que c'est la première fois qu'une commission composée de députés et de sénateurs d'opinions diverses, mais où les tendances républicaines semblent dominer, produit un document de cette importance. Jamais, dans un État démocratique, un groupe de parlementaires officiellement mandatés, n'avait eu l'honnêteté de dire, publiquement, ce qu'il faut penser de l'une des branches les plus actives du Pouvoir occulte. Mme Tina Anselmi, président de la Commission et auteur principal du rapport, a fait preuve d'un courage exceptionnel.

Sans doute, la Commission a-t-elle été trop discrète sur les relations et les ramifications internationales de la loge *P2*. Peut-être a-t-elle manqué de documents probants, faute de les avoir reçus des services de police ou de la Justice ? Peut-être a-t-elle été retenue par des scrupules d'ordre diplomatique ?

Le *Rapport* fait cependant état (page 129) d'un *Comité exécutif maçonnique* dont le siège est (ou était) installé dans la Principauté de Monaco (1), dont « la finalité réelle transparaît dans un document » où il est fait allusion à la manière de « réaliser une force de gouvernement universel » : « La Maçonnerie, peut-on lire dans ce document, est l'organisme le plus qualifié pour gouverner. »

A un autre endroit (page 67), il est fait mention de « l'action mondiale de la Maçonnerie inspirée par des directives économiques venant des États-Unis et d'Angleterre ». « L'action d'ensemble, ajoute le rapporteur, serait soutenue par la *Commission Trilatérale*, organisme créé par David Rockefeller en 1973, qui pourrait être à son tour une émanation de la Maçonnerie internationale. »

Après un long détour en Italie, nous voici revenus aux oligarchies politico-financières que je dénonce ici depuis trente ans et que Yann Moncomble démasque avec application dans chacun de ses livres : le *Club de Rome*, la *Pilgrims Society*, le *C.F.R.* et surtout le *Bilderberg Group* et la *Commission Trilatérale*.

La Trilatérale ! Voilà une société secrète dont bien peu de gens osent parler. Pourtant, dans mes écrits, je l'ai maintes fois mise en cause. (J'ai

(1) Il est aussi question de « la loge de Monte-Carlo ». *P2* avait donc des ramifications de ce côté-là, et probablement aussi sur la Côte d'Azur où Gelli avait une villa.

même consacré tout un chapitre des *« 200 Familles au pouvoir »* à cette mystérieuse et puissance société.) Des revues et des journaux ont mentionné son existence. Elle n'est donc pas une inconnue en France. Et pourtant, aussi bien à droite qu'à gauche, les états-majors des partis font comme si elle n'existait pas. Je soupçonne même les formations de la droite libérale d'être plus gênées encore que celles de la gauche pour évoquer cette puissance obscure. Serait-ce parce que plusieurs de leurs *leaders* figurent parmi les agents les plus fidèles de la fameuse « commission » ?

Depuis que j'ai publié la liste des affiliés français de la *Trilatérale*, que de changements sont survenus ! Nommé ministre, Michel Crépeau a fait savoir qu'il avait rompu avec elle lorsqu'il eut compris ce qu'elle était vraiment. Mais Raymond Barre, lorsqu'il était Premier ministre, s'est borné à se faire mettre « en congé ». (Il a repris sa place depuis 1981.) Questionné un jour, à la radio, par un auditeur, sur son appartenance à cette société secrète politico-financière, il a habilement répondu... à côté. Comme, nombre des auditeurs, qui sont aussi mes lecteurs, semblaient avoir compris qu'il niait son appartenance à la *Trilatérale*, j'ai publié le document que je possède à ce sujet. Je crois qu'il est bon d'en publier un plus récent (voir page 158), car trop de naïfs risquent, une fois encore, d'être abusés par ce politicien.

Rien ne me désole plus que la candeur des honnêtes gens. Vous êtes informés de choses capitales que le commun ignore parce que c'est votre métier de savoir et que vous avez en main des documents qui prouvent ce que vous avancez, et c'est en vain que vous mettez vos contemporains en garde. Vos avertissements sont accueillis par des sourires narquois. Les mieux intentionnés à votre égard vous croient parce qu'ils vous connaissent et qu'ils ont de la sympathie pour vous. Et puis, crac ! un émissaire de l'intéressé — à défaut de l'intéressé lui-même — vient dire avec aplomb que tout cela est inexact, que c'est du roman, et il est cru sur parole.

Je n'ai donc pas beaucoup d'illusion à me faire sur le résultat de mes investigations ou sur la portée de mes avertissements. Mais je suis un vieil Auvergnat obstiné et je n'écrirai jamais que tel politicien est blanc comme neige lorsqu'il est tout noir ou seulement gris.

Je ne dirai donc pas que Raymond Barre est l'homme qui va, demain, sauver la France, en tout cas la tirer du bourbier dans lequel elle s'enlise depuis bien avant 1981. Car je pense exactement le contraire : malgré ses capacités indéniables, ses connaissances étendues, son caractère exceptionnel, je ne lui reconnais aucune des qualités d'un sauveur. En premier lieu, c'est un faux indépendant. Il sait que les Français sont las du règne des partis et il pose à l'homme politique échappant aux groupes et aux états-majors : il n'est ni *U.D.F.*, ni *R.P.R.* et il refuse même — jusqu'ici — de créer son propre mouvement politique.

Mais je connais des parlementaires centristes et gaullistes qui, bien que respectueux des règles de leur parti, conservent une grande liberté de mouvement et ont le souci de préserver leur pays de toute ingérance étrangère. Ils ne sont ni francs-maçons (2), ni affiliés à l'une de ces sociétés politico-

(2) A notre connaissance, Raymond Barre n'est pas affilié à la Franc-Maçonnerie française (aurait-il été initié en Amérique, comme me l'a affirmé un homme politique américain ?), mais il est un ami des loges : il a été reçu en grandes pompes par la *Grande Loge de France* (mars 1977) et il participe volontiers aux *tenues blanches* des loges de Lyon (1980), aux agapes fraternelles du *Carrefour de l'Amitié*, ce cercle composé exclusivement de francs-maçons fortunés (1982), et c'est à un franc-maçon influent, le Dr Baridon, qu'il a confié le poste de suppléant aux élections législatives (dès 1978). (Voir le fac-similé du document maçonnique Barre publié page 151, communiqué par le journal *Jeune Nation solidariste* (B.P. 227, 75264 Paris Cedex 06).

A la Gloire du Grand Architecte de l'Univers

GRANDE LOGE DE FRANCE

Francs-Maçons Anciens et Acceptés

Liberté — Égalité — Fraternité

INVITATION

Sous la Présidence du Sérénissime Grand Maître RICHARD DUPUY

accompagné du Très Respectable Frère MICHEL DE JUST
Grand Chancelier de la Grande Loge de France, Inspecteur de l'Atelier
et d'une délégation du Conseil Fédéral

LA R.·. L.·. JAMES ANDERSON N° 868

vous prie d'honorer de votre présence

LA TENUE BLANCHE FERMÉE

qu'elle organise le
MARDI 29 MARS 1977 à 20 h 45
en l'Hôtel de la Grande Loge de France (Grand Temple)
8, rue Puteaux - 75017 Paris

au cours de laquelle
Monsieur RAYMOND BARRE
Premier Ministre

prononcera une Conférence intitulée

LE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE : DE LA POLITIQUE CONJONCTURELLE AU CHANGEMENT DE STRUCTURES ET DE COMPORTEMENTS

Tenue Sombre - Gants blancs

Devant les seuls maçons invités, Raymond Barre, alors Premier ministre, a tenu à exposer son plan de redressement économique. Aucun non-initié n'a participé à cette tenue blanche fermée, à l'exception de l'orateur (cliché *Jeune Nation solidariste*).

financières dont les buts cachés sont, pour le moins, fort éloignés de nos intérêts nationaux.

Ce n'est pas le cas de Raymond Barre. Certes, il a refusé de s'inscrire à l'un des deux partis de l'opposition libérale, mais il n'est pas un homme libre, la chaîne dorée qui le rattache à la *Trilatérale*, l'une des plus redoutables organisations internationales que l'on connaisse, est un sacré fil à la patte.

Ce n'est pas par hasard que la Commission parlementaire italienne présidée par Tina Anselmi a fait mention, dans son rapport, des liens existant entre l'entreprise d'escroquerie, de corruption et d'assujetissement connue sous le nom de *P2* et la formidable organisation cosmopolite qu'est la *Commission Trilatérale*.

Les classes moyennes regretteraient amèrement la confiance qu'elles mettraient en Barre. Lisez attentivement l'interview que l'ancien Premier ministre a donné au *Monde* en août 1984. Au milieu du fatras habituel de lieux communs et de promesses, véritable rideau de fumée à l'abri duquel les combinaisons s'échafaudent, une toute petite phrase en dit long sur la mentalité véritable de Raymond Barre :

« L'homme politique, a-t-il dit, doit à la fois énoncer les valeurs auxquelles il se réfère, se montrer responsable en choisissant de défendre l'intérêt général (lisez : l'intérêt supérieur de la Trilatérale) **MÊME AU DÉTRIMENT DES INTÉRÊTS DE CLASSES SOCIALES QUI L'ONT PORTÉ AU POUVOIR OU PEUVENT L'Y PORTER** (3)... »

Il est aisé de parler de l'intérêt général et de tromper les électeurs dont on veut piper les suffrages. Raymond Barre n'a rien inventé, d'autres que lui ont fait des promesses et ont pris le contre-pied de ce qu'ils s'étaient engagés à faire. Rappelez-vous le serment de Mostaganem ou les assurances du Programme commun. Mais personne n'avait commis la maladresse d'annoncer qu'il entendait agir au besoin contre les légitimes espoirs de ceux qui l'auraient élu.

Vous voici prévenus, vous qui vous apprêtez à le porter au pouvoir. Si vous n'avez pas la mémoire trop courte, vous vous souviendrez de cette petite phrase, comme d'autres se rappelleront la manière dont les contribuables étaient considérés lorsque Raymond Barre gouvernait le pays, ou comment les généraux qui avaient sauvé l'honneur ont été traités par le député Barre lorsqu'il s'est agi de réparer les injustices commises lors de la guerre d'Algérie (4). Cet admirateur de Léon Blum — il l'a déclaré lui-même — ne l'oublions pas non plus, est en outre le premier responsable du « gazoduc de

---

(3) *Le Monde*, 22 août 1984, page 2, 1re colonne.

(4) Un projet de loi présenté par Raymond Courrière, secrétaire d'État aux Rapatriés, adopté en Conseil des ministres le 29 septembre 1982, devait mettre fin aux déchirements des années 1954-1962. Lionel Jospin, Premier secrétaire du *P.S.*, soutenu par Pierre Joxe, président du groupe parlementaire socialiste, déposa un amendement **QUI EXCLUAIT LES ANCIENS GÉNÉRAUX** ayant défendu l'Algérie française de la mesure de réconciliation nationale. 266 députés socialistes (sur 286), 44 députés communistes et Raymond Barre ont voté l'amendement *de haine* de Jospin et Joxe. (Scrutin de l'Assemblée nationale du vendredi 22 octobre 1982.) Heureusement le Sénat intervint et le gouvernement, soucieux de se concilier les bonnes grâces de l'Armée, finit par imposer à ses amis députés la loi de clémence. Mais ce n'était pas la faute de Raymond Barre si le projet était adopté : il avait été le seul, dans l'opposition, à voter *POUR* l'amendement Jospin.

ELECTRICITE DE FRANCE

LE PRESIDENT

32, RUE DE MONCEAU. 75008 PARIS
TEL 755-94-10

27 JUILLET 1981.

Monsieur,

Au moment de payer votre facture d'électricité, vous vous posez quelques questions sur les rapports qui peuvent exister entre l'E.D.F. et la Commission Trilatérale.

Je voudrais tout d'abord vous préciser que si la dite Commission a bien un caractère privé, elle se veut apolitique. Le fait est que ses sections nationales comportent des hommes de droite et des hommes de gauche, la proportion des uns et des autres tendant d'ailleurs à évoluer avec les gouvernements : lorsque M. Carter, qui était membre de la section américaine, est devenu Président des Etats-Unis, lui-même et certains membres de son entourage ont quitté la trilatérale pour prendre des fonctions gouvernementales de sorte que, par contrecoup, la proportion des "conservateurs" a augmenté dans la section américaine. L'élection de M. Reagan a entraîné un mouvement inverse et c'est cette fois la proportion des républicains qui se trouve avoir augmenté. Même chose au Japon, en Angleterre etc...

Cela dit, il est exact qu'en France, et pour des raisons que j'ignore, des membres réputés de gauche qui appartenaient à la section française l'ont quittée il y a quelques années. Les tentatives faites par le Président français pour rééquilibrer la représentation nationale ont jusqu'ici échoué. Il est clair que si cela devait encore durer, le sort même de la section française serait en cause.

Quant aux conditions matérielles d'existence de la dite section, leur parenté avec E.D.F. tient à un phénomène purement contingent : le Président de la section française est depuis l'origine M. Delouvrier, qui était jusqu'à ces dernières années Président d'EDF ; et le Président de la section européenne est un français. Pour éviter des complications inutiles de correspondance et eu égard au caractère très peu formel de l'organisation, d'ailleurs fort légère, la section a pris comme adresse celle du Président Delouvrier. Je puis vous assurer cependant que les locaux que le secrétariat occupe au voisinage ne sont pas payés sur le 1% de la Caisse Centrale d'Activités Sociales - qui n'a vraiment rien à y voir.

Les frais de secrétariat sont remboursés à l'EDF, mais le fait est qu'il vaudrait mieux que, même remboursé , l'affranchissement du courrier de la Trilatérale ne soit pas fait avec la machine et donc au nom d'EDF-GDF (à vrai dire je ne l'avais même pas remarqué !)

J'espère que ces précisions répondront à votre attente, et vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

M. BOITEUX

Cette lettre de Marcel Boiteux, président d'*E.D.F.* et homme de confiance de la Trilatérale, a été adressée à Yann Moncomble, l'auteur de plusieurs livres sur les forces obscures — dont *« La trilatérale et les secrets du mondialisme »* — ; elle a été rendue publique par la revue *Lectures Françaises* (n° 294, octobre 1981, page 9).

la honte », construit en accord avec le gouvernement français par les esclaves du goulag.

Rendant compte de la prestation de Raymond Barre à la télévision, pendant « une heure de vérité », sous l'œil vigilant du marquis de Virieu, un journaliste critique remarquait naguère que l'ancien Premier ministre avait soigneusement évité de prononcer le mot communisme.

C'est volontairement qu'il s'était abstenu de mettre en cause le communisme : il est de ceux que « l'anticommunisme primaire » répugne et qui s'affirment partisans d'une bonne entente avec l'Union soviétique. Il est dans la ligne de la *Trilatérale* pour qui la résistance à Moscou n'est pas le souci majeur.

Au contraire : lors de la réunion de la *Trilatérale* à Rome le 17 avril 1983, a noté Yann Clerc, dans *Valeurs actuelles*, les participants — dont Raymond Barre, speaker et rapporteur — ont pris position contre le projet de réarmement du président Reagan. L'année précédente, elle avait condamné la politique de sanctions suivie par Washington à l'égard de Moscou : « Un commerce accru avec les pays communistes ne mettrait pas en danger la sécurité de l'Occident (5). »

Partisan de la coexistence pacifique, Raymond Barre déclarait, à propos du gazoduc :

« Le gouvernement français a, avec raison, entendu sauvegarder sa liberté commerciale à l'égard de l'U.R.S.S. et s'est refusé à faire du commerce une arme diplomatique (6). »

Tout cela est conforme aux consignes de la *Trilatérale*, qui, contrôlant 80 % des actuels investissements dans le monde (350 des grandes sociétés internationales sont dirigées par ses affiliés), ménage l'Union soviétique.

Dans un communiqué transmis par l'*A.F.P.* en septembre 1982, la Trilatérale avait condamné formellement des sanctions économiques contre Moscou après l'agression soviétique de l'Afghanistan.

Dans un rapport publié en marge de l'assemblée du F.M.I. et de la *Banque mondiale*, la *Trilatérale* plaidait pour une « coexistence prudente »

---

(5) *A.F.P.* cf. *Le Monde*, 10 septembre 1982, page 5.

(6) Cité par Yann Clerc, in *Valeurs actuelles*, 23 mai 1983, page 27. *Le Monde diplomatique* de juin 1984 fait état, de son côté, de la participation active de Raymond Barre aux réunions discrètes à la Trilatérale : « Une séance, note son rédacteur, fut consacrée, sous la présidence de M. Raymond Barre, à l'état actuel des relations et des concertations politiques entre Europe, Japon et États-Unis. » Et, un peu plus loin, soulignant (sans en avoir l'air) la rouerie de l'ancien Premier ministre, le journaliste du *Monde diplomatique* ajoute :

« En accord avec M. George Kennan — dont on connaît les positions antireaganiennes — il condamne d'éventuelles mesures de restriction économique envers l'U.R.S.S., constate le caractère inévitable de certaines divergences entre l'Europe et les États-Unis. Il écrit : « Containment, *contrôle des armements, détente, tels devraient être les trois éléments d'une stratégie globale à long terme pour les relations Est-Ouest* ». Bref : ni déstabilisation systématique, ni croisade...

« Les "décideurs" qui se réunissent périodiquement ne sont ni des fanatiques ni des adeptes de la déraison. D'aucuns font preuve de mesure et de réalisme. Pourtant, leur rêve commun demeure d'utiliser la perspective d'un conflit apocalyptique sans en préconiser le déclenchement ; d'entretenir une alternance de détente et de guerre froide profitable aux intérêts des transnationales... »

Car, avait-il écrit un peu plus haut : « Les rapports de la Commission pendant les dix années suivantes témoignent d'orientations générales constantes, tendant à préserver les chances à long terme des transnationales à l'échelle mondiale, envisageant parfois des échanges triangulaires entre l'Est, l'Ouest et le tiers-monde. Néanmoins, sous certaines pressions, et sous l'influence des éléments les plus "durs" de la coalition, un difficile exercice d'équilibre se manifesta, notamment quand il fallut tenir compte de ce "reaganisme" que la Trilatérale aurait souhaité écarter du pouvoir. »

entre l'Est et l'Ouest. Selon ce document, l'Occident a tout à gagner à « reprendre le développement de ses échanges avec l'Est, lorsque la crise actuelle aura diminué, à condition que les contrôles sur les transferts de technologie militaire soient maintenus ».

Soucieuse de ménager les intérêts des groupes capitalistes qui trafiquent avec Moscou, elle mettait en garde les gouvernements occidentaux contre le danger que comporterait une baisse des échanges avec l'U.R.S.S.

« Le risque le plus grand, dans l'immédiat, est que les exportations de l'Est européen ne diminuent au point où cette région ne sera plus en mesure de faire face au service de sa dette extérieure (7). »

En affilié fidèle, Raymond Barre assiste régulièrement aux assemblées importantes de la *Trilatérale*. Mais il ne néglige pas non plus celle du *Bilderberg Group*. C'est ainsi qu'il était présent à la dernière réunion de celui-ci qui s'est tenue à Montebello en mai 1983 (8).

Tout comme la *Trilatérale, Bilderberg* est l'une de ces sociétés discrètes qui ambitionnent de gouverner la planète.

Plus ancien que la *Trilatérale*, le *Bilderberg Group* ne regroupe guère que des Américains et des Européens. Les Japonais, venus plus tard sur la scène politico-financière, ne participent pas à ses travaux.

Si Rockefeller en est — ou en était, jusqu'à ces derniers temps — le principal dirigeant, il n'en est pas le promoteur. Le *Bilderberg Group* a été créé, en quelque sorte, par Joseph Retinger, un haut gradé dans la Maçonnerie suédoise, qui fut de 1913 jusqu'à sa mort en 1960, un agent secret particulièrement actif.

J'ai donné, comme pour la *Trilatérale*, un historique de ce groupe dans l'un de mes précédents ouvrages (9). Je n'y reviendrai pas. Mais je crois devoir citer quelques-unes des personnalités qui ont accepté de travailler avec lui — donc pour lui — au cours de ces vingt dernières années. Ce sont, notamment : Dean Acheson (U.S.A.), Giovanni Agnelli (*Fiat*, Italie), Irving Brown (U.S.A.), James Callaghan (Grande-Bretagne), Thomas C. Dewey (U.S.A.), James Duncan (Grande-Bretagne), Félix Eckardt (Allemagne), Lord Gladwyn (Grande-Bretagne), Edward Heath (Grande-Bretagne), Jacob Javits (U.S.A.), Henry Kissinger (U.S.A.), Ugo La Malfa (Italie), le prince Bernhard des Pays-Bas, Robert Murphy (U.S.A.), Lester Pearson (Canada), Max Petitpierre (Suisse), Alberto Pirelli (Italie), Denis de Rougemont (Suisse), Paul-Henri Spaak (Belgique), Marcus Wallenberg (Suède), Harold Wilson (Grande-Bretagne), Paul van Zeeland (Belgique), etc.

Pour la France, on relève les noms de : Pierre Dreyfus, qui fut ministre du gouvernement Mauroy après avoir présidé pendant vingt années la *Régie Renault* ; Jacques Rueff, ancien témoin de mariage du maréchal Pétain, puis conseiller financier du général De Gaulle ; Pierre Uri, ancien représentant

---

(7) *Le Monde, op. cit.*, page 5. Ceci est à rapprocher des déclarations optimistes d'un homme d'affaires américain, Edwin Gay, qui, de retour d'une mission dans le territoire tenu par Lénine et Trotsky en 1918, déclarait devant la Chambre de Commerce américaine, que « plus on commerçait avec les bolcheviks, et plus ils avaient de chance d'instaurer en Russie un ordre stable et modéré » (cité par Pierre de Villemarest, in *La Vie Française*, 6 février 1984).

(8) Raymond Barre a d'ailleurs, semble-t-il, un faible pour l'Italie et ses manieurs d'argent : il vient de se faire nommer, très discrètement, membre de conseil consultatif de la *Banca Nazionale del Lavoro* (cf. Roland Gaucher, in *Dans la Coulisse*, n° 77, 22 octobre 1984).

(9) « *Dictionnaire de la Politique Française* », tome III, pages 71 à 80.

spécial du baron Edmond de Rothschild et supporter de François Mitterrand ; feu Raymond Aron, éditorialiste du *Figaro*, puis de l'*Express* ; André Fontaine, l'un des principaux rédacteurs du *Monde* ; les gaullistes Jacques Baumel, Olivier Guichard et Christian de La Malène ; les socialistes Gaston Defferre, Jacques Attali et (jadis) Guy Mollet ; les radicaux Maurice et Edgar Faure ; le modéré Antoine Pinay ; le démocrate-chrétien Jean Lecanuet, et de beaucoup d'autres (10).

L'une des rares réunions du *Bilderberg Group* tenues en France a eu lieu à Megève, en Haute-Savoie. C'était en avril 1974, chez le baron Edmond de Rothschild. La gendarmerie avait quadrillé la localité ; sur la route menant à l'hôtel du Mont d'Arbois, propriété du baron, des C.R.S. placés en chicane contrôlaient les laissez-passer spéciaux délivrés aux membres et aux invités. Une semaine plus tôt, les services secrets s'étaient installés dans cette station de sport d'hiver, déserte en cette saison, et l'avaient passée au peigne fin.

« Dispositif de sécurité digne de chefs d'État » constatait un journaliste, qui notait la présence de cent vingt invités accueillis par Edmond et Elie de Rothschild. Parmi les participants, il notait : le prince Bernhard des Pays-Bas, Nelson Rockefeller, gouverneur de l'État de New York, Frederick Dent, secrétaire américain au Commerce, le général Andrew Goodpaster, commandant les forces alliées en Europe, Helmut Schmidt, ministre allemand des Finances, Denis Healey, chancelier de l'Échiquier britannique, Franz Joseh Strauss, leader démocrate-chrétien bavarois, Joseph Luns, secrétaire général de l'O.T.A.N., Hermann Abs, ancien président de la *Deutsche Bank*, Guido Carli, gouverneur de la *Banque d'Italie*, Richard Foren, président européen de la *General Electric*, Giovanni Agnelli, président de *Fiat*, Eugenio Cefis, président de *Montedison*, etc. Au dernier moment, Ambroise Roux, président de la *Cie Générale d'électricité*, et Yvon Chotard, vice-président du *C.N.P.F.*, qui devaient conduire une délégation du patronat français, s'étaient excusés (11).

Combien de ces personnages n'ont frayé dans ces eaux que par curiosité ? C'est difficile à dire, car nombre d'entre eux n'assistèrent qu'une fois à ces réunions discrètes. Mais leur présence était une caution donnée aux organisateurs qui, eux, savent ce qu'ils veulent et où ils vont.

Un jour, *Le Canard enchaîné* (12), généralement bien informé, annonça que le président Giscard d'Estaing et le chancelier Helmut Schmidt assisteraient à la réunion du *Bilderberg Group* qui allait se tenir à Torquay, en Grande-Bretagne, les 21, 22 et 23 avril 1977. Cette indiscrétion déplut fort au président de la République : d'Afrique où il était, Valéry Giscard d'Estaing rentra directement à Paris et ne fit pas le crochet prévu outre-Manche...

En dépit du secret dont ils entourent leurs réunions, les Bilderbergers sont donc victimes d'observateurs curieux dont les révélations ont permis de mieux connaître les intentions de la société. Outre les problèmes financiers et économiques qui sont à l'ordre du jour de chacune de ses réunions, le *Bilderberg Group* place au centre de ses préoccupations : la liberté d'émigration, l'immigration, la constitution d'une force de police internationale remplaçant

---

(10) Pierre Virion est probablement l'un des premiers écrivains français qui révélèrent l'action souterraine du *Bilderberg Group*, notamment dans *« Bientôt un gouvernement mondial ? »* et *« Les forces occultes dans le monde moderne »*, lesquels eurent de nombreuses éditions chez *Téqui*, au cours de ces vingt dernières années.

(11) *Valeurs actuelles*, 29 avril 1974.

(12) *Le Canard enchaîné*, 13 avril 1977.

European Members

*Giovanni Agnelli, *Chairman, FIAT*
Michel Albert, *Chairman, Assurances Générales de France; former High Commissioner of the French Planning Agency*
Luis Maria Anson, *Presidente de la Agencia EFE, Madrid; Presidente, Federación Nacional de Asociaciones de la Prensa*
Giovanni Auletta Armenise, *Chairman, Banca Nazionale dell'Agricoltura, Rome*
E.K. den Bakker, *Chairman of the Board, Nationale Nederlanden, Rotterdam*
Raymond Barre, *Member of Parliament; former Prime Minister of France*
Piero Bassetti, *Chairman of the Federation of Italian Chambers of Commerce; former Member of Italian Parliament*
Giorgio Benvenuto, *Secretary General, Italian Confederation of Labor (UIL)*
*Georges Berthoin, *International Honorary Chairman, European Movement*
Timothy Bevan, *Chairman, Barclays Bank Ltd., London*
Kurt Birrenbach, *Honorary Chairman, German Society for Foreign Affairs*
Ritt Bjerregaard, *Member of Danish Parliament; former Minister of Education and Minister for Social Affairs*
Erling Bjoel, *Former Chairman, Danish Institute of International Studies*
Claudio Boada Vilallonga, *Chairman, Instituto Nacional de Hidracarburos; Chairman, Asociación para El Progreso de la Dirección, Madrid*
Marcel Boiteux, *Chairman, French Electricity Board*
Margherita Boniver, *International Secretary, Italian Socialist Party; former Member of Italian Senate*
Carlo Bonomi, *Chairman, INVEST, Milan*
*Henrik N. Boon, *Chairman of the Board, Netherlands Institute for Near Eastern Affairs; former Ambassador*
Pierre Callebaut, *Chairman, Amylum, Brussels; Chairman, Belgian Federation of Agricultural & Food Industries*
Guido Carli, *Chairman, European Federation of Employers (UNICE), Luxembourg; Chairman, Impresit; former Governor, Bank of Italy*
*Hervé de Carmoy, *General Manager for Europe, Midland Bank, London & Paris*
Jaime Carvajal Urquijo, *Chairman, Banco Urquijo, Madrid*
Jean Claude Casanova, *Professor of Political Science, Institute of Political Studies, Paris Director,* Commentaire
José Luis Cerón Ayuso, *Former President of the Spanish Board of Trade; Chairman of ASETA*
Umberto Colombo, *Chairman, Comitato Nazionale per L'Energia Nucleare, Rome*
Richard Conroy, *Chairman, Conroy Petroleum; former Member of Senate, Irish Republic*
Alain Cotta, *Professor of Economics and Management, University of Paris*
Hugh Coveney, *Lord Mayor of Cork, Irish Republic; Member of the Dail*
Antoinette Danis-Spaak, *Chairman, Democratic Front of French Speaking Bruxellois; Member of Chamber of Representatives; Member of European Parliament*
Michel David-Weill, *Senior Partner, Lazard Frères, Paris and New York*
Guido Declercq, *President, Investco, Brussels*
Jean Deflassieux, *Chairman, Crédit Lyonnais, Paris*
*Paul Delouvrier, *Chairman, Public Authority for the Development of the Parc de la Ville; former Chairman, French Electricity Board*
Geoffrey Drain, *General Secretary of the National and Local Government Officers Association (NALGO), London*
Jean Dromer, *Président Directeur Général, International Bank for West Africa, Paris; President, Association of French Banks*
Roberto Ducci, *Member of Italian Council of State; former Ambassador*
*Horst Ehmke, *Deputy Chairman, Social Democratic Parliamentary Fraction, Federal Republic of Germany; Member of the Bundestag; former Minister of Justice*
Otto Esser, *President, Federation of German Employers' Associations (BDA)*
Pierre Esteva, *Honorary Chairman, Union des Assurances de Paris*
Adam Feddes, *Chairman of the Board, Brederode United Enterprises, Utrecht*
Carlos Ferrer, *Chairman, Spanish Employers' Confederation; Chairman, Ferrer International*
René Foch, *Honorary Director-General, Commission of the European Communities*
Antonio Garrigues Walker, *Senior Partner, J & A Garrigues; President, Liberal Party of Spain*
Giuseppe Glisenti, *Vice-Chairman, INVEST, Milan*
Alain Gomez, *Chairman, Groupe Thomson, Paris*
Jacques Groothaert, *Chairman of the Board, Société Générale de Banque, Belgium; Honorary Ambassador of Belgium*
Hans Hartwig, *President, National Federation of German Wholesale and Export Traders*
Miguel Herrero di Miñon, *Member of Spanish Parliament; Speaker of the Opposition*
Stéphane Hessel, *Ambassadeur de France; former Assistant Administrator, UNDP; former Permanent Representative at the U.N., Geneva*
Terence Higgins, *Member of British Parliament; former Minister of State and Financial Secretary to the Treasury*
Diether Hoffmann, *Chairman of the Board, Neue Heimat, Hamburg*
Johan Jørgen Holst, *Director, Norwegian Institute of International Affairs; former State Secretary to the Minister of Foreign Affairs*
Jozef P. Houthuys, *Chairman, Confederation of Christian Trade Unions of Belgium*
Ludwig Huber, *Chairman of the Board, Bayerische Landesbank und Girozentrale, Munich; former Minister of State*
Horst K. Jannott, *Chairman of Executive Board, Munich Reinsurance Company*
Daniel E. Janssen, *Director-General, Belgian Chemical Union; Chairman, Federation of Belgian Industries*
Karl Kaiser, *Director, Research Institute of the German Society for Foreign Affairs; Professor, University of Cologne*
Justin Keating, *Former Member of Senate, Irish Republic; former Dean, Faculty of Veterinary Medicine, University College, Dublin*
Henry Keswick, *Chairman, Matheson & Co., Ltd., London*
Michael Killeen, *Chairman, Industrial Development Authority of the Irish Republic; Deputy Chairman, Irish Distillers Group Ltd.*
Norbert Kloten, *President, State Central Bank in Baden-Württemberg*
Max Kohnstamm, *Former President, European University Institute, Florence*
Erwin Kristoffersen, *Director, International Department, German Federation of Trade Unions*
Giorgio LaMalfa, *Member of Italian Chamber of Deputies; President, Foreign Affairs Committee*
Baron Léon Lambert, *President, Groupe Bruxelles Lambert, S.A.*
Liam Lawlor, *Managing Director, Refrigeration Engineers Ltd.; former Member of Parliament, Irish Republic*
Arrigo Levi, *Columnist,* La Stampa, *Turin*
André Leysen, *Chairman, Agfa Gevaert Group, Antwerp*
Mark Littman, Q.C., *The Rio-Tinto Zinc Corporation Ltd.*
Richard Löwenthal, *Professor Emeritus of International Relations, Free University of Berlin*
Francisco Lucas Pires, *President, Democratic and Social Centre Party, Lisbon*
*Roderick MacFarquhar, *Leverhulme Research Fellow; former Member of British Parliament*
*Carlos March Delgado, *Chairman, Banca March; Vice Chairman, Juan March Foundation, Madrid*

Photographie de la liste des membres de la *Trilatérale Commission* établie à la date du 1er janvier 1984 (pages 5, 6, 7, 8 et 9) — Membres européens.

Robert Marjolin, *Former Vice President of the Commission of the European Communities*
Roger Martin, *Honorary President, Compagnie Saint-Gobain Pont-à-Mousson*
Hanns W. Maull, *Assistant Professor of Political Science, University of Munich; European Representative, Japan Center for International Exchange*
Cesare Merlini, *Chairman, Institute for International Affairs, Rome*
Thierry de Montbrial, *Professor, Ecole Polytechnique; Director, French Institute for International Relations*
Alwin Münchmeyer, *Chairman of the Board, Bankhaus Schröder, Münchmeyer, Hengst & Co.*
Preben Munthe, *Professor of Economics, University of Oslo; Counselor, Norwegian Nobel Institute*
Dan Murphy, *Secretary-General of the Civil Service Executive Union, Dublin*
*Karl-Heinz Narjes, *Member of the Commission of the European Communities; former Member of the Bundestag*
Friedrich A. Neuman, *Chairman, State Federation of Industrial Employers' Association of Northrhine Westphalia*
Michael O'Kennedy, *Member of Parliament, Irish Republic; former Member of Commission of European Communities*
*Egidio Ortona, *Chairman, Honeywell Information Systems Italia; former Italian Ambassador to the United States*
David Owen, *Member of British Parliament; former Foreign Secretary; Leader of the Social Democratic Party (SDP)*
Bernard Pagezy, *Chairman, Société des Assurances du Groupe de Paris*
Sir Michael Palliser, *Former Permanent Under-Secretary of State, Foreign and Commonwealth Office, London*
Antonio Pedrol, *Chairman, Consejo General de la Abogacía Española*
Sir John Pilcher, *Director, Foreign and Colonial Investment Trust; Adviser to Robert Fleming & Co., Ltd.; former British Ambassador to Japan*
Didier Pineau-Valencienne, *Chairman, Groupe Schneider, Paris*
Mario F. C. Pinto, *President, Oliveira Martins Foundation; Professor of Labor Problems, Catholic University of Portugal and Institute of Labor Studies; former Member of the Constitutional Assembly and Parliament*
Paulo de Pitta e Cunha, *Professor, Department of Economics, Faculty of Law, University of Lisbon; President, Portuguese Association for the Study of European Integration*
Jesus Polanco Gutierres, *Publisher, El Pais, Madrid*
Konrad Porzner, *Member of the German Bundestag; former State Secretary, Overseas Development*
Romano Prodi, *Chairman, IRI, Rome*
Giuseppe Ratti, *Chairman, Istituto per il Commmercio Estero, Rome*
Sir Julian Ridsdale, *Member of British Parliament; Chairman of the Anglo-Japanese Parliamentary Group*
Sir Frank Roberts, *Director, Mercedes-Benz, U.K. and Hoechst U.K., Ltd.; former British Ambassador*
Rolf Rodenstock, *President, Federation of German Industries (BDI)*
Lord Roll of Ipsden, *Chairman, Warburg and Co., Ltd., London*
John Roper, *Former Member of British Parliament*
François de Rose, *Ambassadeur de France; Chairman, Société Nouvelle Pathé Cinéma*
Baron Edmond de Rothschild, *Chairman, Compagnie Financière Holding, Paris*
Viscount Sandon, *Deputy Chairman, National Westminster Bank Ltd.*
John C. Sanness, *Director, Nobel Peace Prize Committee; former Chairman, Norwegian Institute of International Affairs*
Gerard van Schaik, *Deputy Chairman, Heineken Breweries, Amsterdam*
*W. E. Scherpenhuijsen Rom, *Chairman, Board of Managing Directors, Nederlandsche Middenstandsbank, Amsterdam*
Mario Schimberni, *Chairman, Montedison, Milan*
Erik ib Schmidt, *Permanent Undersecretary of State, Denmark; Chairman of the Board, Risø National Laboratory*
Pedro Schwartz, *Secretary General, Liberal Union, Madrid*
*José Antonio Segurado, *Deputy Chairman, Spanish Employers Confederation; Chairman, SEFISA, Madrid*
Federico Sensi, *Former Italian Ambassador to the Soviet Union*
Lord Shackleton, *The Rio-Tinto Zinc Corporation Ltd.; former Cabinet Minister*
Peter Shore, *Member of British Parliament*
*Henri Simonet, *Member of Belgian Parliament; Former Minister of Foreign Affairs*
John H. Smith, *Chairman, Moracrest Investment Ltd.; former Deputy Chairman and Chief Executive, British Gas Corporation*
Theo Sommer, *Editor-in-Chief,* Die Zeit, *Hamburg*
André de Staercke, *Honorary Ambassador; former Belgian Representative to NATO*
*Myles Staunton, *Former Member of Senate, Irish Republic*
Thorvald Stoltenberg, *International Secretary of the Norwegian Trade Union; former Minister of Defense*
Poul Johan Svanholm, *Managing Director, United Breweries (Carlsberg), Copenhagen*
J. A. Swire, *Chairman, John Swire and Sons Group of Companies, London*
Peter Tapsell, *Member of British Parliament; former Front Bench Spokesman on both Finance and Foreign Affairs*
Geoffrey Taylor, *Director and Group Chief Executive, Midland Bank, London*
*Niels Thygesen, *Professor of Economics, Economics Institute, Copenhagen University*
Charles Tidbury, *Chairman, Whitbread & Company, London*
*Otto Grieg Tidemand, *Former Norwegian Minister of Defense and Minister of Economic Affairs*
Sir Anthony Tuke, *Chairman, The Rio-Tinto Zinc Corporation Ltd.*
*António Vasco de Mello, *Chairman of the Board, Companhia Portuguêsa de Trefilaria, S.A.R.L.; former President, Confederation of Portuguese Industry*
Heinz-Oskar Vetter, *Member of European Parliament; Former Chairman, German Federation of Trade Unions*
José Vilá Marsans, *Chairman, Sociedad Anónima de Fibras Artificiales, Barcelona; Director, Banco Central, Madrid*
Paolo Battino Vittorelli, *Former Member of Italian Parliament; Chairman, Istituto Studi e Ricerche Difesa; Head of Defense Department of Italian Socialist Party*
Sir Frederick Warner, *Chairman, Guinness Peat International Ltd.; Member of European Parliament; former British Ambassador to Japan*
Edmund Wellenstein, *Former Director General for External Affairs, Commission of the European Communities*
T. Kenneth Whitaker, *Former Member of Senate, Irish Republic; Director, Bank of Ireland; Chancellor, National University*
Alan Lee Williams, *Director-General, English Speaking Union; former Member of British Parliament*
*Otto Wolff von Amerongen, *Chairman, German Federation of Chambers of Industry and Commerce; Chairman, Otto Wolff A.G.*
Joachim Zahn, *Former Chairman of the Board, Daimler Benz A.G.*
*Sir Philip de Zulueta, *Special Advisor, Hong Kong and Shanghai Banking Corporation, London*

*Executive Committee

Former Members in Public Service

Willy de Clercq, *Deputy Prime Minister and Minister of Finances, Belgium*
Marc Eyskens, *Minister of Economic Affairs, Belgium*
Garret FitzGerald, *Prime Minister, Irish Republic*
Maldonado Gonelha, *Minister of Health, Portugal*
Gemma Hussey, *Minister for Education, Irish Republic*
Otto Graf Lambsdorff, *Minister of Economics, Federal Republic of Germany*
Gerhard Stoltenberg, *Minister of Finances, Federal Republic of Germany*

les armées nationales, la création d'un Parlement international, la limitation de la souveraineté des États. Toutes questions qui confirment les intentions mondialistes de l'organisation. Le fait que les réunions demeurent strictement secrètes prouve que les organisateurs sont fermement décidés à ne pas en débattre sur la place publique.

Étranges démocrates que ces hommes de Bilderberg !

Trialogue

ENERGY, INDUSTRIAL RELATIONS AND TRILATERAL ECONOMIC PROBLEMS MAJOR ISSUES AT TRILATERAL MEETING IN WASHINGTON, D.C.

Commission Decides To Continue Until 1982

President Carter at the White House with the three Chairmen of the Trilateral Commission—Takeshi Watanabe, Georges Berthoin and David Rockefeller—after he addressed the members of the Commission gathered for their plenary meeting in Washington, D.C., last June. In his opening remarks and in his answers to questions from Commissioners, the President (himself a member of the Commission prior to his election) touched upon a broad range of international issues—including trilateral cooperation, East-West relations, China, and the security of East Asia. He also spoke of the usefulness of the Commission's work, and the further contribution it could make to the pressing global problems of our times.

Published by: ***THE TRILATERAL COMMISSION*** *FRANÇOIS SAUZEY Editor* *CATHERINE KATIN Assistant Editor*

CHAPITRE XVI

UNE INQUIÉTANTE COLLUSION

LORSQUE Jimmy Carter — la veille, inconnu du grand public — entra à la Maison Blanche, *Le Monde diplomatique* imprimait :

« La candidature de M. Jimmy Carter a été préparée de longue main et soutenue jusqu'à la victoire par des hommes qui représentent le plus haut niveau de la puissance... Ces hommes constituent la branche américaine de la Commission Trilatérale (1). »

Aucun grand journal français n'a cru devoir faire un rapprochement analogue lorsque Raymond Barre, obscur haut fonctionnaire international, fut nommé, sans jamais avoir été élu à une fonction quelconque, ministre du Commerce extérieur (1976) et, sept mois plus tard, bombardé Premier ministre.

Et pourtant, tout comme Carter, Barre est un affilié de la Trilatérale et, comme lui, il a bénéficié de l'appui de la puissante société.

Il le sait et il compte bien sur elle, aujourd'hui, pour revenir au pouvoir. C'est d'ailleurs un autre affilié de la Trilatérale, Michel Debatisse, l'ancien président de la *Fédération nationale des Syndicats d'exploitants agricoles*, qui organisa en octobre 1983 les rencontres du ci-devant Premier ministre avec des *leaders* paysans locaux triés sur le volet et des dirigeants de chambres d'agriculture.

« L'image de Raymond Barre se précise, écrit Jean-Claude Vajou, et c'est lui-même qui la dessine pour être bien sûr qu'elle soit fidèle. Du "mariage" entre De Gaulle et Pompidou est né un enfant qui est naturellement gaullien et qui s'appelle Raymond Barre : un homme aux mains libres, n'appartenant à aucun parti, pratiquant le dialogue avec tous les Français attachés à un certain nombre d'idées.

« Désormais les choses sont claires : en dehors des sentiers de la politique politicienne et des vicissitudes inhérentes aux obligations des partis et de leurs chefs, il y a un homme dont la solitude est peuplée de beaucoup de rencontres, qui va son chemin, qui va s'efforcer de convaincre les Français et de les éclairer (2). »

Ces lignes montrent que le *lobby* qui soutient Raymond Barre a déjà circonvenu des journalistes connus pour leur indépendance. Car, parler de

---

(1) Si le président Reagan, qui a remplacé le président Carter, n'est pas affilié à la Trilatérale, son adjoint, le vice-président George Bush l'est, de même que son adversaire Walter F. Mondale, vice-président des États-Unis au temps de Carter.

(2) *Le Quotidien de Paris*, 27 septembre 1983.

« mains libres » et de « solitude » à propos d'un membre influent de la Trilatérale, c'est faire preuve d'un aveuglement exceptionnel. Passons...

Des appréciations de ce genre ne peuvent que renforcer l'optimisme de l'ancien Premier ministre. Il se sait appuyé par une puissance peu commune.

Présentant la *Trilatérale* à mes lecteurs, j'écrivais dans le tome III du *« Dictionnaire de la Politique Française »* :

« La *Trilatéral Commission* — en français : la *Commission Trilatérale* — créée en 1973 par le banquier américain David Rockefeller, de la richissime famille bien connue, est une organisation internationale de financiers, d'hommes d'affaires et de politiciens qui cherche à prendre en main les destinées du monde occidental et du Japon. Regroupant les hommes qui comptent — du moins ceux qui sont jugés capables de comprendre un grand dessein et de travailler à sa réalisation — elle entend se servir du système démocratique pour arriver à ses fins. »

La *Trilatérale* compte parmi ses membres les personnalités de la politique et des affaires les plus influentes dans les pays industrialisés. En France, outre Raymond Barre, en font partie, notamment :

Georges Berthoin, l'ancien secrétaire de Jean Monnet, dont on a beaucoup parlé en mai-juin 1984 pour conduire la liste radicale-écologiste (de Stirn et Doubin, ex-Doubinski) ; René Bonety, dirigeant de la *C.F.D.T.* ; Michel Debatisse, ancien *leader* de la *F.N.S.E.A.* ; Paul Delouvrier, ancien président d'*E.D.F.* et préfet, inspecteur des Finances, membre du Conseil économique et social ; Jacques de Fouchier, ancien « patron » de *Paribas* ; Michel Gaudet, président du groupe *Marché Commun des Assurances* ; Jean-Philippe Lecat, ancien ministre ; Robert Marjolin, ancien adjoint de Jean Monnet, ancien vice-président de la C.E.E., administrateur de sociétés *(Royal Dutch, Shell française, Robeco)* ; Roger Martin, ancien président de *Saint-Gobain-Pont-à-Mousson*, toujours administrateur de la *Lyonnaise des eaux*, des *Chargeurs réunis*, de *Lafarge-Coppée*, de l'*Oréal*) ; Bernard Pagezy, président de l'*Union des Sociétés d'assurances*, administrateur des *Brasseries et Glacières internationales*, de *Schneider S.A.*, de la *Cie financière Delmas-Vieljeux*, de la société *Lucien Clause* ; le baron Edmond de Rothschild, le puissant financier international dont la banque, *la Compagnie financière*, n'a pas été nationalisée ; et François de Rose, ambassadeur, ancien représentant de la France au Conseil de l'Atlantique-Nord, P.-D.G. de la *Société Nationale Pathé-Cinéma*, président de la *Scania France* et administrateur de la *CERABATI* ; et Jean-Claude Casanova, directeur de la revue *Commentaire* (3).

La *Trilatérale* dispose, pour son action internationale, de fonds considérables, fournis par les sociétés capitalistes que dirigent ou administrent ses membres, mais aussi par des fondations américaines immensément riches comme la *Ford Foundation*, la *Henry Luce Foundation*, la *Andrew W. Millon Foundation*, la *Rockfeller Brother Foundation* et la *Rockfeller Foundation*, la *Carnegie Endowment of International Peace*, la *Coca Cola Foundation*, la *Bank of America Foundation* et une vingtaine d'autres du même genre, disposant d'immenses ressources.

---

(3) J.-Cl. Casanova, collaborateur de R. Barre à Matignon en 1976-1981, est l'éminence grise de celui-ci. Il « est à Barre ce qu'Attali est à Mitterrand : un conseiller écouté, un poisson-pilote intellectuel » (*Le Nouvel Observateur*, 2 novembre 1984).

Bien que la *Trilatérale* ne soit pas particulièrement amicale à l'endroit du Pouvoir issu des élections de 1981, un *modus vivendi* semble avoir été adopté. L'Élysée redouterait, dit-on, la mystérieuse société. Les gestes diplomatiques, de part et d'autre, maintiennent une sorte de paix armée. L'arrivée de Laurent Fabius à Matignon a toutefois mis de l'huile dans les rouages : on se souvient, du côté de la *Trilatérale*, que le futur Premier ministre obtint le grand cordon pour l'un des piliers de la société en France. C'est, en effet, Laurent Fabius, alors ministre de l'Industrie et de la Recherche, qui fit de Marcel Boiteux, président d'*E.D.F.*, un commandeur de la Légion d'honneur (4). Ce sont des attentions qui en disent long sur les sentiments.

Car le président Boiteux est ouvertement l'homme de confiance et le « logeur » de la mystérieuse société. C'est lui qui héberge (ou hébergeait), dans les locaux d'*E.D.F.* s'il vous plaît, le secrétariat européen de la *Trilatérale*, et l'affranchissement de la correspondance de la section européenne se fait (ou se faisait) sur l'une des machines à timbrer d'*E.D.F.*

Marcel Boiteux a bien été obligé de reconnaître les faits dans une lettre à Yann Moncomble (voir fac-similé page 154).

Les rapports entre le gouvernement et la *Trilatérale* se sont encore améliorés du fait d'adhésions récentes de personnalités proches du Pouvoir socialiste à la société. Par exemple, celles de Jean Deflassieux, membre actif du *Parti socialiste* depuis une trentaine d'années, promu P.-D.G. du *Crédit Lyonnais* en 1982 et toujours conseiller de l'Élysée en matière financière, et d'Alain Gomez, président de *Thomson* et co-fondateur du *C.E.R.E.S.* avec le futur ministre Chevènement. Et aussi celle de Michel Albert, homme de gauche et admirateur du Système capitaliste, que le gouvernement socialo-communiste nomma président des *Assurances générales de France*, également en 1982.

Ces personnalités font partie des récentes promotions (5) qui comprenaient également quatre notabilités, dont trois au moins sont loin d'être hostiles au gouvernement Fabius :

Michel David-Weill, associé gérant de la banque *Lazard frères et Cie*, président d'*Eurofrance*, administrateur de la Cie *La France*, des *Chargeurs réunis*, de *S. Pearson and son Ltd* et de *B.S.N. Gervais-Danone* (où il siège avec son ami Antoine Riboud, lui aussi ami de François Mitterrand) ;

Alain Cotta, frère de la socialiste Michèle Cotta, présidente de la *Haute Autorité de l'audiovisuel*, qui appartient à la fois au *Groupe du Rond-Point* (avec Jacques Delors) et au *Comité d'orientation d'information et société* (avec Jacques Attali), ainsi qu'au comité de surveillance de deux grandes banques non nationalisées, la *Banque Louis-Dreyfus* et la *Midland Bank* ;

Didier Pineau-Valencienne, président de *Schneider S.A.* ;

et Stephane Hessel, ambassadeur, ancien représentant de la France à l'O.N.U., qui fut l'un des attachés de cabinet de Pierre Mendès-France et qui siège, avec Michèle Cotta, à la *Haute Autorité de l'audiovisuel* (6).

Le lecteur pressé n'aura probablement pas remarqué que nombre des personnages que je viens de nommer, hier magnats de la finance et des affaires, sont aujourd'hui les pontes de nos entreprises nationalisées.

---

(4) *Le Monde*, 28 avril 1984, page 16.

(5) Voir *la liste des membres de la Commission Trilatérale* (fac-similé pages 158 et 159).

(6) Notons à titre documentaire que la même promotion à la *Trilatérale* comprenait Margherita Boniver, sénateur italien, chef du département des relations extérieures du *Parti socialiste italien.*

Pour un Ambroise Roux, écarté sans ménagement, combien de Deflassieux ont été placés à la tête des banques et des groupes industriels tombés sous le coup des nationalisations ?

Avec une assurance qui est, trop souvent, l'apanage des naïfs, Pierre Mauroy déclarait, le 18 février 1982 :

« La nationalisation n'est pas une fin, c'est un moyen. Notre objectif n'était pas de prendre le contrôle de ces entreprises au nom de je ne sais quelle volonté de puissance...

« C'est pourquoi, ajoutait-il, le choix des dirigeants était si important. Nous avons choisi des hommes d'envergure à l'esprit libre. Mais nous prendrons des mesures (...) afin d'éviter que ne se crée une sorte d'aristocratie des dirigeants d'entreprises nationales. »

Le fils de famille qui a remplacé à Matignon le vieux militant guesdiste (7) ne tient pas de semblables propos ; il sait bien que la camarilla des « patrons » du secteur public existe et qu'elle est singulièrement solidaire de la coterie des « patrons » du privé. En fait, les uns et les autres se retrouvent non seulement autour des mêmes tapis verts des Conseils d'administration, mais aussi dans les mêmes clubs discrets. J'ai parlé de la *Trilatérale* et du *Bilderberg Group*, mais il y a d'autres sociétés du même type, moins haut placées certes et cependant très agissantes.

Par exemple, la *Fondation Saint-Simon,* créée en juillet 1982, dont Roger Fauroux, le « patron » de *Saint-Gobain,* est l'animateur, et Alain Minc, le trésorier. J'ai déjà parlé de ces deux personnages, placés à la tête de sociétés nationalisées. Alain Minc, qui semble être le théoricien de cette discrète société — une vraie Synarchie de gauche — est l'auteur d'un livre récent : *« L'Avenir en face »,* qui bouscule un peu les *apparatchiks* du socialisme de papa et plaide en faveur d'un *« capitalisme de gauche ».* Selon certains informateurs, la cotisation « s'élève à 120 000 francs par an pour chacun des quinze présidents de société de fondation ». (Naturellement, tous les affiliés ne versent pas douze millions d'anciens francs par an !). Font partie de cette discrète société politico-financière : Albert Costa de Beauregard, ancien collaborateur de Raymond Barre ; Robert Lion, ancien collaborateur de Pierre Mauroy, directeur général de la *Caisse des dépôts et consignations ;* Jean Peyrelevade, « patron » de *Suez* ; Pierre Rosanvallon (secrétaire général de la Fondation) ; Maurice Lévy, vice-président de *Publicis* ; Antoine Riboud, P.-D.G. de *B.S.N.* ; Yves Sabouret, vice-président du trust *Hachette* ; Jacques Rigaud, « patron » de *R.T.L.* ; des « banquiers » (nationalisés) tel que René Thomas *(B.N.P.),* David Dautresme *(Crédit du Nord),* ou « privés », comme Yves-André Istel, directeur de *Dreyfus International* à New York (apparenté aux Manheimer et proche des Rothschild) ; Simon Nora, ancien collaborateur de Mendès-France et de Chaban-Delmas, membre du *Club Jean Moulin,* ancien directeur général du trust *Hachette,* directeur de l'E.N.A. ; Pierre Nora, neveu du précédent directeur de la revue *Débat* ; Michèle Cotta, président de la

(7) Je partage le sentiment de la chère Mathilde Cruz, qui écrivait dans *Présent* (17-18 septembre 1984) à propos de l'ancien Premier ministre Mauroy : « Derrière la démagogie et le métier de politicien socialiste professionnel, il y a chez Mauroy un héritage direct, charnel, qui est vrai, profond, et fait partie de l'héritage français. C'est l'héritage de la grande révolte populaire du XIXe siècle. La grande révolte du peuple de France contre le capitalisme sauvage et la Banque, maîtres absolus d'un pays socialement saccagé par la Révolution de 1789 et spirituellement anéanti par la République maçonnique de 1870. M. Fabius n'est pas étranger à ce passé. Il est seulement de l'autre côté de la barricade. »

Haute Autorité de l'audiovisuel ; les avocats Jean-Denis Bredin, du *M.R.G.*, et Georges Kiejman ; les journalistes Jacques Julliard, Jean Boissonat, de l'*Expansion*, Jean Daniel, du *Nouvel Observateur*, Serge July, de *Libération* ; deux syndicalistes, Jean Kaspar et Yves Lichtenberger, ainsi que deux affiliés de la Trilatérale, Jean-Claude Casanova, collaborateur de Raymond Barre, et Michel Albert, patron des *A.G..F.* ; et beaucoup d'autres personnalités du monde des affaires, de la politique et de la presse (8).

René Tendron, qui est l'un des journalistes les mieux informés sur le monde financier français, a consacré naguère tout un livre à « *l'establishment financier en France* » (9). Dans cette enquête méticuleuse, où il met au jour tant de petits — et de grands — secrets des oligarchies financières, il ne réserve pas moins de 34 pages aux discrets convives des non moins discrets dîners du *Siècle*. J'ai moi-même mentionné cette société de pensée dans le tome III de mon « *Dictionnaire de la Politique Française* ».

Club très fermé, réservé à une élite, *Le Siècle* a été créé, au lendemain de la guerre, par le journaliste Georges Bérard-Quélin, qui fut mon collègue au quotidien *La France au Travail*. Le club « a officiellement pour but, écrit René Tendron, de rapprocher les hommes de toute obédience qui s'intéressent à la vie de la cité au sens historique du terme. Il a longtemps servi et sert encore d'instrument politique... Les femmes ne sont pas admises au *Siècle*, dont les membres se réunissent par tiers une fois par mois au restaurant *Le Nouveau Cercle*. Les statuts et la liste des membres sont secrets ».

Bérard-Quélin, devenu l'une des éminences grises de la gauche radicale après avoir « viré sa cuti », selon l'expression d'un de ses confrères, dirige depuis des années la *Société Générale de Presse*, groupe éditant notamment de nombreux bulletins d'information (presse, politique, économie). Initié dans la Franc-Maçonnerie après la guerre (loge *Eole*), il a longtemps été le trésorier général du *Parti républicain radical et radical-socialiste*. Ami de François Mitterrand — au côté duquel il eut, dans les années 50, un accident d'avion — il appartint au comité exécutif de la *Fédération de la gauche démocrate et socialiste*, dont le futur président de la République était le *leader*.

En parcourant la liste des membres du *Siècle*, que René Tendron réussit à se procurer et qui figure dans son livre, on pourrait se demander si ce n'est pas parmi eux que le Pouvoir socialiste eut l'idée de recruter, en 1982, les P.-D.G. et les administrateurs des sociétés qu'il venait de nationaliser.

Y figurent, en effet, des hommes dont les liens avec la haute finance ont toujours été étroits et qui ont néanmoins été choisis pour occuper des postes importants à la tête des entreprises dont on venait de chasser les anciens P.-D.G. :

Michel Albert a été placé à la présidence des *Assurances générales de France* et au Conseil du *Crédit Lyonnais* ;

Claude Alphandéry, préside la *S.A. de gestion et de construction d'H.L.M.* ;

Marcel Boiteux a été confirmé dans ses fonctions de président d'*E.D.F.* et nommé président du *Centre Européen de l'Entreprise publique* en 1982 ;

---

(8) Ont parlé de cette discrète société : *La Correspondance économique*, du 6 janvier 1983 ; *Valeurs actuelles*, du 27 février 1984 ; *L'Humanité-Dimanche*, du 5 avril 1984 ; *Libération*, du 27 avril 1984 ; et *Magazine Hebdo*, du 19 octobre 1984. Tous sont, dans l'ensemble, d'accord pour indiquer que certains, à gauche, s'inquiètent de cette « fausse gauche »...

(8) René Tendron, « *Dossier F comme financiers* », Paris, 1981.

José Bidegain représente l'État au Conseil d'administration du *Crédit du Nord* ;

Jean Carrière est P.-D.G. de la *Lyonnaise de banque* et administrateur du *Crédit industriel de Normandie* ;

Michel de Boissieu, homme de confiance des Rothschild à la direction de leur banque, a été nommé administrateur général de l'*Européenne de banque* (ex-*Banque Rothschild*) et vice-président de la *S.N.C.F.* ;

Guy Delorme est administrateur général de *Monod-Française de Banque* ;

Jean Gandois, confirmé dans ses fonctions, a conservé la présidence de *Rhône-Poulenc* jusqu'en 1983 ;

Alain Gomez a été bombardé administrateur-délégué de *Thomson-Houston* et P.-D.G. de *Thomson-Brandt* et de *Thomson-C.S.F.* ;

A Jean-Yves Haberer, directeur du Trésor, le Pouvoir a confié la présidence-direction générale de la *Cie financière de Paris et des Pays-Bas* et de la banque *Paribas*, en même temps que des postes d'administrateur dans les sociétés liées au groupe : *Warburg* (Londres), *Mercury Securities, Club Méditerranée, Cie Française des pétroles, Cie Luxembourgeoise de télédiffusion (R.T.L.)*, le tout en 1982 ;

Bernard Hanon, ancien directeur adjoint de *Renault*, a été promu P.-D.G. de la Régie en 1981 et, d'autre part, administrateur d'*Elf-Aquitaine* ;

Philippe Huet fut nommé président du Conseil d'administration des *Charbonnages de France* en 1983 ;

Enfin, André Lévy-Lang est président du directoire de la *Compagnie bancaire*, Marceau Long, administrateur du *C.I.C.*, Georges Plescoff, président de la *Banque Indosuez*, Jean Saint-Geours, président du *Crédit National* et vice-président de l'*I.D.I.* ; et l'ancien secrétaire général de l'Élysée Giscard *regnante*, Jacques Wahl, en qui le nouveau président n'a pas vu un ennemi, a été recasé à la *B.N.P.* comme directeur général, en même temps qu'à la présidence du Conseil de surveillance de la *Banexi*.

Arrêtons-nous là, pour les représentants du Pouvoir socialiste à la tête des sociétés nationalisées. Notons seulement que l'on retrouve, sur la liste des membres du *Siècle*, des affiliés de la *Trilatérale* comme Michel Albert, Marcel Boiteux, déjà nommés, Jean-Claude Casanova, conseiller de Raymond Barre, Michel Debatisse, le *leader* paysan, ou Pierre Estéva, l'ancien P.-D.G. de l'*U.A.P.*, ainsi que des dignitaires de la Franc-Maçonnerie comme Jean-Pierre Prouteau, ancien Grand Maître du *Grand Orient de France*, et le Dr Pierre Simon, ancien Grand Maître de la *Grande Loge de France*, le premier ancien ministre de Raymond Barre, le second, ancien conseiller du ministre gaulliste Robert Boulin.

D'autres frères figurent aussi parmi les membres du *Siècle* : Charles Hernu et André Rossi, par exemple, où ils côtoient notamment leurs amis respectifs, non maçons, Jacques Attali, Jacques Delors, Laurent Fabius, Alain Savary, Jack Lang pour l'un, et Christian Bonnet, Jean François-Poncet, Lucien Neuwirth, Michel Poniatowski, Michel d'Ornano et Antoine Veil (le mari de Simone) pour l'autre.

Une bonne douzaine de journalistes et de directeurs de journaux participent aussi aux agapes du *Siècle*, comme adhérents à part entière : Roger Bouzinac, de *Nice-Matin*, Olivier Chevrillon et Claude Imbert, du *Point*, Jacques Fauvet, Jacques Sauvageot et Alain Guichard, du *Monde*, Robert Salmon, ancien « patron » de *France-Soir*, Jean-Raymond Tournoux, ainsi que

les professeurs Maurice Duverger, René Rémond et quelques autres rédacteurs connus de la grande presse (10).

Il se peut que, ne se sentant pas, ne se croyant pas manipulés, les participants de bonne foi ne voient dans ces agapes que l'innocente manifestation de leur générosité ou de leur tolérance. Il en fut ainsi des aristocrates et des curés qui peuplaient les loges à la veille de la Révolution et qui, sans bien s'en rendre compte, participaient à la préparation du grand chambardement. L'étude approfondie des méthodes et des pratiques des oligarchies et des forces obscures conduit à une analyse plus inquiétante : cette cohabitation d'hommes de tendances différentes, dont les intérêts paraissent souvent opposés, mais qui ont fait plus ou moins ouvertement serment d'allégeance au Système, est une nouvelle preuve de la décomposition avancée de notre société. Et c'est çà qui est angoissant...

(10) La liste publiée par René Tendron comprend 327 noms d'hommes politiques, de journalistes, d'hommes d'affaires, mais aussi de hauts fonctionnaires et de personnalités des professions libérales.

CHAPITRE XVII

AU NOM DE LA LIBERTÉ

L'opposition libérale a fait grand bruit autour du projet gouvernemental sur la presse. Après les nationalisations, allait-on museler les journaux ?

En fait, il s'agissait de juguler le trust de Robert Hersant, devenu la bête noire des socialo-communistes depuis qu'il a quitté le camp de la gauche pour rejoindre celui des gaullistes et des centristes.

Le Monde, peu suspect de sympathie pour le « patron » du *Figaro*, reconnaissait, le 15 septembre 1984, que l'objectif avoué est clair : « Ne pas gêner les groupes de presse régionaux, mais — théoriquement — contraindre M. Robert Hersant à se séparer de certains des journaux qu'il contrôle ».

Dans l'état actuel des choses. R. Hersant contrôle 14 % de la diffusion des quotidiens régionaux et 35 % de celle des quotidiens nationaux (paraissant à Paris, mais diffusés dans la France entière).

Je suis d'autant plus à l'aise pour parler de « l'affaire Hersant » que je fus le premier — c'était en 1957 — à m'indigner de la razzia à laquelle se livrait l'associé du financier Igoin sur la presse de province.

Dans la revue que je venais de fonder avec mes amis Pierre-Antoine Cousteau et Michel de Mauny (1), je publiais ces lignes :

« POUR LE COMPTE DE QUI AGIT LE TRUST HERSANT ?

« L'attention des milieux politiques et de presse est attirée par la formation d'un important groupe de journaux sous le contrôle de M. Robert Hersant.

« M. Hersant, qui fut en 1940 l'animateur d'un mouvement pétainiste, est, depuis quelques années, député radical de l'Oise.

« Fondateur de l'*Auto-Journal*, de *Semaine de France* (il a cédé ce magazine à M. Bloch-Dassault en 1954) et de l'*Oise-Matin*, il a successivement acquis : *La Vie rurale, Le Courrier du Centre* (Limoges), *L'Éclair du Berry* (Châteauroux), *La Gazette du Périgord* (Périgueux) — qui paraît sous le titre :

(1) Le n° 1 de la revue *Lectures Françaises*, que j'ai cédée il y a quelques années à Jean Auguy, l'animateur du groupe de Chiré, parut en mars 1957. Elle avait pour éditorialiste Pierre-Antoine Cousteau, le frère de l'explorateur des mers, et pour directeur de la publication, Michel de Mauny. J'en étais le directeur-rédacteur en chef. C'est dans le numéro du décembre 1957 que parut le présent article alertant le lecteur sur le cas Hersant.

Dordogne-soir —, *Le Cantal républicain* (Aurillac), *Le Rouergue Républicain* (Rodez), auxquels est venu se joindre, par contrat spécial, *Le Libre Poitou.*

« L'ensemble de ces journaux (125 000 ex.) permettrait à M. Hersant d'exercer une influence politique très importante dans le centre de la France.

« Pour le compte de qui agit-il ? »

L'enquête à laquelle je me livrais alors me permit de donner, dans la revue de janvier 1958, la précision suivante :

« Pour réaliser un tel programme — l'acquisition d'une chaîne de journaux dans le centre de la France — il faut à M. Robert Hersant beaucoup d'argent. Ses moyens financiers personnels sont limités. Après les pertes qu'il subit, il y a deux ou trois ans, avec *Semaine du Monde*, il avait dû faire appel à une banque parisienne, qui lui versa trente millions.

« Cette banque avait alors pour « patron » un personnage énigmatique, le fameux financier pro-soviétique Igoin, dont les exploits ont intrigué les journaux et la D.S.T. Elle est aujourd'hui sous le contrôle d'une puissante marque d'automobiles que les lecteurs de l'*Auto-Journal* connaissent bien.

« Peut-on en déduire que M. Hersant n'agit pas seul dans cette affaire et qu'il est l'associé ou le fidéicommissaire d'un important groupe financier ou industriel ? »

Et, dans le n° de février 1958, je publiais le fac-similé du document déposé au Tribunal de la Seine par la société de Robert Hersant — *Édition Diffusion Presse* — faisant état de ce versement de trente millions de francs par la *Société Parisienne de Banque*, alors sous le contrôle du financier Igoin.

Je rappelais, en outre, que ce dernier, qui avait troqué son patronyme originel contre le nom d'Igoin (*Journal officiel* du 27 décembre 1957) avait défrayé la chronique judiciaire de la presse deux années auparavant lorsqu'il avait été interrogé par la D.S.T. après perquisition à son domicile. On avait découvert que le banquier, qui avait amassé 7 milliards en dix ans — sept milliards de l'époque ! — était l'un des agents financiers du communisme soviétique.

Dans le n° suivant (mars 1958), j'ajoutais :

« ... M. Hersant n'agit pas seul. Il est l'homme d'un groupe ayant de puissants moyens. Et ce groupe, étant donné les tendances du député radical Hersant, ne peut être que favorable à la politique préconisée par M. Mendès-France. On sait ce que cela veut dire. »

A cette époque, en effet, Robert Hersant appartenait à la tendance mendésiste du *Parti radical-socialiste*, dont il était l'un des parlementaires. On ne lui reprochait pas, alors, dans les milieux de gauche, son passé antisémite et pétiniste. Au contraire, quand le député de droite Legendre demanda (et obtint) son invalidation, les députés socialistes et radicaux, loin de faire chorus avec l'accusateur, soutinrent leur collègue. Les sections radicales et socialistes ne firent pas campagne contre lui lorsqu'il se représenta dans l'Oise et il fut réélu.

Aujourd'hui, syndicats et partis de gauche s'acharnent contre Robert Her-

L'Expansion
PREMIER JOURNAL ECONOMIQUE FRANÇAIS • 6/19 AVR. 1984/17,50 F

Charbon, acier : mourir pour rien ?
Les secrets des chasseurs de têtes

HERSANT OU LA VOLONTÉ DE PUISSANCE

M 1629 - 236 - 17,50 F

GROUPE EXPANSION

Robert Hersant vu par le journal de J.-L. Servan-Schreiber

sant et son groupe de presse (2) parce que l'ancien partisan de Pierre Mendès-France a rallié le camp gaullo-centriste et que ses journaux soutiennent l'opposition.

Les adversaires de Robert Hersant ont repris tous les arguments que j'ai moi-même présentés il y a quelques années (3). Mais comme cela n'a pas suffi à faire chuter le colosse de la presse française, ils ont projeté de faire voter une loi qui aurait pour objectif la destruction du trust *Hersant*. Car, ne nous y trompons pas, la fameuse loi mitonnée par la gauche n'a pas d'autre but : contrairement à ce que ses promoteurs voudraient nous faire croire, elle ne jugulerait pas *les* trusts de presse, mais seulement *un* trust, celui du nouveau député européen de la liste Veil.

Depuis une trentaine d'années, je réclame dans mes écrits la mise au pas des oligarchies et la fin de leur règne sur les *media*. Une loi qui libérerait la presse de la tyrannie de l'Argent serait donc la bienvenue. J'applaudirais le législateur, quel qu'il soit, qui mettrait fin à une situation d'autant plus inquiétante qu'elle a établi un monopole au profit de certains habiles qui se servent de la « liberté de la presse » pour « usurper la fructueuse prérogative de diriger une partie de l'opinion publique », comme disait Ludovic Naudeau.

« A quel titre, demandait ce journaliste de la IIIe République, des particuliers sans mandat, sans sainteté reconnue, s'arrogeraient-ils la mission d'influencer la conscience de leurs contemporains, de leur présenter sous un aspect tendancieux certaines informations et ainsi de les gouverner sans que ceux-ci s'en doutent ? Leurs indignations, leurs colères, leurs frémissantes exhortations, leurs campagnes enflammées, recherchez-en attentivement la cause et presque toujours vous découvrirez, sous le fracas des mots, des intérêts privés (4). »

Le législateur qui a codifié la liberté de la presse et a fixé ses limites n'a pas prévu l'asservissement de la presse à la ploutocratie : il l'a affranchie des tutelles gouvernementales et administratives pour mieux la livrer aux puissances d'argent.

Je suis donc d'accord pour démanteler les trusts de presse, mais pas pour épargner ceux des complices de pouvoir et faire disparaître seulement ceux des adversaires...

Il n'y a pas que le trust Hersant qui fabrique l'opinion. Certes, celui-ci est important puisqu'il domine : *Centre-Presse*, de Poitiers (15 000 ex.), *Presse-Océan* (82 000 ex.), *Le Havre-Presse* (17 500 ex.), *Nord-Matin* (76 000 ex.), *Paris-Normandie* (49,5 % du capital — 135 000 ex.), *Nord-Éclair* (91 000 ex.), *Le Havre libre (49 % du capital — 17 800 ex.), La Liberté du Morbihan*

---

(2) Bien que Robert Hersant ait pris quelques précautions propres à le mettre à l'abri de certaines accusations. Ainsi, il a confié la direction de *Figaro-Magazine* à un authentique franc-maçon, Louis Pauwels, qui fit toute sa carrière de journaliste dans la presse issue de la Résistance, et il a nommé censeur de la rédaction du *Figaro*, de l'*Aurore* et de *France-Soir*, Jean-Pierre Pierre-Bloch, lui aussi franc-maçon et membre influent du *Parti radical-socialiste*, fils du président de la *Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (L.I.C.R.A.)*, récemment nommé président d'honneur du *Club Presse Amitié*. Fondé par le publicitaire franc-maçon Pierre-Charles Lichau pour regrouper semble-t-il des membres ou des sympathisants du *Carrefour de l'Amitié*, ce club est une fraternelle maçonnique pour affiliés huppés. Pierre-Charles Lichau est d'ailleurs membre actif du *Carrefour de l'Amitié*. Jean-Pierre Pierre-Bloch, lui aussi maçon, est conseiller radical de Paris ; il a retrouvé au *Figaro* son ami Philippe Grumbach, ancien directeur de *L'Express*, nommé directeur adjoint du quotidien de Robert Hersant.

(3) J'ai longuement parlé du trust *Hersant* dans *« Les 200 Familles au pouvoir »*. Je n'y reviendrai pas en détail, renvoyant le lecteur au chapitre V de ce livre paru en 1977.

(4) Ludovic Naudeau, in *L'Illustration*, 30 octobre 1926.

(11 250 ex.), *Lyon-Matin* (39 200 ex.), *Le Journal quotidien Rhône-Alpes* (23 000 ex.), *Vaucluse-Matin* (11 800 ex.), *Loire-Matin-La Dépêche* (19 300 ex.), *France-Antilles* (39 500 ex.) et surtout *Le Figaro* (343 000 ex.) (5), *France-Soir* (420 000 ex.), *L'Aurore* (35 000 ex.), *Paris-Turf* (116 000 ex.), sans parler des hebdomadaires normands (6) et des périodiques spécialisés (7) que contrôle la *Socpresse*, pilier du groupe, ni des liens noués récemment avec *Le Dauphiné libéré* (375 000 ex.) et avec *Le Soir* de Bruxelles (8).

Le groupe Hersant possède également un hebdomadaire aux U.S.A., *France-Amérique* (25 000 ex.), une agence de publicité, *Publiprit*, une agence de presse, l'*A.G.P.I.*, et tout un réseau d'imprimeries en banlieue et en province. Il a, en outre, un pied dans *Radio Télé Alpes*, de Grenoble, et *Radio Happy*, de Lyon.

Mais depuis les poursuites engagées contre lui, Robert Hersant a allégé son trust de certaines de ses participations. En juillet 1981, il a cédé ses intérêts dans *L'Éclair* de Nantes (22 500 ex.) à son épouse et une partie de ses actions de *Paris-Normandie* à ses amis Jacques et Olivier Fournier (des supermarchés *Carrefour*). Il a vendu *Le Berry Républicain* au groupe de *La Montagne*, de Clermont-Ferrand, et l'édition de Rodez de son quotidien *Centre-Presse* au *Midi libre* de Montpellier — en échange, il est vrai, de 10 % du capital du quotidien languedocien. L'année suivante, *La Dépêche du Midi* a acquis le quotidien *La Nouvelle République des Pyrénées* que possédait le *papyvore* (9).

•

Si l'on doit s'en prendre à tous les trusts de presse — et pas seulement à

---

(5) *Le Figaro-Magazine* est devenu, depuis 1984, le porte-parole de la *Ligue des Contribuables*, fondée par Jacques Bloch-Morhange. Ce dernier tient dans ce supplément hebdomadaire du *Figaro* une chronique « de défense et d'information des contribuables ». Ses débuts dans la grande presse avaient laissé un assez mauvais souvenir : le 10 mai 1952, il publiait dans *Le Monde* un article à sensation dont le titre barrait toute la première page du journal : « La politique américaine en Méditerranée. — Rapport de l'amiral Fechteler au Conseil de Sécurité. » Selon Bloch-Morhange, alors plus homme d'affaires que défenseur des contribuables, ce « rapport » aurait été intercepté par les services secrets anglais et transmis à l'Amirauté britannique. Il annonçait une guerre inévitable avant 1960 et un écrasement des forces européennes par les Soviétiques. Les Américains ne pouvaient intervenir qu'en partant du Proche-Orient, d'où la nécessité de s'implanter solidement en Méditerranée orientale. Malgré les démentis de l'Amirauté britannique et des autorités américaines, le journaliste tenait bon... jusqu'au jour où un journal hollandais découvrait que ce soi-disant document était la copie d'un article publié par une revue américaine, *U.S. Naval Proceedings*... L'émotion avait été si forte en Europe que le rédacteur en chef du *Monde* offrit sa démission. Quant à Jacques Bloch-Morhange, brûlé dans la profession, il ne fut dès lors connu que comme « l'auteur du faux Fechteler ».

(6) Il s'agit du *Courrier de l'Eure* (11 600 ex.), des *Nouvelles de Falaise* (6 100 ex.), du *Journal d'Elbœuf* (7 000 ex.), du *Pays d'Auge* (16 000 ex.), de la *Renaissance du Bessin* (8 000 ex.), de *La Voix-Le Bocage* (6 200 ex.) et de *L'Action républicaine* (10 800 ex.), le journal dont Maurice Viollette, sénateur-maire de Dreux, était jadis le directeur. Seuls en Normandie, les Méaulle *(l'Éveil de Bernay)* ont tenu tête à Robert Hersant.

(7) Outre *L'Auto-Journal* (301 000 ex.), le groupe édite : *Bateaux* (66 000 ex.), *Les Cahiers du Yachting* (36 000 ex.), *Chevaux et Cavaliers*, *La Pêche et les Poissons* (96 500 ex.), *La Revue nationale de la chasse* (101 000 ex.), *Sports-Autos* (95 000 ex.), *La Bonne Cuisine* (152 000 ex.), *Market* (28 600 ex.), *L'Ami des Jardins et de la Maison* (113 000 ex.), *Votre Tricot Magazine*.

(8) Robert Hersant est entré récemment au Conseil d'administration du plus important quotidien belge d'expression française dont il a acquis 10 % des actions.

(9) Les Baylet auraient payé ce journal 26 millions de francs à Robert Hersant.

celui de Robert Hersant —, il faudra aussi démanteler le groupe de presse du *Parti communiste*, qui contrôle une foule de journaux et de revues.

Sans doute, le trust de la presse communiste a-t-il singulièrement fondu depuis la Libération. A cette époque, le *P.C.F.* avait deux quotidiens à Paris, *L'Humanité* et *Ce soir*, et dix-neuf en province, totalisant un tirage de 3 000 000 d'exemplaires par jour. Aujourd'hui, l'*Humanité* (Paris), *La Marseillaise* (Marseille), *L'Écho du Centre* (Limoges) et *Liberté* (Lille) impriment ensemble moins de 400 000 exemplaires.

Mais le parti dispose de plusieurs centaines d'hebdomadaires, de bimensuels et de mensuels, de *Révolution* (150 000 ex.) à *La Terre* (230 000 ex.), en passant par :

L'Humanité-Dimanche, Les Cahiers du communisme, France-U.R.S.S., Économie et Politique, L'École et la Nation, L'Information municipale, Communes d'Aujourd'hui, Heures claires des femmes, Logement et Famille, la série des *Miroirs (Miroir agricole, Miroir du Rugby, Miroir du Football, Miroir du Cyclisme, Miroir de l'Athlétisme), Mondial, Sport dans la cité, Sport et plein air*, des journaux pour les jeunes *(Le Nouveau Pif, Pifou poche, Rahan, Placid et Muzo poche, Roudoudou)*, et quelque 500 journaux, revues, bulletins — sans parler des feuilles de cellule — allant de *L'Aube nouvelle* à *Prolo de Molsheim*, édité par des sociétés ou des groupes étroitement liés au *P.C.F.*

Pour composer et tirer ces publications, le parti dispose d'une trentaine d'imprimeries bien à lui. Quant à la publicité quêtée auprès des firmes capitalistes — des centaines de millions de centimes ! — elle est régie par l'*Agence centrale de publicité (A.C.P.)* que dirige Sylvain Dreyfus, un neveu de l'ancien P.-D.G. de *Renault*, dont François Mitterrand a fait un ministre, puis un conseiller de l'Élysée.

Mais, comme dit *le Canard enchaîné*, « l'*A.C.P.* n'est que la partie visible de l'iceberg publicitaire communiste. Fonctionnant non plus comme une régie, mais comme une agence, et distribuant donc, à l'année, les budgets publicitaires de divers annonceurs à toutes sortes de media, l'*Office publicitaire de France*, 2, rue de Sèze, à Paris, ignore, lui, les soucis d'argent. Et pour cause : cette entreprise, dont le budget 1980 avoisinait les 20 millions de francs et dont *un tiers du capital est fourni par Havas*, est chargée, depuis sa création en 1945, de distribuer en France l'ensemble des budgets publicitaires des pays du « socialisme réel », U.R.S.S. en tête.

« Dans quelque support que ce soit, une annonce vantant les charmes touristiques de la Bulgarie ou la qualité des appareils photos soviétiques passe obligatoirement par l'*Office publicitaire de France*. La confiance est telle, entre cette société et les pays de l'Est, que ces derniers ont, dit-on, pris l'habitude de payer le même prix une pub dans *Le Monde* et dans *l'Huma*. Malgré la différence sensible du nombre de lecteurs.

« C'est aussi le parti qui contrôle l'*Agence littéraire et artistique de publicité*, modestement installée rue Royale, et qui gère, entre autres, le budget publicitaire des spectacles progressistes montés au palais des Sports, porte de Versailles, tels que les chœurs de l'armée rouge, le cirque de Moscou, etc. Et, bien sûr, ladite agence n'est pas de marbre quand *l'Humanité* et *l'Humanité-Dimanche* se plaignent de la rigueur des temps (10). »

---

(10) *La Presse en revue*, éditée par *Le Canard enchaîné*, page 41.

38e année — N° 1336 **EPP** 14 novembre 1983

L'Echo de la Presse & de la Publicité

Le partage définitif de la succession Amaury

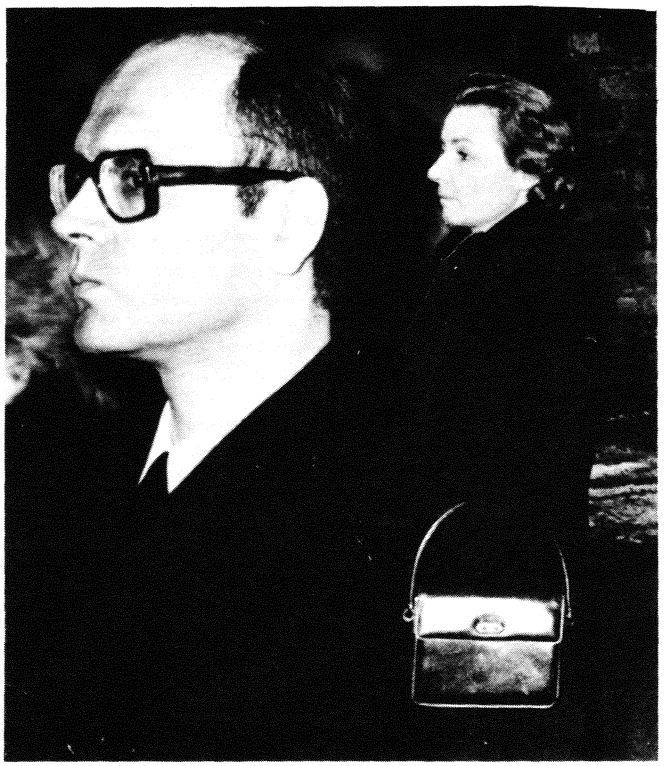
Hachette acquiert 36,4 % du capital du « Parisien »

La succession Amaury est aujourd'hui définitivemen réglée : l'acte de partage entre mademoiselle Francine Amaury et son frère Philippe a été, en effet, signé le 3 novembre. Les deux héritiers ont publié des communiqués exposant les modalités de leur accord. C'est ainsi, que M. Philippe Amaury, qui a recueilli dans son lot les quotidiens du groupe, précise qu'il s'est vu attribuer 5 462 actions du *Parisien libéré* jusqu'alors indivises, qu'il a repris les 721 détenues par l'O.P.G. et qu'il a racheté les 1940 que possédaient MM. Aaron et Bouchinet-Serreules. Enfin, il vient de céder 3 030 actions à la société France Editions et Publications (F.E.P.) du groupe Hachette, lequel détient ainsi désormais 36,4 % du capital du *Parisien* (minorité de blocage). Le journal reprend, par ailleurs, la totalité des actions et parts détenues dans les régies et les imprimeries des quotidiens.

Quant au lot de mademoiselle Amaury, il englobe, comme nous l'avons dit, l'O.P.G. et les deux importants périodiques *Marie-France* et *Point de Vue-Images du monde*. L'intéressée confirme que la direction de son groupe de presse et de publicité est confiée à M. Maurice Brebart, qui dirige par ailleurs la société des presses du Hénin (*Femme pratique, Femmes d'Aujourd'hui*). Elle déclare, par ailleurs, que des pourparlers visant à des participations minoritaires se poursuivent avec un autre groupe important, — qui, selon l'A.F.P., n'est autre que les Editions mondiales (*Modes de Paris*, etc.) — et laisse entendre qu'ils pourraient aboutir à des accords plus vastes au niveau de la publicité et de l'édition.

Paradoxalement la répartition de l'héritage Amaury débouche sur de nouvelles concentrations dans la presse périodique comme dans la presse quotidienne, juste à l'heure où le gouvernement part en guerre contre les concentrations.

(Voir, à la rubrique « Propos du lundi », un commentaire sur l'entrée d'Hachette dans le capital du *Parisien*). □



Philippe Amaury et Francine Amaury

***L'Écho de la Presse* annonce la mainmise du trust *Hachette*, ennemi d'Émilien Amaury, sur *Le Parisien libéré*.**

S'il est vrai que *l'Humanité* et *l'Humanité-Dimanche* doivent faire appel à leurs lecteurs pour combler le déficit de leur exploitation, il faut dire que leur budget publicitaire est nettement supérieur à ce qu'il était avant 1981. Bien que la vente des deux journaux — et des autres aussi — soit en baisse, les rentrées publicitaires ont fait un bond.

« L'arrivée de Charles Fiterman aux Transports a miraculeusement coïncidé avec l'augmentation de la pub confiée à la presse communiste par la S.N.C.F. et Air France. A elle seule, la S.N.C.F. a augmenté de 450 % la part de son budget publicitaire qui va à *L'Huma* ! La R.A.T.P., dont le directeur est Claude Quin, membre du P.C., n'est pas avare, elle non plus. Faute de jouir des faveurs des annonceurs privés, la presse du P.C., depuis le 10 mai 81, s'est largement rattrapée sur les entreprises publiques.

« Enfin, si cette presse perd des fidèles en France, elle a, grâce à Dieu ou à ce qui en tient lieu, des lecteurs assidus dans certains pays étrangers : chaque 1er janvier, 30 000 abonnements lui sont ponctuellement (et très légalement) réglés par la Banque de l'Europe du Nord, filiale en France de deux banques soviétiques (11). »

•

La mort accidentelle (ou provoquée) de la bête noire des communistes, Émilien Amaury, le 2 janvier 1977, a été accueillie avec soulagement par la *C.G.T.* et la « bourgeoisie intelligente » qui pactise avec Moscou. Elle a, aussi, singulièrement perturbé le groupe de presse dont il était le président et que guignaient quelques grands requins de la Finance internationale.

Né à Étampes le 5 mars 1909, Émilien Amaury milita très tôt dans la phalange démocrate-chrétienne conduite par Marc Sangnier, le fondateur du *Sillon*. Il fut, plusieurs années durant, son secrétaire et il dirigea le service de publicité de son journal *La Jeune République* avant de devenir l'administrateur de *L'Éveil des Peuples*, autre publication de Marc Sangnier. Publicitaire entreprenant et déjà averti, il anima les services de publicité de *La Jeunesse Ouvrière*, organe jociste, du *Petit Démocrate*, de Robert Cornilleau, du *Petit Écho des Ligueuses Françaises*, de *La Vie catholique* et de *l'aube* dont Francisque Gay lui vendit le titre à la veille de la guerre. A vingt-neuf ans, il était ainsi à la tête d'un petit *pool* publicitaire dont l'*Office de Publicité Générale*, fondé (en 1932) et dirigé par lui, fournissait l'armature. En 1937, il était conseiller technique au ministère des Colonies.

Officier de spahis pendant la *« drôle de guerre »*, il fut fait prisonnier avec ses hommes en 1940, mais parvint à s'évader. Il reprit alors son activité à l'*O.P.G.* Utilisant ses talents d'administrateur, le secrétariat général à la Famille à Vichy lui confia la gérance de son budget de propagande. Mais, foncièrement hostile à l'Allemagne nazie, il entra dans la Résistance et, dès décembre 1940, se mit en liaison avec d'Estienne d'Orves, en compagnie de Raymond-Laurent, Jean Letourneau, Max André. Il fut, sous le pseudonyme de Champain, l'organisateur et l'animateur du *groupe de la rue de Lille*. Il appartint également à l'*Organisation Civile et Militaire (O.C.M.)*, collabora aux clandestines *Lettres Françaises* et fut l'un des fondateurs (et membre du bureau permanent) de la *Fédération nationale de la Presse clandestine*.

(11) *Ibid.*, page 42.

A la Libération, il fut parmi les créateurs du *M.R.P.* avec ses amis du quotidien *l'aube* (dont il devint alors membre du Comité de direction) et également l'un des cinq fondateurs du *Parisien libéré*, lancé sous les auspices de l'*O.C.M.* A la même époque, il fonda *Carrefour* et prit la direction du *Courrier de l'Ouest* et de *l'Agence Havas* (Publicité). Par la suite, il créa diverses entreprises de presse : *Société de Presse et d'Édition Féminines, Société d'Études et d'Exploitation de Périodiques, La Tribune Économique, Société d'Éditions Françaises et Modernes (France et Monde), Société A Présent, La Liberté du Centre, Le Journal de la France agricole*, etc.

Lorsque la mort le surprit, à l'âge de soixante-sept ans, Émilien Amaury était à la tête d'un très important groupe de presse et de publicité comprenant, outre *Le Parisien libéré*, quatre quotidiens provinciaux, un quotidien et un hebdomadaire sportifs, et un magazine féminin. Il présidait ou avait présidé la *Fédération nationale de la presse française*, le *Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne* et le *Comité national intersyndical de la presse périodique française*. Ne cachant pas ses sentiments pro-Algérie française, il n'avait pas hésité à engager ses journaux dans la lutte, malgré son attachement au gaullisme : cette attitude lui valut de solides inimitiés dans les milieux favorables à l'abandon des départements français d'outre-Méditerranée.

A la fin de sa vie, ses critiques à l'égard du trust *Hachette* et du cosmopolitisme, en particulier dans *Carrefour*, ainsi que sa résistance aux pressions des syndiqués communistes du Livre suscitèrent l'hostilité plus ou moins affichée des milieux de gauche et de certaines coteries de la bourgeoisie libérale. D'où grèves répétées dans son imprimerie, sabotage de la distribution du *Parisien libéré*, menaces de mort, attentats, dont l'un — dirigé contre son principal collaborateur, Bernard Cabanes — provoqua la mort d'un homonyme (12).

La succession d'Émilien Amaury suscita de graves litiges entre les deux héritiers : Francine et Philippe Amaury. Tandis que la *C.G.T.*, si longtemps tenue en échec par le « patron » du *Parisien libéré*, tentait de prendre sa revanche, le long procès qui opposa les enfants d'Amaury compromit la bonne marche de l'entreprise et, surtout, permit aux adversaires sournois du fondateur de prendre pied dans la maison.

Claude Bellanger, qui avait été l'associé d'Émilien Amaury, prit la présidence du groupe et son premier soin fut de donner satisfaction, en grande partie, aux syndicats communistes. On licencia notamment Bernard Cabanes. Malade, le nouveau président céda ses actions à deux hommes d'affaires que le précédent « patron » ne portait pas dans son cœur : Jean-Claude Aaron, le n° 1 de la promotion immobilière en France, connu pour ses sympathies socialistes — il fut l'un des supporters du candidat Mitterrand en 1973 — et Claude Bouchinet-Serreulles, ci-devant homme de confiance du banquier Edmond de Rothschild, c'est-à-dire les représentants de ce « chef d'orchestre clandestin » que *Carrefour* avait stigmatisé pendant des années.

Le 13 mai 1978, Claude Bellanger mourait. Sa succession fut l'enjeu d'une

---

(12) Le défilé cégétiste du 12 juin 1975, de la Bastille à l'Opéra, fut suivi, dans la nuit, de deux attentats à la bombe aux domiciles du syndicaliste Bergeron, *leader* de la *C.G.T.-F.O.* — qui fournissait les rotativistes à l'imprimerie du *Parisien libéré* à Saint-Ouen — et du journaliste Bernard Cabanes. Mais les terroristes s'étant trompé d'adresse, c'est Bernard Joseph Cabanes, rédacteur en chef de l'*Agence France Presse* qui fut mortellement blessé. Les menaces de mort n'en continuèrent pas moins, jusqu'au jour où Émilien Amaury disparut...

bataille sévère entre Jean-Claude Aaron, qui détenait 23 % des actions (celles que Claude Bellanger et divers porteurs, dont Blocq-Mascart, lui avaient vendues) et Francine Amaury, qui entendait bien poursuivre l'œuvre de son père et était restée fidèle à sa ligne de conduite. Aaron réussit à se faire élire au Conseil d'administration où il siégea avec diverses personnalités de la politique et de la presse : Charles Giron, directeur de *Point de vue-Images du monde*, André Fosset, ancien ministre, Alain Griotteray, ancien député et administrateur de nombreuses sociétés, Félix Lévitan, animateur du Tour de France cycliste, Francis Raoul, préfet, Jean Sangnier, depuis 1947 directeur de *Marie-France*, le comte (pontifical) Jean Terray, banquier et synarchiste, directeur général de la banque du trust *Schneider*, Claude Bouchinet-Serreulles, ami de J.-Cl. Aaron et ancien collaborateur du banquier Edmond de Rothschild, je l'ai déjà dit, Alfred Rosier, haut fonctionnaire en retraite, et Mme Millienne.

Francine Amaury contre-attaqua. Le testament de son père, qui la désignait comme héritière du *Parisien libéré*, fut reconnu authentiquement « écrit de la main d'Émilien Amaury », mais le tribunal le rejeta néanmoins. On aboutit finalement à un compromis entre les deux héritiers.

Dans un communiqué du 19 septembre 1983, les deux parties annonçaient qu'un accord venait d'être signé par Francine Amaury et son frère Philippe. *L'Écho de la Presse* précisait les grandes lignes du partage :

A Francine Amaury était dévolu l'*Office de publicité générale (O.P.G.)*, où elle était déjà majoritaire, qui contrôle la *S.O.P.E.F.F. (Sté de publications économiques féminines et familiales)*, éditrice du mensuel *Marie-France* et de l'hebdomadaire *Point de vue-Images du Monde* ; par l'intermédiaire de sa filiale *Inter-Agri*, l'*O.P.G.* (13) assure la régie publicitaire de la revue *Touring*, des publications des *Éditions Montel* et d'une vingtaine de journaux agricoles, dont *La France Agricole* (14).

A Philippe Amaury revenait la S.A. du *Parisien libéré* qui édite le quotidien du même nom et contrôle à 85 % le quotidien *Le Maine libre* du Mans, la *S.O.P.U.S.I.*, société éditrice du quotidien *L'Équipe*, la société d'exploitation du *Tour de France* cycliste et 76 % du capital de la *Société du Poste Parisien* (location de bureaux) (la S.A. du *Parisien libéré* détient également 80 % de la *S.E.P.* qui édite l'hebdomadaire *Liberté dimanche* de Rouen).

Quelques jours après la signature de cet accord de partage, on annonçait le départ en retraite de Jean Sangnier, fils de Marc Sangnier, qui avait été l'un des proches collaborateurs d'Émilien Amaury sans toutefois partager certeines de ses vues politiques, à partir de 1962 notamment. Il avait pris fait et cause pour Philippe Amaury contre sa sœur. Il était prévisible que Jean Sangnier, qui dirigeait *Marie-France* et était directeur général de l'*O.P.G.*, quitterait le groupe dont Francine Amaury avait désormais le contrôle. Maurice

---

(13) La régie du *Parisien libéré* qui était, au temps d'Émilien Amaury, assurée par l'*O.P.G.*, avait été retirée à celui-ci en mars 1983, au bénéfice d'une société nouvelle, *Manchette Publicité*, dépendant uniquement du groupe du *P.L.*

(14) A propos de *La France Agricole*, la revue *Presse actualité* (n° 148), soulignant son importance (1 000 000 de lecteurs), ajoutait : « Trait d'union entre les agriculteurs, *La France Agricole*, animée par MM. Chaussonnière et Flandin, constitue, au niveau de son capital, un point de rencontre d'hommes d'horizons aussi divers que François Mitterrand et André Bettencourt. » Certes, ces deux personnalités sont, officiellement des adversaires, mais en fait, elles sont amies : le premier, aujourd'hui socialiste, était le collaborateur d'Eugène Schueller, qui lui avait confié la direction de sa revue *Votre Beauté*, et le second, sénateur giscardien, a épousé la fille dudit Schueller. La présence des deux hommes n'a donc rien de surprenant.

Brébart, administrateur-délégué de la S.A. *Femmes d'Aujourd'hui* et gérant des *Éditions du Hénin*, lui a succédé à la tête de la *S.O.P.E.F.F.*

C'est à la suite d'un accord signé en décembre 1983 qu'intervint cette nomination. Francine Amaury, qui contrôlait l'*Office de Publicité Générale (O.P.G.)*, Antoine de Clermont-Tonnerre, P.-D.G. des *Éditions Mondiales*, et Maurice Brébart, « patron » du groupe *Femmes d'aujourd'hui*, décidèrent en commun de redistribuer le capital de l'*O.P.G.* F. Amaury conserva 45 %, *les Éditions Mondiales* acquirent 45 % et M. Brébart reçut 10 %. Le Conseil d'administration de l'*O.P.G.* fut, dès lors, composé de : Françoise Fabre, collaboratrice de Francine Amaury ; Antoine de Clermont-Tonnerre ; Jean-Marie Derot, président de la Sté *J.M.D. Conseils* (gestion financière), administrateur et conseiller du groupe *Expansion* (Jean-Louis Servan-Schreiber) ; Claude Hoffmann, président de la Sté *Segur* (groupe *Cora-Révillon*) ; et Maurice Brébart, le nouveau P.-D.G. de l'*O.P.G.*

Une autre grande nouvelle courut les salles de rédaction à peu près à la même époque : *Hachette*, cloué au pilori(15) par Émilien Amaury qui rêvait de libérer la presse française à la fois des *lobbies* cosmopolites et du *trust vert*, devenait l'un des gros actionnaires du *Parisien libéré*. Renseignements pris, Philippe Amaury venait de céder 3 030 actions à la Sté *France Éditions et Publications (F.E.P.)*, filiale du trust *Hachette*, lequel détient dès lors 36,4 % du capital du *Parisien libéré*, c'est-à-dire la « minorité de blocage » qui le rend maître de la situation en cas de conflit intérieur.

« Le puissant groupe de presse *Hachette*, écrivait peu après Noël Jacquemart, déjà riche de nombreux titres divers, vient de prendre une participation importante dans *Le Parisien libéré*, ce qui, sûrement, a fait frémir Émilien Amaury dans son cercueil (16)... »

A l'issue de deux assemblées générales du *Parisien libéré* tenues en novembre 1983, qui ont ratifié l'ensemble des cessions d'actions et nommé de nouveaux administrateurs, le Conseil d'administration fut ainsi constitué :

— Quatre administrateurs représentant l'ancien groupe du *Parisien libéré* : Philippe Amaury ; Roger Belin, conseiller d'État, ancien secrétaire général du gouvernement au début de la Ve République, président honoraire de la *R.A.T.P.*, P.-D.G. du *Parisien libéré* jusqu'au 28 novembre 1983 ; Martin Desprez, publicitaire, anciennement chez *Havas*, P.-D.G. du *Maine libre* ; Jean-Pierre Courcol, P.-D.G. de *Manchette-Publicité*, qui a la régie du journal ;

— Quatre administrateurs représentant les intérêts *Hachette* : Jean-Luc Lagardère, président de *Hachette* et de *Matra* ; Daniel Filipacchi, vice-président de *Hachette* (voir chapitre XVIII) ; Gérald de Roquemaurel, secrétaire général du groupe *Hachette* et président du directoire *F Magazine* ; Roger Thérond, vice-président et directeur des rédactions de *France Éditions et Publications (F.E.P.)* ;

— Quatre administrateurs élus par l'ensemble des actionnaires, dont Alain Cayzac, P.-D.G. de l'agence de publicité *Roux-Seguela Cayzac et Goudard*, et Jean-Marie Burguburu, avocat de Philippe Amaury.

Dans sa séance du 28 novembre 1983, le Conseil d'administration a élu Philippe Amaury président-directeur général, tandis que, peu après, Martin Desprez était nommé directeur général.

Ainsi s'achevait l'aventure d'un Don Quichotte qui avait cru pouvoir rogner les ailes des moulins verts de *Hachette*...

---

(15) Voir notamment les numéros de février et mars 1967 de *Carrefour* (série de huit articles).
(16) *L'Écho de la Presse et de la Publicité*, 14 novembre 1983.

CHAPITRE XVIII

LA SAINTE ALLIANCE DU TRUST VERT ET DE LA PRESSE « SEXY »

De tous les groupes de presse et d'édition, *Hachette* est certainement le plus ancien et le plus redouté. A la fin du siècle dernier, des écrivains comme Maupassant, Barbey d'Aurévilly, Octave Mirbeau, des journalistes comme Drumont et Rochefort, des hommes politiques aussi différents que Maurice Barrès, Clemenceau, Déroulède se sont indignés jadis du droit que la maison *Hachette* s'arrogeait dans le domaine de la pensée.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que l'on ait songé à nationaliser le *trust vert*. Sans doute, cela n'aurait-il pas été une solution, mais le ressentiment légitime pousse souvent à des extrémités maladroites et inutiles.

Lorsque la gauche triomphante nationalisa des banques et divers trusts industriels, *Hachette* faillit faire partie de la charrette. Le trust n'y a échappé que de justesse et après un tour de passe-passe qui n'est pas à l'honneur de nos dirigeants d'alors, trop naïfs ou peut-être complices.

Dans certains de mes livres précédents, figure l'histoire de la maison d'édition fondée en 1826 par Louis Hachette (1). Je n'y reviendrai pas.

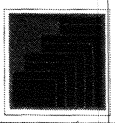
Le *trust vert* est, de loin, le plus grand des groupes de presse. S'il ne détient plus officiellement le quasi-monopole de la distribution de journaux et revues en France, comme avant la guerre, il possède cependant 49 % du capital de *N.M.P.P. (Nouvelles messageries de la presse française)* et il assure sa direction effective, tout en ayant le monopole de la vente dans les bibliothèques de gares et d'aéroports. Par l'intermédiaire de diverses filiales, *Hachette* distribue aussi livres et journaux, non seulement en Europe, mais aussi en Amérique du Nord et du Sud, en Afrique, au Proche-Orient et même en Asie.

Le département édition représente le quart du chiffre d'affaires du groupe. Il s'agit non seulement des livres scolaires, mais des *« Guides bleus »*, des *livres de poche*, des ouvrages d'art, des dictionnaires et des encyclopédies. *Hachette* contrôle la *Librairie générale française (Le livre de poche), Grasset-Fasquelle*, la *Librairie des Champs-Elysées* (collection *Le Masque*), *Biblio-Club Hachette (Le livre de Paris)*, la *S.E.D.E.P.* (ex-*Éditions Radio*), *Stock, Le Chêne*, et possède des participations importantes dans *Marabout* (Belgique), les *Éditions J.-C. Lattès*, les *Éditions Robert Laffont*, les *Éditions Mazarine*, les *Presses de la Cité* et les *Éditions Quillet*.

---

(1) J'ai longuement parlé du groupe *Hachette* dans *« Les Financiers qui mènent le monde »*, le tome Ier du *« Dictionnaire de la Politique française »*, et *« Les 200 Familles au pouvoir »*.

Le Group



Édition de Livres

- Scolaire / Para-Scolaire
- Classiques
- Edicef
- Edifra/Ediframa
- Dictionnaires Encyclopédies / Fascicules
- Livre de Paris
- A.L.P. (Fascicules)
- Littérature Générale
- Hachette-littérature
- Guides Bleus
- Grasset Fasquelle
- Fayard
- Laffès
- Stock
- Edito
- Le Chêne
- Mazarine
- E.M.O.M.
- B.F.B.

- Grande diffusion
- Jeunesse
- L.G.F. (Livre de poche)
- Champs Élysées
- Edition n° 1
- Media 1000
- C.I.L.
- Marabout
- Livre international
- U.S.A. :
- Arista
- Regents
- Eurobooks
- Canada :
- H.I.C.
- C.E.C.
- Québec Livres
- Mexique :
- Panorama
- Brésil :
- Lidecia
- Argentine :
- Hachette Argentine
- Chili :
- Librairie Française
- Japon :
- Hachette Japon
- Hachette diffusion

Distribution de Livres

- C.D.L. Maurepas
- Centres Régionaux (C.R.D.L.)

Édition de Presse

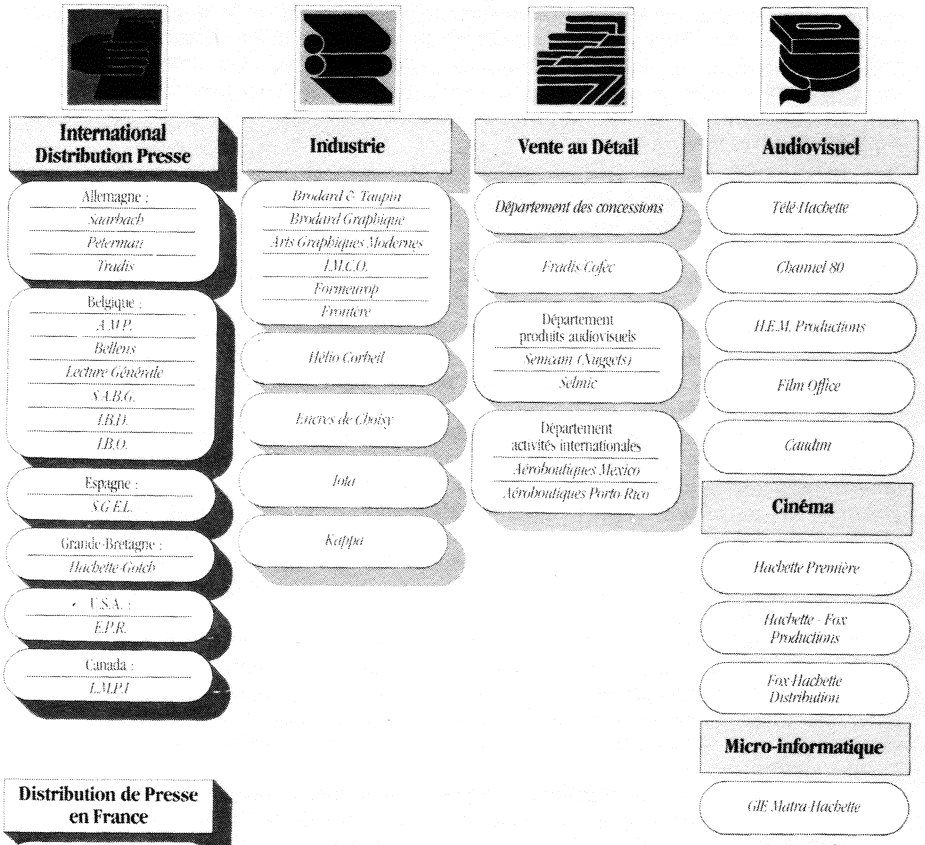
- Edi 7 :
- F.E.P.
- S.E.D.E.P.
- Sogide
- E.C.E.P.
- Publifop
- S.N.E.P. Édimonde :
- Agepresse
- G.D.L.
- Prefon
- Loisirs n° 1
- Sté Écho Républicain
- Régie 7
- Régipem

Participation de 40 % dans le Groupe Média.

☐ Départements maison mère

☐ Filiales et participations

Hachette au 15 mai 1983



(1) Hachette détient 49 % du capital des NMPP et en assure la Direction générale.

Le dernier rapport à l'assemblée générale de la *Librairie Hachette* nous montre l'importance du groupe.

Cette emprise sur les *media* s'exerce plus directement encore dans le domaine de la presse écrite. Certes, *Hachette* a cédé *France-Soir*, mais le trust contrôle toujours, par l'intermédiaire de filiales : *Le Journal du dimanche* (à 60 %, les 40 % restants appartenant à Jean-Charles Lignel, le « patron » du *Progrès* de Lyon), *France-Dimanche, Week-end*, et le groupe a conservé 30 % du *Point* ; il possède 58 % du grand quotidien beauceron *L'Écho Républicain*, et édite une foule de publications les plus diverses, allant de *Télé 7 jours*, le plus lu des journaux de radiotélévision avec 3 millions d'exemplaires, à *Tennis Magazine* en passant par :

Télé 7 jours, Télé 7 jeux, Vidéo 7, Micro 7, Elle, Vous et votre avenir, Prévention Santé, Parents, Vital, Confidences, Première, Onze, Le Journal de Mickey, Picsou-Magazine, Mickey Parade, Mickey Poche, Neptune Nautisme, Planche Magazine et *Guide-Cuisine.*

Hachette est également présent dans le groupe *Media*, fondé par Alain Lefèbvre et sa femme : il détient 40 % du capital, les Lefèbvre conservant 60 % (voir le groupe *Media*, chapitre XXI).

Pour l'impression de ses livres et de ses publications, *Hachette* utilise principalement les services de ses deux imprimeries : *Brodart et Taupin*, à Coulommiers, La Flèche et Forges-les-Eaux, et *La Néogravure*, installée à Corbeil, qui tire les magazines en héliogravure.

Le *trust vert* possède 8 % dans le capital de la *Cie Luxembourgeoise de télévision R.T.L. Télé-Hachette* produit et distribue des spots publicitaires, des programmes télévisés et des films *(« Mourir pour Madrid », série « Starsky et Hutch »)* ; en association avec les *Éditions Mondiales*, il contrôle *H.E.M. Productions* qui participent, en coproduction, à des séries télévisées principalement avec des Américains. *Hachette Fox Production et Distribution*, créé par *Hachette Première* et *Fox-Europa*, réalise et distribue des films *(« Stella », « Coup de foudre », « La Trace »).*

D'autres filiales ont été constituées pour investir divers secteurs : *Edicel*, créé avec *Matra*, pour les logiciels de micro-informatique et pour télématique ; *Hachette Câble-H.M.C.*, pour aider les collectivités locales à préparer des programmes et à installer un réseau câblé ; *Nuggets*, pour ouvrir des magasins spécialisés dans la vente de vidéo-cassettes, de vidéo-jeux et de la micro-informatique.

Depuis 1980, le groupe *Hachette* a connu d'importants changements. Tout d'abord, la majorité de son capital passa sous le contrôle de la *Banque Privée de Gestion Financière (B.P.G.F.)*, puis ce paquet d'actions fut revendu à *Matra-Europe 1-M.M.B.*, de Sylvain Floirat et Jean-Luc Lagardère, et à la *Cogédipresse*, de Daniel Filipacchi, qui détiennent ensemble la majorité de *Marlis*, société créée tout exprès pour contrôler *Hachette.*

La gauche et l'extrême-gauche réclamant la nationalisation de « la pieuvre verte », il était urgent de mettre *Hachette* à l'abri. D'autant que *Matra*, gros actionnaire, était sur la sellette. Le « patron » de *Matra*, Lagardère, d'accord avec le Premier ministre socialiste, Pierre Mauroy, soustrayait donc les intérêts de sa société dans les *media* ; ceux-ci étaient confiés à la société *Multi-Média-Beaujon*, laquelle, dès lors, posséda 20 % de la *Marlis*, 17 % d'*Europe 1* et 60 % de la société *Haussmann-Gestion.* Cette dernière contrôle la *Librairie Quillet*, laquelle contrôle à son tour la société éditrice des *Dernières Nouvelles.* Le grand quotidien alsacien se trouve ainsi dans la mouvance du groupe *Hachette.*

Marlis détient 52 % du trust *Hachette* — la *Cie Financière* (Edmond de

Rothschild — étant le deuxième grand actionnaire. Le capital de la *Marlis* a été réparti de la manière suivante :

33 % à Floirat-Lagardère

20 % à *Multi-Média-Beaujon*

27 % au *Crédit Lyonnais* (qui a racheté les 17 % d'*Europe 1* et les 10 % de *Paribas*)

14 % au groupe *Filipacchi*

6 % à *Intermatch* (contrôlé par Filipacchi à 60 % et par *Interdéco (Havas)* à 40 %.

Les représentants de ces divers groupes siègent naturellement au Conseil d'administration du *trust vert* : Jean-Luc Lagardère, préside, entouré d'Yves Sabouret, vice-président et directeur général, de Sylvain Floirat, l'un des « patrons » d'*Europe 1*, du baron Edmond de Rothschild, de Daniel Filipacchi, vice-président et chargé de la presse du groupe, et de son ami Frank Ténot.

Les liens entre le groupe *Filipacchi* et le trust *Hachette* sont tellement étroits que l'on serait tenté de les associer plus intimement encore. A vrai dire, le groupe *Filipacchi* a conservé son autonomie ; ce n'est que l'imbrication des intérêts de l'un et de l'autre qui donne l'impression d'une fusion. Nous les avons vus ensemble chez *Hachette* ; ils se sont retrouvés pour l'acquisition de *F. Magazine*, cédé par Jean-Louis Servan-Schreiber (voir plus loin le groupe *Expansion*) ; ils sont encore présents, tous les deux, dans *Photo Ciné Revue*.

Le groupe Filipacchi édite encore : *Salut* (ex-*Salut les copains*), qui fut la locomotive de ses publications, *OK* (anciennement *Mademoiselle Age Tendre*), *Union* et *Newlook* (2), *Pariscope, Jazz Magazine, Guitare Magazine, Photo, Ton Programme, Ski Flash Magazine* et quelques autres magazines dont il est question plus loin.

Dans le domaine de la grande presse, le groupe *Filipacchi* occupe une situation de choix avec *Paris-Match* (920 000 exemplaires vendus chaque semaine), racheté 25 millions de francs à Jean Prouvost en 1976, et les participations prises dans trois quotidiens de province : *L'Union* de Reims (17 %), *L'Yonne Républicaine* d'Auxerre (17 %) et *Libération-Champagne* (40 %).

Le groupe produit également des films (en association avec la *Warner Bros.*), des disques et des vidéo-cassettes ; dans le secteur de la télématique, il participe à des programmes de spectacles accessibles à vidéolex.

Enfin, sa branche édition publie des ouvrages sur l'art, la photo et l'histoire, mais aussi des livres plus particuliers et d'une grande diffusion, comme *« L'hypothèse d'Éros »*, par Emmanuelle Arsan, présenté comme « le dernier ouvrage de l'auteur érotique le plus lu dans le monde » ; *« Je suis un avorteur »*, du Dr G. Valensin ; *« Les mystères du confessionnal »* (manuel des confesseurs), dont un rédacteur de *Playboy* a dit qu'il était « un chef-d'œuvre de paillardise » et *« Histoire d'I »* où « une femme exprime ses désirs sadiques ».

•

Le groupe Filipacchi est issu de l'association de deux passionnés de jazz,

(2) Ne pas confondre avec *Look*, lancé aux U.S.A., qui aurait coûté 10 millions de dollars à Daniel Filipacchi.

Daniel Filipacchi et Frank Ténot, l'un photographe à *Paris-Match*, l'autre ingénieur atomiste.

Né à Paris, le 12 janvier 1927, Daniel Mario Jacques Filipari, dit Filipacchi, est le fils d'un ancien haut fonctionnaire des *Messageries Hachette* et de Mme Henri Filipari, née Édith Besnard, dont la sœur était Mme Jean Luchaire, la veuve du fondateur des *Nouveaux Temps*, président de la *Corporation nationale de la presse française* pendant l'Occupation.

« ... Dès son plus jeune âge, le petit Daniel s'imprègne dans le cocon familial des enseignements majeurs qui serviront, bien plus que ses études médiocres, de base à sa carrière. Il apprendra à connaître le jazz, l'Amérique et les patrons de presse.

« Son père, Henri, est issu d'une famille d'origine vénitienne qui vit à Smyrne, où leur entreprise d'armement maritime est plutôt prospère. Mais en 1922, les Turcs mettent un terme à cette quiétude, et papa Filipacchi débarque à Paris, tandis que son frère Charles choisit New York. Chaque mois Charles envoie à son frère des disques de jazz, et la famille Filipacchi se constitue ainsi une collection qui fera du petit Daniel, bercé par cette musique, un jazzophile averti. Cette érudition lui permettra d'entrer à Europe 1 pour y faire la nécrologie de Charlie Parker, puis l'émission « Salut les copains » et la suite...

« Du tonton de New York, le petit Daniel héritera aussi le goût de l'Amérique. Quant à son papa (à qui nous devons entre autres l'invention du livre de poche et l'idée de la collection de La Pléiade), il sera longtemps secrétaire général du Groupement de la presse parisienne et, de ce fait, en rapport constant avec tous les grands patrons de journaux dont il dresse des portraits aussi féroces que précis à l'heure du potage vespéral... Voilà pour le background, comme disait l'oncle d'Amérique.

« Il ne faut pas non plus omettre de mentionner l'esprit d'entreprise de la maman, qui entrera dans les affaires en 1948 en fondant, avec l'inventeur du Club Méditerranée, Gérard Blitz, le Club olympique (3). »

Daniel Filipacchi fut, très tôt, attiré par la presse. A vingt et un ans, il débuta à *Paris-Match* comme photographe, puis il dirigea, à partir de 1961, *Les Cahiers du Cinéma*. Avec Frank Ténot, il réalisa l'émission *« Pour ceux qui aiment le jazz »*, puis l'émission *« Salut les copains »*, à *Europe n° 1*, la station de Sylvain Floirat. Ayant racheté *Jazz Magazine* à Eddie Barclay, les deux associés lancèrent en juillet 1962 le mensuel *Salut les copains*, titre emprunté à l'émission qui avait eu un grand succès. C'est dans le sillage de ce périodique que furent lancés les nombreux magazines du groupe.

L'édifice du groupe *Filipacchi* repose sur la *Sté Presse-Office*, la première société créée pour l'édition des publications. S.A. au capital de 250 000 francs, elle comptait à l'origine neuf actionnaires : Frank Ténot (2 actions), Lionel Marcu, secrétaire général du *Club Olympique de Paris* (2), Jacques Lanzmann, militant d'extrême-gauche (2), Régis Pagniez, journaliste (2), Georges Meyerstein, « patron » des disques *Polydor*, puis de *Phonogram* (2), la *Sté financière de presse et d'information*, gérée par Filipacchi et Ténot (1 640), Sylvain Floirat, « patron » d'*Europe n° 1* et de *Matra* (2), Roger Créange, gendre de Floirat (2), et la *S.A. Financière Aigle-Azur*, holding Floirat (846 actions).

---

(3) *« La Presse en revue »* in *Les Dossiers du Canard*, Paris, 1984, pages 22 et 23.

Le magazine « sexy » *Lui* est édité par cette société. Après quelques vicissitudes — notamment une « interdiction à l'affichage » décidée par le ministère de l'Intérieur et des pertes importantes dans les premières années d'exploitation — la revue prospéra. Elle est devenue l'un des fleurons du groupe Filipacchi.

Pour encadrer, contrôler, administrer les périodiques de Daniel Filipacchi, plusieurs sociétés ont été constituées, notamment :

— la *Société d'éditions hebdomadaires parisiennes* fondée en 1968 par Daniel Filipacchi, Pierre Lazareff, directeur de *France-Soir*, les *Nlles éditions musicales modernes* et la *Sté Nlle d'éditions théâtrales parisiennes* (Serge Griffet) ;

— *Paris Jazz Concert* (en association avec B. Coquatrix) ;

— la *Sté immobilière Saint-Dominique* ;

— la *Sté immobilière Assan* ;

— les *Nouvelles éditions musicales modernes*, au Conseil d'administration, desquelles F. Ténot siégeait avec Hugo Lévy et Jacques Benoît-Lévy ;

— l'*Union des éditions modernes*, dont l'un des actionnaires, Lucien Morisse, était directeur artistique d'*Europe 1* (Floirat) et administrateur de *Discodis* ;

— la *Sté des périodiques internationaux* — où l'on retrouve *Aigle-Azur* (Floirat), actionnaire au côté de Simone Floirat — société éditrice de *Playboy* ;

— la *Wea Filipacchi Music S.A.*, créée en 1971 par Daniel Filipacchi sous le nom de *Kinney-Filipacchi Music S.A.*

Cette dernière mérite qu'on s'y arrête, car elle confirme les attaches de Daniel Filipacchi avec la Haute Finance. Nous avons vu que l'animateur de *Lui* était l'associé du richissime Sylvain Floirat dans l'exploitation de ce périodique « sexy » à gros tirage. Dans la *Wea Filipacchi Music*, les liens de Filipacchi avec la *Banque Rothschild* apparaissent nettement.

Déjà, en 1968, lorsque fut fondée la *Sté d'éditions hebdomadaires parisienne* (déjà citée), l'acte notarié précisait que les fonds avaient été déposés (le 26 mars 1968), chez *Rothschild,* au compte 2005-013. Cette fois, il ne s'agit pas de simples relations avec son banquier : Filipacchi n'est plus un quelconque client de la banque de la rue Laffite, mais bien l'associé des fameux financiers, et ce qui est plus grave, leur associé *très minoritaire* depuis le début.

Qu'on en juge, à la lecture de l'acte constitutif de ladite société, en avril 1971 : actionnaires-fondateurs : D. Filipacchi : 59 900 F ; F. Ténot : 39 900 F ; *Nlles Éditions musicales modernes :* 200 F ; *Sté auxiliaire pour l'expansion de l'industrie et du commerce (AUXILEX) :* 389 400 F ; *Sté financière de gérance et de participation :* 200 F ; Bernard Desforges : 200 F ; François Mayer : 200 F.

Le groupe *Filipacchi* détient donc, à l'origine : 100 000 F, tandis que ses associés possèdent 390 000 F, soit près des quatre cinquièmes du capital. Or, l'*AUXILEX* et la *Sté financière de gérance et de participation* sont des affaires *Rothschild*, et Desforges et Mayer appartenaient alors aux cadres supérieurs de la banque de la rue Laffitte. Le Conseil d'administration nommé aussitôt se composait d'ailleurs de D. Filipacchi, président, et de : André Legros et Robert Jablonski (devenu Jablon par décret du 28 février 1950), tous deux directeurs chez *Rothschild.* Les liens sont si solides entre Filipacchi et *MM. de Rothschild* que l'assemblée générale extraordinaire du 2 mai 1973

« s'est réunie dans les bureaux de la banque Rothschild, 21, rue Laffitte ». (Comme ce n'était pas légal, on a rayé cette mention sur les pièces officielles pour y substituer la mention « dans les bureaux de son président, 65, avenue des Champs-Élysées.)

Les milieux d'affaires estiment que l'ensemble de ces affaires valent une centaine de milliards anciens. Ce qui veut dire que le *patron* « pèse » une cinquantaine de milliards à lui tout seul. Jolie réussite et jolis profits.

Daniel Filipacchi fut, également, en 1964, l'un des « patrons » des *Éditions de l'Étoile* dont il possédait, avec ses amis Ténot et Hohman et leurs *Nlles éditions musicales modernes*, les 3/4 du capital. A l'assemblée générale extraordinaire du 23 février 1971, les autres associés de Daniel Filipacchi étaient au nombre de sept : le cinéaste François Truffaut, le journaliste Jacques Doniol dit Doniol-Valcroze, l'acteur Michel Piccoli, Mme Jacques Aumont, née Sylvie Pierre, le cinéaste grec Constantin Gavras et l'industriel Jean Riboud, personnalité importante du monde des affaires (voir chapitre VII). A quelque temps de là, l'actrice Nicole Stéphane (pseudonyme de Nicole de Rothschild), petite-fille du fameux Henri de Rothschild, et le cinéaste Claude Berri vinrent les rejoindre, également comme associés.

Le groupe *Filipacchi*, surveillé, contrôlé, financé — tant pour ses affaires de presse que pour ses entreprises musicales — par le groupe *Floirat*, le « trust vert », et le groupe *Rothschild*, participe au matraquage visuel et musical des adolescents. Au cours de ces dernières années, il a lancé : *Mlle Age Tendre*, pour les jeunes filles ; *20 ans*, où l'on incite *« à séduire les jeunes milliardaires »* (sans omettre le couplet promarxiste sur les *« tortures »* et les *« déportations secrètes »* dans la Grèce des colonels, jamais sur celles qui déshonorent les pays communistes ou Israël) ; *Union*, revue érotique technique animée par le Dr Michel Meignant, bras droit de Ménie Grégoire dans ses émissions dites « d'éducation sexuelle » à *R.T.L.*, le poste périphérique dont Jean Prouvost, alors propriétaire de *Paris-Match*, de *Marie-Claire* et du *Figaro*, était le « patron » ; *Salut les copains* (dont j'ai déjà parlé) et une édition de *Playboy*.

Déjà renforcée par les chaînes dorées de la publicité — le groupe *Bleustein-Blanchet* étant partie prenante dans la plupart de ses publications — l'entente *Hachette-Filipacchi* était déjà si étroite que c'est à un descendant du fondateur de la « pieuvre verte », le comte Gérald de Roquemaurel, que furent confiés, à la fois un poste de direction au magazine *Lui* et la direction-gérance de *Playboy*, le *leader* de ce que, par euphémisme sans doute, on appelle « la presse du charme ».

CHAPITRE XIX

DES PROFITEURS ET DES SAINTS

« Le vautour de la Finance avait mis sur la presse sa serre dorée. Le journaliste, qui avait été l'âme du journal, venait de se dessaisir de son pouvoir prestigieux au profit du financier. »

Ces lignes, extraites d'un petit livre que j'ai publié, jadis, avec Albert Simonin, l'auteur de *« Touchez pas au grisbi »*, pourrait s'appliquer à plus d'un quotidien lancé en 1944. Les résistants qui rêvaient, dans la clandestinité, de réformer la presse, avaient fait serment de la libérer du joug des puissances d'argent. En fait, ils n'ont réussi qu'à rendre plus difficile encore l'existence d'une presse indépendante en étranglant l'ensemble des journaux, dont certains centenaires, qui avaient paru sous l'Occupation.

On connaît l'exemple de *Combat*, dont les premiers éditoriaux réclamaient « une indépendance réelle vis-à-vis du Capital » et qui tomba sous la coupe du capitaliste Henri Smadja. J'ai conté la mésaventure du journal d'Albert Camus et de Pascal Pia dans une série d'études sur « les quotidiens de Paris depuis la Libération », publiée dans *l'Écho de la Presse* de Noël Jacquemart en 1952.

Ce qui est arrivé à *Combat*, la quasi-totalité de la presse issue de la Résistance l'a subi. Combien en existe-t-il encore de ces feuilles lancées par des résistants lors des septembrisades de 1944 ? La grande majorité de ces « coucous » ont rejoint les quotidiens et les hebdomadaires pétinistes dont ils avaient occupé le nid.

L'un des plus prestigieux journaux de la Libération, le quotidien progressiste *Franc-Tireur*, a connu un sort analogue à celui de *Combat*. Le successeur des clandestins de 1941 n'était pas un Tunisien comme Smadja, mais un Italien nommé Del Duca. Si le premier limita son royaume à *Combat* et à *La Presse* (de Tunis), le second a étendu considérablement son empire, et *Franc-Tireur*, qui changea d'ailleurs deux fois de nom, ne fut que l'un des nombreux organes de presse du trust des *Éditions Mondiales*.

Plus connu sous l'appellation de « groupe *Del Duca* », celui-ci fut dirigé jusqu'à sa mort, survenue en mai 1967, par son fondateur, puis par sa veuve, née Simone Nirouet.

Le « Mazarin de la presse du cœur », comme nous l'appelions parfois, eût probablement inspiré Balzac, tant est pittoresque son ascension.

Jugez-en vous-même :

Né à Montedinove, en Italie, le 25 mars 1899, Pacifico Del Duca, fils de Giosué Del Duca et de Celsa Traini, débarque en France en 1932. Il a la bourse vide et la tête pleine de projets. Il se dit journaliste, mais en est

réduit à faire un peu tous les métiers. Son flair indiscutable le guide vers les journaux d'enfants. En 1937, le 24 mai exactement, il fonde avec Denise Crété, Martin Bohner, journaliste, Pasquale Milocco, représentant de commerce, et Achille Ghioldi, une S.A.R.L. au capital de 100 000 F. Peu d'argent : l'apport principal, fourni par Cino Del Duca, se compose du petit fonds de commerce qu'il exploite 15, rue des Bluets, à Paris, et qui est estimé à 95 000 F. Il est mentionné, dans les statuts, que Bohner est cogérant avec Del Duca, mais que ce dernier conserve *« la direction et la volonté prépondérante »*. Cette société, *Les Éditions Mondiales*, édite deux journaux d'enfants à faible tirage : *Hurrah !* et *L'Aventureux*.

Quand la guerre éclate, le « pacifique » M. Del Duca se transforme en foudre de guerre : il ressuscite la Légion garibaldienne qui ira combattre la Wehrmacht. Sans doute, cette légion se couvrit-elle de gloire puisque son fondateur arborait ensuite plusieurs décorations militaires.

Démobilisé après l'armistice, C. Del Duca retourne à ses éditions. Las ! l'occupant n'autorise que parcimonieusement la reparution des journaux, à plus forte raison celle des périodiques pour enfants. *« Vichy sera plus compréhensif »*, pensent C. Del Duca et ses associés. On ira donc s'installer à Vichy. On décide même, le 13 février 1941, de transférer le siège des *Éditions mondiales* à l'ombre de l'Hôtel du Parc où le Maréchal Pétain veille au salut de la France meurtrie. On désigne officiellement l'endroit : 58, rue de Paris et... on n'y va pas. Sans doute a-t-on appris que Del Duca, qui est toujours Italien — et l'Italie n'a-t-elle pas déclaré la guerre à la France ? — n'est pas très bien vu du nouveau gouvernement ? Qu'à cela ne tienne, Del Duca démissionnera. Les 189 parts qu'il détient dans la société seront confiées à Simone Bassuet, la future Mme Del Duca (1), et Martin Bohner restera seul gérant.

Le premier soin de ce dernier est de transférer le siège de la société non plus à Vichy, mais à Nice, 8, rue Alphonse-Karr. La délibération officielle (fort embarrassée) des associés précise que la société *« avait envisagé en février 1941 de transférer son siège social à Vichy, mais que par suite des événements, elle n'a pu réaliser ce projet, et qu'en raison de l'occupation partielle et actuelle du territoire français, toute activité de la société a été cessée à Paris et qu'il s'est replié à Nice où la société reprendra, au moins momentanément, son activité »*. Quelle fut l'activité exacte des *Éditions mondiales* à Nice de 1941 à 1944 ? Nous l'ignorons. L'occupant italien fut beaucoup moins exigeant que son allié allemand et sans doute ne se montra-t-il pas trop sévère pour une affaire qui comptait, officieusement et officiellement, des concitoyens dans sa direction.

Pour seconder Martin Bohner, les associés décidèrent le 15 juin 1944 de nommer Suzanne Bougnot cogérante. Puis vinrent la Libération et le brusque décès de Bohner. Le 20 avril 1945, Ignace Di Blasi, ami du fondateur, fut nommé gérant : Del Duca faisait, en quelque sorte, sa rentrée officielle aux *Éditions mondiales*, qui demeurèrent encore près de deux ans à Nice. Ce n'est que le 2 janvier 1947 qu'elles transférèrent officiellement leur siège à Paris. Son capital était encore modeste et ses affaires très limitées. Cependant

(1) Née à Saint-Maur-des-Fossés, le 18 juillet 1912, Simone Odette Nirouet avait épousé le 18 août 1937 René Charles Bassuet. Ce mariage fut dissous, après la guerre, par le tribunal civil de la Seine (7 janvier 1946) et un an plus tard (25 janvier 1947), Simone ex-Bassuet épousait à Saint-Maur l'éditeur Pacifico Del Duca.

son animateur avait le vent en poupe : en balayant la presse « collabo » et « pétiniste », la Résistance — dont se réclame Del Duca — avait laissé le champ libre aux hommes d'affaires entreprenants.

Dès lors, les publications Del Duca progressent. Le chiffre d'affaires augmente. Le 20 juin 1949, le capital des *Éditions mondiales* passe de 100 000 F à 1 million. Del Duca demeure (officiellement) en dehors de cette augmentation de capital, mais sa femme souscrit.

Les 1 800 parts créées sont réparties entre :

Del Duca, Simone, née Nirouet, épouse séparée de biens de Del Duca, Pacifico (886 500 F)	1 773 parts
Creté, Denise (9 000 F)	18 parts
Baile, Robert (4 500 F)	9 parts

L'année suivante, nouvelle augmentation de capital, qui passe de 1 à 5 millions. Entre-temps, Del Duca — qui a troqué son prénom trop peu belliqueux de Pacifico (Pacifique) contre celui, plus agressif (attention aux épines !) de Cino (rosier sauvage) — est redevenu « le plus fort porteur de parts ». Aux 2 000 parts qu'il détient, viennent donc s'ajouter 7 992 parts (3 996 000 F), R. Baile n'en recevant que 8 (4 000 F). Où Del Duca a-t-il trouvé ces quatre millions ? Mais dans la caisse de la société. Cette augmentation de capital s'est faite, en effet, sans bourse délier, en prélevant tout bonnement la somme nécessaire sur les réserves. Les bénéfices de 1949 étaient d'ailleurs considérables : 10 773 220 F 33 centimes, ainsi répartis : réserve légale : 400 000 F ; augmentation de capital : 4 000 000 de F ; distribution aux associés : 4 000 000 de F ; somme apportée aux réserves exceptionnelles : 2 373 220 F 33.

En 1951, peu après la démission d'Ignace di Blasi appelé à d'autres tâches, l'assemblée générale décide une augmentation de capital. (Il y en aura, comme cela, de nombreuses, souvent effectuées avec les bénéfices de l'entreprise, qui sont considérables.) Les absorptions d'affaires voisines sont également nombreuses : *le Miroir de la Mode, Madrigal, Festival, Secrets de Femmes, Librairie Marguerite, Société universelle d'édition, Éditions Domat* passèrent sous le contrôle du groupe *Del Duca*. D'autre part, plusieurs maisons se rapprochent des *Éditions mondiales*, notamment *Les Éditions du Pont Royal* créées par Simone Del Duca et Robert Laffont, et *Sequana*, où Del Duca se trouve associé à René Julliard — l'éditeur de Mendès-France et de Servan-Schreiber —, qui était au mieux avec les autorités de Vichy. Le groupe contrôle également les *Films Del Duca*, qui ont produit le fameux *« Touchez pas au grisbi »*, de l'ami Albert Simonin (2), et les *Éditions Mondiales Publicité*, fondées au début de l'hiver 1957-1958 avec Marcel Bleustein-Blanchet, le « patron » de *Publicis*. Le 23 mai 1967, Del Duco disparaît.

La mort du fondateur des *Éditions mondiales* n'a pas ralenti la marche du groupe. Sous la direction de la veuve de Cino Del Duca, le trust poursuit ses activités. Il se débarrassera, cependant, du quotidien *Paris-Jour* qui finissait par lui coûter beaucoup d'argent.

•

(2) J'ai écrit, jadis, avec Albert Simonin, un petit livre sur la presse des années 30-40, *« Le bourrage de crâne »* (voir plus haut).

Ce journal était la suite du quotidien progressiste *Franc-Tireur* dont Del Duca avait comblé, pendant plusieurs années, le déficit grandissant. Lorsque l'éditeur en eut assez de soutenir un journal qui ne lui appartenait pas et lui coûtait fort cher, il fit en sorte que ledit journal fût bien à lui.

Mais pour opérer un nouveau lancement du quotidien, il changea son titre : c'est ainsi que *Franc-Tireur* devint *Paris-Journal* le 18 novembre 1957.

L'opération ne s'est pas effectuée sans grincements de dents du côté de fondateurs-actionnaires de l'ancien journal de la Résistance. Rappelons les faits : *Franc-Tireur* est alors édité par une S.A.R.L. au capital de 240 000 francs, dont Élie-Jules Péju est le gérant-associé, étant : les associés : Albert Bayet, président de la Fédération Nationale de la Presse Française ; Jean-Pierre Lévy ; Marcel Fourrier, avocat, rédacteur à *Libération* ; Georges Vallois, administrateur de *Libération* — brouillés tous deux avec leurs associés depuis la scission de 1948 — ; Georges Altman, rédacteur en chef de *Franc-Tireur* ; Antoine Avinin, conseiller de la République ; Léon Boutbien, ancien député S.F.I.O. de l'Indre ; etc.

En raison de la situation tragique de la Société de *Franc-Tireur*, l'opération s'effectue aux conditions fixées par Cino Del Duca, créancier du journal. Ce sont ces conditions, jugées draconiennes, qui ont soulevé la colère des associés. Il faut se soumettre ou se démettre : on se soumet. La société du journal *Le Franc-Tireur* est absorbée par la Sté anonyme *Mondial Publication* (dont Del Duca est le patron) contre la remise de 16 actions de 10 000 F (3). 160 000 F d'actions de la *Sté Mondial Publications* pour l'ensemble des associés, c'est peu. Il est vrai que Del Duca s'est engagé à payer les dettes de la société absorbée.

Pendant quelque temps, Élie Péju et Georges Altman conservent leurs fonctions au journal. Puis ils disparaissent, et Del Duca, resté seul, prend personnellement la direction du quotidien.

Entre-temps, le *Mazarin de la presse du cœur* s'était fait naturaliser français (4). Cet étonnant homme d'affaires, resté à l'écart de la politique, entrait de plain-pied dans la bagarre. Du moins, on pouvait le croire, mais notre homme était trop habile pour se compromettre. En prenant la direction officielle et effective de *Paris-Journal*, Del Duca entendait donner à son quotidien une allure très différente de celle qu'il avait connue sous le nom de *Franc-Tireur*. D'agressif, le journal devint en quelques semaines l'un des plus ternes qui se puissent souhaiter. Mais la vente remonta.

R. Tréno avait quitté le journal pour prendre la tête de la rédaction du *Canard enchaîné*, et Charles Rosenweig dit Ronsac, futur rédacteur en chef de l'agence *Opéra Mundi*, devint le second rédacteur en chef de *Paris-Journal*. La tendance progressiste qui plaisait à la majorité des lecteurs ayant disparu, ceux-ci l'abandonnèrent peu à peu ; si bien que le journal ne trouva pas un public assez nombreux pour lui permettre de subsister.

Le 22 septembre 1959, il changea une nouvelle fois de titre. Devenu *Paris-Jour*, il parut sous le format *tabloïd* avec pour directeur Del Duca qu'entourait un état-major composé de : Philippe Boegner, Daniel Morgenstein dit Morgaine, Bernard Lefort, Jacques Friedman et quelques autres. Après un conflit assez long avec ses ouvriers typographes, Simone Del Duca

(3) *Le quotidien juridique*, 5 décembre 1957.
(4) Décret du 16 août 1957 (*J.O.* n° 208, du 1er septembre 1957).

refusa de céder aux pressions du *Syndicat du livre* et *Paris-Jour* se saborda (1972).

Sept ans plus tard (novembre 1979), la veuve du fondateur du groupe vendit 75 % du capital des *Éditions Mondiales* à un pool d'investisseurs institutionnels *(Mutuelles Unies, U.A.P., A.G.F., G.M.F.)* qui les a recédés (décembre 1980) au trust *Révillon* (fourrures, parfums, textiles, chaussures) lequel passa lui-même, sous le contrôle du groupe *Cora* (supermarchés *Radar*). *Révillon* possède des participations dans *Otis Europe*, la *Cie internationale de banque*, les *Services rapides Ducros, Sulka and C°* et les tissus *André Roudière*.

Les *Éditions Mondiales* publient des magazines à gros tirage : les deux *leaders* de la « presse du cœur » ; *Nous Deux* (près d'un million d'exemplaires) et *Intimité* (580 000 ex.), un autre hebdomadaire, *Modes de Paris* (651 000 ex.), ainsi que *Modes et Travaux* (1 390 000 ex.), *Télé-Poche* (1 850 000 ex.), *Tilt* (jeux électroniques), *Vidéo News*, le *Journal des grosses têtes* (extraits de l'émission fameuse de Philippe Bouvard) et *Diapason* (mensuel musical).

Le groupe possède, en outre, trois très importantes imprimeries (Maisons-Alfort, Blois et Biarritz), une agence de presse, *Mondial-Presse*, une agence publicitaire, *Gallia Publicité*, et même une fabrique d'encre, *Mondial-Chrome*.

C'est un ancien conseiller de Raymond Barre, Antoine de Clermont-Tonnerre, fils du comte Thierry de Clermont-Tonnerre, inspecteur des Finances, et d'Hélène de Rohan-Chabot, sorti de l'E.N.A. en 1967, qui dirige les *Éditions Mondiales* dont il est devenu le P.-D.G. en 1981 après son départ de la présidence de la *Société française de production*. Sous son impulsion, le groupe s'est orienté vers l'audiovisuel : il s'est associé avec *Hachette* dans *H.E.M.*, producteur et distributeur de programmes de télévision et vidéo, et avec la *S.F.P.C.* pour la production de films. Il a acquis 34 % (juillet 1982), puis 70 % (janvier 1983) du capital de *R.C.V.*, premier distributeur français de vidéo-cassettes. Outre les droits vidéo sur 150 films de la *Metro Goldwyn Mayer*, il possède 16 % de l'exploitation du film *« Les Misérables »* tourné par Robert Hossein.

•

Dans le monde catholique existe un groupe de presse et d'édition très important également : *Bayard-Presse*. Autrefois *Maison de la Bonne Presse*, il édite le quotidien *La Croix*, dont le centenaire a été célébré l'an dernier.

C'est, en effet, en 1883 que le grand journal catholique a été créé par les Assomptionnistes qui avaient fondé, dix ans plus tôt, *Le Pèlerin*, et qui lanceront, par la suite, plus de cent publications.

La Croix, avec ses 125 000 exemplaires quotidiens, rayonne dans la France entière et pénètre dans les paroisses les plus isolées. Elle est le seul journal à avoir traversé les épreuves des années 1940-1944 sans trop de dommage. Bien qu'ayant paru pendant l'Occupation, sa publication fut autorisée à la Libération, tandis que tous ses confrères étaient frappés d'interdit et confisqués.

Bayard-Presse publie aujourd'hui, outre *La Croix*, vingt autres publications : *Le Pèlerin du* XXe siècle (472 000 ex.), *Notre Temps* (623 000 ex.), *La Foi aujourd'hui* (38 000 ex.), *Professions 3e Age* (8 000 ex.), *Les Pages de l'événement* (5 000 ex.), *Documents service adolescence*

(11 000 ex.), *La Documentation catholique* (31 000 ex.), *Presse Actualité* (l'un des meilleurs connaisseurs des *media* actuels), *Chrétiens ensemble, Points de Repère* (54 100 ex.), *Signes d'aujourd'hui, Le Monde de la Bible, L'almanach du Pèlerin* (180 000 ex.), *Panorama aujourd'hui* (9 700 ex.), en association avec la *S.P.E.R.* (voir plus loin), ainsi que six publications pour les jeunes : *Pomme d'Api* (163 000 ex.), *Les Belles histoires de Pomme d'Api* (62 000 ex.), *Astrapi* (110 000 ex.), *J'aime lire* (134 000 ex.), *Okapi* (86 000 ex.) et *Phosphore* (55 000 ex.).

Bayard-Presse est présent dans le *Poste Parisien-Fréquence Presse* et contrôle les *Éditions du Centurion.* Le groupe possède des imprimeries : celle de la rue Bayard à Paris, naturellement, ainsi que *Bayard-Montrouge Impression (B.M.I.)* et la *Société centrale d'impression armentiéroise (S.C.I.A.).* De plus, avec sa filiale *Bayard Service Informatique (B.S.I.),* elle gère, pour le compte de nombreuses autres publications, ses clientes, plus de 6 millions d'abonnements, en micro-édition *(Quantics).*

Depuis 1960, le groupe est présidé par Jean Gélamur, un administrateur exceptionnel, qui a commencé sa carrière comme ingénieur-conseil en organisation et qui dirigea pendant huit ans (1953-1960) tout un secteur des *Glaces de Boussois.* Ancien président de l'*Union catholique internationale de la presse,* il préside aujourd'hui le *Centre national de la presse catholique* et est le vice-président du *Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne* depuis plus de vingt-deux ans.

Très près de *Bayard-Presse,* au point d'éditer avec lui *Panorama aujourd'hui,* la *Société de publications et d'éditions réunies (S.P.E.R.)* est la propriété commune du mouvement *Chrétiens dans le monde rural* (qui détient 40 % des parts), du personnel de l'entreprise (30 %) et de ses amis lecteurs (30 %).

Le groupe, dirigé par Bernard Wouts, publie : l'hebdomadaire *Agri Sept,* qui tire à plus de 80 000 exemplaires répandus dans les milieux ruraux, les mensuels *Clair Foyer* (380 000 ex.), *Le Pêcheur de France* (ce dernier publié en co-édition avec *Bayard-Presse,* comme *Panorama aujourd'hui,* et avec le quotidien *Ouest-France*), *Voiles et voiliers, Danser* et *Entreprises agricoles.*

Fleurus Presse est également un groupe catholique important. Créé par l'*Union des Œuvres catholiques de France,* il fut longtemps animé par René Finkelstein, directeur de *Panorama chrétien,* président du *Centre national de la presse catholique,* qui assumait le *Secrétariat général des publications destinées à la Jeunesse.* Mais de graves difficultés financières rencontrées par les *Éditions de Fleurus* le contraignirent à démissionner et à se replier sur *La Vie nouvelle* et sur *Le Rond-Point* devenu, en quelque sorte, l'organe du *Diner's Club.* Le groupe *Fleurus Presse,* aujourd'hui présidé par Michel Normand, édite les hebdomadaires pour enfants *Perlin* (jusqu'à 8 ans), *Fripounet* (de 8 à 11 ans) et *Triolo* (de 11 à 15 ans), *Mag Jeunes,* successeur de *Turbule* et de *Christiane, Jésus* (qui paraît 4 fois par an), *les Images du mois* (en association avec *La Vie Catholique*) et *Dans la Lumière,* destiné aux parents et aux éducateurs (9 numéros par an), ainsi que des livres éducatifs, des albums religieux et des bandes dessinées.

•

Groupe catholique également celui qu'on appelait jadis le « groupe Sauvageot », du nom de sa créatrice Ella Sauvageot, nièce d'Adolphe Landry, un ancien ministre de la IIIe République, convertie au catholicisme en 1933 et devenue la présidente des *Éditions du Temps Présent*, une entreprise animée par des chrétiens de gauche.

C'est autour de l'hebdomadaire *La Vie Catholique illustrée* — devenue *La Vie* tout court en 1976 — que se grouperont les autres publications de Mme Sauvageot.

Après la mort accidentelle de celle-ci, en 1962, — elle fut brûlée dans sa voiture, en Corse — la présidence du groupe revint à son adjoint Georges Hourdin, l'un des fondateurs du *Parti démocrate populaire*. Ce dernier conserva le poste jusqu'en 1974. C'est Michel Houssin qui l'a remplacé.

Excellent administrateur — il dirigea diverses entreprises au Levant en 1946-1962, notamment la *Cie du Port de Beyrouth* et la *Cie libanaise de télévision* — Michel Houssin a développé les différentes branches du groupe.

Outre *La Vie* (394 000 exemplaires), il publie *L'actualité religieuse dans le monde, Prier, Amos* et, en collaboration avec *Fleurus Presse*, les *Images du mois*. Ces revues sont éditées par sa filiale *Malesherbes Publications*.

Par une autre filiale, les *Publications de la Vie Catholique* éditent *Télérama*, un magazine de la radio, de la télévision et du cinéma, racheté au groupe *Ventillard*, qui tire à plus de 470 000 exemplaires.

D'autres périodiques dépendent du groupe : *Voir*, fondé récemment, *Bricolage-Tout faire*, mensuel, *Le Monde de la mer*, bimestriel, et *Tennis*, mensuel ; les deux premiers sont édités par *Sebam*, une filiale du groupe, et le troisième est publié en association avec le groupe *Hommel (S.N.E.P.)*.

Côté services, le groupe gère *Malesherbes-photocomposition, Presse informatique* et *Édi-Informatique*, les deux derniers pour les abonnements et les fichiers.

Enfin, les *Publications de la Vie Catholique* dominent l'agence de publicité *Publicat*, détiennent 40 % des *Éditions Cana*, contrôlent les *Éditions Desclée de Brouwer* devenues leur filiale, et sont les actionnaires principaux des *Éditions du Cerf*, fondées en 1929 par le Père Bernadot à Juvisy-sur-Orge, qui publient une bonne centaine de livres par an.

Le groupe de la *Vie Catholique* est donc l'un des plus influents groupes de journaux lus par les fidèles.

CHAPITRE XX

QUAND DEMOS PACTISE AVEC PLOUTOS

La presse de l'entre-deux-guerres comptait de nombreux quotidiens. Outre la presse communiste *(L'Humanité, Ce soir* et *L'Humanité d'Alsace)*, paraissaient à Paris et en province des quotidiens de gauche le plus souvent dirigés et rédigés par des radicaux et des socialistes.

Il y avait l'organe du *Parti socialiste (S.F.I.O.), Le Populaire*, qui tirait à 60 000 ex., le quotidien de la *C.G.T., Le Peuple* (15 000 ex.) et le journal socialiste indépendant *La Justice* (10 000 ex.). C'est *L'Œuvre*, fondé par Gustave Téry, qui tenait la tête des quotidiens de tendance radicale, avec 115 000 exemplaires chaque matin. Le journal d'Émile Roche, *La République*, vendait entre 12 000 et 15 000 exemplaires. Venaient ensuite, toujours dans la mouvance radicale-socialiste : *L'Ère nouvelle* (10 000 ex.), *L'Homme libre* (5 000 ex.) et *Le Petit Bleu.*

Mais les gros tirages étaient en province : *La Dépêche* de Toulouse imprimait 270 000 exemplaires, suivie par *La France* de Bordeaux (235 000 ex.). *Le Progrès de Lyon* (220 000 ex.), *Le Petit Provençal* (165 000 ex.), *La Dépêche du Centre* (140 000 ex.) et *L'Éclaireur de l'Est* (106 000 ex). Leur direction était radicale. Il y avait aussi *Les Dernières Nouvelles de Strasbourg*, du Frère Aristide Quillet (155 000 ex.), plus modéré, mais d'inspiration maçonnique.

Du côté socialiste (ou sympathisant), *Le Réveil du Nord* arrivait en tête, avec 250 000 exemplaires quotidiens. Puis venaient :

La Tribune républicaine (140 000 ex.), *Le Populaire du Centre* (52 000 ex.), *Lyon Républicain* (40 000 ex.), *Le Midi socialiste* (48 000 ex.), *La Bourgogne républicaine* (32 000 ex.), *La Montagne* (31 000 ex.), *Le Républicain du Haut-Rhin* (15 000 ex.), *La Dépêche dauphinoise* (20 000 ex.), *l'Express du Haut-Rhin* (12 000 ex.).

Légèrement plus modérés, mais nettement de gauche néanmoins, une trentaine de quotidiens se partageaient la clientèle radicale-socialiste de province :

Le Petit Méridional (80 000 ex.), *La Dépêche de Brest* (70 000 ex.), *Le Républicain lorrain* (70 000 ex.), *La Sarthe du soir* (70 000 ex.), *Le Populaire de Nantes* (62 000 ex.), *L'Indépendant des Pyrénées-Orientales* (60 000 ex.), *Le Radical* (45 000 ex.), *Le Petit Comtois* (40 000 ex.), *Le Bourguignon* (38 000 ex.), *La Dépêche du Berry* (30 000 ex.), *La Dépêche de Rouen* (30 000 ex.), *Le Petit Var* (30 000 ex.), *Le Petit Ardennais* (30 000 ex.), *Le Petit Havre* (26 000 ex.), *Le Républicain du Gard* (25 000 ex.), *Le Progrès de l'Allier* (20 000 ex.), *Le Petit Haut-Marnais* (20 000 ex.), *Lyon-Soir* (20 000 ex.), *Le Pro-*

grès de Saône-et-Loire (20 000 ex.), ainsi que ces journaux, dont le tirage oscillait entre 7 000 et 18 000 exemplaires :

Le Courrier de l'Ain, La Dépêche corse, Le Journal de la Corse, La Charente et *La Petite Charente, La France du Centre, La Haute-Loire, L'Union républicaine de la Marne, Le Phare de Calais, La République du Var* et *L'Avenir de la Vienne.*

Combien sont-ils aujourd'hui ? A la Libération, tous ceux qui avaient poursuivi leur parution après novembre 1942 furent interdits et confisqués. C'était, au dire des animateurs de la nouvelle presse, une véritable révolution.

« Nous parlons d'une révolution sans précédent, écrivait Francisque Gay, député de Paris, vice-président du Conseil, dans *les Cahiers politiques* de mai 1945. En effet, *JAMAIS* dans l'histoire moderne, pareille suppression de TOUTE la presse d'un pays et la création d'une presse entièrement nouvelle ne se sont encore produites. Le fascisme en Italie, le national-socialisme en Allemagne se sont limités à mettre au pas des journaux existants, à en supprimer quelques-uns qui s'avéraient irréductibles ou dont le nom constituait une provocation pour le parti au pouvoir, à s'asservir les autres par tous les moyens de la contrainte et de la corruption. Avoir tenté cette révolution unique, L'AVOIR RÉUSSIE, c'est là un titre de gloire dont la Résistance devrait s'enorgueillir. »

Claude Hisard a raconté en détail, dans son « *Histoire de la spoliation de la presse française* », parue en 1955, comment fut perpétrée cette révolution.

Les journaux issus de la Résistance, qui remplacèrent les quotidiens et les hebdomadaires paraissant en 1944, ont disparu pour la plupart ; nombre d'entre eux ont été absorbés par des confrères plus heureux et, en tout cas, financièrement à l'aise. La concentration s'est opérée au cours des années 1945-1955 : toute la presse d'opinion en a souffert, mais cela fut d'autant plus sensible à gauche que la droite avait été dépossédée de ses journaux en 1944 et que la gauche avait pu, au contraire, en faire paraître par centaines. N'oublions pas que la presse communiste, qui comptait trois quotidiens en 1939, en eut 31 en 1944-1945 et que les quotidiens socialistes passèrent de 10 — 12 en comptant *Le Peuple* et *La Justice* — à 25 en 1944-1945.

Aujourd'hui, les quotidiens socialistes ou sympathisants sont peu nombreux : *Le Matin*, à Paris, et en province le groupe du *Provençal* et celui de *La Montagne*. Ce dernier, très modéré de ton depuis la mort de son fondateur, Alexandre Varenne, est la locomotive du groupe de Clermont-Ferrand. *La Montagne*, qui tire à 256 000 exemplaires chaque matin et est lue dans les départements du Plateau central, contrôle *Le Populaire du Centre* (57 000 ex.), le quotidien socialiste de Limoges, jadis animé par Léon Betoulle et Paul Faure, que ses animateurs avaient eu la bonne idée de saborder en 1941 (ce qui lui permit de reparaître, sans difficultés, à la Libération). Le groupe de *La Montagne* comprend également *Le Journal du Centre* (38 000 ex.), coucou installé en 1944 dans les locaux de *Paris-Centre*, journal de droite interdit parce que resté fidèle au maréchal Pétain, *Le Berry Républicain* (42 000 ex.), racheté à Robert Hersant, et *Centre-France Dimanche* (206 000 ex.), journal du 7e jour.

Installé dans l'immeuble du *Petit Provençal*, occupé mitraillette au poing par les *F.F.I.* à la Libération, *le Provençal* est édité par une S.A. constituée le 27 février 1945 par une équipe de résistants socialistes. Le capital se répartissait alors de la manière suivante :

Gaston Defferre : 27 actions ; André Cordesse, son beau-frère : 27 ; Horace Manicacci : 27 ; Francis Leenhardt, futur député socialiste : 27 ; Suzanne Boyer, née Garcin : 22 ; Léon Bancal : 22 ; Félix Gouin, futur président du Conseil : 22 ; Pierre Malafosse, avocat à Béziers : 22 ; Max Juvenal : 22 ; Paul Trompette, meunier : 22 ; les autres actions, en tout 60, avaient été souscrites par huit militants ou sympathisants de la *S.F.I.O.*

C'est à Gaston Defferre que revint la présidence du Conseil d'administration, tandis que Francis Leenhardt était nommé directeur général, André Cordesse, directeur général adjoint, et Léon Bancal, rédacteur en chef (1).

Très vite, Gaston Defferre, qui usa — et abusa — de sa position politique (député, ministre), devint le maître du journal et de ses annexes *(Le Soir, La République du Var,* devenue *Var-Matin).* Le groupe fut bientôt une affaire prospère, qui enrichit ceux qui la dirigeaient. Le petit avocat cévenol était devenu un « ventre doré de la sociale »...

Le riche mariage de Gaston Defferre avec l'ex-Mme Landry de Barbarin avait facilité grandement l'ascension du « patron ». Née Marie-Antoinette dite Paly Swaters, la nouvelle Mme Defferre était apparentée aux plus grandes familles aristocratiques ou bourgeoises d'Europe. Après divorce, il épousa la romancière Edmonde Charles-Roux, de la famille des riches huiliers et savonniers marseillais, fille de l'ancien président de la *Compagnie de Suez.* Son beau-frère, André Cordesse, administrateur des trois quotidiens du groupe, consolida lui aussi sa position sociale et sa fortune : il devint le président de l'*Agence centrale parisienne de presse,* de la *Chambre de commerce* de Marseille et du *Syndicat des fabricants d'huile* de la cité phocéenne et fut porté à la vice-présidence du *Syndicat des fabricants d'huile de France,* tout en présidant ou administrant une bonne douzaine de sociétés industrielles ou commerciales, dont la Sté *V.Q. Petersen et Cie* (de Dakar), où il côtoyait la Vve Petersen, devenue Mme Beytout, propriétaire du quotidien du monde des affaires, *Les Échos.*

Cependant, le groupe de presse devait connaître des difficultés financières au début des années 80. A la suite d'investissements importants, notamment dans l'imprimerie du *Provençal* (2), et d'une moins grande prospérité, l'entreprise eut un besoin de capitaux. L'Élysée, dit-on, sollicita le *Crédit agricole* ; celui-ci, par l'intermédiaire d'une filiale, souscrivit pour 20 millions de francs (2 milliards de centimes) d'obligations convertibles au taux de 6 % émises par le *Provençal.* Mais, ne l'ayant fait qu'à titre temporaire, il fallait assurer la relève.

Ceci se passait en mars 1982. On apprenait, le même mois, que plusieurs hommes d'affaires connus pour leurs sympathies de gauche s'intéressaient au *Provençal.* Par l'intermédiaire, croit-on, de Jacques Attali, conseiller de François Mitterrand, Jean Riboud, ami du président de la République, venait de prendre une participation de 23 % dans le capital du *Provençal.* On cita également le nom d'un autre super-capitaliste, Jean-Louis Chancel, P.-D.G. des *Rizières indochinoises* et d'*Unipol.*

---

(1) Ancien président du *Cercle Jacques Bainville,* association royaliste marseillaise, Léon Bancal avait été rédacteur en chef du quotidien de droite *Le Petit Marseillais* (avant la guerre) et du quotidien radical-pétiniste *Lyon républicain* (pendant l'Occupation).

(2) Il y eut notamment l'achat, en 1979-1980, de trois rotatives offset *Rockwell-Goss « Metroliner »,* machines américaines capables de sortir 60 000 exemplaires à l'heure d'un journal comme *Le Provençal* sur 40 pages. En plus, furent installés une chaîne d'encartage suisse *Ferag* et un système de composition informatique *SFIP2.*

A un confrère (3) qui reprochait à un journal socialiste de faire appel à des capitalistes pour le financer, le successeur de Defferre à la présidence du *Provençal*, André Poitevin, répliqua :

« La nationalisation des banques et les changements d'objectifs qui en découlent, permettent aujourd'hui à un journal d'inspiration socialiste d'accepter les propositions d'établissements de crédit qui avaient été écartées jusque-là du fait de leur caractère privé (4). »

Cette réponse spécieuse pouvait s'appliquer aux versements du *Crédit agricole*, et dans ce cas la nationalisation des banques aurait-elle eu pour effet de faciliter l'octroi de crédits à des groupes de tendances socialistes ?

Mais, puisque le *Crédit agricole* n'avait fait qu'un prêt à court terme — qui fut effectivement remboursé en juin 1983, donc trois mois plus tard — et que ce sont des personnes privées, des capitalistes, qui ont pris une participation dans le groupe du *Provençal*, comment André Poitevin (ou un autre dirigeant socialiste du journal) pouvait-il trouver cela normal ?

Je connais de vieux militants socialistes qui ne considèrent pas comme naturelle cette commandite d'un financier à un journal lié au parti. Mais sans doute, n'ont-ils plus droit à la parole dans un mouvement qui, depuis Jules Guesde, a beaucoup changé...

Ce que Claude Perdriel a fait pour *Le Nouvel Observateur* et pour *le Matin de Paris*, pourquoi Gaston Defferre et ses amis ne le feraient-ils pas pour *le Provençal* ?

•

En dehors des deux groupes de province dont je viens de parler et, naturellement, des rares feuilles hebdomadaires locales qui ont survécu grâce aux sacrifices constants des fédérations *P.S.* départementales, il n'existe guère, dans la mouvance socialiste, que le groupe *Perdriel*.

C'est en 1964 que Claude Perdriel apparut brusquement dans les milieux de presse et prit la tête de *France-Observateur*, l'hebdomadaire fondé par Claude Bourdet après que le Dr Henri Smadjà l'eût évincé de *Combat*. Perdriel n'était ni un militant socialiste, ni un journaliste : quelques mois auparavant, il était le directeur général adjoint de *Cogi-Alu*, filiale de *Cogifrance*, deux importantes sociétés immobilières dont le banquier Edmond de Rothschild était l'unique actionnaire.

Le journal était exsangue : Perdriel remplit sa caisse et procéda à un nouveau lancement après avoir modifié son titre. *Le Nouvel Observateur*, dont le tirage était tombé à 15 000 exemplaires, reprit force et vigueur ; il tire aujourd'hui à 384 000 exemplaires et il est devenu, avec *Le Canard enchaîné*, l'hebdomadaire de gauche le plus répandu.

Ce succès enhardit Claude Perdriel. Il fit admettre par les autres dirigeants du *Nouvel Observateur* que ce journal était un merveilleux tremplin

---

(3) Il s'agit de l'hebdomadaire *La Dépêche de Provence*, paraissant à Avignon.

(4) Lettre d'André Poitevin au *Monde*, parue dans ce journal le 18 mars 1983. Ceci est à rapprocher de ce que dit un jour le secrétaire d'État chargé de la Communication au sujet des difficultés financières de l'*Agence centrale de presse*, très liée avec le groupe du *Provençal* — André Cordesse, beau-frère de Gaston Defferre et administrateur du *Provençal*, fut le président de l'agence. « Le gouvernement, déclarait Georges Fillioud, le 20 juin 1984, à l'assemblée nationale, est prêt à soutenir toute opération de restructuration destinée à assurer le maintien de l'Agence centrale de presse » (*Journal Officiel*, Assemblée nationale, 21 juin 1984, page 3503).

pour le lancement d'un quotidien. Ainsi naquit, le 1er mars 1978, *Le Matin de Paris*, édité par la S.A. *Le Nouveau Quotidien* dont 99,9 % du capital de départ fut fourni par la S.A. *Le Nouvel Observateur du monde*. Le manque d'enthousiasme du public pour ce nouveau quotidien, en dépit d'une rédaction assez brillante, aurait conduit la société éditrice à la faillite sans des apports renouvelés d'argent frais.

Malgré la victoire de l'union de la gauche et l'emballement qu'elle avait suscité dans les milieux populaires, le déficit atteignait 37 millions de francs — 3 milliards 700 millions de centimes ! — fin 1981, auquel allait s'ajouter le déficit de l'exercice 1982, 7 millions de francs.

De 1977 à 1982, le capital social était passé de 8 millions à 49 millions de francs. Les dettes à moyen et à long terme s'élevaient à 23 millions de francs au milieu de 1983. L'assemblée générale des actionnaires vota, le 29 juin 1983, une augmentation de capital de 15 millions de francs, mais les souscripteurs se firent tirer l'oreille. L'un des plus gros actionnaires, Jérôme Seydoux, l'homme d'affaires bien connu, refusa de s'engager plus avant. On lança, alors, un S.O.S. aux amis bien placés.

L'appel à l'Élysée se traduisit par un accord entre André Rousselet, conseiller de François Mitterrand et P.-D.G. de l'*Agence Havas*, et Claude Perdriel. Le 8 juillet 1983, une société de régie de publicité commerciale fut constituée sous le nom de *Régie-Espace*, par *Le Matin* et *Havas* (50/50). On ne sait si cet accord améliora la trésorerie du journal par de nouveaux et substantiels contrats de publicité, mais on peut supposer que, grâce à lui, le journal socialiste reçut un sérieux ballon d'oxygène sous la forme, devenue classique à *Havas*, des « avances sur recettes publicitaires ».

La situation n'a guère évolué. A moins d'un apport massif de fonds, *Le Matin* semble condamné (5). Quel généreux mécène imitera Jérôme Seydoux, ici, ou Jean Riboud, à Marseille ?

•

Toujours du même côté de la barricade, il y eut en 1983-1984, une autre tentative, plus malheureuse encore : le lancement des *Nouvelles*.

Fondées par *Larousse* en 1922, qui les céda à René Minguet, du *S.I.C.O.B.* en 1971, *Les Nouvelles littéraires* ont été rachetées, une douzaine d'années plus tard, par l'éditeur Jean-Pierre Ramsay, dont les éditions sont contrôlées par *Gaumont*, c'est-à-dire Nicolas Seydoux, frère de l'actionnaire principal du *Matin de Paris*. Entre-temps, elles furent éditées par Philippe Tesson, le « patron » du *Quotidien de Paris*, qui avait cru lui redonner une large audience en faisant appel au talent de Jean-François Kahn, puis au savoir-faire de Richard Liscia, un ancien protégé du Dr Smadja, qui en avait fait successivement le rédacteur en chef de *La Presse de Tunisie* et de *Combat* (6).

Homme de gauche, Ramsay reprit *Les Nouvelles littéraires* à Philippe Tesson, en juin 1983, pour la somme de deux millions de francs. Il voulut

(5) Outre ces deux journaux, le groupe *Perdriel* publie le mensuel *Sciences et avenir* et le périodique *Jeux*.

(6) Originaire de Tunis, Richard David Liscia fut aussi correspondant de *Reuter*, directeur de la rédaction du *Quotidien de Paris*, rédacteur en chef de *France-Soir* et rédacteur à *L'Arche*, la revue du *Fonds Social Juif Unifié*.

en faire un journal nettement favorable à la majorité en place, qui manquait de supporters dans la presse écrite. Le titre raccourci, *Les Nouvelles* parurent le 7 septembre 1983. Elles furent lancées à grand tapage (7), avec un slogan sans ambiguïté : « *Les Nouvelles*, un hebdo qui a un bon gauche. »

Autour de Ramsay se pressait l'équipe qu'il avait réunie : une quarantaine de journalistes venus de *Libération*, du *Matin de Paris*, du *Nouvel Observateur*, du *Monde* et même de *V.S.D.*, puisque le responsable du service « société-politique » est Bernard Veillet-Lavallée, ancien chef de rubrique du journal de Maurice Siégel.

Des 20 000 abonnés que possédaient encore *Les Nouvelles littéraires* en 1983, combien ont accepté ce changement radical ? Combien de nouveaux lecteurs sont venus soutenir de leur enthousiasme et de leurs gros sous les nouvelles *Nouvelles* ? Toujours est-il que l'expérience échoua.

Également de gauche, mais affranchi des formations politiques socialistes ou communistes et ne dépendant d'ancien groupe de presse, *Libération* jouit d'une situation exceptionnelle (8).

C'est le 18 avril 1973 que ce quotidien vit le jour. « Indépendant de toutes les puissances d'argent et de tous les intérêts électoraux », le journal est lu par les gauchistes et une fraction importante des « en dehors » de tous bords qui trouvent souvent dans ses colonnes des informations que la grande presse cache à ses lecteurs.

Ses crises financières fréquentes l'ont contraint à suspendre sa publication pendant quelques mois en 1973, puis de nouveau en 1981.

A ses débuts, *Libération* eut comme directeur Jean-Paul Sartre, placé à la tête du journal comme paratonnerre : pour quiconque se soucie de l'opinion ou des réactions de la « conscience universelle », le théoricien de l'existentialisme était intouchable.

Aujourd'hui, *Libération* est dirigé par un journaliste de talent, Serge July, qui a su lui donner une place à part. Selon une enquête de la *S.O.F.R.E.S.*, réalisée en décembre 1982, il ressort que ses lecteurs sont essentiellement des jeunes (moins de 35 ans), instruits, citadins et dont près de la moitié d'entre eux gagne plus de 8 000 F par mois. Son non-conformisme lui vaut de solides haines aussi bien à gauche qu'à droite.

Profitant de ses difficultés financières, cherche-t-on à l'amadouer en lui fournissant les millions qui lui manquent ? C'est ce qu'on a pu craindre en apprenant, d'une part que *Régie Presse* (Bleustein-Blanchet) avait signé un accord avec *Libération* pour l'exploitation de la publicité du journal (9), et d'autre part, que cinq banques nationalisées, « agissant conformément au souhait des pouvoirs publics » venaient de consentir, pour une durée d'un an, un découvert de 3 millions de francs à la société éditrice de *Libération*, la *S.N.P.C.*(10), puisque des financiers avaient apporté 10 millions de francs au journal pour remédier à son déficit.

---

(7) Selon *L'Écho de la Presse*, la campagne de lancement s'est élevée à dix millions de francs.

(8) Ne pas confondre avec le quotidien *Libération*, de tendances communistes, dirigé par Emmanuel d'Astier de la Vigerie, qui parut de 1944 à 1964.

(9) Le 30 mai 1983, *Régie-Presse*, filiale de *Publicis*, l'agence publicitaire dirigée par Marcel Bleustein-Blanchet, a créé avec le quotidien *Libération* une société de régie, dont l'objectif est de porter à 25 millions de francs les recettes publicitaires du journal qui n'atteignaient alors que 8 millions environ (*Le Monde*, 3 juin 1983).

(10) *L'Écho de la Presse* du 1er novembre 1982 (page 17) a publié le fac-similé de l'accord intervenu le 10 août 1982.

Lorsque le bruit courut, en novembre 1982 (11), que Nicolas Seydoux — frère de Jérôme Seydoux, le principal actionnaire du *Matin de Paris* — allait prendre une participation dans le capital de *Libération*, le directeur administratif du journal, Antoine Griset, démentit formellement :

— *Libération* n'est pas à vendre, et personne ne peut prétendre à son rachat (12).

En fait, il y avait peut-être eu tractations, mais pas pour le rachat du journal, simplement pour la constitution d'une société de financement indépendante de celle qui édite le journal.

On en eut confirmation deux mois plus tard, lorsque fut annoncé, par la direction de *Libération* (25 janvier 1983), la création de *Communication et Participation S.A.*, chargée d'assurer une nouvelle assise financière de la *S.N.P.C.*

Les intentions des animateurs de *Libération* sont de limiter à 9,09 % la prise de participation de cette nouvelle société dans le capital de la société éditrice du journal. Mais est-il imprudent de penser que les actionnaires de *Communication et Participation* ont des intentions moins modestes ?

Quand on connaît les plus marquants d'entre eux, on peut redouter le pire : ce sont des requins de la finance qui n'ont plus à faire leurs preuves. Comme les frères Antoine et Jean Riboud, dont je parle longuement au chapitre VII : le premier est le « patron » de *B.S.N.* et le second celui du trust *Schlumberger Ltd.* Comme Gilbert Trigano, le P.-D.G. du *Club Méditerranée.* Comme Claude Alphandéry, P.-D.G. de la *Société française de contrôle et de gestion immobilière.*

Commentant la nouvelle, *L'Écho de la Presse* exprimait ses craintes :

« Les assurances données par la direction du journal sur le maintien de l'indépendance de *Libération* ne manqueront sans doute pas de susciter de sérieuses réserves. »

Il ne semble pas, en tout cas, que la direction de *Libération* ait modifié sa ligne de conduite. Ce qui serait drôle, c'est que, pour une fois, les financiers soient roulés...

(11) *Figaro-Magazine*, 29 octobre 1982.
(12) *Le Monde*, 2 novembre 1982.

INVITATION AU FORUM DE L'INFORMATION

P. F. DE VILLEMAREST

et

ANDRÉ FIGUERAS

Journalistes et écrivains, vous dévoileront

LE DESSOUS DES CARTES DE L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

LUNDI 31 MARS 1980

20 H 30 PRÉCISES

SALLE DU BEFFROI - CENTRE DES CONGRÈS NEPTUNE

PLACE NEPTUNE - NANTES

PARTICIPATION : 10 F U. F. S.

Deux journalistes et écrivains, Pierre de Villemarest et André Figuéras, ont attiré l'attention de nos concitoyens sur la cynique alliance du Grand Capital américain et du Communisme soviétique.

CHAPITRE XXI

VRAIE ET FAUSSE DROITE

DANS un ouvrage considérable et, hélas ! inachevé, où il faisait l'inventaire de la colonisation de la France par les trusts, Augustin Hamon faisait cette constatation :

« L'écrivain et le journaliste se croient et se disent libres. Ils ne le sont pas. La liberté d'expression de leur pensée est limitée par la volonté des dirigeants du journal ou de la revue ou de la maison d'édition. Et ces dirigeants sont soit des membres de la féodalité financière, soit ses employés. Cette absence de liberté pour tous ceux qui entendent exposer librement leur pensée relativement à l'ordre social, politique, moral et religieux, oblige les non-conformistes à se taire, à moins qu'ils ne trouvent un organisme précuniairement soutenu par une collectivité ayant à peu près les mêmes opinions qu'eux. »

Il ajoutait : « La presse française (...) n'est pas libre. Elle est serve. »

« Même les journaux d'opinion, ceux de partis, sont souvent influencés par les puissances d'argent. Ne leur faut-il pas parfois faire des compromis, afin d'obtenir de la publicité financière ou autre ? (...). »

« L'asservissement de la presse est aussi vieux que la grande presse elle-même. La raison en est simple. Toute la presse a pour but d'influencer et de déterminer l'opinion publique. Aussi pour cela, la presse doit être dans les mains de ceux qui entendent créer une opinion publique profitable ou à leur idéologie ou à leurs intérêts matériels. Ceci a été de tout temps.

« Mais ce qui est caractéristique de notre temps, c'est l'industrialisation de la presse. Autrefois, le grand capitalisme achetait, par des honneurs ou des richesses, des publicistes, qui alors dirigeaient des gazettes entretenues par ce grand capitalisme. Maintenant, le grand capitalisme organise des officines de journaux tout comme il organise des magasins d'épicerie ou de produits métallurgiques ou pharmaceutiques. A la tête de ces officines, il place des directeurs qui, à leur tour, engagent des employés, les journalistes. Exactement comme dans les épiceries, les employés-journalistes ne sont pas là pour exprimer leurs idées, leurs pensées, pour commenter les événements selon leur propre opinion. Ils sont là pour exprimer les idées, non du directeur,

mais du groupe qui détient la propriété du journal, c'est-à-dire les idées qui servent la politique de ce groupe » (1).

Homme de gauche, Augustin Hamon n'allait pas jusqu'à soulever le voile qui recouvrait certaines combinaisons financières de la presse « républicaine » et « socialiste ». Il avait également tendance à qualifier « de droite » des journaux et des hommes qui, en fait, appartenaient à ce que l'on appelle aujourd'hui le « centre » : c'étaient des libéraux, respectueux du « gros Argent », comme disait mon ami Beau de Loménie, tenants d'une République molle et corrompue, aussi éloignée des traditions françaises que du peuple.

Les journaux d'avant la guerre ont disparu. La libération a servi de prétexte aux nouveaux Messieurs pour les liquider et liquider, quand ils le pouvaient, leurs propriétaires et leurs rédacteurs. Robert Brasillach est la plus connue des victimes de cette pitoyable vindicte ; il ne fut pas le seul journaliste de l'ancienne presse fusillé à la Libération.

A la veille de l'effroyable conflit, qui devait précipiter la vieille Europe dans une décadence profitable aux deux Grands, la presse modérée et centriste comptait sept quotidiens parisiens :

Le Journal (410 000 ex.), *Le Matin* (300 000 ex.), *Le Figaro* (50 000 ex.), *Le Journal des Débats* (25 000 ex.), *L'Ordre*, d'Émile Buré (5 000 ex.), *L'Époque*, de Henri de Kerillis (70 000 ex.), *L'Aube*, de Francisque Gay (10 000 ex.) et *La Victoire* de Gustave Hervé (12 000 ex.) (2) ;

et de nombreux quotidiens paraissant en province :

La Petite Gironde (325 000 ex.), *L'Écho du Nord* (315 000 ex.), *Le Petit Dauphinois* (280 000 ex.), *L'Est Républicain* (140 000 ex.), *L'Éclaireur de Nice* (et son édition du soir) (135 000 ex.), *Le Phare de la Loire* (90 000 ex.) et le journal fondé par l'abbé Trochu pour « républicaniser » l'ouest, trop traditionaliste à ses yeux : *L'Ouest-Éclair* (350 000 ex.), auxquels il faut ajouter cette foule de quotidiens régionaux, d'un tirage plus modeste, certes, mais qui exerçaient une influence considérable :

Le Courrier du Centre (100 000 ex.), *Le Journal de Rouen* (80 000 ex.), *Le Petit Courrier* (60 000 ex.), *Le Journal de Roubaix* (60 000 ex.), *Le Journal de Mulhouse* et *La France de l'Est* (48 000 ex.). *Le Moniteur du Puy-de-Dôme* (45 000 ex.), qui appartenait à Pierre Laval, *Le Progrès de la Côte-d'Or* (45 000 ex.), *Le Nouvelliste du Morbihan* (42 000 ex.), dont Alexandre Cathrine, futur président de l'*Association de la Presse spoliée* (en 1946-1958),

---

(1) Augustin Hamon, *« Les Maîtres de la France »*, tome II, pages 108 et 109.

Il ne faut pas croire, cependant, que ces journalistes-là écrivent le contraire de ce qu'ils pensent pour satisfaire leur employeur. Le plus souvent, ils agissent (inconsciemment) en faveur des intérêts du Grand Capital parce qu'ils ont fini par adopter les idées des dirigeants du journal ou encore lorsqu'ils sont apparentés aux oligarchies ou aux *lobbies* qui contrôlent l'entreprise. J'ai connu des journalistes qui, à vingt ans, partageaient mes appréhensions ou mes inquiétudes et qui, une fois mariés — et bien mariés — sont devenus des coryphées du sacro-saint Système.

(2) Je classe à part les quotidiens de grande information qui, sans être socialistes ou radicaux, n'en appuyaient pas moins une certaine politique favorable aux grands desseins de la gauche européenne : *Paris-Soir* (1 800 000 ex.), de Jean Prouvost, dont Pierre Lazareff était le directeur de la rédaction, *Le Petit Parisien* (1 320 000 ex.) de la famille Dupuy, qu'animait le belliciste Élie-Joseph Bois, *L'Intransigeant* (170 000 ex.) de non moins belliciste Louis Louis-Dreyfus, *Excelsior* (130 000 ex.), également dirigé par les Dupuy, *Paris-Midi* (100 000 ex.), le deuxième quotidien du groupe Prouvost et, naturellement, *Le Temps* (90 000 ex.) du *Comité des Forges*. Il y avait aussi : *La Journée industrielle*, liée à la *Chambre syndicale française des mines métallurgiques*, au *Comité central des Houillères* et à diverses grandes sociétés (textiles, produis chimiques) ; *L'Information*, qui était l'organe officieux de la banque *Lazard frères ;* et *L'Agence économique et financière*, de Robert Bollack.

était le « patron », *Le Mémorial de Saint-Étienne* (40 000 ex.), *Le Nord-Est* (40 000 ex.), *Havre-Éclair* (35 000 ex.), *La Croix du Nord* (35 000 ex.), *Le Journal d'Alsace et de Lorraine* (35 000 ex.), *La Loire républicaine* (30 000 ex.), *L'Éclair de l'Est* (30 000 ex.), *La Dépêche d'Eure-et-Loir* (30 000 ex.), *Le Département* (30 000 ex.), *L'Indépendant des Basses-Pyrénées* (30 000 ex.), *Le Nouvelliste de Bretagne* (28 000 ex.), *Le Nord Maritime* (25 000 ex.), *La Tribune de l'Aube* (25 000 ex.), *Le Républicain orléanais* (25 000 ex.), *Le Nouveau Journal*, de Strasbourg (22 000 ex.), *Le Soleil*, de Marseille (22 000 ex.), *L'Express de l'Est* (20 000 ex.), *L'Ouest d'Angers* (20 000 ex.), *Le Républicain des Hautes-Pyrénées* (20 000 ex.), *Le Salut Public* de Lyon (20 000 ex.), et ces quotidiens départementaux, tirant entre 7 000 et 18 000 exemplaires :

Le Courrier de l'Allier, Le Journal des Ardennes, L'Express de l'Aube, Le Petit Bastiais, La Liberté de la Haute-Loire, Le Journal de la Meuse, Le Petit Champenois, Le Courrier du Pas-de-Calais, Le Petit Calaisien, La Presse du Sud-Ouest, Le Sud-Ouest, La Gazette de Biarritz, Le Journal de Haguenau, Le Journal de Fécamp, Le Mémorial des Deux-Sèvres, Centre-Ouest, Le Petit Bleu (d'Agen) ainsi que *La Dépêche algérienne* (tirage inconnu).

Moins nombreuse, mais extrêmement vivante, la presse de droite était représentée à Paris par :

Le Petit Journal (160 000 ex.), racheté par des amis du colonel de La Rocque, *La Liberté* (30 000 ex.), dirigée par Jacques Doriot, chef du *Parti Populaire Français, Le Jour-Écho de Paris* (155 000 ex.), que Léon Bailby avait fondé après son éviction de *L'Intransigeant* par le banquier Louis Louis-Dreyfus, et *L'Action Française* (40 000 ex.), le journal de Léon Daudet et Charles Maurras ; et en province par deux quotidiens ouvertement royalistes :

L'Éclair de Montpellier (58 000 ex.) et *La Garonne* de Toulouse (ex-*Express du Midi* : (21 000 ex.) et par d'autres quotidiens nationaux, libéraux ou conservateurs :

Le Nouvelliste de Lyon (130 000 ex.), *Paris-Centre* (60 000 ex.), *Marseille-Matin* (50 000 ex.), *L'Avenir du Plateau Central* (50 000 ex.), *La République de l'Est* (42 000 ex.), *Le Télégramme du Pas-de-Calais* (40 000 ex.), *La Libre Lorraine* (32 000 ex.), *Le Patriote des Pyrénées* (27 000 ex.), *Marseille-Midi* (20 000 ex.), *Le Lorrain* (20 000 ex.), *Le Bien Public* (20 000 ex.), *La République du Sud-Est* (20 000 ex.), *Le Messin* (20 000 ex.), *La Gazette de Bayonne* (20 000 ex.), *Le Télégramme des Vosges*, ainsi que *L'Avenir du Loir-et-Cher, L'Écho de la Haute-Loire, L'Écho de Thionville, Le Courrier* de Bayonne, *Le Messager* de Strasbourg, *L'Écho* de Sélestat, *Le Courrier de Saône-et-Loire, Le Journal d'Amiens, Poitiers-Soir, Le Matin Charentais* et *Le Journal du Loiret* (3).

La presse hebdomadaire et périodique de droite était importante. En face de *Marianne*, fondée par le milliardaire de gauche Raymond Patenôtre, du *Canard enchaîné*, de *Juvénal*, du *Voltaire*, de *La Patrie humaine* pacifiste, de *Juin 36* de Marceau Pivert, de *Messidor*, de *La Vie ouvrière* et *Syndicats*, représentant les trois grandes tendances de la *C.G.T.* réunifiée, de *L'Avant-Garde* et de *Regards*, communistes, du *Droit de Vivre*, fondé par Bernard Lecache pour servir d'organe à la *L.I.C.A.*, du *Libertaire* anarchiste, de *La*

(3) Documentation fournie par le conseiller Jean Mottin dans son « *Histoire politique de la presse* » (Paris 1949) et reproduite, avec de légères modifications, dans mon livre « *Le Journalisme en 30 leçons* ». Paris 1962.

Flèche de Gaston Bergery, Jean Maze et Robert Aron, de *La Bataille* socialiste et du *Pays socialiste*, représentant les deux courants de la *S.F.I.O.*, et de plusieurs centaines d'autres publications paraissant tant à Paris qu'en province, la droite alignait :

Candide, fondé par l'éditeur Arthème Fayard, *Je suis partout*, dirigé par le futur académicien Pierre Gaxotte, *Gringoire*, créé en 1928 par Horace de Carbuccia, d'abord journal littéraire de gauche animé par le trio Henry Torrès, Joseph Kessel et André Suarès, puis rallié à la droite après le 6 février 1934 (et qui fut le plus lu des journaux de l'opposition nationale, avec 700 000 exemplaires vendus chaque semaine), *L'Action française agricole, La France réelle*, animée par Henri Babize et Xavier de Toytot, *La Production française* et *Courrier royal*, monarchistes, *Le Franciste*, de Marcel Bucard, *La Libre Parole* fondée par Édouard Drumont, *La France enchaînée*, de Darquier de Pellepoix, *Le National*, dirigé par Pierre Taittinger, *Le Flambeau*, organe des *Croix de Feu*, puis du *Parti social français*, auxquels il faut ajouter quatre cents hebdomadaires des départements, héritiers pour la plupart de ces journaux conservateurs qui avaient résisté au combisme, au Cartel et au Front populaire.

Aujourd'hui, la presse de droite est essentiellement représentée par :

Présent, le quotidien traditionaliste fondé en 1982 par Jean Madiran et François Brigneau, ses deux directeurs, Romain Marie, élu depuis à l'Assemblée européenne, Pierre Durand, directeur-administrateur du journal, Hugues Kéraly, son premier rédacteur en chef, et auquel collaborent, notamment : Georges-Paul Wagner, Yves Daoudal, Alain Sanders, Jacques Ploncard d'Assac, Robert Poulet, Jean Cochet, Rémi Fontaine, Françoise Monestier, François Léger, Henri Hervé, Michel de Saint-Pierre, Hervé Pinoteau, Louis Salleron, Gustave Thibon et les dessinateurs Chard, Pinatel et Aramis ;

Aspects de la France, qui poursuit l'œuvre de *l'Action française* sous la direction de Pierre Pujo, le fils de l'ancien rédacteur en chef du quotidien de Daudet et de Maurras, avec la collaboration de Michel Fromentoux, Jean Houssaye, René Sédillot, Guy Steinbach, Pierre Masteau, Joseph Valynselle, etc. ;

Minute, le plus fort tirage des hebdomadaires de droite, fondé par Jean-François Devay en 1962, que Jean Boizeau dirigea après la mort de son fondateur et qui paraît aujourd'hui sous la direction de Jean-Claude Goudeau (4), avec François Brigneau, comme éditorialiste ;

Monde et Vie, fondé par Jean Sodini et animé par Claude Giraud, sa secrétaire générale, avec la collaboration de Pierre de Villemarest, André Figueras, Danièle Martin, Richard de la Croix, Madeleine Labadie et Thomas Molnar ;

National-Hebdo, dirigé par Jean-Marie Le Pen, fondateur du *Front National*, avec la collaboration de Jean-Pierre Stirbois, Roland Gaucher, etc. ;

La Presse Française, hebdomadaire politique et financier, que dirige Henri Wagner secondé par son fils, Christian Wagner ;

Rivarol, lancé en 1951 par René Malliavin, dirigé par lui pendant de longues années, puis successivement par Pierre Dominique, Maurice Gaït et Camille-Marie Gallic, son actuelle animatrice, auquel collaborent Édith Dela-

(4) *Crapouillot*, fondé par Jean Galtier-Boissière, est édité par le même groupe.

mare (également à *Présent* et à *Monde et Vie*), Charles Filippi, Claude Lorne, Renée Versais, Rusticus et Char.

Des journaux et des revues sont fort répandus dans les milieux nationaux.

Les Écrits de Paris, Jeune Nation solidariste (de J.-G. Malliarakis), La Légitimité, Lectures Françaises, Lecture et tradition, Militant (de Pierre Bousquet et Pierre Pauty), *La Revue universelle des faits et des idées,* et, dans les cercles traditionalistes : *La Contre-Réforme catholique,* de l'abbé Georges de Nantes, *Itinéraires,* de Jean Madiran, *L'Homme nouveau,* de Marcel Clément, le *Bulletin du C.I.C.E.S., La Pensée Catholique, Permanences, Tradition et Progrès, L'Univers des Familles chrétiennes, Lumière, L'Action Familiale et Scolaire, Le Combat de la Foi,* etc.

En province, des dizaines de journaux, de revues, de bulletins défendent des idées de droite, notamment *Je suis Français* (monarchiste, Marseille), *L'Opinion indépendante* (de Charles Arrivets, Agen), *Vendée-Semaine* (La Roche-sur-Yon) et, dans les milieux agricoles, *Le Paysan biologiste* (Châteaubriant) et *Le Paysan de demain* (Megève) (5), et même un quotidien, à Marseille, *Le Méridional-La France.*

Indépendantes les unes des autres, voire opposées sur certains sujets, ces publications ne sont rattachées à aucun groupe, à l'exception du dernier, qui est contrôlé par le groupe du *Provençal,* mais dont la rédaction a su conserver son indépendance politique, contre vent et marée — fait assez rare dans la France d'aujourd'hui.

Il existe, cependant, trois groupes de presse qui se réclament de la droite, mais qui se tiennent fermement éloignés les traditions chrétiennes.

Le premier, le plus modeste sans doute, mais celui dont l'impact idéologique a probablement le plus de force, est animé par Alain de Benoist, l'inspirateur de la « nouvelle droite ». Proche du *G.R.E.C.E.,* mais organiquement indépendant, *Nouvelle École* est le plus connu des périodiques du groupe. *Éléments* en est la seconde publication. La *Société d'édition, de presse et de publicité,* qui fait paraître celle-ci, édite les écrits des rédacteurs et collaborateurs des deux revues.

Le deuxième de ces groupes a pour « patron » Raymond Bougine, un animateur exceptionnel qui a su prendre, dans le monde de la presse, une place importante. Après avoir ressuscité *L'Information* sous le nom du *Nouveau Journal,* avec l'appui financier de dix-huit sociétés qui lui fournirent 11 millions et demi de francs en 1967, il consolida ses revues, *Valeurs actuelles* — issue de la revue économique et boursière *Aux Écoutes de la Finance,* lancée par Paul Lévy, le fondateur d'*Aux Écoutes* — et *Le Spectacle du Monde,* luxueuse revue qui finit par supplanter *Réalités,* successeur abusif de la célèbre *Illustration.* Il y a quelques années, il lança une troisième revue, *Perspective.* Bien qu'appartenant au *Centre National des Indépendants et Paysans,* dont il est vice-président, le sénateur Bourgine est très lié avec Jacques Chirac, le chef du *R.P.R.,* dont il fut l'adjoint à la mairie de Paris.

Le troisième groupe de presse se classant à droite, publie à la fois des journaux pour les jeunes et un hebdomadaire se réclamant, avant même son lancement, de la droite française. A vrai dire, le groupe est divisé en deux branches bien séparées, dépendant chacune d'une société différente : *Media*

(5) En juin 1977, la revue *Lectures Françaises* a publié un numéro consacré, en partie, à *« la Presse nationale et traditionaliste »* où figurait la nomenclature de près de 200 journaux de droite paraissant alors.

— dont 60 % du capital social appartiennent à Alain et Élisabeth Lefèbvre et 40 % à *Hachette* — qui édite *Jacinthe, Enfants magazine, Vingt ans, Biba* et *Déclic*; et *S.E.M.P.E.R.*, qui publie, depuis 1983, *Magazine Hebdo,* officiellement de droite, dont Jean-Claude Valla, un ancien rédacteur en chef du *Figaro-Magazine,* venu du *G.R.E.C.E.*, d'*Éléments* et de *Valeurs actuelles,* dirige la rédaction. Autour d'Alain Lefèbvre, directeur et de Jean-Claude Valla, siègent à la direction quatre conseillers : Alain Cotta, frère de Michèle Cotta, la présidente de la Haute Autorité de l'audiovisuel ; le professeur François-Georges Dreyfus, conseiller municipal de Strasbourg, vice-président des *Cercles universitaires et de recherches gaulliennes*; Patrice Duhamel, évincé de la télévision après la victoire de la gauche, éditorialiste politique de *Radio-Chamalières libre (R.C.L.)*; et Élisabeth Lefèbvre, la directrice des publications *Media.*

Magazine Hebdo est édité par la *Société d'études de media presse édition radio télévision (S.E.M.P.E.R.),* créée en mars 1983 par les Lefèbvre et six de leurs amis, les premiers actionnaires : Bernard-Michel Petitjean, Dominique Caloni, Marie-Liesse Chrissement, Jean-Dominique Chaldivant, Bernard Plaisait et Jean-Gabriel Dionnot. De 250 000 francs à l'origine, le capital social a été porté à 1 000 000 de francs par décision de l'assemblée générale en date du 11 juillet 1983. Vingt autres millions de francs auraient été avancés en compte courant. « Les participations ont été de 1 million de francs au minimum et de 5 millions au maximum » a précisé Alain Lefèbvre, qui a ajouté que ni Ambroise Roux, ni Jean-Maxime Lévêque ne sont parmi les bailleurs de fonds (6). Par la suite, *Minute* affirma que Claude Bebéar avait apporté son aide financière à *Magazine Hebdo.*

Rien d'étonnant, écrivait alors Jean de Moreuil, « M. Bebéar est bien connu dans les milieux de presse depuis sa participation active en 1979, dans le rachat de l'ancien groupe *Del Duca* (7). »

Le conseil d'administration de la S.A. est présidé par Alain Lefèbvre, P.-D.G., qu'assistent Bernard-Michel Petitjean, Dominique Marie Jean Caloni et Alain Leroy, administrateurs.

Il y a plusieurs années que le projet de création de ce *news magazine* à la française mûrissait dans l'esprit de ses futurs dirigeants. La victoire de

---

(6) *Écho de la Presse,* 19 septembre 1983.

(7) *Écho de la Presse, op. cit.* Claude Bebéar est une personnalité importante du monde des affaires et des assurances. *Magazine Hebdo* (23 mars 1984), sans faire allusion aux liens qui pourraient exister entre eux, le présentait en ces termes :

« Lorsque ce polytechnicien gascon prit la direction des *Mutuelles unies* en 1974, cette société prospérait tranquillement dans son fief de Belbeuf. Huit ans plus tard, elle rachetait le groupe *Drouot* et devenait le premier groupe français d'assurances (...). Claude Bebéar n'est pas l'homme d'une passion et fait preuve d'un éclectisme de bon aloi : le sport, la famille, les copains, la littérature et l'histoire : « Si les hommes politiques connaissaient mieux l'histoire, ils feraient moins de bêtises. »

Administrateur-directeur général du groupe des sociétés des *Assurances Mutuelles Unies* à Belbeuf, p.d.g. de l'ancienne *Mutuelle de Réassurance,* vice-président de la *Fédération française des sociétés d'assurances,* vice-président de la *Réunion des organismes d'assurance mutuelle,* Claude Bebéar est ou a été également administrateur du holding *Révillon Frères,* de la *Caisse centrale de réassurance,* des *Mines de Kali-Sainte-Thérèse* (qui détiennent des participations dans vingt sociétés importantes), président de la *Banque de Financement pour l'Industrie et le Commerce, administrateur des Éditions Mondiales,* de la *Société industrielle et financière de Montupet* (fonderies), de la société *Radar* qui détient 67 % de *Paris-France* (chaînes de magasins en province) et 99 % de la *Société des Supermachés C.I.P.*

François Mitterrand et la « mise au placard » de plusieurs journalistes classés « à droite » les incitèrent à lancer le journal.

« Père de famille, trente-six ans, président d'un groupe de presse féminin qu'il a créé avec sa femme, Élisabeth Lefèbvre, à partir de 1975, il "se jette à l'eau", selon sa propre expression, à la fin de l'été 1982. Alain Lefèbvre cède ses actions de *Stratégie* (8), entreprise devenue extrêmement profitable, pour "se consacrer prioritairement au lancement de *Magazine Hebdo*. Coût du risque : trente millions de francs" (9). »

Aujourd'hui, *Magazine Hebdo* tire à plus de 100 000 exemplaires. C'est un bon début. Le journal entend démentir, dit l'une de ses rédactrices, les propos de Tristan Bernard, affirmant : « Les hommes sont toujours sincères. Ils changent de sincérité, voilà tout ! (10) »

(8) Revue axée sur la publicité, l'hebdomadaire *Stratégie* est édité par la S.A. *Publications professionnelles françaises*. Créée en 1971 par Philip Zimmerman, président de l'*Admark Publishing C°*, holding du groupe *Mercury House Publications* (40 périodiques professionnels), la *P.P.F.* avait également comme actionnaire la Sté *France-Expansion*, dont le principal participant à l'origine (1970) était l'*Intracom*, S.A. au capital de 2 500 000 francs suisses, siégeant à Luxembourg. Jacques Dodeman, P.-D. G. de *France-Expansion*, est devenu le P.-D. G. de *P.P.F.* Après le retrait du groupe britannique de Philip Zimmerman, le capital social de *P.P.F.* (700 000 francs) était réparti entre : *France-Expansion :* 10 % ; Christian Blachas : 5 % ; *Sté Intracom* et divers petits porteurs : 80 % ; Alain Lefèbvre : 5 %. Ce sont ces 5 %, qu'il détenait depuis 1978, qu'Alain Lefèbvre a cédés (à Christian Blachas, qui possède maintenant 10 % des actions).

(9) Marie Chanove, in *Magazine Hebdo*, 16 septembre 1983.

(10) *Ibid.*

CHAPITRE XXII

TRUSTS DE PRESSE ET PRESSE DES TRUSTS

Le lecteur attentif, mais insuffisamment averti — je veux dire connaissant mal les mœurs politiciennes et les combinaisons des affairistes —, sera probablement surpris par la répétition de certains noms. Il sera peut-être déconcerté par les imbrications de sociétés, en apparence étrangères les unes les autres, voire de groupes officiellement rivaux.

C'est là, précisément, que réside le secret de la puissance de cette fortune anonyme et vagabonde qui concentre dans ses mains tous les pouvoirs, qui entretient des agents un peu partout et qui bénéficie de complicités parfois surprenantes dans tous les milieux.

Le tableau, aussi complet que possible, que je brosse ici de la situation présente des *media* permet de mesurer la gravité de la situation. La réforme que le gouvernement socialiste annonce est d'autant moins efficace qu'elle ne vise qu'un seul groupe.

Louis M. Poullain ne cachait pas ses craintes lorsqu'il écrivait, dans *L'Écho de la Presse,* ce moniteur des journalistes, que la loi en préparation pourrait entraîner de graves conséquences dans le domaine des concentrations de presse.

« Outre que les monopoles provinciaux (1) ne seront en aucune façon touchés, on doit se demander ce qu'il adviendra des titres, jugés excédentaires, du groupe *Hersant*: ou bien des juristes astucieux trouveront le moyen de les maintenir tels qu'aujourd'hui, avec les adaptations nécessaires, ou bien ils passeront dans les mains d'autres groupes déjà existants (*Hachette* ou *Havas,* par exemple) et ces derniers deviendront encore plus mastodontes qu'ils ne le sont dès à présent (2). »

Poursuivons l'examen des groupes de presse.

L'un des hebdomadaires d'opinion les plus répandus est actuellement *L'Express.* Le dernier contrôle *O.J.D.,* opéré à la date du 21 juin 1983, indique que pour un tirage de 588 287 exemplaires, il a été vendu, en moyenne, 479 365 exemplaires. Ses principaux concurrents, *Le Nouvel Observateur* et *Le Point* sont loin derrière.

---

(1) Louis M. Poullain venait de mettre en cause « les puissants groupes en place à Marseille, à Bordeaux, à Toulouse ou à Clermont-Ferrand représentant d'« authentiques monopoles ».

(2) *L'Écho de la Presse,* 12 décembre 1983. (Ce livre était en fabrication lorsque le Conseil constitutionnel a condamné, sur deux points essentiels, la loi socialiste sur la presse, notamment en ce qui concerne le groupe Hersant.)

Les Servan-Schreiber, qui ont été les « patrons » du quotidien *Les Échos* et de l'hebdomadaire *Express,* ont cédé ces deux journaux il y a quelques années déjà. Le premier a été vendu à la veuve du richissime Vigo Petersen, le « roi des oléagineux », Mme Pierre Beytout. Le second a été racheté par un financier franco-britannique — il possède les deux nationalités — James Goldsmith, le magnat de la *Générale Occidentale* (3).

Jean-Jacques Servan-Schreiber semble avoir abandonné la presse pour la politique politicienne : avant-hier mendésiste, hier giscardien (ministre même, pendant quelques semaines), il est aujourd'hui mitterrandiste — sans pour autant rompre avec le Système capitaliste ; au contraire, à peine nommé, avec l'appui de l'Élysée, président du *Centre mondial de l'Informatique,* il est entré au Conseil d'administration de la société américaine d'électronique *Allegheni International* de Pittsburgh, qui a réalisé un bénéfice de 28 300 000 dollars l'an dernier. Jolis tantièmes en perspective pour l'heureux administrateur français !

Son cousin, Jean-Claude, ancien député gaulliste fut de longues années durant le directeur général de la *Régie française de publicité,* qui détient le monopole de la publicité sur *T.F.1.* et *A2.* Quant à Jean-Louis Servan-Schreiber, frère de Jean-Jacques, il est devenu le P.-D.G. du groupe *Expansion.* La revue économique *L'Expansion* est le pilier central de l'édifice. Très lue dans les milieux d'affaires, elle exerce une influence non négligeable sur les cadres de l'industrie et de la banque. Ses tendances de gauche, tempérées par le souci de ménager les intérêts de la haute bourgeoisie horrifiée par certaines réformes du Pouvoir socialiste, ne sont pas tout à fait étrangères à la désaffection de ses lecteurs à l'endroit de Giscard d'Estaing en 1981.

Le groupe *Expansion* a cédé, à James Goldsmith de l'*Express,* la revue *Lire* que dirige Bernard Pivot, l'animateur de l'émission télévisée *Apostrophe.* Il a également vendu aux groupes *Hachette* (35 %) et *Filipacchi* (35 %) le périodique *F Magazine* que Jean-Louis Servan-Schreiber avait créé pour sa femme quelques années auparavant. Mais il a conservé *La Lettre de l'Expansion,* hebdomadaire semi-confidentiel, la revue *Architecture d'aujourd'hui,* ainsi que *Harvard-L'Expansion.* Soucieux de maintenir, voire d'étendre son influence dans le monde des affaires, il organise des forums réservés aux dirigeants et aux cadres supérieurs des grandes sociétés et il a pris une participation de 4,18 % dans la *Dafsa,* éditrice de l'*Annuaire des sociétés et des administrateurs* (qui a remplacé — bien imparfaitement — l'*Annuaire Desfossés*). En septembre 1984, le groupe *Expansion* a annoncé qu'il lancerait, dans le courant de l'année suivante, un mensuel : *L'Entreprise* — titre d'un périodique paraissant naguère sous le contrôle du groupe *Hachette.* — Jean-Louis Servan-Schreiber veut étendre son empire aux petites et moyennes entreprises, jusqu'ici réfractaires aux thèses du grand capitalisme.

Le quotidien économique *Les Échos,* que dirige personnellement sa propriétaire, Mme Pierre Beytout, est la locomotive du groupe *Beytout.* Il diffuse, chaque matin, 65 000 exemplaires, et le groupe édite, en outre, *Panorama du médecin,* lui aussi quotidien (tirage : 35 000 ex.) et *Nouvel Homme magazine,* un mensuel fort répandu (140 000 ex.).

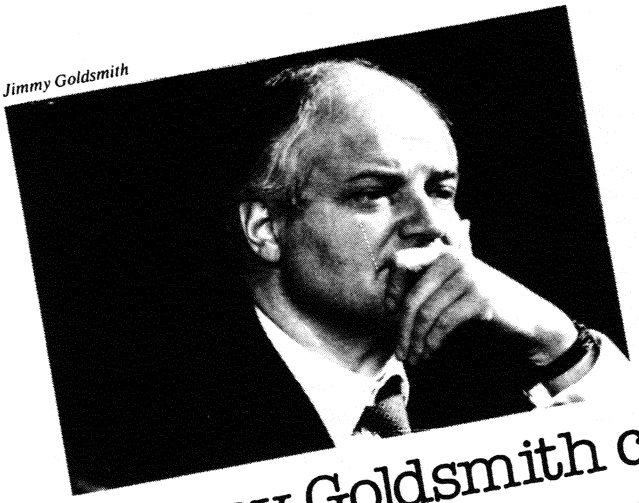
---

(3) Celle-ci a cédé ses activités bancaires au *Crédit Lyonnais* et ses activités alimentaires *(Amora, Grey-Poupon, Maille, Parizot, Vandamme, La Pie-qui-chante)* au trust *B.S.N.-Gervais-Danone* dont Antoine Riboud est le « patron ».

Le numéro : 15 F
5 octobre 1981
Hebdomadaire
N° 1239
ISSN : 037-209X

L'Echo de la Presse & de la Publicité

EPP



Jimmy Goldsmith

Après la crise du printemps...

Jimmy Goldsmith conserve les rênes de "L'Express"

Le renvoi d'Olivier Todd de **L'Express** la démission du directeur Jean-François Revel et de plusieurs journalistes, le malaise de l'ensemble du personnel devant le plan de licenciements annoncé par la direction ont tenu l'actualité dans le courant du mois de mai dernier. Dans le même temps, des rumeurs circulaient quant aux intentions de Jimmy Goldsmith de vendre cet hebdomadaire.

En ce début d'automne, la situation semble s'être calmée aussi vite qu'elle s'était envenimée. **L'Express** appartient toujours à Jimmy Goldsmith ; la rédaction en chef réorganisée ne semble pas éprouver de difficulté, et l'hebdomadaire a tout à fait bien supporté le changement de majorité politique du pays. Il n'est pas inutile, à cette occasion, de faire le point sur la situation du magazine, et de publier quelques chiffres particulièrement significatifs sur son état de santé.

M — 1603 — 1239 — 15 F

Répartition du capital de la Générale Occidentale

Actionnaires possédant 5 % ou plus du capital social au 31 mars 1981.

Trocadéro Participations 36,69 %
Cette société est détenue à concurrence de :
☐ 60 % par Monsieur James M. Goldsmith et par une société dans le capital de laquelle Monsieur James M. Goldsmith a indirectement des intérêts importants.

☐ 40 % par Alphalec (contrôlée par le groupe de la Compagnie Générale d'Electricité).

General Oriental Ltd..... 26,52 %
Société dans le capital de laquelle Monsieur James M. Goldsmith a indirectement des intérêts importants.

→

L'*Écho de la Presse* présente James Goldsmith et son journal *L'Express*.

Très important également, le groupe *Tests* édite deux quotidiens : *La Lettre de l'industrie informatique* et *La Lettre de l'équipement électrique et électronique*, deux hebdomadaires : *01 Informatique* et *Médiatique Hebdo*, et une quinzaine d'autres périodiques spécialisés : *Décision informatique, l'Ordinateur personnel, Minis et Micros, Bureau Gestion, Data Décisions, L'Ordinateur individuel, L'Ordinateur de poche*, etc.

Si Jean Prouvost a dispersé les pièces maîtresses de son groupe *(Le Figaro, Paris-Match)*, quelques-unes de ses publications sont restées dans la famille. Sa petite-fille, Évelyne Prouvost, ex-comtesse de Contades, dirige le groupe *Marie-Claire*, qui publie le mensuel féminin du même nom fondé par le grand-père en 1954 (4), ainsi que *Cent idées, La maison de Marie-Claire, Marie-Claire Bis, Cuisine et vins de France* et *Cosmopolitan*. Cette dernière publication, qui tire chaque mois à 373 000 exemplaires et en vend 282 000, est franchement « sexy » ; elle parle des problèmes féminins au masculin... dans le genre : *« Laissez tomber votre mari s'il vous embête »* — c'est ce que la directrice, Évelyne Prouvost, a fait elle-même en divorçant — ou *« N'hésitez pas à faire le premier pas »* (sous-entendu : vers l'amant de rencontre), ou encore : *« Test : êtes-vous sexuellement intrépide ? »*

Lorsque Jean Prouvost lança *Cosmopolitan*, il était encore le propriétaire du bien-pensant *Figaro*. Aussi, pour ne pas choquer le public figaresque — quelle affaire si les abonnés du *Figaro*, brusquement indignés, se mettaient à refuser le journal ! — il prit la précaution de confier l'édition de la nouvelle revue « sexy » à une société créée tout spécialement le 28 novembre 1973 : la *Société internationale d'édition et de diffusion de revues et journaux périodiques (Inter-Édi)*, dont les trois fondateurs sont : la *Société du Figaro* (90 %), Jean-Eugène Prouvost (5 %) et Évelyne Prouvost (5 %).

Journal féminin également, mais d'une toute autre tenue morale, l'hebdomadaire *Femmes d'aujourd'hui* (564 000 exemplaires) est publié par le groupe franco-belge du même nom, qui édite également *Ma maison-Mon ouvrage, Femme pratique, Chez nous* et *La Table-Ma Cuisine*. Le groupe s'est rapproché, en 1983, de la *Société de publications économiques, féminines et familiales (S.O.P.E.F.F.)*, éditrice du mensuel féminin *Marie-France* et de l'hebdomadaire *Point de vue-Images du monde*, qui échut en partage à Francine Amaury après l'accord amiable intervenu entre les héritiers d'Émilien Amaury (voir chapitre XVII). A ce moment-là, Jean Sangnier qui gérait la *S.O.P.E.F.F.* fut remplacé par Maurice Brébart, administrateur délégué de la S.A. *Femmes d'aujourd'hui* et gérant des *Éditions du Hénin*.

Fondé par Georges Ventillard, un ancien porteur de journaux disparu en 1960, qui avait à la fois du « flair » et « la bosse des affaires », le groupe *Ventillard* fut, sous la IVe République, l'un des plus dynamiques. Il comprenait alors : *Transport-Presse*, une entreprise de messagerie de journaux, la *Semaine radiophonique* (devenue *Télérama*), la *Société française d'édition et de publications illustrées*, qui éditait *Le Hérisson*, les *Publications Ventillard*, propriétaire de *Mon Film* et de *Marius*, la *Sté de publication et d'édition du journal La Presse, Le Haut-Parleur* (qui parut pendant la guerre), la *Société auxiliaire de publicité*, ainsi que diverses revues d'électricité : *L'Électronique*

(4) *Presse Actualité* (avril 1984) nous dit que François Dalle, le P.-D.G. de l'*Oréal* et conseiller du président Mitterrand, possède 49 % des actions du groupe *Marie-Claire*.

professionnelle, Le Moniteur de l'électricité, L'Électro-Journal et *Procédés électroniques.* Il contrôlait aussi, à sa fondation, le quotidien *Le Pays* qui fusionna avec *Ce Matin* et fut absorbé ensuite par *L'Aurore.* Jean-Pierre Ventillard succéda à son père à la direction du groupe ; il était secondé par l'ancien député Paul Campargue, jusqu'à la mort de celui-ci.

Ayant cédé *La Semaine radiophonique,* transformée en *Télérama,* au groupe de *la Vie Catholique* et fusionné *La Presse* avec *Le Hérisson,* le groupe *Ventillard* édite aujourd'hui : *Le Système D, Les Cahiers du Système D, Le Haut-Parleur, Micro-Systèmes, Télésoft, Radio-plan électronique Loisirs, Électronique pratique, Électronique applications, Le Moniteur professionnel de l'électricité et de l'électronique, Sono, Hifi vidéo stéréo Loisirs* et l'hebdomadaire *Le Hérisson,* dont le tirage moyen dépasse 205 000 exemplaires.

D'autres groupes, de tailles diverses, se partagent une part importante du marché des périodiques :

— *Idécommunication,* animé par Daniel Morgenstein, dit Morgaine, ancien rédacteur au quotidien d'extrême-gauche *Franc-Tireur,* contrôle (par l'intermédiaire de sa filiale *Idéparticipation*) *Le Jardin des modes,* détient 50 % du capital des *Éditions du Lombard* (qui publient *Tintin*), 10 % du capital du magazine *Le Point,* 10 % de l'hebdomadaire *V.S.D.* et 10 % de l'*Affichage Giraudy,* ainsi que 85 % du capital du *Chasseur français ;* le groupe participe aussi au capital de *Parafrance* (une centaine de salles de cinéma), d'*Eurocom* (filiale de *Havas*), de la *Cie européenne de publicité,* et il possède l'ancienne imprimerie du *Petit Écho de la Mode,* l'*Imprimerie de Montsouris,* dont les 10 rotatives tirent *L'Express, V.S.D., Le Point, Télérama* et plusieurs autres publications importantes.

— *Loft international (Histoire Magazine, Maison de la maison, Psychologies, Le Monde de la Musique, les Jeux d'Astérix)* ;

— le groupe *Dargaud* (*Pilote, le nouveau Charlie, Rustica, L'Automobile* et des livres pour enfants) ;

— les *Éditions Nuit et Jour (Le Nouveau Détective, Beaux-Arts, Grand public, Horoscope)* ;

— *Excelsior Publications,* dirigé par l'héritier de la famille Dupuy qui possédait avant la guerre *Le Petit Parisien* et *Excelsior ;* le groupe était propriétaire, jusqu'à ces dernières années, de *La Nouvelle République des Pyrénées* (cédée au groupe de *La Dépêche du Midi*), des revues *Caravane, Camping-Voyages, Camping-Plein air* et *Sport et Camping,* du *Guide suisse ;* il publie aujourd'hui : *Science et vie* (340 000 ex. vendus), *L'Action automobile* (460 000 ex.), *Casus Belli, Jeux et stratégies* ;

— le groupe *Jeune Afrique,* qui possède quatre périodiques : *Jeune Afrique, Jeune Afrique économie, Telex confidentiel* et *Jeune Afrique Plus* et a réalisé, en 1983, 600 000 F de profits ;

— le groupe Denis Jacob (*Le Film français, Électronique actualités, Micro-Ventes, Micro-Ordinateurs,* la *Revue du son, Vu magazine, Datafrance,* etc.) ;

— le groupe Hommel qui contrôle la *Société nouvelle d'édition et de presse (Auto Hebdo, Échappement, Grand Prix international, Alpinisme et randonnée, Télé K7, Pratique* et *Tennis,* ce dernier à 50/50 avec le groupe de *La Vie Catholique* ;

— le groupe Bonnier, dont la tête est en Suède *(Le Journal de la maison, Mon Jardin-Ma Maison)* ;

— le groupe *Ici Paris,* qui comptait parmi ses fondateurs l'ancien vice-président du Conseil d'État René Cassin, président de l'*Alliance Israélite Uni-*

verselle, et qui publie actuellement, outre *Ici Paris,* l'hebdomadaire *Spéciale Dernière* et le mensuel *Nostra* (ex-*Nostradamus*) ;

— les *Éditions Larivière (Connaissance de la pêche, Connaissance de la chasse, Moto-Revue, Moto-verte, Modèle magazine, Fanatique de l'automobile, Fanatique de l'aviation* ;

— le groupe *Condé-Nast (Vogue, Vogue Hommes, Vogue Sport, Maison et jardin)* ;

— le puissant trust allemand *Bertelsmann* (qui contrôle à 50 % *France-Loisirs,* club de livres, et qui publie *Géo, Çà m'intéresse* et *Prima*) (5).

Naturellement, l'importance de ces groupes ne peut être comparée à celle du groupe *Hersant* ou du trust *Hachette* : ils ne contrôlent aucun grand journal d'information et n'exercent aucun monopole de fait dans un secteur ou dans une région. Cependant...

•

Il en est tout autrement pour certains groupes provinciaux. Par exemple, le groupe de *La Dépêche du Midi :* non seulement son quotidien s'étend aux départements du sud-ouest et à ceux du midi — 255 000 exemplaires vendus chaque jour *dans une région dépourvue de concurrent* — mais il contrôle également *Le Petite Bleu,* quotidien d'Agen, et *La Nouvelle République des Pyrénées,* quotidien de Tarbes. Propriété de Mme Jean Baylet, née Éveline Isaac, et de son fils Jean-Michel Baylet, président du *Mouvement des radicaux de gauche,* récemment nommé secrétaire d'État dans le gouvernement Fabius, le groupe de *La Dépêche du Midi* est le bastion inexpugnable de la Franc-Maçonnerie méridionale.

Politiquement très voisin, le groupe du *Provençal* — dont j'ai parlé au chapitre XX — occupe une situation également exceptionnelle : il contrôle non seulement le quotidien du ministre Gaston Defferre (168 000 exemplaires diffusés) et son annexe *Le Soir* de Marseille (20 000 ex.), mais aussi *Var-Matin,* qui paraît à Toulon (82 000 ex.) et, fait rare dans les annales de la presse, ce groupe de gauche possède également le quotidien de droite de Marseille, *Le Méridional-La France* (celui-ci a cependant conservé, grâce à son équipe de journalistes, une indépendance politique totale vis-à-vis de son propriétaire socialiste).

A Bordeaux, le groupe *Sud-Ouest* (c'est-à-dire la *S.A. de Presse et d'Édition du Sud-Ouest*) bénéficie d'un privilège très appréciable : il n'a pas de concurrent. Le quotidien modéré *Sud-Ouest* (363 000 ex. vendus chaque jour dans les départements de l'ancienne province de Guyenne et Gascogne) n'a rien à redouter de *La France* (12 500 ex.), fondée jadis par les loges maçonniques bordelaises : elle est contrôlée par lui. De même, *La Charente libre* d'Angoulême (38 000 ex.), *la République des Pyrénées* (29 000 ex.), *L'Éclair* de Pau (10 000 ex.) et *La Dordogne libre* de Périgueux (4 600 ex.) appartiennent au groupe *Sud-Ouest.* Il édite aussi *Sud-Ouest Dimanche* (260 000 ex.) et *Sud-Ouest Tiercé,* et il possède une participation dans le capital de la société

(5) *Grüner und Jahr* — c'est-à-dire *Bertelsmann* — est également implanté aux U.S.A., où il possède *Parents* et *Young Miss,* ainsi qu'en Espagne, avec *Muy Interessente, Natura, Ser Padres* et *Dunia.*

éditrice du *Point*. A travers *Atlan-presse*, le groupe contrôle deux hebdomadaires, *Le Cabochard* et *La Feuille*. En outre, deux radios locales privées se trouvent dans la mouvance de *Sud-Ouest : Radio Cent*, de Bordeaux et *Radio Marguerite*, d'Angoulême. Enfin il contrôle la *Sté des Gratuits de Guyenne et Gascogne*. La position du groupe bordelais dans la région est d'autant plus forte qu'il participe au groupement d'intérêt économique *Toulouse diffusion électronique* avec la *Chambre d'agriculture*, le *Crédit agricole* et la *Caisse régionale d'assurances mutuelles*.

Dans les Alpes et la région lyonnaise, le groupe du *Dauphiné libéré*, désormais contrôlé par Robert Hersant, occupe un créneau qui lui permet de dominer plusieurs départements en entier ou en partie. Autour du quotidien grenoblois (375 000 ex. diffusés chaque matin) s'assemblent *Lyon Matin* (ex-*Dernière Lyonnaise*), le *Journal Quotidien Rhône-Alpes, Loire-Matin-La Dépêche* (Saint-Étienne) et *Vaucluse-Matin* (déjà cités dans le groupe *Hersant*).

Le groupe du *Progrès*, de tendance radicale, est présidé par Jean-Charles Lignel, qui l'a arraché, en 1979, après une longue dispute, à de proches parents, les Bermond, héritiers comme lui-même, des Delaroche, « patrons » du journal sous la Troisième République. Les parts des Bermond dans le journal coûtèrent (aux enchères) 115 millions de francs — 11 milliards et demi de centimes — à Lignel, qui acquit néanmoins, à la même époque, 40 % du capital du groupe *Expansion*, 35 % de la *C.O.F.R.A.* (distribution alimentaire) et diverses autres participations. Il faillit même s'emparer, en 1980, du *Journal du Dimanche*. Depuis octobre 1984, il est le président de la fédération radicale-socialiste du Rhône.

Fondée en 1919 par le socialiste franc-maçon Alexandre Varenne, qui fut député du Puy-de-Dôme sous la Troisième République et même gouverneur général de l'Algérie, *La Montagne* est à la tête d'un groupe de presse important comprenant, outre le quotidien auvergnat (259 000 ex.), *Centre-Matin*, de Montluçon, *Le Populaire du Centre*, de Limoges, *Le Berry républicain*, de Bourges, et *Le Journal du Centre*, de Nevers — ce dernier racheté à Jean-Louis Servan-Schreiber, du groupe *Expansion*. Ces quatre quotidiens du centre de la France totalisent 160 000 exemplaires. Le groupe possède donc un véritable monopole dans la région avec près de 420 000 exemplaires quotidiens.

Il faut ajouter que des alliances, dans certaines provinces, ont permis à des journaux de contrôler un ou plusieurs de leurs confrères et d'établir ainsi un monopole de fait dans leur région. Par exemple, l'accord à 50/50 passé en 1970 entre l'*Est Républicain* de Nancy et *Le Républicain lorrain* de Metz leur a livré le quotidien *L'Ardennais* (31 000 ex.). Un autre accord entre le groupe *Hersant* et le quotidien de Montpellier, *le Midi libre*, a permis à ce dernier de reprendre *Centre-Presse Rodez* en échange de 10 % de son capital cédés à Robert Hersant.

Libération-Champagne de Troyes (24 000 ex.) est devenu une sorte de condominium : à la suite d'une augmentation de capital (avril 1982), *L'Union* de Reims et *L'Yonne républicaine* d'Auxerre détiennent chacune 16,5 % du capital du quotidien troyen et, l'année suivante, le groupe *Filipacchi* a pris à son tour une participation de 40 % dans le quotidien troyen.

D'autres quotidiens sont passés sous le contrôle de groupes financiers ou industriels étrangers aux départements qu'ils couvrent : c'est le cas du *Bien Public,* de Dijon (41 000 exemplaires vendus), dont 42 % des actions sont détenus par la *Cie luxembourgeoise de télédiffusion (R.T.L.).*

Cette longue énumération n'a qu'un but : faire comprendre au lecteur combien est grande la concentration des journaux français. Le danger que représente cette situation ne peut échapper à quiconque se soucie de l'avenir de notre peuple.

Dans un État devenu la proie des oligarchies, le monopole exercé par certains groupes de presse contribue à réduire encore notre liberté de jugement.

Combien de gens sont capables de penser par eux-mêmes ? Il s'ensuit que les hommes ne pensent plus, ne voient plus que par leur journal. Peu à peu, les idées des inspirateurs de la feuille quotidienne entrent dans le cerveau du lecteur. Le journal se substitue donc au libre arbitre de celui qui le lit chaque jour. Des millions de Français et de Françaises obéissent ainsi aveuglément « au maître invisible et caché derrière une feuille de papier qui dirige l'opinion publique et la politique » (6). Ils se croient libres et ils sont conquis. Ils prétendent exprimer des opinions qui leur sont propres et ils ne font que redire ce que leur journal imprime. Le « peuple souverain » n'est plus qu'un exclave ignorant et docile.

Des esprits généreux ont pensé que pour restituer au pays une presse indépendante, en tout cas réduire considérablement l'influence des grands trusts, il suffisait de voter une loi contre les monopoles. François Mitterrand et ses amis de l'union de la gauche ont mis cette réforme à leur programme. Mais, cédant aux pressions — comme l'auraient fait leurs prédécesseurs en semblables circonstances — ils bornaient leurs ambitions à la destruction du seul trust *Hersant.*

C'est là qu'aucun citoyen conscient et honnête ne peut plus être d'accord. Sans doute, le groupe de presse de l'ancien député mendèsiste rallié à l'étendard gaullo-centriste de Simone Veil est-il l'un des plus importants trusts de journaux. Mais, nous venons de le voir, il n'est pas le seul. Il ne faut pas que la nouvelle loi sur la presse soit une simple mesure de représailles contre un compagnon infidèle.

Je ne crois pas que la presse redevienne ce qu'elle était jadis parce qu'on aura réformé la loi et remis au goût du jour les ordonnances de 1944. Les conditions de fabrication d'un organe de presse et les charges sociales et fiscales qui aggravent chaque jour les petites entreprises font que la destruction des monopoles ne suffira pas à soustraire tous les journaux aux puissances d'argent. Mais il est certain que la mise au pas de mastodontes qui règnent sur les *media,* sur la publicité et sur l'édition, contribuerait à en libérer quelques-uns des chaînes dorées qu'on leur impose.

Dans ce cas, ce n'est pas le seul trust *Hersant* qui doit être démantelé, mais tous les grands trusts de presse et, en premier lieu, ceux qui exercent un véritable monopole dans leur branche ou dans leur région.

Ne pas le faire, étrangler l'un en épargnant les autres, ce serait tout bonnement opérer une expropriation pour cause d'utilité privée.

---

(6) Abbé S. Coubé, au Congrès de la Bonne Presse, 1905.

CHAPITRE XXIII

COMME LA LANGUE D'ÉSOPE, LE CINÉMA...

Avec la presse, la radio, la télévision et la publicité, le cinéma est, probablement, l'instrument de suggestion le plus puissant. Le plus efficace aussi, parce que le plus insidieux. Le film, dans 90 % des cas, est un démoralisateur incomparable, et je ne parle pas de ces bandes dites érotiques qu'un gouvernement « de droite » a autorisées et qui, depuis lors, sont projetées dans des centaines de salles à Paris et en province.

Le cinéma pourrait exalter les sentiments les plus nobles ; il ne glorifie, le plus souvent, que les bas instincts de l'homme. Il sert surtout à imposer au public des salles obscures les vues extravagantes d'une intelligentsia déboussolée et cosmopolite. Tombé aux mains des manieurs d'argent, il est devenu un solide levier aux mains d'une camarilla internationale, totalement étrangère à nos mœurs et à notre mentalité.

Sur 568 films de long métrage distribués en France, les 2/3 sont d'importation étrangère. 182 sont 100 % français — je veux dire produits en France par des cinéastes de nationalité française ou des sociétés ayant leur siège dans l'hexagone — 32 sont des coproductions franco-étrangères. Les autres viennent d'outre-Atlantique (116), d'Italie (34), de Russie soviétique (23), d'Allemagne fédérale (20), de Grande-Bretagne (15), d'Inde (23) ou de Hong Kong (39).

Avant la guerre, il y avait, en France, des dizaines de distributeurs. Les mesures antisémites des années 1940-1944 avaient éliminé un très grand nombre de ces petites et moyennes entreprises de distribution qui fournissaient des films à des centaines de salles de cinéma. Parmi ces « maisons n'ayant pas obtenu l'autorisation de continuer leur activité » figuraient :

Les *Films Y. Barbaza,* Émile Capelier, *Cineldé* (L. Duchemin), *Ciné France Film* (Maggi), *Germinal* (Charles Klein), les *Films A. Ghilbert,* les *Grands Spectacles cinématographiques* (E. Ratisbonne), les *Films F. Méric* (Marius Méric), *Univers Ciné* (Robert Larchier) et *Vicres Film* (Marcel Cresson).

Les maisons de distribution autorisées (à la date du 31 décembre 1941) étaient au nombre de 41, dont 6 pour les films documentaires et 3 pour les films publicitaires. Outre les firmes comme l'*Alliance Cinématographique Européenne* et *Tobis Films* — qui distribuaient surtout des films allemands de l'*U.F.A.,* de la *Terra* et de la *Tobis* —, plusieurs sociétés connues avant 1940 fonctionnaient donc pendant l'Occupation :

Cinéma de France (Pierre Gillet), la *Cie Parisienne de Location de Films*

(que dirigeait Henry de Saint-Girons), la *Cie Commerciale Française Cinématographique* (Édouard Harispuru), *Discina* (André Paulvé), l'*Éclair Journal* (François Chavane), *Francinex, Gray Films* (A. d'Aguiar), *Lux (Cie Cinématographique Française),* les *Films Marcel Pagnol* (Marcel Pagnol), *Paris-Cinéma-Location, Pathé Consortium Cinéma, R.A.C.* (Laurent de Sarcey), *Radio-Cinéma* (Pierre Blancheville), *Régina Distribution* (Arys Nissoti), les *Films Sirius,* l'*Union Française de Production Cinématographique* (Paul Tissier), *Atlantic Film* (Marcel de Hubsch), les *Films Jean Mineur, Cinéma et Publicité,* etc. En Algérie, il y avait aussi J. Seiberras qui possédait un grand circuit de salles de cinéma à travers l'Afrique du Nord.

Les films à succès étaient alors : *« Le destin fabuleux de Désirée Clary »,* un film historique de Sacha Guitry, *« La Duchesse de Langeais »,* réalisé par Jacques de Baroncelli d'après un roman de Balzac, *« Les inconnus dans la maison »,* tourné par Henri Decoin (avec Raimu, Mouloudji et Noël Roquevert), *« Le mariage de Chiffon »,* réalisé par Claude Autant-Lara, d'après un roman de Gyp (avec Odette Joyeux, André Luguet, Jacques Dumesnil et Robert Le Vigan), et *« La Symphonie fantastique »,* un film musical de Christian-Jaque (avec Renée Saint-Cyr, Jean-Louis Barrault, Bernard Blier et Noël Roquevert), et beaucoup d'autres, comme *Goupi mains rouges* et *Douce.*

Le Tout Cinéma 1942 reproduisait les photos des cinéastes en renom : Marc Allégret, Maurice de Canonge, Marcel Carné, Marcel L'Herbier, Jean Mineur, Yves Mirande, Fernand Rivers, Charles Spaak, P.-J. de Venloo, Louis Verneuil, et citait les acteurs en vogue : Alerme, Michèle Alfa, Paul Azaïs, Mireille Balin, Lucien Baroux, Louise Carletti, Marie Déa, Suzy Delair, Jacqueline Delubac, Fernandel, Pierre Larquey, Fernand Ledoux, Jean Marais, Georges Marchal, Jean Paqui, J. Parédès, François Périer, Édith Piaf, Micheline Presle, Simone Renant, Raymond Rouleau (1), Jean Tissier, Charles Vanel (2) et des dizaines d'autres.

La presse spécialisée ne comptait qu'une douzaine de périodiques :

Zone occupée : *Ciné Mondial,* de Pierre Heuzé, *Le Film,* de P.-M. Harlé, *Le Film complet* et *Vedettes* (Paris), *Le Miroir de l'Écran* (Nancy) et le *Nord Cinéma* (Lille).

Zone non occupée : *Les Cahiers du film* (Marseille), *Le Cinéma nord-africain* (Alger), *Cinéma Spectacles* (Marseille), *Le Film à Lyon, Le Nouveau Film* (Cannes), *La Revue de l'Écran* (Marseille).

Dans les grands journaux, quotidiens et hebdomadaires, les chroniques cinématographiques étaient signées : Audiberti *(Comœdia),* André Avisse *(Le Cri du Peuple),* Robert de Beauplan *(L'Illustration),* André Castelot *(La Gerbe),* Nino Franck *(Les Nouveaux Temps),* Pierre Imbourg *(Beaux Arts),* Suzy Mathis *(Paris-Soir),* Michel Moyne *(Ciné Mondial),* Lucien Rebatet, dit François Vinneuil *(Je suis partout, Le Petit Parisien),* François Ribadeau-Dumas *(La Semaine de Paris),* France Roche *(Ciné Mondial),* ou Maurice Bessy, entre autres.

A la Libération, le cinéma fut durement épuré : des artistes, des metteurs en scène, des directeurs de production furent arrêtés, d'autres interdits. Les

(1) Raymond Rouleau fut, à la Libération, l'un des « épurateurs » les plus farouches du spectacle.
(2) Charles Vanel fut décoré de la Francisque du maréchal Pétain.

exclus des années 1940-1944 purent reprendre leur place dans la profession. Celle-ci, peu à peu, se réorganisa. Mais le rétrécissement du marché et l'afflux de films américains allaient entraîner une concentration croissante des activités de la branche.

•

— Il n'y a plus de place en France pour deux cents distributeurs, affirme Nicolas Seydoux (3).

Le fait est que l'on ne compte plus qu'une douzaine de sociétés de distribution, dont quelques-unes seulement disposent d'agences en province. Par contre, les « majors » d'outre-Atlantique ont des filiales en France, qui réalisent à elles seules un tiers du chiffre d'affaires global. Ceux qui savent que l'éphémère gouvernement de Léon Blum (4) sacrifia l'industrie cinématographique française renaissante aux grandes firmes U.S. ne s'en étonneront pas.

N° 1 de la distribution de films en France, la firme *Gaumont,* a pour P.-D.G. Nicolas Seydoux, un financier que nous avons déjà cité.

Fils de feu René Seydoux Fornier de Clausonne, administrateur de sociétés et partisan actif de Mendès-France, il est le frère de Jérôme Seydoux que nous avons vu au *Crédit Lyonnais* et au quotidien socialiste *Le Matin de Paris.* Issu d'une famille de la H.S.P. (Haute Famille Protestante), Nicolas Seydoux est né à Paris le 16 juillet 1939. Par son mariage avec Anne-Marie Cahen-Salvador, il est devenu le gendre de Jean Cahen-Salvador, conseiller d'État honoraire, ancien président de *Nord Aviation,* de la *Cie française de télévision,* des *Chantiers de l'Atlantique* et du *Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (Gifas),* président de la *Caisse nationale de la Sécurité sociale dans les mines* et de l'*Institut du transport aérien.*

A la *Société Nouvelle des Établissements Gaumont,* Nicolas Seydoux est secondé par Daniel Toscan du Plantier, un Savoyard dont le père était industriel. Sa mère, née Françoise de Ganay, appartient à une famille alliée aux Lebaudy et aux Béghin, du sucre, aux Fenaille, du pétrole, et aux Schneider, de l'acier (Le Creusot). Avant de devenir le directeur général adjoint de *Gaumont,* Daniel Toscan du Plantier collabora à divers journaux, notamment au *Nouveau Candide,* fut directeur de la publicité à *France-Soir* et directeur général de *Régie-Presse,* l'agence de Bleustein-Blanchet.

Au Conseil d'administration de *Gaumont* siège également Pierre de Bénouville, ancien rédacteur des journaux antisémites *Le Pays libre* et *L'Alerte,* devenu le bras droit de Marcel Dassault. A ce titre, il préside *Jours de France* et administre les *Avions Marcel Dassault-Bréguet,* les *Nouvelles Galeries réunies,* les *Éditions Robert Laffont, Télé-Monte-Carlo,* la *Société centrale d'études Marcel Dassault,* la *Société centrale d'investissements* et diverses autres entreprises dépendant du groupe *Dassault.* Il est en outre député apparenté gaulliste depuis de longues années.

C'est dire que la vieille maison fondée par Léon Gaumont n'est pas aux mains des prolétaires. Elle n'en est pas moins très près du pouvoir socialiste.

La *Société Nouvelle des Établissements Gaumont* avait pour P.-D.G., il y a dix ans, Roger Sallard, qui, au cours de la séance du Conseil d'administration

(3) Cf. *Le Monde,* 18 mai 1979.

(4) Le ministère Léon Blum ne vécut que trente-huit jours, du 16 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

du 27 septembre 1974, fit nommer vice-président-directeur général Nicolas Seydoux. L'année suivante, ce dernier devint P.-D.G. de la société et Daniel Toscan du Plantier quitta le service de Marcel Bleustein-Blanchet pour celui de *Gaumont*, dont il devint le directeur général adjoint.

C'est à ce tandem que l'on doit, indiquait Jacques Siclier « un cinéma érotique français capable de s'opposer à la pseudo-sociologie du cinéma porno, en remplaçant la sexualité, cette pulsion vitale, dans la double perspective de la nature humaine et du fantasme » (5).

Leur première réalisation dans le genre fut les *Contes immoraux*, un des best-sellers du « porno », et *La bête*, dans lequel, « sans doute l'érotisme se dépasse-t-il ici par sa démesure même. Il vient des profondeurs de l'être. Le tabou qui est brisé, c'est celui de l'union charnelle — honteuse, diabolique — entre la belle et la bête. Il n'est pourtant brisé qu'en rêve... ».

Gaumont Sud présente, pour sa part, *Histoire d'O*, film de Just Jaeckin, le réalisateur du film « porno » record, *Emmanuelle*. Dans une interview reproduite par *Le Film Français* du 7 mars 1975, Just Jaeckin déclara notamment : « Je considère qu'*Histoire d'O* — contrairement à *Emmanuelle*, qui n'est finalement que l'énoncé des différentes manières de faire l'amour par une petite bourgeoise qui les découvre — est une étude psychologique. Ce sont des gens blessés, misogynes, qui, à force d'érotisme, redécouvrent la formule d'amour la plus traditionnelle qui soit et, à la fin du livre, essaient de rompre avec les règles du jeu pour se retrouver seuls. »

Pauvre Léon Gaumont ! nous voici loin de *Fantômas* et de *Judex*, même si, dans ce dernier film, Mme Musidora, en souris d'hôtel, laissait admirer des formes bien pulpeuses !

Dès lors, sous la direction du tandem Seydoux-Toscan du Plantier, *Gaumont* ne se limitera pas au cinéma : il s'étendra, progressivement, à l'ensemble des *media* et de la branche qui les fait vivre, la publicité.

En janvier 1982, on apprenait que le P.-D.G. de *Hachette*, Jean-Luc Lagardère, venait de céder *Le Point* au patron de *Gaumont*, Nicolas Seydoux. Pour la somme rondelette de 150 millions de francs, ce dernier reçut 57 % des actions de la *Sebdo* (6), 30 % restant à *Hachette* et 13 % aux fondateurs du *Point*. L'accord avait été signé le 14 janvier.

L'année précédente, *Gaumont* avait acquis la majorité aux *Éditions Ramsay* (7), créé une filiale commune avec *Gallimard*, la grande maison d'éditions *(N.R.F.)*, et racheté les disques *Erato (Éditions Costallat)*.

Né en 1972 d'une rupture de l'équipe dirigeante de l'*Express* avec ses actionnaires majoritaires, *Le Point* était la propriété du trust *Hachette*. Avant d'offrir le magazine à Nicolas Seydoux, les vendeurs avaient pressenti Théo Braun, l'ancien président de l'*Union régionale des syndicats chrétiens d'Alsace* (1945-1963), qui présidait la *Confédération nationale du Crédit*

---

(5) *Le Monde*, 23 avril 1975.

(6) Société éditrice du *Point*. *Gaumont* a revendu à des amis de Nicolas Seydoux 6 % des actions pour ne conserver que 51 % (majorité) du capital de la *Sebdo*.

(7) Lorsqu'il connut la prise de contrôle des *Éditions Ramsay* par Nicolas Seydoux *(Gaumont)*, *Le Nouvel Économiste* notait (20 avril 1981) que « l'éditeur Jean-Pierre Ramsay avait réalisé sans le vouloir un des objectifs de M. Nicolas Seydoux, P.-D.G. de la *Gaumont* », en publiant « *La Banquière* », livre écrit « à partir du film de M. Francis Girod » : on se souvient que ce film avait pour intention de réhabiliter la fameuse Marthe Hanau, qui razzia plusieurs centaines de millions à l'épargne, avec la bénédiction de politiciens, au cours des années 1925-1929 (Affaire de la *Gazettte du Franc*).

mutuel (depuis 1969) et la *Caisse centrale de Crédit mutuel* (depuis 1973) et administrait la Cie d'assurances *Rhin et Moselle*, les *Forges de Strasbourg* et diverses autres sociétés. Théo Braun avait déjà manifesté son intérêt pour la presse en prenant le contrôle du quotidien *L'Alsace*, publié à Mulhouse.

Le Point avait alors une diffusion de 335 000 exemplaires en moyenne, employait 200 personnes environ, dont 80 journalistes, et avait réalisé, en 1981, 27 millions de bénéfice.

Outre ce magazine lui-même, *Gaumont* avait acquis le mensuel *Vie publique*, destiné aux collectivités locales, et *Téléconsulte*, une société informatique spécialisée dans les banques de données juridiques destinées aux avocats et aux institutions publiques.

En revanche, deux journaux liés jusque-là au *Point* demeuraient liés à *Hachette*: *Tennis magazine*, un mensuel dont *Hachette* détenait 50 % des parts sociales depuis septembre 1977, et *L'Écho Républicain* de Chartres, racheté depuis peu.

A quelque temps de là, *Gaumont* prit une participation de 10 % dans le capital de *Publicis*, le n° 2 de la publicité française. C'est un communiqué de presse commun *Publicis-Gaumont* qui annonça la nouvelle (1983). Les actions furent acquises par *Cinépar*, holding de *Gaumont* (8), dont Nicolas Seydoux possède 48 ,2 % du capital.

Cette collusion financière concrétisait une volonté de rapprochement qui s'était manifestée, peu auparavant, par l'annonce de la création de deux filiales communes : la première, *Videostore Gaumont-Publicis* (chaîne de magasins spécialisés à créer) et la seconde, aux U.S.A., pour gérer l'espace publicitaire de *Téléfrance*, qui diffuse une sélection de films et de programmes de la T.V. française sous-titrés en anglais.

Le communiqué *Publicis-Gaumont* mentionné plus haut confirmait que « cette démarche vise à consolider les bases d'une coopération professionnelle entre les groupes *Publicis* et *Gaumont*, qui exercent tous deux leur action dans le domaine de la communication, et à rechercher une synergie de leurs moyens, notamment dans l'audiovisuel ».

Il s'agissait là de l'une des phases premières des grandes manœuvres qui se déroulent à l'échelle mondiale (9) pour prendre en main le pool de la communication, rassemblant producteurs de films, exploitants de salles de cinéma, postes d'émision radiophoniques et de télévision, distributeurs de cassettes, éditeurs de livres et de journaux et régisseurs d'espaces publicitaires.

En ce qui concerne la France, Nicolas Seydoux se plaçait ainsi au centre de ce vaste réseau contrôlant déjà une partie de l'empire de la communication.

•

(8) Outre *Cinépar (Ciné Par* et *Participations Cinématographiques), Gaumont* a pour actionnaires : *Télédiffusion G.L.T. Compagnie Luxembourgeoise* (11,52 %), la *S.C.E.M.D. Marcel Dassault* (10,06 %), Nicolas Seydoux et ses amis (5,6 %), la banque *Worms* (5,52 %) et la *Sogimo* (4,71 %). Le journaliste financier Pierre Meutey, annonçant la nouvelle à l'antenne d'*Europe 1* (émission de 8 h 20) le 30 octobre 1974, affirmait que Marcel Bleustein-Blanchet venait de prendre le contrôle de *Gaumont* par l'intermédiaire de *Cinépar*...

(9) *Gaumont* est présent aux États-Unis grâce à sa filiale commune avec *Columbia Pictures, Triumph Films. Columbia Pictures* est entré, en 1982, dans la mouvance de l'empire *Coca-Cola*.

Le mouvement de concentration dans l'industrie cinématographique s'est amorcé à la fin des années 60, quand les deux plus vieilles firmes du cinéma français, *Gaumont* et *Pathé*, décidèrent de gérer leurs salles en commun. Ce mariage capitaliste ayant effrayé les petites et moyennes entreprises cinématographiques, celles-ci s'organisèrent à leur tour. L'État favorisa l'opération en cédant à Jean-Charles Edeline, un exploitant de salles, l'*U.G.C.*, groupe possédant vingt-deux salles nationalisées. A ce noyau se joignirent une foule de moyennes entreprises, si bien que l'*U.G.C.* programma, quelques années plus tard, 680 salles. Inquiets à leur tour, d'autres petits exploitants de salles rejoignirent le *G.I.E. Gaumont-Pathé* qui put ainsi programmer 580 salles.

Mais en 1983, les ententes ayant été interdites entre les grands exploitants de salles, l'association *Gaumont-Pathé* fut dissoute. Désormais, il y eut quatre grands : *Gaumont, Pathé*, l'*U.G.C.* et *Parafrance*.

Ce dernier appartient à la famille Siritzky, qui s'est associée en 1967 à une filiale française de *Paramount* pour créer un circuit de salles de cinéma. Dix-sept ans après, *Parafrance* exploite, sous l'enseigne *Paramount* ou *Publicis* — nous retrouvons le groupe *Bleustein-Blanchet* — une cinquantaine de cinémas à Paris et une dizaine en province. En même temps, comme distributeur, elle obtient un grand succès avec le fameux *Emmanuelle*, n° 1 des films érotiques, *Les petites cochonnes* — titre sans ambiguïté — *Les Uns et les Autres, Coup de torchon*, les rééditions des films de Charlie Chaplin ou de Jacques Tati.

En 1982, Serge Siritzky prit la succession de son père, Samy Siritzky, à la tête de la société. Salomon dit Samy Siritzky, né à Melitopol en Russie, le 24 juin 1911 (selon le *Who's who*, car les actes de *Parafrance*, déposés au Tribunal de commerce de Paris, indiquent 1910), exploitait des salles de cinéma avant la guerre. Réfugié aux États-Unis en 1940, il adopta la nationalité américaine, qu'il conserva lorsqu'il revint en France. Il a dirigé *Parafrance* assisté de son frère, Joseph dit Jo Siritzky, lui aussi Américain depuis la guerre, natif également de Melitopol (17 mai 1914). Leur frère, Léon Siritzky, exploitait des salles de spectacles en France dans l'entre-deux-guerres. En 1968, Jo Siritzky devint le P.-D.G. de *Parafrance*, secondé par Alain Siritzky, son fils, né à New York le 11 août 1942.

Le « patron » actuel de *Parafrance*, Serge Siritzky, directeur de la société de 1976 à 1982, puis son P.-D.G., est né à New York le 17 février 1945. Avant de participer à la direction de l'entreprise familiale, il fut l'assistant de Jean-Jacques Servan-Schreiber (1970), puis rédacteur à *L'Expansion* (1972), le magazine politico-économique de Jean-Louis Servan-Schreiber (10). Il fut ensuite l'un des dirigeants de *Vie Publique* (1972-1982). P.-D.G. de *Parafrance* depuis deux ans, il est le président adjoint de la *Fédération des Cinémas* et le président de la *Fédération nationale des cinémas français*.

Tout comme Nicolas Seydoux, Serge Siritzky a compris que la mutation importante que connaît l'audiovisuel exige, pour durer et prospérer, une diversification des activités de son trust. Il a donc décidé d'en faire un groupe *multimedia*. Après avoir racheté la participation de son oncle Jo et 35 % des parts de *Paramount*, il a fait entrer *Radio-Monte-Carlo* dans le capital de *Parafrance* à hauteur de 10 %. Cette opération, qui rapporta 22 millions

(10) De son passage dans la presse des Servan-Schreiber, il a gardé des souvenirs qui ont été, en partie, consignés dans « *Le Roman de L'Express* », paru en 1979.

d'argent frais, lui permet désormais de compter sur l'appui de son associé au sud de la Loire où la station est très écoutée (11).

Serge Siritzky put, dès lors, racheter sans crainte le circuit *Océanic*, qui contrôle précisément, dans le sud et l'est de la France, 45 salles de cinéma. Puis il s'associa au sein d'un G.I.E. avec les 6 cinémas de *Paramount* à Paris et les 115 salles de *Pro-Ciné* dans l'ouest de la France. Dès lors, il contrôle 283 salles, ce qui le place au niveau de ses trois principaux concurrents.

Pour alimenter le circuit dont il est la tête, le distributeur Siritzky s'est associé avec *Orion*, une jeune firme américaine née d'une scission des *Artistes Associés*.

Aidé par Jean-Marie Cavada, ancien directeur de l'information de *T.F.1*, à qui il a confié la direction de *Parafrance communication* et la présidence de sa filiale audiovisuelle, il s'est lié avec *Belokapi*, une société de films d'animation qui a déjà produit seize séries pour la télévision — notamment *Plume d'élan* et *Le village dans les nuages* —, et avec *Télécip*, producteur de feuilletons et de séries télévisés — comme *Vidocq*, *Mozart* et la *Demoiselle d'Avignon*. Il fonda également, avec Albert Koski, organisateur des concerts *KCP*, la société de production *KCV*.

Télécip a été rebaptisé — si l'on peut dire — *Parafrance productions internationales* ; cette société produira trois à cinq séries par an, en association avec des homologues étrangers. Par petites touches, il s'agit d'influencer l'esprit public, et, de ce point de vue, la série sur Einstein, par exemple, est un succès.

Dans le secteur cinéma, le plan de *Parafrance productions internationales* prévoit une demi-douzaine de films par an, tournés en association avec des producteurs indépendants, ou en co-production avec des groupes étrangers.

Ce tableau de la situation actuelle du cinéma français montre que, selon l'expression de Dominique Pouchin, « le *new deal* de l'exploitation n'est pas sans conséquences fâcheuses. La concentration a atteint un niveau qui ne laisse plus guère de place à une saine concurrence et condamne trop souvent les salles de quartier ou de banlieue à la « dernière séance » (12).

Même des « révolutionnaires » comme Gérard Lebovici n'ont aucune chance de détourner le courant qui entraîne le film français vers l'abîme. Lebovici, dont l'ambition était de dominer l'industrie cinématographique française, fut arrêté dans son élan, un soir de mars 1984, par les balles d'un tueur.

L'existence de Gérard Lebovici aurait probablement inspiré Balzac. Né à Paris le 25 août 1932, ce fils de boutiquier, élève médiocre d'un cours d'art dramatique, fit une rapide incursion sur la scène, avant de pénétrer dans le cinéma, comme impresario. Il acheta, en 1965, la plus importante agence de Paris, celle d'André Bernheim. Comme il la paya fort chère, on s'est demandé avec quel argent il avait pu l'acquérir. En 1972, le bureau de l'imprésario Bernheim se transforma en *Art media*, lança de nouveaux artistes et mit au point des combinaisons ambitieuses où étaient associés acteurs, réalisateurs et scénaristes en renom.

Selon un rédacteur du *Monde*, son pouvoir dépassait celui de *Gaumont*, il était même ressenti par certains « comme une forme de dictature ».

---

(11) Ainsi, trois des grands du cinéma sont liés à des postes périphériques : *Gaumont* à *R.T.L.*, *U.G.C.* à *Europe 1* et *Parafrance* à *Radio-Monte-Carlo*.

(12) *Le Monde*, 19 mai 1979.

Il arrivait derrière Truffaut, Rohmer, Resnais. « *Mon oncle d'Amérique* », c'était lui. « *Le dernier métro* », c'était encore lui. « *La vie est un roman* », c'était toujours lui.

Depuis la séparation de ses activités d'impresario et de producteur-distributeur, Lebovici avait pour bras droit, dans ce secteur, Jean-Louis Livi, le neveu d'Yves Montand, qu'il avait nommé gérant d'*Art media*.

On a dit qu'il supportait avec philosophie les pertes qu'enregistrèrent certaines opérations. Les 10 % de commission qu'il prélevait sur les cachets des artistes dont il était l'impresario suffisaient-ils à combler les déficits ?

« Gérard Lebovici, écrivait au lendemain de sa mort le journaliste Philippe Boggio, investissait dans le cinéma des sommes de provenance douteuse, notamment par l'intermédiaire de ses sociétés de distribution *(A.A.A.)* et de production *(Soprofilms)*. » C'est du moins, les rumeurs qui circulaient et dont le rédacteur du *Monde* se faisait l'écho. Mais les amis du défunt se sont inscrits en faux contre ces insinuations (13).

Sans doute ignorera-t-on toujours les motifs de son assassinat. Mais ce qu'on peut dire avec certitude, c'est qu'il exerçait un ascendant impressionnant dans le milieu des artistes et des producteurs.

Comme l'a dit *Le Monde*, il était réellement « l'éminence grise du cinéma français ».

(13) *Le Monde*, 15 mars 1984.

CHAPITRE XXIV

A LA CONQUÊTE DE L'AUDIOVISUEL

Ce que l'on appelle l'audiovisuel, vagissant avant 1960, a fait des pas de géant depuis un quart de siècle. Le transistor et le style nouveau des postes périphériques ont considérablement développé l'écoute des radios, tandis que la télévision, d'abord en noir et blanc, ensuite en couleur, pénétrait dans les foyers les plus modestes, au rythme d'un million de récepteurs par an.

« Le plus grand journal de France a 625 lignes et 12 millions de lecteurs, écrivait un rédacteur du *Canard enchaîné :* il est télévisé. Les autres suivent à la chaîne, la plus infime émission de télévision est regardée par au moins un million de téléspectateurs... C'est en millions, également, que se comptent les auditeurs de radio.

« Ces simples chiffres donnent une idée de la fascination qu'exercent toujours l'image et le son, mais aussi de l'énorme pouvoir qu'ils représentent (1)... »

D'autre part, au cours des années 70, des journalistes jusque-là cantonnés, ou presque, à la presse imprimée, se tournent vers la télévision et certains de leurs confrères, qui ont acquis une grande notoriété en apparaissant sur le petit écran, sont attirés par la presse écrite et parlée.

Vous pensez bien que ce remue-ménage et ces chassés-croisés ne sont pas passés inaperçus de « ceux qui fabriquent l'opinion ». C'est alors que les stations périphériques devinrent éditrices de journaux et que des groupes de presse prirent des intérêts dans les sociétés radiophoniques.

Dans le remarquable numéro spécial qu'elle a consacré à l'information (2), la revue *Presse Actualité,* présentant son étude, insiste sur la prudence des uns et des autres, soucieux de ne pas « susciter de réactions défavorables », ou de ne « pas s'éparpiller dans des disciplines trop diverses ».

« En tous les cas, des petits pas ont été accomplis par les radios vers l'édition de journaux imprimés de même que par les journaux vers la radio (émissions communes, entrée du groupe *Prouvost* à *R.T.L.*...) sans que la démarche puisse encore être interprêtée comme une volonté affirmée de présence sur l'ensemble des créneaux de la communication. Tout au plus a-t-on développé quelques synergies rédactionnelles ou parapublicitaires qui doivent s'avérer bénéfiques pour les partenaires et a-t-on saisi, ici et là, des opportunités d'éditeurs en quête de co-actionnaires (*R.T.L.* par exemple prenant

(1) *Les dossiers du Canard,* n° 8, septembre 1983, *« L'empire agité de la radio-télé ».*
(2) *Presse-Actualité,* n° 177, novembre 1983, *« L'information en France ».*

42 % du capital du quotidien dijonnais *Le Bien Public* en 1977). Cependant, la perspective de s'ériger en groupes multimédias n'apparaît pas très nettement. »

Rappelant l'expérience malheureuse du trust *Hachette* dans le domaine de l'audiovisuel entre 1972 et 1975, — « il était alors question de l'explosion imminente des réseaux de communication via le satellite, la vidéo, la télédistribution » — *Presse-Actualité* explique qu'il est « dangereux de se présenter trop tôt sur des marchés seulement potentiels. »

« Certes, poursuit-il, la technologie était prête. Mais le public n'était pas demandeur. Ou plutôt, il était sollicité par d'autres dépenses, estimées prioritaires en particulier, le remplacement du récepteur T.V. noir et blanc par le récepteur en couleur devait précéder l'achat du magnétoscope... Cependant, vers la fin des années 70, les événements se précipitent. Le temps a joué son rôle. Une conjonction de facteurs de tous ordres va faire prendre la mayonnaise des années 80. Quelques exemples entre tant d'autres...

Dans la foulée des radios libres apparues en Italie depuis 1976 comme champignons après la pluie, le bouchon du monopole saute en France. D'abord clandestinement, puis légalement. Ce qui ne peut laisser indifférentes les radios « antérieures » ni la presse...

Le réseau téléphonique, poussé tambour battant durant dix ans et parvenu désormais en France à des normes acceptables par rapport aux autres pays occidentaux, les P.T.T. et les industriels se doivent de découvrir d'autres produits pour poursuivre leurs activités et concourir, autant que possible, à l'amélioration de la balance commerciale. Filière toute indiquée : la communication par l'association du téléphone, du câble, de l'ordinateur, des consoles. »

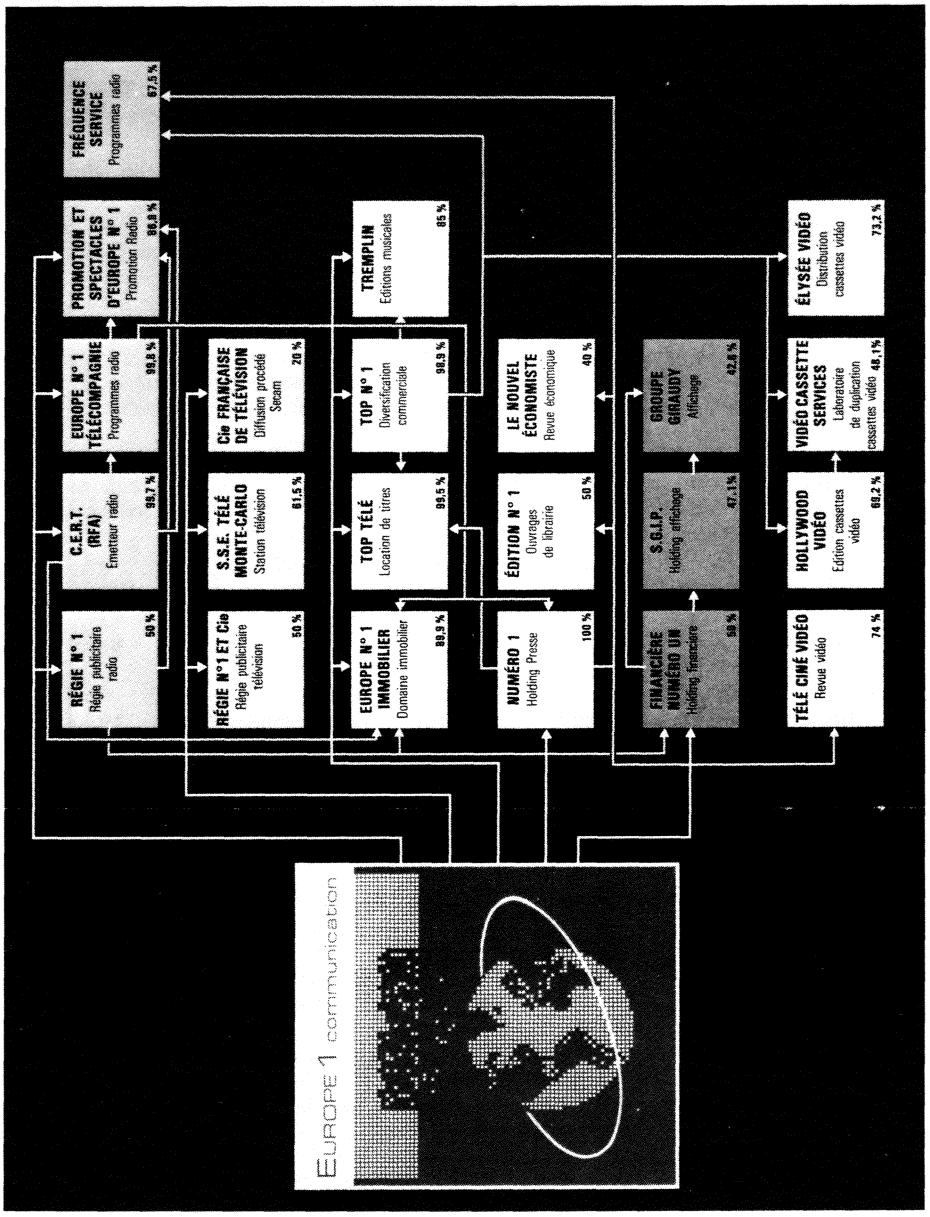
C'est alors que se nouèrent de nouveaux liens entre le gouvernement et les trusts « pour faire avancer les projets, gros dévoreurs de capitaux », notamment entre les sociétés contrôlées par l'État et diverses entreprises privées pour partager les profits futurs, mais aussi les risques.

Dans les années qui vont suivre, la physionomie des *media* sera profondément modifiée. « Si tout le monde en est maintenant persuadé, nul ne sait avec certitude quels seront les créneaux rentables ni quand ils le deviendront. Mais beaucoup s'y préparent. Qui essuiera les plâtres, les déconvenues ? Qui triomphera durablement ? Il ne fera pas bon être les premiers... ni les derniers. »

Les groupes existants entendent, naturellement, conserver leur influence, notamment en se glissant « vers la communication tous supports ».

« *Europe 1* a donné le signal en transformant son appellation d'*Europe 1-Images et Son,* adopté il y a 20 ans (1963), en *Europe 1-Communication* (30 mars 1983) pour mieux cerner l'ampleur de son nouveau champ d'activité : radio, télévision, disque, presse, cinéma, édition, vidéo, affichage, publicité... Rien n'est laissé à l'écart, car il n'est pas de production qui ne fasse son miel du travail des autres. En effet, que serait la télévision, par exemple, sans journaux, sans chansons et sans films ? De la multitude des disciplines appelées à s'imbriquer, à se compléter surgit l'enchevêtrement des sociétés et des filiales. »

Les changements intervenus dans la physionomie de l'ensemble des *media* sont le fait des oligarchies qui contrôlent leur fonctionnement et leur développement.



L'organigramme du groupe *Europe 1*
d'après le dernier rapport à l'assemblée générale

Théoriquement, c'est l'État qui régente la télévision. C'est, en effet, lui qui nommait, jusqu'ici, les dirigeants des trois chaînes.

Mais les hommes sont des hommes, et les parlementaires, les hauts fonctionnaires ou les directeurs de journaux ne sont pas seuls à subir les pressions de la Fortune anonyme et vagabonde. Les présidents de chaîne T.V. et leurs collaborateurs restent rarement insensibles aux sollicitations des puissants.

Ils résistent mal aux divers *lobbies* et aux gros clients de publicité, surtout quand leurs *desiderata* ne contreviennent pas aux ordres reçus d'en haut.

La mise en place de la *Haute Autorité de l'Audovisuel* n'est qu'un habile camouflage : en fait, le nouvel organisme peut corriger quelques erreurs vénielles, mais il cède trop volontiers aux ordres du pouvoir — aujourd'hui socialiste (3) — et aux désirs du « Gros Argent ».

« Chargée de veiller à l'indépendance du service public en matière de radio-télévision », la *Haute Autorité de la Commission audiovisuelle* a été créée en 1982. Le 22 août de cette année-là, l'Élysée a fait connaître sa composition :

— trois membres nommés par le président de la République : Michèle Cotta, journaliste socialiste, qui était depuis le 30 juillet 1981 président de *Radio-France ;* Paul Guimard, écrivain, fondateur de la section des écrivains socialistes ; Marcel Huart, syndicaliste *C.G.T.* de la radio-télévision ;

— trois membres nommés par le président du Sénat : Bernard Gaudrey-Réty, réalisateur T.V., directeur technique de la société de disques *C.B.S.* ; Gabriel de Broglie, ancien président de l'*Institut national de l'audiovisuel* ; Jean Autin, ancien président de la *Télédiffusion de France (T.D.F.)* et de l'*Union européenne de radiodiffusion* ;

— trois nommés par le président de l'Assemblée nationale : Stéphane Hessel, ancien député, ancien collaborateur de Pierre Mendès-France ; Daniel Karlin, réalisateur de la télévision, membre du *P.C.F.* ; Marc Paillet, journaliste de l'*A.F.P.*

Le président Mitterrand, en même temps qu'il faisait connaître la composition de cette instance, annonça qu'il en confiait la présidence à Michèle Cotta.

Née à Nice le 15 juin 1937, fille d'un agent d'affaires, Jacques Cotta, maire de sa ville après la Libération en raison de son appartenance au *Mouvement de la Libération Nationale* et à la *S.F.I.O.,* sœur de l'affilée de la Trilatérale, Alain Cotta (membre du Conseil de surveillance de la *Banque Louis-Dreyfus* et de la *Midland Bank France,* qui n'ont pas été nationalisées) et ex-épouse de l'éditeur Claude Tchou, dont elle a deux enfants, Michèle Cotta avoue une « sensibilité de gauche depuis toujours ». Elle appartint à la rédaction politique de l'*Express,* alors héraut du mendésisme et de « l'Algérie algérienne », en 1963-1969. Puis, de la gauche mondaine — « la bourgeoisie intelligente », comme disent les marxistes — elle passa à celle des clubs, personnifiée dans la presse française par les vétérans du fameux *Club Jean Moulin,* qui venaient de lancer *Le Point ;* elle fut, à ce magazine, le chef de

(3) Ce fut le cas en octobre 1984, lorsque Jean-Claude Héberlé fut imposé par l'Élysée, à la *Haute Autorité de l'Audiovisuel,* comme successeur du journaliste Desgraupes et comme président d'*Antenne 2.*

service politique de 1977 à 1980. Entre temps, ayant pénétré dans les rédactions de la radio où elle avait été éditorialiste à *France-Inter* (entre 1976 et 1980), elle devint chef du service politique de *R.T.L.* Elle quitta ce poste après la victoire de ses amis socialistes et communistes, pour prendre la présidence de *Radio-France.* Un an après, presque jour pour jour, elle était nommée à la tête de la *Haute Autorité.*

La nomination de Paul Guimard n'a étonné que les « radioteurs » qui ne connaissaient pas ses liens avec François Mitterrand. Quand ce dernier était à Vichy, au service des prisonniers et à la revue *France,* que dirigeait Gabriel Jeantet — son parrain dans l'Ordre de la Francisque — Paul Guimard collaborait à la presse pétiniste : il fut, en effet, rédacteur à *L'Écho de la Loire* en 1941-1942, puis à l'*Ouest-Éclair* en 1942-1944, deux quotidiens interdits et confisqués à la Libération. Mais, la France ayant changé de régime, il dirigea des débats de l'émission radiophonique *La Tribune de Paris* de 1945 à 1949. Un peu plus tard, il entra chez *Hachette* comme conseiller d'édition, et à l'*Express,* dont il fut éditorialiste en 1971-1975. Le *Canard enchaîné,* qui semble bien le connaître, le présentait ainsi au lendemain de sa nomination à la *Haute Autorité :* « Cet ancien "hussard", qui eut son heure de gloire dans les cafés littéraires et les bistrots plus anonymes de Saint-Germain-des-Prés, a, depuis, découvert avec émerveillement les lambris des palais et les voluptés des coulisses du pouvoir. Guimard, ami de longue date de Mitterrand, vit sa fidélité récompensée par un poste de conseiller à l'Élysée pour les affaires culturelles et la mer — il est vrai qu'il est un excellent navigateur — avant de mettre sac à terre à la Haute Autorité. »

Les trois membres de la *Haute Autorité* choisis par le président Alain Poher sont, eux, des spécialistes de la radio :

Bernard Gaudrey-Réty était déjà ingénieur du son de la Radio-diffusion française en 1942-1944 ; depuis la Libération, il est réalisateur d'émissions de radio et de télévision ; de 1966 à 1982, il était, en outre, directeur technique des studios de la *Compagnie C.B.S. disques ;*

Le prince Gabriel de Broglie, maître des requêtes au Conseil d'État, est très lié au groupe démocrate-chrétien ; il fut le collaborateur des ministres Jean-Marcel Jeanneney, Maurice Schumann, Couve de Murville, Edmond Michelet, et il présida le conseil de surveillance de *Vidéo programmes de France,* dirigea *Radio-France,* appartint au *Haut Conseil de l'audiovisuel* et présida l'*Institut national de l'audiovisuel ;* il dut abandonner ce dernier poste en 1981 ;

Jean Autin, inspecteur général des Finances, fut le collaborateur de plusieurs ministres modérés ou démocrates-chrétiens (Louis Jacquinot, Robert Buron, Pierre-Henri Teitgen) ; ancien président du comité financier de l'*O.R.T.F.* en 1972-1974, il présida *Télédiffusion de France* en 1975-1980 et administra le Théâtre national de l'Opéra ; il préside aujourd'hui l'*Union européenne de radiodiffusion* et l'École normale de musique.

Nommés par Louis Mermaz, président socialiste de l'Assemblée nationale, les trois derniers « sages » de l'audiovisuel sont des hommes de gauche affirmés :

Stéphane Hessel, dont le vrai nom serait Frédéric Gaspard Grund, originaire de Berlin, venu en France avec ses parents juifs fuyant l'Allemagne

hitlérienne et naturalisé français l'année suivante (4), engagé dans les *F.F.L.* (aviation) à Londres en 1941, expédié en mission sur le territoire occupé, arrêté en juillet 1944, déporté en Allemagne et libéré en 1945, fut affecté à divers services officiels, puis aux Affaires étrangères et à l'O.N.U., où il fut le chef de cabinet du secrétaire général adjoint ; entré dans la presse après 1950, il fut également le collaborateur du président Mendès-France en 1954-1955 et le co-fondateur du *Club Jean-Moulin ;*

Daniel Karlin, qui, bien que communiste avoué, avait trouvé des fonds, au temps de Giscard d'Estaing, auprès de *T.F.1.* pour tourner des bandes nettement communisantes, est aussi un réalisateur de télévision (5) ;

Enfin, Marc Paillet, entré dans la presse à vingt-sept ans, rédacteur à *Combat* — où il signait René Dany — et rédacteur en chef à l'*A.F.P.*, membre influent du *Grand Orient de France* et du *P.S.*, qui dirigea les services de propagande électorale de François Mitterrand lors de la campagne présidentielle de 1965 et appartint au bureau de la *Fédération de la gauche démocrate et socialiste* (de Mitterrand) en 1965-1968 ; au moment de sa nomination à la *Haute Autorité,* il était chef du service économique et financier de l'*A.F.P.* et, à l'occasion, l'organisateur de convents extraordinaires du *Grand Orient de France.*

L'appareil est en place : il pourra fonctionner à la satisfaction du Système. A quelques anicroches près et malgré certaines oppositions...

---

(4) Pierre de Villemarest, dans sa *Lettre d'information,* qui fourmille de renseignements inédits sur les éléments communistes, écrivait le 24 août 1982 que Grund dit Hessel, arrivé en octobre 1936 chez nous, fut naturalisé douze mois plus tard, mais que la naturalisation fut refusée à sa mère. Les détails donnés sur la carrière de Stéphane Hessel sont extraits de la *Lettre d'information* de Pierre de Villemarest.

(5) Ayant adhéré au *P.C.F.* au cours des années 50, écrit Pierre de Villemarest, il est resté fidèle à Moscou, « aucun des drames de l'Est, Budapest ou autres, ni l'antisémitisme soviétique ne l'ont fait renier son attachement à la révolution en marche ». *(op. cit.)*

CHAPITRE XXV

DERRIÈRE LES GRANDS PRINCIPES, DE TRÈS GRANDS INTÉRÊTS

Le nouveau Pouvoir socialiste avait donc créé la *Haute Autorité de la Communication audiovisuelle* pour bien montrer que la gauche, qui l'avait si souvent promis au cours de ses vingt-trois ans d'opposition, entendait séparer nettement l'exécutif de l'information.

Mais les astucieux législateurs, obéissant aux instructions venues d'en haut, firent en sorte que la *Haute Autorité*, instance administrative et non juridiction — comme devait le souligner le *Canard enchaîné* — sente bien qu'elle ne devait pas franchir certaines limites. La loi indique, en effet, que :

« Les crédits nécessaires à la Haute Autorité pour l'accomplissement de sa mission sont inscrits au budget des services du Premier ministre. »

C'est clair :

— Chers petits amis de la Haute Autorité, vous dépendez de nous : si vous ne marchez pas droit, on vous coupe les vivres et vous ne pourrez plus fonctionner (1).

De plus, les neuf « sages » sont nommés, les uns pour trois ans, les autres pour six ou neuf ans ; s'ils désirent conserver leur fromage, ils ont intérêt à ne pas faire trop de vagues.

Aussi usent-ils avec prudence des pouvoirs qui leur ont été conférés. On l'a bien vu lorsqu'il eurent à désigner les « patrons » des sociétés nationales de la radiodiffusion.

C'est le 20 septembre 1981 que la *Haute Autorité* procéda à l'intronisation des P.-D.G. des cinq grandes entreprises officielles. La cérémonie se déroula dans la grande salle de la maison de la Radio. Devant le grand orgue, Michèle Cotta, accompagnée des autres membres de cette instance — à l'exception de Daniel Karlin, curieusement absent — présenta chacun d'eux :

Michel May pour *T.F.1*, Pierre Desgraupes pour *Antenne 2*, André Holleaux pour *F.R.3*, Bertrand Labrusse pour *S.F.P.* et Jean-Noël Jeanneney pour *Radio-France*.

Je résume la biographie des nouveaux présidents :

Marcel Salomon dit Michel May, conseiller maître à la Cour des comptes, fut à sa sortie de l'*E.N.A.* chargé de mission du socialiste Guy Mollet, président du Conseil (1956-1957), puis ministre d'État (1958-1959), avant de

(1) Le traitement des neuf membres, aligné sur le traitement le plus élevé dans la fonction publique — celui d'un consieller d'État, par exemple — dépasse largement les 30 000 francs par mois.

rejoindre le ministère des Finances où il avait commencé sa carrière. Par la suite, il fut directeur général-adjoint de l'*O.R.T.F.*, secrétaire général de *Télédiffusion de France* et président du *Groupe informatique pour la radio et la télévision (Giratev)*, administrateur de la *SOFIRAD* et de *R.M.C.* Après la victoire de la gauche en 1981, il dirigea l'administration et la fonction publique au Secrétariat général du gouvernement et fut chargé, en octobre 1981, de présider la commission relative aux conditions d'octroi du soutien financier de l'État aux industries techniques et cinématographiques. Sa présence à la tête de *TF1* cessa brusquement en 1983.

Avec Pierre Desgraupes, c'est aussi un partisan de la gauche que la *Haute Autorité* désignait pour *Antenne 2*. Mais ce n'est pas un haut fonctionnaire : depuis 1944, il est un journaliste et un homme de radio. D'abord chargé du service de presse du ministère des Anciens combattants, il devint en 1947 rédacteur en chef du *Journal parlé* de la T.V. et il le resta pendant dix ans. Collaborant intimement avec Pierre Dumayet et Pierre Lazareff — « les trois Pierre », comme on les appelait — il produisit plusieurs émissions, notamment *« En votre âme et conscience »* et *« Cinq colonnes à la une »*, non exemptes de parti pris, mais de grande valeur. Ses interviews et ses reportages étaient des modèles du genre. Attaché à la rédaction et à la direction de *Paris-Presse-L'Intransigeant* (1960-1962), puis de *France-Soir* (1963-1968), il devint directeur de l'information pour la première chaîne de télévision (1969) ; mais il ne demanda pas le renouvellement de sa charge lorsque l'ancien député socialiste Arthur Conte, rallié au gaullisme, fut nommé P.-D.G. de l'*O.R.T.F.* (1972). Sa « traversée du désert », qui le tint éloigné de la télévision, dura jusqu'à l'avènement de François Mitterrand à l'Élysée. Avant d'être nommé P.-D.G. d'*Antenne 2*, il occupa ses loisirs en écrivant des éditoriaux pour ses amis du *Point*. Il est, également, directeur général de la Sté *Editel-Edimav*. Son esprit d'indépendance — son mauvais caractère, disent ceux qui n'aiment pas cet homme compétent et volontaire — aurait pu lui faire perdre la direction d'*Antenne 2* où le nouveau pouvoir l'avait nommé en juillet 1981 ; il n'en est rien, la *Haute Autorité* l'ayant maintenu à la tête de la 2e chaîne. (Mais pour combien de temps ?) (2).

André Holleaux, lui, n'était ni journaliste, ni de gauche, lorsqu'il fut désigné à la présidence de *F.R.3*. Il a fait toute sa carrière au Conseil d'État ou dans les cabinets ministériels. Conseiller d'État depuis 1971, il fut tour à tour le collaborateur et l'ami des ministres Robert Lecourt, Jules Ramarony, André Bettencourt, Robert Buron, Edmond Michelet, André Malraux avant de prendre la direction du *Centre national de la Cinématographie française* (1965-1969), de faire partie du Conseil d'administration de l'*O.R.T.F.* (1965-1970) et de présider le Conseil administratif supérieur de la ville de Paris (1971-1977). En même temps qu'il devenait le P.-D.G. de la 3e chaîne, il prenait la présidence de la commission consultative des radios locales privées.

Bertrand Labrusse, qui a été reconduit à la présidence de la *S.F.P.* où il avait été nommé au lendemain de la victoire de la gauche en juin 1981, est un énarque, conseiller référendaire à la Cour des comptes. Il fut le collaborateur du ministre Couve de Murville (1966-1969) et P.-D.G. de la *Société française de production et de création audiovisuelles* (1978-1979) — la fameuse

(2) En octobre 1984 — ce livre étant en fabrication — Pierre Desgraupes a été évincé de la présidence d'*Antenne 2* (bien qu'il eut huit ans de moins que Gaston Defferre, toujours ministre !) et remplacé par J.-Cl. Héberlé, plus jeune et surtout plus souple (ajouté sous presse).

S.F.P. — dont il resta membre du Conseil d'administration jusqu'à sa nouvelle nomination en 1981, confirmée en 1982 par la *Haute Autorité* (3).

Contrairement aux précédents, Jean-Noël Jeanneney est l'héritier d'une lignée d'hommes politiques. Le grand-père, Jules Jeanneney, leader parlementaire du radicalisme au Sénat sous la Troisième République, présida l'Assemblée nationale réunie à Vichy le 10 juillet 1940 pour se prononcer sur la délégation des pouvoirs constituants au maréchal Pétain :

« J'atteste à Monsieur le Maréchal Pétain, déclara-t-il en cette circonstance, notre vénération et la pleine reconnaissance qui lui est due pour un don nouveau de sa personne. Il sait nos sentiments envers lui, qui sont de longue date (4)... » Nombre de parlementaires indécis se déterminèrent après avoir entendu ces paroles confiantes : on leur en tint rigueur à la Libération, mais Jules Jeanneney, lui, fut nommé ministre d'État dans le gouvernement provisoire constitué par le général De Gaulle en septembre 1944.

Le père du P.-D.G. de *Radio-France*, Jean-Michel Jeanneney, professeur de droit, fut le directeur de cabinet du ministre d'État en 1944-1945, ce qui détermina, semble-t-il, sa ligne de conduite politique : il entra dans le gaullisme comme Jules Jeanneney était entré dans le radicalisme, et put ainsi devenir ministre, à son tour, lorsque le Général revint au pouvoir en 1958 : il appartint tour à tour aux gouvernements Debré et Pompidou et fut chargé de liquider, en Algérie même, les séquelles de la guerre, en qualité d'ambassadeur à Alger en 1962-1963. Député gaulliste de l'Isère et ministre d'État (1968-1969), il sut, comme son père, l'ancien président du Sénat, faire un adroit rétablissement lorsque le socialiste Mitterrand prit le pouvoir en 1981 : celui-ci, satisfait de son ralliement, lui confia personnellement la tâche de préparer, en son nom, le sommet d'Ottawa. A quelque temps de là, Jean-Marcel Jeanneney était porté à la présidence de l'*Observatoire français des conjonctures économiques*.

Né pendant l'occupation à Grenoble, où son père enseignait le droit, Jean-Noël Jeanneney se destinait à l'enseignement. Il fut professeur d'histoire contemporaine à Paris X Nanterre, maître de conférences des universités, professeur à l'Institut d'études politiques — toujours spécialisé dans l'histoire du XXe siècle. Habile manœuvrier, il sut à la fois jouer les historiens de gauche et défendre avec application le « Gros Argent ». En témoignent ses livres sur « *François de Wendel* » et « *L'Argent caché* », deux livres qui ont grandement facilité son ascension sous le proconsulat Giscard d'Estaing, pendant lequel il fut nommé conseiller de programme à l'*Institut national de l'audiovisuel*, et confirmé dans ses fonctions de membre du *Haut conseil de l'audiovisuel*. Son panégyrique de Léon Blum, à la télévision en 1973, lui valut alors de solides amitiés au *P.S.* et, sous le proconsulat Mitterrand, la bienveillance du Pouvoir socialiste : d'où sa nomination à la présidence de *Radio-France* (1983) et au Conseil d'administration de *Télédiffusion de France* et de l'*Agence France-*

(3) La *S.F.P.* est le fournisseur, le fabricant de programmes de télévision. Or, la T.V., comme disait le président Pompidou, c'est « l'arme absolue ». Redevenue société nationale en 1982, la *S.F.P.* est le premier complexe audiovisuel d'Europe : dans ses douze studios (dont celui des Buttes Chaumont) et ses quatorze unités de vidéo mobile (pour les reportages principalement), elle produit bon an mal an 2 000 heures d'images télévision et de longs métrages. Elle est le dépositaire de tout le matériel nécessaire, de la redingote de Napoléon jusqu'à la casquette de Gavroche, en passant par le mouchoir de la Dame aux camélias et les bottines de la femme de chambre chère à Octave Mirbeau.

(4) *Journal officiel*, 10 juillet 1940.

Presse (1982). Son premier soin, à *Radio-France*, fut de prendre comme conseiller le journaliste socialiste Alain Manévy et de le charger de veiller à la bonne tenue politique de la rédaction de la chaîne, en accord avec le journaliste communiste Cardoze.

•

Nous venons d'examiner le secteur dépendant directement de l'État. Épluchons maintenant les groupes qui dominent les stations périphériques.

Ils sont, en principe, indépendants de l'État. Mais par le jeu des sociétés, nous verrons que tous n'échappent pas au contrôle du gouvernement.

A commencer par *Radio Monte-Carlo, Sud-Radio* et *Europe 1*. Le premier est à 99 % la propriété de la *Sofirad*; la deuxième l'est à 83 % ; quant au troisième, la *Sofirad* détient 35 % de son capital et bénéficie de 45 % des votes à l'assemblée générale.

Dans la pratique, nous verrons que les représentants du gouvernement et ceux du Grand Capital font, comme partout ailleurs, très bon ménage, ce qui justifie grandement les appréhensions des citoyens lucides.

Cela m'amène à étudier, en premier, la *Sofirad*, dont le capital social est détenu à 99 % — très exactement 99,99 % — par l'État.

Née en 1942 sous le nom de *Sofira*, elle avait pour objectif principal de permettre à l'État français de posséder 50 % du capital de *Radio Monte-Carlo* qui, à ce moment-là, était en partie propriété allemande. « L'attention que le pouvoir lui porte a dépassé le niveau de celle qu'il prête à n'importe quelle société d'État. Les P.-D.G. de la *Sofirad* sont, en principe, des hommes de confiance. Le P.-D.G. actuel, Bernard Miyet, vient du cabinet de G. Fillioud. Son prédécesseur, Michel Caste, s'était signalé dans des rapprochements utiles au candidat Mitterrand. Auparavant, Denis Baudouin cumulait les fonctions de P.-D.G. de la *Sofirad* et de délégué général à l'information, après avoir été conseiller technique à la présidence de la République. On sait les liens qui unissaient Pierre Lefranc, P.-D.G. de la *Sofirad* de 1965 à 1973, au général De Gaulle. François Coulet, nommé en 1962, avait été, lui aussi, auparavant, un proche collaborateur du Général (5). »

Le rôle de la *Sofirad* consiste, principalement, à gérer les participations que l'État détient dans les postes périphériques. Mais, au cours des années, l'aire d'influence s'est étendue.

Outre les trois stations périphériques indiquées plus haut, la *Sofirad* contrôle, totalement ou en partie seulement :

La *Somera* — filiale à 55 % de *Radio Monte-Carlo* — qui est chargée d'une station de radio émettant de Chypre à destination du Proche-Orient ;

Télé Liban, par l'intermédiaire de la *Cie libanaise de télévision*, dont 34 % du capital est propriété de *Sofirad* ;

Sofrea, qui détient 40 % du capital de la *Sté Africa n° 1*, gérante de la station de Moyabi (Gabon) ;

Téléfrance internationale, filiale commune de *Radio Monte-Carlo* et de *Sud-Radio*, qui diffuse des programmes français sur les réseaux câblés des États-Unis ;

---

(5) *Presse Actualité, op. cit.*

Sobrascom, où *Sofirad* détient 40 % du capital, qui participe à des émissions de la deuxième chaîne de télévision brésilienne ;

Radio Caraïbes internationale (avec *Europe 1*), qui émet à partir de Sainte-Lucie et de la Dominique et dont les émissions couvrent la Martinique et la Guadeloupe ;

Technisonor (avec *Radio Monte-Carlo*), producteur de téléfilms ;

L'*Édition musicale* (avec *Radio Monte-Carlo, Technisonor* et les disques *A* de *Filipacchi — Europe 1*) ;

L'*Édition vidéo* et *Vidéo Duplication Maintenance* qui éditent le magazine *Vidéo Maman* ;

La *C.I.R.T.* (avec *Hachette, Thomson* et *Fininval*) qui détient 51 % de *Radio Maroc*.

Europe 1 doit naturellement compter avec le gouvernement, puisque, nous l'avons vu, plus du tiers de son capital est propriété de l'État français. Mais près des deux tiers sont détenus par des groupes puissants qui ne se laissent pas manœuvrer — d'autant qu'ils ont l'expérience des combinaisons financières et de la manipulation des hommes.

Poste radiophonique privé créé en 1955 et installé en Sarre, d'où il couvre une grande partie du territoire français, il a été fondé par Haïm Michelsohn, dit Charles Michelson, un flibustier de la finance, dont les mésaventures judiciaires ont défrayé la chronique en 1955-1956.

Europe 1 Communication a pour président délégué, Pierre Barret, un ancien publicitaire lancé dans la radiotélévision après son passage chez Jean-Jacques Servan-Schreiber. Il fut chef de publicité, puis directeur général de l'agence *R.-L. Dupuy*, vice-président de *Dupuy Compton*, gérant de *Dupuy-Wunderman*, et, pendant deux ans, directeur général d'*Express Union*. En quittant le groupe de l'*Express*, il devint directeur général de *Croisières et Tourisme* et de *Moto-Journal*. Ce n'est que onze ans plus tard, en 1982, qu'il fut désigné pour remplacer Jean-Luc Lagardère, de *Matra*, qui avait lui-même remplacé Sylvain Floirat, alors principal actionnaire d'*Europe 1*.

Pierre Barret est, en même temps, P.-D.G. de *Radio Monte-Carlo*, de la *Sté Numéro 1* (holding de presse), de *Top Télé* et de la *Financière Numéro 1* (holding financier), vice-président de la *C.E.R.T.* (émetteur radio en R.F.A.), membre du Comité de gérance de *Régie N° 1* (entreprise de publicité de radio où *Europe 1* est associé avec Bleustein-Blanchet). Il est, en outre, administrateur des *Disques AZ*, de *Top n° 1*, de la *Publicité Liote*, de la *Banque Vernes et commerciale de Paris* et des *Éditions Taillandier* (6).

Michel Caste, nommé par le Pouvoir socialiste P.-D.G. de la *Sofirad* en reconnaissance des services rendus au candidat Mitterrand, a été remplacé au poste d'administrateur délégué d'*Europe 1* en 1983 (7) par Bernard Miyet, un énarque plusieurs années durant secrétaire des Affaires étrangères (affecté à l'O.N.U.), que Georges Fillioud, devenu ministre de la Communication, nomma directeur de son cabinet dès son entrée au gouvernement Mauroy.

C'est Jacques Abergel, fils d'un homme d'affaires réputé dans la communauté israélite de Mazagan, au Maroc, qui a la haute main sur l'administra-

---

(6) *Taillandier* a été mis en liquidation en 1984.

(7) Ancien rédacteur à *Combat*, au *Figaro* et au *Monde*, Michel Caste est conseiller en marketing et en publicité. Il était conseiller artistique à la direction de la télévision française lorsqu'il fut nommé, en 1983, P.-D.G. de la *Sofirad*, vice-président de *Radio Monte-Carlo*, administrateur délégué d'*Europe 1* et administrateur de diverses sociétés du groupe. Le Pouvoir le rendit responsable de mauvaises affaires et le révoqua.

tion en qualité de directeur général. Jacques Abergel fut chargé de diverses missions financières par le gouvernement chérifien avant d'opter pour *Régie n° 1*, dont il devint successivement secrétaire général et directeur général. Il est présentement P.-D.G. de l'*Affichage Giraudy*, de *Top n° 1* et administrateur de diverses sociétés, dont : *Numéro 1, C.E.R.T., Top Télé, Le Nouvel Économiste* et *Société financière numéro 1* (holding de contrôle du groupe *Giraudy*).

Lors du grand chambardement de décembre 1981, Xavier Gouyou-Beauchamp, l'ex-époux de la speakerine Annick Beauchamp, Victor Chapot, éminence grise de Giscard d'Estaing, Sylvain Chevanne, Louis Delamare, Jacques Delmas, Simone Wayaffé, ex-Mme Roger Créange (fille de Sylvain Floirat), et Henri de France ont été évincés du Conseil d'administration, qui se compose actuellement de :

Raymond Abecassis, d'une famille algéroise bien connue, P.-D.G. de la *Sté Multi-Media-Beaujon* (qui contrôle en partie *Hachette*), de la *Sté Haussmann Gestion* et de la *Librairie Aristide Quillet* ; Jérôme Clément, collaborateur du Premier ministre Mauroy, administrateur de *Radio Monte-Carlo*, de *Sofirad* et de *Sofratev* ; Jean-Claude Dumoulin, administrateur de nombreuses sociétés, dont *C.E.R.T., Sofirad, Radio Monte-Carlo, Radio des Vallées, Sud-Radio Services, Technisonor, France Media international* et *Africa n° 1* ; et Robert Marchisio, président délégué des *Actualités mondiales* ; René Massing, qui représente les intérêts *Dassault* (8), administrateur de *Paris-France, Jours de France, Overseas Venture Capital* et *Transatlantic Venture Capital*, deux sociétés Dassault siégeant dans le paradis fiscal des Bermudes, ainsi que de : *C.E.R.T., Top n° 1, Télé Monte-Carlo* et *Financière Numéro 1*.

Naturellement, le président d'honneur, Sylvain Floirat, toujours actif et toujours puissant, siège au Conseil d'administration d'*Europe 1 communication* dont il détient encore une forte participation.

Les résultats de l'exercice 1982-1983 ayant été jugés insuffisants, sur proposition du Conseil d'administration l'assemblée générale a décidé, le 30 mars 1984, de ne pas distribuer de dividende. La baisse d'écoute enregistrée par *Europe 1* en est-elle la cause ? Détail curieux, cela coïncide avec la suppression de l'émission d'Yvan Levaï. L'absence totale d'objectivité du journaliste rebutait, il est vrai, beaucoup d'auditeurs. En lui confiant la direction de la rédaction de la station, est-ce une solution ?

•

L'autre grand groupe radio-T.V., la *Compagnie Luxembourgeoise de Télédiffusion (C.L.T.)*, qui possède *R.T.L.*, date de 1931 : elle s'appelait à l'origine la *Compagnie Luxembourgeoise de radiodiffusion* et a été rebaptisée en 1954. C'est le n° 1 de la communication en Europe : elle exerce, en effet, ses activités non seulement au Luxembourg et en France, mais en Belgique, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Italie.

Outre ses propres productions dans le secteur audiovisuel, avec *R.T.L.-Productions* (studios à Luxembourg et à Boulogne-Billancourt), la *C.L.T.* contrôle à 50 % *Télé-Union*, producteur notamment de *« La chasse au trésor »*, et *Hamster Production* (films de long métrage et séries télévisées, comme *« La*

(8) Le groupe *Dassault* a pris une participation de 20 % dans le capital d'*Europe 1* en 1982.

dernière séance » qui passe sur *F.R.3*). Elle possède des participations importantes dans *Consolidated Productions* (28 %), dans *Vidéo International*, dans *Gaumont*.

Elle s'intéresse aussi au secteur presse, notamment dans : la société éditrice de *Télé-Star*, qu'elle contrôle entièrement, *Actuel*, dont elle possède 16 % des actions, le quotidien *Le Bien Public*, de Dijon, avec 42 % du capital, et la *Compagnie européenne de publication (C.E.P.)* — société éditrice de *l'Usine nouvelle* et du *Moniteur* — où elle a une participation de 8,5 %.

Le capital de la *C.L.T.* est détenu par *Audiofina* (directement : 30 %, par sa filiale *Fratel* : 25 %), *Schlumberger* (12 %), *Paribas* (10 %), *Hachette* (8 %), la *Compagnie financière* du baron Edmond de Rothschild (5 %) et divers actionnaires (10 %).

On retrouve le groupe Edmond de Rothschild (4 %) dans *Audiofina*, avec la *Banque Bruxelles-Lambert* (38,01 %), *Electrofina* (filiale commune de *Bruxelles-Lambert* et la *Société Générale de Belgique* : (15 %), l'*Agence Havas* (15,98 %), *Information et Publicité*, filiale d'*Havas* (14 %), la *Banque internationale de Luxembourg* (2 %) et des milliers de petits porteurs (11 %).

La puissance du groupe luxembourgeois et le succès de *R.T.L.* ont naturellement excité les convoitises. D'où une rude bataille de requins autour de la station en 1966 : c'est Jean Prouvost qui l'emporta alors, associé à *Hachette* et à *Béghin*. Nouvel administrateur délégué, le premier soin de Jean Prouvost fut de rebaptiser le vieux *Radio-Luxembourg* et de le placer sous la direction de Jean Farran, un de ses collaborateurs. Directeur de *Paris-Match*, cet excellent animateur de presse rajeunit la maison et engagea des journalistes connaissant leur métier.

Mais Farran, gaulliste et ami de Jacques Chirac, dut partir en 1978 sous la pression de l'Élysée. Son adjoint Raymond Castans le remplaça.

Entre temps, Prouvost avait démissionné et Christian Chavanon, ancien P.-D.G. d'*Havas*, lui avait succédé. Ce départ en 1978 fut le prétexte d'une crise qui opposa le gouvernement luxembourgeois à l'Élysée. Comme les deux états ont droit de véto, le différend fut long à régler. Giscard d'Estaing pensait à son ami Philippe Grumbach comme successeur de Chavanon. Mais, tout juif qu'il est, ce journaliste déplaît à son coreligionnaire Edmond de Rothschild, qui est administrateur de la *Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion* et a une grande influence sur ses collègues. Si bien qu'à Philippe Grumbach fut préféré Jacques Rigaud, un centriste — comme le baron de Rothschild — ancien directeur de cabinet de Jacques Duhamel et de Jean François-Poncet.

La défaite de Giscard d'Estaing en 1981 mit le nouvel administrateur-délégué dans ses petits souliers. Finalement, Jacques Rigaud, diplomate, s'est bien fait accepter par le nouveau gouvernement.

Pour *R.T.L.* aussi, un *modus vivendi* a été trouvé entre le Pouvoir socialiste et le *« Gros Argent »*.

Comme partout ailleurs (9)...

---

(9) Par exemple, à *Canal Plus*, la 4e chaîne payante, dont André Rousselet est le « patron » qui a pour principaux actionnaires *Havas*, *l'Oréal*, la *Cie générale des eaux*, la *Société générale*, la *Garantie mutuelle des fonctionnaires*, le *Consortium des valeurs immobilières*, *Nice-Matin*, *Ouest-France* et diverses autres sociétés.

Organigramme du groupe *Eurocom*, filiale du groupe *Havas* (d'après le rapport à l'assemblée générale de 1984)

CHAPITRE XXVI

LES MASTODONTES DE LA PUBLICITÉ* : L'AGENCE HAVAS

Qui dit *media* dit publicité. Les uns et l'autre sont intimement liés. La presse, la radio et, maintenant, la télévision ne pourraient vivre sans la mane publicitaire. Il s'ensuit que la publicité, devenue indispensable, exerce une influence considérable sur les *media*.

Ceux qui passent des ordres de publicité peuvent éventuellement peser sur la rédaction d'un journal. Quel quotidien, par exemple, aurait le courage — et l'imprudence — de mécontenter un gros client de publicité, à plus forte raison une grande agence qui lui apporte, régulièrement, ces précieux millions sans lesquels il ne pourrait équilibrer son budget ?

Les journaux de province, qui reçoivent de la publicité locale, sont certainement plus indépendants que leurs confrères parisiens qui n'ont que de la publicité de grandes firmes. Il n'empêche que rares sont les quotidiens et les grands hebdomadaires qui échappent totalement à l'emprise des grandes agences de publicité.

L'*Agence Havas* date de la première moitié du XIXe siècle. Elle fut créée en 1835 par Charles Havas, un Rouennais issu d'une famille d'origine marrane portugaise réfugiée en France au XVIIIe siècle.

Charles Havas avait fondé, trois années auparavant rue Jean-Jacques Rousseau, en face de l'Hôtel des Postes, un bureau de traductions. Ce bureau fournissait aux journaux, aux ambassades et aux ministères, la traduction des journaux anglais, allemands, espagnols, italiens, etc. Charles Havas le transforma en véritable agence d'information en 1840, lorsqu'il eut établi un service régulier de dépêches par pigeons voyageurs entre Paris, Bruxelles et Londres. Balzac, qui avait parfaitement compris l'importance et le mécanisme du bureau Havas, nous en fait la description dans sa *Revue parisienne* :

« Il existe à Paris, rue Jean-Jacques Rousseau, un bureau dirigé par M. Havas, ex-banquier, ex-copropriétaire de la *Gazette de France*, ex-coassocié d'une entreprise pour l'exploitation des licences accordées par Napoléon à l'époque du blocus continental. M. Havas a vu beaucoup de gouvernements ; il vénère le fait et professe peu d'admiration pour les principes ; aussi a-t-il servi toutes les administrations avec une égale fidélité. Si les personnes changent, il sait que l'esprit ne change jamais, et que la direction à donner à l'esprit public est toujours la même. M. Havas a une agence que personne n'a intérêt à divulguer, ni les ministères, ni les journaux d'opposition. Voici pourquoi M. Havas a des correspondances dans le

monde entier ; il reçoit tous les journaux de tous les pays du globe, *lui le premier.* Aussi est-il logé rue Jean-Jacques Rousseau, en face de l'Hôtel des Postes, pour ne pas perdre une minute. Tous les journaux de Paris ont renoncé, pour des motifs d'économie, à faire, pour leur compte, les dépenses auxquelles M. Havas se livre d'autant plus en grand qu'il a maintenant un monopole, et tous les journaux, dispensés de traduire comme autrefois les journaux étrangers et d'entretenir des agents, subventionnent M. Havas par une somme mensuelle pour recevoir de lui, à heure fixe, les nouvelles de l'étranger. A leur insu, ou de science certaine, les journaux n'ont que ce que le Premier ministre leur laisse publier... S'il y a vingt journaux et que la moyenne de leur abonnement avec M. Havas soit de 200 francs, M. Havas reçoit d'eux 4 000 francs par mois. Il en reçoit 6 000 du ministère... Comprenez-vous maintenant la pauvre uniformité des nouvelles étrangères dans tous les journaux ? Chacun peint en blanc, en vert, en rouge ou en bleu la nouvelle que lui envoie M. Havas, le maître Jacques de la Presse. Sur ce point, il n'y a qu'un journal, fait par lui, et à la source duquel puisent tous les journaux... »

Malgré ses deux cents abonnés, malgré l'habileté de son adjoint Israël-Josaphat Beer, futur fondateur de l'*Agence Reuter* sous le nom de Julius Reuter, malgré l'appui du ministère, ce « maître Jacques de la Presse » n'aurait pas réussi à consolider et à développer son affaire sans l'adoption du télégraphe électrique qu'on venait d'inventer et qu'il utilisa pour la transmission des dépêches que ses correspondants envoyaient des quatre coins de l'Europe.

Dès lors, l'*Agence Havas* connut un essor prodigieux. En 1852, elle absorba le *Bulletin de Paris*, qui fournissait aux journaux des départements et de l'étranger des informations gratuites contre l'insertion, également gratuite, de placards de publicité, et elle lui substitua une *Correspondance générale Havas.* En 1865, elle installa place de la Bourse à Paris un organisme qui draina vers elle tous les contrats de publicité destinés à la presse. En 1879, elle se transforma en société anonyme avec l'appui financier du baron d'Erlanger. En 1914-19, elle mit pratiquement en tutelle les *Cinq Grands* dont elle afferma la publicité. Enfin, de 1919 à 1939, elle prit des intérêts dans la plupart des autres agences de publicité qui, sous des noms divers, furent en fait ses filiales.

Pendant l'Occupation, l'agence de presse proprement dite devint un organisme officiel : plus exactement, l'*Agence Havas Information* fut remplacée par l'*Office Français d'Information O.F.I.*, dont le siège était à Vichy, à l'Hôtel de la Paix, et qui avait, 13, place de la Bourse (bureau de l'agence de presse jusqu'en 1940), des bureaux communs avec l'*Agence Française d'Information de Presse (A.F.I.P.)*, créée au début de l'Occupation en liaison avec l'agence allemande D.N.B.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme *Agence Havas*, tenue le 29 mars 1941, avait autorisé la cession à l'État français, pour la somme de 25 millions de francs, de la branche *Information*, et pris l'engagement de lui céder une participation dans la branche *Publicité* « avec rétrocession partielle à un groupe allemand » ; elle avait également donné son accord pour que fussent cédés à une société germanique 51 % des actions de ses filiales : la *Société Européenne de Publicité*, l'*Agence Havas Belge* et la *Havas Limited.* Le capital social, qui était alors de 105 millions, fut réduit à 52 500 000 francs. Le mois suivant, une nouvelle

assemblée générale extraordinaire, réunie le 19 avril 1941, procédait à une augmentation de capital entièrement souscrite par l'État français qui, en versant 54 750 000 francs, devenait majoritaire.

A la Libération, l'ex-*Agence Havas (Information)* devenue l'*O.F.I.*, fut transformée en *Agence France Presse*. Le démantèlement de l'agence et son amputation de la branche information devaient éviter qu'*Havas* soit, comme avant-guerre, distributrice de nouvelles et de publicité. Peu à peu, au cours des années 1945-1984, par ses participations dans les *media*, *Havas* est à nouveau présent dans les domaines de la presse, mais aussi dans celui de la radio, de la télévision, du cinéma, et a reconstitué les structures détruites jadis, avec les dangers que cela comporte, ainsi que nous allons le voir.

Au cours des augmentations de capital successives, l'État ou des organismes officiels ont grossi leur participation dans l'*Agence Havas*. Par exemple la *Caisse de Dépôts et Consignations* souscrivit à 475 283 actions en 1948, à 21 577 actions en 1949, et le ministère des Finances, cette même année, s'incrivit pour 146 043 actions et en 1951 pour 40 541 actions.

La participation actuelle de l'État atteint 79 % — dont plus de 28 % indirectement par des investisseurs institutionnels : *Caisse des dépôts et consignations, U.A.P., A.G.F., Société Générale, B.N.P...*

•

Dans l'entre-deux-guerres, nous l'avons vu, *l'Agence Havas* distribuait, à la fois, les informations et la publicité, et contrôlait la quasi-totalité de la presse, aussi bien celle de droite que celle de gauche. Comme ses dirigeants étaient plutôt des modérés — on dirait aujourd'hui : des libéraux de droite — seuls s'en plaignaient quelques écrivains de gauche et, naturellement, les journaux indépendants restés attachés aux traditions françaises : ici Augustin Hamon, un émule d'Auguste Chirac, qui publiait, à la veille de la guerre, un réquisitoire sans concessions contre la mainmise du Grand Capital sur l'économie nationale (1), ou Roger Mennevée, comptable minutieux des empiètements de la haute banque (2) ; là, des écrivains comme Thierry-Maulnier, qui clouait au pilori les trafiquants de presse toujours prêts à vendre leur plume aux puissances d'argent.

« La grande presse française, écrivait alors le futur académicien, est passée tout entière aux mains de trois ou quatre puissants groupes financiers : ce qui fait que le plus puissant moyen d'information, d'éducation politique et même de culture du peuple français, se trouve consacré tout entier à grossir les bénéfices de quelques hommes d'affaires et à servir les desseins politiques de nations voisines... (3). »

Depuis qu'*Havas* est nationalisé, ce ne sont plus des financiers seuls qui exercent directement ce contrôle sur les journaux, c'est aussi le gouvernement et ce n'est pas mieux. Aux oligarchies financières — qui n'ont pas disparu et qui ont toujours un pied dans la maison — se sont ajoutés les repré-

---

(1) Auguste Hamon, socialiste et franc-maçon, était un des rares écrivains de gauche qui osaient attaquer de front les oligarchies financières. Il est l'auteur d'un ouvrage en trois volumes, *« Les Maîtres de la France »*, paru aux *Éditions Sociales Internationales* en 1936-1938.

(2) Roger Mennevée, de tendances radicales, dirigeait *Les Documents politiques et financiers*, publication spécialisée dans la recherche des liens de la politique et de la finance.

(3) Thierry-Maulnier dirigeait alors *L'Insurgé*, un hebdomadaire virulent, dont Pierre Monnier a conté l'histoire dans *Présent*, le quotidien de la droite traditionnelle, au cours de l'été 1984.

Les autres filiales de l'*Agence Havas*
(d'après le rapport à l'assemblée générale).

sentants du Pouvoir. Hier, sous le proconsulat du général De Gaulle, ces représentants des oligarchies et du Pouvoir étaient souvent les mêmes. Depuis 1981, le gouvernement socialiste a placé à la tête de l'agence un conseiller de François Mitterrand qui est à la fois un socialiste et un homme d'affaires.

Je veux parler d'André Rousselet, que le Conseil des ministres a désigné le 29 juillet 1982 pour occuper le poste de P.-D.G. de l'*Agence Havas*.

Né à Nancy le 1er octobre 1922, André Claude Lucien Rousselet, fils d'un magistrat membre de l'Institut, entra dans l'administration préfectorale au sortir de la faculté de droit et de Sciences-Po. Il fut chef de cabinet des préfets de l'Ariège et de l'Aube, puis sous-préfet de Condom, de Pointe-à-Pitre et d'Issoudun, tout cela en dix ans, de 1944 à 1954. Il fut ensuite le chef de cabinet de François Mitterrand, au temps de Mendès-France, notamment au ministère de l'Intérieur et de la Justice. En 1958, il pantoufla dans le « privé » : chez *S.I.M.C.A.*, où on lui confia un poste aux relations extérieures. C'est là qu'il prit goût aux problèmes de l'automobile en même temps qu'aux affaires. Dès lors, il présida ou administra plusieurs grandes sociétés : en 1960, il devint président de la *Cie parisienne de gestion automobile* ; en 1962, P.-D.G. de la *Société nouvelle des autoplaces*, dont les taxis *G7* sillonnent les rues de la capitale et de sa banlieue ; en 1966, il prit la présidence de la *Copagest (Cie parisienne de gestion automobile de la gare de l'Est)*.

Entré dans le système capitaliste, il n'en poursuivit pas moins une carrière politique à gauche. Membre actif de la *Fédération de la gauche démocrate et socialiste*, dont François Mitterrand était le *leader*, il se présenta en Haute-Garonne en 1967 et fut élu dans la 2e circonscription. Mais il ne revint pas au Palais-Bourbon après les élections de 1968 et il retourna aux affaires qu'il avait quelque peu négligées. Il prit la présidence-direction générale de la société *Copagau* en 1968 et, deux ans plus tard, celle de la *Sté parisienne des locations de véhicules*, sans abandonner le service politique. Il fut notamment le conseiller financier de François Mitterrand, devenu Premier secrétaire du *Parti socialiste* ; c'est lui qui eut la haute main sur les fonds de la propagande électorale du candidat socialiste à l'Élysée (Mitterrand) en 1974. Il eut notamment à gérer quelque 9 millions de francs (900 millions de centimes) dépensés par le comité électoral — les autres fonds réunis par les sections locales pour financer la campagne restant, naturellement, entre les mains de responsables socialistes locaux. Lors des élections législatives de 1978, il conserva ce poste discret auprès de François Mitterrand.

Après la victoire de l'union de la gauche en 1981, ce dernier l'appela à l'Élysée, où il fut son directeur de cabinet. Il s'occupa plus spécialement des dossiers Presse et Audiovisuel, surveillant de près journaux et postes d'émission jusqu'au jour où, sans cesser d'être le conseiller du président de la République, il est devenu le P.-D.G. du groupe *Havas*, puis celui d'*Eurocom* (9 septembre 1982). Il était, entre-temps, entré au Conseil d'administration d'*Europe 1-Images et Son*, qu'il quittera un an plus tard ayant succédé à Yves Cannac et Pierre Nicolay comme administrateur de la *Cie luxembourgeoise de télédiffusion (R.T.L.)*. Il alla siéger aux côtés d'oligarques fameux comme J.-P. de Launoit, le baron Edmond de Rothschild et Jean Riboud. En septembre 1983, il est entré au conseil d'administration de la *Cie générale des Eaux*, dont le P.-D.G. est l'un de ses amis.

C'est sous la présidence d'André Rousselet qu'*Eurocom* absorba, en 1982,

Goulet S.A., trust possédant des participations considérables dans quatre grands secteurs :

— l'immobilier à travers sa filiale la *S.A.I.G.M.A.P.*, qui est propriétaire de 200 magasins ainsi que de nombreux bureaux et appartements qu'elle a fait construire ;

— la distribution, à travers la société *Unimas*, qui exploite un supermarché installé à Paris (XVIe arrondissement) ;

— la restauration, avec la société *Restaurap* spécialisée dans le « fast-food » (restaurants *Chicken Shop*) ;

— le secteur emballage alimentaire « personnalisé » pour boulangeries, pâtisseries, fleuristes, boucheries, etc. qui réalise un profit de 8 millions de francs net à travers ses filiales *Gault et Frémont, Paris-Emballages* et *E.L.V.*

Goulet S.A., qui venait de réaliser au cours de l'exercice précédent (1981) un chiffre d'affaires de 400 millions de francs et un bénéfice de 10 millions, possédait, en plus, une chaîne bricolage appelée *Bricogem*.

Dans cette opération, André Rousselet, comme P.-D.G. de *Havas* et d'*Eurocom*, est devenu, en quelque sorte, l'associé des banquiers *Lambert* de Bruxelles — « les Rothschild du Nord » — puisque ceux-ci possèdent une participation dans la société (4).

•

L'importance prise par *Havas*, depuis quelques années, a quelque chose d'inquiétant. « La gente publicitaire, notait Noël Jacquemart au lendemain de cette absorption, rue dans les brancards. Elle trouve que le gouvernement fait la part trop belle à l'*Agence Havas*, là où sa part dans le capital, un peu plus de 50 % avant les nationalisations de Mitterrand, est maintenant de 70 %.

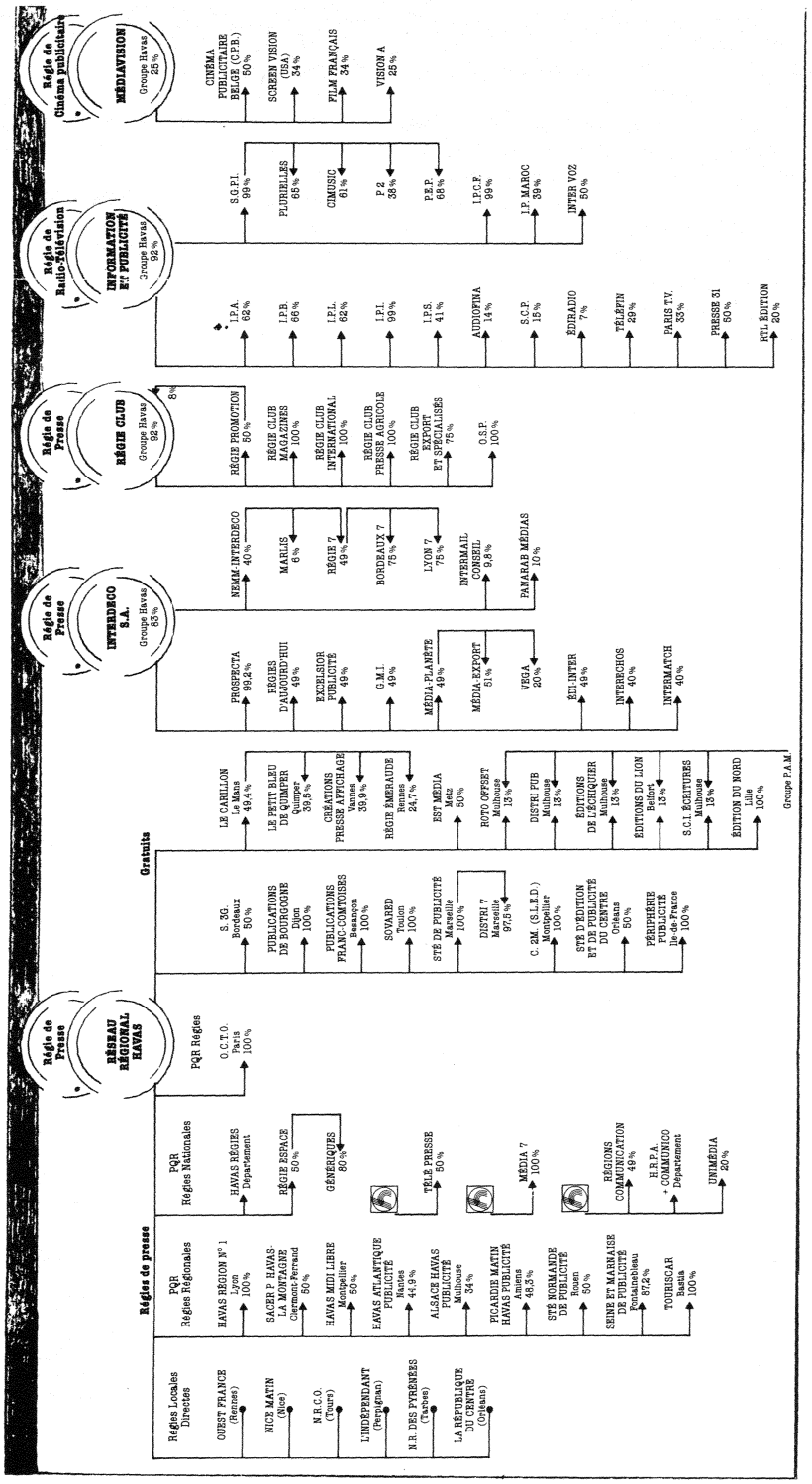
« On se trouve ainsi dans une situation paradoxale. Avant mai 81, on rouspétait si une campagne d'État était confiée à une autre agence qu'*Havas*. "C'est bien la peine, disait-on que l'État la contrôle." Aujourd'hui que l'État utilise sa propre agence pour les campagnes d'État, les gens ne sont pas plus contents.

« Ce qu'on reproche essentiellement à *Havas*, je crois, c'est son importance. Ce n'est plus une agence, c'est un monstre, une anormalité, un léviathan, une affreuse tumeur au flanc d'une profession qui ne serait qu'harmonie hors précisément cette tumeur, ce monstre. Devant elle, les petites s'étiolent, les moyennes pâlissent et les organisations professionnelles, l'*A.A.C.P.* par exemple, sont obligées de mettre les pouces, ce qui n'est pas sain.

« Certes, je me souviens de ce que m'a dit un jour Jacques Douce : "Si *Havas* et *Publicis*, qui à elles deux contrôlent 70 % du marché, n'étaient pas là, la publicité ne serait plus française, elle serait américaine, comme en Alle-

(4) *L'Écho de la Presse et de la Publicité*, le moniteur des journalistes et des publicitaires fondé et dirigé par Noël Jacquemart, l'homme qui connaît le mieux les milieux de la presse et les problèmes de la profession, a donné ces précisions dans son n° du 11 octobre 1982. Il note que depuis la fusion, le capital d'*Eurocom* est ainsi réparti :

Agence Havas	46,5 %
Idéeparticipations	7,9 %
Eurofipar	6,3 %
S.O.C.I.F. (Sté Centrale Immobilière et Financière)	6,2 %
Groupe Bruxelles-Lambert	5,2 %



Les autres ramifications de l'*Agence Havas*
(d'après le rapport 1984)

magne, en Italie, en Espagne. Alors, qu'est-ce qui est préférable ? Un monstre, deux montres, ou vingt agences américaines qui feront la loi sur la publicité et, par voie de conséquence, sur la presse ?" »

C'est vrai, mais il n'empêche que les Français conscients du danger que cette dictature des « gros » fait peser sur les *media* la trouvent insupportable. Tous les Français avertis, et pas seulement les agents de publicité indépendants (5).

Examinons ces deux mastodontes qui contrôlent 70 % du marché français.

Tout d'abord, l'*Agence Havas*.

De l'immeuble d'acier et de verre du 136 de l'avenue Charles-de-Gaulle, à Neuilly-sur-Seine, son siège social, *Havas* domine un vaste empire de la communication. Premier groupe européen de la publicité, il contrôle à 97 % *Avenir Publicité*, la plus grande entreprise française d'affichage, disposant d'un réseau de 85 succursales, qui contrôle à son tour des sociétés de publicité lumineuse *(G.S.S., Affichage et publicité lumineuse A.P.L., Claude Publicité)* et des entreprises d'affichage *(Luchetta Publicité*, de Toulouse, *Route et Ville, A.P.C., G.A.P.-G.I.E, A.T.P.A.*, de Toulon, *Nlle Société d'Affichage N.S.A.*, de Marseille, *S.M.A.-G.I.E., Publicité extérieure Liote).*

Comme régisseur de publicité locale et extra-locale, l'*Agence Havas* est présente dans de nombreux quotidiens : *Ouest-France, Nice-Matin, Presse-Océan, La Nouvelle République* (Tours), *La Montagne, Le Courrier Picard, L'Alsace*, et dans beaucoup d'autres, ainsi que dans des journaux gratuits, comme *Le Carillon* du Mans.

Havas Régies et *Régions communication* ont le monopole de la publicité extra-locale, soit plus de 3 millions d'exemplaires. *Havas communication* a pris la régie publicitaire du *Bien Public*, de Dijon, du *Courrier de Saône-et-Loire*, du *Journal du Dimanche*, ainsi que des petites annonces du *Télégramme* de Brest.

Depuis le 1er août 1983, pour venir en aide au *Matin de Paris*, en déficit constant et menacé de disparition, *Havas* a créé avec le groupe de Claude Perdriel — ancien bras droit du baron Edmond de Rothschild dans les affaires immobilières et « patron » du *Nouvel Observateur* — une société commune pour gérer la publicité du quotidien socialiste.

Havas domine également, ainsi que je l'ai déjà dit, *Eurocom* — c'est-à-dire la *Cie européenne de communication* — qui dispose de 4 branches : *Havas Conseil Polaris, Bélier S.A., Futurs* et *Ecom Univas*, cette dernière regroupant principalement les filiales étrangères.

Avec *Interdeco* (6), dont elle détient 49 % du capital, *Havas* a la haute main sur la publicité de nombreux périodiques, soit directement, soit par l'intermédiaire de *Régie Sept*, sa nouvelle filiale, dont : *Télé 7 jours, Elle, Vital, 30 millions d'amis, France Dimanche, Télé 7 Jeux* et *Mots mystérieux*.

---

(5) La toute-puissance de l'*Agence Havas* et de *Publicis* provoque l'exaspération chez les publicitaires. Certains journaux ont fait état, en mars 1983, de la protestation de vingt-quatre agences qui s'insurgeaient contre la dévolution à *Havas* et à *Publicis* de la régie nationale de *FR3*, même si les deux compères ne doivent se partager que 25 % des sociétés de régie de *FR3*. Les contestataires ont constitué l'*E.L.P.*, une association professionnelle pour l'*Éthique et la Liberté dans la Publicité*.

(6) *Interdeco* est présidé par Pierre Dauzier, directeur général d'*Havas*, assisté de Charles-Jean Pradelle, directeur général du groupe *Femmes d'Aujourd'hui*, vice-président, Thierry de la Villehuchet, haut employé de *Paribas*, et de Charles-Henri Weil, ci-devant directeur financier d'*Havas*.

Interdeco a réintégré *Femmes d'aujourd'hui* à *Régie d'aujourd'hui* et constitué deux autres filiales, *Interéchos*, pour la publicité du quotidien *Les Échos*, et *Groupes Media Interdeco*, pour les *Publications Groupes Media (Jacinthe, 20 ans* et *Enfants magazine)*. Enfin, *Inter-match*, filiale à 40 % d'*Interdeco*, a acquis une participation de 6 % dans le capital de *Marlis (Hachette). Interdeco* a pris, en 1983, la régie publicitaire du magazine de droite *Magazine Hebdo*, lancé par Alain Lefèbvre.

Détenant 99 % du capital de *M.A.R.C., Havas* contrôle la publicité d'*Atlas Air France* (18 000 000 ex.), d'*Ici Paris*, de *Télé Guide* et de nombreux périodiques agricoles. La *Société nouvelle Octo*, qui assure la publicité extra-locale de 140 journaux, de province principalement, dépend aussi de *M.A.R.C.*, tout comme l'*Office spécial de publicité (O.S.P.)*, régisseur des journaux officiels et des rubriques spécialisées de 12 grands quotidiens, ainsi que de divers journaux d'annonces légales, comme *La Gazette du Palais*.

Avec *Régie-Club*, dont *Bayard-Presse* (ex-*Bonne Presse*) est actionnaire, *Havas* contrôle la publicité du *Pèlerin*, de *Notre Temps*, du *Chasseur français* et de diverses autres publications. L'agence est, d'autre part, associée avec le groupe *Hersant* pour l'exploitation de la publicité du quotidien *Paris-Normandie*.

Cette politique d'association avec les journaux est habile : elle ligote pratiquement quotidiens et périodiques. Assurées de rentrées régulières d'argent, les publications acceptent plus aisément certaines pratiques.

Information et Publicité (I.P.) est aussi une filiale d'*Havas*. C'est cette société qui régit la publicité de *R.T.L.* Par ses antennes européennes (*I.P.A.* en R.F.A., *I.P.B.* en Belgique, *I.P.L.* au Luxembourg, *I.P.S.* en Suisse, *I.P.I.* en Italie) elle conserve aussi une place de *leader* sur leurs marchés respectifs, en radio comme en télévision, avec la *Cie Luxembourgeoise de télévision (R.T.L.)* dont elle est grosse actionnaire, la société *Information et Publicité* a créé une filiale, *Presse 31*, qui assure la régie publicitaire de *Télé-Star*, une revue fort répandue parmi les téléspectateurs. Dans le cadre d'un *Club R.T.L.*, la *Sté de communication Loisirs et Culture*, filiale d'*Information et Publicité*, exerce des activités de vente par correspondance qui renforcent l'influence de *R.T.L.* sur ses fidèles.

Sous la direction d'André Rousselet, l'audiovisuel est devenu le terrain privilégié d'*Havas*. L'agence, déjà partie prenante dans la régie publicitaire de *FR3*, avec *Publicis*, s'est implantée au Portugal en s'assurant la régie de la catholique *Radio Renaissance*, en Afrique avec sa sous-filiale *Régie internationale Africa n° 1* et aux Antilles en contrôlant la régie de la station périphérique *Radio Caraïbe Internationale*.

L'agence s'est engagée à fond pour la 4e chaîne de télévision française, *Canal Plus*, pour laquelle elle a prévu un financement (7) dépassant largement les 60 millions de francs.

Dans le cinéma, le groupe *Havas* a également un pied : il possède une participation de 11,81 % dans *Pathé Cinéma* et de 2, 26 % dans *Gaumont*, où il retrouve la *Cie luxembourgeoise de télédiffusion*.

Dans les secteurs qui sont les siens : économie, culture, loisirs, éducation, la *Compagnie européenne de publication (C.E.P.)*, qui édite une trentaine de

(7) *Havas* n'est, pour l'instant, que le responsable du projet *Canal Plus*. Il n'en a pas moins commandé à la filiale du trust hollandais *Philips* — la *Radiotechnique* — 400 000 décodeurs à livrer fin 1984.

revues, dont *L'Usine nouvelle* et *Le Moniteur des travaux publics*, et qui a conservé une participation dans *Le Nouvel Économiste*, domine nettement.

Deuxième groupe d'édition français, la *C.E.P.* détient 77 % de la *Librairie Fernand Nathan* et 90 % des *Jeux Nathan*, orienté sur l'éducation et la distraction des jeunes, englobant également, en accord avec *Thomson*, la réalisation de logiciels pour micro-ordinateurs (jeux vidéo, enseignement assisté). En décembre 1983, la *C.E.P.* est devenue actionnaire majoritaire dans la *Librairie Larousse*, l'une de nos plus anciennes maisons d'édition jusqu'ici restée à peu près indépendante des oligarchies financières.

Associée à *Publicis*, l'*Agence Havas* possède une participation dans *Médiavision*, premier régisseur de salles de cinéma, avec plus de 2 000 cinémas parisiens, banlieusards et provinciaux, et dans *Métrobus*, qui a le monopole de la publicité à la *R.A.T.P.* et dans diverses sociétés de transport en commun de province.

Autre filiale d'*Havas*, l'*Office d'annonces*. Premier régisseur français d'annuaires (annuaires téléphoniques, principalement), celui-ci a de grands projets dans le domaine de la télématique *(Civic, Écran bleu, Totem)*; il a signé un contrat important de conseil auprès de la grande banque américaine *First Bank System*, regroupant un million de clients surtout dans le Middle West. Au sein de son conseil de surveillance, figure notamment Alain Minc, l'inventeur du mot « télématique ». Ayant créé une filiale commune avec le *Crédit Lyonnais*, la *Sligos*, l'*Agence Havas* a investi dans cette entreprise de télématique près de 15 millions de francs.

Première multinationale européenne de la communication opérant pour les pays de l'ouest et du nord de l'Europe, *Audiofina* est de 29,98 % la filiale du groupe *Havas* (15,98 % directement et 14 % par *Information et Publicité*) ; elle est l'actionnaire majoritaire de la *Cie Luxembourgeoise de télédiffusion*, qui exploite *R.T.L.* — une antenne onde longue en langue française, une antenne onde moyenne en langue allemande et en langue anglaise, et une antenne modulation de fréquence au Luxembourg. Elle possède en outre des participations importantes dans plusieurs sociétés de production audio-télévisuelles (voir notre chapitre consacré à la radio-télévision).

Avec sa filiale *Havas-Tourisme*, l'agence occupe une place de choix dans le tourisme. Elle détient des participations importantes souvent majoritaires, dans : *Champagne Voyages*, *Montagnes voyages*, *Dobelle voyages*, *Voyages Parenty*, *Travel*, *Lido-Louisrama* (Suisse), *Lufrantur* (Portugal), et elle contrôle à 50 % *Touropa*, qui est intéressé dans *Riviera Tourisme*, *Touring Vacances* (anciennement *Touring Club*), *Airtour Euro 7*, *Jet Tours*, le *Club del Mar*, *Sogerel* et *Frantel*.

Citons aussi la société *Communication et Media internationaux*, filiale à 88 %, qui couvre l'Afrique, le Moyen-Orient et les Dom-Tom, où elle régit la publicité extra-locale de 80 journaux et périodiques, de 23 stations de radio, de 7 chaînes de télévision et de près de 600 salles de cinéma. La *C.M.I.* contrôle également la *R.I.A.*, qui a le monopole de la publicité du poste de radio *Africa n° 1* émettant de Moyabi, au Gabon.

Enfin, avec *Havas Dom-Tom*, *Havas Afrique* et *Havas Belge*, le *leader* de la publicité française étend encore son influence. Ce qui ne rassure guère les observateurs les plus lucides :

« La description des activités multiples de l'Agence Havas, écrit l'un d'eux,

conduit à s'interroger sur le rôle exact joué par cette société dans le paysage médiatique français. (...) N'y a-t-il pas, derrière l'agence, la volonté du pouvoir politique de mettre la main sur la presse en contrôlant son financement (par la distribution de la publicité) (8) ?

(8) Jacques Chareyre, in *Presse actualité*, mars 1984, page 19. Tout le numéro de cette revue (n° 177, novembre 1983) est à lire : il concerne *« L'information en France »*.

CHAPITRE XXVII

LES MASTODONTES DE LA PUBLICITÉ** : PUBLICIS

CONCURRENTE directe d'*Havas*, l'agence *Publicis* est plus souvent son associée et son complice que son ennemie.

C'est le 11 mai 1939 que le futur n° 2 de la *pub* en France fut constitué, sous la forme d'une société anonyme, par la première agence *Publicis*, fondée par Marcel Bleustein et la Sté *Radio-Variétés*, appartenant à Lévitan.

Ces deux entreprises figuraient parmi les sept premiers actionnaires, aux côtés de Marcel Bleustein, personnellement, et du Britannique Edward-Michael Behrens, fondé de pouvoir de banque, lié aux Rothschild de Londres.

Le futur Bleustein-Blanchet — c'est en 1954 seulement que Marcel Bleustein fut autorisé à ajouter « Blanchet » à son patronyme (1) — fit apport, outre du titre et de la clientèle de la première agence *Publicis*, de la somme de 30 000 F, tandis que Behrens versait, lui, 250 000 F.

Naturellement, c'est le premier qui animait l'entreprise. Né à Enghien-les-Bains, le 21 août 1906, Marcel Bleustein débuta très tôt dans la publicité. Tout jeune, il avait compris que la publicité, à laquelle, depuis Girardin, la presse devait son formidable développement, dominerait un jour le marché de l'information et que le maître de la presse, ce ne serait plus le journaliste, mais l'agent de publicité. Il n'avait pas vingt et un ans lorsqu'il fonda, avec Pierre Drouin, le modeste bureau de publicité qu'il installa rue du Faubourg Montmartre. Ses premiers clients étaient *Lévitan*, que dirigeait son beau-frère Wolff Lévitan, le *Comptoir Cardinet*, les fourrures *Brunswick*, les *Chaussures André*. Pressentant les possibilités publicitaires de la radio, qui était à ses débuts, il racheta à Lucien Lévi la vieille station d'émission *Radio-L.L.* et, avec le concours de François Louis-Dreyfus, fils du banquier-armateur et parlementaire Louis Louis-Dreyfus, il la transforma en une station moderne : *Radio-Cité*. Le succès de ce nouveau poste fut grand ; *Radio-Cité* devint bientôt le plus populaire des postes d'émission français.

Publicis avait, d'autre part, obtenu la régie exclusive de la publicité de *Radio 37*, de *Radio-Alger* et de *Radio-Normandie*. Marcel Bleustein contrôlait donc, en fait, trois postes importants.

Séduit par ce prodigieux animateur, Léon Rénier, président de l'*Agence*

(1) Décret du 2 septembre 1954.

Havas, organisa avec lui, en 1938, un réseau de publicité sur écran : *Cinéma et Publicité* (1938). Entre-temps, Bleustein entrait au Conseil d'administration de *Lévitan*, de *Gaumont*, de la *Cie Nationale de Radiodiffusion* et de *Wolmar*.

Mobilisé dans l'aviation en 1939, il épousa peu après Sophie Vaillant, fille du docteur Jacques Vaillant et petite-fille du député Édouard Vaillant, le fameux socialiste révolutionnaire, membre de la Commune en 1871. Les ministres Charles Pomaret et Georges Mandel furent les témoins des mariés. Lorsque survint l'armistice, il fut désemparé. Il gagna la zone sud, loin du Paris occupé, et milita, naturellement dans la Résistance. Mais Londres eut besoin de lui : n'y a-t-il pas d'ailleurs un associé, le banquier Behrens, très proche des Rothschild britanniques ? Laissant la direction de ses affaires de publicité à quelques-uns de ses associés, il passa en Espagne — il y resta interné quelques mois — et finit par atteindre Gibraltar, d'où il gagna la capitale britannique. Sous le nom de *Blanchet*, il prit aussitôt du service dans les Forces aériennes françaises libres. En qualité de lieutenant pilote, il participa à plusieurs bombardements des territoires français occupés avec la 8e *Air Force* américaine, exploits qui lui valurent citations, Légion d'honneur et médaille de la Résistance.

Lorsque les Allemands eurent quitté Paris, il se fit nommer, par le général Kœnig, chef des services de presse de son gouvernement militaire. Rendu à la vie civile, le « patron » de *Publicis* réveilla son groupe publicitaire et, en accord avec *Havas*, il s'assura une partie du contrôle de *Métrobus-Publicité*.

Il était alors redevenu un personnage considérable, dont les avis et les conseils étaient écoutés, une sorte de « parrain » de la publicité et des *media*. Aussi nul ne fut étonné de le voir négocier, en 1950, les accords par lesquels l'ex-Mme François Coty, devenue Mme Cotnareanu, céda à Jean Prouvost la majorité des actions du *Figaro*, dont il devint, lui, le conseil. Dans les années qui ont suivi la guerre, directement ou par ces sociétés dont il a le contrôle, il prit des intérêts dans de nombreuses affaires depuis la *Société des Éditions enfantines* et la *Société Française de Radioproduction*, jusqu'à la *Société de Gérance de l'Affichage National Dufayel* et de *Société Moderne de Presse*, en passant par *L'Os Libre* (l'éphémère hebdomadaire de Pierre Dac), *Publinel*, les *Éditions des Cahiers Illustrés, Élysées-Éditions, Réaumur-Édition, Omnium Presse, Vaillant*, voire même pendant quelques années, dans les *Éditions de La Table Ronde*, la maison qui publiait, entre autres, les œuvres d'auteurs de droite (2). Il mit aussi un pied dans d'autres entreprises, entra dans les affaires de publicité d'*Europe 1* et de *Télé-Monte-Carlo*.

Marcel Bleustein-Blanchet était donc, sous la IVe République, l'une des personnalités marquantes du Régime. Il le resta sous la Ve. Après avoir soutenu Pierre Mendès-France, il se rallia à l'adversaire de celui-ci, le général De Gaulle. Ce retournement fut d'autant plus facile qu'il y fut aidé par des gaullistes qui avaient, eux-mêmes, collaboré avec P.M.F. en 1954-1956. Plusieurs grands personnages de l'*U.N.R.*, le parti gaulliste des débuts de la Ve République, furent (ou avaient été) ses collaborateurs, de Roger Frey, futur ministre de l'Intérieur et président du Conseil constitutionnel, à Louis Terrenoire, lui aussi ministre du gouvernement Debré, en passant par Diomède Catroux, ministre de Pierre Mendès-France, et Corniglion-Molinier, ministre

(2) Lorsque la revue *Lectures Françaises* l'eut révélé, Bleustein-Blanchet s'éclipsa.

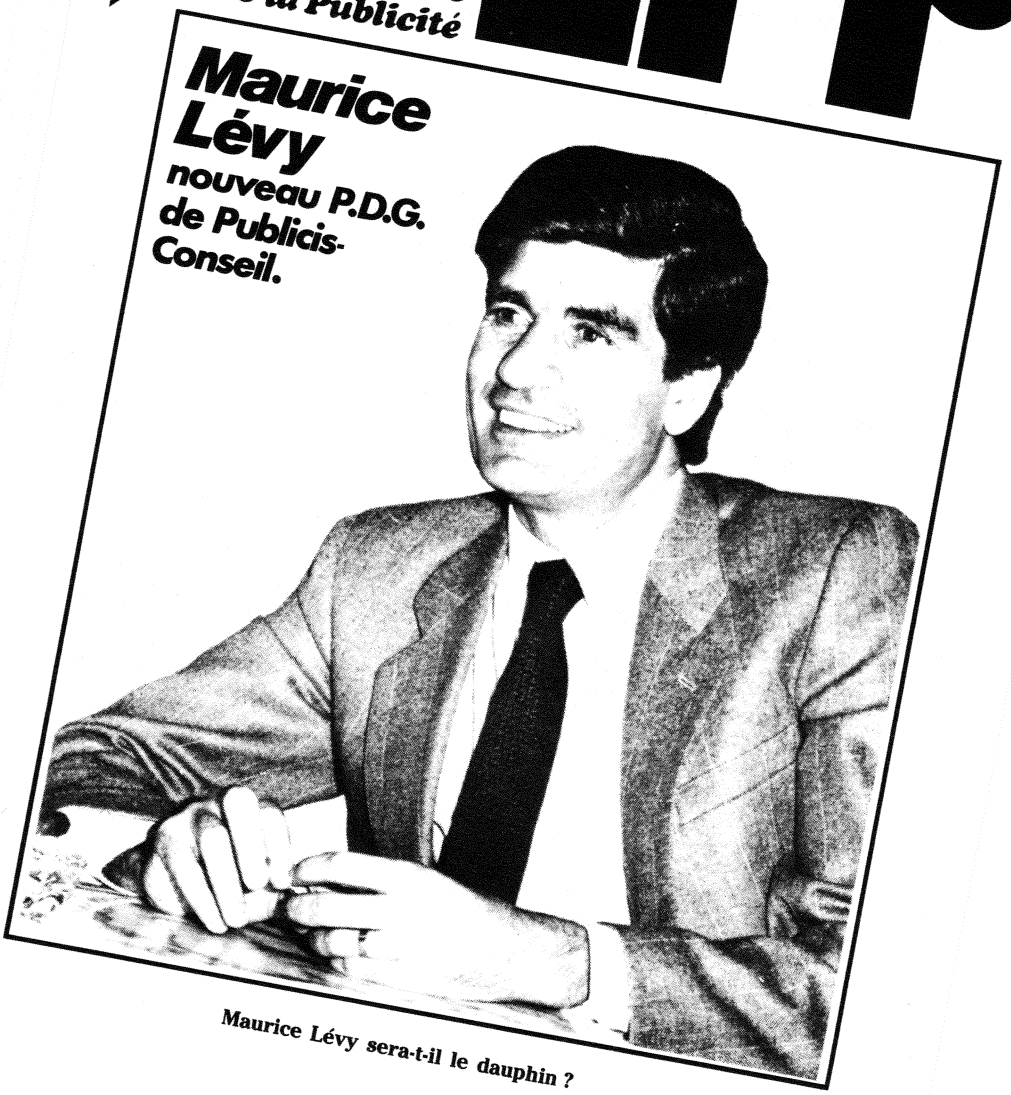
In extenso :
LE TEXTE DE LA NOUVELLE LOI SUR LA PRESSE

Le numéro : 20 F
23 janvier 1984
N° 1345
ISSN : 0755-0529

EPP

L'Echo de la Presse & de la Publicité

Maurice Lévy nouveau P.D.G. de Publicis-Conseil.



Maurice Lévy sera-t-il le dauphin ?

de la IVe République. D'autres, comme Marcel Dassault, l'avionneur bien connu, lui aussi parlementaire gaulliste, ont été ses associés.

On a dit qu'il avait été l'un des organisateurs du référendum de 1958, qui fut un véritable plébiscite pour le général De Gaulle. Cela n'aurait rien de surprenant étant donné ses excellentes relations avec la famille du président : lorsque ce dernier « remonta les Champs Élysées » en 1958, après son retour au pouvoir, les petits-enfants du général De Gaulle se trouvaient au balcon de *Publicis* pour voir le défilé. Les liens de Bleustein-Blanchet avec le parti gaulliste et ses attaches avec les grands journaux défavorables au maintien de la présence française en Algérie — *France-soir, l'Express, le Provençal*, etc. — le firent considérer par les « activistes » comme un adversaire dangereux ; d'où l'attentat à la bombe contre l'immeuble de *Publicis*, aux Champs-Élysées (16 novembre 1961) ; l'explosion provoqua des dégâts considérables et il fallut reconstruire l'immeuble.

Fondateur des *Drugstores Publicis* (Champs-Élysées, Pub Renault, Matignon, Saint-Germain), Bleustein-Blanchet possède des participations dans une foule de sociétés diverses. Il a présidé avec Bernard de Plas, — un ancien doriotiste rallié à la collaboration avec les Soviets —, la *Confédération de la publicité française*, et il fut le président de la *Compagnie d'agences de publicité*. Faisant sienne la formule « Publicité bien ordonnée commence par soi-même », le « patron » de *Publicis* a créé en 1960 la *Fondation de la vocation* et, neuf ans plus tard, il a lancé l'initiative *« Cent mille emplois pour cent mille étudiants »*. Au début de la Ve République, il se fit remarquer par l'organisation de la campagne *« Suivez le bœuf »*, qui aurait dû ralentir la hausse du coût de la vie... Il participait aussi aux travaux du *Haut Comité d'études et d'informations contre l'alcoolisme* et de l'association *Les Grandes causes nationales*, chargée de préparer le public au lancement des emprunts et à l'apparition de la vignette-auto. Son dévouement à la cause d'Israël l'incitait alors à faire partie du comité du *Fonds social juif unifié* et à présider le *Centre israélite de Montmartre*.

Sa prudence, depuis 1981, est un modèle du genre. Il n'a pas manifesté un enthousiasme délirant pour la nouvelle équipe au pouvoir, mais il n'a jamais manqué l'occasion de faire acte d'allégeance au nouveau régime. La présence, dans les gouvernements Mauroy et Fabius, de son gendre Robert Badinter, est un gage suffisant du loyalisme de la famille, qui ne nuit en rien aux bonnes relations avec ceux de ses clients qui tiennent pour l'opposition libérale. D'autant qu'il a confié, au Conseil d'administration de *Publicis*, un poste d'administrateur au mari de Simone Veil, tête de liste des libéraux aux élections européennes.

Le groupe *Publicis* est essentiellement formé de l'agence du même nom, de *Publicis-Conseil*, des *Drugstores Publicis*, de la *Sté française de publicité et participation*, d'*Intermarco A.P.U.* (Amsterdam), de *Farner Holding A.G.* (Zurich) et de *Régie Presse*. L'influence de *Publicis* sur la presse française s'exerce principalement par l'intermédiaire de cette agence qui détient le monopole de la publicité de nombreux journaux, hebdomadaires et autres périodiques.

Des accords nouveaux ont été conclus par *Régie-Presse* ou *Publicis* avec les groupes *Édi-7* et *Filipacchi* — à travers ses filiales *Régiscope* et *Régipem* — pour divers magazines, dont *New look*, ainsi qu'avec *I.P.S.O.S.*, une société de sondages d'opinion à tendances socialistes, qui devait faire beaucoup parler d'elle en août 1984 : *Publicis*, par l'intermédiaire de sa filiale

S.G.I.P., a constitué une filiale commune spécialisée dans le domaine des banques de données.

Les bonnes relations de *Régie Presse* avec *Le Monde* ont amené les deux groupes à envisager la création, en mai 1983, d'une société *Régie-Monde* pour l'exploitation de la publicité d'un supplément du quotidien qui devait paraître sous le titre : *Le Monde illustré*. Mais le magazine n'a jamais vu le jour.

Publicis, qui s'intéresse aussi à l'affichage, détient une participation de 49,26 % dans *Métrobus-Publicité*, où il est associé avec *Havas*, qui contrôle *Sodex* (circuits de cars en province), *Sopact* (abribus de Paris) et *Aéroports-Publicité* (aérogares françaises). Par *Somupi*, — dont sa filiale, la *Sté française de publicité et participation* possède 34 % du capital —, *Publicis* est intéressé à l'affichage urbain et, en accord avec *Europe 1*, il a créé la société holding *Financière Numéro un*, qui a pris le contrôle du très ancien groupe *Giraudy*, l'un des deux *leaders* de l'affichage en France (plus de 400 millions de francs de chiffre d'affaires).

Détenant 50 % du capital de *Régie n° 1*, il participe à la régie publicitaire du poste *Europe 1*. De même, lié à *Havas* dans *Médiavision*, dont il possède 24,63 % des actions, et détenteur de 48,96 % du capital de *Communication et Publicité* (anciennement *Cinéma et Publicité*), *Publicis* contrôle la plus grande partie de la publicité dans les cinémas français. Il possède également 50 % du capital du *Cinéma Publicitaire Belge*, qui a le monopole de la publicité sur les écrans de la majorité des cinémas de Belgique.

Le groupe de Marcel Bleustein-Blanchet réduit sa présence dans l'informatique à sa filiale la *Société de gestion et d'informatique Publicis* ; il s'est retiré, en effet, d'*Unigest* et de *Liste-Union*, qui n'obtenaient pas les résultats escomptés. Dans l'audiovisuel, par contre, il a progressé nettement : son objectif l'a conduit à se rapprocher de *Gaumont*. C'est ainsi que *Cinépar*, contrôlé par Nicolas Seydoux, le « patron » de *Gaumont*, est devenu l'actionnaire de *Publicis* en rachetant à *Worms* les 10 % du capital que celui-ci détenait. Seydoux est devenu, en même temps, l'un des administrateurs de l'agence de publicité.

D'autre part, *Publicis* a apporté à *Gaumont* son concours en créant avec lui *P.G. International Inc.* à New York, appelé à étudier le potentiel publicitaire de la chaîne de télévision par câble, animée par *Gaumont* (3). Nous avons vu, enfin, qu'en association avec *Havas*, *Publicis* détient une part conjointe de 24,35 % dans la régie publicitaire régionale de *FR3*. Il possède enfin 48,96 % des actions de *Communication et Publicité* et 55 parts de fondateur de la *Société spéciale d'entreprise*.

Selon les derniers chiffres connus, le capital de *Publicis* était ainsi réparti :

Marcel Bleustein-Blanchet	36,15 %
Somarel (société civile familiale)	39,53 %
Cinépar	9,88 %
Autres actionnaires	14,44 %

(3) Rappelons que cette chaîne diffuse une sélection de programmes composés d'émissions de la Télévision française et de classiques du cinéma français.

Au Conseil d'administration, que préside Marcel Bleustein-Blanchet, siègent :

Jean Morin, ancien préfet, conseiller maître à la Cour des comptes en retraite, administrateur de sociétés, président du directoire d'*Intermarco* (4), ancien P.-.D.G. de *Régie-Presse*, qui seconde Bleustein-Blanchet en qualité de vice-président ;

Michèle Bleustein-Blanchet, fille du grand patron, qui représente les intérêts de la famille ;

Jacques Élie Carcassonne, diamantaire, ancien président du Tribunal de Commerce de Paris, qui a succédé à Jean Morin comme président de *Régie-Presse* ;

Jean Forgeot, ancien secrétaire général de la Présidence de la République (au temps du socialiste Vincent Auriol), ancien P.-D.G. de *Creusot-Loire*, de *Schneider*, des *Chantiers de France-Dunkerque*, de la *Cie financière de l'Union parisienne*, administrateur de nombreuses sociétés, dont *Arbed, Peugeot, Société des bains de mer de Monaco,* et président du *Groupement des industries mécaniques* ;

Claude Marcus (ne pas confondre avec son homonyme, le député gaulliste de Paris), neveu de Marcel Bleustein-Blanchet, président du Conseil de direction du réseau d'agences internationales d'*Intermarco-Farnès (Publicis International)* ;

Gérard Pedraglio, chargé de cours à l'École des hautes études commerciales, puis à l'Université de Paris (1964-1969), entré à *Publicis* en 1971 et devenu administrateur d'une demi-douzaine de filiales du groupe ;

Antoine Veil, le mari de l'ancienne présidente de l'Assemblée européenne, ancien collaborateur de P.-H. Teitgen, d'Alain Poher et de Joseph Fontanet, ancien P.-D.G. de la *Cie aéronautique d'affrètement*, administrateur d'*Air Inter*, P.-D.G. de *Manurhin* et de *Sodetraf*, ainsi que conseiller municipal centriste de Paris ;

Nicolas Seydoux, le « patron » de *Gaumont*, entré récemment avec la prise de participation de *Cinépar* ;

enfin Roger Faraggi et Maurice Levy.

Les naïfs seuls penseront que la compétence en matière publicitaire a guidé Marcel Bleustein-Blanchet dans son choix. A vrai dire, ce sont surtout

---

(4) *Intermarco-Farner* a changé récemment de nom : ce réseau d'agences de publicité présent dans 32 villes et 14 pays s'appelle désormais : *Publicis International.*

L'Echo de la Presse et de la Publicité (15 octobre 1984), qui confirme la nouvelle, explique que « ce changement intervient trois mois après le regroupement des filiales de *Publicis Constellation.* Et, a pour principal motif, la volonté de Marcel Bleustein-Blanchet, président du groupe, d'étendre le nom de *Publicis* au niveau mondial. Une décision qui vient accompagner l'internationalisation du groupe, associé sur le plan international, à un ensemble de clients prestigieux tels que *Renault, Philips, Nestlé, L'Oréal, Dim,* le *Parlement européen,* pour ne citer qu'eux. Avec eux, le réseau Intermarco Farner a atteint, en 1983, un chiffre d'affaires de 2 139 879 000 F, en progression de 17,34 %. Le bénéfice consolidé de l'exercice s'est établi après impôt à 7 076 000 F contre 5 512 000 F en 1982. « Les agences du réseau accoleront, pendant une période intermédiaire, leurs noms à celui de Publicis. Ainsi, l'agence anglaise s'appellera Mc Cornick Publicis », a précisé Claude Marcus, président du conseil de direction du réseau depuis décembre dernier. Il était auparavant administrateur directeur général de Publicis Conseil. »

On aura remarqué, au passage, les noms des firmes liées à Bleustein-Blanchet ; elles ont été citées dans les précédents chapitres : *Renault,* c'est l'État, *Philips,* c'est la grande multinationale hollandaise, *Nestlé* et *L'Oréal,* c'est la famille Schueller et l'ancien ministre André Bettencourt, amis du président Mitterrand, c'est aussi le conseiller intime de ce dernier, François Dalle. Tout se tient dans le Système...

les relations de ces personnages dans les milieux politiques, administratifs et économiques qui ont retenu son attention. Elles renforcent l'influence de *Publicis* et de son patron dans les hautes sphères de l'État, et font de ce groupe une citadelle difficile à investir.

Ce n'est pas sans raison, on le voit, que Marcel Bleustein-Blanchet déclarait un jour au journaliste Pascal Rolland :

— Je suis un chef d'orchestre...

POUR CONCLURE

« Plaie d'argent n'est pas mortelle. » Ce qui l'est, par contre, ce sont les fautes accumulées par tous les régimes qui se sont succédés depuis des lustres et qui menacent la vie même du pays.

Au déficit de notre balance commerciale, à la chute de notre monnaie, à la hausse du chômage, à la baisse du pouvoir d'achat, à l'augmentation des impôts, à la ruine des uns et à la misère des autres, s'ajoutent la désertion des campagnes, l'effondrement de la natalité, l'invasion silencieuse des étrangers, la dégradation de l'éducation, l'avilissement des mœurs, l'accroissement de la délinquance et de la criminalité.

Ne croyez pas qu'il suffirait de changer de dirigeants et de dénationaliser pour que cessent les angoisses de nos fins de mois. Ceux qui remplaceront, demain, l'équipe de François Mitterrand et de Laurent Fabius, seront bien en peine de céder ces usines et ces laboratoires que leurs devanciers ont arrachés à leurs propriétaires pour les remettre, disaient-ils, à la nation. A qui les vendre ? A ces quelques centaines de milliers d'épargnants, déjà cruellement tondus et spoliés sous l'œil paterne d'un gouvernement complice ? Allons donc !

Raymond Barre, qui n'a rien d'un idéologue, aurait déjà mis au point, assure-t-on dans son entourage, un plan de redressement économique capable de restaurer en quelques années les finances de l'État. Si mes informations sont exactes, ce mirifique projet consisterait à céder, contre de bonnes et saines devises, nos entreprises nationalisées — et aussi beaucoup d'autres — à divers trusts américains ou japonais et à quelques gigantesques multinationales. Singuliers patriotes que ces politiciens « de droite » qui rêvent de nous faire vivre dans les meubles des autres !

Le moral d'un peuple est un atout majeur dans la bataille économique que se livrent les nations. Un peuple fort n'est pas nécessairement un peuple qui vit dans l'opulence ; c'est avant tout un peuple sain, riche d'espérance et qui sait conserver le fruit de son travail et du travail des générations passées.

« Mens sana in corpore sano » — une âme saine dans un corps sain — dit la sagesse des nations. Un peuple dénaturé par des apports étrangers trop nombreux, amolli par des pratiques douteuses, anémié par une alimentation frelatée, affaibli par les renoncements et les abandons, un peuple qui a perdu la foi dans son destin aura-t-il la force et la volonté de survivre ?

•

Le tableau que j'ai brossé dans ces pages est l'aboutissement d'une politique qui ne date pas d'hier. Le mal qui ronge la France — et, avec elle, les autres nations d'Europe — est ancien. Nous payons aujourd'hui les erreurs accumulées, dans tous les domaines, par des générations de Français trompées par de mauvais guides.

Sans remonter au « Siècle des Lumières » qui a favorisé l'essor du capitalisme et provoqué, en réaction, la révolte des masses exploitées, on peut fixer le début des bouleversements qui dévastent notre société à l'an 1917.

C'est en 1917 que le gouvernement français, auquel l'Empereur d'Autriche faisait des offres de paix séparée, rejeta ces avances et décida de poursuivre une guerre épuisante et ruineuse pour complaire aux ennemis des Habsbourg réunis en convent au siège du *Grand Orient de France* (1).

C'est aussi en 1917 que Lord Balfour, au nom des Alliés, promit aux Sionistes d'établir, au cœur du monde arabe, ce petit état hébreu, incapable d'accueillir tous les Juifs de l'univers, mais susceptible de troubler la quiétude du Proche-Orient et d'attiser les convoitises des très grandes puissances (2).

C'est encore en 1917 que les États-Unis, jusque-là tenus à l'écart des affaires européennes, entraient dans la guerre, dépossédaient l'Angleterre et la France de leur *leadership* et imposaient la loi du dollar aux nations exsangues.

C'est enfin en 1917 que, commandité par des banquiers vindicatifs et avides, Lénine déclencha en Russie une révolution sanglante qui allait se répandre sur la plus grande partie de l'Europe, gagner l'Asie orientale et atteindre les Caraïbes.

La dernière guerre et les désordres qu'elle a engendrés résultent des événements de 1917. Pour « en sortir », pourra-t-on — voudra-t-on — en finir avec la politique suicidaire poursuivie depuis cette année fatidique ?

Je le souhaite. Mais il faudra aux générations futures beaucoup de courage et d'opiniâtreté pour rompre avec les erreurs « qui nous ont fait tant de mal ». Ce n'est qu'en faisant le contraire de ce que nos parents et nous-mêmes avont fait ou laissé faire, aussi bien dans le domaine politique que dans les domaines économique et culturel, que nos enfants et nos petits-enfants pourront mettre un terme à la décadence de notre pays et des autres nations d'Europe.

Il n'y a pas de solution miracle.

Paris 1983-1984

---

(1) Le congrès des Maçonneries alliées et neutres, qui s'est tenu à Paris les 28, 29 et 30 juin 1917, pesa de tout son poids sur le gouvernement Ribot pour que fût enterrée définitivement la paix offerte par l'empereur Charles.

(2) Ces deux décisions ont conduit au démantèlement de la vieille Europe et à l'éclatement des deux Empires, l'austro-hongrois et l'ottoman, qui maintenaient l'ordre dans cette partie du monde, parmi des peuples turbulants et revendicateurs.

L'effondrement du franc de 1901 à 1984, année par année

Voulez-vous comparer, en monnaie d'aujourd'hui, factures de nos grands-mères, bulletins de paie de nos parents, prix des denrées et marchandises au temps de Poincaré ou valeur des actions ou obligations achetées par vous-même ?

Jetez un coup d'œil sur ce tableau, dressé selon les données de l'*I.N.S.E.E.* et la *Lettre mensuelle du C.I.C.*

	Coefficient de transformation en francs de :		
ANNÉE	1914	1938	1983
1901	1,19	7,7	12,12
1902	1,19	7,7	12,12
1903	1,19	7,7	12,12
1904	1,19	7,7	12,12
1905	1,15	7,4	11,66
1906	1,19	7,7	12,12
1907	1,11	7,1	11,25
1908	1,15	7,4	11,66
1909	1,15	7,4	11,66
1910	1,11	7,1	11,25
1911	1,00	6,4	10,15
1912	1,00	6,4	10,15
1913	1,00	6,4	10,15
1914	1,00	6,4	10,15
1915	0,73	5,0	7,88
1916	0,62	4,0	6,30
1917	0,47	3,0	4,77
1918	0,36	2,3	3,70
1919	0,33	2,1	3,33
1920	0,23	1,5	2,35
1921	0,31	2,0	3,13
1922	0,32	2,1	3,25
1923	0,27	1,72	2,72
1924	0,23	1,49	2,35
1925	0,21	1,35	2,13
1926	0,16	1,04	1,65
1927	0,17	1,11	1,75
1928	0,17	1,10	1,74
1929	0,17	1,09	1,72
1930	0,18	1,16	1,83
1931	0,20	1,28	2,02
1932	0,22	1,42	2,22
1933	0,23	1,48	2,33
1934	0,24	1,56	2,46
1935	0,26	1,68	2,65

ANNÉE	Coefficient de transformation en francs de : 1914	1938	1983
1936	0,23	1,50	2,36
1937	0,176	1,14	1,78
1938	0,155	1,00	1,58
1939	0,146	0,94	1,49
1940	0,117	0,76	1,19
1941	0,098	0,63	1,00
1942	0,082	0,53	0,83
1943	0,069	0,44	0,70
1944	0,059	0,38	0,60
1945	0,040	0,25	0,42
1946	0,025	0,161	0,254
1947	0,0166	0,107	0,167
1948	0,0100	0,064	0,102
1949	0,0089	0,057	0,091
1950	0,0082	0,053	0,083
1951	0,0067	0,043	0,068
1952	0,0062	0,040	0,062
1953	0,0064	0,041	0,065
1954	0,0064	0,041	0,065
1955	0,0064	0,041	0,065
1956	0,0061	0,040	0,062
1957	0,0059	0,038	0,060
1958	0,0052	0,033	0,053
1959	0,0049	0,032	0,050
1960	0,0048	0,030	0,0487
1961	0,0046	0,03	0,0475
1962	0,0044	0,0289	0,0457
1963	0,0043	0,0276	0,0438
1964	0,0042	0,0271	0,0428
1965	0,0041	0,0265	0,0419
1966	0,0040	0,0258	0,0408
1967	0,00395	0,0255	0,0404
1968	0,00383	0,0247	0,0391
1969	0,00356	0,0230	0,0364
1970	0,00333	0,0215	0,0339
1971	0,00320	0,0207	0,0327
1972	0,00301	0,0195	0,0309
1973	0,00274	0,0178	0,0280
1974	0,00230	0,0150	0,0286
1975	0,00216	0,0141	0,0222

1976	0,00196	0,0128	0,0201
1977	0,00181	0,0119	0,0187
1978	0,00169	0,0111	0,0175
1979	0,00152	0,0100	0,0155
1980	0,00134	0,0088	0,0139
1981	0,00118	0,0077	0,0122
1982	0,00105	0,0069	0,0109
1983	0,00096	0,0063	0,0100

INDEX

AARON Jean-Claude : 177, 178.
ABECASSIS Raymond : 240.
ABERGEL Jacques : 239.
ABESCAT Bruno : 121.
ABS Hermann : 157.
ACHESON Dean : 156.
AGNELLI Giovanni : 156, 157.
AGNELLI (famille) : 128.
AGUIAR A. d' : 222.
ALBERT Michel : 41, 42, 163, 165.
ALBERTINI Georges : 34, 76.
ALERME : 222.
ALEXANDRE Philippe : 107.
ALEXIS Patrick : 50.
ALFA Michèle : 222.
ALLARD P. : 79.
ALLÉGRET Marc : 222.
ALLEMANE Jean : 83, 84.
ALLIATA DI MONTEREALE prince Giovanni : 142.
ALPHANDERY Claude : 44, 47, 165, 203.
ALTMAN Georges : 192.
AMALRIC Jacques : 94.
AMAURY Émilien : 175, 176, 177, 178, 179, 216.
— Francine : 177, 178, 179.
— Philippe : 177, 178.
AMBROSOLI : 133.
AMIEL Jean : 24.
ANDLER Charles : 86.
ANDRÉ Max : 176.
ANDRÉ : 85.
ANOUILH Jean : 128.
ANQUETIL Georges : 125.
ANSELMI Tina : 136, 141, 149, 153.
ANSELMINI J.-P. : 50.
ARAMIS : 208.
ARICO William-Joseph : 133.
ARMAND Richard : 33.
ARON Raymond : 157.
— Robert : 208.
ARRIVETS Charles : 209.
ARSAN Emmanuelle : 185.
ASCARELLI Roberto : 135.
ASTIER DE LA VIGERIE Emmanuel d' : 202.
ATTALI Jacques : 115, 157, 162, 163, 166, 199.
AUBERGER A. : 25.
AUBERT Émile : 48.
— Jean-Pierre : 48.
AUDIBERT Pierre : 125.
AUDIBERTI : 222.
AUGUY Jean : 169.
AUMONT née Sylvie PIERRE Mme Jacques : 188.
AURIOL Vincent : 260.
AUTANT-LARA Claude : 222.
AUTIN Jean : 232, 233.
AVININ Antoine : 192.
AVISSE André : 222.
AZAÏS Paul : 222.
AYEN duc d' : 125.

BABIZE Henri : 208.
BADINTER Élizabeth : 118.
— Robert : 118, 258.
BAILBY Léon : 207.
BAILE Robert : 191.
BALL : George W. : 96.
BALLADUR Édouard : 52.
BALFOUR (Lord) : 264.
BALIN Mireille : 222.
BALTZER Svenson : 90.
BALZAC Honoré de : 189, 222, 243.
BANCAL Léon : 199.
BARBARIN Landry de : 199.
BARBEY D'AURÉVILLY : 181.
BARCLAY Eddie : 186.
BARIDON (Dr) : 150.
BARING George ROWLAND STANLEY : 33.
BAROIN Michel : 48.
BARONCELLI Jacques de : 222.
BAROUX Lucien : 222.
BARRAULT Jean-Louis : 222.
BARRE Raymond : 33, 43, 50, 113, 150, 153, 155, 156, 161, 162, 164, 165, 166, 193, 263.
BARREL Virgile (*voir* DEFLASSIEUX Jean).
BARRÈS Maurice : 181.
BARRET Pierre : 239.
BARTHOU Louis : 125.
BASSUET René-Charles : 190.
— Simone (*voir* DEL DUCA Simone).
BAUDEAU : 85.
BAUDOUIN Denis : 238.
BAUMEL Jacques : 157.
BATELLI Ennio : 141, 145.
BAUR Charles . 128.
BAYET Albert : 192.
BAYLET née ISAAC Éveline : 218.
— Jean-Michel : 218.
— (famille) : 173.
BEAU DE LOMENIE Emmanuel : 206.
BEAUCHAMP Annick : 240.
BEAUD M. : 79.
BEAUPLAN Robert de : 222.
BEBÉAR Claude : 210.
BECKERT René, Michel, Charles : 60.
BEER Israël-Josaphat : 244.
BEFFA Jean-Louis : 12.
BEGHIN (famille) : 223.
BEHRENS Edward-Michael : 255, 256.
BEJOT Philippe : 107.
BELIN René : 17.
— Roger : 179.
BELLANGER Claude : 177, 178.
BELLON B. : 79.
— Pierre : 103.
BENASSAYAG Jacqueline : 44.
BENHAMOU Max : 33.
BENOIST Alain de : 209.
BENOÎT-LEVY Jacques : 187.
BENOUVILLE Pierre de : 54, 223.
BENVENISTE Nadia : 33.
BERANGER Georges : 80.
BERARD-QUÉLIN Georges : 165.
BÉRÉGOVOY Pierre : 50.
BERGERON André : 177.
BERGERY Gaston : 208.
BERGMANN Ingrid : 77.
BERL Emmanuel : 10, 128.
BERLOW Maurice : 60.
BERMOND (famille) : 219.
BERNADOT (père) : 195.
BERNARD Tristan : 211.
BERNHARD (prince) : 156, 157.
BERNHEIM André : 227.
— Jean-Pierre : 49.
BERRI Claude : 188.
BERTEAUX : 85.
BERTHOIN Georges : 162.
BESNARD, épouse FILIPARI Édith : 186.
BESSE Georges : 13.
BESSY Maurice : 222.
BETH Georges : 50.
BETOULLE Léon : 198.
BETTENCOURT André : 61, 79, 80, 120, 178, 236, 260.
— née SCHUELLER Liliane : 79, 119, 120.
BEUVE-MERY Hubert : 59.

BEYTOUT Mme Pierre : 199, 214.
BIDEGAIN José : 12, 48, 81, 166.
— Martine : 12.
BILLOTTE Mme Pierre : 120.
BISMUTH Gérard : 45.
BLACHAS Christian : 211.
BLANC Louis-Pierre : 48.
BLANCHEVILLE Pierre : 222.
BLEUSTEIN Marcel (*voir* BLEUSTEIN-BLANCHET).
BLEUSTEIN-BLANCHET Marcel : 66, 118, 191, 223, 224, 225, 239, 255, 256, 258, 259, 260.
— Michèle : 260.
BLIER Bernard : 222.
BLITZ Gérard : 186.
BLOCH Lazare : 125.
— M.F. (*voir* DASSAULT Marcel).
BLOCH-DASSAULT (*voir* DASSAULT Marcel).
BLOCH-LAINÉ François : 22, 33.
— Jean-Michel : 46, 81.
BLOCH-MORHANGE Jacques : 173.
BLOCQ-MASCART : 22, 178.
BLUM Léon : 18, 19, 24, 51, 75, 76, 84, 86, 116, 153, 223, 237.
— Robert : 18.
BOAS (famille) : 17.
BOEGNER Philippe : 192.
BOËLS (famille) : 128.
BOGGIO Philippe : 228.
BOHNER Martin : 190.
BOIS Élie-Joseph : 206.
BOISSIEU Antoine de : 45.
— C. de : 25.
— Michel de : 45, 166.
BOISSONNAT : 54.
BOITEUX Marcel : 154, 163, 165, 166.
BOIZEAU Jean : 208.
BOLLACK Jean : 53.
— Robert : 128, 206.
BOLLAERT Émile : 25.
BONETY René : 162.
BONIVER Margherita : 163.
BONNET Christian : 166.
BONNET DE LA TOUR Jacques : 33.
BONNIER : 217.
BORENSTEIN Mme Pinchas : 120.
BOSSON Charles : 50.
— Jean-Baptiste : 50.
BOUCHINET-SERREULLES Claude : 177, 178.
BOUGNOT Suzanne : 190.
BOULIN Robert : 31, 32, 166.
BOULOCHE : 43.
BOURDET Claude : 66, 200.
BOURGÈS-MAUNOURY : 116.
BOURGINE Raymond : 209.
BOURUET-AUBERTOT E. : 50.
BOUSQUET Pierre : 209.
BOUSSAC Marcel : 23.
BOUTBIEN Léon : 192.
BOUVARD Philippe : 192.
BOUZINAC Roger : 166.
BOYER Jean : 49.
— née GARCIN Suzanne : 199.
BRANDT Willy : 118.
BRASILLACH Robert : 206.
BRAUN Théo : 224, 225.
BREBART Maurice : 179, 216.
BREDIN Jean-Denis : 165.
BREJNEV : 97.
BRETEUIL Charles de : 67.
BRIAND Aristide : 125.
BRIGNEAU François : 208.
BROGLIE Gabriel de : 232, 233.
BROUSSE Paul : 84.
BROUWER Ewod : 124.
BROWN Irving : 156.
BRUEL Marcel : 103, 104.
BRUÈRE (*voir* MONICK Emmanuel).
BRUNET Jean-Pierre : 11.
BRZEZINSKI Zbigniew : 148.
BUCARD Marcel : 208.
BUNGENER : 103.
BURÉ Émile : 60, 260.
BURGUBURU Jean-Marie : 179.
BURON Robert : 33, 233, 236.
BURSTEIN Daniel : 68.
BUSH George : 161.

CABANES Bernard : 177.
— Bernard-Joseph : 177.
CAHEN-SALVADOR Anne-Marie : 223.
— Jean : 223.
CALARY DE LAMAZIÈRE (famille) : 44.
CALLAGHAN James : 156.
CALMANN-LÉVY (famille) : 50.
CALONI Dominique, Marie, Jean : 210.
CALVI Robert : 132, 137, 138.
CAMPARGUE Paul : 217.
CAMUS Albert : 189.
CANNAC Yves : 247.
CANONGE Maurice de : 222.
CAPELIER Émile : 221.
CARBONI Flavio : 137.
CARBUCCIA Horace de : 208.
CARCASSONNE Jacques-Élie : 260.
CARDOZE : 238.
CARIÈS François : 47.
CARLETTI Louise : 222.
CARLI Grudo : 124, 157.
CARNÉ Marcel : 222.
CARRIÈRE Jean : 44, 166.
CARTER Jimmy : 145, 147, 161.
CASANOVA (J.-Cl.) : 162, 165, 166.
CASEWITZ : 85.
CASSIN René : 217.
CASTANS Raymond : 241.
CASTE Michel : 238, 239.
CASTELOT André : 222.
CASTRO Françoise : 60.
CATHRINE Alexandre : 206.
CATROUX Diomède : 256.
CAVADA Jean-Marie : 227.
CAYZAC Alain : 179.
CÉFIS Engenio : 157.
CERF Berthe Isaac : 60.
CÉROU André : 55.
CHABAN-DELMAS (Jacques) : 10, 66, 79, 113, 164.
— Jean-Jacques : 12.
CHALANDON Alain : 49.
CHALDIVANT Jean-Dominique : 210.
CHAMPAIN (*voir* AMAURY Émilien).
CHANCEL Jean-Louis : 199.
CHANOVE Marie : 211.
CHAPLAIN Michel : 12.
CHAPLIN Charlie : 226.
CHAPOT Victor : 240.
CHARD : 208.
CHAREYRE Jacques : 253.
CHARLES-ROUX Edmonde : 199.
CHAUNU Pierre : 114.
CHAUSSONNIÈRE : 178.
CHAVANE François : 222.
CHAVANON Christian : 241.
CHÊNEBENOÎT : 66.
CHEVANNE Sylvain : 240.
CHEVÈNEMENT Jean-Pierre : 37, 45, 46, 163.
CHEVRILLON Olivier : 166.
CHIRAC Jacques : 33, 49, 111, 113, 115, 116, 209, 241.
— Auguste : 245.
CHOURAQUI Gérard : 81.
CHOTARD Yvon : 157.
CHRISSEMENT Marie-Liesse : 210.
CHRISTIAN-JAQUE : 222.
CHURCH Frank : 96.
CLEMENCEAU Georges : 181.
CLÉMENT J. : 86, 240.

— Marcel : 209.
CLERC Yann : 155.
CLERMONT-TONNERRE Antoine de : 179, 193.
— Thierry de : 193.
CLIGMANN Léon : 41.
COCHET Jean : 208.
COHEN Édith : 50.
— Stephen : 96.
COLETTE : 17.
CONTADES (comtesse de) (*voir* PROUVOST Évelyne).
CONTE Arthur : 236.
COPPIETERS DE GIBSON : 55.
COQUATRIX Bruno : 187.
CORDESSE André : 199, 200.
CORNIGLION-MOLINIER : 256.
CORNILLEAU Robert : 176.
CORRÈZE Jacques : 80.
CORSON Henri : 49.
CORTINI : 142.
COSTA DE BEAREGARD Albert : 164.
COSTA-GAVRAS (*voir* GAVRAS Constantin).
COSTE-FLORET Alfred : 113.
COTNAREANU (ex-COTY) Mme Léon : 256.
COTTA Alain : 37, 163, 210, 232.
— Jacques : 232.
— Michèle : 37, 163, 164, 232, 235.
COULET François : 238.
COULON-KARLWEIS Georges : 52.
COURCOL Jean-Pierre : 179.
COURRIÈRE Raymond : 153.
COUSTEAU Pierre-Antoine : 169.
COUTROT Jean : 17.
COUVE DE MURVILLE Maurice : 37, 71, 79, 233, 236.
CRAWFORD W.R. : 96.
CRÉANGE Roger : 186.
— Mme Roger (*voir* WAYAFFÉ Simone).
CRÉPEAU Michel : 150.
CRESSON Édith : 106.
— Marcel : 221.
CRÉTE Denise : 190, 191.
CROIX Richard de la : 208.
CROMER (Earl of) : 33, 124.
CRUZ Mathilde : 164.
CUKIERMAN Roger : 53.
CULVER John : 96.
CYPRIEN-FABRE F. : 31.

DAC Pierre : 256.
DALADIER Édouard : 116.
DALLE François : 48, 72, 75, 78, 79, 80, 120, 218, 260.
DANIEL Jean : 165.
DANKEST Piet : 115.
DANON Jacques : 47.
DANY René (*voir* PAILLET Marc).
DAOUDAL Yves : 208.
DARQUIER DE PELLEPOIX Louis : 208.
DASTE Dominique : 79.
DASSAULT Marcel : 14, 15, 47, 54, 119, 223, 240, 258.
DAUDET Léon : 207, 208.
DAUPHIN Lucien (*voir* VAJDA Pierre).
DAUTRESME Dand : 32, 46, 164.
DAUZIER Pierre : 250.
DAVEZAC : 25.
DAVID-WEILL David : 128.
— Michel : 39, 65, 163.
— Pierre : 39.
DAYAN Georges : 60.
DEA Marie : 222.
DEAT Marcel : 34, 46, 75, 76, 120.
DEBATISSE Michel : 161, 162, 166.
DEBRAY André : 22.
DEBRÉ Michel : 23, 31, 32, 33, 34, 46, 256.
DECKER P. : 31.
DECOIN Henri : 222.
DEFFERRE Gaston : 12, 157, 199, 200, 218, 236.
— (famille) : 71.
DEFLASSIEUX Jean : 41, 42, 163.
DEFRANCE Thierry : 79.
DEGROEVE A. : 118.
DEGUEN Daniel : 44, 49.
DELAIR Suzy : 222.
DELAISI Francis : 86, 122.
DELAMARE Édith : 208.
— Louis : 240.
DELAROCHE (famille) : 219.
DEL DUCA Pacifico dit Cino : 189, 190, 191, 192.
— Giosué : 189.
— Simone, Odette : 189, 190, 191, 192.
DELESALLE Robert : 44.
DELMAS Jacques : 240.
DELONCLE Eugène : 75, 80, 120.
— (famille) : 76.
DELORME Guy : 49, 166.
DELORS Jacques : 66, 81, 114, 163, 166.
DELOUVRIER Paul : 162.
DELUBAC Jacqueline : 222.
DEMIDOFF Igor : 81.
DENT Frederick : 157.
DEROGY Jacques : 125.
DEROT Jean-Marie : 179.
DÉROULÈDE : 181.
DEROY Henri : 25.
DESCOURS Jean-Louis : 43.
DESGRAUPES Pierre : 232, 235, 236.
DESFORGES Bernard : 187.
DESPREZ Martin : 179.
DETŒUF : 22.
DEUTSCH Salomon, Henry : 120.
DEUTSCH DE LA MEURTHE Georgette : 119, 120.
— Marie : 120.
DEVAY Jean-François : 208.
DEWEY Thomas C. : 156.
DI BLASI Ignace : 190, 191.
DIONNOT Jean-Gabriel : 210.
DISRAELI : 103.
DODEMAN Jacques : 211.
DOLBEAU Marcel : 48.
DOLLÉ Claude : 14.
DOMINIQUE Pierre : 208.
DONIOL Jacques : 188.
DONIOL-VALCROZE (*voir* DONIOL).
DORÉ Christian : 49.
DORIOT Jacques : 17, 207.
DOUBIN : 162.
DOUBINSKI (*voir* DOUBIN).
DOUCE Jacques : 250.
DOUMENG Jean-Baptiste : 99, 100, 103, 104, 105, 106, 107, 108.
— Jean-Louis : 107.
— Michel : 107.
DREYFUS Alfred : 83, 84.
— François-Georges : 210.
— Pierre : 14, 156.
— Sylvain : 174.
— Tony : 44.
DRIEU LA ROCHELLE : 17.
DRUMONT Édouard : 181, 208.
DUCHEMIN L. : 221.
— René-Paul : 19.
DUCLOS Jacques : 21.
DUFOUR, née DESANTI Marie-Paule : 47.
DUFOIX Antoine : 45.
— Georgina : 45.
DUHAMEL Jacques : 241.
— Patrice : 210.
DUMAS Georges : 43.
DUMAY : 125.
DUMAYET Pierre : 236.
DUMESNIL Jacques : 222.
DUMOULIN Jean-Claude : 240.

DUNCAN James : 156.
DUPONT-FAUVILLE Antoine : 31, 46.
DUPUY (famille) : 206, 217.
DURAFOUR Michel : 32.
DURAMÉ Jean : 47.
DURAND Pierre : 208.
DUVERGER Maurice : 166.

ECKARDT Félix : 156.
EDELINE Jean-Charles : 226.
EGLOFF Bernard : 49.
EHRMANN Henry W. : 20, 22.
EICHTHAL Robert d' : 49.
EINSTEIN Albert : 227.
ENGELBERTS Willem : 121.
ESAMBERT Bernard : 39, 52.
ESCANDE Jean-Paul : 44.
ESTEVA Pierre : 166.
ESTIENNE D'ORVES H. d' : 176.
EUVRARD Michel : 49.
EWALD Jean-Luc : 55.

FABIUS André, Marcel : 60.
— Dieudonné, Élie : 60.
— François, Élie, Louis : 59.
— Joseph, Fernand, Benjamin : 59.
— Laurent : 49, 55, 57, 59, 60, 61, 62, 163, 164, 166, 258.
— Pierre, Maxime : 59.
— (famille) : 72.
FABRE Françoise : 179.
FABRE-LUCE Alfred : 44.
FARAGGI Roger : 260.
FARRAN Jean : 241.
FARSEN : 93.
FAURE Edgar : 48, 116, 157.
— Maurice : 157.
— Paul : 198.
FAUROUX Roger : 12, 164.
FAUVART Raymond : 44.
FAUVET Jacques : 166.
FAYARD Arthème : 208.
FEBVRE Henri : 79.
FECHTELER (amiral) : 173.
FELD Bernard : 96.
FENAILLE (famille) : 223.
FERNANDEL : 222.
FIGUERAS André : 204, 208.
FILLIOUD Georges : 238, 239.
FILIPACCHI Charles : 186.
— Daniel : 71, 179, 184, 185, 186, 187, 188.
FILIPARI Henri : 186.
— (*voir* FILIPACCHI).
FILIPPI Charles : 209.
— Jean : 41, 43.
FILOU André : 80.
FINKELSTEIN René : 194.
FISHER Roger : 96.
FITERMAN Charles : 176.
FLANDIN Pierre-Étienne : 68.
— 178.
FLOIRAT Simone (*voir* WAYAFFÉ Simone).
— Sylvain : 184, 185, 186, 187, 239, 240.
FLOQUET Didier : 43.
FONTAINE André : 157.
— Nicole : 113.
— Rémi : 208.
FONTANET : 260.
FONTENOY Jean : 75, 76.
FORD : 145.
FOREN Richard : 157.
FORGEOT Jean : 260.
FORLANI Arnaldo : 134.
FOSCHI Franco : 134.
FOSSAERT Robert : 44.
FOSSET André : 178.
FOUCHIER Jacques de : 31, 32, 162.
FOUGERON Pierre : 44.
FOURCADE Jean-Pierre : 49.
FOURNIER Jacques : 173.
— Olivier : 173.
FOURRIER Marcel : 192.
FRACHON Benoît : 18.
FRANCE Henri de : 240.
FRANCK Nino : 222.
FRANÇOIS-PONCET André : 128.
— Jean : 166, 241.
FRENDEL Fany : 31.
FREY Roger : 256.
FREYCHE Michel : 44.
FRIEDMAN Jacques : 192.
FROMENTOUX Michel : 208.
FROSSARD André : 66.
FRYDLAND Chaïm : 45.
FULBRIGHT J.W. : 96.
FURSTENBERG J. : 90.

GAÏT Maurice : 208.
GALBRAITH J.K. : 96.
GALLIC Camille-Marie : 208.
GALTIER-BOISSIÈRE Jean : 208.
GALUCCI Achille : 137.
GAMBERINI Giordano : 135, 145.
GANAY Françoise de : 223.
GANDOIS Jean : 13, 166.
GARBOLINO Michel : 107.
GARTHOF R.L. : 96.
GAUCHER Roland : 208.
GAUDET Michel : 162.
GAULLE Charles De : 9, 10, 22, 23, 24, 31, 34, 57, 156, 161, 237, 238, 247, 256, 258.
GAUMONT Léon : 223, 224.
GAUDREY-RÉTY Bernard : 232, 233.
GAVRAS Constantin : 188.
GAVROCHE : 237.
GAXOTTE Pierre : 208.
GAY Edwin : 156.
— Francisque : 176, 198, 206.
GAYLER Noël : 96.
GELAMUR Jean : 194.
GELLI Ettore : 135.
— Licio : 132, 133, 134, 135, 136, 137, 142, 145, 147.
— Marta . 138.
— Rafaelo : 138.
GEORGES-PICOT Pascal : 49.
GÉRAUD-RICHARD : 83, 84.
GETTEN Pierre : 25.
GIACOMOTTO Christian : 46.
GIESBERT F.-O. : 119.
GIGLIOTTI Frank : 142.
GIGNOUX C.-J. : 20.
GILLET Pierre : 221.
— (famille) : 13.
GIRARDIN Émile de : 255.
GIRAUD Claude : 208.
GIROD Francis : 224.
GIRON Charles : 178.
GIROUD Françoise : 71, 114.
GISCARD D'ESTAING François : 44.
— V. : 7, 9, 10, 41, 42, 49, 55, 59, 96, 113, 114, 120, 157, 166, 214, 234, 237, 240, 241.
GHINAZZI Giovanni : 129, 138.
GHIOLDI Achille : 190.
GLADWYN (Lord Jebb) : 66, 156.
GOBRY Yvan : 114.
GOLDBERGER Marvin : 96.
GOLDET Sabine : 120.
— 41.
GOLDMANN Jean-Claude : 107.
GOLDSMITH James dit Jimmy : 66, 214, 215.
GOMEZ Alain : 14, 163, 166.
— Francine : 14.

GOMPERS Samuel : 93.
GOODPASTER Andrew : 157.
GORI Maria : 135.
GORSE Georges : 47.
GOUDEAU Jean-Claude : 208.
GOUIN Félix : 199.
GOÜIN Henry : 67.
GOURDOT Paul : 116.
GOUYOU-BEAUCHAMP Xavier : 240.
GOUZE-RENAL Christine : 72.
GRADIS Gaston : 120.
— Henri : 120.
GRANVAL Gilbert : 66.
GRASSINI (général) : 135.
GRÉGOIRE Ménie : 188.
GRIOTTERAY Alain : 178.
GRISET Antoine : 203.
GROSSMAN Jérôme : 96.
GROSZ dite GROS Brigitte : 67.
— Emeric : 67.
GRUMBACH Philippe : 172, 241.
GRÜNBERG Hermann : 37.
GRUND Frédéric-Gaspard (*voir* HESSEL Stéphane).
GRUNER-SCHLUMBERGER Anne : 119.
GRYMBERG Guy : 53.
GUBERT José-Daniel : 79, 80.
GUERMEUR Guy : 113.
GUESDE Jules : 17, 51, 83, 84.
GUICHARD Alain : 166.
— Olivier : 157.
GUIMARD Paul : 232, 233.
GUITRY Sacha : 222.
GUITTON Henri : 114.
GYP : 222.

HABERER Jean-Yves : 31, 166.
HABSBOURG Charles de : 264.
HACHETTE Louis : 181.
HALÉVY Daniel : 83.
HANIN Roger : 72.
HAMMER Armand : 94, 95, 96, 97.
HAMON Augustin : 205, 206, 245.
HANAU Marthe : 125.
HANON Bernard : 166.
HARISPURU Édouard : 222.
HARLÉ P.-M. : 222.
HARRIMAN A.W. : 96.
HAVAS Charles : 243, 244.
HEALEY Denis : 157.
HEATH Edward : 156.
HEBERLÉ Jean-Claude : 232, 236.
HENNESSY Jean : 125.
HERNU Charles : 66, 115, 166.
HERR Lucien : 84, 85.
HERRIOT Édouard : 116.
HERSANT Robert : 141, 169, 170, 171, 172, 173, 198, 219, 220.
HERVÉ Gustave : 206.
— Henri : 208.
HERVET (famille) : 45.
HESS Rudolf : 127, 128.
HESSEL Stéphane : 163, 232, 233, 234.
HEUZÉ Pierre : 222.
HISARD Claude : 198.
HITLER Adolf : 127.
HOFFMANN Claude : 179.
HOHMAN : 188.
HOLLEAUX André : 235, 236.
HOMMEL : 217.
HOOPE Townsend : 96.
HOPKINS Harry : 23.
HOSSEIN Robert : 193.
HOSTACHE René : 23.
HOURDIN Georges : 195.
HOUSSAYE Jean : 208.
HOUSSIN Michel : 195.
HOYER Léon : 86.

HUART Marcel : 232.
HUET Philippe : 166.
HUGUES Émile : 33.

IGOIN Albert : 170.
IMBERT Claude : 166.
IMBOURG Pierre : 222.
ISTEL André : 68.

JABLON Robert : 187.
JABLONSKI (*voir* JABLON).
JACOB André : 113.
— Denis : 217.
JACOBSON Jérôme : 96.
JACQUEMART Noël : 189, 248.
JACQUIER (*voir* DEBRÉ Michel).
JACQUINOT Louis : 31, 233.
JAECKIN Just : 224.
JAMAIN Bertrand : 114.
JAMET Dominique : 57.
JAURÈS Jean : 83, 84, 85.
JAVAL 85.
JAVITS Jacob K. : 96, 156.
JEANCOURT-GALIGNANI Antoine : 44.
JEANNENEY Jean-Noël : 235, 237.
— Jules : 116, 237.
— Marcel : 233.
JEANTET Gabriel : 233.
JESSUP Philip C. : 96.
JOFFER Ovadia : 59.
JOHNSON Lyndon : 128.
JOSPIN Lionel : 37, 65, 153.
JOUHAUX Léon : 17.
JOUVENEL Bertrand de : 17.
JOXE Pierre : 153.
JOYEUX Odette : 222.
JULLIARD Jacques : 165.
— René : 191.
JULY Serge : 165.
JUVENAL Max : 199.

KAHN Jean-Claude : 48.
— Jean-François : 201.
KAISER Philip M. : 96.
KAPLAN Justin : 96.
KARLIN Daniel : 232, 234, 235.
KARLWEIS G. (*voir* COULON-KARLWEIS).
KASHIWAGI Yusuke : 124.
KASPAR Jean : 165.
KEMOULARIA Claude de : 44.
KENDAL Donald M. : 96.
KENNAN George : 96, 155.
KENNEDY John : 59.
— (famille) : 128.
KERALY Hugues : 208.
KERENSKY : 90.
KERILLIS Henri de : 22, 206.
KERINEC Roger : 41.
KESSEL Joseph : 208.
KIEJMAN Georges : 165.
KIRCH : 90.
KIRDORF : 90.
KISSINGER Henry : 156.
KLEIN Charles : 221.
KLEPSCH Egon : 115.
KLUTZNICK Philip M. : 96.
KOCINSKY Anne : 50.
KOENIG (général) : 256.
KORRY Edward : 96.
KOSKI Albert : 227.

LABADIE Madeleine : 208.
LABRUSSE Bertrand : 235, 236.
LACOIN Bernard : 67.
LADREIT DE LA CHARRIÈRE Marc : 81.
LAFFONT Robert : 191.
LAFOND Henri : 25.
LAGARDÈRE Jean-Luc : 179, 184, 224, 239.

LAGUENS Jean-Louis : 50.
LALANNE Bernard : 73, 99.
LALUMIÈRE Catherine : 49.
LA MALÈNE Christian de : 157.
LA MALFA Ugo : 156.
LAMBERT Baron : 55.
— Philippe : 55.
LAMBERT-RIBOT Alfred : 18, 19.
LANDRIEU Philippe : 85.
LANDRY Adolphe : 195.
LANG Jack : 166.
LANIEL Joseph : 22.
LANZMANN Jacques : 186.
LARCHIER Robert : 221.
LA ROCQUE (colonel de) : 207.
LA ROQUE R. : 96.
LARQUEY Pierre : 222.
LARUE Tony : 61.
LASCH Robert : 96.
LASFARGUES Gilbert : 47.
LA TOUR Georges de : 59.
LAUNOIT J.-P. de : 247.
LAURÉ Maurice : 43.
LAVAL Pierre : 22, 75, 206.
LAYDERNIER René : 50.
LAZARD André : 128.
— (famille) : 43.
LAZAREFF Pierre : 66, 187, 206, 236.
LAZURICK Robert : 125.
LEBAUDY (famille) : 223.
LEBOVICI Gérard : 227, 228.
LECACHE Bernard : 207.
LECANUET Jean : 113, 115, 157.
LECAT Jean-Philippe : 162.
LE CHAPELIER Jean : 44.
LECOURT Robert : 236.
LEDOUX Fernand : 222.
LEE John : 96.
LEENHARDT Francis : 199.
LEFEBVRE Alain : 210, 211, 251.
— Élisabeth : 210, 211.
LEFORT Bernard : 192.
LE FOYER-DREYFUS Pierre : 14.
LEFRANC Georges : 85.
— Pierre : 238.
LÉGER François : 208.
LEGROS André : 52, 187.
LÉNINE : 90, 93, 100, 156, 264.
LÉOTARD François : 113, 115.
LE PEN Jean-Marie : 111, 113, 208.
LEPERCQ Aimé : 23.
LE PORTZ Yvon : 68.
LEPRINCE-RINGUET Alain : 81.
LEROY Alain : 210.
LE ROY LADURIE Jacques : 12.
— Emmanuel : 12.
LETOURNEAU Jean : 176.
LEVAÏ Yvan : 240.
LÉVÊQUE Jean-Maxime : 43, 54, 125, 210.
LE VIGAN Robert : 222.
LÉVI Lucien : 255.
LÉVITAN Félix : 178.
— Wolft : 255.
LÉVY A.M. : 79.
— Hugo : 187.
— Jean : 81.
— Jean-Pierre : 192.
— Jérôme : 125.
— Maurice : 164, 257, 260.
— Paul : 209.
— Raymond : 14.
LÉVY-BRAHMS : 85.
LÉVY-BRUHL : 85, 86.
LÉVY-LANG André : 166.
L'HERBIER Marcel : 222.
LHOPITALIER Nadine : 39.
LICHAU Pierre-Charles : 172.
LICHTENBERGER Yves : 165.
LIENARD S. : 79.
LIGNEL Jean-Charles : 219.
LION Robert : 164.
LIOTARD-VOGT Pierre : 80.
LISCIA Richard, David : 201.
LIVI Jean-Louis : 228.
LŒWENSTEIN Alice, Blanche : 60.
LONG Marceau : 166.
LORNE Claude : 209.
LOUIS-DREYFUS Charles : 86.
— François : 255.
— Louis : 85, 86, 206, 207, 255.
— Philippe : 37, 55.
— (famille) : 18, 55, 103.
LUCHAIRE, née BESNARD (Mme Jean) : 186.
LUGUET André : 222.
LUNS Joseph : 157.

MAARTENSE Isaak : 124.
MCCARTHY Eugène : 96.
MCGOVERN George : 96.
MCHENRY Donald : 96.
MCNAMARA Robert S. : 96, 124, 132.
MADINIER Bernard : 48.
MADIRAN Jean : 113, 208, 209.
MAGGI 221.
MAIZY Hugues : 44, 46.
MAKUSH W.S. : 96.
MALAFOSSE Pierre : 199.
MALLIARAKIS J.-G. : 209.
MALLIAVIN René : 208.
MALRAUX André : 236.
MAN Henri de : 17.
MANCA Enrico : 134.
MANCEAUX Michèle : 59.
MANDEL Georges : 256.
MANDELA Nelson : 118.
MANÉVY Alain : 238.
MANHEIMER (famille) : 164.
MANNHEIMER Robert E. : 96.
MANICACCI Horace : 199.
MANTOUX (Mme O.) : 120.
MARAIS Jean : 222.
MARCHAIS Georges : 104.
MARCHAL Georges : 222.
MARCHANDISE Jacques : 31, 32.
MARCHISIO Robert : 240.
MARCINKUS Mgr Paul : 138.
MARCU Lionel : 186.
MARCUS Claude : 260.
MARIE Romain : 208.
MARJOLIN Robert : 124, 162.
MARQUET Adrien : 76.
MARTETER : 25.
MARTIN Danièle : 208.
— Edwin M. : 96.
— Roger : 12, 80, 162.
— Serge : 52, 53.
MASSERA (général) : 145.
MASSING René : 240.
MASSON Jacques : 41.
MASTEAU Pierre : 208.
MATALONI : 129.
MATHIS Suzy : 222.
MATOUK Jean : 49.
MAUCHER Helmut : 79, 80.
MAUNY Michel de : 169.
MAUPASSANT Guy de : 181.
MAUROY Pierre : 33, 42, 44, 47, 48, 49, 55, 57, 111, 115, 156, 164, 184, 239, 240, 258.
MAURRAS Charles : 128, 207, 208.
MAUSS Marcel : 85.
MAY Marcel, Salomon dit Michel : 235.
MAYER François : 187.
— René : 20, 21, 23.
MAYOUX Jacques : 43.

MAYRET Lisette : 39, 45.
MAZE Jean : 208.
MÉAULLE (famille) : 173.
MEES : 121.
MEIGNANT Dr Michel : 188.
MENDELE Van der : 121.
MENDELSOHN Everett : 96.
MENDÈS-FRANCE Pierre : 23, 31, 32, 37, 66, 71, 79, 164, 170, 191, 223, 232, 234, 247, 256.
MENNEVÉE Roger : 19, 245.
MER Francis : 46.
MERCIER Ernest : 22.
MEREJKOWSKY Lisette (*voir* MAYRET Lisette).
— Serge : 45.
MERIC Marius : 221.
MERMAZ Louis : 233.
MESSMER : 79.
MEUTEY Pierre : 225.
MEYER André : 128, 132.
MEYERS Marcel : 79.
MEYERSTEIN Georges : 186.
MICHAUDET Jean : 45.
MICHELSOHN Haïm (*voir* MICHELSON Charles).
MICHELSON Charles : 239.
MICHELET Edmond : 233, 236.
MINC Alain : 12, 164, 252.
MINEUR Jean : 222.
MINGUET René : 201.
MILIOUKOFF : 89.
MILLIENNE (Mme) : 178.
MILLS Sheldon T. : 96.
MILOCCO Pasquale : 190.
MILONE Enzo : 128.
MIRANDE Yves : 222.
MIRBEAU Octave : 181, 237.
MIYET Bernard : 238, 239.
MITTERRAND François : 7, 8, 9, 10, 12, 33, 37, 42, 44, 47, 48, 55, 57, 61, 62, 65, 66, 67, 72, 76, 79, 81, 83, 84, 111, 118, 120, 157, 162, 163, 165, 174, 178, 199, 201, 211, 218, 220, 232, 233, 236, 237, 238, 239, 247, 260, 263.
— Gilbert : 72.
— Jacques : 72.
— Olivier : 72, 73.
— Robert : 72.
MOCH Gilbert : 45.
— Jules : 45, 116.
MOLLET Guy : 66, 67, 157, 235.
MOLNAR Thomas : 208.
MONACO (Prince de) : 44.
MONCOMBLE Yann : 31, 128, 132, 154, 163.
MONDALE Walter F. : 161.
MONESTIER Françoise : 208.
MONICK Emmanuel : 23.
MONNET Jean : 23, 25, 124, 162.
MONNIER Pierre : 245.
MONOD Jérôme : 33.
MONORY René : 32.
MONROE Marilyn : 72.
MONTAGNON Barthélémy : 76.
MONTAND Yves : 228.
MOREAU Jacques : 49.
MOREUIL Jean de : 210.
MORGAINE Daniel : 192, 217.
MORGENSTEIN (*voir* MORGAINE).
MORIN François : 32.
— Jean : 260.
MORTIMER (*voir* STRASBURGER MORTIMER).
MOSSION Jacques : 108.
MOTTIN Jean : 207.
MOULOUDJI : 222.
MOUSSA Pierre : 31, 54, 71, 107.
MOUTHON : 125.
MOYNE Michel : 222.
MURPHY Robert : 156.
MUSIDORA (Mme) : 224.
MUSSOLINI Benito : 132, 135.
NANTES Georges de : 209.
NAOURI Jean : 50.
NAPOLÉON : 237.
NASSER (colonel) : 32.
NAUDEAU Ludovic : 172.
NEUWIRTH Lucien : 166.
NEWSOM David N. : 96.
NICHOLS Roy C. : 96.
NICOLLE Pierre : 22.
NICOLAY Pierre : 44, 247.
NISSOTI Arys : 222.
NIXON : 133.
NOBECOURT Jacques : 134.
NORA Pierre : 164.
NORA Simon : 50, 164.
NORDMAN Joë : 108.
NORMAND Michel : 194.

OBERKAMPF Mme Léon : 120.
OKITA Sabuto : 124.
ORLÉANS (Philippe, duc d') : 7, 133.
ORNANO Michel d' : 166.
OUSTRIC : 18.
OWEN JONES Lindsay : 80.

PAGÈS Pierre-Étienne : 59.
PAGEZY Bernard : 162.
PAGNIEZ Régis : 186.
PAGNOL Marcel : 222.
PAILLET Marc : 232, 234.
PAPEN Franz von : 127, 128.
PAQUI Jean : 222.
PARÉDÈS J. : 222.
PARKER Charlie : 186.
PATENÔTRE Raymond : 207.
PATTERSON Hugh B. : 96.
PATTON James : 96.
PAULVÉ André : 222.
PAUTY Pierre : 209.
PAUWELS Louis : 172.
PAYE Jean-Claude : 33.
PEARSON Lester : 156.
PEBEREAU Georges : 11, 33.
PECORELLI Mino : 134.
PEDRAGLIO Gérard : 260.
PEJU Élie-Jules : 192.
PERDRIEL Claude : 53, 120, 200, 250.
PERETTI Achille : 48.
PÉRIER François : 222.
PÉRON (général) : 145.
PERRIN Paul : 75, 76.
PÉTAIN Philippe : 17, 22, 34, 68, 156, 190, 198, 237.
PETERSEN (Vve) (*voir* Mme BEYTOUT).
PETITJEAN Bernard-Michel : 210.
PETITPIERRE Max : 156.
PETSCHE Maurice : 43.
PEYRELEVADE Jean : 33, 48, 164.
— Paul : 33.
PFEIFFER Lucien : 48.
PFLIMLIN Pierre : 31.
PHILIPPE Raymond : 128.
PIA Pascal : 189.
PIAF Édith : 222.
PICARD dit LE PIC : 85, 86.
PICCOLI Michel : 188.
PIERRE-BLOCH Jean-Pierre : 141, 172.
PIERRE-BROSSOLETTE Claude : 41, 54, 107, 120.
PIETTRE André : 114.
PINATEL : 208.
PINAY Antoine : 157.
PINEAU-VALENCIENNE Didier : 163.
PINOTEAU Hervé : 208.
PIRELLI Alberto : 156.
PISANI Edgard : 11, 33.
PISAR Samuel : 96.
PIVERT Marceau : 207.
PIVOT Bernard : 214.

PLAISAIT Bernard : 210.
PLAS Bernard de : 258.
PLESCOFF Georges : 33, 43, 54, 166.
PLEVEN René : 23, 24, 113.
PLOIX Hélène : 49.
PLONCARD D'ASSAC Jacques : 208.
POHER Alain : 233, 260.
POINCARÉ R. : 125.
POISSON : 86.
POITEVIN André : 200.
POLAC Michel : 99.
POLLET (famille) : 44.
POMARET Charles : 256.
POMPIDOU Georges : 9, 34, 39, 45, 52, 57, 79, 113, 161, 237.
PONIATOWSKI Alexandre : 107.
— Michel : 116, 160.
POST Avery D. : 96.
POSTEL-VINAY André : 22.
POUCHIN Dominique : 227.
POULET Robert : 208.
POULLAIN Louis M. : 213.
PRADELLE Charles-Jean : 250.
PRESLE Micheline : 222.
PRICE Charles C. : 96.
PRILL George : 96.
PRIOURET Roger : 71.
PROPPER François : 50.
PROUTEAU Jean-Pierre : 166.
PROUVOST (ex-comtesse de CONTADES) Évelyne : 216.
— Jean : 185, 188, 206, 216, 241, 256.
PUCHEU Pierre : 17.
PUJO Pierre : 208.

QUEUILLE Henri : 116.
QUILLET Aristide : 197.
QUIN Claude : 176.

RABA Marguerite : 120.
RACHET Lucien : 66.
RACHLINE Lazare (*voir* RACHET Lucien).
RAIMU : 222.
RAMADIER Président Paul : 41.
— Paul : 41.
RAMARONY Jules : 236.
RAMBAUD G. : 31.
RAMSAY Jean-Pierre : 201, 202, 224.
RAOUL Francis : 178.
RAOUL-DUVAL Guy : 43.
RAPPOPORT Charles : 85.
RATHENAU Walter : 128.
RATISBONNE E. : 221.
RAUVENHOFF : 124.
RAYMOND-LAURENT : 176.
REAGAN Ronald : 145, 155, 161.
REBATET Lucien : 222.
REFFA Jean-Louis : 43.
REGAS George F. : 96.
REINACH Salomon : 85.
REISCHAUER Edwin O. : 96.
RÉMOND René : 166.
RENANT Simone : 222.
RENARD François : 44.
RENIER Léon : 255.
RESNAIS : 228.
RESOR Stanley : 96.
RETINGER Joseph : 156.
REUTER Julius (*voir* BEER Julius-Josaphat).
REYNAUD Paul : 44, 68.
REYRE Evelyne : 52.
— Jean : 52.
RIBADEAU-DUMAS François : 222.
RIBICOFF Abraham : 96.
RIBOT Alexandre : 264.
RIBOUD Antoine : 11, 31, 32, 37, 48, 65, 66, 81, 163, 164, 203, 214.
— Jean : 67, 68, 71, 72, 73, 120, 188, 199, 201, 203, 247.
— (famille) : 37, 65, 66, 67.
RICCI Marco : 137.
RIGAUD Jacques : 71, 241.
— René : 164.
RIVERS Fernand : 222.
ROCARD Michel : 14, 71, 115.
ROCHE Émile : 197.
— France : 222.
ROCHEFORT Henri : 181.
ROCKEFELLER David : 128, 149, 156, 162.
ROHAN-CHABOT Hélène de : 193.
ROHATYN Félix G. : 71.
ROHMER : 228.
ROLANT Michel : 15.
ROLL Mathias : 31.
ROLL OF IPSDEN (Lord) : 31, 32.
ROLLAND Pascal : 261.
RONSAC Charles (*voir* ROSENWEIG Charles).
ROOSA Robert V. : 96.
ROQUEMAUREL Gérald de : 179, 188.
ROQUEVERT Noël : 222.
ROSANVALLON Pierre : 164.
ROSE François de : 149, 162.
ROSENBURG Marvin : 96.
ROSENWEIG dit RONSAC Charles : 192.
ROSIER Alfred : 178.
ROSNOBLET Achille : 86.
— Hélène : 86.
ROSSELINI Isabella : 77.
— Roberto : 77.
ROSSI André : 166.
ROUFF : 85.
ROUGEMONT Denis de : 156.
ROUJANSKY Olivier : 118.
ROULEAU Raymond : 222.
ROUSSELLET André : 33, 118, 201, 241, 247, 248, 251.
ROUX Ambroise : 11, 157, 164, 210.
ROTHSCHILD Alphonse de : 51.
— Benjamin de : 39.
— David de : 51, 52, 102.
— Edmond de : 32, 37, 39, 43, 45, 52, 54, 119, 120, 157, 162, 177, 178, 241, 247, 250.
— Édouard de : 51.
— Élie de : 157.
— Guy de : 51, 103.
— Henri de : 55, 76, 188.
— Jacob dit James de : 51.
— Nadine de : 55.
— Nathaniel de : 107.
— Nicole de (*voir* Nicole STÉPHANE).
— Philippe de : 55.
— (famille de) : 18, 21, 22, 23, 34, 37, 39, 45, 51, 86, 107, 122, 127, 187, 255, 256.
ROY Krishna : 68.
RUEFF Jacques : 156.
RUFFNER : 93.
RUSTICUS : 209.

SABOURET Yves : 164, 185.
SAGLIO Dominique : 48.
SAINT-CYR Renée : 222.
SAINT-GÉOURS Jean : 32, 166.
SAINT-GIRONS Henry de : 222.
SAINT-PIERRE Michel de : 208.
SAINTONGE Jacques : 97.
SAKHAROFF Andreï : 118.
SALISBURY Harrison E. : 96.
SALLARD Roger : 223.
SALLERON Louis : 208.
SALMON Robert : 166.
SALMONA Pauline : 116.
SALOMON Gilbert : 104.
SALVINI Lino : 136, 142, 145.
SANDERS Alain : 208.

SANFORD Terry : 96.
SANGNIER Jean : 178, 216.
— Marc : 176, 178.
SANTOVITO (général) : 135.
SARCEY Laurent de : 222.
SARRUS Jean : 60.
SARTI Adolfo : 134.
SARTRE Jean-Paul : 202.
SASSON Victor : 53.
SAUVAGEOT Ella : 195.
— Jacques : 166.
SAUVAGNARGUES Jean : 33
SAUVY Alfred : 114.
SAVARY Alain : 166.
SAVOIE Victor-Emmanuel de : 133.
— (dynastie de) : 133.
SAVOIR Alfred : 60.
SCHACHT Hjalmar : 127.
SCHEEL Walter : 124.
SCHERRER Hans R. : 79.
SCHIFF Jacob : 31, 86, 87, 89, 94, 95.
SCHLUMBERGER Anne (*voir* GRUNER-SCHLUMBERGER).
— Geneviève : 43.
— Conrad : 119.
— Marcel : 119.
— Maurice : 68.
— (famille) : 37.
SCHMIDT Helmut : 157.
SCHNEIDER Charles : 25.
— Daniel : 13.
— Romy : 125.
— (famille) : 23, 67, 223.
SCHOLNICKAN Raphaël : 90.
SCHOLTEN Théo M. : 124.
SCHOR Abraham Maier : 46.
— Jacques : 46.
SCHUELLER Eugène : 75, 76, 120, 178.
— (famille) : 260.
SCHUMANN Maurice : 233.
SCHWEISGUTH Pierre : 22.
SCHWARZENBERG R.-G. : 115.
SCOVILLE Junior Herbert : 96.
SEDILLOT René : 208.
SEEMULLER John : 81.
SEIBERRAS J. : 222.
SELIGMANN D'EICHTHAL : 49.
SEMBAT Marcel : 83.
SERVAN-SCHREIBER Bernadette : 120.
— Émile : 66.
— Jean-Claude : 214.
— Jean-Jacques : 12, 42, 49 114, 120, 191, 214, 226, 239.
— Jean-Louis : 67, 120, 179, 185, 214, 226.
— Robert : 66.
— (famille) : 66, 71, 214.
SEYDOUX Jérôme : 41, 42, 201, 202, 223.
— Nicolas : 43, 201, 202, 223, 224, 225, 226, 259, 260.
— René : 43, 67, 68, 223.
— Roger : 43.
— (famille) : 37, 43, 67, 223.
SEYDOUX FORNIER DE CLAUSONNE (*voir* SEYDOUX).
SHRIVER Sargent : 96.
SICA Domenica : 136.
SIÉGEL Maurice : 71, 72, 202.
SILBERSTEIN Gilda : 45.
SIMON Dr Pierre : 166.
SIMONIN Albert : 189, 191.
SINDONA Michèle : 132, 133.
SIRITZKY Alain : 226.
— Joseph : 226.
— Léon : 226.
— Samy : 226.
— Serge : 226, 227.
— (famille) : 226.
SMADJA Henri : 189, 200, 201.
SODINI Jean : 208.
SOLLERS Philippe : 114.
SONIÈS Gérard : 107.
SORDET Dominique : 76.
SPAAK Charles : 222.
— Paul-Henri : 156.
SPINELLI Altiero : 118.
SPINOZA : 99.
SRUIN : 121.
STALINE Joseph : 21, 22.
STEINBACH Guy : 208.
STEINMETZ Yvonne : 113.
STÉPHANE Nicole : 188.
STERN Abraham. Jacob dit Antoine : 107.
— Edouard : 107.
— Fritz : 96.
STEVENSON Adlai : 96.
STIRBOIS J.-P. : 208.
STIRN : 162.
STRASBURGER (*voir* STRASBURGER-MORTIMER).
STRASBURGER-MORTIMER Aimée, Irène : 60.
— Louis : 58, 60.
— Louise Béryl : 60
STRAUSS Bertrand : 46.
— Franz-Josef : 157.
STREICHER Julius : 127, 128.
SUARÈS André : 208.
SUSINI Napoléon : 61.
SUTTON Antony : 105.
SWATERS Marie-Antoinette dite Paly : 199.
SYMINGTON Stuart : 96.

TAITTINGER Pierre : 208.
TALLIER Nathalie : 39.
TARDE Guillaume de : 25.
TARNEAUD Phillipe : 49.
TATI Jacques : 226.
TAYLOR A.J.P. : 128.
TCHOU Claude : 232.
TEITGEN Pierre-Henri : 233, 260.
TENDRON René : 165, 167.
TENOT Frank : 185, 186, 188.
TERRAY Jean : 178.
TERRENOIRE Louis : 256.
TÉRY Gustave : 197.
TESSON Philippe : 201.
THÉROND Roger : 179.
THIBON Gustave : 208.
THIERRY Hubert : 55.
— Jacques : 55.
THIERRY-MAULNIER 245.
THOMAS René : 41, 164.
THOMPSON William : 96.
THOREZ Maurice : 21, 68.
THUILLIER Patrick : 47.
TIBERGHIEN Michèle : 44.
TISSIER Jean : 222.
— Paul : 222.
TORRÈS Henry : 208.
TORRISI (amiral) : 135.
TOSCAN DU PLANTIER Daniel : 223, 224.
TOURNOUX Jean-Raymond : 166.
TOYTOT Xavier de : 208.
TRABUCCHI : 142.
TRAINI Celsa : 189.
TREE Marietta : 96.
TREMBLAY (docteur) : 114.
TRENO R. : 192.
TREPPOZ Alain : 47.
TRIBOULET Raymond : 47, 114.
TRIGANO Gilbert : 32, 203.
TROCHU (abbé) : 206.
TROMPETTE Paul : 199.
TROTSKY Leiba BRONSTEIN dit Léon : 89, 90, 100, 156.
TRUFFAUT François : 188, 228.
TUNNEY John : 96.
TUROT Henri : 83.

URI Pierre : 32, 156.

VAILLANT Édouard : 83, 84, 86, 256.
— Jacques : 256.
— Sophie : 256.
VAJDA Pierre : 47.
VAJOU Jean-Claude : 161.
VALBON Georges : 15.
VALENSIN Dr G. : 185.
VALLA Jean-Claude : 210.
VALLOIS Georges : 192.
VALYNSEELE Joseph : 208.
VANEL Charles : 222.
VARENNE Alexandre : 198, 219.
VARSANO Maurice : 106.
VEIL Antoine : 113, 118, 258, 260.
— Simone : 54, 78, 111, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 124, 125, 220.
VEILLET-LAVALLÉE Bernard : 202.
VENLOO P.J. de : 222.
VENTILLARD Georges : 216.
— Jean-Pierre : 217.
VERNES Jean-Marc : 47, 53, 54.
VERNEUIL Louis : 222.
VERNHOLES Alain : 108.
VERSAIS Renée : 209.
VILLEMAREST Pierre de : 208.
VIANÈS Georges : 46.
VIDAL Gaston : 125.
VIEZZER Antonio : 134.
VILLEMAREST Pierre de : 156, 204, 234.
VILLEHUCHET Thierry de la : 250.
VINNEUIL François (*voir* REBATET Lucien).
VIOLLETTE Maurice : 173.
VIRION Pierre : 157.
VIVIANI René : 83, 84.
VIZIOZ P. : 80.
VUILLAUME Michel : 47.

WAGNER Christian : 208.
— Georges-Paul : 208.
— Henri : 208.
WAHL Jacques : 41, 166.
WALLENBERG Marais : 156.
WARBURG Félix : 90.
— Joan : 96.
— Paul : 90.
— (famille) : 31, 90.
WATTS Glenn E. : 96.
WAYAFFÈ Simone : 187, 240.
WEBER Alain : 46, 47.
WEIL Charles-Henri : 250.
WEISROCK Claude : 46.
WEISS Bernard S. : 96.
WEITZMANN Henri : 125.
WENDEL (famille de) : 14.
WILLIAMS Murat W. : 96.
WILSON Harold : 156.
WITTEVEEN H.J. : 124.
WORMS Hypolite : 23, 34.
WOODCOCK Léonard : 96.
WOUTS Bernard : 194.

YONCOURT Bernard : 46.
YORK Herbert F. : 96.

ZEELAND Paul van : 156.
ZELLERBACH J. : 142.
ZÉVAÈS Alexandre : 84.
ZIJLSTRA Jelle : 124.
ZILETTI Ugo : 138.
ZIMMERMAN Philip : 211.
ZOLA Émile : 84.
ZVIAK Charles : 80.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 7
I. Après Giscard d'Estaing 9
II. Deux précédents : 1936, 1945 17
III. Les dirigeants changent, les financiers demeurent 27
IV. Dans un décor nouveau 41
V. Les banquiers « privés » n'ont pas désarmé 51
VI. Laurent le Maléfique 57
VII. Un conseiller de poids : Jean Riboud 65
VIII. L'ombre de l'Oréal sur l'Élysée 75
IX. Un vieux ménage contre nature 83
X. Le camarade milliardaire 99
XI. Un étrange chef de file de l'opposition 111
XII. Le gigantesque empire de Robeco 121
XIII. Haute finance, politique et sociétés secrètes 127
XIV. Une mafia : la Loge P2 137
XV. De singuliers démocrates 149
XVI. Une inquiétante collusion 161
XVII. Au nom de la Liberté 167
XVIII. La Sainte Alliance du trust vert et de la presse « sexy » 181
XIX. Des profiteurs et des saints 189
XX. Quand Demos pactise avec Ploutos 197
XXI. Vraie et fausse droite 205
XXII. Trusts de presse et presse de trusts 213
XXIII. Comme la langue d'Ésope, le cinéma 221
XXIV. A la conquête de l'audiovisuel 229
XXV. Derrière les grands principes, de très grands intérêts 235
XXVI. Les mastodontes de la publicité : l'Agence Havas 243
XXVII. Les mastodontes de la publicité : Publicis 255
Pour conclure 263
L'effondrement du franc de 1901 à 1984 265
Index des noms cités 269

Si ce livre
vous a intéressé
et que vous désiriez
être tenu au courant
des prochaines publications
de HENRY COSTON

veuillez lui envoyer ce bulletin (ou, à défaut, une copie).

Bulletin à envoyer à Henry COSTON
B.P. 92-18, 75682 Paris Cédex 18

Nom : .....

Prénoms : .....

Profession : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

.....

.....

Veuillez de me faire parvenir les notices concernant vos livres, sans engagement de ma part.

Date et signature :

F.A.V.

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 15 NOVEMBRE MCML XXXIV SUR LES PRESSES DE CORLET, IMPRIMEUR, S.A. 14110 CONDÉ-SUR-NOIREAU POUR LE COMPTE DE HENRY COSTON

Dépôt légal : novembre 1984
N° d'Imprimeur : 4456

Imprimé en France

OUVRAGES DE HENRY COSTON

DICTIONNAIRE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE

Cet ouvrage, fruit de longues années de travail et de recherches, contient tout ce que l'Honnête homme de notre temps doit connaître de la politique française. Il y trouvera — classés de A à Z — plusieurs milliers d'articles et de notices sur : les doctrines et les doctrinaires ; les hommes et les militants politiques ; les partis ; les clubs ; les groupes de l'extrême-droite à l'extrême-gauche ; les journaux et les revues, leurs dirigeants, rédacteurs ou commanditaires ; les instruments de propagande (presse, radio, télévision) ; les éditeurs et les agents de publicité, etc. Nombreuses illustrations, relié toile rouge.

Tome Ier, 1 088 pages
Tome II, 782 pages
Tome III, 742 pages
Tome IV, 740 pages

Aucun de ces volumes ne répète ce qu'il y a dans les autres. Chaque tome, vendu séparément, est tout à fait différent : il complète les trois autres tomes ; les notices et articles qu'il contient sont classés dans l'ordre alphabétique.

DICTIONNAIRE DES DYNASTIES BOURGEOISES ET DU MONDE DES AFFAIRES

Voici, classées par ordre alphabétique, les notices des grandes dynasties bourgeoises aux origines fort diverses — françaises ou étrangères — qui occupent, certaines depuis la fin du XVIIIe, une position dominante aussi bien dans l'industrie, le commerce ou la banque que dans la politique, l'administration ou la diplomatie. 596 pages, nombreuses illustrations hors texte, relié toile rouge.

LES FINANCIERS QUI MÈNENT LE MONDE

« Le monde, dit un jour Disraeli, est gouverné par de tout autres personnages que ne se l'imaginent ceux dont l'œil ne plonge pas dans les coulisses... » Ce sont ces tireurs de ficelles que l'auteur vous fait connaître dans ce livre documenté et précis. 354 pages.

LA HAUTE BANQUE ET LES TRUSTS

L'art et la manière de gouverner les peuples, de les exploiter et de les corrompre. 440 pages.

L'EUROPE DES BANQUIERS

L'Europe qu'on nous fabrique sera-t-elle celle des peuples, unis pour la défense de l'Occident ? Ou celle des banques et des trusts associés pour l'exploitation de nos dépouilles ? Les trafics, les combinaisons, les complicités des journaux et des politiciens (France, Angleterre, Italie, Allemagne, Bénélux) placés sous un impitoyable projecteur. 384 pages.

LE SECRET DES DIEUX

Walter Rathenau, ancien conseiller de Guillaume II, puis ministre de la République allemande, signataire du fameux pacte germano-soviétique de Rapallo, déclarait un jour : « Trois cents hommes, dont chacun connaît tous les autres, gouvernent les destinées du continent européen, et choisissent leurs successeurs dans leur entourage ». Vous trouverez la clé des événements dans ce livre d'une documentation étonnante. 356 pages.

LA RÉPUBLIQUE DU GRAND ORIENT

Le rôle des Francs-Maçons dans la politique française depuis 1870. 304 pages.

LES TECHNOCRATES ET LA SYNARCHIE

La synarchie est-elle une société secrète cherchant à s'emparer du pouvoir ? Les technocrates forment-ils une nouvelle classe sociale ? Ce livre vous le dira. 204 pages.

ONZE ANS DE MALHEUR, 1958-1969

Le règne du général de Gaulle, année par année. 230 pages.

LA FRANCE A L'ENCAN

Notre pays vendu en morceaux comme dans une braderie. C'est ce que vous montre ce document exceptionnel sur les agissements de la finance cosmopolite. 174 pages.

LA HAUTE FINANCE ET LES RÉVOLUTIONS

Les révolutions ne sont pas spontanées. Elles ne naissent pas comme des champignons, en une nuit, sous un arbre. L'auteur nous le prouve et nous dit qui a fourni les fonds indispensables aux entreprises révolutionnaires de France (1789) et de Russie (1917), d'Italie (marche sur Rome de Mussolini) et d'Allemagne (Hitler). 128 pages.

LES 200 FAMILLES AU POUVOIR

Un tableau sans complaisances de la France d'aujourd'hui, trahie par les politiciens et exploitée par les financiers. 264 pages.

PUBLICATIONS HENRY COSTON
B.P. 92-18, 75862 Paris Cedex 18

Prix : 120 F

CORLET, IMPRIMEUR, S.A.